

une loca qui Bi pers

l'éle pes : de p de l'

do li les e

.(1)

Da

Leu .

Dans touch semicarable llough administration of figure, is première d'action générale des conseillers doit être come à la même houre, le joir first par le préfet du comité, ce jour na sevent par estre plus approché que guines jeurs, ré plus étaigne aux trants jours après que le territoire a séuni les conditions mentes pour formes que le territoire a séuni les conditions mentes pour formes que le territoire a séuni les conditions mentes pour formes que gue manicipalité, dura le cas des acticles 15, 17 et 18, la première d'action générale deit se labre de manage manifere à un jour qui necloit pas être plus rapproché que quinne jours at plus, étaigné / ce transferieure de le déte de la publication de la résolution.

Les élections générales neivantes de cettre manicipalité ent manife lieure l'éponne fixés par l'article présédant.

Ales, le rest duague était donné en avis public par le regrésait desse le le le le la maire annonçant cette éspecieure management les élections de la municipalité en assoundée d'atraine. Il dongue et en les indiquées pour éties les les annonces liters de les lindiquées pour éties les annonces liters. one should have been been been been

S'il s'agit de la première élection apple l'émotion d'une souveille manisipolité l'accele l'avie doit être douné par le prélet du nomté (1). L'avie doit être douné par le prélet du nomté (1). L'omission de l'accelé per S. de Q. de 1872 48 Viet. 11. 1. 1. 2. 2. 2. 2. 2. 10.) L'omission de tel avie public n'empeche pas le tenus de l'accepté dans me municipalité nouvellement érigée ; et les personnes qui out néglige de le donner dans les délais présérits, encourant, chacune d'elles, une pénalité de pas moins de cinq ni de plus de vingt piaeture (2). to vind the section of the section of

⁽¹⁾ Dans la cause de Brousseau es. Brouillet. C. C. Montréel, s'évrier 1872. Bestellet au 1948. C. p. 205, Il uses juge avant l'amendement fait à l'art. 1865. par 25 Viot. C. 21, 2. 7, que l'omission de l'avis empêche la tenue de l'assemblée, même at estre emissions dieux décesses par le rendement des princes et des de faire nommer les conseillers par le Lieutemant Gouverneur que le fait que le jour et l'heure de l'assemblée étaient notoires et des castéllecteurs se sont constitué en assemblée, au jeur heure di lieu rendempe le code, em plus grand nombre que les antiées procédentes, et qu'il n' a en ausemblée, au jeur heure de l'assemblée, et qu'il n' a en ausemblée, et qu'il neur valide la tenue de l'assemblée, et que le Lieutemant Gouverneur était justifiable de nommer les conseillers.

(3) Dans Martinis et al., et Gouillard, et al. C. C. Quéétée, a mans 1878. Doriou, al. 16 E. J., G. D. 96 il 464 à dis juge que le râte qu'anceur avis n'aurait été donné en lengue anglises ne rand pas mulle l'éléction, quatrit personne en lengue anglises ne rand pun mulle l'éléction, quatrit personne en lengue anglises ne rand pun mulle l'éléction, quatrit personne en lengue anglises ne rand avis, et qu'anceur avis n'aurait été donné en lengue anglises ne rand pun mulle l'éléction, quatrit personne en lengue anglises ne rand avis, et qu'anceur avis n'aurait été donné en lengue anglise en la les les les avis, et qu'anceur avis n'aurait été donné en lengue au grand de l'anceur avis n'aurait été donné en lengue anglise ne rand pun au le l'anceur avis n'aurait été donné en le l'anceur avis n'aurait été donné en le l'anceur avis n'aurait été donnée en le l'anceur avis n'aurait été donnée en le l'anceur avis n'aurait été donnée de l'anceur avis n'aurait de l'anceur avis n'aurait été donnée de l'anceur avis n'aurait de l'anceur avis n'aurait de donnée de l'anceur avis n'aurait de la laire de l'an

113

de plus

d cott 1 10 D

Secret II. Se président le l'action du conseillers par une résolution du conseillers par une résolution du conseille qui ne agrique pas de charge à cotte (poque.

Si personne n'est namme pour présider l'élection en el le personne nommée est absenté, le secrétaire-trésorier du que pail est de droit le président de l'élection. (1)

por la principa de la completa del la completa de l

APP. So pointent as posterone & Colombias grap posteron & Colombias grap posterone

l'article 331.

Sons l'aspicetitant de l'élection des sonsellers set un conservateur de le quix, depuis kuit bourse du matin de jour de l'assemblée des élections municipaux, jusqu'as londemate de la elétere de l'élection à nout hourse de matin. Il joule à cet-égant des mêmes pouvoirs qu'un pagette paix, et peut les exercer dans toute l'étendus de la mandipulité.

Dans le cause de Globousity ve. Champagne C. C. Sta. Sakomerque interirle internation.

Le la complete de la consecution de la consecuti

randre incomposent, mais qu'alle mad son amorité pius foste di inv de la divident.

Dans la campa de Lagunit se Palement, C. C. Montreet, è mare 1972, Michael, J. R. C. p. 265, ille été jupé que le chota d'un président foit à l'unamissité par l'assemblée, nanolistant. Le présente du surrétaire tainentet, est unitée, mine able presente de la presente

⁽¹⁾ Dans la cause de Globousky oc. Champagne C. C. Ste.

The state of the s

S. Commenters I vac. It is parde d'un constable on de fonte autre personnes, dancat quarante huit house un plus, quitment autreins le partie recelle le bon ordre ;

"A. Pour amprisonner, sprès conviction sommiffe, the difference dance le prison consense du district su danc beste naixes en autre lieu de détention flabil dans les limites du conté, durant une période s'ensemble ; par limites du limites du

de Trépanier es. Cloutier, G. B., er Chef. 11 B. J. Q., p. 581, et b. L. Note stion des constillers municipal

cont Bill a set town us post, he provident dett dans so them desail to hult fourt, he livre do post int à l'élection au burbait du consent leant, pour ett dans les scobives de ce censell.

The Galconque e été souriné pour présider une de consession locate par le préside par le censell, que contrain les les des l'article Mill est définis à refrance estre charge, on transmistant de préside un consession qui l'election de la préside de ce selection de la nomination de ce sour le la motification de le nomination de ce sour le manuel de ce faire, il m'est plus requi à refrance cette dange.

Basenas III — Accordés des florteurs mantels aux.

267. (Til gréanmoid per R. de Q. de 1877, 32 Vict., ch. 21, a. 8, a. 5 secure de Q. de 1885, de Vict., ch. 26, a. 8. L'accombités des descents municipeux est termes au time que dis conseil limité tient sus resultant, et doit être euverté à dis hourse de matin du jour firé seux l'élection et les presidifiés de l'accombiée doivent être forits, spit dans la livre de délibérations du dis conseil, seit dans une desument est doit faire périté des archives du dit conseil.

Némuolus le conseil d'une municipalité verale qui tient se receions dans une municipalité de cité de ville on de village, en vertu de l'article 106, peut par résolution, fixes un autre endroit pour le tenue de telle autembiée.

S'il s'agit de le prémière élection après l'érection d'une nouvelle municipalité, l'accembiée aut tenue à l'endroit désigné dans l'avis.

disigns dans l'avis.

⁽¹⁾ Dans la cuerce de Boileau es. Proulx C. C. Montréal à maine 1872. Mackey, J. & R. C. D. 202, H. S. See Juge qu'il n'est par le comme de la comme della comme d - Appropriate transfer of the control of the second of the

Service Bertholings

ar écrit, par au moine deu

bear de la sevification de la grandestallaciente

The name of the party of the same of the s BOISTING TO STATE OF

Dans L cause de Boileau vs. Prouis, Q.O. Mon are torn Marie de Boileau vs. Prouis, Q.O. Mon nomination de candidate, par teux électours qui se de l'entre nome of present mais qui our nomination de l'entre nome of present mais qui our nominations.

twe écrit Vo (1)

pell.

L'ans le cause de Bureau es Mormand, 5 R. L. p. 40, il e page que la loi ne requiert pas la présence des camébiens le l'élection pour examen quant à leur qualification.

Voir note sur art. 849.

(8) Dons in cause de Melancan de Sylveure, O. C. St. Hyen the mara lett, Rectte il la la mara lett. Rectte il la la mara lett.

are agent Hamparine & Pares. ters Car be And the second second second second second second

complete paramiles candidate mis en nomina and province paramiles contro losquels I no province problem services controls and problem problem services controls and problem.

des leger constitut properties of the state of the state

Copy of the copy o

candidate m West menimenton, qui n'a par d'opposant et de procéder à la cenue du poil et à l'enregimentant des voir de décours pour les autres candidates.

name la cenue de Marquis et al., pa Confliard et al., C. C. Québeb, 5 mars 1876, Doulett, J., 10 H. J. Q., p. 18, illa été page qui le délai pour metère en noménation, les condisints est d'un heure, à compter de l'ouverture de l'assemblée, et qu'un per peut être demandé avant et su moment de l'expiration de nette heure mans qu'il suit nécessaire qu'une demande soit faite par écrit pour la tenue d'un poil et l'enregistrement des voies de élections. Volracte sur art. be Tobre I ab' man A court

(i) Darm in cashes de Bonatobal et al. es Montagan de férrier Mil; à mont day le jugé que le fait par un président d'une

4 per 8 4 9 4 1978, 42 Proc., v. 18, 6, 13 Supplement of the state of the The second secon

put forms has an ecour it comes of and of the court of th

de

le i

Mon (8)

dente a problem l'acceptor poll à cierc de comme de l'acceptor de la comme de l'acceptor et el consideration de la comme de l'acceptor et el consideration de l'acceptor d

Dans la cause de Martin, vs. La Cité de Montréal, C. S. Montréal, II décembre 1882, Doherty, J., 6, L. N., p. 28, il a été jugé par le fait, par une corporation mandenais, de priver na contribuable de son droit de vote donne lieu à un resoure su desse de la part du contribuable.

AND DESIGNATION OF THE PARTY OF Principle Comment of the Comment of

The Le president, an east of an poll set ouvert, doit entrer ou faire entrer dans un livre tenn dans les conditions of après prescrites, et dans l'ordre qu'ils sont donnés, les vetes des électeurs en y inscrivant les nome et qualités de charme d'eux. (3)

\$14. Tout électour pout voter pour antent de candidate qu'il y à de conscillers à élire dans la municipalité, on dans le quartier, si la municipalité est divisée en vorte de l'article 617. 13

Dana decret et Boller, O. B. R. Mountel, Marrien and Devien, J. on C. Monk. Russey. Cross, J. Boller, N. B. 207, 11 a det juge (soms les Capocitions de la L. M. S. de G. de tatte al. V. ont decretes au amendant fa de ch. 16, des fa B. B. C. que le connections de mode, prescrit men de commission d'école aux lier d'appes le mode, prescrit men dections des conscillers municipants par la commission d'école aux lier d'appes le mode, prescrit men dections des conscillers municipants par la commission des conscillers de commission des conscillers de commission de conscillers de commission de

(I) Denn in cause de Bronneau et. Drouillet. C. C. Montreau.

rôles d'évaluation de 1970 et 1971, étant hors du contrôle de consul, l'élection a des valuations ent latte aux le rôle d'explante de 1939; que dans l'espèce ce dernier rôle n'a comé ducum grief l'élection ne pouvant avair d'autre résultet même avec le mile de 1870 ou ceini de 1871.

Jugé que l'emission de la qualité des électeurs, dans le livre de votation, n'est pas une cause de mulité de l'élection, s'il n'en est résulté aucune injustice, vu que cette formalité ne porte pas sur le vote même, et n'affecte pas assentiellement l'élection. MORRIER, et al., v. RARCONI, Cour de Magistrat du comté de Bagot, Lanctot, magistrat, VII R. L. 149.

(3) Dans le cause de Huncau ve. Et pour, C. C., L'Assemption. 20 Janvier 1871; Banuary, J., & R. C. p. 294, il a été jugé qu'un cortain nombre dédications peuvant convenir entre une que l'en voters par liste en lébie de le vote peuvent en vote qui peut trées pour six candidats, quotique l'électeur n'ait voté qui peut un seul candidat, avoir celui dont le nom était en tête de électer.

de

de day

éln

BOT

élec

elo qu'i

viol clos . 00

flu

(1)

Carles and the second of the second of the second A made reference of the analysis from the

par o reproductive de la productive de productive de la p

CAR Selection of piece senset, in 1999 toll fire

Alle. Quiconque vote à une florier de conseillers maniel ce diffication de care le desse des care le care de la desse des care le care de la desse des care le care de la desse des care de care de la desse de care de care de la desse de care de la care d

Paris (or l'indices) que la material Sableman per l'acc (or l'indices) que la material Sableman destructions andrésistant que l'acceptant de la material d

The control of the co

⁽⁵⁾ Dant in cause de Belber et al., v. Porteinnes, C. C. Quebec, juillet 1879, Stuart, J., 6 R. J. Q., p. 17, Raidel juge que le roul un decreus frunteigal enregistriaprès que tel élection la réfine présur le serment requir par ceraritiele, est nul et étre déplace

Danie in caricor de Harraco y Longir dis Rolland, Stole of Laborator de Romano y Monte de La motre. O. C. Montreal 31 mai 1977.

Torrance d. 15.3. p. 219. Il-d 66 juge que des anarrecteurs, a agraça par l'accest d'un cambidac à une élection municipale, pour remperer des élections au barrau de resolución pour roma remperer des élections au barrau de resolución pour roma partir de contre l'agent, de la cambidat, autifolitément e soil delegant le relicant de la cambidat, autifolitément de soil delegant, la relicant de la cambidat.

the the state of t

toutes lettres et paraphée par le président de l'élection.
219. El un électeur prête le serment requis, ou s'il rèd de le prêter, ou si objection est présentée à sem vote, ment de chaeun de ces faits doit être faite dans le livre de dans les termes su "objects," selon le se e sulvante, - " a ormente 125 Misse

la clóture de l'élection, mais avant de proclamar les candidats élus, deit sertifér sous en signature, cur le livre de pell, le nombre total des votes inscrita, dennis le premier setré sur le livre juage au derpier, ainci que le nombre total des votes de livre juage au derpier, ainci que le nombre total des votes dannés à chaque des candidats. (1)

danger it answer des partage deal de meis en ferretr des de plusiones d'entre les candidats, le précident dels sen vois quand mêms il me mensit pas discteme mus sous une pénalité de mas meins de mingt mi de que

** 685. fil, di quatre houses du sair du patemier janrie les votes, de tous les disatours présents ne sunt per l'assemblée aut sjournée es Joudémain à dix hou matin pour continuer l'enregi

3.) L'élection doit être elect à quatre heures du solt de second jour. Toutelois, dans une municipalité possédant plus de six comme électeurs, il cou de plus, sujet à l'autheile 22, motrale un jour de second de plus amount de second de flecteurs excédant le nombre de six cents.

votes, not le premier, soit le second jour il s'double heure, man qu'il soit enregatre de voix le préditent dete

Neanmoins will out downs avis on president, some serne qu'un blosteur & bie smptone d'appropher du poll pe violence pendant la dernière houre, l'élection me pout de diode avant l'expiration d'une houre après que telle vicieme

335. A. la eloture de l'élection, le président proclam flus consellers les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

nation de conscillers faile par lui e requirement dos conscillers par d'autros.

PARTY OF A PERSON OF A TRAILER

COMPANY LOCATE PAR 18

One l'assemblée des électeurs municipaux pour l'ésee des éconseillers lecaux n'a pas eu lieu au temps fixé par loi, ou par l'avis public ti l'élection a lieu en verte de riidu 361, ou que l'assemblée ayant eu lieu, il n'y e été audant élection

All anome cleation;

3. De qu'il a été die un montre franklaure de consciliers;

Il est du devoir du président de l'élection ou du serrétaire, transfer de le corporation, d'informer, le licitement gouver acur de chacun de ces faits par lettre elirenée un sorrétaire provintiel, dans les quines jours qui suivent l'époque fitte paus l'élection.

Al cit permis à tout électeur municipal de deuxet sette lifermet est lieutenent entre par le le cit permis à tout électeur municipal de deuxet sette liferment entre par le le cit permis à tout électeur municipal de deuxet sette liferment entre par le le cit permis de lieutenent entre le conscion est le

1007. La lieutenant-gouverneur, annitét que la considerant de considerant partificant partificant des conseilles de la gaminpalité, des conseilles es annités égal un nombre des conseilles à élire dans le conseille perdédent, ou en constitue perdédent, ou en constitue que pour somplétes la nombre requis de conseillem dens le conseille partifice en quartiere, en varie de l'atticle élf, le l'entenent-gouverneur ne pour nombre en conseillers que pour les quartiers en l'arres en la conseiller que pour les quartiers en l'arres en le conseillers que pour les quartiers en l'arres pour les quartiers en l'arres en le conseillers que pour les quartiers en l'arres en le conseillers que pour les quartiers en l'arres pour les quartiers en l'arres partiers en l'arres en l'arres en le conseillers que pour les quartiers en l'arres en le conseillers en le conseillers en la conseillers en le conseillers en le conseillers en la conseillers en le conseillers en la conseille en le conseillers en la conseille en le conseillers en le conseillers en le conseillers en le conseillers en la conseille en le conseillers en

ď'n UR

n'il

TA

pré **d61** ord

de gu'r

· issiff .

destination to the standard of the standard of

236. La lattre du recrétaire provincial, dans laquelle sont désignée les conscillers nommés par le lieutenant-genverment, est expédiée au secrétaire-trésorier de la municipalité ou à l'un des conseillers ainsi nommés.

Calui à qui cotte lettre a été expédiée doit donner, suns

dist, à chaoun des ognicillers qui y sont nommés, un avis,

nomination act celle des promiers conseillers d'une municipalité nouvellement organisée, la personne à qui la lettre a été expédiée doit, dans l'avis spécial donné à chaque des conseillers nommés, en même temps désigner l'époque et le lieu de la première session du conseil.

antion de consellers faite par lui et s'il le juge à propes remplacer ous conseillers par d'autres.

ORANIDER CENQUIRIE

HOLDINGS TO THE WATER STATE

municipale, ou tricke member qui suit tente élection générale municipale, ou tricke members générale de contellier faite par le Houtenanée gurverneux à défent d'élection, le members précipite, c'ils formats un quorant, nomment infin to le corporation l'un des conseillers qui e les analitée requiess pour cette charge.

100 le codritaire transfer dels, escritet que le passion tion du maire à été faite, ou donner un avir spécial au préfut du nembre, ainei qu'à la personné nommée et èlle n'étail pasprente à l'élection.

consollers dans les quinse jours après tella présidère resident les figures pour le faire arro le industrier de la literation de la literation

prote son surment d'alles juign's la monitation de son

d'accepter en de continuer à axemés estés charge encourt une amende de trente pinetres.

o'il no sait lim et carire. (1)

consoil, anoun no suit live of fories, i'un do see consoillers préalablement désigné par le sort, doit être rempinés sans délai per nomination du lieutenant-gouvernous en lu ministre ordinaire, par une personne inchant lire et éctire et posédant les autres capacités requises pour le charge de membre du consoil.

علوا

⁽¹⁾ Dans la cause de Turgeon ve. Norcau, C. C., Quérec, mars 1878, Stuart, J., 9 B. J. Q., 358, il a été jugé : Que les disposicions de cet article doivent être interprétées dans un sens large du qu'un homme qui ne peut lire et écrire qu'avec difficulté, et ca épolant n'est pas que l'ilé pour compar la position de matrie.

(OHAPITYRE) SEXTENES

VACANCHE DANS LE COMBRIL LOCAL.

Anorion L. Vatances dans la charge de conseillere

entrantement of the state of th

227. (Tel qu'acende par S. de Q. de 1878, 41-42 Vict., c. 10, s. 17.) Il y a vacance dans la charge de consollier, dans

1. Lorsqu'il a été nommé comme conseiller une personne oxompte de cotto charge, ou lorsqu'une personne oxorgant la filarge de conscillor en devient exempte pendant qu'elle Poscape, et qui, dans l'un en l'autre cas, s'est configure. l'article 213 :

ecl. Dans le tous de refere discopiere our de continues à

Quand le consciller nia plus son domicile nissa place distintres dans les limites de la municipalité logale, excepté que tel domicile eu place d'affaires se trouve dans nine municipalité voisine faisant partie de la même phroisse ou du même township que le municipalité dont il est conseiller :

4. Quand un conseiller est tombé, après sa nomination, dans une des incapacités prononcées par la loi, et s'est conformé à l'article 2673

5. Dans le cas de l'absence de la municipalité locale, on de l'impossibilité d'agir par maladie, infirmité ou autrement, conscentivements pendants treis meis, sujut néasmois

. . 1

Ju

PQ ab

CO

S. Lorsque la démission d'un consciller a été accuptés par la consoil, ou que sa charge a été déclarée vacante en verte do l'article 208 page such . The set had inguish inconvidences

To Dans le cas de décès.

8. Quand un conseiller néglige de faire et de produire dans le délai voulu, la déclaration mentionnée dans le dernier paragraphe de l'article 283, sujet néanmoins à l'application de l'article 119, pourvu qu'il ait fait et produit sa déclaration avant que des procédés aient été faits pour remplir la Vacanco.

⁽¹⁾ Dens la cause de Dubuc se. Fortin, C. S., Montréel, St. décembre 1881, Papineau, J., 11 R. L., p. 114, il a été jugé que la vacance mentionnée dans les articles 337 et 330 C. M. empéche le conseiller de siéger comme conseiller, du moment que des procédée pour remplir cette vacance ont été faits.

"DES. Neuthitunt toute venance limits consolicted con-nelliers restant on charge continuent à exercer leure pouvein et à remplir leurs devoirs comme tels, s'ils form quorum du conveil. Et, su contraire, ile ne forment pas un quorum, ils no pouvoit agir comme conneillars qu'après que les vacances ent été remplies. ESU. A une des sessions que enirent l'ouverture de toute

vacance, le conseil nomme par résolution une personne pour remplir la vacance, parmi les personnes éligibles de la

municipalité. (1)

19 1 1 m

dans

ound

of la r'ell

de L

· Training اممخاد

Dine BO. C ller :

tion. a'ost

ent,

FILE

-12-6

tion

dans la charge de consoller, dans les quines jours après cu'un aris apécial de l'ouverture de colte vacance e de qu'un avis spécial de l'enverture de ce déposé an bureau du conseil par un électeur, telle vacant est ensuite Templie par le la la touant-gouverneur, telen les règles presertes par la negliaction des sonsellem à définit

341. Chaque fois que par sanse de vacance, il reste maisse de quatre conseillers en charge, tel vacances plinitérates dins le conseil ne pouvent être remplies que par le libertement gouverneur en la manière ordinaire.

Enerios II. Vacance dans la chere de muire.

343. Il y a vacance dans la chierre de meire, dans chac des con suivants :

1. Lorsque le siége de consciller de tel maire devient TARREST TO THE PROPERTY OF THE

(i) Dans Paris vs. Couture, Paris vs. Brisson, et Laliberté vs. Barabé C. S. R., Québec, 31 décembre 1883, Mercelith, Juge en Chef, Gasquit, J., et Caren, J., 10 R. J. Q., p. 1, il a été jugé que la nomination de conseillers fuite par le conseil, pour remplacer des conseillers incapables d'agir, par maladie, absence, ou qui entrefiné d'accepter la charge, doit être contestés sous l'article 186, et ne peut être sanulée parce que l'élection des conseillers qui les ont nommés, faite par les électeurs et qui n'a pas été contestés sersit filégale.

Dans la cause de Limotte et al., vs. halancette; G. C., Serel, 47 mars 1873, Papineau, J., 10 R. L., p. 480, il a été jugé que l'élection d'un conseiller manicipal est nulle, ai alle est faite par le peuple, pour remplacer un conseille, âtent, avant que le siége du conseiller absent ait été déclaré vacant par le conseil municipal, qui seul a le droit de remplacer un conseiller absent; que si le conseillar ainsi élu et dont l'élection est contestée, admet que son dioction est nulls, en niant dependant tous les allégade de la requête présentée pour obtenir l'annulation de cette decision et en la confeviant, sans offrir les frair jusqu'à la contestation, il sera condamné à tous les dépens.

Voir note sur article 337.

Voir note sur article 337.

S. Loroque la démission du maire est acceptée par le conmil, ou que se charge a été déclarée vacante en vertu de l'article 208.

3. Dans la ses de refus d'accepter ou de continuer à axercer le charge de maire en de celle de conseiller de comté.

de i

maia

Arch

requ

agen défer

Ju ette

ot de O. S. J., O.

Bara

chef,

oup

Art

101 indiv ment

le Be

Ju

4. Lorsqu'il a 6té nommé, comme maire, une personne exempte de cette charge, on lorsqu'une personne exempte la charge de maire en devient exempte pendant qu'elle l'occupe, et qui, dans l'un on l'autre cas, s'est conformée à l'article 213.

5. Quand le maire est tombé, après se nomination, dans une des incapacités prononcées par la loi, pour la charge de maire ou de sonseiller de somté, et s'est conformé à l'article 207.

243. Si les sept conseillers restent en fonctions, l'élection du neuveau maire a lieu, à la première session du conseil tenue après l'ouverture de telle vacance, selon l'article 330.

Si, au contraire, il 7 a des vacances dans la charge de conseiller, telle élection n'a lieu qu'à la première session du conseil tenne agrès que toutes les vacances dans la charge de conseiller ont été remplies.

344. Si la nomination du nouveau maire n'a pas lieu à l'époque fixée par l'article précédent, elle peut être faite par le fleutenant-gouverneur d'après les règles ordinaires.

845. Le conseil peut en tout temps, nommer un pre-maire, lequel, en l'absence du maire ou pendant la vacance de cette charge, remplit les fonctions du maire avec tous les priviléges, droits et obligations y attachés.

CHAPITRE SEPTIEME.

CONTRATATION DES SOMMAZIONS DES MEMILIS DU COMBRIL.

840. Toute nomination de conseiller faite par les électeurs peut être contestée par un candidat ou par cinq électeurs municipaux, pour cause de violence, de corruption, de fraude ou d'incapacité ou pour défaut d'observation des formalités essentielles. (1)

A 2 of distance where do 7

⁽¹⁾ L'absence du socrétaire-trésorier du bureau municipal pendant la semainé qui a précédé l'élection et l'impossibilité pour cela, pour des électeurs de payer leurs taxes et d'acquérir le droit, de voier, n'est pas une cause de nullité d'une élection, si cette

B47. Le nomination du maire peut avest être conf pour les mêmes causes par tout membre du conseil.

absence a de justes causes et est axempte de toute fraude, ét al de fait, un soul électeur s'est présenté pour payer ses taxes, et n'a pu, à raison de cette absence, les payer et se qualifier à voier. Cour de Magistrat, Bagot, Langtot, magistrat,—Morrier et Rasconi; 7 R. L. 140.

Cour de Magistrat, Bagot, Langtot, magistrat, descrier et Rasconi, 7 R. L. 140.

Jugé que le paiement d'une somme d'argent à des électeurs pour leurs troubles et parties de leurs dépendes et perte de temps en venant voter, constitue un acte de corruption en vartu du dreit commun ; qu'une promasse ou un den fait à une pessonne pour un vote qu'elle n'a pas ne constitue pas un acte de corruption ; que sur quo-corrunte, le requiranté peut faire une allégation générale que le défendeur n'a pas obtequ la majorité réelle et légale des votes, et que c'est an défendeur à justifier qu'il si le droit d'occuper la charge qu'on l'accuse d'unurper, et qu'il ne peut prétandre qu'il n'est obligé de soutenir que ceux des votes qui sont spécialement incriminés, mais qu'il en serait autrement sur toute autre contestation que que souvente C. S. Québec, 17 mei 1276, Cesanit, J., Venner sa Archer, 1 R. J. Q., p. 288.

Jugé qu'une nouvelle élection s'es ordonnée lorsque des actes de corruption seront prouvés avoir été commis par le requérant qui était candidat et qui réclame le siège, ou par ses agents, à as connaissance, même s'il est prouvé que le conseiller défendeur n'avait pas la majorité des votes, déduction des la secte de l'art. 201. C. Q. Waterloo, 18 janvier 1862, Buchanan, J., Auclaire, requérant, et Poirier, intimé, 26 J., p. 281.

Juné que le décotte d'accuper une abarre manificaile dett

Jugé que le droit d'occuper une charge municipale doit du contesté conformément aux dispositions du code municipal, et de la manière prescrite par le code, et non par que marrante. C. S. R. Québec, 31 octobre 1877, Meredith, Juge-en-chef, Stunft, J., Casault, J., Fiset vs. Feurnier, 3 R., J. Q., p. 334.

Dans Paris vs. Couture, Paris vs. Briscon, et Laliberté ex. Barabé, C. S. R. Québec, 31 décembre 1883, Meredith, Juge-en-chef, Casault, J., et Caron, J., 10 R. J. Q., p. 1, il a été jugé que la contestation de la nomination du maire et celle des conseillers par les électeurs ne peuvent se faire que conformément aux articles 346 à 364 C. M. et non sous les articles 1016 et 1017 C. P. O. ou par que convenie. ou par que tearrante.

Articles du Code de Procédure Civile relatifs à l'universion de charge publique ou municipale.

1016. Toute personne intéressée peut porter plainte lorsqu'un individu usurpe, prend sans permission, tient ou exerce illégale-

1. Une charge publique, une franchise, une prérogative dans

2. Une charge dans une corporation, corps on bureau public, soit que cette charge existe par le drôit commun ou soit créée par un statut ou une ordonnance.

MAG

annt éa À lone e de ticle dion a pošil 380. a du

ou i Des Sire,

otto

ELL. .. 13 : BUT

UT

ude

it és

. Add- Lo. commissence of he destrice de telle contest appartienment à la cour de circuit du district en du comté ou

1017. Cette: plainte: est portée devant le Cour Eupérieure, et devant un juge de cette Cour; mais le bred d'ansignation ne peut émainer que un la permission du tribunal en d'un juge, obtenu de la mantière expulsée desse l'article 200; et le procédure ce conduite en observant les délais et formalitérqui y sont preserte 1018 Le pourmivent en sus des allégations relatives à l'usuppe ton et détention illégale de la charge; peut, dans et requêt iltellée; indiquer le nom de la peusonne qui a decit actelle charge en franchise et democr les faits nécessaires pour établir es drei et dans ce cas le tribunal peut adjuger sur le droit de l'une et frantse des parties.

1010 fit le plainte est fendés le jugement erdonne que le délen et tendemné dépendent et de le la le le procéder et en lu de la charge, francties en partecette et condamné aux dépend en faveur du peursuivant ; le tribuné est le juge peut en oètre le condamner à une empulée n'emédes pas le comme de quatre cents plantres, qui delitêtre payée au secevent général de la province.

1018 Si le poursuivant successes all doit être condamné à paye tous les dépens.

971 O. 11

eir sti

la la Vic d'o Bu du

tous les dépens.

1022 Le personne déciarée par le junement avoir droit à la charge ou franchise, peut, après avoir prôté le semment et fourné à cautionnement requis par la loi, entres dans l'envoice de le sharge ou franchise et enigte de défendeur la remise des clea, livres, papiers et insignes dont ce dernice a la possession ou le garde, et qui appartienneme à la charge ou franchise ; et dans la ras de refus ou négligaires, le tribunel peut ordonner au sehérit de prondre possession de ces; clean, livres, papiers et insignes et de les remettre à la partie qui par le jugement est déclarée y sivoir droit, sens préjudice aux poursuités oriminelles auxquelles le défendeur peut être assujett!.

Dans le cause de Métres es. Trudeau et als, C. B. R., Mentriel, J. mai 1883, Dorien, Juges en Char, Monk, J., Tessier, J., Oros, J., et Baby, J., & L. N., p. 274; et 1 M. L. R., p. 347, illa été juge que d'après les dispositions de l'acte de Q. de 1885, 46 Vict. c. 29, a. 3, qui décrètent que pour toutes les coursestations de élections de commissaires d'école, la procédure qui devra être faite sera la même que celle se rapportant à la contestation des élections

de commissaires d'évole, la procédure qui devra être faite sera la même que celle se rapportant à la contestation des élections municipales, et les articles 346 et suivants du C.M., les centestations d'élections de commissaires d'écoles doivent être portées devant la Cour de Circuit ou la Cour de Magistrat, qui ont une juridiction exclusive en ces matières; que partant le recours par bref de quo varranto établi par S. R. B. O., ch. 15, s. 40 et 41 et ch. 88, l'acte pour sauvegarder les droits de corporation et en assurer l'exercice, contre l'usurpation de télles fonctions est abrogé; que même si ce recours existait encore concurremment avec celui indiqué par la loi nouvelle, la simple élection des défendeurs comme commissaires d'écoles, sans qu'ils se soient immiscés dans l'exercice de telle charge, ne donnersit par lieu à l'émanation d'un que tour autre. l'imanation d'un eso warrante.

Buy 1.3. Bur a . Tour s are or they stook the explicit was their was minimum that

la cour du magistrat du comté dans léquel set visus la municipalité, à l'enclusion de toute autre course(1)

Les fautes des officiars qui n'effecteut en aucune manière le druit ou l'exercice du vote, n'emportent nullité que si la loi le déclare, toute omission qui n'e pu préjudicier un libre et entier exercice du droit de vote ne pout invalider une élection.

Une procédure par que marconte ne sers pas rejetée parce que des timbres n'auraient pas été apposés sur le requête, et la cour permettra d'y apposer double timbre. Li n'est pas nécessaire que l'ordre du juge ordonne de comparaître ànsileu indiqué dans la requête. Onte requête tient lieu de la déclaration requêse par article 50 G. P. C. Dans cette procédure le délai d'assignation de trois jouis est suffinant conformément à l'article 1000, C. P. C. Une requête adressée au juge de la Gour Supérieure ayant et exessant juridiction dans le district est une indication membante du tribunal et du juge. Il n'est pas nécessaire de mettre ma numéro sur la requête, suriout al le bref en porte un. Lorsque la loi ne déclare pas que, si l'un des candidats n'est pas qualifié et est exclu de la charge, pour cette raison, l'autre candidat quoiqu'il n'est pas obtenu la majorité des votes, devra être proclamé úlu, le juge ne pent le déclarer et qu'en se cas il faut une nouvelle élection, C. S. Trois-Elvières, 9 septembre 1678, Sicotte, J., Bureau se Normand et Gouin et als, Intervenents, 6 B. L. p. 46.

Sicotte, J., Bureau se. Normand et Gouin et al., intervenseu, 5 R. L. p. 46.

Jugé qu'un demandeur, dans une action de gro convente sous les dispositique des articles 1416 et a., G. P. C. pour faire déclarer vacants le place, de consciller municipal, n'est pas rendu interpable de procéder parce que d'antres personnes se seraient obligées de payer les frais à encourir per lui dans telle consulte s'il est d'ailleurs qualifié comme électeur de la municipalité. C. S. Montréal, Si décembre 1881, Papineau, J., Dubne sa Fortin, 13 R. L. 144. 11 B. J. p. 114

Jugé qu'une personne qui loue une volture pour memer de flecteurs voter sux élections municipales, peut recouvrer en justice le leyer de cette voiture. C. C. M ntréal, 31 mai 1973, Torrance, J., Stole vs. Rolland, 4 R. L., p. 465. Voir notes sur article 283, 291, 294, 309, 348, 349, 885, 610 et 909.

(1) Jugé que l'élection ou la nomination d'un conseiller municipal doit être contestée directement et qu'elle ne peut pas être attaquée incidemment par la demande en nullité d'une récolution attaquée incidenment par la demande en nullité d'une resolution à laquelle le conseiller a concourre; que la juridiction donnée à la Cour de Circuit et à la Cour de Magistrat par est article pour la contestation de l'élection des conseillers, par les électeurs, et la nomination du maîre par le conseil, est, pour les causes de violence, de corruption, de fraude, d'incapacité, ou pour défaut d'observation des formalités essentielles, exclusive de toute autre et spécialement de celle créée par les articles 1016 et suivants du Code de Procédure. C. S. R., Québec, 31 décembre 1888, Meredith, Juge en Chaf, Casault, J., et Caron, J., Piett et. Couture, Paris en Brimon, et Laisserté en Barubé, le R.J. C., p. 1.

THE TENDENCE OF PERSONS AND A RESIDENCE TO SECURITION OF THE PERSON OF T

Voir note sur art. 268.

n.ou.

n et en mment on del

260. Cette sontestation art peride à la cour, par sue requête ch sont relatée les faits et les moyens allégués au soution de la contestation.

Los requérants pouvont aussi, dans leur requête, indiquer les personnes qui ont droit à la charge en question et énoncer les faits propres à établir ce droit. (1)

(1) Jugé que l'élection de six conseillers municipaux étus ca même tomps peut être contestée par une seule requête, même si les moyens de contestation sont séparée et différents quant à chacus des conseillers, que dans ce cas un seul cautionnement pour les finis suifs, que le paiement de toute les taxes municipales et sociaires dues à l'époque d'ans écction municipale forme une partie executielle de la qualification d'un élection municipale et qu'une iousination de ca-didate faits par des personnes qui au temps de telle monination, sont endettées pour des taxes, est mulie, même et al les électeurs qu'i font la nomination cont eu rement qualifié comme tels, et ce monobetant les dispositions de l'article 18 C. M. que pour établir que des taxes municipales sont dues, il s'est pas suifiants à preduire et de prenyer un règlement du conseil par lequel elles ont été impocées, mais qu'il est ansé mément put de la preduire et de prenyer un règlement du conseil par lequel elles ont été impocées, mais qu'il est ansé mément de dépêt a été dans de la que requis par l'article 960, que la séclaration par le préglant de l'élection faite avant l'expiration d'une heure depuis le sommencement des procéées, que des sandidats dont l'élection n'est pas contestée, ent été d'unent élies us estrapes déclarée mille n'a aucune injustice réelle ne paraît un étre résulté ; que sur une contestation d'élection municipale, an enimen des vetes peut avoir leu sous l'article 346 d'objection n'apparaisse au enhèer de votation ; qu'une élection municipale peut être contestée pour corruption par les candidats de leurs amis ; que lorqu'une érreur apparaît à la face du calher de votation ; qu'une élection municipale peut être contestée pour corruption par les candidats de leurs amis ; que lorqu'une érreur apparaît à la face de consister qu'un candidat qui a majorité des votes sera déclarée dit. C. C. Sherhrous, février 1872, Ramsay, J. A., Lawford, Requérant et Bobertion et al., Intimés, le Jurisie, p. 178. 2 B. C., p. 255.

Jugé qu'un peut et de cou

le j cha nom

> 350. lien abro RUX aprè

Le d

journ

Da Lafor libeli qu'ér illégi d'énd l'inti T. B. (1)

qui s term

Day 27 fér traire reque lieu l reque

dans qui s 16 Ju

1000 (Tol gw'amendé par S. de Qi de 1878, 39 Vict. 12, e. 2.) Une copie de cette requête, avec un avis indiquant le jour de se présentation à la cour, est signifiée et laissés à chacun des membres du conseil dont la nomination est contestée, dans les trente jours qui suivent la date de cette nomination, à peine de déchéance.

350a. (Ajouté par S. de Q. de 1875, 39 Vict., ch. 29, s. 2). Le délai pour se pourvoir en la manière indiquée aux articles 350, 708, 925, 926, 927, 1964 et 1967 sera de trente jours au lieu des délais divers donnés par les dits articles qui sont abrogés pour autant. Le délai pour rapporter le bref d'appel aux termes de l'article 1070 sera de quarante jours,

\$51. Nulle telle requête ne peut être présentée ni reque après la clôture du premier terme de la cour qui suit le jour auquel la nomination contestée a été faite.

Néanmoins si la nomination a été faite dans les guinn jours précédant tel premier terme, la requête paut être précentée le premier jour du second terme. (1)

Dans Fraser et al. et Buteau, C. B. R., Québec, 19 juin 1876. Lafontaine, J. en C., Aylwin, J., Duval, J. (dissident), Mondelet, J., et Badgiey, J., 10 D. T. B. C., p. 269, il a été jugé que la requête libeliée pour l'emanation d'un brac de que experience de faits, constituant l'usurpation ou l'occupation illégale d'office est suffisante et que le requérant n'est pas tens d'énoncer les moyens de nullité de l'élection; mais que b'est à l'intimé à justifier de son autorité à l'exercise de la charge Jugé, dans le même sens, C. S. Mentréal, 16 avril 1851, Day, J., Smith, J., et Vanfeison, J., Orébassa et al. es. Péloquin, 1 B. T. B. C., p. 247.

(1) Dans la cause de Lavoie es. Elamella, C. C. Montréal, 14 mars 1882, Papineau, J., 5 L. N., p. 94, il a été jugé que s'il y plus de quinse jours entre la nomination contestée et la diffuse du terme qui suit cette nomination, la requête doit être présentée durant ce terme, même s'il a commence dans les quinse jours qui suivent la nomination et qu'une requête présentée dans un terme suivant celui qui a duré ainsi, sera renvoyée.

Dans la cause de Brunelle vs. Brousseau, C. C., Montréal, 27 février 1885, Doherty, J., 8 L. N., p. 99, il a été jugé au contraire que depuis le statut de 1883, 46 Vict., ch. 26 ss. I et 2, une requête en contestation d'une élection municipaie qui avait es lieu le 12 janvier 1885, qui a été signifiée le 11 février pourra être rècue le 17 février.

reque le 17 février.

1880, qui a été signifiée le 11 février pourra étri
rèque le 17 février.

1880 que lorsque l'élection des conseillers municipeux à liei
dans les 15 jours précédant le premier jour du premier terms
qui suit l'élection, la requête peut être présentée le premier jeu
du second terme. 0,00, St. Hyacinthe, Savril 1877, Sicotte, J.
Bourgeault et al. Requérants et Dalpé et al. Conseillers contestée
16 Juriste, p. 256.

igner

cle 18

ment le ne le 346 t pa

to de A - 612 dont

kay,

#200. Lin requirement delvent denner courter pour level es moins dix jours avant la présentation de la requête à la mari à défaut de quoi estie requête ne peut être reçue par .. the come with in. is tribunal. (1)

SUS. Le cautionnement requis par l'article précédent es

donné devant le greffier de la cour. Les exations deivent être prepriétaires de bions fonds deun valour totale de deux cente plastres, en sus de tente charges dent ils sont greves. Une soule caution suffit, si elle est prepriétaire de biens fonds au montant requis. (2)

(1) Jugé que des intervenants dans une contestation d'élection

(1) Jugé que des intervenants dans une contestation d'élection ne sent pas obligés de feurnir le sautiennement que détrunt donner les requérants. C. C., Montréal, El janvier 1872, Reautry. J., Brou seau vz. Br. uillet. 2 B. C., p. 234.

Dans Bourrassa, vz. Aubry. C. C., Montréal, i février 1875, Esthieu, U., 14 B. L.; p. 415, il été jugé que la réquête ne sera rejetée purce qu'eile surait été passeutée avant l'expiration des dix jours, à compter du cautionnement mais que la réquête ne sera paurra permettre la production de cette requête, et ne la recevoir qu'après le delai de 10 jours; qu'à Montréal, ab tous les jours juridiques sont jours de terme pour la Cour de Circuit, à compter du 15 janvier, une requête confestairt une nomination qui aurait en lieu le 12 janvier peut être présentée dans les trents jours de la nomination.

Voir note aux article 349.

(2) Jugé Qu'il n'est pas nécessaire de décrise accune propriété fancière dans le continuement d'une seule personne et que dans le cas d'irrégularité, la Cour permettra la production d'un nonveau cautionnement. C. C. Montréal, 36 février 4872 Mackey, J., Tremblay vs. Roy, 2 R. C., p. 235.

Que l'acte de cautionnement na doit pas pecassairement contenir la désignation des bians-fonds des cautions, mais que leur déclaration énoncée aous serment dans l'acte, qu'ils sont propriétaires de biens-fonds de la valeur requise est sufficante. C. C. St. Hyscinthe, 2 avril 1872, Sicotte, J., Bourgesult et al., requérants et Dalpé et al. Conseillers contectés, 16 Juriste, p. 256 et 4 R. L., p. 73.

Dans la cause de Hébert et al. vs. Fréchette, Iberville, 10

ot 4 R. L., p. 72.

Dans la cause de Hébert et al. vs. Préchette, Iberville, 10 février 1886. C. C., Chagnon, J., 14, R. L., p., 213, Ila été jugé que dans le cas d'une contentation d'élection municipale, le cautionmement fourni en vertu de l'article 352, C. M., et portant que la caution est propriétaire de biens-fonds d'une valeur totale de quatre cents piastres, toutes dettes payées, est insufficant, yu l'article 353 qui exige que la caution soit propriétaire de plens-fonds d'une valeur totale de deux cents piastres, en sus e toutes charges dont ils sont grevés.

the pictor of an interest of the figure to an experience from the production of the R

Fig. 4th of the control of the property of the state of t

Vil r note sur art. 970.

(1) 1 iaxe speci rotre que l tien.

son

HOE

Dar u indig

Dan na, J pout nomb candi Dar Casat

défen

spécia saire. charg adver Dar Papin

son at

ete d'a

dent est

delection

A: Cour a la rec les les

propriété

sairement mais que m'ils sons sufficante, ult et a ste, p. W

erville, 10 eté jugé cipale, le et portant ne valeur et insufil iétaire de es, on sus

7 85 40 Telle sequete est présentée à la cour; séance tomaile, accompagnée des rapports des significations préalables;

" \$650 Si, uprès avoir entendu les parties, la cour let d'opinion que les faits et moyens asticulés dans le requête, sont suffisants en droit pour faire prononcer le nuilité de le nomination, elle en ordonne la preuve a l'audition des parties intéressées, au jour le plus convensble dans le ter-

· 256. La cour procède d'une manière semmaire à entendre ot dejuger in contentations (2) and a second section with the

(i) Dans in couse de Audaire et. Poirier, C. C. Waterlee, 16 juin 1662, Buchanan, J., 28 Juriste, p 281, il a été jugé que le sule de perception des rétributions mensuelles, sons admis comme preuve auflisante de l'imposition et du défaut de palement des taxes, lorsqu aucune contestation n'estroulevée par un plaidoyer spécial quant à la validité de l'imposition de telles taxes; que le retrebution mensuelle est une taxe dans le sens de l'article 201; que le paiement des taxes dues par un électeur, dans le but de le qualifier à voter en faveur d'un cand dat est un acte de corruption. tien.

(3) Dans une cause de Bourassa va. Aubry, Montréel, 3 mays 1998, C. C. Mathieu, J., 14 R. L. p. 118, il a été jugé qu'un conseiller municipal dout l'élection est contestée, pour eause de cerruption, par une personne qui ne réclame pas le siège ne peut prétendre par une procédure récriminatoire, que, même en retranchant les votes qui lui ont été donnée îrrégulièrement, il conserve encore la majorité, si l'on déduit les votes îrrégulières qu'il indique donnée en faveur du candidat battu.

Indique donnés en faveur du candidat battu.

Dans Auclair vs. Poiries, C.C. Waterioo, 13 juin 1883, Buchana, J., 28 J. p. 231, il a été jugé qu'un serutin des votes illégaure pout avoir vieu pour les deux candidats, inrique le siège est réciamé, par le requérant pour le candidat battu, et que la requête et la défense alléguent, de part et d'autre l'illégalité d'un certain nombre de votes donnés respectivement pour la défendeux candidat élu et pour le candidat défait.

Dans la cause de Venner vs. Archer, C. S. Québec, 17 mai 1870, Casault, J., 1 R. J. Q. p. 283, le juge a déclaré qu'il doutait qu'un défendeux répondant à un que varrante, put sans une allégation spéciale, attaquer et faire rejeter des votes donnés à son adversaire, et se faire maintenir, par ce rejet, en possession d'une

speciale, attaquer es faire rejeter des votes donnes a son suver-saire, et se faire maintenir, par ce rejet, en possession d'une charge à laquelle il avait été déclaré diu, en donnant à son adversaire le bénéfice de ces votes.

Dans Rose et al. vs. Tansey, C. S. Montréal, 14 juillet 1884, Papineau, J., et 25 juin 1887, Jetté, J., 14 R. L. p. 115, il a été jugé que la contestation de l'élection d'un échevin de la cité de Montréal, (sous S. de Q. de 1874, 37 Viot. ch. 51, s. 25) est de la nature d'un que warrante, et que l'échevin a le droit pour gardir son siège, de démontrer que, si des votes sals ent été deniés en

La prouve pout sire prise verbalement se par desit en tout ou en partie, selon l'ordre du tribunal. et : ... de éparteur et seu

257. La cour pout, par son jagement, confirmer ou anunier la nomination ou déclarer qu'une autre personne a 666. deminat nommed. (1) is so the group above to be a subject to

268. La cour Deut condamner l'une ou l'autre des parties aux dépens de la contestation ; et ces dépens sont recouvrables tant contre les parties en cause que contre leurs cautiens.

Le jugement de la cour, quant aux dépens, act exécutoire contre les cautions, quinse jours après qu'une copie leur en a été signifiée.

dd

61

de

pr

no le

1'6

tio

m

ÀΙ

ch

M

250. Le tribunal pout ordonner que sen jugament soit ignifié aux frais de la partie condamnée, au préfet ou au régistrateur, et à toute autre personne qu'il croit convenable.

350. Si l'instruction de la contestation n'est pas terminés à la clôture du terme de la cour auquel la requête a été: présentée, le juge siégeant doit le continuer sans interruption durant la vacance, en ajournant d'un jour su lendemain, jusqu'à ce qu'il ait prononcé un jugement final sur le mérite de la contestation. Be wind they of the contract

261. Si la cour, par son jugement, anaule l'élection des sonseillers locaux ou de quelqu'un d'entre oux, sans désigner

favour, l'autre candidat s'est rendu coupable d'actes qui le rendaient inéligible et que des votes illégaux ont aussi été donnés en favour du candidat battu, et que défalcation faite des votes nuls, donnés de part et d'autre, la majorité des votes légaux est

Dans la cause de Dostaler et al. es. Coutu, C. C. Berthier, II. mara 1851, Gill, J. 11 R. L. p. 109 et 14 R. L. p. 117, on a fait un surutin des votes, et on est entré dans une preuve récriminatoire, quoique le siège ne fut pas réclamé pour le candidat défait.

Dans la cause de Lawford et al. es. Robertson et al. C. C. Sherbrooke, février, 1872, Ramsay, J. A. 16 J. p. 173, et 14 R. L. p. 117, un scrutin et une preuve récriminatoire furent déclaré légaux, quoique ce scrutin n'eut pas lieu, vû que les parties, après la décision des questions de droits, abandonnèrent leurs allégations de corruption.

Voir les autorités qui sont citées sur cette question dans 14 R. L. p. 117 et s.

Jugé qu'il n'y a pas lieu à la révision d'un interment rende par

Jugé qu'il n'y a pas lieu à la révision d'un jugement rendu par la Cour Supérieure sur un quo-warranto concernant une charge municipale. C. S. R., Québec, 31 octobre 1877, Meredith, Jure en Chef, Stuart, J., et Casault, J., First vs. Fournier , S. R. J. Q., p. All engine some more than

p(1) a Vols motor munart. His a rate is a complete or at species work of states are

Mountey yarmes 42 a anumber no a 666 the halp take Son in 1

es parties ouvrables ntions. azécutokre

ieur en a

ment cost let on an nvensble

terminés ete a été erruption ndemain. le mérite

ction des disigner

otes qui le été donnés

orthior, 31 a fait un minatoire, al. O. O. t 14 R. L.

i déclarés iles, après rs allégalens 14 B.

endu par e charge Juge en J. Q., D. les personnes qui doivent comper des charges, elle doit, des le même jugement, ordonner une nouvelle élection pour remplacer les conscillers dont la nomination est annulée. nommer à cette fin une personne pour présider cette élection et fixer le jour et l'houre de l'assemblée des électeurs municipaux. (1)

Tel jour ne doit pas être plus rapproché que quinse jours, ni plus éloigné que vingt jours, de la date du jugement.

362. Telle élection doit être annoncée par avis public, par le maire en fonctions, ou par le secrétaire-trésorier s'il n'y a pas de maire en fonctions ou si le maire est le consciller dont la nomination a été annulée.

S'il ne se trouve alors en fonctions ni maire, ni sterétaire trésorier, est avis est donné par le préfet du comté aussitété

que la copie du jugement lui a été signifiée.

L'omission de cet avis empéche la tenue de l'assemblée des électeurs municipaux, et rend les personnes obligées de le donner sujettes à la pénalité prescrite par l'article 395.

363. A défaut de la personne nommée par le tribunal. l'élection est présidée par le secrétaire-trésorier, et à défaut de ce dernier, par le plus ancien juge de paix du district

présent à l'assemblée.

D'ailleurs, l'élection est tenue et conduite selon les règles et formalités prescrites au chapitre III de ce titre, et les conseillers élus dans cette élection sont revêtus des mêmes droits, et sujets aux mêmes obligations et pénalités que coux nommés aux élections générales, et ne restent en charge que le temps pour lequel étaient nommées les personnes dont l'élection a été annulée.

364. Si le jugement du tribunal déclare nulle la nomination du chef du conseil, sans désigner la personne qui doit occuper cette charge, le conseil doit procéder à l'élection d'un nouveau chef dans les trente jours de la date du jugement. (2)

(1) Dans la cause de Burroughs vs. Barron, C. S. R. Montréal,

⁽¹⁾ Dans la cause de Burroughs vs. Barron, C. S. R. Montréal.
21 décembre 1885, Johnson, J., Doherty, J., Gill, J., Québec, p. 30
J. p. 80, il aété jugé que dans le cas du quo varranto le défendeur
à moins qu'il ne montre titre complet, est censé avoir usurpé la
charge qu'il occupe.

(2) Dans la cause de Beauchemin alias Pétit, vs. Hus, C. S. R.
Montréal, 80 mai 1885, Doherty, Loranger, Caron, J. J., 1 M. L.
R, p. 413, il a été jugé qu'un jugement final rendu par la Cour
Supérieure sur une requête en contestation d'élection municipals
ne peut être inserit en Révision, ce jugement à étant pas
susceptible d'appel. susceptible d'appel.

A définit de cette élection, le chof jun conseil pant être, commé par le lieutepant-gouverneur, en la manière esti-Police of the property of at a con-

of Grate " , 18th: GHAPITER HITTEIME

Cable Son a pan oppromise by commit Local.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

200. (Tel qu'amendé par A. de Q. de 1875, 89 Vict., el., 39, c. S.) Outre les officiers municipaux qu'il est requis de nommer en vertu des antres dispositions de ce code, tent enseil local doit nommer dans le mois de mara tous les deux the traction of the street at

The state of the state of the state of the state of the

1. Trois artimeteurs ; (1) 2. Un inspecteur de voirie pour chaque arrondissement de voirle dans la reunicipalité; (2) 8. Un inspecteur agraire pour chaque Grondissement

on lui

na

đu

dė

champetre dans la municipalité;

4. Autant de gardiens d'enclos publics qu'il juge à propos. 366. Tet que remplacé par S. de Q. de 1876, 39 Vict., ch. 29, c. 4.) Les estimateurs entreront en fonctions aussitot après avoir prété serment de remplir bien et fidèlement tous les devoirs de leur charge. Les inspecteurs de voirie, les inspecteurs agraires et les gardiens d'encles publics entre-ront en fonctions immédiatement après la signification de l'avis de four nomination.

(1) Le conseil local du canton de Stoke a nommé trois estima teurs, mais l'un d'eux étant absent et ne pouvant agir, le maire a pris sur lui d'en nommer un troisième qui a fait le rôle de

a pris sur lui d'en nommer un troisième qui a fait le rôle de cotisation avec les deux autres ; et le jour que le rôle a été homologué, le conseil a ratifié la nomination faite pur le maire. Jugé que la nomination faite par le maire set nulle et rend nul le rôle de cotisation. C. B. R. Montréel, 3 février 1880, Dorlon, Juge en Chef, Monk, J., Ramsay, J. et Cross, J., Rolfe et al. Appelante et la Corporation du canton de Stoke, Intiméé, 24 Juriste, p. 218.

Voir note sur art. 735.

(2) Jugé que la preuve qu'un inspecteur a juridiction et qualité pour agir comme tel, lorsque la qualité est niée, ne peut se faire que par la production d'un extrait des registres de la municipalité constatant fape sa nomination a été légalement faite, et que la preuve verbale qu'il est reconnu et agit comme tel est insufisante. C. B. R. Montréal, Duval, Juge en Obef Klaron, J., Drummond, J. et Badgley, J., Lemire, Appelant, et Courchème, Intimé. 1 R. L. p. 168.

est Atrogram

To Broke

en' Vill

ict., ci., quis de e, tout

ment de

ssement

propos.

let., et.

aussitet
ent tous
irie, les
entretion de

estima e maire e role de le a été e maire, end nul llorion, fe et al, imée, 24

ction et iée, ne gistres légale et agit luge en polant, inspecteure de voirie, inspecteure agraine de parlieus d'eque

267a. (Afont pur S. de Q. de 1672, 36 Ptol) el. 11, s. 5.)
Quiconque cot nommé à anoune des charges montionnés dans
l'article 365 de ce code, et refuse illégalement d'accepter ou
de continuer à exercer estie charge, encourt une pénalité
n'excédant pas vingt plastres.

Success L.—Dispositions particulières au escritaire-trisories

"registre de voirle et de cours d'éau" dans loquel cont entrés, copiés au loug par ordre de date, et certifiés vials par lui, tous les procès-verbeux, les actes de réparation et les règlements en vigueur concernant les travaux des chemits, des ponts et des cours d'éau à faire et à entretenir, dans la municipalité, sous la direction du conseil local.

200. Il doit faire à la marge de tout desument ainsi, enregietré, mention des amendements qui sent faits dans la suite à tel document, ou de l'abrogation, au ses où elle est décrétée.

370. Le socrétaire-trésorier est tenu de faire tout es qui est requie de lui en vertu des dispositions de la les contentent le liste des jurés et la liste des électeurs parlementaires.

du mois de novembre de chaque année, un état mentionnante dans autant de colonnes distinctes:

1. Les nome et états de toutes personnes endettées envers la corporation ou ses officiere pour taxes municipales, telequ'indiqués au rôle d'évaluation s'ils y cont entrés :

2. Le montant de toutes taxes municipales restant duce.

à la corporation par chacune de ces personnes ou par des personnes inconnues:

3. Le montant des taxes municipales dues par chacune de

ces personnes, aux officiere du conseil;

4. Le montant des taxes sociairés dues, par chacume de ces personnes, jusqu'à la confection de cet état, si un état de ces arréragée a été remis à temps au bureau du conseil par le secrétaire-trésorier des commissaires en syndissidésoles:

5. Les frais de perception dus par ess personnes;

6. La désignation de tous biens-fonds assujettle au palement des taxes mentionnées dans cet état ;

7. Le montant total des taxes et des frais effectant ets bien-Londs pour des fins muncipales en scolaires ;

8. Les raisons pour lesquelles ses sommes n'ont pas été perques ;

9. Tout autre renseignement requis par le conseil, et toute remarque de circonstance.

272. Cet état doit être soumis au conseil et approuvé par

878. (Tel qu'amendé par S. de Q. de 1878, 41-42 Vict., ch. 10, c. 18.) Le socrétaire-trésorier, s'il en reçoit l'ordre du consell, doit transmettre, avant le vingtième jour de décombre de chaque année au buress à conseil du comté, un extrait de cet état tel qu'approx par le conseil contenant;

1. Les noms et états de toutes les personnes endettées pour les taxes nunicipales ou scolaires imposées sur des biens-fonds possédés ou occupés par ces personnes;

2. La désignation de tout terrain assujetti au paiement des

taxes municipales ou scolaires;

3. La somme totale des taxes qui affectent ces terrains, pour des fins municipales ou scolaires.

SECTION II.—Des estimateurs.

90 81

T

-274. Nul ne peut être estimateur, z'il ne pessède, en son nom ou au nom de sa femme, comme propriétaire, des biens-fonds de la valeur de quatre cents plastres, d'après le rôie d'évaluation en force z'il y en a un. (1)

875. Les estimateurs, dans l'accomplissement de leurs devoirs, peuvent requérir les services du secrétaire-trésorier du conseil ou de tout autre écrivain.

Le secrétaire-trésorier ou l'écrivain dont les services ont été requis, a droit, pour chaque jour d'occupation, à une somme qui n'excède pas deux plastres payables par la corporation, sur le certificat des estimateurs qui l'ont employé.

⁽¹⁾ Jugé que le défaut de qualification des évaluateurs ne donne pas lieu à une action en dommage et intérêts, de la part d'un contribuable, lors qu'il émane contre lui une saisie exécution suivie de vente, pour cotisations scolaires basées sur leur rôle d'évaluation. C. C., St. Scholastique, 10 mai 1875, Johnson, J., Barrette vs. Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de St. Columban, 7 B. L. p. 185.

an pale-

tant our

pas été

nseil et

uvé par

vict., ch.
ordro du
décommté, un
ntenant;
ndettées.
sur des

sent des

errains,

s biens-{ le rôle

e leurs résorier

oes ont

la part soution ur rôle on, J., lite de SECTION III.—Des inspecteurs de voirie.

876. L'inspecteur de voirie est tenu de surveiller tous les travaux de construction, d'amélioration ou d'entretien, ordonnés sur les chemins, les trottoirs et les ponts municipaux locaux ou de comté, situés dans les limites de son arrondissement, et de voir à ce que ces travaux soient faits conformément aux dispositions de la loi, des procès-verbaux ou des règlements qui les régissent, à moins qu'il n'en soit exempté par un ordre du conseil ou du bureau des délégués sous la direction duquel se font les travaux, ou qu'il soit nommé un officier spécial chargé de la surveillance de ces travaux.

Si un chemin municipal de comté est vitué partie dans un arrondissement et partie dans un autre, il est sous le surveillance solidaire des inspecteurs des deux arrondis

soments. (1)

377. Les passages d'eau sont aussi sous la surveillance de l'inspecteur de l'arrondissement de voirie dans les limités duquel ils sont situés, à moins qu'ils ne soient mis par le conseil, sons la surveillance d'un autre officier.

878. Le juridiction de tout inspecteur de voirie nommé pour un arrondissement s'étend à toutes les personnes obligées aux travaux qui sont sous sa surveillance, qu'elles soient domicillées dans les limites de son arrondissement ou en dehors de ces limites.

279. Chaque fois que l'inspecteur d'un arrondissement de voirie est temporairement incapable d'agir pour une cause quelconque, le conseil local peut nommer une personne pour le remplacer pendant cette incapacité; à défaut de quoi, le maire doit mettre l'arrondissement sous la juridiction d'un autre inspecteur de voirie de la municipalité, durant cette incapacité, par un ordre écrit signifié à tel inspecteur.

Cet inspecteur n'est pas par ce fait déchargé de la surveillance de l'arrondissement pour lequel il avait été nommé en

premier lieu.

880. L'inspecteur de voirie dans ses rapports avec les travaux de comté dont il a la surveillance est un officier du conseil du comté.

380a. (Ajouté par S. de Q. de 1875, 39 Vict., ck. 29, a. 5.) Chaque fois qu'un inspecteur de voirie est personnellement intéressé dans un ouvrage ou autre chose de sa juridiction, et

qu'il néglige ou refuse d'exécuter ou de fournir ce qu'il dévait faire ou fournir comme intéressé à cet ouvrage ou chose, le secrétaire-trésorier de la municipalité locale où tel inspecteur a juridiction, possède à l'égard de cet inspecteur les mêmes droits, pouvoirs et obligations que l'inspecteur luimême possède à l'égard de tous les intéressés dans le même ouvrage ou chose.

S'il s'agit de travaux en commun, l'inspecteur ainsi intéressé est toujours en demeure d'accomplir les obligations qui

se rapportent à ces travaux

281. Tout inspecteur de voirie qui refuse ou néglige, sans motif raisonnable, de remplir quelque devoir qui lui est imposé par les dispositions de ce code eu des règlements municipaux, ou qui est requis de lui en vertu de ces dispositions, ou d'obéir aux ordres du conseil local ou du conseil du comté relativement à des travaux qui sont sous sa surveil-lance, encourt, outre les dommages occasionnés, pour chaque négligence ou refus, une amende de pas moins d'une ni de plus de douse plastres, sant les cas autrement réglés.

**SS. (Tel qu'amendé par S. de Q. de 1872, 30 Viet., ch. 21, c. 10. et pur S. de Q. de 1878, 41 Viet., Ch. 18, c. 14.) Dans le cas où les travaux doivent être faits en commun sur les chemins ou les ponts municipaux, il est du devoir de l'inspecteur de voirie de l'arrondissement de faire connaître aux personnes obligées à ces travaux par un avis spécial verbal ou par écrit, ou par un avis public de trois jours :

00

1 3

ch

PO

1. Le temps et le lieu où les travaux doivent être exécutés : 2. Le quantité et la description des matériaux qui sont

requis, et le temps et lieu où ils doivent être fournis;

d'elles de t contribuer :

4. Le description des outils et des instruments requis, lesquels deivent être de coux généralement en usage ches les

cultivateurs de la municipalité.

Néanmoins si les travaux à faire en commun ne sont pas anfisants dans l'opinion du conseil pour justifier l'appel des contribuables intéressés, l'inspecteur de voirie paut faire exécuter ces travaux et en faire payer le coût par parts égales par les contribuables intéressés à tels travaux et en sua les frais de perception, lesquels seront taxés par le dit conseil.

283. Si la nature de l'ouvrage l'exige, il peut requérir

ce qu'il rage ou le où tel specteur tour lui-

nst inte-

lui est lui est clemente disposineeil du surveilchaque

Dans le les chespecteur ux perréal ou

récutés ; qui sont phacune

uis, lesches les

ont pas spel des it faire r parts t en sua lit con-

equérir

chacune de ces personnes d'amener ou de faire conduire na certain nombre de chevaux ou de bœufs de travail, avec les harnais, les charriots ou les charrues convenables, si elles les possède.

Chaque journée de travail d'un cheval ou d'une paire de bœufs, avec harnais, charriots ou charrues, est portée au compte de celui qui les a fournis comme une journée de tra-

vail.

284. Il est du devoir de l'inspecteur de voirie

1. De diriger et surveiller l'exécution de ces travaux ;

2. De fixer l'houre à laquelle le travail commence et finit, et le temps du repos et des repas, de manière que la journée soit de dix houres entières de travail sur les lieux de l'onvrage;

3. De congédier quiconque ne travaille pas, empêche les

autres de travailler, ou refuse d'obéir à ses ordres,

Il pout remplacer immédiatement toute personne qui ne s'est pas présentée pour travailler à l'heure fixée ou qui e été congédiée, aux frais de la personne en défaut, tels frais pouvant être recouvrée par le remplaçant ou par l'inspectour en la manière prescrite pour les amendes imposées par ce code.

teur de voirie doit se procurer et garder sous ses soins une herse à neige, un rouleau, une ratissoire garnie de fer ou d'acier, ou autres instruments, pour être employés sur les chemins municipaux de son arrondissement.

Quiconque est tenu aux travaux des chemins municipaux peut être obligé par l'inspecteur de voirie de l'arrondissement, de se servir de tels instruments comme partie des tra-

yaux qu'il doit accomplir sur sen chemin.

L'usage de ses instruments est gratuit et les frais encourus pour leur achat et leur entretien sont à la charge de la corporation locale.

886. L'inspectent de voirie doit faire enlever on disparattre sans délai, ou à l'expiration du délai accordé au cas de l'article 389, les embarras et les nuissances de toute sorte qui se trouvent sur les chemins, les trottoirs, les passages d'eau et les ponts municipaux, situés dans les limites de sa juridiction, par les personnes qui les ont causés, ou sur leur refus ou négligence par toute autre personne qu'il autorise à cet effet, aux frais de la personne en défaut.

Oss frais sont recouvrés de la même manière que las

amendes imposées par les dispositions de ce code, et la poration locale en répond si la personne en défaut est sant movens.

Si la personne qui a causé ces embarras ou nuisances n'est pas connue, ils doivent être enlevés aux frais de la corpora-

tion de la municipalité locale.

(1) Jugé que le droit de faire disparaître les obstructions et empiètements sur les chemins et rues publics, sous les dispositions des lois municipales en ferce avant le code, appartenait exclusivement aux municipalités, que les particuliers ne possédaient pas ce dreit d'action à moins qu'il ne leur en résultat des dommages réels et spéciaux. C. B. R. Montréal, 8 septembre 1870, Duval, Juge en Chef, Caron, J., Drummond, J., Wadgley, J., et Monk, J., Joseph Bourdon, Appelant, et Eustache Bénard et al., Intimés, 15 Jurisée, p. 60, reuversant le jugement de C. S. Montréal, 27 février 1889, Torrance, J., 13 J. p. 283.

Dans la cause de Johnson et al. vs. Archambault, C. B. R. Montréal, 9 mars 1864, Duval, J. en C., Meredith, J., Mondelet, J. A. et Badgley, J. A. 8 J. p. 317; il a été jugé que le proprétaire que soufire des inconvenients spéciaux et distincts de public, (dans l'espèce, l'impossibilité de communiquer à sou jarrain), par des obstructions sur une rue, a une action nous tions des lois municipales en force avant le code, appartenait

terrain), per des obstructions sur une rue, a une action pour faire faire l'enfèvement de ces obstructions.

Jusé qu'une pourauite pour enlèvement d'une obstruction sur la voie publique à laquelle on a ajouté une demande en dommages et intérêts au montant de \$400 (la demande en dommages ayant été discontinuée pendant l'instance) est du ressort de la Cour de Circuit suivant la disposition statutaire. C. B B. Montréal, 10 décembre 1876, Duval, Juge en Chef, Drummond, J., Badgley, J., Caron, J., dissident et Monk, J., dissident. 1 Revue Critique, p. 119,

Dans Bénard et al. se. Bourdon, C. S. Montréal, 27 février 1869, Torrance, J., 13, J. p. 233, il a été juge que plusieurs propriétaires qui réclament des dommages, résultant d'obstructions mises dans une rue, ne peuvent faire cette réclamation pour

mises dans une rue, ne peuvent faire cette réclamation pour dommage dans une seule et même action, mais qu'ils peuvent,

par une même action, demander l'enlèvement des obstructions.
Ce moyen ne paraît pas avoir été plaidé spécialement par le défendeur, et il ne fut invoqué qu'à l'argument. Ce ne fut aussi qu'à l'argument en appel qu'on a invoqué ce moyen, qui n'était pas même mentionné dans les factums, cependant la Cour d'Appel a jugé que dans le cas où les individus ont droit d'action, ils ne peuvent se joindre dans une seule et même demande, pour obtenir la suppression des obstructions et empiètements dans les rues dont ils suffrent, et les dommages leur en résultant. (C. B. R. Montréal, 8 septembre 1870, Duval, J. en C., Caron, J., Drummond, J., Badgley, J., Monk, J., Bourdon, et Bénard et al., 18 J. p. 60.)

CHUPPE

Dans la cause de Lawford, et al. vs. Robertson, et al. C. C. Sherbrooke, février, 1879, Ramsey, J. A., le juge Ramsey, depuis in cor-

corpora-

disposipartenali ne possipartenali ne possipartat des niga 1870, dgley, J., e Benard t de C. S.

O. B. R. Hondelet, proprietings du uer à sou tion pour

nande en nande en e) est du tatutaire, en Chef, Monk, J.,

respectively. The state of the

1., C. C. y, depuis 287. Sont réputés embarras ou nuisances :

1. Tout immendice, animal mort, ou objet place on laisse sur un chemin ou sur un pont municipal, ou dans un cours d'eau ou un fossé qui dépend de ces chemins ou ponts.

2. Toute tranchée on ouverture faite dans un chemin

municipal;

3. L'ancrage ou l'amarrage de tout valsseau, embarcation ton autre objet flottant au débarcadère des passages d'eau, de manière à géner l'accès à la grève ou à un quai. (1)

888. Quiconque a commis un acte dont l'effet peut être d'obstruer, d'empêcher ou d'incommoder, le passaga des voitures ou des plétons, sur une partie quelconque d'an chemin, d'un trottoir ou d'un pont municipal, ou d'empêcher l'écoulement des eaux provenant de ces travaux, est considéré avoir causé un embarras ou une nuisance dans le sens des deux articles précédents. (2)

889. Toutefois une obstruction commise dans l'exécution d'un ouvrage autorisé par la loi, ou par le conseil, ou par l'inspecteur de voirie sous l'autorité d'un règlement ou d'une résolution passée en vertu de l'article 476, n'est pas consi-

dérée un embarras dans le sens de ces articles.

296. Chaque fois qu'un ouvrage ainsi autorisé est exécuté sur un chemin, sur un trottoir, ou sur un pont municipal, les cavités et autres endroits dangereux doivent être indiqués

juge de la Cour d'Appel, a déclaré, (16 J. p. 178), qu'il n'est pas douteux que le principe général est que les cours ne prendront pas connaissance de réclamations ou d'obligations distinctes es séparées de différentes personnes dans une seule poursuite, quoiqu'elles occupent respectivement une position analogue, mais que ce principe ne paraît pas devoir s'appliquer aux affaires d'élection.

(1) Dans une cause de La Corporation de St. Joseph et La Compagnie du chemin de fer Québec Central, Québec, ? février, 1885, C. B. R. Dorion, J. en C., Ramsay, J., Tessier, J., Cross, J., Raby, J., 14 R. .L p. 54 et 11 R. J. Q. p. 198, il a été jugé qu'un juge de paix a juridiction pour entendre et décider une plainte faite sous les sections 15 et 37 de l'acte refondu des chemins de fer, de Québec, 1880 S. de Q. de 1880, 43-44, Vict, ch. 42-pour obstruction d'un chemin public, par une Corporation Municipale contre une Compagnie de chemin incorporée par un Statut de Québec, mais traversant un chemin de fer de la Puissance et, par conséquent, soumise à la juridiction du Parlement Fedéral en vertu de S. du C. de 1883, 46 V. ch. 26, s. 6.

(9) Yolk note our art. 798 at wife the on a many others wor are

pendant le jour et le nuit de manière à prévenir tout accident, sous une amende n'excédant pas vingt plastres pour chaque jour que dure la contravention à cet article, outre les demmages soufferts.

191. Quiconque cause un embarras ou une nuisance sur les chemins, les trottoirs, les passages d'eau et les ponts municipaux ou en revd l'usage incommode ou dangereux, encourt pour chaque infraction, en sus des dommages cocasionnés, une pénalité de pas moins de deux ni de plus de dix plastres.

200. L'inspecteur de voirie de l'arrondissement doit fairs rapport au conseil des empiètements faits sur les chemins, les trattoirs, les ponts et les autres ouvrages publies munici-

paux qui sont sous sa surveillance.

l'accompagne, ou qui est autorisée par lui par écrit, peuvent éntrer, de jour, sans avis préalable sur un terrain quelconque occupé ou non, clos ou non, pour y faire un felevé relatif à un chemin, ou sur une terre non occupée pour y faire des recherches de bois, de pierres ou d'autres matériaux nécessaire aux travaux d'un ouvrage public, en payant la valeur des demmages qu'ils suraient causés.

te

dı

Ot

Ŕ

diriger l'exécution des travaux sur un chemin, un pont ou tout autre ouvrage public, peut par lui-même ou par d'autres personnes, de jour, et sans avis préalable, pénétrer jusqu'à une distance d'un arpent de l'ouvrage public, sur toute terre non occupée, et y prendre tous les matériaux nécessaires à ces travaux; excepté les arbres fruitiars, les érables, les plaines et tout autre arbre conservé pour l'embellissement,

895. "et inspecteur, aussitôt qu'il le peut, doit déclarer, sous serment, à quelle somme se montent dans son opinion les dommages causés par l'enlèvement de ces matériaux.

Si le montant des dommages excèdé vingt piestres, ils doivent être évalués par les estimateurs de la municipalité, selon les règles prescrites aux articles 902 et suivants du titre de l'expropriation pour les fins municipales.

206. Le montant des dommages est payé, par l'inspecteur de voirie, à la personne qui a souffert les dommages, déduction faite de toutes taxes municipales, amendes et frais dus par elle à le corporation ou à ses officiers, sur les doniers mis entre ses mains pour le coût des travaux, ou, à défaut de tals plastres article.

ance sur es ponts ngereux, ges occaus de dix

oft fairs chemins, munici-

pauvent pauvent elconque relatif faire des x nécesa valour

or on do pont on d'autres jusqu'à ite terre saires à les, les ement, delarer, opinion

ux. res, ils ipalité, du titre

pecteur déducais du lem mis de tels deniers, par la corporation sauf son recours contre les perconnes tenues à ces travaux.

297. L'inspecteur de voirie peut, sans être autorisé par le conseil, exécuter lui-même ou faire exécuter les travaix requis sur tous chemins de front, routes, trottoirs, ou ponts municipaux situés dans les limites de sa juridiction, et qui n'ont pas été accomplis de la manière ou dans le temps preserits par les personnes obligées à ces travaux.

Il peut également fournir ou faire fournir les matériaux qui devaient être fournis sur ces travanx publics, et qui ne l'ont pas été, de la manière ou dans le temps prescrits.

Néanmoins le coût des travaux exécutés, et les matériaux fournis, en vertu de cet article, ne peut excéder cinq piastres, chaque année, pour chaque terrain assujéti à tels ouvrages, à moins que l'inspecteur de voirie ait préalablement signifé aux personnes tenues à ces ouvrages municipaux un avis spécial verbal ou par écrit, leur enjoignaut d'exécuter les travaux ou de fournir les matériaux requis dans un délai de quatre jours, et ce sans préjudice aux amendes ni aux dommages encourus par ces personnes par le défaut d'exécuter ces travaux ou de fournir ces matériaux de la manière et dans le temps prescrits par les procès-verbaux, les règlements on la loi. (1)

Dans tous les cas, l'inspecteur de voirie qui a fait ou fait faire des travaux ou fourni ou fait fournir des matériaux; en vertu de cet article, doit en informer au plus tôt les personnes en défaut, par un avis spécial, et leur faire connaître dans le même avis le montant dû pour tels travaux

ou matériaux. (2)

208. La valour de ces travanz ou matériaux, avec vingt par cent en sus de cette valeur, peut être recouvrée avec dépens de quiconque est tenu d'exécuter ces travaux ou de fournir ces matériaux, par l'inspecteur de voirie, comme une dette à lui due, en la manière prescrite pour le recouvrement des amendes imposées par les dispositions de ce code. (3)

⁽¹⁾ Voir note sur art. 825.

⁽²⁾ Voir note sur art, 386.

⁽³⁾ Jugé que dans une poursuite intentée par le maire d'une municipalité sons l'article 368 et 1912 du Code Municipal, pour la valeur de travaux sur une route que le contribuable avait négligé d'entretenir, un juge de paix résidant dons une municipalité autre que celle où réside le défendeur, n'a pas juridiction s'îl n'appart au dossier qu'il n'y a pan de juge de paix dans la

300. Si l'inspecteur de voirie ne se conforme pas à l'article 397, quand des travaux ou des matériaux requis sur des travaux municipaux de son arrondissement, n'ont pas été faits ou fournis de la manière ou dans le temps prescrits, il doit en l'aire rapport au conseil.

400. Le senseil, sur ce rapport autorise l'inspecteur de voirie à faire exécuter les travaux ou fournir les matérisux requis par une personne de son choix ou de celui de l'inspecteur, aux rais de la corporation.

401. Le coût de ces travaux ou matériaux est payé, sur l'ordre de l'inspecteur de voirie, par le secrétaire-trésorier du conseil, et est recouvré des personnes en défaut par la corporation, avec vingt pour cent en sus, et les dépens, en la manière prescrite pour le recouvrement des amendes imposées par les dispositions de ce code. (1)

40%. Le montant fixé par tout jugement rendu en faveur de l'inspecteur de voirie ou de la corporation, sur poursuite en recouvrement de la valeur des travaux exécutés ou des matériaux fournis par l'un ou par l'autre et des vingt pour cent en sus, avec intérêt et frais, est assimilé aux taxes municipales. (2)

408. Dans toute poursuite intentée, de la part de l'inspasteur de voirie ou de la corporation, en recouvrement de la valeur de tels travaux ou matériaux, le témoignage de l'inspecteur de voirie est une preuve suffisante, s'il n'est pas contredit par un témoin digne de foi, dans le cas où il sonstate:

municipalité où réside le défendeur et s'il n'est pas constaté par la production d'un règlement ou par le témoignage de l'inspecteur que le contribuable était tenu à l'entreilen de cette route, et, partant que la dette a été concourue dans la paroisse où réside le juge de paix. C. C. Sorel, 20 octobre 1874, Bélanger, J.—Lambert et Lapalisse, VI Revue Légale, 65.

Jugé que la Cour Supérieure a juridiction pour connaître d'une poursuite pour le recouvrement d'une somme excédant

Jugé que la Cour Supérieure a juridiction pour connaître d'une poursuite pour le recouvrement d'une somme excédant \$200, pour travaux faits pour une corporation municipale sur des chemins aux frais du propriétaire et ce nonobstant les articles \$98, 401, 951 et 1042, C. M. C. B. R. Québec, 8 mai 1882, Dorion, Juge en Chef, Ramsay, J., Tessier, J., Cross, J. et Baby, J., Ross, Appelant, et la Corporation de la paroisse de Sté. Clottide de Horton, Intimée, 11 R. L. p. 520.

⁽¹⁾ Voir note sur art, 378.

⁽²⁾ Voir art. 950 et les notes au bes de cet art.

oquis sur oquis sur ont pas preserits,

octour de actérisus l'inspec-

payé, sur sorier du t par la us, en la imposées

n favour
oursuite
s ou des
ngt pour
ex taxes

de l'insnt de la nage de l'est pas s où il

e de l'inde cette paroisse élanger,

excedant excedant e sur des articles Dorion, laby, J., Clotildo

1. 经有效

illes dere

1. Que les formatités requises out été suivies ;

2. Que les travaux ont été exécutés, et que les matériaux ont été fournis;

3. Que la somme réclamée est la valeur véritable de tels

travaux ou matériaux ;

4. Que le défendeur est une personne tenue en loi de la payer.

404. L'inspecteur de voirie doit, du premier au quinse des mois de juin et d'octobre de chaque année, et en outre chaque fois qu'il en est requis par le conseil ou par le maire:

1. Parcourir et inspecter les passages d'eau (sravères), les chemins, les trottoirs et les ponts municipaux situés dans

son arrondissement:

2. Noter l'état dans lequel se trouvent ces passages d'eau, chemins, trottoirs et ponts, et les ouvrages qui en font partie;

3. Noter les personnes qui ont négligé d'y remplir faurs obligations, et les poursuivre au nom de la corporation;

4. Faire un rapport par écrit, contenant la substance des notes qu'il a prises et des renseignements qu'il a obtenus depuis son dernier rapport, sur tout ouvrage public mis sous sa surveillance, et mentionnant en outre les arrérages des travaux qui n'ont pas été exécutés ou des matériaux qui n'ont pas été fournis, la valeur en deniers de ces travaux ou matériaux, et les amendes et les frais qui n'ont pas été payés, en indiquant les terrains à raison desquels ils sont dus, et les propriétaires ou occupants de ces terrains s'ils sont connus.

406. Tel qu'amendé par S. de Q. de 1878, 41-42, Vict., ch. 10, s. 19.) Chaque fois qu'un pont municipal ou faisant partie d'un chemin municipal ou d'un pont de cours d'eau est détruit ou brisé, su que l'usage en devient dangereux, ou lorsque l'usage d'un chemin municipal devient difficile ou dangereux, le maire de la municipalité locale où est situé ce pont ou ce chemin, en tout ou en partie, que est ouvrage soit local ou de comté, peut dans le cas d'urgence, autoriser l'inspecteur de voirie ou toute autre personne à le construire, ou à le réparer, ou à faire un pont ou passage temporaire sûr, sans délai, aux dépens de la corporation locale.

Le coût de ces travaux est re couvrable par la corporation locale, des personnes ou de la corporation qui y sont tantes en vertu de la loi, des règlements ou des procès-varbaux, en la manière presente pour le montant du jugement evec impedés par ce code; et le mentant du jugement evec intéret et frais est assimilé aux taxes municipales.

SECTION IV .- Des inspecteurs agraires.

406. Les inspecteurs agraires sont tenus de faire tent ce qui est requis d'eux, en vertu des dispositions de ce code, relativement aux nuisances publiques, découverts, fossés de de

em

mé

dél

de

son

mu

ils

son

mê

val

voi

Par

n'a

COD

agi

Cas

av

exi

de

l'a

éta

cla

por

y:

lignes ou elôtures de lignes.

Ils sont tenus de surveiller tous les travaux de construction, d'améliorations ou d'entretien prescrite sur les cours d'eau municipaux, locaux ou de comté, situés dans les limites de leurs arrondissements, et de voir à ce que ces travaux soient faits conformément aux dispositions de la loi, des procès-verbaux ou des règlements qui les régissent, à moins qu'ils n'en soient exemptés par un ordre du cousell ou du bureau des délégués sous la direction duquel se font les travaux, ou qu'il soit nommé un officier spécial charge de la surveillance de cas travaux.

Ils sont également tonns d'accomplir, dans les limiter des arrondissements pour lesquels ils ont été nommés, touz les autres devoirs qui leur sont imposés par les dispositions de

ce code ou des règlements municipaux.

407. (Tel qu'amendé par S. de Q. de 1875, 39 Viet., ch. 29, c. 6.) Les règles prescrites aux articles 378, 379, 380, 380c, et 381, relativement aux inspecteurs de voirie, s'appliquent également mutatie mutandie aux inspecteurs agraires.

Les articles 382, 383 et 384, sont aussi applicables à ces officiers, lorsque les travaux sur les cours d'eau doivent être

faits en commun.

408. Les dispositions des articles 397, 398, 399, 400, 401, 402 et 408, relativement à l'exécution, par l'inspecteur de voirie ou par le conseil au nom de la corporation à défaut des personnes obligées, des travaux preserits sur les chemins, trottoirs et ponts municipaux, et au recouvrement de la valeur de ces travaux s'appliquent, avec le même effet, aux travaux requis en vertu des dispositions de cette section on preserits sur les cours d'eau municipaux, à l'exécution de ces travaux par l'inspecteur agraire de l'arfondissement ou par le conseil au nom de la corporation à défaut des personnes obligées, et au recouvrement de la valeur des travaux exécutés, par tel inspecteur ou conseil.

mondes ntrayes

tout eque,

onstrucea cours ans les que ces le la loi, ssent, à useil ou font les ps de la

iter des touz les lions de

ct., ch, 79, 380, s'appliraires. a à ces ent être

o, 401, eur de défaut emins, de la t, aux on ou ion de ent ou onnes con Quand les services d'un inspecteur agraire contrequis ou vertu des dispositions des quatre paragraphes des limites de cette section, sur une localité située partie dans les limites de la juridiction d'un inspecteur agraire et partie dans les limites de la juridiction d'un autre, l'un ou l'autre de ces inspecteurs peut être requis d'agir.

410. L'inspecteur agraire, quand il est requis d'agir en vertu des dispositions des quatre paragraphes suivants de cette section, a droit à dix centins pour chaque houre employée à la visite des lieux, ainsi qu'à la conduite et à la surveillance des travaux, s'il ne les exécute pes luiments.

Il a égulement droit au remboursement de tous ses justes déboursés et frais encourus pour les avis en autres pièces de procédure faites en vertu des mêmes dispositions.

Ces frais sont payés par les personnes que l'inspecteur agraire trouve en défaut. Si personne n'est en défaut, ils sont payés par la partie qui a requis les services de l'officier municipal. S'il s'agit de travaux mitoyens ou en commun, ils sont payés par toutes les parties intéressées, si toutes sont trouvées en défaut.

Au cas de refus ou de contestation, ils sont recouvrés de la même manière et avec les même droits et privilèges que la valeur des travaux municipaux exécutés par l'inspecteur de voirie.

411. L'inspecteur agraire, dont les serviges ont été requis par le conseil municipal ou pour le profit de la corporation n'a droit & aucun honoraire de la part de cette dernière : le conseil peut néanmoins lui en accorder.

413. Tout avis spécial ou ordre donné par un inspecteur agraire, peut être donné verbalement ou par écrit, sauf les cas autrement réglés.

Tout ordre donné par un inspecteur rural, est donné par un avis spécial, sujet à l'application de l'article 228.

413. L'inspecteur agraire et toute partie intéressée peut exiger de tout possesseur, locataire ou occupant d'un terrain, de la même manière que du propriétaire de ce terrain, l'accomplissement de toute obligation imposée à tel propriétaire relativement au découvert, aux fossés de lignes, aux clôtures de lignes ou aux cours d'eau, sauf le recours du possesseur, locataire ou occupant contre le propriétaire, s'il y a lieu.

414. L'inspecteur agraire doit, sur autorisation à cet effet du maire ou du secrétaire-trésorier ou conseil local, faire ou Taire faire, aux frais de la corporation, dans la neige ou dans la glace, des tranchées et tous autres travaux qui sont nécessaires pour prévenir les inondations et faciliter l'écoulement des eaux.

4 L-HUISANCES PUBLIQUES.

pre

pa

gu qu

pre

de

SOE

cha

OXI

HOE

Yer del

(1 en ·

aba

mat

loi,

CON 8

me

pré

pla

ou .

Lion

der

(2 le r

415. Chaque fois qu'il a été déposé des immondices ou des animaux mosts sur une propriété quelconque ou dans un cours d'eau, un ruisseau ou une rivière, il est du devoir de l'inspecteur agraire de l'arrondissement, dans les vingtquatre heures après avoir regu un avis spécial écrit ou verbal à cet effet, de faire enlever ou disparaître tels immondices ou animaux morts, par les personnes qui les ont dépèsés. 😘 ann gar :

Bi la personne, qui a déposé ces immondices ou animage morts, est inconnue, il est du devoir de l'inspecteur agraire de les faire enlever, dans le même délai, aux frais de la corporation. a continue to the 1 41 × 2 m * m . 1 . 20 .

41.6. Quiconque dépose ou fait déposer des immondices ou des animaux morts aux endroits mentionnés à l'article précédont, encourt, en sus des dommages causés, les pénalités prescrites par l'article 391. (1)

II.—DÉCOUVERT.

417. L'inspecteur agraire, à la réquisition écrite ou verbale de tout propriétaire ou occupant d'un terrain cultivé qui demande du découvert à son voisin, en vertu de l'article 531 du code civil, doit se rendre à l'endroit où tel découvert est requis, après en avoir donné un avis spécial par écrit de

huit jours aux parties intéressées.

Après l'examen des lieux, et sur la preuve que tel découvert est nécessaire et a été demandé par un avis spécial écrit et signifié avant le premier jour du mois de décembre précédent, il enjoint, par un ordre écrit, de faire abattre, dans les trente jours suivants, sur une étendue de quinse pieds de largeur sur toute la ligne de séparation le long du terrain cultivé, tous les arbrisseaux qui sont de nature à nuire et tous les arbres s'y trouvant qui projettent de l'ombre

⁽¹⁾ Voir à l'appendice les sections de "l'acte relatif aux asiles d'aliénés dans la Province de Québec," affectant les municipali-

& cet sfet l, faire ou ge ou dans ont nécescoulement

mdices ou u dens un devoir de de vingtderit on altro tels ui les ont

iniment# ur agraise rais do la

ondices on cle précépénalités

écrite on in cultivé l'article découvert r écrit de

el decous spécial décembre abattre. e quinse long du nature à l'ombre

solies xur unicipalisur le terrain sultivé, senf coux exceptés par la lei on conservés pour l'emballissement de la propriété. (1)

418. Quiconque refuse ou néglige d'obéir aux ordres de l'inspecteur agraire relativement au découvert, encourt, sans préjudice à l'exécution de ces ordres, une pénalité n'excédant pas deux piastres pour chaque arpent de découvert en longueur, pour la première année, et pour toute année subséquente une pénalité égale au double de celle de l'année précédente, outre les dommages causés au terrain cultivé. (2)

419. Les dommages résultant du refus ou de la négligence de donner le découvert tel que requis par l'inspecteur agraire sont constatés par trois experts nommés comme suit a un par chacune des parties intéressées, et le treisième par les écux experts déjà nommés.

Si l'une des parties refuse de nommer son expert, il set nommé par un juge de paix sus demande de l'antre partie i

FILL POSSES DE LIGHTE.

430: L'inspecteur agraire, à la réquisition écrite ou verbale de teut propriétaire ou occupant qui demande un foceé. de ligne entre son terrain et celui de son voisin, doit se rendre

(1) Art., 531, C. C. Tout propriétaire ou occupant d'un terrain en état de culture, adjacent à un qui n'est pas défriché, peut contraindre le propriétaire ou occupant de ce terrain à faire abattre le long de la ligne séparative tous les arbres qui sont de nature à nuire à l'héritage cultivé, et ce sur toute la longueur, et sur la largeur, en la manière et au temps déterminés par la loi ou par les réclements auxi en cet forme ou par les réclements auxi en cet forme ou par les respects. loi, ou par les règlements qui en out force ou par les usages constants et reconnus.

Sont cependant exceptés coux de ces arbres qui peuvent être conservés dans ou auprès de la ligne avec ou sans retranche-ment des branches et des racines, d'après les trois articles précédents.

Sont également exceptés les arbres fruitiers, les érables et les plaines, lesquels peuvent être conservés dans tous les cas auprès ou le long de la ligne, mais sont sujets au même retranchement. L'amende pour contravention n'exempte pas de la condamna-

tion à donner le découvert, prononcée par un tribunal compé-tent, ni des dommages actuellement encourus depuis la mise en demeure.

(2) Jugé qu'une poursuite pour la pénalité décrétée par cet article sers déboutée, s'il n'est pas prouvé que l'avis requis par le premier alinés de l'article 417, a été de huit jours francs, et il l'ordonnance donnée en vertu du deuxième alinés du dit article 417 n'est pas signée par l'inspecteur agraire en es qualité officielle. C. C. Jolistte, 14 décembre 1881, Mathieu, J., Leduc es. Vigneau, 12 R. L. p. 214.

tut l'endroit de ce fossé de ligne ou, après examen des lieux et audition des parties intéressées notifiées à cet effet par avis spécial de trois jours, il ordonne les travaux qui lui paraissent nécessaires, et désigne comment et par qui ils doivent être exécutés. (1)

421. L'inspecteur agraire, sur réquisition écrite ou verbale de l'un des voisins qui se plaint de l'insuffisance ou de mauvais état du fossé de ligne commun ou mitoyen, ou de la partie du fossé de ligne à la charge de l'autre voisin, doit ordonner, s'il en est besein, à la personne en défaut, de treuser, nettoyer et réparer tel fossé ou partie de fossé, ou de contribuer à ces travaux, dans un délai déterminé. Ce délai me doit pas excéder le temps strictement nécessaire pour faire les travaux.

fo

tio

d'e

de

Ter

les

tro

Dai

ou

sol

pli

Da

tou le

de

un qu

jou

Dans les cas où les travaux ne sont pas exécutés dans ce délai, l'inspecteur peut autoriser le plaignant à faire luimême l'ouvrage dont le coût est recouvré de la même manière que le sont les amendes sous l'autorité de ce code.

2 482. Il peut ordonner, en même temps, à la partie plaiguante de creuser, nettoyer ou réparer la partie du fossé de digne qui est à sa charge dans le même délai, si elle est

insuffisante ou en manvais état.

488. Quiconque refuse ou néglige de se conformer aux ordres de l'inspecteur agraire donnés en vertu des dispositions

ordres de l'inspecteur agraire donnés en vertu des dispositions précédentes de ce paragraphe, encourt, outre les dommages résultant du défaut ou de l'insuffisance de fossés et sans

⁽¹⁾ Jugé sous les dispositions de la sec. 31 du ch. 26 des S.R. B.C., "l'acte d'Agriculture," qui sont analogues à celles de cet art, que l'ouverture d'un fossé de ligne entre deux héritages ne doit être ordonné que lorsque c'est le milleur moyen d'égouter ces héritages ; que l'ordre d'un inspecteur d'ouvrir un fossé de ligne doit être considéré comme un jugement établissant une servitude, et doit être rendu par écrit, de manière à régler comme un procès-verbal la dimension et le parcours du fossé de ligne, que tel ordre est illégal, lorsque le fossé de ligne est contaure à causer du dommage à l'une des parties, et que les terres sont autrement égouttées par un cours d'eau règlé par un procès-verbal; que l'action négatoire est le recours accordé par la loi, pour se prémunir contre le jugement d'un inspecteur, qui, en ordonnant l'ouverture d'un fossé de ligne a commis une injustice soit à la forme en ne procédant pas suivant la loi. soit ar fonds en ordonnant des travaux inutiles et dispendieux ou dommageables. C. B. R. Montréal, 9 juin 1668, Duval, Juge en Chef, Caron, J., Drammond, J., et Badgley, J., Lemite, Appelant, es Courelane, Latime, 1 B. L. p. 158.

n des lieux let par avis paraissent oivent être

ou verbale nee on da ir, ou de la oisia, doit défaut, de ossé, ou de Ce détai pour faire

6s dans ce faire duine manière

artio plaidu fossé de si olio est

ZHA TOMIC ispositions dommages s et sang

des 8, R, B les de cet héritages ur moyen r d'ouvrir jugement écrit, de sion et le lorsque le l'une des un cours oire est le jugement

préjudice à l'exécution de ces ordres, une amende n'excédant pas une pfastre pour chaque arpent de longueur de femé à faire, toute fraction d'arpent étant comptée comme un arpent ention the best a water to the contract of the same which the

494. Quisonque obstrue ou laisse obstruer de quelque manière que se soit un fossé de ligne, est passible d'une amende n'excédant pas une plastre peur chaque jour que le fond reste obstrud.

IV .- CLOTURES DE LIGNES.

- 425. L'inspecteur agraire de l'arrondissement, à la réquisition écrite ou verbale de teut propriétaire ou occupant qui demande la construction, la réparation, ou des travaux d'entretien d'une clôture de ligne entre son terrain et celui de son voisin, en vertu de l'article 505 du Code Civil, doit se rendre sur la ligne de tels terrains où, après avoir entendu les parties intéressées notifiées à cet effet par avis spécial de trois jours, et examiné les travaux à faire, il ordonne à toute partie en défaut, qu'elle soit plaignante ou non, de construire ou réparer sa clôture de ligne de manière qu'elle soit bonne et solide dans le délai qu'il détermine. Ce délai doit êtra le plus court possible. (1)

425a. (Amendé par S. de Q. de 1872, 36 Vict., ch.21, e. 11, et tel qu'amendé par S. de Q. de 1878, 41 Vict., ch. 18, e. 15) Dans le cas où les travaux ne sont pas exécutés dans ce délai, l'inspecteur agraire peut autoriser le plaignant lui-même, eu toute autre personne, à faire ou à faire faire l'ouvrage, dont le coût est assimilé aux taxes municipales s'il n'est recouvré de la même manière que le sont les amendes sous l'autorité de ce code.

426. L'inspecteur agraire ne peut ordenner de faire dans une municipalité rurale, une clôture nouvelle ou d'en réparer une ancienne tellement détériorée qu'elle coûterait autant qu'une nouvelle, à moins que la partie qui y est obligée n'ait reçu un avis spécial par écrit à cet effet avant le premier jour du mois de décembre précédent.

427. L'article 423 relativement aux fossés de la ligne s'applique également aux personnes obligées aux clôtures de ligne.

⁽¹⁾ Art. 505 C. C. Tout propriétaire peut obliger son voisin à faire pour moitié ou à frais communs, entre leurs héritage respectifs, une clôture ou autre espèce de séparation sufficant suivant l'usage, les règlements et la situation des lieux.

Sporton V .- Des Gardiene d'Encles Publice.

eno

fon

fixé

les

Yen

par

riss

publ

char

rem

Pay

du i

corp

proj

prop

rési

d'af

l'ad

lui p

de t

rièr

égal

et,

pas

(1)

AVE

lors

offe

l'an

488. Les gardiens d'encles publies sont tenus de receveir et de retenir seus leur garde, les animaux trouvés errants sur une grève, une batture, un chemin, une place publique, ou sur un terrain autre que celui de leurs propriétaires, et suvoyés en fourrière par l'inspecteur agraire ou par toute tutre personne qui les y trouve, jusqu'à ce qu'il soient réclamés par leurs propriétaires ou vendus à l'enchère, en vertu des dispositions de cette section.

489. Les gardiens d'éncles publies sont tenus de fournir aux animaux mis en feurrière sous leur garde, une nourriture convenable et en quantité suffisante, et de leur donner tous les soins nécessaires, sous peine d'une amende n'excédant pas une piastre pour chaque jour de négligence à le faire, sans préjudice aux dommages occasionnés par cette négligence.

Cette amende appartient au propriétaire de l'animal et n'est recouvrable que par lui.

486. Chaque fois qu'un gardien d'enclos public reçoit un animal en fourrière, il est de son devoir, sous peine d'une amende de pas moins de deux ni de plus de dix plastres pour chaque infraction, d'avertir sans délai, par avis spécial écrit ou verbal, le propriétaire de l'animal mis en fourrière, s'il est connu et domicilié dans la municipalité.

421. Si l'animal n'est pas réclamé dans les vingt-quatre heures qui suivent cet avis spécial, ou si le propriétaire de l'animal est inconnu ou ne réside pas dans la municipalité, le gardien d'enclos public doit, sous la même pénalité, donner un avis public dans lequel il désigne l'espèce et la couleur de l'animal, le lieu où il a été trouvé errant, celui où il est mis en fourrière, et en annonce la vente à l'enchère à un jour déterminé à défaut de la réclamation de tel animal par le propriétaire et du paiement des dépenses, amendes, honoraires et frais encourus, ainsi que des dommages convenus, ou fixés d'après l'article 442.

423. Le propriétaire de tout animal mis en fourrière peut en exiger la livraison, entre sept heures du matin et sept heures du soir de chaque jour, après avoir payé ou offert légalement au gardien les dépenses, les amendes, les honoraires et les frais encourus relativement à cet animal, et les dommages convenus, ou fixés d'après l'article 442.

Si le gardien refuse ou néglige de délivrer l'animal tenu en fourrière, après que tel palement ou offre lui a été faite, il e receveir rrants sur blique, on staires, et par touts

le fournir oursiture nuer tous édant par aire, sans igence.

obère en

recoit un dine d'une stres pour scial écrit rière, s'il

gt-quatre iétaire de ipalité, le é, donner ouleur de il est mis à un jour al par le onoraires ou fixés

et sept ou offert es honeal, et les

tonu on faite, il encourt une amende de douz plastres pour chaque jous de détention de l'animal, outre les dommages occasionnés par ce refus. (1)

433. Si, au jour fixé pour la vente, l'anin il tenu en fourrière n'a pas été réclamé et si les dommages convenus et fixés, ainsi que les amendes, les honoraires, les dépenses et les frais encourus n'ont pas été payés, cet animal doit être vendu publiquement au plus haut et dernier enchérisseus, par le gardien de l'enclos public.

434. Si, au jour fixé pour la vente il n'y a pas d'enchérisseurs, la vente est ajournée à un autre jour, et un avis public en est donné sans délai.

485. Le prix de l'adjudication doit être payé sur le champ et avant la livraison, à défant de quoi l'animel est remis à l'enchère.

436. Les deniers provenant de la vente sont employés à payer ce qui est dû par suite de la mise en fourrière de l'animal; et la balance est remise, sans délai, entre les mains du secrétaire-trésorier du conseil local, et appartient à la corporation si alle n'est pas récla ée dans l'année par le propriétaire de l'animal vendu.

427. Si la vente n'a pas produit une somme suffisante, le propriétaire de l'animal est tenu de parfaire la balance.

488. Le propriétaire de tout animal ainsi vendu, s'il ne réside pas dans la municipalité ou s'il n'y a pas de place d'affaires, a droit de réclamer la propriété de son animal de l'adjudicataire, dans le mois qui suit le jour de la vente, en lui payant dix pour cent sur le prix de l'adjudication, en sus de tous ses déboursés pour schat, nourriture et autres frais.

489. Quiconque prend et amène un animal mis en fourrière, sans la permission du gardien, encourt une amende égale au montant des deniers réclamés à cause de cet animal et, en sus, deux piastres ou un emprisonnement n'excédant pas huit jours, ou l'un et l'autre à la fois.

⁽¹⁾ Dans la cause de Brosseau es. Brosseau, C. S., Montréal, 9 avril 1885, Cimon, J., 1 M. L. R. C. S., p. 307, il a été jugé que lorsqu'un animal trouvé errant est mis en fourrière, le propriétaire de cet animal ne peut-le réclamer sans avoir préablement offert de payer l'amende et les frais de nourriture et de garde de cet animal, et que, sans ess offres, une saisle revendication de l'animal sers renvoyés.

		9-m
440. Les amendes	imposées sur les pi	ropriétaires d'animeux r la première offense :
trouves errants sont	les suivantes, non	r la première offense
The same of the sa		- IN PRODUCTOR OF COMPANY
Your enaque etalon	age de pas moins d	l'un an
" taures	u, verrat ou bélier	2 00
cheval	coupé, poulin, p	ouliche, inment.
Ash by All I not fill a the	washe ween	ouliche, jument, génisse, cochon
30 1 1923 4 5000	, vacue, venu,	Кептиве, соснои
anue	16	0 25
Lone cuadre coenon	non annele, pouc,	ou chevse 1 vv
moutor	1	0 10
# # nie. ce	nard, dinde on sut	re volaille 0 16
The state of the state of the state of	anhatanants de	ende est le double de
Pour toute onemse	samedgenre' , wm	lance ent to domain de
cette imposee en der	nier lieu.	the return of they it
Ces amendes peu	went etre payees	at gardien d'enclos
mablic, awant entang	riomposite anit int	(I) tolly too 4 obtach

441. Les amendes mentionnées dans l'article précédent peuvent être payées au gardien d'enclos publie, avant qu'une poursuite soit intentée dicet effet, mandit applient sons plus le

448. Au car de contestation, les dommages causés par les animaux trouvés errants sont constatés et fixés par trois experts nommés comme suit : un par le plaignant, un par le propriétaire de l'animal, et le troimètre pas les deux experts déjà nommés.

(1) Jugé qu'une poursuite pour le resouvrement d'amende (d) Jugé qu'une poursuite pour le resouvrement d'amendes ancourues sous cet article et intentée par un plaignant en son nom particulier, ne peut se maintenir mais qu'une telle action doit être intentée par le demandeur tant en son nom qu'au nom de la corporation. C. C. Ste. Scholestique, 10 mei 1875, Johnson, J.—Lahaie, et McMartin, VII Revue Légale, 185. Jugé dans le même sens, C. C. Beauharnois, 10 février 1874, Bélanger, J., Robert vs. Doutre, 5 B. L. p. 400.

Dans la cause de Lami vs. Rabonin, C. S. Trois-Rivières, 18 avril 1870, Polette, J., 1 R. L. p. 687, 11 a été jugé (sous les dispositions du § 8, de la s. 68 du ch. 24, S. R. B. C. qui décrétalent que toutes amendes imposées par "l'acte concernant les municipalités et les chemins, dans le Bis-Canada." ou par tout règle.

que toutes amendes imposées par "l'acte concernant les municipalités et les chemins, dans le Bás-Canada," ou par tout règlement fait sous son autorité, et payées, appartiendraient la moitié à la municipalité à l'égard de laquelle, ou pour l'infraction d'un règlement de laquelle la poursuite serait iutentée et l'autre moitié au poursuivant, à moins que la poursuite n'ait été intentée par l'ordre d'un equaell municipal ou par l'un de ses officiers, auquel cas la totalité de l'autende appartiendrait à cette municipalité, et (sons les dispositions du fi de la s. ét, du dit acte qui décrétaient que toute personne majeure aurait le droit d'intenter toute poursuite autorisée par les dispositions du dis acte, que le poursuivant devait intenter son actice tant en con nom qu'en celui de la corporation.

Voir notes sur art. 1066.

18 publ d'en Dar 1

Ce délai MAD Ite

> pron EN 00 per e

sur s prov ligne

44 snim domn errer

prend

(1) ges ca pas po ou d'a Que

exigée que le n'ont Jérom Delor (2) J du Co

anima état de clôtur domni par où Que n'est <u>snima</u>

1874,

Si le plaignant ou le propriétaire de l'animal n'est pas

présent, leur expert est nommé par le gardien d'enclos

public. Si l'une des parties, ou, en son absence, le gardien

d'enclos public refuse de nommer son expert, il est nommé

'animatz offense i 25 00 ent,

.... 0 25

double de

d'enelos

Mot (1)

president

nt qu'uns

hon

Cos experts doivent être nommés sommairement et sans délai, sur demande du propriétaire de l'animal ou du plai-

par un juge de paix.

Its procedent immédiatement à la visite des lieux et au

prononcé de leur sentence qui est définitive.

Le montant des dommages, fixé par eux, est recouvrable au oss de refus de la même manière que les amendes imposées to sufferm a sectoral per spice par es code. (1)

448. Nul n'a droit d'être indemnisé des dommages causes sur son terrain par des animaux errants, si ces dommages proviennent du défaut ou du mauvais état de ses clôtures de ligne. (2)

444. Il n'est pas nécessaire de mettre en fourrière les animaux trouvés errants pour avoir droit. à l'amende et aux dommages encourus par les personnes qui les ont laissés errer.

445. L'occupant d'un terrain répond de l'animal qu'il prend en paccage, comme s'il était à lui.

(1) Jugé: Que des experts, nommés pour constater les dommages causés par des animaux errants et non mis en fourrière, n'ont pas pouvoir d'obliger les parties à se soumettre à leur décision, à moins de promesse de la part des contestants de s'y soumettre ou d'acquiescement.

Que les experts n'ont cette 'autorité que dans les conditions exigées par les articles 428, 429, 430 et 431 de ce Code, c'est-à-dire que les animaux soient en fourrière. Qu'autrement ces experts n'ont d'autorité que comme témoins. Cour de Magistrat, St. Jérome, 20 mars 1874, DeMontigny, magistrat, Lacasse vs. Delorme, VI Revue Légale, 210.

(2) Jugé qu'un défendeur, pour se prévaloir de l'article 443 du Code Municipal, et se libérer des dommages causés par ses animaux, ne doit pas seulement prouver le défaut ou le mauvais état des clôtures du demandeur, mais prouver que c'est par ces clôtures que ses animaux ont passé, lorsqu'ils ont causé ces domnages et que le demandeur est obligé de clôturer l'endroit

par où les animaux ont sorti.

Que, quand, entre deux voisins, il y a un endroit que personne n'est obligé à clôturer, chacun est responsable de la sortie de ses animaux à cet endroit. Cour de Magistrat, St. Jérôme, 20 mars 1874, DeMontigny, magistrat. Lacasse ve. Delorme, VI Revue.

Légale, 210.

ausés par par trois un par le 2 experts

d'amendes d'amendes ant en son l'une telle son nom le, 10 mai égale, 125. vriez 1874.

lvières, 15 les disposi-écrétalent es municiout regle-iraient is r l'infrace n'ait été un de ses ais à cette et, du dis - 18 early or 1

446. Les possesseurs d'animent tronvés errents ou mis en fourrière ont les mêmes droits et privilèges et sont sujets aux mêmes obligations et pénalités que les propriétaires de ess mêmes animent.

447. Il est permis à tout propriétaire en occapant de terrain ou aux membres de sa famille de prendre et mettre en fourrière, ches lui, tout animal trouvé errant dans le municipalité, sur une grève, une batture, un chemin, une place, publique ou un terrain quelconque, avec les mêmes pouvoirs et formalités, et sons les mêmes obligations et pénalités, que les residiens d'enclos publics nommés par le ceuseil.

les gerdiens d'encles publies nommés par le cençail.

Au ces de cet article, le vente de l'animal tenu en fourrière ne peut être faite que par le gardien d'encles public de l'arrondissement champêtre, s'il y en a sinou ou à son définit par l'inspecteur agraire de l'arrondissement, sins angager toutefois la responsabilité de la corporation dont ils sont officiers.

448. Les amendes recouvrées en vertu des dispositions de cette section, sauf le cas de l'article 428, sont partagées d'après la règie de l'article 1048.

Att. Theorem i'm terest we begin it is and the time and the

Resolution of the American materials and the second of the

1.6) Alto 1981. An article service of the control of the contro

the control of the co

relies with set emiles. The state of the verse, we in the fermal a feet that the state of the st

Carrier Section 1

But grate to the decrees one of the two

一副都有强力,如此是不成绩的好

ション・アンター こべいこう シュラン 報告

451 conter on de

\$ 1770

mi 101

dispo encor Dosit

ATCC.

mani

tions,

ment

muni expre

pal le

actes

.45

1869, 3 une an ments

Succession a rock from the same of the a

LIVEE DEUXIEME

njets sux

as de est

nt de ternettre en namici-

pouvoirs

public de

iont, sans

n dont ils

eitions de

terom contracto to

T. T.

CEC. S. LOSG

TOTAL ER

The little of

11 A.B. 1480 B.

for which

distribution, a

and popular in the

一直 の 一般をいる はないとうちゃ

Proposition Profit live Manual ASSERTED ATTENUTIONS DES CONSESSA MUNICIPALITA.

DISPOSITIONS PRELIMINATERS.

449. Outre les attributions qui leur sont conférées par les dispositions de ce livre, les conseils municipaux penvent encore exercer celles qui leur sont données par les autres dispositions de ce code ou de toute autre loi non incompatible avec le présent code.

450. Les règlements, résolutions et autres ordonnances municipales doivent être passés par le conseil en sessione

451. Les conseils municipaux, en exerçant fours attributions, deivent accomplir, entre les formalités requises par les dispositions de ce code, toutes calles prescrites par les règlements en force dans la municipalité.

452. Les attributions conférées spécialement à un conseil municipal par les dispositions de ce code, ne peuvent être

expreces que par ce conseil.

Néanmoins un conseil, qui n'a plus d'après le code municipal les pouvoirs qui lui étaient conférés sous l'autorité des actes antériours à la mise en force de ce code, pout abroger les actes qu'il aurait faits en vertu de tels pouvoirs.

TITRE PREMIER

REGLEMENTS MUNICIPAUX.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GENERALIS.

458. Les règlements des conseils municipaux ne peuvent contenir aucune disposition incompatible avec celle de ce code ou de toute autre loi. (1)

⁽¹⁾ Jugé que les dispositions de la section 17 du S. de Ç. de 1869, 32 Vict., ch. 70, autorisant la cité de Montréal à imposer une amende et un emprisonnement pour infraction à ses règlements est inconstitutionnelle, la Législature de Québec n'ayant

454. Les règlements municipant entrent en vigueur et out force de loi, s'il n'est pas autrement prescrit par les dispositions des règlements eux-mêmes, quinse jours après avoir été promulgés; sauf tontefois le cas d'appel au conseil du comté de la passation d'un règlement par un conseil d'une municipalité rurale, et tout autre cas autrement prévu par les dispositions de ce code.

256. Les règlements municipaux qui, en verte de leurs propres dispositions ou de celles de ce code, ne peuvent entrer en vigneur qu'à dater d'une certains époque, doivent être promulgés au moins quinse jeurs avant telle époque.

456. Tout règlement passé par un conseil d'une municipalité rurale et amendé ou confirmé en appel par le conseil du comté, entre en vigueur quinse jours après avoir été promuigué en publié en vertu de l'article 695.

457. L'original de tout règlement municipal, pour êtres authentique, doit être signé par le chef de la corporation ou par la personne présidant le conseil lors de la paration de de la paration

règlement, et par le secrétaire-trésorier.

Si le règlement a dû être soumis à l'approbation des électeurs municipaux ou du lieutenant-genverneur en conseil, avantson entrée en vigueur, et que l'une ou l'autre de ces approbétions ait été donnée, un certificat sous le signature du chef du conseil et du secrétaire-trésorier, attestant chacun de ces faits, doit accompagner l'original de tel règlement et en fait partie.

458. Le secrétaire-trésorier du conseil de comté doit transmettre une copie cartifiée de tout règlement passé par ce conseil, au bureau du conseil de chaque municipalité locale dans les limites de laquelle ce règlement est en force.

459. Il peut être disposé, dans un même règlement, de plusieurs objets mentionnés dans les dispositions de ce titre, pourvu que chacun de ces objets soit du ressort du conseil qui passe le règlement.

pas elle-même es pouvoir, la § 15 de la s. 92 de "l'acte de l'Amérique Britannique du Nord 1867." ne lui donnant que le droit d'imposer l'amende ou l'emprisonnement pour saire exécuter ses lois, et qu'une personne condamnée à l'amende et à l'emprisonnement, pour avoir joué aux cartes, dans une auberge, en contravention aux dispositions d'un règlement de la cité de Montréal sera mise en liberté sur labeas corpus. C. B. R. en chambre, Montréal, 24 novembre 1871, Drummond, J., capacte. Papin, Requérant pour labeas corpus, 15 Juriste, p. 824.

Danie pensibatic tenas

pouv 476, 506, 589,

ce que Cour et intartic

qu'à autor leque

force munic deux règles

Patois Rams que, d résolu Supér

(2)
(3)
munic
comps
8. R. 1
13 et 1
peut é
taxes i
Dorion
ad hoc
et la C
confiri

ur et out disposiavoir été lu comté municir les dis-

de leurs penvent , doivent

minicipality onseil du promulei

ration out

des élecseil, avantapprobéu chef du ; ces faits, fait par-

loit transsé par ce lité locale

ement, de e oc titre, lu conseil

Parte de la company de la comp

Dans le cas ch plusieure objets dont il est disposé dans un même règlement requièrent l'approbation des électeurs munipeux ou du lieutenant-gouverneur en conseil, une seule apprebation donnée par les électeurs municipaux, eu par le lieutenant-gouverneur, ou par les deux selon qu'il est requis, sumt pour la règlement tout entier.

466. (Tel qu'amendé par S. de Q. de 1872, 36 Vict., ch. 21 c. 12.) Le conseil peut également exercer par résolution les pouvoirs qui lui sont conférés par les articles 471, 474, 475, 476, 477, 478, 484, 485, 486, 487, 488, 499, 503, 504, 505, 506, 518, 519, 526, 527, 541, 543, 555, 556, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 608, 625 et 663. (1)

461. Les règlements municipaux sont exécutoires jusqu'à ce qu'ils aient été cassés par la Cour de Magistrat ou par la Cour de Circuit du Comté ou du District, sauf tous dommages et intérêts contre la corporation d'après la règle prescrite aux articles 706 et 707. (2)

462. Les règlements municipaux restent en vigueur jusqu'à ce qu'ils scient amendés, abrogés ou cassés par une autorité compétente, ou jusqu'à l'expiration du délai pour lequel ils avaient été faits.

468. Les règlements municipaux qui, avait d'avoir eu force et effet ont été soumis à l'approbation des électeurs municipaux ou du lieutenant-gouverneur en conseil ou des deux ne peuvent être amendés ou abrogés que par un autre règlement approuvé de la même manière. (3)

⁽¹⁾ Dans la cause de la Corporation du Comté d'Arthabaska et Patoine, C. B. R. Québec, 6 février 1886, Dorion, J. en C., Ramsay, Tessier, Cross, Baby, JJ., 9 L. N., p. 82, il a été juguque, dans les actions pour faire rejeter un procès-verbal, ou une résolution d'un conseil municipal, la juridiction de la Cour. Supérieure n'est pas enlevée par l'art. 100 C: M.

⁽²⁾ Voir notes sur art. 100 et 809.

⁽³⁾ Jugé que la nullité d'un règlement d'une corporation municipale de comté, pour souserire des actions dans une compagnie de chemin de fer passé sous les dispositions du ch. 25 S. R. B. C. du ch. 83, S. R. O. et ch. 24 S. B. B. C. a. 24 § 10, 11, 13 et 14, qui a été approuvé par le Lieutemant Gouverneur, ne peut être invoqué dans une action pour le recouvrement de taxes impresées par ce règlement. C. B. R. Montréal, 5 juin 1876, Dorion, Jage en Chef, Ramsay, J., Tessier, J. et McCord, J., ad hoo, la Corporation de la parciase de St. Guillaume, Appelante et la Corporation du comté de Drummond, Intimée, 7 B. L. p. 721 confirment le jugement de C. C. du comté de Drummond, 27 octobre 1875, Plamondon, J.

CHAPITER DEUXIEME.

RÉGLEMENTS DU RESCORT DE TOUS LES CONSEILS MUNICIPAUX-

464. Tout conseil municipal a le droit de faire, amender ou abroger des règlements, pour lui-même, ses officiers ou la municipalité, sur chacun des objets mentionnés dans ce chapitre:

SECTION L.—Gouvernement du Conseil et de ses Officiers

465. Contraindre les membres du conseil à assister aux séances du conseil ou des comités, et à y remplir leurs devoirs.

466. Régler la conduite des débats du conseil, et le maintien du bon ordre et de la bienséance pendant les séances du conseil ou des comités.

467. Déterminer le nombre de jours que peuvent durer les sessions ordinaires. (2)

468. Preserire que les règlements municipaux subissent deux ou trois lectures avant la passation, à des jours différents, ou le même jour.

449. Nommer un officier chargé de faire les significations des avis spéciaux requises par les dispositions de ce code ou des règlements municipaux, et obliger tel officier à prêter un serment d'office.

La nomination d'un tel officier ne rend pas les autres officiers municipaux incapables de faire les significations qu'ils sont autorisés à faire sous l'autorité de ce code.

470. Définir les devoirs non déterminés par ce code des officiers du conseil; et leur imposer des pénalités suivant l'article 508, pour négligence ou omission dans l'accomplissement de leurs devoirs, dans les cas où des pénalités pour telle négligence ou omission n'ont pas été fixées par ce code.

offici sonn desq cas o de ce

le correceve

endr

47 conse hour

en ve doit heur

Ordor veller dispo

1'élai ration fossée dans parti

To cours à l'ef trava faire

⁽¹⁾ Jugé que sous les dispositions des § 1 et 2 de la section 24, S. R. B. C. qui autorisait chaque conseil à faire un règlement pour contraindre les membres à assister aux sessions, les membres d'un conseil municipal ne peuvent être condamnés à l'amende, pour défaut d'assistance, s'il n'y a pas un règlement pour les contraindre à assister et à y remplir leurs devoirs nonobstant les dispositions de la section 62, du dit Statut qui dit que tout conseiller d'un conseil municipal qui néglige de remplir les devoirs de sa charge encourra une amende de \$20. C. C. Trois-Rivières, 31 décembre 1868, Polette, J., Plante, Appelant, et Rivard, Intimé, 2 R. L. p. 240.

⁽²⁾ Voir art, 139.

ment s'écor muni été av répar Le ma Juris

471. Itablir un tarif des honoraires, payables est officiers municipaux, pour leurs services, soit par les personnes quijont requis ces services, soit par celles à l'occasion desquelles ils sont rendus, soit par la corporation, dans les cas où ces honoraires n'ont pas été fixés par les dispositions de ce code.

Tout tarif fait en vertu de cet article doit être affiché à un endroit apparent, dans le bureau du conseil.

473. Fixer la rémunération des officiers municipaux par le conseil en sus des honoraires ou des amendes qu'ils peuvent recevoir sous l'autorité de ce code, de tout autre acts ou des règlements municipaux.

473. Déterminer quels jours de la semaine, le bureau du conseil doit être ouvert entre neuf houres du matin et quatre heures de l'après-midi.

A défaut par le censeil de déterminer les jours du bureau, en vertu de la disposition précédente, le bureau du conseil doit être ouvert tous les jours juridiques, entre les mêmes heures.

474. (Amendé par S. de Q. de 1873, 36 Vict. ch. 21, e. 13.) Ordonner la publication, dans un ou plusieurs papiers-nouvelles, des avis de convocation du conseil, sans préjudice aux dispositions des articles 126, 139, 260 et 290.

Shorion II.—Trangua publice de la municipalité.

475. Ordonner et règler la construction, l'ouverture, l'élargissement, l'approfondissement le changement, la réparation ou l'entretien, aux dépens de la corporation, de tous fossés, cours d'eau, canaux souterrains, chaussées et clôtures, dans l'intérêt des habitants de la municipalité ou d'une partie notable d'entre eux.

Tout règlement fait en vertu de cet article, au sujet d'un cours d'eau régi par un acte d'accord ou par un procès-verbal, à l'effet de subroger la corporation aux personnes tenues aux travaux de ce cours d'eau relativement à l'obligation de faire ces travaux. (1)

mender amender

ers ou la

fleiere ster sux devoirs.

l, et le

nt durer

subissent irs diffé-

destions code ou réter un

s autres fications e.

code des suivant mplissetés pour ce code.

ection 24, glement les memlamnés à eglement s devoirs atut qui glige de de \$20. Plante.

⁽i) Jugé que l'inondation d'une maison causée par le débordement des eaux provenant de pluies torrentielles qui peuvent s'écouler par l'égoût public qui est obstrué rend la corporation municipale responsable des dommages causés depuis qu'elle a été avertie de l'obstruction de l'égoût et mise en demeure de le réparer. C. S. Montréal, 30 mai 1871, Beaudry, J., Boucher vs. Le maire, les échevins et les citoyens de la cité de Montréal, 18 Juriste, p. 272.

276. Autoriser les inspecteurs de voirie à permettre sur les chémins, les gués, les passages d'eau les trottoirs ou les pouts municipaux, qui se trouvent sous la direction du consell, l'exécution de certains ouvrages dont l'effet pourrait être d'obstruer, d'empécher, d'incommoder ou de rendre dangereux le passage sur ces travaux publics; et dans ce cas le conseil doit déterminer les conditions sous lesquelles ces permis peuvent être accordés.

470a (Tel qu'ajouté par S. de Q. de 1885, 48 Viet., ch. 18, s. V. Ordonner que les clôtures soient faites en brocke du fil de fer le long des chemins municipaux aux endroits que le sonseil juge à propos.

Anceron III.—Aide à la construction, à l'améliaration, et à l'entretien d'entreprises ou travaux publice étrangers à la corporation.

477. (Amendé par S. de Q. de 1882, 45, Vict. ch. 35, e. 13.) Aider au moyen de deniers donnés ou prêtés, à la construction, au macadam, aux réparations, ou à l'entretien d'un chemin conduisant à la municipalité, d'un pont ou d'un ouvrage public; sous la direction de la corporation d'une autre municipalité.

478. Aider à l'ouverture et à l'amélioration des chemins de colonisation indiqués, par le lieutenant-gouverneur en conseil, comme chemins de colonisation de seconde ou de troisième classe, dans lesquels chemins la corporation a été déclarée intéressée, en vertu de toute loi concernant les chemins de colonisation.

479. (Amendé par S. de Q. de 1878, 41-42 Vio., c. 10, et 20 et S. de Q. de 1883, 46 Vict. ch. 28, s. 4.) Aider h l'établissement de ponts, chaussées, jetées, quais, glissoires. chemins macadamisés ou pavés, lignes d'omnibus ou de diligences, chemins de fer et chemins à lisses de bois ou

Jugi: Que lorsque la corporation municipale est en possession de canaux d'égoûts, quand même ces égoûts n'auraient pas été construits par elle-même, elle est tenue, en loi, de les entretentr en bon état, et elle est responsable des dommages que peut causer leur mauvais état à ceux qui s'en servent; en cela ses pouvoirs ne sont pas législatifs, et elle ne peut prétendre qu'elle n'est tenue à cet entretien que suivant ses ressources pécunaires, et qu'il est laissé à sa discrétion (S.L. N., 226 C. S. Leduc vs. Le Ché de Montriel.) title de Montréal du al distante de propies de la comación de contrata de contrata de la comación de la comació

antro munic des ed sonne 1.

formé 2. I a telle Derson hlisse

3. 1 somme verner

(1) J

compa est pay peut, i des de et que qui dé détern qu'elle le moi Juge e Cross, Appels 24 Jur Juge débent compa une pu des do 27 nov comté Montr le juge p. 148,

Jug et qu'i ment Doher du car antres ouvrages publies situés en teut ou en partie dans la municipalité ou dans les environs, entrepris et construits par des compagnies constituées en corporation ou par le gouvernement provincial, ou par toute personne ou société de personnes :

1. En prenant et souscrivant des actions d'une compagnie

formée pour ces chiets:

2. En donnant ou en prétant de l'argent ou des débentures à telle compagnie ou au gouvernement provincial, on à toute personne ou société de personnes, qui entreprendre l'établissement d'anoun des ouvrages publics sus-mentionnés;

3. En garantissant par endossement ou autrement toute somme d'argent empruntée par telle compagnie ou par le gouvernement, ou par telle personne ou société de personnes. (1)

(1) Jugé que lorsque le montant d'une souscription à une compagnie de chemin de fer, par une corporation municipale, est payable soit en débentures ou en argent, la corporation ne peut, par un protêt à elle signifiée fixant un délai peur la livra-son des débentures, être privée de son droit de payer en débentures, et que l'action contre la corporation doit demander l'alternative, la déchéance ne pouvant être prononcée que par un jugement, qui déclare que fauté par la corporation d'opter sous un délai qu'elle avait et sera condamnée à payer purement et aimplement le montant demandé. C. B. B. Montréal, 20 décembre 1879, Dorion Juge en Chef, Monk, J., Ramsay, J., dissident Tessier, J., et Cross, J., La Compagnie du chemin de fer des Laurentides, Appelante, et la Corporation de la paroisse de St. Lin, Intimée, 24 Juriste, p. 191.

Jugé que l'obligation d'une municipalité de donner des débentures, en palement d'une souscription d'actions dans une compagnie de chemin de fer, ne doit pas être considérée comine une pure obligation de payer des desiers quant aux dommagner résultant du délai à remettre les débentures (article 1977, C. C.) et qu'en ous de retard de sa part elle peut être condamnée à payer des dommagner que de dommagner métales en part elle peut être condamnée à payer des dommagner qu'en cas de retard de sa part elle peut être condamnée à payer des demander de la particle de demander de payer des demander de la litte de la litte de demander de payer des demander de la litte de la litte de la litte de demander de payer des demander de la litte de la litte des la litte de la litte de

resultant du deini à remettre les débentures (article 1017, C. C. Jets qu'en cas de retard de sa part elle peut être condamnée à payer des dommages spéciaux causés par ce retard. C. B. R. Montréal, 27 novembre 1883, Dorfon, Juge en Chef, dissident, Rammey, J., Tessier, J., Orces, J., dissident et Baby, J., la Corporation du comté d'Ottawa, Appelante, et la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Ottawa et Occidental, Intimée 28 J. p. 29, confirmant le jugement de C. N. Montréal, 18 avril 1882, Torrance, J., 28 J. p. 148, et 5 L. N. p. 125

p. 148, et 5 L. N. p. 121.

Jugé que le règlement du comté de Compton no. 37 est légal, et qu'il y a chose jugée quant à sa légalité résultant d'un juge ment rendu par la Cour Supérieure à Sherbrooke, le 10 décembré 1876, et déclaré valids par S. de Q. de 1870, 24 Viet, ch. 20, a. 21 des Statuts de cette province, C. Sa Sherbrooke, 7 janvier 1871, Doherty, J., La Banque des cantons de l'Est es. La Municipalité du canton de Compton, et al., 7 R. La p. 468, and de l'alle de

ie ou fil que le

ch. 28,

tro ter

w on les

du con-

courreit

rendre

.

m, at A red la

. 85, .. s, à la tretien ou d'un

hemins eur en ou de n a été ant les

10,000 ssoires. ou do bois ou

session' pas été tretentr te peut qu'elle unaires, ove, La

Mar. . 35. 15.54

4801 (Resident bar & de U. de 1882, 45 744, 6, 35, 4. 10.) Aider & l'établissement de manufactures et à la constraction de lignes de télégraphe électrique :

compagnie formée pour ces objets ; 2. The doublint of protant de l'argent ou des débentures à telle compagnie ou à toute personne où spelété de personnes qui entreprésites l'établissement d'une manufacture dans la qui entreprendre l'établissement d'une manufacture dans municipalité ou la construction de lignes télégraphiques.

461. Tout règlement passé en vertu des deux articles présédents, avant d'avoir force et effet, doit être approuvé par les électeurs de la municipalité et par le lieutenant-gouverneur en conseil. (1)

488. Si le montant des actions fixé par un règlement du consett fait en verte des actions are par un reglement du consett fait en verte des articles 479 et 480 ne se trouve plus en calese, anoune de ces actions ne peut être prisé ou sous-crite en anécution de ce réglement, par le chef du conseil ou autre pessonne autorisée à set effet, avant que le conseil ait ordonné rue émission de bons en un emprunt suffisant pour payer le montant des actions à souscrire.

488.: Les règioments faits en verta des articles 477, 479 et 180 penvent déterminer des conditions auxquelles l'aide ou la souscription d'actions est autorisée.

Burnon IV. Aider à la colonisation, à l'agriculture à " Phorticulture, who write at our sciences.

484. (Tel de amende par S. de Q. de 1871, 35 Vict., c. 8. .. 13.) Aider, par tous les moyens juges convenables, à la colonisation dans la province; et à l'agriculture, l'horticulture, aux arts et aux sciences, dans la municipalité, ou dans les limites de la société d'agriculture dans lesquelles telle municipalité est située.

484a. (Ajouté par S. de Q. de 1875, 39 Viet., c. 29, c. 7.)

Dans la cause de La Cie., du chemin de péage de la Pointe Claire et Leclaire, C. B. R. Montréal, 9 décembre 1884, Dorion, J. en C., Monk, Ramsay, Tessier et Baby, JJ., 1 M. L. R. p. 286, il a été jugé qu'une compagnité dûment incorporée, d'aurée l'acte 26 Vict., ch. 28, avait le droit d'empierrer un chemin de front dans les limites d'une grunicipalité de village, d'y poess des barrières et d'y percevoir des péages.

Voir aute sur article 463.

⁽¹⁾ Voir notes sur sitt. see the attack the trans the profession has

Richtlingt administratidas maisses on patres Stabilesements d'aumone ou de relage pour le noulegement des nécessitaux; et aider aux institutions sheritables établies dans le manis-Palitie in all capacities on relating and the allegand the palities

Sucreou V.-Acquicition de bione et de travaux publice.

485. Acquérir, à titre gratuit ou onéreux, soit en partie ou dans toute leur étendue tous terrains de grave, ponts, ponts de péages, chemins à lisses de bois, chemins macedam sés, jetées, quais, chanssées, digues ou antres ouvregue publics, dont une partie an moins se trouve dans les limites publies, dont une partie au municipalité, avec les terrains et les dépendances) lour usage ou nécessaires & lour administration. (1)

2 décembre 18/2, Sicotte, J., Crimat ve. Jeune 12, 20, 20, 4 R. L. p. 487.

Jugé que l'acte de la Législature de Québec de 1860.

Vict., ch. 15, s. 190, autorisant le Lieutemant Gouverneux et Consell à confisquer pour défant de réparation, le droit de collecté des péages sur tout pont de péages et à transporter le propriét de ces ponts, est de la compétence de la Législature Locale. G. B. R. Montréal, 20 février 1881, Dorion, Juge en Chef, Monk, J. Ramsay, J., Cross, J., et Baby, J. La Municipalité du Canton de Cleveland et al., Appelants, et la Municipalité du Canton de Cleveland et al., Appelants, et la Municipalité du Canton de Cleveland et al., Appelants, et la Municipalité du Canton de Cleveland et al., Appelants, et la Municipalité du Canton de Melbourne et Le Bremton Gore; Intimés, 20 de Puis, 2006.

To cons ne toute

intures à ersonnes e dans la ues.

spprouvé ant-gon-

ment du OUVE DE ou sousonseil ou onseil sit ant pour

7. 479 et. l'aide ou

loure &

i., c. 8, s. les, à la borticulou dans les telle

29. . 7.)

la Pointe , Dorlon L. R. p. emin de 'y poesy

* 400: Monderly, & titre engruns on gratuit, pour l'utilité o Pintéret de la comporation, tout autre terrain situé dans la municipalité ou en dehon des limites de la municipalité.

自然性

21. les

PO

tre

dip

4711 Brt pln

5735

man di di

32.0

du

tax

tre

oot

487. Acquérir, à titre gratuit ou onéreux, du gouverne-ment de la province ou de selui du Canada, tous chemins publics, quais, cansux, havres, ponts ou édifices publics, situés lans la municipalité ou en dehors des limites de la municipalité, et que tel gouvernement croft convenable de placer sous la direction de la corporation municipale.

488. Amendé par 8. de Q. de 1878, 41-12 Viet., c. 10, e. 11.) Pourvoir à la location, à l'achat on à l'érection de tout

edilice dont la corporation a besein.

488a. Ajouté par S. de Q. de 1882, 45 Vict., c. 35 .. 13: et amendé par S. de Q. de 1885, 48 Vict., ch. 28, e. 10.) Pour-voir à l'établisement, à la protection et à l'administration d'acquiduce, de puits publics ou de réservoire, et empécher que l'éau publique ne soit selie eu dépensée inutilement. fiet aneres: tous les pouvoirs accordés aux corporations de villege par les articles 687, 687a, 638, 639 et 640, sous les bues conditions et les mêmes formalités.

ting to be sail to BROTION VI. - Passation directs.

480. Prélover, par voie de taxation directe, sur tous les bious impossibles on soulement sur tous les biens-fonds cables de la municipalité, toute somme de deniers nécesaires pour rencontrer les dépenses d'administration, ou pour un objet spécial quelconque dans les limites des attribu-As the comment of what of

(1) Jugé que le régiement d'un conseil municipal ordonnant le prélèvement d'une somme de deniers " pour payer les dettes de la corporation et les dépenses du conseil municipal, pour l'année 1880," aux indiquer d'une manière précèse et détarminée ces dépenses et ces dettes, est contraire à la loi municipale, et doit dur déclarée ul ;

Que tout contribuable qui a payé des taxes, en vertu de tel règlement peut, en en invoquant la nullité, les répéres de la corporation.

Projection pout, en en invoquant la nullité, les répéres de la corporation.

Que d'le rôté de perception porte la part de taxes d'auteun contribusble à un montant plus élevé qu'elle ne doit être, en vertu du règlement d'imposition, tel rôle n'est nul, quoad ce contribusble, que quant à cet excédant. C. C. St. Hyacinthe., 20 movembre 1870, Sicotte, J., Dubois ve La Corporation du Village d'incres Vale, 3 R. L. 666.

Jugé qu'un conseil municipal a droit de présent par vete de

21, a. 14.) Prélever, par voie de taxation directe, sur tous les biens imposables ou seulement sur les biens fonds imposables des personnes qui, dans l'epinion du conseil, sont intéressées dans un ouvrage public sons la direction de la corporation, on bénéficient de tel ouvrage, toute somme de deniers nécessaires pour subvenir à la construction et à l'entretion de cet ouvrage. (1)

491. Prélever, par voie de truation directe, des dénieus pour au objet quelécoupue dans les limites des attributions du consuit, sur tous les biens imposables compris dans une partie de la manicipalité, sur la requête de la majorité des contribuables appelés à payer cette taxe, en mentant et aux conditions énoucés dans la requête.

rarticle que dans le cas où le territoire, dont la majorité des soutribushées a présenté la requêté, est situé dans deux que plusieurs municipalités locales du comté, ou que si les deniers à prélever doivent être employés à un surrage public qui tombe dans sa juridiction.

Buorton VII. Empreste et finiceione de Bone,

pour des fine quoteonques dans les limites de la juridiction du conseil. (2) est autre année l'entre de la juridiction du conseil. (2) est autre année l'entre de la juridiction du conseil.

taxation directa toute comme de doniers nécessaires pour rencontrer les déponses d'administration et pour un objet apécial quelconque, mais que le règlement municipal imposant cette taxe devra faire voir pour quelles dépenses et quelles dettes bette taxe est encourne, et devra être besé sur des estimés précis et déterminés, sans quoi il est contraire à la loi municipale et peut être déclaré nui. C. C. Montréal, 29 décembre (1894, Montréal, 29 J. p. 107.

Bars Le Corporation du cemté d'Hochelega, es Le Corposation du village de la Côte St. Antoine, C. C. Montréal, Loranger, J., S L. N. p. 119, il a été jugé qu'une taxe ne peut être imposée par un conceti de comté autrement que par un règlement, et que l'imposition de taxes par résolution est filégale.

(1) Voir note our art, 941.

(3) Jugé que quand l'autorisation de consentir des billets promissoires, ou d'accepter des lettres de change, n'est pas expressément donnée à une corporation hiunicipale sette autori-

ous les fonds nécesn pour stribu-

homins , situés

nicipa-

T SOUR

le tout

. 13:

Pour-

ement. lons de

mant le ttes de 'année de con et doit

do tel la cor-

verte ontriie., 20 fillage

do de

400. Insetter des bons (défente et aux montents jugés nérospaires dans le but d'obtenir des fonds, pour des fins quelousques dans les limites de le juridiction du conseil ou 400. Tout règlement municipal, qui désrète ou autorise un emprant ou une émission de bons duit déclaser les fins aux-

gus la di mon

ani e men

prop

les d Ve

SHOT

18 00 pors

tion

OR ST

tinge au H

ses P

fait. autr en v flon, telle la P tout beno quel U ivo! d'ur

To

quelles la somme sinsi empruntée doit être appliquée, et peut contenir toute disposition jugée nécessaire pour assurer le bon emploi des deniers et atteinère le but indiqué dans le that traducer, the rate de inaction directs appendiche

10 400 (Tol galamente par 10; Viet, at. 20, e, 81) Walle fall didd: (Tot quiements per Tip Vict, at 30, s, 6) Make suipsion de hour de pout être ship, et mui emprunt ne pout être
contracté : a moine qu'il me soit imposé par je règlement qui
iles autorises sur for hiore imposebles affects au palement de
tal rimpunt on hour, sans taux quantile jouffinget pour payer
l'intéret de chaque année, et au moine danz pour sont en sus
de l'intéret de chaque année, et au moine danz pour sont en sus
de l'intéret de chaque année, et au moine denier à prélèver pour
payent en intérêté et de fondr d'amostissement annuellement
payent en intérêté et de fondr d'amostissement annuellement
moine de la sur de nête une force de talle répartition, saige
mofinéles aux dessits des nottemes de denier de l'annuellement
mofinéles aux dessits des nottemes de denier de l'annuellement primition paradroite des parteurs de donas (4) de con deser d

496. Tout reglement qui décrète ou activité un emprunt on une émission de bons, avant d'avoir force et effet, doit être approuvé par les électeurs de la municipalité, quand le pale-ment de tel emprent en bons affecte les biens impacables on des biens-fonds impossibles de toute le municipalité, et par le lieutenant-gouverneur en conseil dans tous les cas. (2)

intion no saurait être présumée comme nécessaire pour l'accomplantement des fins de sa création, et que la Législature apart établi poir les manicipalités, un autre mode d'emprunter, un billet premisione, consenti par une corporation municipalités, un autre mode d'emprunter, un billet premisione, consenti par une corporation municipalités, un autre mode elle, est aut.

U. R. Québec, 15 décembre 1301, Marcdith, Juge en Chef, Stuart, J., et Taschereau, J., Pacaid es. Le Corporation de Halifair sud, 17 D. T. R. C. p. 28.

Jugé que le billet premisseire signé par le maire et le recrétaire trécorier d'une municipalité suivant résolution du constillée y citarisant pour payer une dette légitimement due par la sorporation, et qu'un erdender de calui qui a reque e billet de la corporation, et qu'un erdender de calui qui a reque e billet de la corporation est encore déficire. C. S. Montréal, 20 décembre 1878, Mackay, J., Ledoux es. Piootte, et al., 2 L. N. p. 37.

Voir inte but article 4.

(1) Voir art. 800 et les notes.

⁽²⁾ Voir note our art. 698.

487. El le patement de l'emprunt ou des bemi n'affecte que les biens-fonds impossibles de la municipalité, les élécteurs municipaux propriétaires de ces biens-fonds ent seuls le droit de voter l'approbation ou la désapprobation du règlement.

498. Il est du devoir du socrétaire-trésorier du consoil qui a passé un semblable règlement de transmettre au fleutenant-gouverneur, en même temps que la copie du règlement à faire approuver, un état de la valeur totale de la propriété imposable affectée par le règlement, et de soutes les dettes et obligations de la corporation.

Ce tableau doit être attesté sous le serment spécial du

At any mount of his other start of the

storetaire-tresorier.

Sporion VIII.—Administration des déviers de la Corporation.

409. (Tel qu'umendé par & de Q. de 1876, 49 Viot., el. 18 s. 1; S. de Q. de 1878, 41 Viot., el. 18, s. 16 et per 41-42 Viot., el. 10, s. 22.) Placer les deniers appartenant à la sorporation à l'intérêt, dans une banque constituée en corporation ou dans des fonds publics du Canada ou de la province, ou sur première hypothèque.

ou sur première hypothèque.

Mais lorsque des deniers sont destinés à un fonds d'amortissement pour le rachat de débentures émisses, le consult pout,
au lieu de les déposer dans une basque imcorporte, racheter

ses propres débentures de la latin de latin de latin de la latin de latin de latin de latin de latin de la latin de la latin de la latin de l

t stre

20 2.10

Touto corporation municipale dans vette province qui a fait quelque arrangement avec une hanque incorporte ou autre institution, pour y déposer un fonds d'amortissement en vertu d'aucune résolution ou règlement de telle corporation, ou autrement pour racheter des débentures émisse par telle corporation en vertu d'aucun tel règlement antérieur la passation de l'acte ci-dessus mentionné, peut retirer toute somme d'argent déposée en vertu de semblable règlement avec l'intérêt qui y est accru, du consentement de telle banque ou institution, pourvu que cet argent soit immédiatement appliqué à acheter les débentures émises pour les quelles tel fonds d'amortissement est payable.

Uhaque telle banque où os fonds l'amortissement pout avoir été déposé, pout payer tout us argent, aussi blen que l'intérêt qui y est accru, à telle corporation sur réception d'une résolution du conseil de cette municipalité à cet effet.

500. Le secrétaire-trésorier demetre toujours autorisé,

même en l'abounce du règlement ou de régulation à cet effet, à déposer temporairement dans une banque constitués en corporation, les deniers provenant des taxes ou redevances municipales ou appartenant à la sorporation, et à les y laisser jusqu'à ce qu'ils soient employés aux fins pour lesquelles ils ont été préleyés ou jusqu'à ce qu'il en soit disposé par le consoil.

il est tonu de le faire, s'il en est requis par le conseil ou par

le chef du conseil.

SOL. Tous les deniers son spécialement appropriés font

part

proc cipa pour d'ab

O. C

Je

règi imm

an at

e. 92 Deri C. S

(day

equ

imp

men

fait

79, 1

Vict

imp

dan

Hon

tel 1

dets

Me

partie du fonds général de la corporation.

Chaque fois qu'une somme prélevée est plus élevée que celle nécessaire pour mettre le conseil en état de satisfaire aux obligations pour lesquelles la somme a été prélevée, le surplus appartient à la corporation et doit être versé dans la fonds général de la corporation.

503. Les déniers faisant partie du fonds général de la corporation pouvent être employés à toutes les fins qui sont du ressort du conseil.

SECTION IX. Dispositions diverses,

508. Etablir et administrer un fonds d'amortissement pour éteindre toute dette municipale.

504. Faire le recensement des habitants de la municipalité ou d'une partie de la municipalité.

et déterminer les conditions auxquelles ces primes sont accordées.

500. Offrir et donner des primes pour parvenir à la découverte et à l'arrestation des personnes qui ont commis des offenses criminelles.

267. Autoriser les officiers du conseil à visiter et à examimer toute propriété mobilière ou immobilière ainsi que l'intérieur et l'exérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour constater si les règlements du conseil y sentexécutés.

Obliger les propriétaires ou occupants de ces propriétés, bâtiments et édifices à recevoir les officiers du conseil, et à répondre la vérité à toutes les questions qui leur sont posées relativement à l'exécution des règlements municipaux.

500. (Tel qu'amendé par S. de Q. de 1878, 41 Viet, ah.

on, it. bediendry's des conseils hundripaux, 187

18, c. 17/) Imposer pour chaque violation d'un réglement du conseil, des pénalités par une amende n'excédant pas vingt plastres ou par un emprisonnement pour une période n'excédant pas trente jours.

aelles

er le

u par

font

6e. la ns le.

de la sont

ment

sipa-

sont

COUdes

intauelsent Stes.

ah.

Les pénalités imposées pour violation des règlements municipair ne petivent être infligées par le tribunal, qu'en autant qu'ellus sont raffisamment déorises et méntionnées dans les règlements qu'elles concernents (1)

(1) Jugé que l'inconstitutionnalité alléguée de la dernière partie de l'article 598 du Code Municipal qui se lit comme suit avant l'amendement de 1878. 'I ou par les lieux ensemble," ne produit pas la nullité de tout l'article, et qu'un règlement municipal contenant la punition par l'amende et l'emprisonnement municipal contenant la punition par l'autre. 08, tel qu'elle existait d'abord, être amendé de manière à n'imposer que l'un ou l'autre. O. C. Mentréal, it avril 1876, Dorion. J., Corbeille se. Le. Gerporation du Village St. Jean-Baptiste, VII. R. L. 616.

Jugé que le statut de C. de 1869, 32 Viet, ch. 70, s. 17, qui permet au conseil de le cité de Montréal, d'imposer dans ses règlements une amende et les frais, et à défaut de pairment immédiat, l'emprisonnement ou d'imposer l'amende et les frais, en sus du dit emprisonnement est inconstitutionnel la is. 1846 la s. 92, de 's l'Acte de l'Amerique Britannique du Nord 1867," ne permettant que l'alternative de l'amende ou l'emprisonnement. C. S. Montréal, 20 septembre 1872, Torrance, J., Papin, Requérant extérorer et Le Maire, et al , de Montréal, Poursuivants, 16 J., p. 319, le contraire a été jugé par Sanborn, J., 12 R. L., p. 476.

Jugé qu'une convistien basée sur un règlement municipal, déaretant une pénalité pour chaque jour, qu'une chose est faite (dans l'espèce la tenne d'un état privé) lorique le Statut sur lequel le règlement est basé autorise seulement la corporation à imposer telles amendes n'excédant pas 290, ou tel emprisonnement n'axcédant pas trente jours ou les des 2, comme cela sera jugé nécessaire pour faire exécuter les règlements, ser casée. C. S. Montréal, 30 mai 1874, Torrance, d., Brown, Requérant certiorari, et Sexten, Recorder, mis en cause, 18 d. p. 194.

Jugé qu'un règlement des statuts du C. de 1960, 28 Viet, ch. 72, s. 13, de 1864, 27, 28 Viet, ch. 60, s. 50 et de Québec de 1869, 32 Viet, ch. 73, s. 13, de 1864, 27, 28 Viet, ch. 60, s. 50 et de Québec de règlements

fait sous les dispositions des statuts du C. de 1960, 28 Viet., ch. 72, s. 18, de 1864, 27, 28 Vict., ch. 60, s. 50 et de Québec de 1869, 28 Vict. ch. 70, s. 17 qui entorisent le conseil à pesser des règlements imposant des pénalités ou l'emprisonnement ou les deux, accordant au Recorder le pouvoir de condamner à l'amende ou à l'emprisonnement est illégal, vû qu'il accorde au Recorder la discretion que la loi ne donne qu'au conseil, et qu'une conviction sous tel règlement condamnant à l'amende et à l'emprisonnement à défaut de paiement est illégale.

Jugé aussi qu'une conviction condamnant aux dépans est illégale, si le règlement a autoritée pau spécialement, est condamnation, aux dépans est lifégale, si le règlement a autoritée pau spécialement, est condamnation, aux dépans est lifégale, si le règlement à l'amende et la dépende dépans est lifégale, si le règlement à l'amende la dépende de la lifégale, si le règlement à l'amende la dépende de la lifégale de la liféga

Add Pent consil part agent fairs amonter on abrogot dage l'intérêt du habitante de la municipalité, tout auto règlement pour un objet d'une nature puroment lossie e municipale et non spécialement mentionné dans les disposi-

tions de es sade.

"Sena. Tel qu'ajouté par S. de Q. de 1883, 44 Viet. ch. 28.

s. 5. Tout conseil manicipal a de plus les mêmes pouvoirs que coux accordés aux consolis de comté par l'article 621, tel

> d'e just

J., i

exel

str

ne s

De

Jij. OUV Deti che

De

le p rue prop D qu't rue

que amendé par l'acte 45 Vict., ch. 35, s. 14."

CHAPITRE TROISINE

profession of all plans the continues of the state of the state of

- ELGENGEUM DU RESCORS PARTICULER QUE CONSEILS DE stately is to in (6) by this population for the since for coing to the form of the form of

Old Tout someti de comté peut en outre faire, amender on abroger des régisments, pour chaoun des objets mentionné s dans se chapitres

direction of incred Borrow L. - Chef-Lieuwer our are treduct

with the the state of the segrectioned , told beinger af Clife. Times on changer to obef-lieu du comtée in the stre co

Néanmoins le ches-lieu du comté ne peut être changé que par un reglement passé avec le concours des deux tiers des membres du conseil en fouctions. Le chef-lieu du comté ne peut être changé que pas la législature provinciele, lérequ'il y a 666 stabli un bureau d'enregistrement suivant l'article 2158 du Gode Civil, ou lorsqu'il y a 665 sequis ou mis en voie de construction un édifice public pour l'urage du sonneil.

Torrince, J., He park Marry, Requirent, certicourt, et Sexton, Recorder, et Le Reire et al. de la ché de Moutriel, Poursuivanue, M Juriste, p. 162, et 9 R. L., p. 188.

Jugé que la Cour Sopérieure e ex pouveir discrétionnaire sous le 3. de Q. de 1878, il Vist. ch. 14, d'émaner une injonction contre la cité de Montréel, ordonnant à la cité de suspendre ses procédes devant la cour du Recorder, pour mettre à exécution un règlement qu'on prétend illégal, et ce, même quand la question de la validité de tel règlement est pendante devant la Cour d'Appel; que la Cour n'exercers ce pouvoir que il le requerant n'a pas d'autre recours, et s'il est exposé à un dommage que le marche la partie à qui le bref est surcessépar l'émanation de l'injonction; que la condamnation à une amende et à l'emprison-liment à dérait le santément le constitue pas un dommage diréparable. C. S. Mentréel, le movembre 2879, Papineur, J., Endéene et al. c. La cité de Mentréel, de Junteux, J., Endéene et al. c. La cité de Mentréel, de Junteux, J., Endéene et al. c. La cité de Mentréel, de Junteux, p. Bell.

Sciences II. 44 (D49 [Ads Citycolds St. Buyerblack Allany Add Jacob St. 18. 20]. 181-181. [Texture II. 4. 18. 4. 1

STS. Fixer to How od dolt so tonir in Cour de Crient de comté, conformément sux dispositions du chapitre solicate :

513. Pourvoir à l'érection et à l'entretien d'un édifice. destiné à la Cour de Circuit, au lieu fixé pear cotte fin.

Bide Pourvoir à l'érection et à l'entretien d'un bureun d'enrégistrement séparé ou faisant partie d'une maison de justice, dans le comté, avec un coffre-fort en métal ou une vante à l'éprouve du feu pour le conservation des livreus papiers et actes de burraus. (1) seus instantes que s'appointes

Wir tor

1年 日本 丁生日本

R LUZUS ·如季秋 6 rebas ona 6 e

श्लिस अक्ष

rs des té ne iqn'il

2511195

(1) Bans Fournier dit Préfentaine es. La Corporation du cousé de Chambiy, Q. S., Montréel, 30 septembre 1870, Tournes, J., 14.
J., p. 255, he été jugé que lovaqu'un règlement ordonne le nomination d'un comité et antorise ce comité à sequérir un terrain et
à y construit à une bâtinte pour le buréau d'enregistrement et
une cour de justice, et une voûte à l'épreuve du feut, se comité
excède ses pouve les en douvant un centres pour le construction
d'une salle publique, d'un bureau d'enregistrement, d'une couret d'une, voûte, même al le prix total n'excède par la limite
fixée par le régionent, et que l'entrepreneur p'apra par d'action
suir es contrat, contre la corporation qui l'avait averti qu'elle
ne serait pas responsable.

Dans legeurand dit Myrand, et Legeus, C. B. R., Quétied, &
décembre 1879, Borion, J. en C., Monk, J., Ramay, J., Treater,
J., et Cross, J., 6, R., J. Q., p. 120 il a été jusé que tout chemin
ouvert et tréquente par le public, comme tel, auns contestation,
pendant l'espace de dix me et su den, doit être considéré un
chemin public.

chemin public.

Dans Gay et al. et La Cité de Montréel, C. B. R., Montréel, Sé novembre 1880, Porion, J. et C., Monk, J., Ramssy, J., Crois, J., et Policiry, J., ad hoc, S. L. N., p. 402, Il s été jusé qu'un édrit n'est pas fibéessaire pour s'aubir qu'un terrain à 200 destiné, par le propriétaire, à former une rue pour l'usage du public, et que le lait qu'un terrain a servi, pendent au de la de, dix ans, comme rue publique est suffisant pour rendre la corporation municipale propriétaire du terrain servant ainsi de rue.

Dans La Corporation de St. Martin vs. Cantin, C. S., Montréel, 3: décembre 1878, Mackay, J., 2, L. N., p. 14, Na été jusé qu'une corporation municipale qui pour mire déclarer rue publique un terrain qui aurait de puis bien des années, servi comme telle rue publique, doit établir son droit hors de

2825. (Fel quisitinde par S. the Q. de 1878, 41 .. Rinty ak 3 18, e. 18, et S. de Q. de 1885; 48 Viet., ek. 28, e. 11.) Toute corporation de comté est tenue de se procurer et de tenir constamment, dans un ordre parfait, un coffre-fort en métal ou une votte à l'épreuve du feu, convenable et suffigante, dans le bureau d'enregistrement du comté ou de la division d'enregistrement, quel que soit l'édifice où est tenu ou transporté ce bureau d'enregistrement.

Toute corporation qui omet ou néglige de se conformer à cet artièle est passible envers la couronne, d'une amende de doux cerite piastres, recouvrable comme une dette due à Sa Majorié, et cet en outre responsable de tons les dommages

occasionnés par cette omission en négligenes, avias to extentes

La corporation de toute municipalité de ville ou de cité qui se trouve comprise dans le même souté pour les fins d'enregistrement, est tenue de contribuer aux frais faits par la corporation de ce comté en verte de cet article a qu'aux frais occasionnés pour la construction et la réparation du local strictement requis pour le service du bureau d'en-registrement, dans la même proportion que les autres corporations lossies du comté, d'après toutofois le montant total de l'évaluation de ses biens imposables ; et la corporation du comté pout déterminer se part et su recouver le montant comme de toute autre corporation locale.

Si le monstil de cette ville ou cité refuse ou néglige de produire, en temps opportun, un certificat authentique du montant de l'évaluation de ses biens imposables, le conseil du somté peut fixer le montant de se part, selon qu'il croit

juste.

516. Til est constaté qu'un bureau d'enregistrement est saus voite ou coffre-fort, on qu'il y a une voite en un coffre-font défectueux, le lientement-gouverneux peut ordonner le recouvrement de la pénalité contre la corporation du cemté. en defaut, et faire placer un coffre fort ou construire une votte convenable dans ce bureau d'enregistrement ou faire réparer ou renouveler coux qui y sont, aux frais de la province ; et la somme ainsi payée peut être recouvrée de la corporation somme une créance de la couronne.

Remeay, J., Temier, J., et Oross, J., 3 L. N., p. 277, il a été jugé qu'une corporation municipale n'a pas droit d'exproprier pour le passer une rue le termin qui a déjà été exproprié, en verte d'un patient apécial, pour le construire un pont servant, à l'assage du public sont de la construire de de la co

les f Deut son :

CONV la qu des s

81 publ synd dista XUA lesqu

55 BOWS droit tures La

subs juge effet neur

85

D6fe faire cher chev de fi la vo autr larg usag

la p pite

3

(1

517. S'il y a plusione municipalités de somté dans le même division d'enregistrement, l'amende, les déboumés et les frais sont dus per toutes les corporations de comté, et peuvent être recouvrés contre une seule d'entre elles, sauf, son recours centre les autres pour leurs parts.

onte

étal

nte,

sion

ME-

or A

de de

7 . . 2 . 16.

ait4

fus

DERT

di la

du

du

roit

cirt

le

ro-

de l

46

516. Pourvoir à la transcription de tous les actes qu'il convient de déposer dans le bureau d'enregistrement suivant la quatre-vingt-quatorsième section du chapitre trente-sept des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Sucros III. Chemine of Ponte 198

519. Piacer des peteque indicateurs sur les chemins publics municipaux, ou sur des chemins appartenant à des syndics de chemins à barrières ou autres pour marquer la distance des places principales ou conduisent ces chemins, aux dépens des corporations des manicipalités locales dans lesquelles sont placés ces poteaux.

10squelles sont placés ces poteaux,
520. Placer des barrières de péage sur des pents qui sont sons le contrôle de la corporation du comté; et préleve des droits de passage sur les personnes, les animeux et les véltures qui passent sur ces ponts.

Le consoil peut par ces règlements ou par un règlement subséquent exempter des droits de passage les personnes qu'il juge convenable.

Les règlements faits en vertu de cet article n'ont force et effet qu'après avoir été approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Défendre aux personnes résidant dans le municipalité d'y faire usage, d'augune voiture d'hiver sur les chemins auticipaus, ou sur des chemins appartenant à des syndies de chemins à barrières ou autres, à moins que le cheval ou les chevas ou autres bêtes de trait, lorsqu'ils ne sout pas atteités de front, ne le soient de manière à ce que le patin gauché de la voiture suive la trace de tel cheval ou de tels chevaux ou autres bêtes de traits ; et régler en outre la longueur et la largeur des voitures dont les mêmes personnes peuvent faire usage sur ces chemins. (1)

532. Empêcher, sur opposition de toute personne intéressée ; la construction de chemins macademisés ou planchéiés par des compagnies de chemins, d'après les dispositions du chapitre soluente et-dix des status refondais pour le Bas-Camada-

^{(1).} Voir note sur art. 698.

S. P. F. F. v. clode will see Land with the classification of H. S. 1918.

for no pout être mis dans les limites de la municipalité, sur terres, broussailles, troncs d'arbres, souches, abattis et autres bois, dans le but de défiséer ou d'améliorer les terres.

Ce pouveir ne doit pas être interprété de manière à affecter les dispositions du chap. 36 de la 28 Viet.; statuts de la Province de Québece (1) e es atalisas permano de l'especie e a de art

Sucreou v. - Indemnité que inshibres du conseile

824. Accorder et fixer une indemnité au préfet, aux mempob : el : aux délégués du conteil : pour lours : dépenses : de Youngo white penaleng thereby with their his heart that were workers at resugrant or for the new man break a management of

williamin . Jo in CHAPITRE QUATRIEME

REGIENRITE DU RESSORT PARTICULTUR DES CONSTILS LOCAUX.

#25. Tout conseil local pout en outre faire, amender ou abreger des règlements, pour checun des objets mentionnés; dans ce chapitre.

4.6

pou

Hol

OUT

6(1

J

to my bir an Tonorion L. Vote publique. and line od li un engalement

4 I. CHEMINS, BT PONTS.

536. Ordonner l'ouverture, la construction et l'entretien des chemins publics ou des ponts, sous la direction du conseil, dans la municipalité. (2)

(I) Jusé que loriqu'une personne met le feu, sur son terrain pour fitte de la terre nouve et que le feu pousse par un vent vièlent le déminant que à la projetété du voisin, la personne qui a mis de feu est responsable des dommages estrets du voisin. C. S. R., Montréal, 30 novembre 1870, Berthelot, J., Mackay, J., et Beandry, J., Fordyce et. Kearne, 15 J., p. 50, et I.R. C., p. 120. Jugé que celui qui réclaine des dommages éausés à une récolte, par le feu qui s'originé dans un abattis sur la terre du défendeur un de ses vélains, éoit prouver que le feu a été mis par le défendeur ou que ce dernier l'a fait mettre. C. B. C. Québec, 5 septembre 1876, Dorion, Juge en Chef, Monk, J., Ramsay, J., Sanborn. J., et Tessier, J., Turcotte, Appelant, et Rioux, Intraé, 9 R. L., p. 368.

(5) Danie siné cainde de Branci, et al., et La Corporation du village de la Côte St. Louisi. C. B. R., Montréal, 28 apptembre 1886, Danies, Juga pu Chef, Monk, Ramany, Topsies, Baby, J.J., 2.M., L. R., p. 108, il a 446 juga qu'une corporation municipale ne pent.

- BREs-Ordenmer L'dlangissement, Hoghnogement au la determement de tons ports ou chemins municipans existent

stres

odter

Provi

: do

tien

do

One. Chaque fois qu'un sonseil municipal a passé un règlement ou une résolution en verte des deux articles, précédents, il doit être précédé, sans délais, aux opérations procesites par les dispositions des articles 794 et animats jusqu'è l'article 821 inclusivement, pour règles, déterminer et répertir les traveux ordonnés par ca règlement,

529. Mianmoins si les travanz deirent être azé frais de la componation en verta, de l'article 526, il n'est pas fait de procès-verbal et les traveux equt règlés et déterminés par le conneil qui les ordonne. de a pristant de la la serva

560. Ordonner la fermeture ou le démolimement de test chemin municipal de la municipalité, régi ou non par procèsverbal, après en avoir donné un avis publis, (1) sh histoissa

yalablements s'emgager à faire, un règlement à l'affet de faire ouvrir une res, et que dens le cas de tel singuentaire le Métage d'exécution n'autoriseralt asienn resours contre elle Métage d'exécution pétitoire à lieu contre une corporation municipale pour revendiquer un tarrein dont le corporation s'est emparpour s'aire un chamin ouvert illégalement ; des dominages pour s'aire un chamin ouvert illégalement ; des dominages peuvent auest être réclamés par la même action. C. R. R. Onébec 8 mans 1821. Dorion, Juget en Char, Monk, J., Ramisty, J., Tessies, J., L. Corporation de S. Gabriel ouest, Appalante d'Holton, Intiné, 8 R. L. B. 258.

Juge qu'une corporation ayant peus un réglement illégale et apployée des dominages réclamés d'un individu préclaire dans l'observation des formalités requimunicipal. Le demandour avait eté employée par luque pour ouver es chemin aur le propriété d'un noume Holton qui avait poursuivi et ayait obtens une condamnation en dominages contre ini que la corporation fut condamnée à ini rembourses. C. S. Québec, I décembre 1876. Dorion, J., Callarhay de L. Corporation de St. Gabriel ouest, E. J. Q., p. 66 ; 8 R. L., p. 268.

(1) Juge qu'une cosporation municipale à qui la Législature a permis généralement de fermer les rues par un acte amandant se charte sans qu'il y ait ancune obligation spéciale, dans l'acte d'indemniser les propriétaires longeant les rues fermées sera cependant condamnée à payer des dommages, pour l'actroice de ce droit, aux propriétaires longéant le rue qui confreut spécialement par est acté. C. B. R. Montréal, le juin, 1874. Teschemisté. Rimasy, J. Sambérn, J., Machay, J. dissident et Torrand. J., dissident le Milire et al. de Montréal, Appaiants, et Drain.

er comercial in the first and the second re-

MTT I

day

por

pre 106 10.00

tout

non des

C

OD: pro

> fra (1) (C. Cor 53 i Ji DOU ans

of #81.5 E-conversare of the wonetraption, I'diarginouncity to rement, le détournement ou l'entretien des che des ponts municipaux, peut être également ordenné, par un procès verbal dûment homologué par un conseil qualconque ou par un buresu de délégués de comté, sujet néanmoins à l'approbation du conseil de comté au cas de l'article suivant. ** 533. Abrogé par S. de Q. de 1872, 35 Viet., cli. 21, s. 21.

535. Faire niveler ou nettoyer tout gue, et latre hauser, arrondir, paver, macadamiser, gravoyer ou planch fier tout chemin ou partie de chemin, sous la direction du conseil, aux frais de quiconque est tenu aux travaux de tel gué ou chemin. Néanmoins si les travaux de pavement, macadam, gra-voyage ou de planchéiage doivent être exécutés par les cou-stribusples, obligés au chemin ou à leurs frais, le règlement qui les ordonne ne peut être fait que sur la requête de la majorité des nontribuables propriétaires ainsi obligés. (1)

mond, Intime, 18 J., p. 225. Cette cause fut nortée en Appel dévant le Conseil Privé et le 16 mai 1676, le Conseil Privé décide que les propriétaires de maisons longeant une rue n'avaient pais droit à the indemnité, parce qu'une extrémité de la rue serait fermée conformément aux dispositions d'un aéte de la Législature autorisant l'acté de la Corporation, 22 J., p. 1.

Jugé qu'une corporation municipale qui fait illégalement fermer et obstruer un chemin municipal et public existant depuis at delé de 30 ans, et qui tert de chemin de front d'une concession, sera responsable vis-è-vis d'un propriétaire le long de ce chemin, des dommages qui résultent de felle fermeture. C. B. E. Québec, 8 mai 1884, Monk, J., Raunay, J., dissident, Tessier, J., Oross, J., et Baby, J. La Corporation de la partie sud du Canton d'Triainde et du Canton de Coleraine, Appelante, et Larochelle, Initimé, 18 B. L., p. 697.

Jugé qu'un conseil municipal local ne peut applier une route conditions de la municipalité que représenté le conseil à une nunicipalité voisine, sans avoir donné avis aux intéresses de cette municipalité voisine, quoique cette dernière municipalité de la municipalité qui l'abolit. C. C., Québec, 27 mai 1876, Dorion, J., Lambert, Appelant, et La Corporation de 8t. Remnald, et La Corporation du comté de Lévis, Intimées, 1 R. J., Q., qu. 810.

(i) Juga .- Que des travaux faits per une corporation municical, on changeant la niveau d'une rue, constituent, pour les propriétaires riverains, une expropriation partielle qui donne droit aux locateires d'obtenir une diminution du loyer ou une réfliction de leurs baux; que les locateires ont auxi, dans ce cas, un recours direct en dommage contre, la corporation (art, 1016 C. U.) (C. S. R., Québec, 31 mars 1875, Stuart, J., Tensier, J., et Caron, J., Mots vs. Holiwell et al., 1 R. J. Q., p. 64.) 1004. Les travaux ordonnés sur des chemine manicipaux par tout regioment fait en vertu de l'article précédent, sont règlés et déterminés par le règlement qui les prescrit, même dans le est où ils doivent être exécutés par les contribuables assajettis aux travaux de ces chemins par procès-verbal ou par les dispositions de la foi seule, and lande kenseni for tente

** 885. (Tel eu amendé par 8. de Q. de 1878, 41 Vict., v. 18. s. 19.) Ordonner que tous les chemins ou tous les ponts municipaux, locaux, et de comté à la charge des contribuables, et situde dans les limites de la municipalité locale, solent à l'avenir faite, améliores et entretenus aux frais de la corporation de cette municipalité locale, au moyen de deniers prélevés par voie de taxation directe pour cet objet sur tous les biens imposables de la municipalité; ou substituer la municipalité, aux contribuables de telle municipalité, dans toutes les obligations qu'ent ces derniers dans tous les chemins ou tous les mante municipadx, locanx et de comté, ponts de cours d'eau et ponts de ékemins.; , les ét : (peup : si

Le conseil nout néanmoins excepter et laisser à la charge des personnes qui y sont obligées, les chemins de front ainsi que les chemins on les ponts qui conduisent exclusivement à des passages d'eau ou à des ponts de péage,

Ceux mentionnés à l'article 749 ne tembent pas sous

l'application de cet article.

DE CO

mque

tout

AUX

min.

čou-

ment

do la

0000

'une

d độ

Aro-

Oute une

e de altic

mai

tof les

Tout règlement fait en vertu de cet article ne peut entrer en force que le premier jour de mois de janvier après sa promulgation. (1)

536. Pendant tout le temps qu'un règlement passé en vertu de l'article précédent pour mettre ces travaux aux frais de la corporation de la municipalité demeure en force.

(1) Juga : Qu'li n'y a pas d'action pour quantum mornis contre une corporation municipale, pour travaux faits sur les chemins, (C. C. Sherbrooke, 9 juillet 1874, Doherty, J., Boutelle vs. La Corporation du village de Danville, 6 R. L., p. 2.)

Juga: Qu'une corporation municipale et ceux qu'elle empleis,

pour travailler sur un chemin ouvert depuis plus de vingt-cinq ans, et duement verbalisé, et déclaré chemin municipal par un jugement, ne peuvent être poursuivis par une action en compiainte et en dommages par le propriétaire du terrain où passe le chemin, (C. B. R., Québec, 3 mai 1885, Dorion, J. en C., Monta, J., Tessier, J., Oross, J., et Baby, J., Hough, appelant, et le Corporation de la partie sud du canton d'Irlande et du canton de Coloraine, intimée, 18 R. L., p. 581.)

Voir notes sur art. 783, 566.

anl contribuable p'est tenu our trerang des abemins ou des ponts ainsi mis aux frais de la corporation; et cette dernière estaubstituée aux contribuables dans toutes leurs obligations à l'égard de tels travaux, soit qu'elles naissent des procès-verbang, des règlements ou des dispositions de le lei, sous les mêmes pénalités que les contribuables.

687. Pendant toute la durée d'un semblable règlement, toute partie, d'un procès verbal ou d'un règlement qui désigne les travaux à faire, la manière de les faire, la nature et la qualité de l'ouvrage, et les devoirs des officiers de voirie, ratte en rigueur et ost abligatoire pour la corporation; les autres parties du procès verbal ou du règlement ront suapendues et reprennent leur force après l'abrogation du règlement.

dent les dealers prélèvée pour ses travaux doivent être

Advancés et appliqués dans la municipalité.

Il peut aussi, peur l'exécution de cos travaux, faire les cantrats qu'il eroit convenables, conformément aux articles 126 et 787.

veiller à ce que ces travaux seient faits, par la corporation, de la manière prescrite par les procès-verbaux on par les dispositions de la loi qui les régissent.

An one de negligence, il dolt requerir la corporation de les faire, et le poursuivre en sen nom propre si alle y fait défaut.

540. Un réglement fait en vertu de l'article 535 ne reut être ébrogé que par un autre réglement voté par les déax élère des membres du conseil, et ne devant venir en force que le premier jour du mois de janvier qui suit se promulgation.

541, fixer l'époque pendant laquelle les parsonnes tennes aux travaux d'entretien sur les chemins d'hiver sous le contrôle de la corporation, deiveus tenir abattues les clôtages mentionnées dans l'article 836 en la manière indiquée au même article; obliger les mêmes personnes à relever ces clôtures; ou les exempter de faire tel abattis.

542. Placer des barrières de péages sur des ponts, ou sur des chemins macadamisés, pavés en planchéiés, qui sont sous le contrêle de la corporation locale; et prélever des trofts de passent sur les personnes, les ahimaux et les voltures qui passent sur ces ponts on chemins.

· Lo

frais prop de la

chem sur o publi soulor chem des tr

minos cos co cuipa

> tenan chem publi des ce tion

en vo syndi on au demi

de la cond d'ess

du re

... Berther of the park to where

-Luc doux derminio alla fin 44 l'éntirés 500 s'appliquient attai texx règlements faits en rente de la disposition quéodipaté.

III.—Plássé publiques.

042. Ouvrir, clore, orner, améliorer et entretenir, aux frists de la corporation, des carrés, parcs ou places publiques propres à contribuer à la sauté et au bien-être des habitants de la municipalité.

1 III .- Trottoire et canaux conterraine.

chemins appartenant à des syndies de chemins altuée sur des chemins appartenant à des syndies de chemins à herrières, sur des chemins municipatix ou antres ou sur des places publiques, dans toute la municipalité ou dans une partie seulement de la municipalité, à faire et entretenir sur conchemins en places publiques, en front de leurs propriétée, des trotteirs en bois, en places qua autre matière déserminée.

545. Obliger tels prophiétaires à faire et à entretenir des canasis soutermins vis-sevis leurs propriétés respectives.

miner la manifer de fuite en d'entreturir con truttoire en ces canaux; et même les faire aux frais de la corporition, ou pas répartition sur util partie de la manifestité.

If a sint gard of IV. and bepositions discussed which is marginal

847. Faire planter des arbres le long des chemins appartenant à des syndies de chemins à barrières, ou le long des chemins municipaux of l'autres, des trottoirs et des places publiques, aux dépens des personnes charges de l'enfretien des ces chemins en de cui trottoire, on à ceux de la corporation.

549. Empêcher de passer plus vite qu'au trot ordinaire, en volture ou à chevai, sur des chemins apportonant à des syndies de chemins à parrières, sur les chemins municipaux ou autres, ou sur les places publiques, dans un rayen d'un domi mille de teute église.

SECTION II.—Passages d'equ.

549. Règler les passages d'eau qui sont sous la direction de la ourperation; et déterminer la somme à payer et les conditions à observer pour l'octroi d'une liceuce de passage d'eau. (1)

(1) Just 1. Que quid que le commerce et la navigation soient du ressort du Parlement Fédéral, néanmoins la Législature Provinciale a le droit en vertit de la sect. 93 de l'acte A. B.N., d'autori-

nont, dési-

opine opine ildo:

at des

ire ot oirie, ; las sua-

nière Etrè

doit tion,

do fail:

rout out out tion.

otuuso oss

ent cont des i 660.4: Mantenn 'apptouver the land phyables pour passér sur les géanges d'esse, dans un hateau, un vapeur ou toute antre embarcation. water Miller it will the storm

551. Nul règlement, fait en vertu des deux articles précédents, ne peut fixer ou approuver des taux de péage moindres pour certaines personnes que pour d'autres, ni donner à certaines personnes ou à certaines localités des avantages refusés à d'autres.

552. (Tel qu'amendé par 41 Vict., ch. 18, s. 21.) Mulle

838. Si le passage d'eau se trouve sous le direction con-

ser une municipalità à imposer une taxe annuelle sur tout bateur traversier partant d'un endroit quelconque dans cette municipa

2. Que bien que le hivre ne soit pur inclu dans les limites de la cité de Rontréal esté dernière à le droit pur le ch. 52 de 30 Vict., d'imposér une taxe de \$200, our tout bateau à vapeur traversier transportant dans le cité des vayageurs d'un en droit n'étant pas nne dictance de neufanilles en entait est empar se a contrat ten

8. Que l'on re peut demander la constitou d'anous sedement de la cité de Montréal après l'expiration des trois mois qui suivent sa mise en force, excepté lorsque ce réglement est in-constitutionnel ou aléra vires (9 L. M., 40, C. S., Loranger, J., Le Cla, de Nav. de Longueuil et la cité de Montréal.)

Dens Le ville de Longueuil ve. Le Compagnie de Mavigation de Longueuil, c. L. N., p. 201, il a été jugé que les limites de la ville de Longueuil s'étendent jusqu'au milieu du fieuve de. Lauvens, et qu'un quai situé dans ces limitée et becupé par une compagnie de bateaux traversiers est sujet aux taxes imposées dans cette.

municipalité.

Par le 2 de la s. 5 du ch. 75 5 R. B. C., il est décrété que lorsqu'un rivage seule ment d'une rivière se troute un district où comté, et le rivage opposé dans un autre, le centre du principal cheval de la rivière est la frontière entre les deux districts ou comtés, chaoun desquels s'étend jusqu'an sentre de tel chenai principal.

Voir § 1 de l'art. 19 de ce Code.

Par la s. 56 du ch. 5 des St. de Q. de 1878, 41 Vict., il est décrété que nulle licence n'est réquise pour exercer le métier ou industrie de passeur ou traversier entre les deux rives da St. Laurent, excepté entre la cité de Montréal et la ville de Longueufl, entre la cité et Laprairie et outre Lachine et Caughnawaga, aux endroits et limites qui sont indiqués dans cette licence, par l'inspecteur des licences. de lipping in a la formation of the Linguist of the Paris of

vincinion is droft on verty de Insect. 22 de l'acto A. B. K., C'autori-

peut vertu force tion d le lier

55 miinte Les dépen un ar quate 65

> diagn les fi

sons l 162200 finh d diesu sous l

> seni 1 8'1 oinal des 1 defa 60m

2 M.E les a tant

jointe de deux municipalités locales, tal que present durl'acticle 861; le conseil de l'une ou de l'autre municipalité peut faire des règlements, au sujet de ce passage d'eau en vertu des articles 549 et 550; mais ces règlements n'ent force et effet qu'après avoir été approuvés par une résolution du conseil de l'autre municipalité ou, à son défaut, par le lieutemant-gouverneur en conseil.

Sucreon III.—Plan et division de la municipalité.

454. Faire faire des cartes, plans ou arpentages de la

municipalité.

deles \

s, ni

des

fulle

COB-

Kt. 150

qui

itte

OUM

Les cartes au les plans de la municipalité faits, aux dépens de la sorporation, ne pouvent être exécutés que par un arpenteur provincial et sur une échelle de pas moins de quaixe pouves au mille.

d'arrondissements de voirie qu'il est jugé convenable, pour les fits de la surveillate et de la direction des travaux de chemins, de ponts immissipaux et de tous autres travaux misseus la direction des inspecteurs de voirie. (1)

666. Divisor territoire de la municipalité en arrondissements champêtres selba qu'il set jugé convenable, pour les fins de la surveillance et de la direction des travaux de source d'eau, de élétures, de fossés, et de tous autres travaux missous la juridiction des inspecteurs agraires.

657. A défaut de division en divers arrondissements champétres ou de voirie, le municipalité ne forme qu'un

soul arrondissement.

S'il est felt des changements, dans le division de la municipalité en vertu des deux asticles précédents, pendent que des inspecteurs sont en fonctions, le juridiction de chacua d'est dels être déterminée par une résolution du conseil; à défaut de quel, ces inspecteurs extreent leur juridiction comme si les changements n'avaient pas été faits.

SECTION IV .- Abus préjudiciables à l'agriculture.

558. Empésher d'abatére, d'endommager, on de détruirales arbres plantés ou conservés pour l'ombre ou l'ornement, tant sur la voie publique que sur la propriété privée.

Wires was not the form to an a second of Jan on the first seems seems seems and

- # OS Dir Proventu ade falpe seeden botte fed abus projudiciables h Pagriculture an stijet! desquelt la: loi ne souti disposition and the parties on at late of pasting or all the pasting of the pasti

560. Etablir des enclos publics pour y mettre en fourrière les volailles ou snimaux pris errant sur une grève, une batture, un chemin, une place publique ou sur un terrain autre que celui de leurs propriétaires; nommer les gardiens de ces enclos et fixer leurs honoraires.

Les dispositions de cet article sont impératives pour tout conseil de ville on de village, et chaque tel conseil doit s'y conformer dans les quatre mois après la passation de ce code.

2000 Bacrion Vi Wonte de liqueurs enteranten

5 1. Probibilion de la pente des liqueurs en invantes.

861. Prohiber la vente des liqueurs enférantes par quantité moindre que trois gallons ou qu'une doussine de béutillies diese meins trois demiards chapune, on the seule of memei fels, et l'estrei de licences à cet effet, dans les limites de la municipalité et sur les passages d'ens qui dépendent de le while to direction dos insperiours at a virie. ((1) . billagioinum

(I) Juga : Que, quoique la Législature Locale n'ait pas d'aute?

droid edpa do l'

D laga mun d'un d, ab p. 2

de la Co du (dan de l ot 1

rité peur prohiber la vente des liqueurs entrantes, elle à lei neuvoir de faire des lois pour prélèver un revenu, au moyen des licences, et d'imposer une amende pour la vente sens licence; qu'une corporation municipale n's pas d'autorité de prohiber la vente des liqueurs entvrantes dans les limités de la musicipalisé (C.s. Sherbrocke, 10 novembre 1888, Brooks, J., Began, sequipant certierurs, et La Corporation de Hatley, intimée, 21 J., p. 313).

Dans Sanvé vs. La Corporation du Comté d'Argenteull, C. C., Lichuis, in septembre 1878, Boulgiété, J., 21 J., p. 119 de 12 R. L., p. 477, il a été jugé que le Cade Mandélpal da la Previne de Combes, a'n pas entièrement abregé les dispositions de l'Acté de Tempérance de 1864. Dans Coosy et La Corp. ration du Comté de Broune, C. C., Bedford, 21 juillet 1877, Dunkin, J., 21 J., p. 138, et 12 R. L., p. 478, il a été jugé que les dispositions de l'Acté de Tempérance de 1864, S. au C. de 1884, 37-28 Viet, é. 18, n'otté pas été amendés ou abrogés par le Code Municipal, ou la législation subséquente, de manière à empécher, en vertu de cet acte, la passation d'un règlement prohibant la vente de liqueurs enivrantes est sons la juridiction du Parlement du Canada. Dans Hart et La Corporation du Comté de Missisquoi, C. C., Svecesburgh, octobre 1876, Cason, J., S R. J. Q., p. 176, et 12 R. L., p. 478, il s'été jugé que les conseils de comté out, de même que les conseils locaux, le pouvoir de passer des règlements prohibant la vente des liqueurs enivrantes ; que les 10 premières ététions du l'Acté.

enfauts ou apprentis de fréquenter les auberges, hôtels, res-tenrants et boutiques dans lesquels il est vendu des liqueurs enivrentes.

de Tempérance de 1884, n'ent pas été abrogées par l'art. 1885 C.
M. Dans Poitras se, La Corporation de la Cité de Québec, C. S.,
Québec, 37 janvier 1879, Caron, J. 9 R. L., p. 581 et 18 H. L., p. 479,
Il a été jagé que les hételéers ne sont pas tenus de fermité leur
maison le Dimanche, mais sculement leur barre, et que le Légielature de la province n'a pas le droit de prohiber qui restraindre
en aucune figon la vente des boissons enjurantes.

Dans La Corporation des Trois-Rivières et Suite, O, B. R.,
Québec, 7 octobre 1862, Dorien, J. en C., Monk, J., Rameny, J.,
Tessier, J. et Baby, J., 5 L. M., p. 380, et 12 R. L., p. 485, il a été
jagé que le paragraphe è de l'article se de l'Auterique
Britannique du Nord de 1867, ne permet pas à une Législature
locale de passer un statut qui autorise une municipalité à faire
des règlements peur prohibec la vente des liqueurs ou le bermetire à certaines conditions, mème et la municipalité à faire
des règlements peur prohibec la vente des liqueurs ou le bermetire à certaines conditions, mème et la municipalité à faire
des règlements peur prohibec la vente des bohacons eniventes
existait comme institution municipale, et qu'est comséquence ce
droit deit être considéré être tahérent aux "i institutions municipales" aux terrace du paragraphe 8 de l'article 92 de l'Acte
de l'Amérique Britannique du Nord de 1867; que le pouvoir que
possède le Parlement Fédéral de pa ser une loi générale à l'effet
de prohiber les liqueurs enivrantés, n'est pas incompatible avec
le droit qu'ont les Législetures Pravinciales de peuer nun loi
prohibitive concernant les liqueurs, comme inhérent aux institations municipales.

Dans la cémis de Smart et La Corporation du village d' Hoche
d'une lleence ; mais que le conseil a un pouvoir, discrétionaire
d'approuver ou de refuser l'approbation de certaines.

Dans Poullm et La Corporation de Québec, C. Suprême, & L. N.,
p. 214, il a été jugé que le S de Q de 1879, 42-42 Viet., ch. « intitalle l'Acte concernant le fermeture des auberges le Dimanche,

p. 214, il a été jugé que le S de Q. de 1879, 42-42 Viet., ch. 4, intijulé : "Acte concernant la fermeture des auberges le Dimanche,
et à certaines heures, les autres jours," était de la compétence
de la Législature de la province.
Ce statut est reproduit à l'appendies.
En 1878 le Parlement du Canada a passé l'Acte de Tempérance
du Canada de 1878, qui a l'effet, aux lieu qu'il est mis en force
dans la Puissance, de prohiber d'une manière uniforme la vent
de liqueurs enivrantes, excepté pour certaines quantités en groet pour certaines ventes spéciales. Le 23 juin 1858, le Coincil
Privé de Sa Majenté a jugé dans une cause, Bussell et la Reine
l'Acte de Sa Majenté a jugé dans une cause, Bussell et la Reine
l'Acte de Sa Majenté a jugé dans une cause, Bussell et la Reine
l'Acte de Sa Majenté a jugé dans une cause, Bussell et la Reine
l'Acte de Sa Majenté a jugé dans une cause, Bussell et la Reine
l'Acte de Sa Majenté a jugé dans une cause, Bussell et la Reine
l'Acte de Sa Majenté a jugé dans une cause, Bussell et la Reine
l'Acte de Sa Majenté a jugé dans une cause, Bussell et la Reine
l'Acte de Sa Majenté a jugé dans une cause, Bussell et la Reine
l'Acte de Sa Majenté a jugé dans une cause, Bussell et la Reine
l'Acte de Sa Majenté a jugé dans une cause, Bussell et la Reine
l'Acte de Sa Majenté a jugé dans une cause, Bussell et la Reine
l'Acte de Sa Majenté a jugé dans une cause, Bussell et la Reine
l'Acte de Sa Majenté de la compétence du Parlament
de la Puissance.

rrière , une

diene tout

it siy goda,

de la

a lort

rent. 3 R. 3 R. 5 Go 5

olo 118ete, urs

411

Son. Tout regionent fait en vertu de l'ertiele prosédient, soit pour prohiber la venté de liqueurs enivrantes et l'octroi de licence à cet effet, soit pour abroger un semblable règioment de prohibition, n'entre en vigueur qu'à dater du premier jour du mois de mai qui suit sa promuigation, pourvu toutefois qu'une topic authentique en ait été transmise, avant cette époque, au percepteur du revenu de l'intérieur du district,

paut lant que ce règloment rocte en force, octreper de district ne seut tant que ce règloment rocte en force, octreper de liceace autorisant de vendre et de détailler des liqueurs enivrantes par quantité moindre que trois gallons ou qu'une doutaine de bouteilles d'au moins trois demiards chaeune, en une seule et même fois, dans une auberge, taverne, autre maison ou lieu d'entretten public, magazin, boutique ou endroit queleonque dans la municipalité.

504. Si un règlement de prohibition a été cassé, le percepteur du revenu de l'intérieur no peut, dans les deux mois après la date du jugement, accorder aucune licence dont le consell prohibait ou avait l'intention de prohiber l'octroi per le règlement cassé.

Dans cet intervalle, le conseil qui a passé le règlement ainsi cassé pout faire et mettre en force, suivant les règles ordinaires, un autre règlement aux mêmes fins, et en transmettre une cepie au percepteur du revenu de l'intérieur du district.

505. Les licences accordées en contravention aux dispositions d'un réglement de prohibition et à celles de ce code sont nulles et de nul effet, dans les limites de la municipalité où ces dispositions sont en vienenz

Nulle licence ectroyée aux distillateurs et aux brasseurs en pour détailler des beissons enforantes à bord des bateaux à vapeur on des bâtiments, ni aucune autre licence que ce soit ne peuvent rendre légal un fait commis en violation des dissocitions de cette section.

16.) Nul ne peut, dans une municipalité où il existe un reglement de prohibition fait en vertu de l'article 561, seus une pénalité de cinquante piastres ou d'un emprisonnement de trois mois de calendrier, ou des deux à la fois, pour chaque infraction, exposer ou garder en vente, vendre, échanger, ou donner en considération de quelque effet ou valeur, des liqueurs enivrantes par quantité moindre que celle presente par le même article. Ilvrées, enievées ou portées en une seule et

diviseons des la faver mem direction

Alre

To gout, sans valou roou, pétes

faite

pere pour aube sin e

cable 57

de l'

sections and

règi

de in Puis moon

même fois, par lui-même, son commis, servitour on agent, directement ou indirectement ou sous un prétexte quelconque, à moins que se ne soit pour des fins médiceles ou du service divin, par le personne nommée à cette fin par résolution du conseil municipal, et licenciée à ce', effet, en vertu de la loi des licences de Québec, et sur le certificat d'un médecin en faveur d'un patient sous ses scias immédiats, ou celui d'un membre du clergé, en faveur d'une personne dont il est le directeur spirituel bon4 side.

SC7. Toutes obligations contractées sous qualques formes on actes que ce seit, pour des liqueurs données en contravention sux dispositions de cette section sont consées avoir été faites sans considération et sont nulles et de nul effet, excepté en ce qui concerne les sequéreurs subséquents pour valeur et de beans fui.

Tout pelement fait pour les mêmes considérations, en argout, ouvrage en effets quelconques, est également cousé fait sans considération, nul et de nul effet, et le montant en la valeur de ce palement peut être recouvré de celui qui l'a reçu, par celui qui l'a fait devant toute cour de justice compétente.

§ II.—Limitation du nombre des licences pour la vente des

568. Limiter et déterminer le nombre de licences que le percepteur du revenu de l'intérieur du district peut octreyer, pour vendre des liqueurs entvrantes dans des tavernes, des auberges et autres lieux d'entretien public, ou dans des magasin et des boutiques.

569. Les articles 567, 565 et 567 sont également applicables aux règlements faits en vertu de l'article 568.

570. Si le conseil a passé un règlement de prohibition en vertu de l'article 561, ceux faits par le même conseil en vertu de l'article 568 restent suspendus tout le temps que tel règlement domeure en force.

1II.—Dispositions diverses.

571. Les règlements faits en vertu des dispositions de cette section, par le conseil d'une municipalité rurale, ne sont pas susceptibles d'appel au conseil du comté.

573. Tout règlement municipal et toute disposition de règlement municipal, an sujet de la vente des liqueurs eni-

emerate or jour stefois detie iet.

ranten no do ulo et i lieu onguo

mois int la oi per

ordilettro triet. sposi-

ny à soit

n rès une t de

ours ours or lo

. 543.

vrantes, en vigueur lots de la mile en force de ce sode. Latres que ceux qui pourraient être faits, en vertu des articles 861 et 868 sout abrogés à compter du premier jour du mois de mai après le mise en force de ce sods. Section Court to red

Subrion VI.—Binmagaelliäge de la poudre et autres matteres explosioss.

573. Déterminer quelle quantité de poudre ou de toute antre matière explosive, dans tous les eas moindre que vingtcinq livres, peut être gardée dans un endroit autre qu'une. poudrière; et règler la manière dont cette poudre en matière explosive doit être gardée, (1)

574. Autoriser in construction d'édifices dans lesquele ile doit être gardé plus de vingt-sinq livres de poudre ou autrembtière explosive, à la feis, ainsi que la construction de mure où de elétures environnant ses édifices à une distance et à une hauteur déterminées.

Prescrire les précautions que doit prendre quicenque entre dans oes édifices, y porte de la poudre ou autre inatièm explosive, ou en transporte de ces édifices dans les limites de la

municipalité.

575. Restreindre l'emmagasinage de la poudre ou de toute matière explosive par quantité de vingt-cinq livres ou plus, à cortained limites date in municipality. It is the land we are

570. Pourvoir à ce que toute poudre ou matière explesive, qui est gardée par quantité moindre que vingt-cinq livres, soit mise dans des boites de ferbianc, de plomb ou de ouivre.

577. Faire enlever ou confisquer toute poudre ou matière explosive gardée ou transportée contrairement aux régle-ments municipaux.

578. Les reglements municipaux concernant l'emmagasinage et le transport de la poudre ne s'appliquent pas aux magazinis et aux poudres de Sa Majesté. . A white the sit of the ware offer a fai

bois OF REAL PROPERTY.

yent DO TO

mani : 1. clant muni seule telle

No tonu créti Para

(1) le te Ju

⁽¹⁾ Par la s. 258 du ch. 3 des S. de C, de 1878, 41 Vict., il est décrété que toutes les dispositions du Code Municipal de la Province de Québec, par lesquelles les municipalités sont antorisées à règler l'emmagasinage de la pondre ou toute autre matière, ne s'appliquent qu'en autait seulement que tel émmagasinage ou tente autre matière n'est pas ou ne sera pas plus tard en auqun temps règle par "le loi des licences de Québec de 1878," ou par quelque règlement qui sera fait eu vertu d'icelle.

AS A Shornow WIL - Vente de prein et de bois.

St et

10 - 128

lière.

115 My

de the

antoni: mare

b. 24 \$150

es fire

. 183547 o ta

oute

us, à

ilve.

HOLL

gle-

IN.

AUX

DOT.

575. Détirminer le poide et la qualité du pala venda ou offert en vente dans la munfeipalité; et prescrire les marques à faire sur tel pain.

580. Règler le mesurage du bois de corde, de l'écorce, du bois de construction et de bardeaux, offerts en vente dans la municipalité.

#81. Autoriser la confiscation, au profit de la corporation en des pauvres de la municipalité, de toute article offert e vente ou vendu ou livré, en contravention aux règiements fai en verta des dispositions de cette section, garanti de 1978 6

SECTION VIII.-Licences de commerce. 1200 faites :

588. (Remailand par S. de Q. de 1871, 25 Ven., e. 8, e. 2, et amoudé par S. de Q. de 1852, 46 Vio., a, 34, , 15,) Obliga à prendre une licence de la corporation pour exercer, dans le municipalité son commerce, négoce ou métier, et empécher

tel commerce, rágoce ou motier, sens cette licence; ciant en gres ou an détait, résident ou non résident dans la municipalité, excepté les personnes tenues de prendre des licences du genvernement de la province, an ce qui concerne seulement le genre d'affaires pour lequel elles doivent avoir telles licences :

2. Tout charretier of roullier public.

Nulle telle licence ne peut être donnée pour une période plus longue que douse mois. Le prix 4x6 pour l'ostroi de iconce en vertu de cet article doit être proportionné à l'étendue du commerce, industrie ou négose de chaque personne tenue de prendre licence et déterminé par le conseil à sa di crétion, pourvu que tel prix n'excède pas vingt plastres deus le cas du pagagraphe un, et donze piastres dans le cas du paragraphe deam. (1) Compact three water of sail at the first of the

Jugé, qu'une municipalité n'a que l'existence et le droit l'action que lui donne la loi et que ses attributions sont siregne-grites per les limites de son tamitoire ; qu'elle n'a pes le droit, un versu de cet antiele, de passez un reglement dans les termes

⁽¹⁾ Dans la cause de Walker, requérant certierari, et îs Cité de Mentréal pouzuivante, C. S., Montréal, 22 juin 1862, Torrance, J. 5 L. N., p. 201, il a été jugé, sous les dispositions de la sous-section 26, de la section 123 du Statut de Québec de 1874, 27 Viet., ch. 51, que le pouvoir de licensier ne comprenait pas le pouvoir de taxer

5000. (10) projects per S. de Q. de 1885, 48 Vict., c. 28, c. 12.) "Ordenner et exiger pour l'estroi de licences en vertu de l'article précédent, un priz plus élevé pour les personnes qui ne résident pas dans la municipalité, que sur celles qui y résident, pourvu que ce prix n'excède pas quarante piestres pour les charretiers ou rouliers publics."

583. Tout charretier ou roulier public licencié comme tel, dans la municipalité locale où il est domicilié pout transporter des effets qui proviennent de cette municipalité ou des pérsonnes qui en viennent, dans toute autre municipalité locale érigée en vertu d'une loi quelconque, sans y payer de licence ou de taxes municipales à raison de ce transport.

Il pout anns sans être tonu de prendre d'antre licence ou de payer d'autre taxé transporter. dans la municipalité locale où il est licencié, des effets ou des personnes venant d'une autre municipalité érigée en vertu d'une les quel-conques.

En l'absence de règlement en vertu de l'article précédent concernant les charretiers ou rouliers publics, le conseil peut donner à tout charretier ou roulier public domicilés dans la municipalité locale, un permis qui lui assure les desits conférés par les deux dispositions précédentes: (1)

sté d

odmt.

un i

de p 50 seme néce

suivants: "toute personne n'étant pas un habitant de la municipalité et qui, par elle-même ou par d'autres, peut y venir pour
taire le commerce de délivrér, ontre en vente ou vendre du pain
en gros ou en détail, sera tenue de premère une Beenes du
conseil de cette municipalité, pour laquelle licence elle payens
la somme de \$12," et que le règlement est nul comme affectant
des personnes sur lesquelles le conseil de la municipalité n'a pas
juridiction, et aussi parce qu'il n'oblige pas tout commerçant en
général à prendre une licence, dans les termes de l'article, mais
choisit une branche spéciale de commerce, et qu'il constitue une
violation de la liberté du commerce, (C. C., Québec, novembre
1872, Stuart, J., la Corporation de St. Boch Sud es. Dion, 1 R. J.
C., p. 241.)

⁽¹⁾ Dans Richarve. La Cité de Montréal, C. S., Montréal, 3 mars 1884, Lorangur, J., 7 L. N., p. 79, il a été jugé qu'un charretier domicilié à Ste. Cunégonde et Héenedé par la municipalité de Ste. Cunégonde alors régle par le Jode Municipal avait le droit de transporter des effets de cette municipalité à la Cité de Montréal sans être tenu de prendre une licence de cette dernière corporation; et la corporation de la Cité de Montréal ayant arrêté et détenu le demandeur, dans le but de faire décider la légalité de seu prétentique sera condaminée à des dommages.

(1) Sporter Ele-Proof poils

2: 804. Prélever annuellement, les tractificapels des

L fur tout locataire qui paye loyer, une seume n'excédent pas trois contins par piastre, sur le montant de son loyer;

2. Sur tous les habitants mâles âgés de vingt-et-un ans, résidant dans la municipalité at non autrement taxés en vertu de ce code, une somme n'excédant pas une piastre.

555. Les estimateurs en office de la municipalité sont tenus de faire, chaque année, sur l'ordre du conseil, en la manière et au temps prescrits par lui, un état de toutes les personnes taxées par le conseil en vertu de l'article précédent.

Sur le refus ou la négligence des estimateurs de faire ce état de la manière ou dans le temps prescrits, le conseil peut le faire faire par une ou par plusieurs personnes qu'il

nomme à cot effet.

AND A PERSONAL RELIGIOUS AND PROPERTY TO A PROPERTY AND A PROPERTY

is the in a without any or a second wind winds and

636. Indemniser les personnes dont les prepriétés o 6té détruites ou endommagées en tont ou en partie, per des smentiers, dans les limites de la municipalité, que le zuer

5874 Subvenir and soution out & l'aide des personnes pauvres résidant dans la municipalité, et qui, à misen de l'infirmité, de l'age ou d'antres causes, sent interpables de regner louingib. In deader ways out on the see ob morey so

SSS. Assister tout individu qui's regu des blessures on contracté des maladies à un incendie.

589. Accorder des récompenses, en argent ou de toute autre manière, à quiconque fait une action méritoire dans un incendie, ou préserve ou essaye de préserver quelqu'un de se noyer ou de tout autre accident grave.

500, Pourvoir aux besoins de la famille de toute personne qui périt dans un incendie ou en préservant ou en sessyant de préserver quelqu'un d'un accident graves accident

501. Etablir et administrer des maisons ou autres établissements d'aumêne ou de refuge pour le soulagement des enécessiteux; accorder du secours à domicile, aux pauvres résidant dans les limites de la municipalité; et aider suz institutions charitables établies dans la municipalité en dans

SDE Y de de 60 OE pelit6 enant

e. 38,

ar les ATER O

omme

pout

précéonseil aicili6 ro lus 1)

quel-

muni-Dog! ie une

B TORRES ntreal por

23

Sponton II. ... Nuistnees Juhliques (1)

** Dent Sudry ! ten propriétaires vou vocupaité de maisons à nettoyer leurs écuries, étables, porcheries, appentis, latrines, et les cours qui dépendent de ces édifices, aux époques et de la manière que le conseil juge convenable.

598. Amendé par S. de Q. de 1878, 41 Vict., c. 18, c. 23.) Empécher de filre des dépots de substances ou matières émanant des gas ou odeurs infectes, telles que huile de charbon, superphosphate de chanz en état de fabrication, détritus ou maties d'animanz morts, contenus de latrines et détritus ou fraits d'animent morts, consonus au merme autres ; et pégler le modé de faire ses dépôts.

594. Empecher toute i vronne de tirer des feux d'artifice ou des pétarde, de déche ar des armes à feu, d'allumer du feu, en plein air dans le chemin ou dans le volsinage d'un sullice, B'un bocage ou d'une cloture:

1906. (Ameride par B. Se Q. de 1872, 36 Viet. a. 21, a. 15.) Paire tenir les chiens emmuselés ou attachés : empêcher de les laisser errer libres au sans laure mattres ou autres personnes qui en prennent soin ; imposer une taxe n'excépaux ou toute authe personne à détruire par le poison ou troment, les chiens trouvés en contrevention aux règleneeds in unital pants in long of the all and he included and many

L'amende imposée pour contravention aux règlements faits rertu de cet article peut être recouvrée, muf es ce qui regarde le taxe, contre les personnes résident en dehous de la municipalité et dont les chiens aurout été trouvés en contra-

vention à ces règlements.

continued to be assistant of all office. 596. Règier la manière dont doivent être construits et eptretenus les abattoim partiguliers ou publics.

sépu Supp jeux toute

tions jugé droit chaq

To

artic tons exem mán exée

ati de du s mati les (

de o 60 y 25

obso publ

64

plac les : SET

CAU: plac end

⁽¹⁾ Dar Pillow et al., et la Cour du Recorder de la Cité de Montré le cité de Montréal et Mousseau, Procureur-Genéral, O.B.R., Montréal, 27 janvier 1485, Doriou, J. em C.; Ramany, Cross et Baby, JJ., 30 J., p. 1, il a été jugé que la Législature de la Province, en autorisant un conseil municipal à passer des règlements pour la suppression des nuisances agit dans les limites de ses attributions en vertu de la cous-section 8 de la sect. 92 de "l'Acte de, "Amérique Britannique du Nord, 1867," nonobstant les ciapositions de cet acte, conférant au Parlement du Canada le droit de filire des lois concernant le droit erimine.

Shorion XII.—Dicence et bonnes minure.

#897. Emponer is profunction des chaetlères, tombesus, sépulores, monuments ou voûtes, où sont inhumés des mertis

598. (Amendé par S. de Q. de 1882, 45 Viete, c. 35, e. 16.) Supprimer toute espèce de jeux et l'existence de maisons de jeux ou de débauche, et autoriser tout constable d'arrêter toutes et chacune des personnes trouvées dans icelles.

500. Prohiber les cirques, the tres où autres representations publiques; les règler et les permettre aux conditions jugées convenables; et les soumettre à l'imposition d'un droit ou taxe qui ne doit pas excéder vinquante plastres pour

chaque représentation.

Tout droit imposé par un règlement fait, en vertu de cet article, peut être prélevé, s'il n'est pas payé à demande, sur tous les meubles et effets, même sur ceux ordinairement exempts de saisie, trouvés en la possession de toute personne attachée à tel cirque, théâtre ou représentation, sur un mandat de saisie signé par le maire en par un juge de paix et exécutoire enstanter sans autre formalité préliminaire.

et de toute autre place d'entretien public, dépuis sept hauses du soir le samedi, jusqu'au lundi suivant à quatre hause matin.

661. Empécher, les jours de dimanche et fête d'obligations les courses et tout autre exercice de chevaux sur tout rend de course ou endroit quelconque.

60%. Empécher les batailles de coq et de chiens et tout autre amusement cruel; et punir quiconque y preud pari ou y assiste.

608. Réprimer les jurements profance et les jangages obscènes ou blasphématoires, dans les chemins, sur les places publiques ou dans les environs.

604. Empêcher d'afficher, de faire ou d'écrire des placards, peintures, desseins, mots ou écrits indécents, sur les maisons, les murs ou les clôtures, et dans les chemins ou sur les places publiques.

605. Empécher de se baigner ou de se laver dans des eaux publiques, ou en plein air, près des chemins ou des places publiques; ou règler la manière de le faire dans ces endroits.

tifice or du

4 nn

de de

erios, Sces.

able.

. 23.)

tières le de

ition.

or de utres excéphien unicion ou egle-

Saits Agui do la aten-

ts gt

1 71 33

té de iéral, nasy, re de r des mittes 12 de cos. Empscher toutes personnes, même celles licenciées, de vendre ou de donner des liqueurs enivrantes, à un enfant, up apprenti ou surviteur sans le consentement du père, de la mère, du maître ou du protecteur légal,

(All deried in Successive XIII. - Spines publiques and a letter

- sombres.
- coc. Prescrire les mesures propres à garantir les habitents de la municipalité contre les maladies contagieuses ou pastilentielles, ou à diminuer le danger de ces maladies.

est j

con Axe

de d

000

en-

1811

SECTION KIV. Dispositions discress.

- de district dans cette municipalité, s'il n'y a pas de prison de district dans cette municipalité, une maison de détention pour l'emprisonnement des personnes condamnées à pas plus de troute jours de prison, en vertu des dispositions de ce cede ou des règlements municipaux.
- pompiers ou de sapeurs-pompiers, pour protéger les propriétés.
- C11. Limiter le nombre des sessions générales ou ordinaires du censeil à pas moins de quatre par année.
- 12. Obliger le propriétaire et les occupants de terrains, à clore ces terrains le leng des chemins municipaux ou autres.
- 618. Clore, aux frais de la corporation, tout terrain,
- 614. Etablir, règler et entretenir des abreuvoirs publics dans la municipalité.
- \$15. Imposer un droit n'excédant pas vingt-cinq practice of sur les certificats approuvés par le conseil pour obtenir une licence permettant de tenir une auberge, taverne, hôtel de températres ou autre maison ou lieu d'entretien public.

e de la manda de la companio della c

tetras . The second

中心, 中心, 最明明明明 明 ,

THE STATE OF APPLIES OF THE OF

REGLEMENTS DU RESSORT PARTICULIER DES CORREILS DE m. in Colongia for the virely divente virely and the safety

Sid. Tout conseil de ville ou de village peut en outre faire, amender et abroger des règlements, pour chacun des objets mentionnés dans ce chapitre : (1)

SECTION L. Division de la municipalité en quartierne

C17. Divisor la municipalité en actuat de quartiers qu'il est jugé convenable pour les fins de la représentation dans le conseil : déterminer les limites de chaque des quartiers et fixer le nombre de conscillers que les électeurs municipaux de chaque quartier peuvent nommer pour les représenter au conveix de manière que le nombre de tous les conseillers du les municipalité soit de sept, et que la durée de le charge de chacun de ces conscillers soit de trois aus, excepté pe conseillers élus à la première élection générale après le miss en formo du règlement ou nommés par le lieutenant-gegrermong & defeat distoction. (8) at som afficient at manage paderfully of

685 Les règlements faits en vertu de l'article précédent doivent déterminer le mode de sortie des conseillers élui à de

(i) Dans Lequin et al. ve Meliu et al. U. S., Sweetsburg, 26 février 1873, Dunkin, J., 16 J. p., 183, il a etc jugé que bian quin conseil ne doive abroger an règlement que par un autre règlement, cependant si un conseil abroge de bonne, foi, par une réglement, cependant si un conseil abroge de bonne, foi, par une réglement cependant si un conseil abroge de bonne, foi, par une réglement de municipalité en cuartiers, cette résolution ne sera par déclarée nulle, et l'électant qui aura en liéu dans la municipalité same égard à la division opérée par le règlement ne sera par nen plus annulée, ni aucune injustice réelle n'est régultée de selle abrogation par résolution.

(3) Jugé que lorsqu'an conseil de village à une assemblée et trois conseillers seulement sont présents, et le maire, passe un règlement pour diviser le village en quartiers, pour les fins de la représentation au conseil, et que, dans une autre assemblée tenue le lendemain, où tous les conseillers sont présents, une résolution est adoptée révoquant le règlement et que l'élection qui suit est faite, conformément à la résolution, pour tout le village, sains faite, de l'élections faites par le réglement la Cour n'appulage. ard aux divisions Caltes par le réglement, la Cour n'annulers pas l'élection parce que le règlement n'aurait pas été révoqué par un règlement, mais par une régolution vû qu'aucune injustice réclie n'e résulté de l'action du conseil. C. S., Sweetsburgh, 26 février 1873, Dunkin, J., Lequin et al., Requérants, et Heign, Intimé, 16 J., p. 188.

· Assis

clifes. fant. doils

中国的

er les

habi-210 BB

rison ntion. plus 40

de de ordi-

ains. Z ou

blics stree . une

ol de

promière élection générale, de manière qu'il soit élu ou nommé autait de consellière qu'il en sort de charge pour chague question (1) security and he have no he required

619. A l'époque de l'élection générale municipale qui suit la mise en force d'un règlement fait en vertu de l'article 617. divisant on redivisant une municipalité en quartiers, les conseillers alors en fonctions sortent tous de charge, et il doit être élu, ou nommé par le lieutenant-gouverneur à défaut d'élection, appe conseillers dans toute la manicipalité.

424. Dans toute municipalité divisée en quartiers pour les lus de la représentation municipale, l'assemblée des électeurs municipaux de chacun des quartiers est convoquée pour être tanne dans chacun de ces quartiers, à l'endroit indiqué dans l'avis public. of Tweeter I Tree and Hall P. S. & Lyn.

Ont S'il est mis en nemination pour un quartier, plus de Personnes qu'il y a de conseillers à élire, le président doit procéder à la tenue d'un poll pour ce quartier à l'endroit même de l'assemblés, en la manière ordinaire.

623. Les électeurs municipaux ne peuvent voter que rour le quartier dans lequel ils ont la qualité d'électeur.

Pile ent la qualité d'électeur municipal dans plusiours martiers, ils penvent voter dans chacun des quartiers et ils nt cette qualité.

622. Le conseil doit nommer pour présider l'assemblée et la tenue du poll, dans les différents quartiers autant de préside d'élection qu'il y a de quartiers dans la municipalité.

625a. (Ajouté par S. de Q. de 1875. 38 Vict., ch. 25, e. 1.) Le conseil sera tenu, sur requête à cet effet des propriétaires représentant les deux tiers de la valeur réelle des biens-fonds impossbles, de diviser la municipalité en trois quartiers au moins, conformément aux articles 617 et 618.

Sur le refus ou le négligence du conseil de passer un règlement à cet effet, à l'une des deux sessions générales qui mivent la réception de la requête le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire aute division avec le même effet que le consoil.

Sucriou II. - Mattres et serviteurs.

634. Bègier la conduite das apprentis, domestiques, enragés, journaliers on compagnons, soit majours, soit mineurs, enve mai

In 60 OR D malt pron dispo rigu telle

pabli des é expo 60280

つないちょ

empl mun

mun cles : tion.

> alit ou b qu'à 1016 do e

61

(1) Pobl enc

⁽¹⁾ Vote note ner article (16.

to boat.

ani suit cle 617 ers, les dáfnut

pour les ecteum our être ud dans

plus de at dolt

me Four

Luciours rs.où ils

ablée et e présiipalité. , 0. 1.)

iétaires s-fonds iors an

regioles qui rorneur que le

tiques, ineurs. envers lours mattres ou mattresses, et calle des mattres es

maîtresses à l'égard des premiers. A défaut de réglements faits en vertu de cet article, réglant la conduité des apprentis, domestiques, engages, journaliers on compagnons, majoure ou mineurs, envers leurs maretes on maîtresses, et celle des maîtres ou maîtresses à l'égurd des premiète dans une municipalité de village ou de ville, les dispositions de la loi concernant les maîtres et serviteurs en vigueur dans les municipalités rarides sent applicables dans telle municipalité de village que de villes in de garanne, rinner

SECTION III. - Marchés publice.

535. Eriger, changer, abolir ou entretenir des marches publics ou des places de marché public ; et règler le louage. des étaux ou autres places qui s'y trouvent, pour vendre ou exposer en vente toute espèce d'objets ou de densées ou certains articles on particulier. (1) a despendance that the appear

636. Déterminer et définir les devoirs et les peuvoirs des employés des marchés publics, dans toute l'étendue de la municipalité.

687. Empécher toute personne, qui réside en dehors de la municipalité, de vendre ou d'exposer en vente dans la municipalité, des provisions, grains, denrées, ou antres axiscles de commerce, ailleurs que sur les marchés de la corporation.

688. Empécher toute personne, résidant dans la municipalité; de couper, de détailler, ni de peser dans le but de vendre, de la viande, soit bouf, mouton, agnesa, veau, pere ou bœuf salé, ni d'exposer les dits articles en vente, affleurs qu'à un étai de boucher ou un étal de vendeur de provisions salées, dans et sur aucun des dits marchés, pourvu que rien do contenu dans le présent article ne soit considéré com

⁽¹⁾ Jugé qu'une obligation par laquelle un contribusble s'oblig envers une comporation municipale de village a lui payer une certaine somme, si un marché que la corporation se propose de construire est bâti à un endroit désigné de 3 l'écret qui construire l'obligation a une cause légale et est valide et le montain peut in être recouvré en justice après la construction du marché à l'endroit indiqué. C.C., Waterloo, 22 janvier 1872, Ramsay, J. A., La Corporation du village de Waterloo, es. Girard, 18 Juriste, 5. 106, 4 m; L., p. 73.

défendant aux cultivateurs ou chasseurs d'y apporter et d'y vendre, en entier ou en quartier seulement, de la viande d'aucune espèce, ainsi que de la venaison. (1)

endroits à être fixés dans la municipalité, aux résidents ou aix non-résidents, la vente de toute espèce de poisson frais ou non-salé; le tout sans préjudice aux lois de pêche et de chasse.

vente, achète ou cherche à acheter sur ess marchés:

631. Imposer des droits sur toute personne qui vend dans les chemins, sur les marchés, ou sur les places de marché de la corporation, des provisions, légumes, viandes de boucherie, volaille, grain, foin, paille, bois de chauffage, bardeaux et autres articles. (2)

cas. Impreser des droits sur les chariots, charmttes, traineaux, bateaux, canots et voitures de toute sorte, dans lesquels des objets sont exposés en vente dans le chemin, sur les marchés, le voie publique ou sur une grève.

633. Régier la manière dont ces chariots, charrettes, traineaux, bateaux, canots et voitures doivent être placés sur les marchés et placés de marché ou dans les chemins.

634. Restremire et règlementer les regrattiers et les personnes qui achèteut pour les revendre les articles apportés dans la municipalité.

(1) Par le S. de Q. de 1874, 37, Vict., ch. 51, s. 123, le conseil de la Cité de Montréal était autorisé à faire des règlements, pou stablir et règler les marchés publics et les étaux publics des bou chers, et pour s'apr., licencier ou restreindre la vente de viande

chers, et pour "L.", licencier ou restreindre la vente de viande frache que l'en vend d'ordinaire sur les marchés.

Jugé: Que le couseil de la Cité pouvait légalement passer un règlement permettant l'ouverture d'étaux publies à des endroits de pas moins de 300 verges d'aucun marché public, et un règlement l'amendant, en changeant la distance de 300 verges à 500 verges. (C. S., Montréal, 13 septembre 1879, Jetté, J., Leveque, requérant, et Sexton recorder, et La Cité de Montréal, pour

que, requerant, et Sexton recorder, et La Cité de Montréal, pour suivante, 23 J., p. 284.)

(2) Jugé: Qu'un acte de la Législature de Québec autorisant la Cité de Montréal à passer un réglement imposant une licence anx bouchers tenant un étal privé ou une boutique pour la vente des viandes, du poisson, etc., en dehors des marchés publics n'est pas inconstitutionnel (C. S., Montréal, 7 nevembre 1879, Mackay, J., Mallette et al. vs. La Cité de Montréal, 24 Juriste, p. 283. Un jugement semblable a été rendu le 28 juillet 1876, C. S., Montréal, Johnson, J., Angers, Procureur-Général, vs. La Cité de Montréal, 24 Juriste, p. 259.)

er et d'y

B. Of ARE dents ou seon frais peche et

28 34 G (10 639 TPOST OIL some value

vend dans narché de oucherie, rdeaux et

ttes, traias lesquels. sur les

ttes, traices sur les

et les perapportes

conseil de enis, pou -

pesser un e endroits un regierges à 500 J., Leves-real, pour-

antorisan i ne licence ir la vente blics n'est , Mackay, B., Mone Case de

025. (Amendé per S. de Q. de 1876, 39 Vict., e. 25, a. 9.)
Déterminer d'après lequel des deux modés, ou du poids on de
la mesure, doivent être vendus les objets apportés en produits dans la municipalité et au sujet desquels la loi n'a augune dis position à cet égard.

** Autoriser la confiscation, au profit de la corporation ou des pauvres de la municipalité, de tout effet, denrée ou article acheté, ou vendu, ou livré en contravention aux règlements faits en vertu des dispositions de cette section.

tiel senseriger Sucrem IV.-Bou et lelairege. et inchestig

87. (Amendé par S. de Q. de 1878, 41-42 Vict., c. 10, s. 28, et par S. de Q. de 1881, 44-45 Vict., c. 22, e. 1). Pourvoir A l'Cablissement, à la protection, et à l'administration d'aquedues, de puits publics ou de réservoirs, et empécher que l'eau

publique ne soit salie ou dépensée inutilement.

Accorder pour un nombre d'années à toute compagnie, personne ou société de personnes, qui se chargera de la construction d'un aqueduc, de puits publics ou de réservoirs ou qui en prendra l'administration, un privilège exclusif pour peser des tuyaux peur approvisionnement d'eau dans les limites de la municipalité et effectuer un contrat pour l'approvisionnement de telle eau pour une ou plusieurs années, mais pour une période de pas plus de vingt-einq années.

6870. (Ajouté par S. de Q. de 1878, 41-42 Viet., c. 10, t. 23, et par S. de Q. de 1881, 44-45 Viet., c. 22, s. 2.) Pourvoir, en outre de toute taxe pour l'établissement ou pour le maintien d'aquedues, de puits publics on de réservoirs, & faire payer une compensation pour l'eau, calculée d'après un tarif qu'il jugera convenable, par tout propriétaire, locataire eu occupant de maison, magasin ou bâtiment semblable, que ces derniers se servent de l'eau ou ne s'en servent pas, pourvu que le conseil leur ait signifié qu'il est prêt à conduire l'eau, à ses frais, dans ou auprès de leurs maisons, magasins ou bâtiments.

Tout règiement pour obliger les propriétaires, locataires ou occupants à payer telle compensation pour l'eau, avant d'avoir force et effet, doit être approuvé par la majorité des électeurs propriétaires de la municipalité qui voteront tel règlement, et par le lieutenant-gouverneur en conseil, pourvu, toujours, que le nombre de ceux qui voteront en faveur de tel règlement soit au moins le tiers du nombre total des électeurs propriétaires.

Tout propriétaire ayant un ou plusieurs locataires, sous-

boataires ou occupants, sers tenu an palement de la compensation, s'il refuse ou negliga de donner un tuyan d'apprevisionnément distinct et séparé, à chaque tel locataire, souslocataire, on occupant.

\$376. (Ajonté par S. de Q. de 1878, 41-42 Vict., c. 14, e. 24, et canadé par S. de Q. de 1831, 44-45 Vict., c. 27, a 3.) Pourvoir au palement d'un subside annuel à toute compagnie, personne ou société de personnes, qui se chargera de la construction d'un acqueduc, d'un puits public, ou d'un réservoir, pendant la période dont il sera convena. Tout règlement fait en vertu du présent article, avant d'avoir force et effet, doit être approuvé par la majorité des électeurs propriétaires de la ministipulité qui voteront tel règlement, et par le licutement generaur en conseil; pourvu, toujours, que le nombre de reux uni voteront en faveur de tel règlement, soit su moins le tiers du nombre total des électeurs propriétaires.

886. Peurvoir à l'éclairage de la municipalité, de toute manière jugée convenable.

" 4.880 (Tel que décrété par & de Q. de 1884, 47 Viet., et 18. a. 4.) . Obliger les propriétaires ou occupants de terraine située tant dans la municipalité que dans les municipalités voisines environnantes jusqu'à une distance de pas plus de trente milles, à laisses faire et souffrir tous les travaux entrepris pour fournir l'eau ou l'éclairage aux habitants de ces municipalités, et s'approprier, pour les fins de l'approvisionnement de l'eau et de l'alimentation des aquedues et autres constructions hydrauliques, des lacs, rivières non-navigables, étangs, sources vives, cours d'eau ayant leur origine ou coulant sur la propriété privée, sans toutefois préjudicier aux droits qu'ont les propriétaires riversins de s'en servir, tent en vertu du droit commun que du chapitre 51 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, sauf l'indemnité déterminée par l'arbitrage fait à cet effet conformément aux articles 640c. 6405, 640c, 640d, 640c, 640f, 640g, et 640h de es Code."

ses droite et peuvoirs, relativement à l'approvisionnement, d'ean, à toute compagnie, personne ou société de personnes qui veulent s'en charger, pourvu que telle compagnie, personne ou société ne prélève pas, pour l'usage de l'eau, des teux plus élevés que ceux approuvés ou fixés par règlements du conseil; et le conseil peut souscrire des actions dans telle compagnie, ou prêter des deniers à telle compagnie, personne ou société de personnes.

18, peri dit poss

e. 5 man pemest r endo trois

arti

jour

nes, arbi du requ la si

trois

arbi nom term char

in i

10, 0. A 30) pagnia ervoir. ent fait L. doit bre de

ict., 4 orraj nje palités lus de entre de cos ricionautres rables. u con-

I AUX , tent tatuts minés 640a

sférer

ement onnes , pernonts telle

onne

Tout règiement fait en vertu de est article est sujet l'application de l'article 482.

" 640a. (Tel qu'ajouté par S. de Q. de 1884, 47 Vict., c. 18, c. 5.) Si le conseil municipal, ou la compagnie, la personne ou la société de personnes, qui est aux droits du dit conseil, ne peut s'entendre avec les propriétaires ou possesseurs de terrains sur le montant de l'indemnité, il est procédé à l'expropriation de la manière mentionnée dans les articles suivants.

. 0406. (Tel gu'ajouté par S. de Q. de 1884, 47 Vist., o. 18, e. 5.) Une personne désinteressée est nommée par la manicipalité, ou la compagnie, la personne ou la société de personnes qui est enz droite de la municipalité, et une autre est nommée par le propriétaire ou le possesseur du terrain endommagé, lesquelles deux personnes en nemment une troisième, et toutes trois agissent comme arhitres dans les affaires en litige entre les parties.

640c. (Tel qu'ajouté par S. de Q. de 1884, 47 Vict., c. 18, e. 5.) Les délais pour nommer ces arbitres sont de huit jours à compter de la signification d'un avis donné à cet Mer Stradation

effet par l'une des parties à l'autre.

640d. (Tel qu'ajouté par S. de Q. de 1881, 47 Vict., c. 18, e, 5). Si dans les délais de huit jours ci-dessus mentionnés, l'une des parties fait défaut de nommer son arbitre, ée arbitre peut être nommé par le juge de la Cour Supérieure du district où est situé le terrain à exproprier, sur requête présentée en chambre, le huitleme jour à compter de la signification d'un avis à cet effet à la partie en défact.

640c. (Tel qu'ajouté par S. de Q. de 1884, 47 Vict., c. 18, Les délais pour nommer le tiers-arbitre sont de trois jours à compter de l'acceptation ou de la nomination des arbitres

640f. (Tel qu'ajouté par S. de Q. de 1884, 47 Vict., c. 18, e. 5.) Si, dans les trois jours ci-dessus mentionnés, les arbitres font défaut de le nommer, ce tiers-arbitre peut être nommé par le juge de la Cour Supérioure du district où le terrain à expreprier est situé, sur requête présentée en chambre, le huitième jour à compter de la signification d'un avis à cet effet, par l'une ou l'autre des parties intéressées,

640g. (Tel qu'ajouté par S. de Q. de 1884, 47 Vict., c. 18, e. 5.) La signification de l'avis et de la requête doit être faite soit personnellement on an domicile des parties inté-

ration outpoort, and the relies of unit profit corper du ta

reases, par un huissier de la Cour Supérieure; et au cas d'absence des parties intéressées ou de l'une d'elles, l'huisrier charge de faire la signification, doit constater cette absence dans son rapport.

Avis doit être donné à l'absent suivant la forme et la teneur de l'article 68 du Code de Procédure Civile, et cet avis est considéré suffisant pour toutes les fins de l'expropri-

del

mu

me

mu

dia

nu

on

de

la tèr

ma

OR

su:

. tan

re

pla

la

60

pr

rec

ation.

Les autres avis, requêtes et pièces de procédure qu'il pourrait être nécessaire de signifier à l'absent pour les fins de l'exprepriation, peuvent être signifiés au greffe de la Cour Supérieure du district dans lequel est situé l'immemble expreprier qui est aussi le domicile de l'absent pour les fas de l'exprepriation.

• 40h. (fel qu'ajouté par S. de Q. de 1884, 47 Viet., c. 18, c. 5.) La sentence rendue par les arbitres dans le cas des articles précédents est définitive et sans appel."

Bugmon V .- Nuisances Publiques.

648. Faire démolir et enlever tous murs, cheminées ou édifices dilapidés, en ruine on menaçant de crouler; et déterminer en quel temps, par quels moyens et aux frais de qui doit être faite cette démolition ou enlèvement.

643. Empécher de jeter sur la voie publique on dans des aliées des balayures, ordures, eaux sales ou autres saletées; et en ordonner l'enlèvement aux frais de la corporation on deceux qui ont causé ces nuisances.

case. Contraindre, tout propriétaire on occupant d'un terrein aitué le long d'un chemin on d'une place publique, à
enlever le neige, le glace ou les ordures du trottoir au du
chomin situé on fase de tel terrain, même au cas cu les traveux du chemin sont à la charge de la corporation ; à anlever la neige et la glace du toit des maisons ou autres édifices
érigés sur le voie publique; et ordonner de faire enlever pet
nuisances par l'inspecteur de voirie, aux dépens de tel propriétaire ou occupant, au cas de refus ou de négligence de se part.

648. Prévenir et empécher l'encembrement des trottoirs, des chemins et des places publiques: (1)

caves, et la manière de les égoutter.

dans la municipalité ou dans une partie déterminée de la municipalité.

648. Empécher qu'il soit érigé, dans la municipalité, des manufactures ou des mécanismes mus par la vapour; les permettre à certaines conditions, ou déterminer les endreits de la municipalité où il peut en être érigé.

649. Empscher ou règler la construction d'abstroirs, usines à gas, tanneries, fabriques de chandelle ou de savon, distilleries et autres manufactures qui peuvent devenir des nuisances publiques; et faire disparaître les abattoirs della en existence dans la municipalité.

650. Empécher toute personne d'emporter, de dépaser ou de laisser, dans la municipalité ou dans les eaux qui bordent la municipalité des corps morts ou autres substances délétères.

651. Obliger les propriétaires ou les occupants de tons magasins d'épiceries, caves, manufactures, tanneries, égoûts, on autres lieux malsains et sétides, à les nettoyer et à les assainir.

sur lesquels il y a des caux stagnantes, à les égoutter ou à les élever; et auteriser les officiers de la perpension à faire ces trayaux, aux frait des personnes qui y sont chligées au ces de refus ou de négligence de leur part.

on ope l'huirer cotta

se et la

e, et cet

xproprire qu'il r les fins fe de la

le de la moable pour les

t., c. 18, cas des

5, e. 18.)
s, balusi projetbetruent
ants; et
ie publi-

intes ou aler; et frais de

dans des, etées; et en on de

lique, à ir ou du les traà enleédilices sever cet

proprié-

⁽¹⁾ Jugé: Qu'une corporation municipale n'a pas le droit de faire planter des bornes entre les raes et les terrains des particuliers qui les avoisinent, ce me sière à déterminer, par là, la limite de la rue, sans avoir obtenu le consentement de ces particuliers à ce bornage, ou, à défaut de tel consentement, sans avoir pris les procédés ordinaires en bornage devant les tribunaux, et qu'une résolution du conseil autorisant un délégué à aller, accompagne d'un arpenteur, planter telles bornes, est illégale, et sera déclarée telle sous l'art. 997 C. P. C. C. S., St. Jean, juin 1874, Irvine, Proc. Gen. vs. Le maire et le Conseil de la ville d'Iberville, 6 R. L., p. 241. Voyes dans le même sens C. S., St. Jean, 150 actobre 1874, Lanier, requérant certierori, et Mémerd, plaisment, 6, h. L., p. 360.

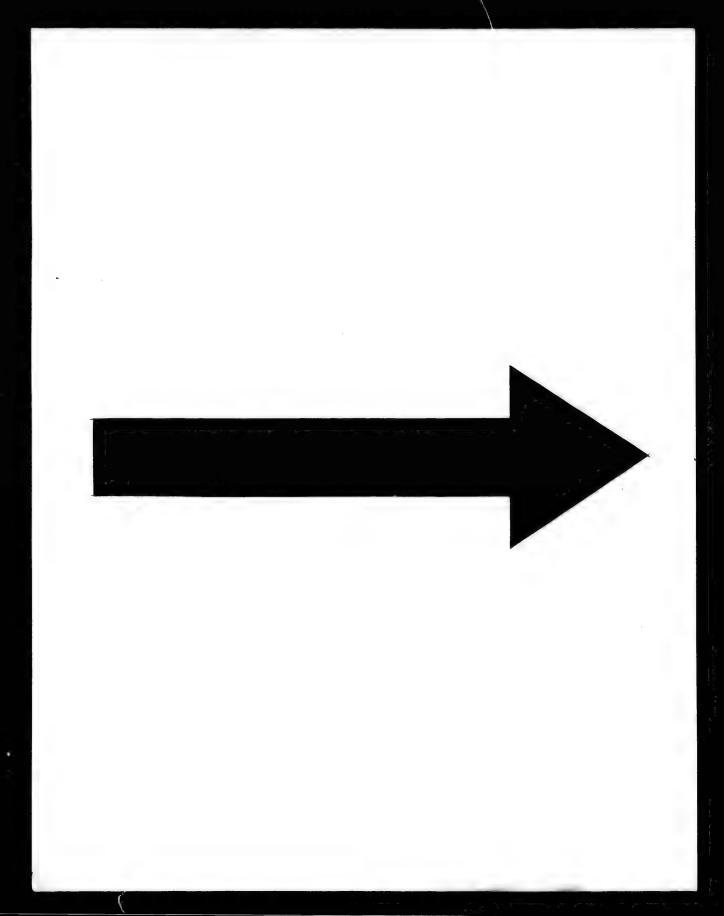
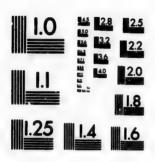


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



Photographic Sciences Corporation

23 WEST MAIN STREET WEBSTER, N.Y. 14580 (716) 872-4503

STATE OF THE PROPERTY OF THE P



The Way on the Comments of th quioanque d'alliumer ou de garder du feir deur percherle, graige, appentis ou suite bâties, au fai de garder de feir deur de feir de f Contini de les propriétaires de compants de matières agriculation de matières agriculations de matières de prépartétaires prépartétaires prépartétaires prépartétaires de matières de les compants de matières de la matière d This delier is worth do in pondry on to tonic against a complex de la consider de solette

The County of the State of the action.

Prévenir les vols et les déprédations aux in-Anteries certaines pursonnes à faire sauter The state of the s

l'absence de riglement un verte de cet artièle le

mant the context of the later o

per Descript le piven et le hancou des maistres de la perette par le publique et la perette par le publique et la perette par le perette par le publique et la perette par le perette partie par le perette par le peret

palir a l'appolor, le pa pre minue, par la Cort rigalt dés appolés game

ma la milita a unit tot assolia sami raisen, (5, 5, 10 collection) in a livit. Mackay de lieury de lieury Mackay de lieury tours at do la se hap espiritivo que la copia da risconcia

mostly and and table with roll to allow had the out of the said Charles porture with a compress to a layer questionals, then THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE OWNER, THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE OWNER, THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE OWNER, THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NAMED IN THE PERSON NAMED IN THE PERSON NAMED IN THE PERSON NAMED IN THE PERSON

Charles and the Charles and th

record of the box of a future assessment of a supple

Chairm fold of 'Harry Street S

cot la tenne d'un pell à cet effet.

All la tenne de la tenne

Secretaria de Conseil de Conseil

Office the continue of appreciate the continue of the land of of

Tale and the second sec

Care S. de Q. de 1972, 86 Vice., a. 21, a. 11, de 1974, 30 Vice., a. 21, a. 11, a. 11 reis de poli anis délai et de propéder à l'enfraire des Abritati rangained of rag synorgyn onth right legich - Affin de président du l'amamblé d'impe la distillation (mitta agramblé maistrés en als goitseurs desérge distilles (talles les agricles deserges 2007-2008) 200, 2008-2008 (talles des entroll and the control see his and the definition of the start

SON Pout Clocks to Liver Spill Book and the law of The substitution of the state o ions obbic

Alexandria poli manti la promini Lincon din poli penti la pri dinama

ociles de generallers republicant particular properties de la confession d abio dan ratas dopada pour ou continua a alaipaille.... La cimilian dan travelgad at like solf design in annois sum expension and expension and

s district for Alveys the policet to correspond to the policet in correspond to problem to the police of the region of the problem to the police of the poli

dies in le rogionant a fiz passe par le consei du la préfet auxilét que les livres de goll et les certificat di décorde que buyeau du épassil; renetate d'après ul religion le montaine d'après ul religion de la conseil de de course du Deuxmanne E. L., p. 741.

profil dérins oranginer les livres de polis, ils desgrates de livres de polis, ils desgrates de livres de polis, ils desgrates de livres de livres

Correct Personalities at allered Medacoline ale menications, est terms

duy. Childre for qu'll the present qu'est le risting le manieire qu'est le risting le manieire qu'est le risting le manieire de la risting le manieire le manieire de la risting le manieire le manieire de la risting le agretainmit gintineque gintineque sur l'accomplisses its feels Perceiler these platement reserved and The Grantapitorique in princip Grantapitoriporipori La quintaportion (L) exp et asété de product the superiodicity of a construction of the source in the state of the source in the source of the source o ing drawings ath will's floused the grawing puri bushing day optioned and managed, to rectors were

Jugé que la nullité d'un règlement d'une municipalité, sire des actions dans une compagnie de chemin de far, siperouvé puis le literatement flouvérieur, ne péartiple dans une action pour le régauvringer, des les par en règlement des la literate de l'action de la literate de la l mond T R. L., p. Til.

the state of the s patrici qu'il ment rendent publicates contra de l'attent quinns jours qui suivent leur passation, ou leur approbation définities dans les cab et le cat été source à l'approbation des électeurs municipants ou de liberteurs flustrement qui consoil, par un eviet public dont laigneil) aet flut mention de l'objet du réglement et à la flate, à laquelle il a été paul l'objet du réglement et à la flate, à laquelle il a été paul l'objet du réglement et à la reglement du respectation des l'approbation des flut public par les contra de l'approbation des flut public par les contra de l'approbation des flut publication des contra de l'approbation des flut publication des contra de l'approbation des flut de l'approbation des flut de l'approbation des flut de la publication delle contra de l'approbation des flut de publication delle contra de les publication delle contra de les publication delle contra de les deles oursquelles elles est contra de contra de l'approbation de l'approbation des flut de l'approbation de l'approbation des flut de l'approbation de l'approbation des flut de l'approbation de l'approbat

b publication fan markforder ried verse. Earbourptie O chaoung de our formalitie et les dates auxquelles et de accomplish

context floor adjournment contests from the first attracts, beauty and the first attracts and the form of the first and the first and

The same

ste in W. Bake

Tout regionent passé par un consul d'une multiple par la constitut de appel par la constitut de la constitut de appel par la constitut de la constitut

⁻Mon There is and the first Appendi

has bore included there is Live nu you di

country of an accordance to the standard of th programme with a new construction of the set construction the construction of the cons

CASELTION DES ENGINEERS DE SECRETARIO DE SEC

ins tiga this grident the regift ide somith sis stante dillidgaliticiale

cat of qu'nen requise demandant tale orbites en procession de la constitución de la const

pariente de cottation, pour payer les frais d'une sellon, pour payer les frais d'une sant pour le qu'après l'institution de l'au les qu'après l'institution de l'au les qu'après l'institution de l'au les qui a émané contré sus offets, tel paissesse les compas qui abanden de situ d'après de faits. 0 L. Intinde, 25 J., p.

A District of the Control of the Con 49 40 295

The transfer of the results of the second

The state of the s

704. Dette requiste doit être signiste, ou bureau du passell qui a passel le réglement, au moisse built fours avenu des plipagess à passel sur le moisse built fours avenue

The state of the s

Composition of the control of the co

The state of the second second

CONTRACTOR OF THE STREET OF TH The Tous has surrained for Billions of the

responsabilité Pariste Partie of Providing a state

The second secon

The state of the s

Tariffe Committee Committe

b) at asserts

A Man de Contract of 1

and the little Distriction was and with the second to the second the dropping me unite all life that they than stort and their the

SEAP THE PREMIET

the design that

alogic to the control of the control

ns the terreins on blom-stickly abbets Sylossis, shaft edux, montickede swalens (1) tiden stiffage to most of different applies

t still the bless substitute after the state of the

Plants attick to vorteractio persions capture (a) Merching the course of the same of the state of the state

division in the particle of the property of of the particle of the property of the particle of the property of the particle of th

Fine of the contract of the co

touthle pour sin trings, it villes possidies ou tourse.

The Control Vermont Ballway Co. at is Ville B., Kontrol. 37 mars 1881. Duritm, J. an O., B. rots of Baby, JJ., 30 J., p. 122, il a des just que l'alle de St. Jenns étundant jusqu'au milleu de la live protection de cette ville a le dreit de prélie guirie d'un pont de chemin de fer construit qui en trouve des ses limites, failles qu'inshibles qui le trouve des ses limites, failles qu'inshibles. dis sections of

A desperator of the format of the second of

PART IS OF THE PARTY OF THE PAR

anilos uh Anilos uh

de propriétés appartement à des compagnies de chemins de ces ou l'insée de bots, retevant ou pouvait récevoir alle subventies du gouvernement provincient bour une période de VIII de gouvernement provincient bour une période de VIII de gouvernement provincient bour une période à comple de la guirvention par le passisonés sanz paragraphes per l'article provincient par l'article provincient par le gouvernement de front située en face de ces biers, dens les municipalités locales à ces chamins que de ces biers, dans les municipalités locales à ces chamins que de ces biers, dens les municipalités locales à ces chamins que de ces biers, des frances de ligate attaché platements de la ligate attaché platements de ligate attaché platements de la ligate attaché platement

Spelle Que les téaux apparte années le l'année evique, aprèsentement de vique, aprèsentement de vide de confestion, le abost par arilée à l'année de vique, aprèsed de l'année de l'année evique, aprèsed de l'année de l'année evique, le nove de l'année de l'année et l'année de l'année et l'année de l'année et l'année l'année et l'

Duite In Cité de Montreal ve. Wysie et vis., C. S. Montréal, le décembre 1839, Rainville, J., T.E. N., p. 36, it a été jugé qu'éme propriété occupée comme maison de prinsion et décoré de four pour les jeunes alles, sous le contrêle de plusières institutions employées pour l'enseignement et on une moyenne de ci élèves tréquentant estre école annuellement, n'est pas une muison d'édication dans le sems du S. de Q. de 1878, el Vieu, ch. a. 35 direction dans le sems du S. de Q. de 1878, el Vieu, ch. a. 35 minufolpalité, que octte loi à applique aux institutions d'un enraction permanent et fondées dans l'interêt public et lous le contrêle de l'antaire, et fondées dans l'interêt public et lous le contrêle de l'antaire, et fondées dans l'interêt public et lous le contrêle de l'antaire, et men sur intifications mévées.

coordinate the last the stickers.

inin

enri

le ro at me A THE rôle:d été e l'ord:

lors r fout !

(1): houve rôle a bref d ur to

potenti d'occupation sont del biont-forde limitorible des tactes municipales qui les effectent ne persona, qui eas, être recouvrées contre la couronn

736 (Rempiaci per S. de Q. de 1882, 45 Viet., c. 25, d.) Le régistraire de la province doit transmettre dans le sours du mois de janvier de chaque année, une fiste de terres publiquits pour lesquelles des lettres-patentes ent sité des cetroyèes dans le cours de l'aunée précédente, an régistrateur des municipalités des cointés ou ces lettres-patentes dat 44 ainsi petroples. ainsi notroy test tradictoring of non-openies ten but at ...

经工作。1985年,1985年 CHAPTER DEUXTEME

west con will take the

A TANK OF THE PARTY OF THE PARTY AND ASSESSED ASSESSED AND ASSESSED AND ASSESSED AND ASSESSED AND ASSESSED ASSESSED.

\$115.52E

ence son that CONTRACTOR OF THE et par S. de Q. de 1882, 45 Vet, e. 35, 59. Adit de juin et de jaillet ani énivent la mise en force de de foddans la suite, tout les trois ans anx mêmes mois, les est tents de joute municipalité locale doivent drasser, par mêmes ou par toute autre persoane employée par en rôle d'Evaluation hans sur la valeur réelle des proprieurs lequel sont énoncées avec soin et exactitude toute partiemingités paquines par les dispositions de de fifre.

partionlarités requires par les dispositions de de fitre. (I) Néanmoins, dans les comtés de Gaspé et de Rénaventape le role d'évaluation doit être drassé dans les mois de février At 1 and the spiritum and adjust by the states and my sail

rele d'évaluation, ou lanque le réle d'évaluation en firse a été confé, les cetimeteum sont tenne d'en faire une l'ordre de consoil, dans le délai déterminé par ce formier, lors même que ce ne serait pas l'année pendant laquelle s fort les rêles d'évaluation en verte de l'article président.

⁽¹⁾ Jugi: Qu'une corporation municipale ne pets faire houveau rôle que tous les trois ans, et que al elle fait un not rôle avent l'expiration des trois ans, il sera déclaré mil, bref de prohibition sera accordé, arrêtant la collection des pur tel houveau rôle. (C. S., Mentréal, et juin 1681; Rainvill Beanmain stal., et. (1006 et la Opperation de commé d'Elons et al., 12 R. L., p. 31.)

Voir note sur art. 7666.

The state of the s ston stone s er de pouveen role d'évalution array manager

de colonies separées et mises dans l'ordre suivant de colonies separées et mises dans l'ordre suivant la colonies suivant la colonies suivant la colonies et prénome des propriétaires des biens la colonies de colonies de colonies des propriétaires des biens la colonies de co AND A SEPLE

3. L'état et l'age de ces propriétaires;

5. L'état et l'Age des compents quand, ils n'en sont pas se propriétaires; 6. L'indication ou la désignation des biens fends imposs-t. L'indication ou la désignation des biens fends impossbies en la manière preserite par une résolution du coupeil; insil pour toute partité de terrain endantre, il abie nécessaire de l'interir des numéros du étalaitre;

Limendé par 38 Viet., c. 24, c. 1, ce par 41-42 Viet, c. 16 ... 25 ... 1, ce par 41-42 Viet, c. 16 ... 26 ... 1 mentionnant séparément le valour de toute partie d'un lot occupé par toute personne n'en étant peint le propriétaire.

C. Cancalt par 41-42 Viet., c. 10, c. 26. Leur valour de l'interir annuel le partie d'un possibles en verta de l'interir des biens déctarés impossibles en verta de l'interir des biens déctarés impossibles en verta de l'interir des biens déctarés impossibles en verta de

are des blons déclarés impossibles en verta

dele 718

de saita, d'aipalantie a sinit este d'inole 100 ob redict La lor le 11. Le valeur totale des biens imposables de chaque per denne exemplement, sell y è lieu, le valour réalis des litens-dends et la valour méntionnée au paragraphe prédédéis ; il 12. Cont autre remoignement requis pas le minseile ; il 153. Le valour réalis des biens déclaris non imposables pur

Cartlelo 12 2 reliant chaus ! see that . Too, so one early exist

14. Le nombre de personnes résidant dans la municipalité : 15. Et tous autres détails prescrits par le secrétaine all helps the unit material contraction and fine on the

prend le valeur réelle des biens fonds impossibles admi-prend le valeur des constructions, unines on machineries qui resent drigées et celles de toutes les amélierations qui y ont and childel, mand est qui set present par les deux autiques anivents. from the second of the second Left True and adductions.

bleab land Royal of September 1

on sout pas

ga codes

The Part of

avis de sidiarents

lie des Mênsinsetter and

apolehlos pur I COM IN BUSINESS

municipalità: 1. 大學的人。不好為

continue some chineries qui one qui y one J 78 F . W 10

na additi ato 4. d

Tunta compagnie de chemin de fet ou municipalité, autres que le chomin, et music la valour récilie la dérrain occupé par le chomin, estimat d'après la valour moyeane du terrain d'agriculture dans la coulité.

let stat doit stre communique à temps aux estimassemps

THE Las collingativity, on Talestat Peval impossibles dans le municipalité, delvent evaluer les électes fonds de cotte compagnie, d'après la valuer appointe de la compagnie, d'après la valuer appointe de la compagnie l'état produit par elle.

732. Si cet état n'a pes été transmis dans le temps les crit, ils font l'évaluation de toutes les propriétés mandi-lières de la compagnie commis selles de cout autre contribui-

estimateurs motiont le mot inconnu dans le solonne de nome des propriétaires, es regard de la désignation de the extension to make it is a charteness that the tension of the second to second the second

784. Le lientement-gouverneur pont, an moyen d'instruc-tions données au conseil local, exiger l'insertion, dans le rôle d'évaluation, de tous détails et renseignements qu'il lui piatt de requerir relativement en reconsement et à la statisnent of a la statio plait de requerir relieuxement. Les estimateurs sont tenus de leurs propriétés. tique des habitants de la municipante et de la mobiliàme on immobilières; et les estimateurs sont tentus de l'enquerir, par tous les moyens en leur pouvoir, de les détalls et renseignements, et de les insérer avec exactitude lans le rôle d'évaluation préparé par enze

725. (Amendé par 8. de Que de 1882, 45. Vieta puit Le rôle d'évaluation doit être signé par au moins danz des estimateurs qui l'ont dressé on fait dresser, et par le secrétaire-thésèrier en conte autre personne qu'ils one emp cominé élère et attesté per les mêmes personnes so serment anivant prété devant un juge de paix ; (1) er su joute autre personne qu'ile ont employée

3. B. Montreal, & Servier 1886, Dorion, J. en C., Monk, d., eny, J., et Cross, J., St J., p. 218, Il a 666 juge qu'un rela

Matilder da notice Soundleman in Organia. or di Malliver de noëre spinalgeance de ordynnos.

Firsteion di george est porrect et bacé sur la valode

ginalle des propriétés et que finn n'y a dié inscrie

indignam ou franciule commune. Ains: une Dien

de soft to distinguare doivent déposer le rôle d'évaluation de long estimateurs du ponseil, deux le délai déterminé ar faire es able. Ce dépét ne pout être fait après le délai Proposition and every to discinnate with the transfer

outr

valuati donn

dens le

tibi Lieux The bart

> 10. a. 2 vent in d'évalu

> on Pal l'évalu

oun later: volen. l'articl

orreer. dialus.

OH OD 4 on la d inasran

The Si, a l'expiration du temps prisorit; les cottoniques a continue de comps prisorit; les cottoniques a continue de conseil le râle d'Arie lucitre, les maire en le secrétaire-izécories deixent en indignant converteurs par lettre adrendie en secrétaire-provincial.

Tont contribuable pout dontes cette information su flestransporte de la mérie marille.

Tont contribuable pour dontes cette information su flestransporte de la mérie marille.

Tont contribuable gouvernour, anarifet que cette néglipense en ce refus des estimateurs est parvenn à se connaignance en ce refus des estimateurs auxquals il enjoint de faire et
ac dépoter set birtein de contest un rélie d'évaluation duise
un délif d'éliéraine.

by so delify d'est par determine, son estimations ablyout faire et déposer le rôle d'évaluation, dans les tronts jours qui sufficiel de la out son some le lens somination.

740. Les estimateurs nommés par le lieutenant gouverteur, en verte de l'article présédént, n'exercient leurs long-cens que relativament au rôte d'évaluation que les estima-turs es office out opris de faire.

Des estimatiques sont des officiers manistipaux; et, dans l'ex-cèlée de leurs devoire, ils sont revêtus des mêmes divits

wotre, tenus aux mêmes obligations et sujets aux même of periodis, tome sux momes obligations of square and penalities pour refut, negligence, défaut on omission, que les constitues de la constitue de la constitu the control of the le opical and the land of the land

cation and will not fait par trois évaluateurs dont l'un a 5 nomine par le maire sur le recna d'agir de l'un des évalua-urs nomines par le conseil, même si cette nomination du maire t ratifiée par le conseil, lors de l'homologation du rôle, es The brook militing The state of the s early of Lor George Is, 24 J., 9. 213, 11 we bee jugo qu'un rolls worndoll 19th diele de charles in de production de very de constitution de constit

TWE To Hentenant proviendul pout, it his definition nominal par les despois de l'active 720 comment ou néglis grant de filtre et de déposér le rêle d'évoluntion deux le compression par de nouvelles étables de le complete par de nouvelles étables de le complete par de nouvelles étables de déposés internation de le fait de déposés internation de le fait de déposés internation de le fait de déposés internation de le complete de partie par le compatition de le c

750. Annied? (in the setting course out depole to the gravalustion on burning du ponsoit, le inspectation de footier colvent donnie un avin public.

755. Les trais attimateure delvent agir four specialis dans le confection du rêle d'évaluation.

to the production of the produ

stated the paid astrono I regulate the some with our since beginning The Line of the PITRE TROISIEME LAND OF THE PROPERTY OF THE PR

EXAMEN DU HOLE D'SVALUATION.

是是在1000mm。1000mm,1000mm。1000mm。1000mm。1000mm。1000mm。1000mm。1000mm。1000mm。1000mm The (fet or amends par & de Q. de 1978, 41148 Plets, of 10, a 27.) Lis conseil local doit, dans les treats jours qui su vent l'avis densé ca vesta de l'acticle 782, exac d'évaluation déposé par les netimetéure et l'amender, même en l'abrence de demande seu gliainte à cét effet, en faisent l'évaluation de teux bions impossités dest d'entréparait été entréparait des principes et en yémentériment tels biens duis sinsi que let valém, et toutes autres particularités, y ayant repport d'aprè l'article £10 ; ou returnéant teux biens ye montibunée pur erroure en faisant, un chiffé qu'il croit cen voiable, teut évaluation de future impossités qu'il croit cen voiable, teut évaluation de future impossités qu'il groit paroix été futte au dessure con de future impossités qu'il page avoix été futte au dessure con de future impossités qu'il page avoix été futte au dessure con de future impossités qu'il page avoix été futte au dessure con la future de particulaire qu'il page avoix été futte au dessure con la future de la contration de la contration de la contration de future de la contration de la évaluation de hiene impossibles qu'il juge avoir été fulté au dessus on aq-desseus de my vrais valour; réalle on manallé, et en corrigeant les nomes des personnes qui y continuentes on la désignation des touristique qui y continuentes en en y insérant on que les estimateurs ent omis d'entrer.

ine Die

THE PROPERTY OF

own out

re fone

Los Page e divite que la

work mitten d. Hun a. Cyp] ma

BAY S. O

Calculated as stold land page a role of freeless to provide the little of the land of the

1877. Le conseil, lors de l'examen du réle d'évaluation dels prandre aganelessance des plaintes produites à son busses sumrification reshalament devant lui et aptendre (quite gratti intéressée et les estimateurs présents, sinsi que lesse témpiné 1000 Topt emondement fait an rôle diévuluation dalle linearit sur le rôle lui-même ou sur sus papiers qui ye

on déclaration attentant l'exactitude des amendements en décomment le nombre ainsi que le date à laquelle ils ou ses faits, doit être inberite sur le rôle ou lui être annexes, sous there du président et du sécrétaire-trésorier.

780. (Amendé par S. de Q. de 1882, 45 Vien, a 38, a. 8. Il est du deveir du maire et du secrétaire-trésorier de transmettre, dans les dix jours qui suivent l'expiration des trente jours mentionnés à l'article 734, au burgen du conceil du somté et au secrétaire-provincial une copie certifiée du rôle d'évaluation, tel qu'il m trouve alors.

740. (Amendé par S. de Q. de 1882, 45 Vict., c. 36, c. 22.) Tent: conseil de comté doit, dans le couse du mois danne tembre de l'aunée dans laquelle les neuveaux rêles d'évalui. tion sont faits, on vorta de l'atticle 716, ou à une époqu funchte firse par le conseil de comté pa le préset du somié, evis spécial étant donné préalablement à tous les membres qui composent le conseil,—examiner tous les rélée d'évaluation faite dans les municipalités lecales du comés at actine de see municipalités locales est proportion de la celle faite dans les sutres, et augmenter ou diminues, s'il est besoin, le montant de l'évaluation partée au rélu de chacun de ses municipalités du taux pas sont qui lus paraît nécesmire, pour établir une juste proportion entre tous, les rôles d'évaluation faits dans le municipalité du courté.

or the party of the party of the contraction of the

tit

Oli i

odemente. Selle ils os nexte, ap

er de transdes trente -conceil du Aéo du rôlê

. 36, .. 22.) ole delimp os d'évalue une spoque e préfet du tous le un les roles du combénat : faite : dees nace a celle et, pil est de chacun araft méces ar les rôles

eastern di We Frank Co. Ménumotae le canagil de apputé pe paut, se auseum des léuire le minimale étall de léus les rétes d'évaluation une le municipalité du comté et transmis à con feurese Le gêle d'évaluition nind autéudé sé suit que pour l

TAL. Hane copie d'un nouveau réle d'évaluation rejuin mire au lutreau du coureil de comté après l'éxamen fait mires de l'article présédent, le coursil de comté doit, dans rente jours qui suivent la transmission de cette copie, pres im sommunication du nouveen rôle, et, e'il est besoin, proportiement le montant de l'évaluation avec célul des rô-des autres municipalités locales du comté, d'après la rè-preserite à l'article précédent, mas toutefois diminuer man nter les divers montaits des rôles d'évaluation ch m les entres municipalités.

Tag: Tout rôle d'évaluation entre en vigueur, tel qu'ai monité s'il l'a été fans le tempe proporit, ameliatine (ppel pendant devant le conseil en comté, en vertu de l' iele 22 pour les fins locales, à dater de l'expiration ronte jours mentionnés à l'article 734 et pour les fins trente jours mentionnés à l'article 784 et pour les des de comple l'expiration du délai pendant lequel le compelieu senté pouvait en prendre conveinance.

la défeut de se conformer à ce qui est pressit par les att cles fêt et fél de la part du conseil du comté n'empéche pi séamoins l'entrée en vigueur des rôles d'évaluation pour le And descentification as the first account of them was and easily therefore were a

764. (Tel qu'amends par S. de Q. de 1871, 35 Fiel. 4. 1 # 4.) Il reste en force jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nom veau rôle d'évaluation fait d'après les dispositions de e titre; et, pendant ce temps, il sert de base à toutes taxe contributions, repartitions on deniers, main-d'ouvre du maté rianz imposés en vertu des règlements, pro--verb cottes de répartition municipeux, sinsi qu'à toute qualification foncière, excepté celle des conscillers locaux, et au palement de toute dette municipale, sauf lus cas particuliers et il en set autrement disposé par les dispositions de ce Oode. (1)

⁽i) Just: Que l'acte électoral de 1875 yeut 10. Que le rille d'évaluation soit conclusif quant à la valeur de la propriété ; so Que personne ne soit sur la liste des électours, s'il m'est sur la rille ; so. Que tous coux qui purainaeme qualifiés, par je rôle, soient sur la liste électorale, à moine de disqualification personnelle, de mateure à ne mouvein apparaître par le rôle.

STERNA CHINA ORASETUR QUARRIEDE

and the second year, in the second of the se

746. (Abreyl par R. de Q. de 1871, 35 Fiet., ch. 194112)

Die le Code Runtipal ensulent la minière de s'attaction la color de des la color de la col

Argi moment où bé fait le litte, pat le jestibul: qualification dait, exister et appropries pas,

Journal of Hallant Corte is described.

And flow the first the continuent of the con

Bo. C a val donne loyer e moius exigée

village

ain 18

variat aux questions profes par est relegivement à l'égle variat aux questions profes par est relegivement à l'égle sette de des biens et est leur refus de donnés ou rengaligné-sents ou de répondre le vérité à ces questions, tels proprié-tires ou occupants esseurent une pénalité de pas moins de les sites ou occupants esseurent une pénalité de pas moins de

La (Amendé per L. de Q. de 1882, 46 Viet., ob. \$5, a. 35.) Amendo per il. de Q. de 1882, de Vest, et est est est de propriétaire ou d'occupant d'un terrain minutionné su rôle d'évaluation en force, le competitoir de requête par écrit à det effet et sur prouve sufficients, doit billes le nom de l'ancien propriétaire, on occupant et inserire celui du nouveau ; ainsi que le nom de tout locataire d'un terrain porté au rôle d'évaluation.

746u. (Tel que décrété par S. de Q. de 1888, 48 Vist.

et. 28, s. (5.) Le conseil local doit, chaque année qu'il n'est perfait un nouveau rôle d'évaluation, reviser et amender le rèle d'évaluation en force pour les fins locales seulement en rmant was formalitée prescrites par les articles

Colle révision à lieu sux mon de l'aspé, Rimouski, Kamoura dans les districts judiciaires de Gaspé, Rimouski, Kamoura dans les districts de juis les districts de la light de n révision a lieu aux meis de septembre ou cet Montmagny, Chicoutimi et Sagueney, et aux mois de juin en fullet dans les autres districts de la province.

Les amendements ainsi faits au rôle d'évaluation autres

diatement en vigueur, sujets néanmoins à l'appel à la our de Ojreuites vertu de l'article 1061." (1)

de. Que le conseil peut, lors de la révision de la liste remplacer e nous de ceux qui n'étalent pas avant cette époque proprié-lires, cocupanté en locataires, par ceux qui ont cette qualité lors

de sa confection.

50. Qu'en vertu de la clause 8 \$ 2 de l'acte électoral de Québec, le valeur annuelle d'un bien fonds exigée par la loi, suffit pour donner le cens électoral au propriétaire et à l'occupant, même quand la valeur réelle ne donne pas cette qualification; mais le loyer exigé par la loi se donne pas le cans électoral au locataire à moius que la propriété dont si est locataire ait le valeur réelle exigée. Cour de Magietrat de Terrebonne, S te. Scholastique, Si juin 1876, De Montigny, Magietrat, Gratton es. Le Corporation du village Ste. Scholastique, R. L., p. 256.

Dans Filiatrault es La Corporation de la paroirse de St. Zotique, C. S. Montréal, 9 mars 1886, Mathieu, J., 14 B. L., p. 405, il a été jugé que la qualification des électeurs parlementaires, exigée par les sections 8 et 8 de l'Acte Electoral de Québec, doit exigée par les sections 8 et 8 de l'Acte Electoral de Québec, doit exigée par les sections de la liste, et que le rôle d'evaluation de fait fei que de l'extimation des biene fonds.

o rôle de perception pour les fins scolaires n'e n malifés du rôle d'évaluation municipale ; que l

when he was a superior of the superior of the

de fill operation of the state of the state

The south designs of the later of the description for the design of the

The light of the office and the all off a ret many the cost of the

sidered and amount over the first and the start of the first of the second of the start of the second over the second of the second over the s

The standard of the standard o

the function of relative personal in the sentaines a set

The thirty of the state of the CHAPTER PREMIER

dis Tens les chémins qui sondéfisent évoluitésme Arquelires de chemin de les ou à listes de béle, aux p au de sur pouts de péage; et tous les chemins p apis cour montionné à l'article 751, cont some f discomposations municipales, et sont faits et uni e dispositions do co codo. (1)

: 株艺艺 is that here white allow ridges m The state of

to the work of a little by al istint Side MET La te William 6 Carrier " das Dine Hear Species AT MAYE Zaw Yars

i practica And Also W. WHITE

conneil on le bureau des délégués sous le direction quel sant ses éhomins peut aujoindre, au propeiétaire ou l

den jost chemin ouvert et fréquenté per le l'aspace de dix. Aprit de la loi. O. B. B. Quit Myrand of Edgard Doubles

State of the de root and

The chamine public sous le contrôle du guverpe-ment iédéral que provincial; et les chemine à barrière, régis en vertu de l'ettre-patentes ou de chartes particulières, et d'après le chapitre soizants-et-dix des fitatus Refondas pour le Res-Canada, ne tembent pas sons la direction des compete-tions municipales. (1)

A I

relpe

Ne

PORT

Propo aboli

des of -75 Jusqu

tonte chem entre. sipali comt entre muole

92'11 2

TEG, Lotorrain compé par un chemin municipal appui Hent à le corporation municipale com la direction de laguel lició placé et ne pout être aliqué en aneune manière, ter guill est employed a cet unagen as the an appendate, at assumble

le Campo de Leclore en la Commegnie le Phinia Claire, C. S., Monuréal, M nove If i été finel que par le sect. 40 un élap. out 1919) le Viet, intitudé : Leté poin de finer les taux de péage qui ne dolvent pe nentiquines deux le cédule B annerde au dit céte, à pétige méntitionnes d'une la disc déule sont de de les résentes et donn per mille de chomin parte de camin de fait par la compagnie, qu'une com le camin de fait par la compagnie, qu'une com le berriète à le droit de placer, dans un village, près de l'entrée d'un chomin conduitait à une prise de l'entrée d'un chomin conduitait à une prise de la compagnie, que un prise de l'entrée d'un chomin conduitait à une prise de l'entrée d'un chomin conduitait à une prise de la compagnie de la compagn chemin à barrière a le droit de placer, dans un village, deux herillers pris de l'entrée d'un shemin condutant à une gare du chemin de for, pourvu qu'un seul pénge soit exigé de deux quimarcerant les dans barrières aux le chemin macadamisé et que de
fait ess deux barrières n'équivalent qu'à une seule; qu'une personne qui ne demeure qu'à une distance d'environ trois arpenia
des ditts barrières, n'est pas tenue de payer, vu qu'ellerra par parsoura un mille du chemin macadamisé; et par C.B.R., Montrees,
tédéctabre 1904. Sir.A. A. Dorion, J. su G., Monk, Ramany, Tesièr et Baby, JJ., La Compagnie du chemin de péage de la Reinte
Claire et Leolerc, 1 Montreal Law Reports, Q. B. p., 298, et 8 L.
R., p. 283, l'a été jugé, renverant le jugement de la C.S., que
le péage est du quoiqu'un mille ne soit pas parcoura, et qu'un
hermes du Ocde Runicipalités de village, et que l'article 27 du
même Code n'est que pour indiquer quelles municipalités locales
compremnent les municipalités de village, et que l'article 27 du
même Code n'est que pour indiquer quelles municipalités locales
compremnent de village qui tombent sous la règie générale disblie par le paragraphe 3 de l'article 19; qu'en vertu de lettresblie par le paragraphe 3 de l'article 19; qu'en vertu de lettresblie par le paragraphe 3 de l'article 19; qu'en vertu de lettresblie par le paragraphe 3 de l'article 19; qu'en vertu de lettresles des la colifié par 10 Viet., ch. 25; une compagnie à le drête
d'empierrer un chemin de fer dans une mantelpalités de village,
et d'y poser des herrières et d'y percercir des pieces.

assure fr

or factific for d'applique par ab Armin, d'at abands fillent canhaireacht à un passage d'ong en han polit faggi at dopt lanteuraix sont à la charge du propriétaire at painage d'ont de pant despinge (part de many)

750. (Thi qu'amondi par S. de Q. de 1878, 41-42 Fist., ch. 11. a 29.) Toute partie de terrain de chemin abeli revient, de dreit au terrain dont il a 646 défaché et est à la chappe de l'obsupant du ce terrain.

Si la terrain de chemin abeli m'a par 446 fétaché des ferrains voisins, il revient de dreit aux terrains entre leoguele di est abeli paux moitié à chapus.

Mésamoins si un des propriétaires voisins de chemin abo fournit la terrain en une partie du terrain nécessaire au nouveau shamin, la propriété de l'ancien lui appartient en proportion de celui qu'il a fourni.

Los permennes qui entides parta de alétures dems le chamis aboli, autont la droit de les enlaves dans les quines leitre après la les matures de les chamines parters agrès et de les constants de

-TELVILLE Branius manisimous sent des altemies locats: es des chemins de comté.

755 (Amendépar fl. de Q. de 1883, 46 Fiet., c. 36, s. 36.) Parqu'à non aguille en seit autrement dispendent regin des Particle 766 ou 750.

1. Tout chemin of toute partie de chemin municipal, située toute entière dans une seule municipalité locale, est un

chemin local:

2. Tout chemin ou toute partie de chemin municipal, située entre deux municipalités locales, ou partie dans une municipalité locale et partie dans une autre, est un chemin de somté ; et si ce chémin ou cette partie de chemin est située entre doux municipalités locales faisant partie de deux manioipalités de comté il est de ces deux manicipalités comitée (Dreit et l'eve d'Enda An elle se en ent su

⁽¹⁾ Jungiqu'un checain verbalisé par le Député Grand Yoyer equeell de courté, et avant le mise en force de l'acte des multipellités et chemins du Res-Canada, du Code Municipal, et aloqu'il n'ouistait pas d'autres conseils municipaux que les conseils soutés, est un chemin de comté et qu'il doit toujours et comus et désigné comme tel jusqu'à ce qu'il soit autrema changé ou modifié par l'autorité compétante qui au la trema de courté ju-maiorité compétante qui au la trema de courté ju-maiorie, et qu'un cohecil municipal local n'e titre pouveix, ai anceme jurisfiction pour amendés, changes ou modes partiel changes qu'un chemin attre sont outles dans une sent The state of the s

786, Tout chemin municipal counts, lors de la mise en force de ce Code, comme chemin local ou de comté, continue étre désigné et régi comme tal, jusqu'à es qu'il soit autre ment règlé sous l'autorité de ce même Cede.

757. Les chemins municipaux sont sous la direction des corporations des municipalités auxquelles ils appartiennent, S'ils sont les chemins de plusieurs municipalités de comté, ils sont sons la direction conjointe des corporations de ces municipalités de comté, représentées par le baneau des delegrate. (1) " manufact of a no things of some north, a congress and a

758. Le conseil de comté peut, par résolution, ou dans un

proces-verbal, déclarer :

prection d'une corporation locale 1. Qu'un chemin sous de la municipalité du counté, soit à l'avenir un chemin de

comté, ou

2. Qu'un chemin de comté sous la direction exclusive de la corporation du comté, soit à l'avenir un chemin local sous la direction de la corporation de la municipalité lecale dans laquelle il est sièué ou qu'il sépare d'une autre : lité (2)

ligne de division réparent le territoire de deux municipalités lecales, est un chemin de comté au désir du Code Municipalités lecales. C. U., Montréel, 20 décembre 1884, Mousseau, J., Goulet es. Le Corporation de la paroisse de Ste. Marthe, 29-J., p. 107.

(1) Voir note sur article 798.

(1) Your note sur article 783.

(2) Jugé que la déclaration autorisée par l'article 758 du Code Monicipal pour rendre chemin de comté un chemin local et vice verse, ne doit être publiée en vertu de l'article 761, que dans les municipalité à intéresses au procès-verbal.

Qu'une désignation du bien imposable, dans un procès-verbal par rétéreuce aux numéros successifs du rôle d'évaluation indiquant ses biens, est légale et régulière. Cour de Magistrat, Acton Vale, 22 septembre 1875, Moltvilla ve. La Corporation du Conté de Bagot, 7 R. L., p. 380.

Que, par cet article, le conseil de comté peut, dans un procès-verbal, déclarer qu'un chemin sous la direction d'une corporation locale de la municipalité du comté soit à l'avenir un chemin de comté, et que cette disposition du Code ne restreint vas le nouveir du conseil de comté su cas où il entendrait sour le restreint vas le nouveir du conseil de comté su cas où il entendrait sour le fretenir le conseil de comté su cas où il entendrait sour le fretenir de ce chemin, des proches d'une autre municipalité locale voisine, et autorité la conseil de comté à déclarer un chemin local chemin de comté la conseil de comté à déclarer un chemin local chemin de comté la conseil de comté à déclarer un chemin local chemin de comté la municipalité locale où il se trouve attue.

O S. Montreal, 29 mai 1665, Mothèse J., Lacombe ve. La Corporation du Comté d'Hochelaga et al., 18 R. L., p. 611.

1. Qu'un chemin local aitué dans les limites des municialités de comté dont il représente les corporations, soit à l'arenir un obemin de comté sous la direction conjointe de ses corporations de comté, ou

Dans le cause de La Corporation du comté d'Arthabeshs et Patoine, G. B. R., Québec, é février 1886, Dorion, Juge en Chef, (dissident sur le tout), Remsey, Tessier, Cross, JJ., Raby, J. (dissident quant aux dommages), 9 L. N., p. 83, il a été juge que lorsqu'un cosseil de comté tait d'un chemin local un chemin de comté simplement dans le but de l'abolir, la cour inserté dra pour annuler telle décision.

Lo jugement de la C. S., Arthabeska, M man 1985, Pla

J., cat en osa termes :

La Cour rand le jugament suivant :

A la date du 18 septembre 1882, il existait un chemin municipal loca!, verbalisé, sous le contrôle de la municipalité de la percisse de St. Christophe d'Arthabacka.

Co chemin, situé tout entier dans les limites de la municipalité de St. Christophe et à la charge et an bénéfice des habitants du premier rang de cette paroi-se, était le chemin de front du dis

premier rang seul.

A la date undite (18 septembre 1985), la corporation défenderesse a, par résolution. homologué un procès-verbal ordennant
l'ouverture et l'antretien d'un nouveau chemin de front du dit mier rang.

Sur appel par le présent demandeur, le Cour de Circuit a annu-

lé et cassé le dit procès-verbal sinsi homologyé et a remis les chôses en l'état où elles étaient avant la dite homologation. Cette décision de la Cour de Circuit a été rendue le 14 mai 1883.

Cependant, dans l'intervalle de temps écoulé entre la jour de l'incitution des procédés sur le dit appel et la date du jugement suedit, savoir le 13 décembre 1882, la corporation défenderesse a assé un règlement faisant du vi-ux chemin un chemin de comt a en même temps passé un autre règlement abolissant le dif vieux chemin, tout en le laissant à la charge des intéres

qu'à ce que le nouveau fut fait. Comme matière de fait, il est bon de mentionner iei que la cor-poration défenderesse n'a rien changé à l'ancien chemin et n'a rien fait pour donner suite à sa résolution d'ouvrir le chemin

Le demandeur intéressé à la continuation du maintien de l'ar cien chemin, a poursutvi la demanderesse, demandant qu'il soit adjugé qu'elle n'avait pas le droit de faire du vieux chemin un chemin de comté, et que sa résolution à cet effet soit déclarée chemin de comté, et que se résolution à cet effet soit déclarés nulle et annulée, et le dit chemin remis sous le contrôle de li municipalité locale. Le demandeur réclame aussi des dommages La défenderesse, a plaidé que la résolution dont se plaint le demandeur est lettre morse, n'ayant jampie été promulgués.

cale dan annivipa-

olt autre

otion doe:

tiennent le comté

na de ce

dian in

hemiu de

一种 地名美国 sivo do la al some la

1. 1. 1. 2 4 76 on locale

ricipalit ntreel,

8 du Code local et que dans

ces-verbal. valuation. Magistrat, ration de

an proces corporaint res le d'onde comité les pro-. La Cor-

Li Qu'ingichienfin de comité sous la direction exclusive d'une des corporations de comté qu'il seprésente, soit à l'avoils sons la direction empointe de toutes ces corporations de

3. Qu'un chemin, sous la direction conjointe des corporations de comté qu'il représente, soit à l'avenir un chemin de comté ns la direction exclusive d'une soule de ces corporations de somté ou un chamin local sous la direction de la corporation de la municipalité locale dans laquelle il est situé ou qu'il separe d'une autre municipalité.

e demandeur a répondu que son droit de se plaindre est evec l'adoption de la résolution dont il se plaint.

tio

tio fail

de l . (1 con Dag

avec l'adoption de la résolution dont il se plaint.

Si le prétention du demandeur est fondée, la procédure qu'il a prise est légale, parce que d'après la jurisprudénce, il pouvait expres et démande d'après le droit commun, es qu'il a fait. Mais sette position est elle fondée? See vértables conclusions sont à l'effet que la résolution dont il se plaint soit déclarée nulle.

Or, d'après le Code Municipal, une telle résolution est une lettre motte tant qu'elle n's pas été promulguée, et de fait elle ne l'a jemais été. La cour ne pout donc pas déclarer nul, ce qui légalement n'emiste pas.

C'est pourque la demande est renveyée avec déclarer.

C'est pourquoi la demande est renvoyée avec dépens.

Os juggment fut renverse par la C.S. R., Québec, 30 mai 1888, tuart J. en C., Caron et Andrews, JJ., qui rendit le jugement

Considérant que le demandeur a établi les allégations exem-tiellés de sa déclaration et notamment que le dit chies in établi en 1891 était un chemin purement local, et n'était pas sous la juri-distion de le défenderesse; Considérant, conséquemment, que la dite défenderesse ne pou-vait légalement clore ou abolir le dit ancien chemin, et qu'il était aussi litégal pour elle, de passer une résolution déclarant le dit chemin, chemin de comté, dans le seul but de le former de suite; Considérant de plus que quolque la dite résolution ne fut pas publice, elle ne doit pas être considérée comme n'existant pas, ainsi qu'il est erronément déclaré dans le dit jugement; Considérant que le dit demandeur a aussi prouvé qu'en raison

Considérant que le dit demandeur a aussi prouvé qu'en raison des dits actes illégaux de la dite défenderesse, il a souffert des

demmages à un montant de pas moins de vingt plastres.

Considérant qu'il y a erreur, etc., a renversé, étc., et déclare la dite résolution nulle, et condamne la défenderesse à payer au demandeur la dite somme de vingt plastres pour dommages, et les frais de l'action telle qu'intentée an C. S., et les frais de oette

Or jugement à été confirmé par la Cour d'Appel.

s qu'un chemin local entièrement situé dans les limite me municipalité locale, se peut être duvart, établi et déclaré smin de conté par la corporation du comté, qui n'a ce pouvoir s lorsqu'en chamin local a déjà été établé ou prilomé par l'auTwo, if their de these additionation falts its verile at Few on its l'autre des deux articles précédents, les traveux à faire, sur le chemin au sejet duquet la réspiration a été pussés, deviennent à la charge exclusive des contribuables de la municipalité ou des manicipalités dont les corporations ont la direction du chemin, et qui sont tenus à ces travaux par les prodès-verbaux ou par la loi, ou à la charge exclusive de la corporation sejon le casi

TEL. Les déclarations mentionnées aux articles 758 et 760 no penyont stre faitos qu'après qu'un avis publis a 666 donné à cet estét, et detrout être publices aussitét après lour passe tion. (1)

corité sopapétente. O.S. K., Québec, 28 février 1880, Merediffi, lugs en C., Stuart, Oaron, J.J., Bothwell es. La Corposition de Wickham obset, é R. J. Q., p. 45.
Qu'un conseil de somté se peut, par procès-verbal, établis en chamin dont une partie se trouve dans une municipalisé lécale et l'autre partie dans une sutre municipalité locale du somté sams déclarer d'abord par récolution ou par procès verbal, pue se chemin est un chemin de comté; que tout chemin établisses es chemin est un chemin de comté; que tout chemin établisses en conté de la comté de conté de la comté de la comté de conté de la comté de la comté de la conté de la con comté came déclarer d'abord par récolution ou par proce-verbel vine se éhemin est un chemin de comté; que tout chemin établi par un comté delt être maintanu sous le contrôle de tel conté; et que dans les contés de Stanstead, Brome, lifesiequois Hamingdon et Richmond, à l'exception de certaines municipalités mentionnées dans l'article 1800, C. M., il doit être construit et entretenu par consribution générale sur toutes les cerporations du somté, en proportion de la valeur totale des biens tanables, excepté dans le cas mentionné dans les articles 190 et 191, et qu'une répartition pour un chemin de comté à l'exception continue dans les articles 190 et 191, et illégale. C. C., Btanstead, 18 novembre 1878, Sanborn, J., Ball et al., Appelants, et La Corporation du Comté de Stanstead, intimée, 17 J., p. 313.

Que lorsqu'un procès-verbal déclare qu'un ouvrage sere, fait sous la surveillance du censeil de comté, la corporation de la paroisse où est situé l'euvrage n'a pas le dreit de le faire, faire

paroisse où est situé l'envrage n'a pas le dreit de le faire faire et de poursuivre les contribuables pour en recouvrer le coût. C. S., Montréal, 29 novembre 1875, Johnson, J., La Corporation de la paroisse de Ste. Geneviève vs. Leganit, 5 E. L., p. 467.

Voir moin sur article 793:

(1) Juge : 1. Que, pour avoir droit à un avis public, il faut être contribuable en vertu d'un procès-verbal ou de la loi, s'il n'exist

pas de procès-verbal.

2. Que la déclaration autorisée par l'article 758 du Code Municipal pour rendre chemin de comté un chemin local et vice serves, ne doit être publié, en vertu de l'article 761, due dans les municipalités intéressées su procès-verbal. Cour de Magistrat, Actor Vale, 22 septembre 1875, Relevilla ve. La Corporation du Comté. le Baget, 7 R. L., p. 300.

ns de ution

om LA

rouls'

le dit suite; ut pea at pag

raison rt des

lere la au de

DUVOL

or 400 pour hallowedler

discription of the process of the pr

the continue of the continue o

res. Le chemin de front d'un lot est toute le partie de se qui travano la lot dans se largeur, ou auquel aboutit

Au ous on un chemin est le chemin de front de deux range, to moitié de ce chemin adjacente à chaque let est le pin de front de tel lot

Les chemins dans les municipalités de village sont des skamins de front, à moins qu'il en seit érdenné autrement par le conseil. (1)

cót

DE L

Duni Bothwell of L. Corporation de Wicking One Silver Des Leredit of T. on C. Studen of Carlot of Carlot of the Carlot of Carlot of the Carlot

[·] 用数字符 · 对 · 数字 · 的类型

pet and dellar, della dell

Cont connected of the local state of the local stat

Total Dissipation on training the property of the property of

Las chamins municipant existent, lors de la miss en fin \$1.90 fiede, houvent chareyver la largeur qu'ils ent là est paque, bien que cette largeur soit moindre que celle requi per le let en vertu de laquelle ces chemins ont été établis.

Type Tout chamin do front qui est déclaré ou une fonte, ou soute route qui est déclarée être un chemin de finét, des connerves se lergour primitive di evant cette déclaration elle Type. Tout chemin doit avoir, y'il en est bentin de facilité.

77 f. Tout chemin dott avoir, wif en det besoin, he shapen odté un foaté convenablement fait et agant une largeur et une ponte sufficantes pour l'écoulement des cours tant de chemin que du terrain voisin, et auteut de risoles qu'il de cett besoin pommaniquant d'un foaté à l'autre.

miles de group, sie pout avoir :

chal did continued on the continued of t

de d'arthe, tent pertie des theisine minispect et the steres.

de d'arthe, tent pertie des theisine minispect et the steres.

de findrikes, les gridgiets, ten entre professes et autres reign diagoreses, à combbe du à triveller, de manifest d'artifest des chiestes de diagoreses perties des chiestes de diagoreses perties des chiestes de diagoreses perties des chiestes de diagoreses de diagoreses perties des chiestes de diagoreses de diagores de diagore

The later of the particular of the properties of the particular of was the off inflation and and

Bene Whitman et Le Corporation du Cantin de Sambridge B., Montréal, 16 septembre 1822; Dorien J. et C., Montréal, 16 septembre 1822; Dorien J. et C., Montréal, 16 septembre 1822; Dorien J. et C., Montréal, 18 J., L. T., et C., dissided, 28 J., et C., et C. all a supplied the street and the supplied to the

procession de la constante de departe de abando de la competita de la constante de departe de descripción de la constante de constante ourself on they on standaly no superglooms and to almost

770. Les travanx de construction, d'améliorettes et

d'ontretien sur un chemin municipal, ordonnés par la lei et par procès verbel ou sèglement entrant le ces sent faits : des procès verbeux ou des règlements qui réglements en chemin, ou à défaut de procès verbeux ou de règlements en vertu des inflapositions de la loi;

⁽i) Jiros que estarticle, tel qu'amendé, n'antorire le sur ant en faisant le proche-verbal d'antahonie, à inclure, de apositione de se proche-verbal, que le meiste de la altern (6) 海、沙漠 建筑的建筑

The second second such as the first and the first and the second and

Les serraine de la Couronne se anni par, nemigent la la lavorage de shandar quenteficazz; et les cheminalistes fon la larraine sont faite et autrepara sonamé routes de la larraine de la Couronne de la

Tall Objects for switch let us us therein a did street of the properties of the street of the

was I'm contribuable d'une municipalité lecele a la mun any travaire d'un chemin situé dans une manicipalité o voisino, à moine que ce chemin ne soit un chemin de contil. (1)

⁽¹⁾ Jean qu'un réglement munécipal, fait par un comudi les sannant que les ponts sur un chemin soient faits par tous l'accommant que les ponts sur un chemin soient faits par tous l'acquilé, pour cause d'illégalité, si les propriétaires et les terrains, peut ét cont de Diusteurs municipalités locales ; que ce chemin set themin de comté et tembe sous la juridiction du conseil sant. (C. C., Montréal, 20 désembre 1894, Monsein, J., Gond. Jis Corporation de la Privature de Ste Marche, 20 Ji, p. 1897. Gine, loraqu'une partie d'une municipalité en a de l'acquire partie d'une municipalité en a de l'acquire partie d'une municipalité en a de l'acquire de la contributable desse la désenté me montréalisté de la contributable desse la contributable de la contributable

Topic lied typovaranete los aberalina to mentire products par lie dispedition ple let proces-rerbanz its par lies abylen consell qui-lie conservant.

ot pla jos proces artic bonnell qui lier concernant, artic bonnell qui lier concernant, artic bonnell qui lier della sed della consideration della della controllo del linepostenz, de Signore dis-alla quatratio del linepostenz, de Signore dis-alla quatratio della consideration d ob le controle (d'un officier applehet les un prode vechaltes hatesendet; pà

pure de delegra pas la direction de la directi

The Lee travaux de construction, d'amelloration d'entretien ent les blemins municipaux peuvent être que contrat adjagé et pané d'après les règlés presentités et les celles est ainsi ordonné par les procès-verbans et par

rigioments qui les régissent ou par le conseil. our frais de la corporation, peuvent être donnée et adjugée la mailère et aux époques preserites à l'article 828.

700. Tout chemin municipel dels être tent, es toute con dans un bon ordre, mus trous, caliete, ornières, penfer, ches, ambarrate ou nuis nose quelconques, avec garde des

The state of the s

All the second of the second o

and and order to delegante.

The first the state of the s

nam (m. Saveur) gold des personnés intéresses, soits de la diporation ou d'an officiée municipal dans les cés de de la multimité interés d'énts et est est en passible d'une aince l'anne d'équatre plactrée péur abaque jour qu'elle sultée e delige de faire ces tarraux, d'an l'éposse passible d'une au l'éposse passible de la la contract de la contract

70%. Quiconque, sais motif on autorité, coupe, matris ch schore des arbrés plantés ou comervés pour l'embellies antidas emchémin municipal, ou des potesus, instript evragne ou chiéte qui font partie du chemin municipa en dépendent, est responseble de tous les demmiges course par lui, et est en outre passible d'une amende de pes moins le faut, ai de plus de cinq planten.

The Languid par 45 Vict. o. 35, s. 16, et S. de C. de 1886.
Met. e. 38, s. 15.) Louis companition out chilese de frim

This est, at interpreted oneside as the second of the seco

dirie aboutive tone is director to be a series of a state of a sta

distribution of the second of

Constitution of the production of the production

Di Spati: L. Gue, daub en besten populates, il destruction, and Passaccio de Spatial de Consession d

L'Question and pouredité pour pénalité acrèse une déposition pour proir proir réging. d'estrateur les chédiens, il régin par le manufactur de la déclaration, que les chemiles deux liferation que les chemiles deux liferation de la manufactur de la parciagne de la liferation de la parciagne de la liferation de la parciagne de la liferation de la partie de la parciagne de la liferation de la partie de chemiles que la liferation de la partie de chemiles que la liferation de la partie de chemiles que la liferation de la partie de la partie de chemiles que la liferation de la partie de la

in the des corporations making the Code Manacipat, goard passaleté proviousée par l'arctale 788 de Code Manacipat, goard manuale 888 de Code Manacipat de Manacipat de Code Manacipat de Cartinge des contribuables, même et l'absence du rappart de l'argenteur, exigé par l'article 800, C. M., et du réparament l'argenteur, exigé par l'article 800, C. M., et du réparament l'argenteur l'article 805, et qu'il n'est pas adecensité qu'ance requir par l'article 805, et qu'il n'est pas adecensité qu'ance requir par l'article 805, et qu'il n'est pas adecensité qu'ance requir par l'article 805, et qu'il n'est pas adecensité qu'ance requir par l'article 805, et qu'il n'est pas adecensité qu'ance les passalles de la large de la company de la large de l'article su l'article 805, et qu'il n'est passalles et l'article 805, et qu'il n'est pas adecensité qu'ance les la large de l'article 805, et qu'il n'est pas adecensité qu'ance les la large de l'article 805, et qu'il n'est pas adecensité qu'ance les la l'article 805, et qu'il n'est pas adecensité qu'ance les l'articles 805, et qu'il n'est pas adecensité qu'ance les passalles et l'articles 805, et qu'il n'est pas adecensité qu'ance l'article 805, et qu'il n'est pas adecensité qu'il n'est p

Continue Plant Bride Bride State College

198 C. M. t avait été construit d'après sie, et qu'une fois construi on acrait coupable de néglige (D. C. Joliette, 18 janvier 1 de lle Corporation du Capte de La Cory-realist du Canton de Donglas de Accembre 1895. C. B. B. Durling, de du C. lamer des dominages moultant d'un accid de état des chemins, le cour prandre en d de état des chemins, le cour prandre en d de état des chemins les aboutiss en bon dre mars 1676, Meredith, J. en C., 2 R. d. G., and de tenir on failing the corporations mumicipality some tenues de tenir on failing the corporations mumicipality of the conditions conductant have autre memberality of the theorem for the chamine conductant have autre memberality of the theorem for the conductant de cette autre municipality, of the conductant de cette autre range on les restant de la conductant d'un rang han autre dans la même municipalité, conductant d'un rang han autre dans la même municipalité, conductant d'un rang han autre dans la même municipalité, conductant d'un rang han autre dans la même municipalité, conductant d'un rang han autre des article, une corporation du municipalité, d'un rang han foute cuverte en vartu d'un procès corbal. Sture, le long d'uné soute cuverte en vartu d'un procès corbal. Cross, J., et Baby, J., Dufresné et al., appelants, et Moures, mitimé, 13 E. L. p., et Baby, J., Dufresné et al., appelants, et Moures, Qu'une corporation est ébligée d'entretenir les chemins dans qu'une corporation est ébligée d'entretenir les chemins dans l'initée, d'anné même elle ne se serait pas chargés de cet en l'initée, d'anné même elle ne se serait pas chargés de cet en l'initée, d'anné même elle ne se serait pas chargés de cet en l'initée, d'anné même elle ne se serait pas chargés de cet en l'initée, d'anné même elle ne se serait pas chargés de cet en l'initée, d'anné même elle ne se serait pas chargés de cet en l'initée, d'anné même elle ne se serait pas chargés de cet en l'initée, d'anné même elle ne se serait pas chargés de cet en l'initée, d'anné même elle ne se serait pas chargés de cet en l'initée, d'anné même elle ne se serait pas chargés de cet en l'initée, d'anné même elle ne se serait pas chargés de cet en l'initée, d'anné meme elle ne se serait pas chargés de cet en l'initée, d'anné meme elle ne se serait pas chargés de cet en l'initée, d'anné meme elle ne se serait pas chargés de cet en l'initée d'anné de l'initée d'anné de l'initée d'anné de l'initée d'anné d'anné d'anné d'an

description por les dommitges causés par le mauvais état de la troitoire. D. ft. R. Montréel, 19 mai 1884, Dorion, Juge en la mai 1884, Dorion, Juge en la Montréel, Montréel, Montréel, Montréel, Montréel, Intimée, et la lité de la corporation municipale est responsable des minages souderts par une férme dans une chûte qu'elle aurait, de le verant sur un chemin sous le contrôle de la corporation, de le verant sur un chemin sous le contrôle de la corporation, de le chalit vis-èvis catté élévation fils aurait pour la chemin de le verant de le chalit vis-èvis catté élévation fils aurait le chalit le chalit par une fils de douise aux la chalit le chalit le chalit par une fils de douise aux la chalit le chalit le

ture, la construction, l'élarginoment, le changement, le détournement ou l'entroites d'un chemin qui est su doit

prouve que estre dévetim avait été la seuse d'accidente antérieurs se que la corporation avait été avertie de la faire disparaitre. C. S. E., Montréal, 30 novembre 1872, Mackey, ...
Gerrance, J., et Reandry, J. disadent, Higgins et vir et La Corporation du village de Richmond, 17 J., p. 26, 2 R. C., Ard.
The pour constater s'il y a negligence de la part de la corporation, que village de Richmond, 17 J., p. 26, 2 R. C., 47d.
The pour constater s'il y a negligence de la part de la corporation, qu'aix aux fonces il faut établir par la production du prener, quant aux fonces il faut établir par la production du prener, quant aux fonces du maurait état du chemin, de déventé être prince à considération pour déterminer s'il y a négligence. C. Q. Art thanks, 4 (svire) 1873, Ganné se. Le Corporation du l'aixent de du l'aixent l'aixent de du l'aixent l'aixent l'aixent de du l'aixent de du l'aixent l'a

ne sous pa dineation, demandent d'faire règles, d'adminime a fesques d'faire pur se chamin, doit sons délatis

tuart, J., Kelly on La Corporation de la Ciol de Onches, 8 2

July que les aerporations municipales fuit passibles de l'antendre de la composation municipales fuit passibles de l'antendre de la parolane de St. Alphones, I. L., p. 66.

Dans Parent ve. de Corporation de St. Heatt: Fournier et l'originate de l'antendre de l'antendr

Gue les corporations manicipales des responsables des annages cauche par un accident sur un limit qui n'est par un pour public mais est domidéré comme tel. (C. B. R., Montréal, S. Réj tembre 1871, Duval, J. en C., Caren, J., Drummond, J., Radgier de et l'acquire de la Corporation d'Ricci, et Rogers, l. R. C., p. 476. Su'une corporation n'est pas responsable pour la négligence d'apparent en comme qui ent laimé des embarres, dans le rue, lorsqu'il apparent par le condincteur de la voiture auffit pa évitur les embarres (C. B., Montréal, Si mai 1871, Mondilet, J., Magnire se la Comporation de Montréal, 1°R. C., p. 476.

(C. B., Montréal, Si mai 1871, Mondilet, J., Magnire se la Comporation de Montréal, 1°R. C., p. 476.

L Convoquer à une de se séance, par avis public, les contribuebles intércesés dans l'ouvrage projeté et après les

travaux qui ont ché falts dans cette rue par une compagnie de chemin de fer, autorisée par la loi à faire tels travaux dans la discrue, et que si cen travaux out causé des doumnages, le propriétaire doft se pourvoir contre la compagnie de chemin de for et montre la corporation qui n'a aucun contrèle sur la compagnie.

(C. B. K. Québec, 5 juin 1800, Dorion, J. en C. Mouk, Hamay, Tamier et Groen, J. l., le Gerperation de la Ofté des Trois-Rivières, appelante, et Lamiert, intimé, 18 E. L., p. 380.)

Jugé dans le même sens. C. B. R., Québec, le juin 1800, Dorion, J. en C., Monk, Hamay, et Crosi, J.J., la Corporation de la Cité, des Trois-Rivières et Leasard, 10 E. L., p. 441.)

Que le fait, de la part d'une corporation, de laisser ouvert à la sirvulation l'espace environnant l'oquerture d'une passage souttemain, laire protéger le public au meyes d'une balustrade, ou autrement, constitue une négligence et rue faute de la part de la corporation, et, qu'en conséquence, elle, est responsable pour les dommages recultant de cette wégligence eu faute de la part de la corporation de Québec, 10 E. J., Q., p. 201 et 8 L. N., p. 48.)

Qué le demandeur qui paurante une corporation municipale pour le pénint désarche par l'attendament lait eu du article, par la centre de dis l'ours exige par l'attendament lait eu du article, par la cette de dis l'ours exige par l'attendament lait eu du article, par la cette de dis l'ours exige par l'attendament lait eu du article, par la cette de dis l'entre exige par l'attendament lait eu du article, par la cette de dis l'entre exige par l'attendament lait eu du article, par la cette de distribute de la la pant l'aute de l'aute de l'aute de la la pant le cette de de la la la cette de la la la l

Dans la cause de Turgeon vs. La Cité de Montréal, C. S., Montréal, 5 sovembre 1894; Mathieu, J., 1 Montréal Lew Reports, C. S., 111, et 7 L. N., p. 383, il a été jugé qu'une corperation municipale est responsable du dommage qu'elle cause à un propriétaire sur une rue dont elle change le niveau.

Qu'une corperation municipale qui, en versu d'une autorisation de la Législature, permet l'élévation d'une rue ne personne des propriétés affectées par se changement de niveau, et qu'elle rest pas tenue d'élever les bâtimes dans la même proportion que la rue. (C. O., Montréal, 9 septembre 1884, Mathieu, J., Brons-don et al., et. la Cité de Montréal, 15 B. L., p. 616.)

Qu'il y a Heu à un acte d'accumation contre la corporation d'une materialistité rurale pour n'aveir pas réparé un chemin, queigne

Mon Da

woir entendus, s'il out d'opinion que cot ouvrage doit être fait, faire un règlement pour règler, déterminer et répartir les travaux du chemin, ou

constitute de front, et que par la loi, les propriétaires longeant ce chemin soient tenns à son entretien; qu'en ce cas, la cour n'a pas le droit d'ordonner le paiement des fruis de la partie poursuivante. (C. B. R., Québec, avril 1877, Dorion, J. en C. et Tessier, J., La Reime, ve. la Corporation de la Paroima de 3t. financeur de Québec, 3 R. J.Q., p. 285, et 1 L. N., p. 189.)

Qu'il y a lieu à une action en dommage contre une corporation municipale par les propriétaires longeant une rue, parce que serperation en baissant le viveau de la rue aurait intercep d'acciu de la rue aux bâtisons longeant cette rue. (C. B. B. Montréal, 21 décembre 1890, Monk, J., Rameay, J., Raby, J. A., Deharty, J. ad hoc et Jotté, J. ad hec, Merrison, appelant, et Le la late et al. Ce la Cité de léontréal, inkinde, 25 J., p. 1.)

Que pour qu'un propriétaires passes reclamer une indemnité par suite du nivelage des rues, il fant que ce nivelage ait été fait sur la devaarture de 12 parpriété. Le nivelage une le front du voisin n'est pas suffisant. (C. S., Montréal, à location les la Mondelet, J., Mercantile Library Association en le Corporation de Montréal, 2 R. G., p. 107.)

Dans Boutelle vs. la Corporation du Village de Danville, C. C. Shertecooke, 9 juillet 1874, Doherty, J., 6 R. L., p. 2, il a été jugi qu'il à y a pes d'action pour quosissis meruit contre une sorroralion municipale pour travaux faits sur les chemins.

Voir l'opinion du juge Ramany, dissident, dans la cause de rice et al., appelants, et La Corporation de Ste, Genseviève, juilmes, J., N., p. 187.

Ou une corporation municipale a action contre une sorroralion, municipales, et La Compagnie du Graud Trone, intimés, B. I., p. 262.)

Dans la cause de Laurin es. La Corporation de la Paroime du Sault au Récollet, C. C., Montréal, mai 1884, Mouseeu, J., 7 II. N., p. 31/, il a été juge que l'avis de huitijoure et le dépêt de 180 ariges par la section de l'action coordée par cet article, ne sont pair requis dans les actions diviles intentées contre les corporations municipales

Poyée.

Dans Bothwell es. La Corporation de Wickham Ouest, C.S.R., Ousbec, 26 février 1860, Meredith, J. en C., Stuart et Caron, JJ. R. J. G., p. tf., il a été jugé qu'une corporation locale ne peut tre consenués à faire cous trois mais, et sous une pénalité du la companie à faire cous trois mais, et sous une pénalité du la la companie de penalité du la la corporation puisse encourre par son défaut.

B'elle n qu

Haur montjonnés dens le règioment, la résolution ou la requête, de lui faire rapport et de dresser un procès-verbe siif y a lieu, dans le délai qu'il lui fixe. (1)

795. Tout contribuable pout être assujetti aux traveux verbal on d'un règlement fait sous l'autorité de l'article 75

Dina in cambo de Labelle et al. de: La Cité de Montreal, C. E., Montreal, 14 cotobre 1888, Pupineau, J., 2 Montreal Lav Esparis, C. E., P. 55, 11 a été jugé que l'oraqu'uné personne est morte, par inité d'un acaident cané par le manivair était des chemins, les larities de cette personne, lors inéme qu'ils ne provent auctin centinale épélal, out droit d'obtenir de le corposation municipale épélal, out droit d'obtenir de le composation municipale épélal, out droit d'arient plu forme de consollation.

Dené Chénier eu La Corporation de 84. Ciét, G. O., Houtréal, o septembre déli , Johnson, J., 4 L. N., p. 56, 16 de puré que la principal de deretée par Part, 1946 O. M., nu rapplique par a més moitent trendés deretée par Part, 1946 O. M., nu rapplique par a més moite ten fondés deretre une corporation translapale, com l'arit 715, pour rémilies et dominage, pour défaut d'untretenir les falleures le fong d'une route.

Veyes mote dur l'art, 4 200, et con Part. 20.

(1) Jugé: One l'emission dans une résolution nomment un minimandant spécial pour l'ouver ture d'un channe, de la date ch surinferdant forz sin rapifori, n'est pas citale. (C. S. R. juin Stuar, J. en C. Ossault, J. et Andrew, J. O'Shaughme-us, La Composition de Sée. Channing de Rorton, 11 h. S. C.

de la 012 81 tour

143 14

d'avis

fraken des blees impendibles qu'ils pende en vorape, raje d'application de l'article 182.

Toma. (The on afound par R. d. Q. d. 1885, 48 Flot., c. 28, 16.) "S'11 1 sight d'un chemin de front de deux range, s sonsoft municipal peut passer un réglement à l'effet de diviser le dit chemin sur le travers pour des fius d'entretien. is manière que chaque propriétaire ou cocupant de terrais ntrotienne soul toute la largeur du det chemin sur la moitié de la largeur de son terrain, sauf le car où la nature de sol ou autres obstacles rendralen; cette division injuste, et fante d'enfents autre les pariles intéressées sur ce partage, l'impro-teur de voirie de l'arrondissement, à la demande de l'use d'alles, fait lui-même la dite division.

branquesto, no surface of the son collaboration established THE DEUXIENE OF THE PROPERTY OF THE PERSON O

MODE OF PARTE OF PROCESS WHENCE MY S'ACTE OF REPLET ALTO TAKEN OUT S'X PARTORES. IN LANGUAGE OF THE STATE OF and the most to be at many was true of the same

SECTION I.- Du proces verbal.

The surintendant special dois convoquer, senir résider une assemblée publique des centribuables inférence ans l'ouvrage projeté, au jour, à l'heure et au lieu qu'il

Tont contribuable interests at present a sette essembles o

767. M le surfutendant spécial doneldère que l'ouvris on question no devrais pas être fait, il donne dans des rapport les metifs de /en opinion. Si, an contraire, il est d'avis que cet ouvrage deit être exécuté, il dresse un procéverbal d'après les dispositions de bette section. (1)

⁽¹⁾ Juge : On'un rapport fait ner un surintendent spécial nomme pour règler des travaux, dans les termes suivants : qu'il ne se considéré comme un refus dels part, rê qu'il se se conforme pas aux prescriptions de la section de de l'Acte. Runiques Resonde un procès-verbal, s'fl y a lieu, ou de ratuer les travaux demandés et, dans ce cas, donner les motifs de son refus ; que l'homologeste mentionnet i l'acte d'anomer des travaux demandés tion par le conceil local d'un rapport fait dans les termes ut discus mentionnet i l'acte d'anomer falont à ne peut donner droit les des mentionnet illest d'anomer falont à ne peut donner droit les des les termes ut discussions de la contra de la contra

legist un rapport devait stre fait; at eas on it a min fait, ou après avoir requ'ils rapport du marintendent spécial, au cas où ce dernier conclut à ce que l'envrage ne soit pas fait, peut denner à cet officier de nouvelles instructions avec ordre de préparer un procès-verbal d'après le dispositions de estte section, dans un délai déterminé, ou den nommer un autre se intendant spécial en remplacement lu premier. William State of the State of t

Tout process verbal doit indiques : La situation et la désignation de l'ouvrage anquel il se apporte ;

2. Les trayaux à faire et les déluis dans lesquals ils doivent

90 9

erti

place

TATE

\$ 8. 04 - 1 facol oons!

8. Les biens imposables des propriétaires ou occupants Stre Taits come de faire les travaux ou de contribues à leur confec-

4. La partie de l'ouvrage qui doit être faite par chaque contribuable, si la nature des travaux le permet, dans les ous oh l'ouvrage Joit être fait par les contribuables cax-

5. Le personne sons la surveillance de laquelle l'ouvrege mêmou ; but the exposite (1) ...

Dens O'Shaughnesty vs. La Corporation de Ste. Clothilde de Horton, C. S. R. Québec, juin 1886, Stuart, J. en C., Catault, J., Morton, C. S. R. Québec, juin 1886, Stuart, J. en C., Catault, J., Morton, J., 11 E. J. Q. p. ts. Il a été jugé que lorsqu'un surintendant spécial, qui est d'avis que l'ouvrage doit être exémité surintendant spécial, qui est d'avis que l'ouvrage doit être exémité sur rapport en conseil de son opinion, sans dresser le procedure de rapport, verbal qu'il fait sur cet cadre, la double procédure du rapport, verbal qu'il fait sur cet cadre, la double procédure du rapport, verbal mais n'est anjette à objection que quant au coât.

Dans la cause de Hough et La Corporation de la partie sud su verbal, mais n'est anjette à objection que quant au coât.

Dans la cause de Hough et La Corporation de la partie sud su mais 1886 Porion, J. en C., Monk, Teasier, Cross et Baby, JJ., 18 mai 1886 Porion, J. en C., Monk, Teasier, Cross et Baby, JJ., 18 mai 1886 Porion, J. en C., Monk, Teasier, Cross et Baby, JJ., 18 mai 1886 Porion, J. en C., Monk, Teasier, Cross et Baby, JJ., 18 mai 1886 Porion, J. en C., Monk, Teasier, Cross et Baby, JJ., 18 mai 1886 Porion, J. en C., Monk, Teasier, Cross et Baby, JJ., 18 mai 1886 Porion, J. en C., Monk, Teasier, Cross et Baby, JJ., 18 mai 1886 Porion, J. en C., Monk, Teasier, Cross et Baby, JJ., 18 mai 1886 Porion, J. en C., Monk, Teasier, Cross et Baby, JJ., 18 mai 1886 Porion, J. en C., Monk, Teasier, Cross et Baby, JJ., 18 mai 1886 Porion, J. en C., Monk, Teasier, Cross et Baby, JJ., 18 mai 1886 Porion, J. en C., Monk, Teasier, Cross et Baby, JJ., 18 mai 1886 Porion, J. en C., Monk, Teasier, Cross et Baby, JJ., 18 mai 1886 Porion, J. en C., Monk, Teasier, Cross et Baby, JJ., 18 mai 1886 Porion, J. en C., Monk, Teasier, Cross et Baby, JJ., 18 mai 1886 Porion, J. en C., Monk, Teasier, Cross et Baby, JJ., 18 mai 1886 Porion, J. en C., Monk, Teasier, Cross et Baby, JJ., 18 mai 1886 Porion, J. en C., Monk, Teasier, Cross et Baby, JJ., 18 mai 1886 Porion, J. en C., Monk, Teasie

(1) Dans O'Shanghnessy vs. La Corporation de Ste. Clothilde de Hortun, C. S. R. Guebbox, Juin 1985, Smarry, J. en O. Casailli, de Hortun, C. S. R. Guebbox, Juin 1985, Smarry, J. en O. Casailli, de Hortun, C. S. R. J. B. J. Casailli, de Hortun, C. S. R. J. B. J. Casailli, de Hortun, C. S. R. J. B. J. Casailli, de Hortun, de Casailli, de Hortun, de Casailli, de Hortun, de Casailli, de Casailli, de Hortun, de Casailli, d

Sep. S'll s'agit d'un obomin de front et que tous le svaux de ce chemin seient mis à le ébarge des propriétaire supente des lots ayant front sur tel chemin, l'is de cos lots an procès-verbal n'est pas require,

SQL. S'il s'agit d'un chemin de front et que, à relson certaines circonstances, les travaux à faire sur ce chemin par un propriétaire ou un occupant excèdent de plus de la moitié la moyenne des travaux à faire sur le chemin de propriétaires de terrains de la même valeur, ce propriétaire ou escupant pout être exempté, dans le procès-verbal, d'une partie des travaux ou des frais de ce chemin ; laquelle partie o chemia, désiguée au procès verbal, est considérée eq

Il peut stre brdonné, en outre, per sout procé

Que tout pout ou autre ouvrage falsant partie des veux d'un chemin soit fait en pierre, en brique ou autre térique d'après des dimensions données, et suivant des plans et devis annexés au procès verbal et succeptibles d'étre modifiés par le conseil ou par le bureau des délégnés qu'il ppartient:

2. Que des clétures, garde-fous et sutres défenses scient placés sur les bords de tout chemin, anx endreits ou il

iraverse ou longs des précipiess, ravins ou entres places dangerenses : 3. Que toute partie d'un chemin qui traverse des marais ou savanes soit construite, en tout ou en partie, avec de faccines ou des pièces de bois équarries, suivant un mode de construction déterminé:

4. Que tout chemin soit on ne soit pas plus élevé au milieu in'aux bords : 1000 1900

de laquelle l'ouvrage doit être exécuté, n'est pes une omission fatale, và que le chemin étant local, il devait être compris dans un des arrondissements de voirie (art. 555 C. M.), et qu'il se irouvait, par là même, pour son ouverture anusi bien que pour son entretien subséquent, sous la surveillance de l'inspecteur, (Art. 575 et 785 C. M.).

Dans Bothwell vs. Le Corporation de Wickham Ouest, C.S.B., Québec, 28 février 1880, Meredith, J. en C., Stuart et Caron, JJ., S. B., J. Q., p. 45, il a été jugé qu'un procè-verbel qui décrèté qu'un chemin municipal suivra un chemin de for en allant at nord-est, " jusqu'à l'endroît le plus propice pour le traverset, ne contiant pas la situation de l'ouvrege auquel il se rapporte, et que pour cette raison il ne sera par déclaré illégal, et que pour cette raison il ne sera par ordanné, par mandanne, de faire ce chémin.

apants

a oltz-

A. T. P. BELL

sud du

the matchine Chine deploy following in the confidence of the confi

be allowed locations travers des torresses as tots labored propositaire as income out du chemin, point aboutes propositaire as incompant du terrain de par les passeurs plede de chaque chiente, à moine que con active un colon del acture fruitions, au me érables ou des plause fellest purité d'une érablière, ou monient conservés pour l'embail que les travanz soient exécutables à dater le l'entre un vigueur du procde-verbal, sans qu'il soit nécessaite de l'une les travanz soient exécutables à dater le l'entre un vigueur du procde-verbal, sans qu'il soit nécessaite de l'out les travanz de construction ou d'entretien, ne soient pas exécutés par les courribusbles cur monate mission taits i l'entreprise à leurs frais et à sette les point dérnier des chédérisseurs au rabait officant des chédérisseurs au rabait officant des garanties des chédérisseurs au rabait officant des garanties authorités pour l'exécution des prévanz.

S. Tout proces-verbal peat, de plus, regier le an pindral de construction, ou d'entretien du l'ouvrage et des rayour gule's supportantly that hill aloud hely are essentia

gui l'a sommé, dans le délat finé par l'actiele 706, en par la sommé du l'article 798

25.) S'il apport au secrétaire tréserier du sonneil au bureau duquet le procés-verbal et le rapport ont été déposés. que l'ouvrage à faire est un ouvrage de la juridiction d'un que l'ouverge s'aure est un ouvrage ne la jurisse verbul at toute la procédure qui s'y rapporte au hurenn de consoil an par le bureau des délégués; selon le cas:

Si l'ouvrage en question tombé sous la juridiction de plus d'une corporation de comté, le procès-versal et la procédure doivent être transmis au bureau du conseil de la municipalité in comité ob l'initiative de l'envrage a 616 prise, pour être ensemble assemble an bureau des détégnes des contrés intéressée

dett. (26) qu'amendé par E. de Q. de 1875, hi Vistage El. a. 28). La conseil ou le bureixa des délégade qu'il apporting parte en tout étaite apporting de dépot de président est une partie de dépot de président est une partie de dépot de président est une partie de depot de président est une partie de la contraction d

berreat de dessetti en verte de l'air en de l'antre des deux articles procédents, homologues es procédeverbel aves en mis amendements de le rejetes, pourve qu'un avis publié air été donné par le secrétaire-trésorier du conseil du le secrétaire de burpau des délégués, aux intéressés, du lies es du temps anaquels doit commender l'exames du procéde verbal.

Tout intéressé a droit d'être entendu par le censeil ou par le bimeau des délégués, lors de la price ou considération du passèle-verbal. (1)

dans toute décision sur le mérite d'un procès verbal, pout tance les frais de la procédure et les faire payer par les intéressée, la comperation ou par toute autre personne qu'ils juge convenable.

(1) Jugo: Que les procédes d'un conseil manicipal de comté, resistatio à l'homologation d'un procés-verbal, ne seront pas amuliferates agricultes de la corporation manicipal qui aurait passe agriculte des la convocation, aigné à son prédiscation, ne seroit pas avisant, s'il appert qu'auvane injection réelle n'a neulité pas présent, s'il appert qu'auvane injection réelle n'a neulité pas l'abennée du membre du conseil, et a'il est conseils par le provise vertel de la séance du conseil, et a'il est conseils par le provise vertel de la séance du convocation de cette ceution spéciale que d'alleurs les parties intéresades qui n'invoquent pas este irrégularité devant le epuseil de course, et combattant le procès-verte sul sur son mérité, rennacent par là a se prévaloir de cette irrégularité, et qu'ils ne peuvent le intre ensuite sur un bret de problement la procès-verte de la verte pas à la téance générale où, il s'agit de l'homologation de procès-verte l'ilrégularité de la nomination du surintendant spécial, ne peut ensuite invoquer cetté irrégularité dans mas précial, ne peut ensuite invoquer cetté irrégularité dans me course sur bret de problibition. (C. S., Montréel, 39 mui 1895, Méthieu, J., Lacomb vs. La Corporation de Comté d'Hochabien et de 13 %. Le, p. 611.)

Dans O'Shaughneasy vs. La Corporation de Sts. Shetajida de Herton, O.S. M., Québec, juin 1865, Stuart, J. en C. Cashult et Andrews. J.J., 11 & J. Q., p. 169, if a été jugé que l'externère prochain, le conseil procèderait à l'examen du procès-verbal, est inviguiller et entraîne la nullité de l'hemologation du procès-verbal, est inviguiller et entraîne la nullité de l'hemologation du procès-verbal, est inviguiller et entraîne la nullité de l'hemologation du procès-verbal, est inviguiller et entraîne la nullité de l'hemologation du procès-verbal, est qu'une récolución de conseil le conseil ayant procéde le 3, il m'y avait pas le 7 jours d'intervalle requis par l'article 280, et qu'une récolución de conseil amendant le procès-verbal chargeait la municipalité équivant d'une hemologation du procès-verbal aconseil est intirecation du l'amendament fait et entraite l'avis donné par l'hi que jour amendament sera pris en considération par le conseil seut fautilles

nievona de ving o soleni salanni Leanbali

beenin jo beenin jo bint no get mine m mine hint bee

lo-inoto po ot dos

problem to mark to par le

npell au déposés ion d'un e-verbul a consoil

g de plui ropédury sicipalité sour étre décressés

through the property of the party of the par

A défaut d'une fécision du consoil ou de human des délégaés, les frais ensource peuvent être resouvrée contre le corporation sous le direction de laquelle le surintendant spéciel e agi, souf son resears contre les requérants qui entdamendé le procée-verbal.

damandé le proces-verbal. Ces frais, au cas de refus, sont recouvrables de la mémo manière que les amendes imposées par les dispositions de ca Cado

BOS. Il est du devoir du secrétaire-trésorier du consultou du secrétaire du bureau des délégués, de dumer sans délait un avis public de l'homologation de tout procès-verbel fait en vertu des dispositions de cette section.

200. Tout procès verbai entre en vigueur à l'expiration des quines jours qui suivent l'avis publie denné en vertu de l'arpicle précédent, excepté a'il y a appel, auquel ces le procès-verbal entre en vigueur à dater de la décision finale du conseil du comté ou de la Cour saisie de l'appel. (2)

⁽¹⁾ Jugo: Que l'homologation, le lundi, 3 septembre, d'un procis-verbal pour l'ouverture d'un chemin, quand les evis publicé informalent les intéressés qu'il serait pris en considération imail le 6 septembre, est nulle; et qu'elle est également nulle lerragée set journ ne se sout pas écoulés entre l'avis publié et la réanion du cenaell ou il a été homologué. (C. S. R., Québre, jain 1885, Stuart, J. en C., Cassuit et Andrews, JJ., O Shaughnesse se, La Corporation de Ste. Cluthilde de Horton, 11 E. J. Q., p. 1861. Voir note sur art. 306.

Voir note sur art. 309.

(2) Danis O. Shaughnessy es. La Corporation de S.o. Clothille de hiorton, C. S. R., Québec, juin 1885. Stuart. J. en C., Casasit et Andrews, JJ., 11 H. J. Q., p. 152 et 14 R. L., p. 365, il a été jugé renvenant le jugement de la C. S., Arthabaska, du 18 avril 1885 qu'un procès-verbal et un acte de répartition ne peuvent être mis à exécution, el l'avis mentionné dans l'art. 308, et dans e. t. article n's pas été donné, quand même avis public du dépôt de l'acte de répartition aurait été donné (art. 817 C. M.), et qu'une personne obligée par ce procès-verbal et cet acte de répartition peut en demander la nullité, par action directe intentée après le délai de trois mois après l'avis du dépôt de l'acte de répartition, même si esté personne a été, avant l'institution de son action en nullité, peursuivie deux fois en recouvrement de taxes imposées par es procès-verbal et cet acte de répartition, et que, dans ce cas, il n'est pas nécessaire qu'elle ait recours à la procédure indiquée par l'action et 668 C. M., qui ne sont pas exclusifs d'autres recours pour le même objet tel que le certionaré, la prohibition et même l'action directe, lorsque les procès-verbaux et les règlements constituent un titre que peut invoquer la municipalité contre un citoyen, que si ce titm est nul ou annulable, le centribuable alest pas invaguer la nullité.

di les travaux en envrages ordennés par un procès-verbal en un règlement en vigueux se démolissent, menagent ruins, ou publist de vétasté, ils peuvent étre réparés ou respustruit à vertu de tel procès verbal ou règlément, en chéservant le presuités qui y sont prescrites ou avec les médifications formalités qui y sont profiles par le conseil s'il is or precise verbal on a

Nonemoles la reconstruction ou réparation de ces travaix es no peut être ordonnée par le conseil que sur le ort d'un officier municipal constatuit qu'il est argent le fatre exceptifr telir travenz.

360 (Amonds par S. de Q. de 1875, 39 Viction 18, at 41) Tout provis-verbal an vigueur pout être amendé ou abroge; de tout temps par un autre provis-verbal fait de la mélieu manièm, dus requête des intéressés ou sur l'ordre du donc de requête des intéressés ou sur l'ordre du con (1) WITH THE WAS A TRANSPORTED

\$100. (Afouté par 41 Viet., c. 18, c. 29, et amendé par 48 Fioti, c. 35, c. 27.) Tout procès verball en rigueur pent, se tout temps, être amendé par le conseil, par règlement, sur requête d'un ou de plusiours intéressés ou sur l'ordre un l, pourve qu'un avis public ait été donné pa

(i) Jugo: Qu'un procès-verbal ne peut être amondo que par un autre procès-verbal fait de la même manière. (C. B. R. Québec, d'écembre 1875, Dorion, J. en C., Monk; Ramany, et Remborn, J. ., Holton, appalant, et Callaghan, intimé. 9 R. L. p. 668.) Qu'un procès-verbal ne peut être modifié que par un autre procès-verbal fait de le même manière et que bout changement qu'un conseil municipal prétend faire à un procès-verbal, au moyes d'une résolution, est absolument nul, et que cette milité peut être invoquée en tout état de cause. (L. B. R., Québec, 17 septembre 1876, Dorion, J. en C., Monk, Taschereau, Ramsay et Banborn, J., hiolton, appelant, et Aikins, intimé, 3 R. J. Q., p.

Que les dispositions d'un procès-verbal disement homologue et confirmé, doivent être exécutées et observées aussi longismps qu'il s'a pas été duement remplacé ou annulé, et que les intéreses ne seuvent réclamer un état de chase autre que celui qui de coule den dispositions du procès-verbal. (C. B. R., Montréal, s'juin 1886, Duval, J. en C., Caron, Drummend et Budgley, J., lenire, appelant, et Courchesne, intimé, 28 J., p. 198.)

Data Alian et al. es. La Corporation de Richmond, C. S., Richmond, 21 Janvier 1884, Brooks, J., 7 L. N., p. 63, il a été juge qu'un consail de comté ne peut, par une résolution et sans avis, amender et annulér un procès-verbal établisment un chamin publication de grand de contra de la complete de conseil.

in 1881

bel feld

orta de

. Analo

Casault to juga tre mis par co

destill exception the doublet of pur to bederink by the filling of the temps out 'alie fatheride da fidu et da tempe auxquelle sur Posagon da proede-verlale

bild. Tout individir pout être assujetti aux travaux d'un hemin de front ou d'une route, en verta d'un procés verbal. Nicon du biene impossibles qu'il pomède ou essupe, sujet l'application de l'article 783.

da répartition, les travaux requis par es procès-verbal ne pervent Atra exigée des contribuables, qu'après la confection et l'entrés en vigneur d'un acte de répartition, (1)

Tine copie de tont procès-verbel homologué pen un constil de comité en un bureau de délégnée, doit être trans-mississam Aélaj, am bureau du conseil de chaque, munici-palité locale en est situé en tout en en partie le chamin régi-par de procès-verbal.

Branton II De Putte de ripartities.

· 100/2

Dans les treuts jours qui mivent l'entrée en vigueur de that procès-verbal, le surintendant spécial doit faire et produire au bureau du conseil où est déposé le procès-verbal, un acte de répartition des travaux à faire en vertu de personne verbal. L'ambient par une disposition expresse du procès-verbal. (8)

the the Buckeyers to the things

Als. Tout sets de réparettion deit indiquer.

L'ouvrage et le procès-verhal auxquele Il se resporté :

Les travaux à laire.

Les biens imposables par les propriétaires en companie. quell oto traviax delvent the extention commit analysis

Han action pour recouvrer une némalité pour avoir néglaise les travaux requis par un procès-verbal a été reuvoir du la dispensait pas d'en faire un. (Cour de Han at Jérôme, avril 1676, Delicontigny, magistret, S. Jéros Corporation de She. Margaerite ve. Migneron, 20 y., 207.)

me le cambo de La Corporation de la Fardineo de Ste. Bui-Murrit, Iberville, 31 janvier 1886, O. C., Chagnon, J. 14 au li à 664 jugé qu'en acte de régardition des travaux na versa d'un procès-vertul, est sul et illégal, s'il à dés-e le contebulén de cas travaux, de ent art. 800.

part, des, thorque, and dall, directable man, ele

5. Le montant de la centribution qui doit être fourn ma en denion, en mais-d'opere de mandants.

514. Si le surintendant spécial n'a pas fait et déposé l'acte de répartition dans le délai present par l'article 314, le consill, au luseau duquel est acte devait 440 déposé, pout, enjoindre au surintendant spécial ou à une autre antonne de le faire en de le déposer, dans un délais détennaine (1) à la rite en 100, et est mais pais mais par le partie parquit

partition des travaux ordonués en verte d'un autoir de-verbal, s'il s'agit de nouveaux travaux de réparlion ou de reconstruction ordonnés en vertu d'un tel procès

S17. L'acte de l'épactition entre en vigueur, quince jours près qu'ils a 66 dépacé au bureau du conseil, pourre qu'ap avis public de se dépôt ait été donné dans ce délais (3)

\$16. Tout acte de répartition est annexé au procès-verbal auquel il se rapporte. Au cas de l'article 813, une copie doit en être transmise mus délai au bureau du combil de chaque municipalité locale où est situé en tout ou en partie le

orepartition, peut amender cet acte, sur la requête d'un con tribuable ou d'un officier de voirie, après avoir fait donner un avit public aux intéresses, du lieu, du jour et de l'héure de l'acte de répartition et après avoir donnée de l'acte de répartition et après avoir donnée de la contract de l'acte de répartition et après avoir donnée de l'acte de l'acte de répartition et après avoir de l'acte pudience à toute partie intéressée qui veut être entendue.

Tout amendement à un acte de répartition entre en vigueur, quinte jours après sa passation, excepté s'il y a appel

Street.

TO THE SEC

⁽¹⁾ Dans O'Shaughnessy or La Corporation de Ste. Cicthilde de Horton, C. S. R., Québec, juin 1685, Stuart, J. an C., Casanit, Andrews, J.J., 11 R. J. Q., p. 152, il a été juge que la repartition de la la repartition de la repart (1) Dans O'Shau (2) Vote note pur article see. The state of the s

déplates finale du conseil du conté en de la some adistincte de la post adistincte de la

1980. August disposition d'un apte de répartition se pa la institutible avec colles du precht-verbel paquel te se rapporte.

Sporton III.—Bisposition genérals.

le la contribution de chacune des personnes aestjettiel des chomins, en vertu d'un procès verbel en d'un acté de répagition, est hacés sur la valeur des hiens imposables à raison desquels elle y est assujettle, telle que portés au réje d'évaluation en force, a'il y en a un sinon, d'après l'estimation faise par le surintendent spécial luie : senf le cas de l'article 783

about the winds to the state of the property of the state CHAPITRE THOISIÈME

the star and entered the second of the second of the second of the second of

SEC PRESCRIPTION ORTHOGRAP AND TRAVAUX DES CHRESS. L'ARGENCE DE PROCÉE-VERRAL DO DE RÉGLEMENTS

the first of a second sound from the second state of the second s de L'ante alle Burrott Le Dispositions Contrales

And Les dispositions de ce chapitre ne sont applicables an'an cas où il n'existe pas de procès-verbal on de règleont déterminant par qui doivent être faits les travens sur les chemins municipaux. (1)

SES. Le preuve qu'un chemin municipal n'est pas régi par les dispositions de ce chapitre est toujours à la charge de a partie qui réclame l'exemption.

Beston Sporton II. Der chemine de front.

224. Le chemin de front de chaque let est entretenu par

ers. 001

(8) 1

le propriétaire ou l'occupant de ce lot.

Si un lot est possédé ou occupé, par partie, par deux individus ou plus, ces propriétaires ou occupants contitenus conjointement et solidairement aux travaux è faire sur toui le chemin de front de ce lot, lors mans que la partie du lo

and a little and an army in principal seeds in

partition of course par air a armit pas front air le chamins that Recommended by chain described by chain described by chain described by chain described by chain and course the chain are considered by considered by chain and course the chain are considered by considering the considering

des generales sufficientes con Luis concentration des centrations.

s: 2004 liet kravajard'interticii, ent leurichtei que undalleis Cun quag: d'apri intro; cont faits ciarelles propelètalisis companis des bions imposiblés posinital dans les mone itilians en leurice de pliens d'april dans plus ambién (V) pre sive l'april 1848 de l'interticul que d'april 1848 de l'interticul que de l'interticul que d'april 1848 de l'interticul que l'interticul que de l'interticul que d'april 1848 de l'interticul que l'i

4. 通知

rre de

III PAL

doug tenus r tout du la

dera an eas de router region par in the remain

(i) dans age le propriétaire d'ane, berte, out peus enu des dopanes à obsessionnée de le manérale le destruit de la manérale de Carton d

(3) Dans Le Corporation du Vallage de vie. Rose de Dunois, C.

(c. Montréal. 10 septembre 1861, Johnson, J., 4 L. M., p. 386, il a
été jugé que lorrequ'un propriétaire, ayant déjà un chemin de
front ent le intre consent à l'ouverture d'un second chemin de
front ent le nième terre, qu'il s'obligé par contrat avec le corperation, à entretemir ; son enconsent dans le propriété du servain
sera tenu à ces entretien, même si l'acte de convention fait evec
le corporation n'a jamais été enregiatré, et si le propriétaire ne
e est pas obligé; un achetant; à entretsuir de nécond chemin de
front, et que es chemin est acounis aux dispositions de l'art, 207.

(a) duns qu'une municipalité locale est besue à l'entrettie des

(3) Jure qu'une municipalité locale est toure à l'entretien d'un route située dans ses limités, conduisant d'un rang plus ancien cans la municipalité, à une autre concession dans une arunéel palité voicine, et que et elle, n'entretient pas une telle noute, elle est suicité à la pénalité décrétée par l'article 708, G. C. Codhac par suicité de la pénalité décrétée par l'article 708, G. C. Codhac par l'article 708, G. C. Codhac la particle de la particle

de par de malifie arres en contact protesses en con The sine

acte de répartition fait pur unt officier, suivant le règie primerté à l'actéin 821; et approuvé par récolution du conseil.

18, 1, 21, Chique since ou travant part dounée V faire public, au moit d'octobre, par l'imprectour de voirie, aprile syté public, au moit d'octobre, pour le tappe compris éntre le prémiér de hovenfire et le trente d'avril finéraliement, et que moit d'octobre de la frente d'avril finéraliement, et que moit d'octobre inclusivement, à quiconque office le trente-et-un d'octobre inclusivement, à quiconque office le la conte-et-un d'octobre inclusivement, à qui content de la content de

des garanties sufficantes pour l'exécution de ces travaux.

Le conseil pout, par résolution, ordonner que ces travaux scients dennée à faire par l'impectate de voirie, pour la période d'une, année de la induce manière et aux mêmes headitique que dant l'article précédent.

L'avis public enigé an term des paragraphes précédente, peut être donné soit par écrit soit verbalement, et s'expli-

Tooks all one de routes region par procés-verbal.

"partir four lair stroval d'un les routes des partir font
(Killathyrinesis Ling hamalis il can ou a un poin de partir font
aits par le propriétaire en l'occapant de les passages d'acc
an quant de page de l'occapant de les passages d'acc

\$20. Sur toute autre route, les travalle mut fifth and finds de la corporation de la municipalité desperantes et enque est

C. Montered Sesseption for Arthurson, J. 11, N., p. 331, H. a. of nimed by CHAPITEE QUATRIBUE of the floor

BOTA.

d'hi blus

personal of contract the contract contracts and are principled the terrology operations and contract, the contract of the cont

Buction L. Dispositione Ginerales

1 3.21. Les chemins d'hiver sont traces et entretanns d'après les regres presertes dans es chapitre.

200. Les chemins d'hiver sont tracés avant le premie Tégendère de chaque année; aux endroins 22és par l'impres foir de voirie de l'arroindistriuent. Taprès toulafois les définées tractions du échagit, a ce déraite fuite à produit d'es données Co tracé es fait au môyen de l'allece d'épinoité, de codin

on d'antre bois, ayant au moine buit piede de hantaux, plantées dans le sel, és chaque goté du chemin, à sité disparte de pas plus de trante-six piede l'une de l'antre su quaque ligne. Si le shemin est tracé en voie double, in man de belliese doit être planté de le même manière antre les desta

Les chomins de front sont tracés par les parsonnes tiques en l'inspectant de rottes, de l'arrondissement.

laquelle se trouve un chemia quelconque, peut ordennes par résolution, que se chemia soit tracé et entratena, l'hiver, et vois double, dont l'une pour les voitures qui yout dans un direction et l'antre pour celles qui vont dans la direction et l'antre pour celles qui vont dans la direction et l'antre pour celles qui vont dans la direction et l'antre pour celles qui vont dans la direction et l'antre pour celles qui vont dans la direction et l'antre pour celles qui vont dans la direction et l'antre pour celles qui vont dans la direction et l'antre pour celles qui vont dans la direction et l'antre pour celles qui vont dans la direction et l'antre pour celles qui vont de la direction et l'antre pour celles qui vont de la direction et l'antre les voitures que le direction de l'antre l'antre les voitures que le direction de l'antre l'antre

Adfant d'ordre du conseil en vertu de la disposition précédente, il doit être fait et entretenu sur tout chemis municipal d'hiver un tracé, en voie double de vingt-cine pieds de longueur, à des distances de pas piles de qualité appents les uns des autres.

And Quiconque place des beliess dans un shemin d'Adaprès qu'a été iracé en debers de ce chemin celui qui defi lui être acheiliné en hiver, ou déplace les beliess délà plantées, encourt une penalité n'excédant pas huit plastres.

des (Amendé per S. de Q. de 1871, 35 Vict., ab. 8, c. 11, of per 45 Vict. ch. 35, c. 28.) Kul chemin d'hiver ne peut avoir moths de sept pieds de largeur sutre les deux resent de balises, si le chemin est simple. Si le tracé est fait en doubte chaque tracé doit avoir au moins cipq pieds de largeur. Il sera toutéfois loisible aux conseils municipaux de faire et d'adopter des règlements peurvoyant à se que les chemins d'hiver soient tracés et entretanns d'une largeur moindre au plus grande que sept pieds. (1)

⁽¹⁾ Jugo qu'une municipalité aerà responsable des soussesses dans ace limites, per suite de l'infraction à cet, article qui exise qu'un chemin soit tracé de lettin sur une larger d'ai moins sept pleus dutre les déux range de ballies. China de la light de Gamesty. J. Teinter, J., et Oron, Julia Chaperation, de lle Ghristophe d'Arthébeaks, et Beandathe à Roy, Gugarité, l'imposité, l'imposi

Christophe d'Arthebeaka, et Reauditée et E., C. Q., parlie de lagrent.
C. H. R., Quibec, é décember 1879, Dorlon, , ingé et Chér, Edeil.
J., Ramany, J., Tousier, J., et Cross, J.; Lis Corporation de Eparolase de St. Christophe d'Arthebeaka, appelante, et Beaudry, intimé, 10 R. L., p. 501.

por 19 Vist., ch. 20, c. 12.) Tout proprietaire ou occupant de versus altre le long d'un chamin de front et tous les lateresses suit toutés doivent, ontre le premier de décembre le chaque sante et le premier de veil sufrent, tenir shaft a jusqu'à yingt-quatre pouces du sol, toutes les clôtures érigies le long de ce shamin, et toutés selles qui font l'ingle avec les dictures du électrit jusqu'à une distance de vingt-sing pleds, à moins qu'il en soit autrement régité par le conseil segl, en verta de l'article 641, ou qu'il en soit dispans par l'inspectour de veirje en par le conseil.

Conte dispublicat no a applique par un units stron, and planets, aux elétures éloignées, du chémin de plus de vinige ding plade, al a celles qui se penvent être liberture ou rélieur stigar ou roleof limits. Pun villago constitud ou non su minicipalit.

Capendant les propriétaires ou geospants de terres qui entretienment des dictures le long d'un chemin de front qui n'est pes celui auquel ils sont, obligés de travailler, paigront à la personne tonue à l'entretien de tel chemin le surofoit d'ouvings occasionne par le fait que telles cidtures ne pouvant être dépoilles donnéralent à l'obligé de tel chemin un surples de travail.

387, l'out sepact, peut, par resolution, donner les instructions qu'il eroit convanables teuchant le mode d'antre-tants les chemins d'hiver qui sont sons le direction. Ces

tonir les, chemins, d'hiver qui sont sous se direction. Cos instructions obligent les officiers du conseil et toute partie intéressée aux travaix du chemin qu'elles concernants

Sec. Ess chemitis d'hiver tracs aux memos ondrelle que les Thumins d'666 hout à la obarge des mêmes personnée où corporations qu'en été. corporations qu'en été.

200 State route conduisant exclusivement han passage of any our king point de progre et dont les travaux sont à le sarge de proprietaire ou occupant de tel passage d'ant o pent de péage sent, en hiver, pour conduire à un antre chemis public, les travaux d'antretien de cette route ou du chemis ograde al 6 'the time of the second built dep to be less in particular time discount of the control of the cont

include, of R. L. July p. 301.

obl ma b

CARD I

12 10

Control of the Summer of the State of the St

Nammelini bes' chemin no pouvent the truck & truck les jardins, vergere, cours ou antité terrains clos de la la-rives, ou de glétures qui ne pouvent être abatture de relles unto frais, teng là prinsontement de l'étécujant du C aluge sus est le plurede du Loughes trait au sur de la constant au la constant de la constant de la constant de qu'à grande frais au

Le conseil musicipal ; pout passir dus règlements dans le but de pérmettre d'ouvrir des chemins d'hiver, à travers ions ipriori beti pour tinasporter des billetainels discha pente ou bois du serde, pouréu que qu'atit mus abnes de dominges et en en spuformant aux reginique de set entiele. % Selk-Los chemins d'hiver substitués aux chemins muitparir d'été sont entrotenis par les personnes qui, en été sont obligées aux travaux des chemins auxquels les premiers sent substitués, ou par la corporation alle même, can pas que cos chemins sont deser frais, senf de sas de l'article 839 de leur

ne pen-

antro

e partig

Hu wallis

Junitati

SMOTION III. Des chemine d'Aiser eur des résidents

30 3431 La corporation de toute menicipalité flocule dis sur le bord d'unerivière du de toute sutre étendue d'ess qui séparey en frant; sette manteipafité en une partie de cette manicipalité d'une sutre; set sense pertrasseret flont inétair, péndant l'hiver, sur la moifié du sette rivière se éténdue d'esse; pour relier ves dour manicipalités, étént inhemin demandé par le conseil de l'une d'elles.

(1440 di (Albaill plac S. de Q. de 1075, 45 Flot, of. 1874 48.) La corporation de poute municipalité lucale située est la feere Sti Laurent est tenue de traiser et d'entretente pendient Phivor, dans see limites et sur la motté de léteudue d pub topare cetto municipalité ou vane partie de cette m

aliad d'une autre par d'une attainpaire de alle dir de cité our relier cette municipalité leçale à une autre municipalité pour relier cetts municipalité de sile dit de cité, on nour relier cetts municipalité locale ou à une manisipalité de ville ou de cité, on nour relier district du l'une de l'une de l'une de sité, ou nour relier district multidipalité de l'une de dits settifie du le siré de sité de l'une de

N 174

Frank 155 4

tout chemin d'hiver sur le Reuve St. Leurent, le rivière d'Ottame, la zivière des Mille Iles, la rivière Chambly, et la rivière des Prairies, par les corporations des manierpalités de compagne en chamble par les corporations des manierpalités de compagne en chamble par les corporations de la compagne d Americally and in concentrate of the changered

2047: ((Thi guismandf.por.S. de Q. de 1878, 41. Virtue als, a. 34e). La reorpantien de toute municipalité de ville au de saité, est inée aux le bord du floure St. Lourest, est toute de manhemmer les finis encourse pour le tracé et l'entration de tent abania d'hierz qui aboutitions un myon de deux milles

des limites de calibrat. d'illustif pur le Phile, d'in corporation de cotte municipalité lecale valeine sur le come siviqui les a caccuras.

pour relien dans municipa lités de ville ou de cité situées pur ples relien dans municipa lités de ville ou de cité situées pur ples appeades du flore e fit Laurent, les especations de permiser publiés de ville je de cité simi pituées que les rius eppeades de les municipalités de permiser de maner de renleurs permis pour le tracé et l'apretien de tentes de les municipalités de l'apretien de tentes per el propriés de la releur respective de l'apretien de la releur respective de l'évaluation de la propriété, atllé que constaté par le releur de la propriété, atllé que constaté par le releur de la propriété, atllé que constaté par le releur de la propriété, atllé que

All corporation de les municipalité de manager négations de la comporation de les municipalité de manager négations de les factions de les chiques de municipalité de manager négations de la composable des factions de la composable des factions de la composable de la composable

100 . Feet

de de

为统和 新

r, et la

with the state of the state of

finance in the second s

athen in rectual a articles of him day.

the Buddie de allow a land to Constant with the company hier de este punicipalité locale roisine fur la même rice

Paul No postir judital agunt Indit platis d'haithir an plan i propins d'haithir an plan i plan de postir judital agunt Indit plan de postir publica and for par de octopa paparage com italia and in format i par de postir format de company de postir de posti The company of the control of the co

Lie pontir isasiin isasi dani gui sant situsi dan siikitus This pontir isasiinisipaliti loulet suidentee pontire pontire land This plantisti sessante sant asin gui so tisuse part antire landi siantispalitti sessante landipant siit satus antire landipaliti landispalitti sessante filmut parets de donn maintalpalitis ili someti il situs pant landisi. force the se Colles Consists Control Control Con the Collection Control Control Colles Consists Control Contro ient autrement rigite sone lituterité de se ce denie du deconsugue oranelances par la romana ele da shal DSG: Tout pout mendelptil dolt secto des euro

entres défenses sufficantes, avoir au moins quatorse plots de largeur entre les garde-fous, et être construit en matériaux fixés ou liés les uns aux autres et d'une manière propre à prévenir tout accident.

854. Tout pont municipal doit être tenu en bon ordre, tel que requis par la loi et par les règlements ou les procèsverboux qui les concernent. (1)

855. Il peut être fait un règlement ou un procès-verbal sur la manière prescrite par l'article 794 pour règler les travaux de construction, d'amélioration ou d'entration de tout pont municipal, sur requête de toute personne intéressée à ces travaux, ou sur l'ordre du conseil municipal, après la passation d'un règlement ou d'une résolution relative à un pont, en vertu des articles 526 ou 527.

⁽¹⁾ Voir note our art. 868.

problem of all continues of all policy displaces described our altreproblem. In historie and problem is the later material our absolution problem in the policy of the problem is the part of the against the policy of the problem is the problem in the policy of the

100 de défant de precèc-ver aux on de règlement que conserver les travens de construction, d'amélieration et captainent de l'experience de la construction, d'amélieration et de construction de la constru

25V. Les pents municipaux sont faits en entretenus que la corporation de la municipalité locale où ils sont situés, s'il a été passé un règlement par le conseil de cette municipalité, en veztu de l'article 535, au sujet des ponts.

1854. Inc. articles 757, 758, 759, 769, 761, 762, 769, 184, 781, 782, 785, 786, 787, 789, 790, 791 et 793, sont également applicables mutatic mutandie aux ponts municipaux. (1)

ail nat de original est imp chirede pub de pub

The state of the s

monitor

ous de lous de friaux opre à

ordre, procès-

ien de ntéres-, après stive à

⁽¹⁾ Dans la cause de Giguère es. La Corporation du Canton de Chertaey, C. C. Joliette, le janvier 1874, Olivier, J., 5 R. L., p. 285, il a été jugé que, sous les dispositions de cet art. et de l'art. The auce corporation municipale serait passible d'amende si elle négligeait de reconstruire un pont emporté par les caux et qui aurait d'abord été fait sous l'autorité municipale; que cette obligation de reconstruire les ponts existe en l'abasmos de règlement mentionné à l'art. 586; mais l'article 78 ne s'applique pas dans le cas prévu par l'art. 586; que lorsqu'un post construit par le gouvernement sur une rivière, dans la municipalité, a été emporté par les caux, la corporation qui n'a passé aucun règlement ordonnant la comstruction de ce pont, n'est pas passible d'amende faute de l'avoir fait reconstruire, vû que les corporations municipales ne sont pas astreintes à bâtir nécessairement sur les rivières des posts pour relier la voie publique existant de chaque bord de ces rivières, et qu'elles peuvent juger qu'une traverse en bac ou autrement est suffisante, et que l'entreprise est trop outreuse pour le bénéfice à en retirer; que, cependant, si le pont avait été construit d'après un arrêté de l'artorité

or fill the Contract time prints opened place do vings place. As languages is a manufacture of the contract of

Total of the state of the state

The state of the s

834. The posts animisfraint wort fitte on entratence (111) he comporation of he competition of the contraction of the contracti

TOR Los exelision 187, 70% 750, 740, 761, 792, 769, 184, 184, 182, 786, 786, 786, 786, 791 et 792, 400 equipment application extra contraction muit added and pours application of the contraction of the c

(horter, the delicing to parter the interpretation in this disconding the children of the condition of the condition in the condition of the condition in the condition of the c

** Contraction of the Contractio

mon. Rul hat post white the considered of he in the buddler to consider and order two Homes & cut offer a subject of the subje

and in the constant of the con

reno al irmo al irmo al irmo di c

sticky actions will stick with stick with sticky and the sticky

to excess at

energy first

CHANGE TO

一意 記録を発せいから

month than

ONE OF IN

Banking Company of the Company of th

Sas. I no pent être accordé, par le consell' loud' ou par la lieutenant graverante, de lisance de parage d'au dible les lieutes pour lesgaelles au partillèse acclusif a été, accordé par une des au propulétaires d'aux paut de pénant

de Notre-Dame de la Victoire et de la cité de Apatre-la coux entre le partire de Loughest et la cité de Apatre-la coux entre le partire de Loughest et la cité de Mentre-la partire de Loughest et la cité de Mentre-la coux entre le partire de la cité de Mentre-la coux entre la cité de Mentre-la coux entre la cité de Mentre-la coux entre la cité de la c

April near oar na natural do mailiro des ambarcas de ma de ma de mandre de mandre de mais de m

have supported the st. Comment. T. Dendard as Carbon at the

THE STRIBLE

THE COURSE D' HAY MUNICIPAUX.

nn, lan agust d'agu, hirrant à depontter plusiones nousel lie lorges de liene qui n'égonttent que les les autre lorgnele lie pout glade et les firede de les autre lorgnele lie pout glade et les firede de les régis d'agustin de politique de se ditronnée de

Ph. Apple rivière en comme d'ess naturel dans ses parties payigables pi dottables, est un comme d'ess municipal la fine des dispecitions de sa titue de la la sest de la la gradus en un comm d'ess haturel, qui alort dettable l'estaines époques de l'année ou après les pluies, pa

p pas d'étre un cours d'ean municipal. (1)

The State of the proper state of land there styles alvertally better the service of the state of

istante everain à le pas le droit d'estatrace de plantigue de la completion de la completio

Bourque de Parweil et al. F. B. L., p. 700.)

Dans la cause de Prouix et Trembley, C. S. B. 7 R. F. Q. p. 203

de 5 L. N., p. 125, il :a été just, que le propriétaire d'un marin des fait marcher les caux d'une rivière non flottable a une seriou pour les butches d'un moulte de construit des étaux, par étauxes, pour les butches d'un moulte de construit des étaux, par étauxes, pour les butches d'un moulte de construit des étauxes, an amoust de la fivière.

Jugé: Que le Statut qui permet l'exploitation des cours d'eau en y construisaint des écluses, orés une servitude légule sur les terres der lesquelles des écluses font refluér les caux ; que la prescription de deux aun ne pett pus être oppésée à la demandé de l'indemnité : que cette namende doit être pourantyle devant les fribunits ordinaires ; que l'expertise mentionnée dans le stitut n'est pas poisible que du consentement des deux parties et que l'indemnité, étant le prix de la servitude, ett due par celul qui l'a exercée, et que le vente subséquente : du moulin es des eduses ne décharge pas celul qui les s construits de l'obligation de payer. (O. S., Québec, ler septembre 1881, Casault, J., Brenkey se. Carter et al., 7 R. J. Q., p. 286.)

Qu'il n'est pas permis de mettre des embarras dans une rivière navigable, et que celul qui en met sere condamné aux dommages causés à une cage per ces embarras, qui ne peuvent être enlevée que un poursaite publique. (Stein se. Seath, 1 R. C., p. 482.)

somet. Los sours disen municipent, cont lessex on de

les cours d'eau situés tout entiers dans une soule municipalité lecale sont des cours d'eau locaux.

St. Laurent, en face de la résidence du propriétaire riverain, et à proximité d'écelle et de l'y inheuer assurrée poudant ptu de deux mois contre le volonté du riverain, et sans que contre le volonté du riverain, et sans que contre récentaire point se servit du freuve de Lainrent poils les fluis de la navigación et du transport de leur bois et de fental fluis des mecuvenismes sur propriétaires qui se sont sur establicat de leur de la servicion. J. Bankle et admirés. (C. R., Montrési, 16 mars 1576, region, J. C., Montrési, 16 mars 1576, region de la contre de

Qui a Statis de Cimada, 1950 Vici de de grande de company de compa

pour operation de déterminer l'indivinaliée n'a pas des cours de droit communa qui ne pouvaient être abronée dur lace inné dispissible nome qui ne pouvaient être abronée de la lace inné dispissible apprende de la lace de

Appliant, of the comments of the S. R. B. C. in proprietative is described a first described and the control of the control of

rivière

Cent qui séparent deux municipalités locales ou qui da-versent plus d'une municipalité locale sont des cours d'unit de comté. Si un cours d'ann sépare ou traverse des munici-palités locales faisant partie de plusieurs municipalités de courté, il set le cours d'esu de toutes ces municipalités de id non their days activated by think of all depresents and merion of the second of the second of the second of the second of

loration des cours d'sait.

Le défendeur en faisait un canal a cantigé le cours d'un ruite de la caracte de fait un canal a cantigé le cours d'un ruite de la passant à travers son terrain et l'à fait passet à travers terrain du semandeur où il n'a temais passé auperavant. Jun Que os changement du cours d'esu constitué une servite de il gale sur la propriété du demandeur, (C. S., Québec, juin 18 férealith, d. so. C., Ragnire se, Donovan, it R. J. Q., p. 367.

Juné: Qu'il n'y à pas lieu à mae action en complainte ou nes tours au cas de l'écoulement naturel des caux, même augments volume par la culture d'un héritage superieur à un héritaintérieur. (C. B. R., Québec, 7 février 1888, Dovion, J. M. Hamasy, J., Tassier, d., Cross, J., ét Baby, J., Tournée et Rail Dans le canad de Descère et Germain, Québec, le 6 mai fet (C. B. R., Dovion, J., en C., Ramesy, J., Tessier, J., Oross, d.

PTO. Les trevaux de construction, d'amélioration en d'entrettien sur leur cours d'eat municipal soit heits par la partennes inférentes qui y soit manjettles en votte d'un replament d'un procés-verbal, d'un acte d'accord ou de Philidia suivant, ou par la corporation, s'il a été passe un régionains en vorte de l'article 478. (1)

871. A défaut de règlement, d'acte d'accord ou de precesverbal, les travaux d'un cours d'eau municipal sont faits pale propriétaire ou l'occupant de chaque terrain ou passe o

H SHILL

Bavy, ', 16, B. L., p. 309, Il a coc juge que calui dont la pricte borde une cau courante me filiant par parte de donatas public, pout atilibre et exploites este cau en y computat anni une chausses d'une hanteur sufficante pour faire marcher la moulin qu'il a construit sur se propriété; que le propriétaire d'un shoults supérieur auduel ces travaux nuiteent en y filiant reflict les caux; ne jour dégiandes qu'une thécammé or la chaut it le démobilité que des uniteres qu'une définit du putien aut de l'indente à la démobilité qu'un caux qu'il définit du putien aut de l'indente à la démobilité qu'un propriétaire qu'un putien autre de l'indente de l'ind

Dans la arme de La Germoration de la persisse de Maria de Maria de Maria de l'Islo et Reburn. Une R. Montrell. En revealle 190. Maria de l'Islo et Reburn. Une R. Montrell. En revealle 190. Maria de l'Armet de Chine. C. Tarris de l'Armet de l'

Juge: Que la rivières navigables et flottables appareitantes au demail à public, et comme telles, ne pouvent servir à un asses privé, de manière à gla de la mange public; que personne plant drois de faire des constructions eur les les sant l'autorisation de la artivitation hégale, ellés des deivent pas géner à cavigation de la flottage ; que malies senstructions ne sont parmiess de desta que sur des cours d'esu qui ne sont pas navigables et lottables (C. S., Trois-Rivières, Polette, J., Beliveau et al., ve. Levragest de évinight R. I.), p. 798.) First de la manage senties actif que construit avec la permission de la Liefelature per continue actif que construit avec la permission de la Liefelature per continue actif que construit avec la permission de la Liefelature per continue actif que construit avec la permission de la Liefelature per continue actif que

Que pour maintenir une action en dommage certies cebis que construit avec la permission de la Législature un pout aux aux rivière en Canada, le propriétaire riversin doit prouver que estit construction gêne l'accès à sa propriété, et que, d'après là lèi de Canada, il est mécassaire pour réuseir sur son melles que le demandeur prouve des dommages actuels et spécieux; (Conseil Frivé, 20 novembre 1879, Bell se, La Corporation de la Cité de Québec, 7 B. J. Q., p. 183.)

The bay new to the properties of the properties

START ORIGINAL SPECIAL OR CHOLS PRIME IN DESCRICT AND ACCURATE ACCURATE AND ACCURATE ACCURATE

municipals no spouvout stry sensycifies persuas sinepostous against persuas a faint sur-agains personnellement sintérené surt différents à faint sur-siculus d'againes acq tons on the day's sure son the day

278. Les cours d'ean municipeux dejvent, être tenns en les sitte et libres devent obstraction qui empéche ou gene l'étoblemient des autre, en toet timpe de prantier jour de juin de traite de l'étoblemient des autre, en toet timpe de prantier jour de juin de traite de l'étoblemient des autres de teut arrondissement étampe de printier de juin chaque du mois de juin chaque timée, et après cette époque jusqu'un mois de juin chaque vant, chaque fois qu'il en cet requis par le conseil ou par le partier des délégués ou par mus personne justérable. Partier de délégués ou par une personne justérable. Partier et finites les cours d'eau, sous se surreillance et voir le gergen la surreille de conformément de mpéditions de la conformément de la conformément

The Man of Land Alexander And Man Archange of the leading

wents qui les prescrivent.

277 (Tel et miesté du M. de C. 11-12 (de l. de l. 15 de 15)

Nul ne pout être tenu de travallier du boute d'adt manielpaux, du premier jour du mois de met suivant moisse la trente-et-unième jour du mois de met suivant moissie rement; excepté dans le cas d'obstruction de cours d'oc par lin noige on par is glador ou autroment, our entre d

Galconque chitrue de laise obstrue d'une manière des la compart d'une manière de la compart d'une manière de la compart de la co

lui-même ou par ses officiers, ne peut ordonner la démolition d'une chaussée, digue ou écluse d'un moulin ou d'une manufacture quelconque, pares que cette chanssée, digue em foluse tre un obstecle à un courr d'eau.

SSL Mul n'est tonu de laire ou d'aider à faire, sa anoune

manière sur son propre terrain, un avers d'eau d'une profes-deux plus grands que celle qui lui est réconsire pour l'égoût de ce terrain.

200. Les propriémires ou seespants de terraine les ce mardengeux pouvent construire des cours d'eau gar les top rains volting ou se servir de coux qui y cont défiré faits, les trouler, s'ill un sont pur mans protonds, les républir et te

t shows u par le

entrates in contact, while not benefit pour disputer; an

di.

(1)

par 161

871 le l d'es qui Mon 188.

A CI

Bati

le d B. I Oro Cor (2

Los travenz à bire sur ces cours d'ean pauvent être règles par règlement, amole recheux on pat estat d'accord.

Ses d'inspertous agraire de l'eurendissement peut etter à pratiquer une iganobée en une cuyarture, dans tout chemin public, pour y faire passes un cours d'eau.

Cette tranchée en enverture delt être indiquée de jour et de nuit de manière à prévenir tout accident, sous paine de

dommages encourse.

Dans le quivante buit heures qui suivent le commencement des travaux dans le chemin, il doit être construit, sur
le ceurs d'eau, un pont convenable et solide de le largeur du
chemin. Ce pont continue à faire partie des travaux du

chemin. Ce pont continue a faire partic des trayents du comme d'east.

2. 20 du (Ib) qu'emendé parest de Q. du 1974, 39 Fiet, et 30 du 18.

2. 15.) Tout conseil municipel, sur résolution à set plut en sur le manufet d'ann est de plutieurs pausonnes intérnatées à l'auventum. Le farmeture, le divisien, le construction en l'entre-tion demandant à règles et déterminer les trayent à azécuter sur ce cours d'eau, ou à le faire farmer, duit, man délai, le conveyant à une de au séances, per avis nublic, les contribuables intérnatés dans l'auvenge projeté, et après les appir patroique, s'il est d'opinion que cet ouvrage duit être fait, faire se règlement pour règles, déterminer et répertir le trayent du cours d'eau, ou 30, nommer un surintendant apécial charge de visiter les ljeux mentionnés dans le récolution ou le requête, de lui faire rapport et de dresser un procès-verbal, l'il, y a lieu, dans les trente jours qui suivent sa nomination, ou dans les faces pur le conseil. (1) 180. Not consell may pulled and did ided and distriction

In -militar on very soft officient, no

⁽a) Jugé » Qu'une resperation municipale, par son conscitus bien le pouvoir de faire un procéeverbel pour un coura d'eau qui intéresse plunieurs personnes dont les propriétés sont aitnées sous le qu'elletton, mais que ces pouvoirs doivent être éxerces suivant le lot et act en contravantient à le lot, et qu'elle doit chest veries sous enseil municipal agit contrairement à la lot, en faiant un procés-verbal qui amène sur le fond inférieur des caux qu'i ne s'y tendatent pas eins l'envrede le main de l'houque qu'a contribué à les y amener; lés conseil municipal per tal procès-verbal mandant pas eins l'envrede le main de l'houque qu'a contribué à les y amener; lés conseil municipal per tal procès-verbal madant plus marois, seuritade du fond inférieur à travaillet à les course d'acts des main des requises qu'un contraire de la fact per le course d'acts de la fact per la la f

dire trois de ce livre, relatives an intere de raise de reparte de abroger de procés-verbal de chemin et l'écte de réparte don qui s'y rapporte, s'appliquent aux procés-verbant à l'acte de réparte de qui s'y rapporte, s'appliquent aux procés-verbant à lair ou dejà faite concernant les écurs d'ait mutiloipteux, en patent qu'elles sont compatibles avec les dispositions de ce titre et la matere des travacs. L'hiere per les écurs d'aits (1)

SSS. Les caux d'un courr d'eau municipal penyent étre dirigées dans un autre sours d'eau municipal penyent étre dirigées dans un autre sours d'eau municipal par en est est ent procès-vertial ou un réglement, selten le cas, sans que des dirigé cours d'éau soient douistérés dominaire par la la case des des dirigées de la case de l its Wears pay to fait de lear fewerfonts of . Leter

OUE O

P.

ion, ou TEL - TORKET T. ALTERY TO

ind act B.BOUB SS7. Tout proprietaire on occupant dont is serrain ser spoutte pur un cours d'eau, paut être anujetti aux travaux de ce cours d'eau, en vertu d'un proces-verbal ou d'un réglement fait pus l'autorité de l'article 884, l'rauton de l'étendue de son terrain égoutté dans le proposition viable par le surintendant spécial, le conseil ou le bureau des délégués, suivant le cas : mais lorsqu'il se rencontre une erreur de pas plus de dix pour sent dans l'étendue du terrain égoutté, n'en est pas tenu compte. (2)

888. Les intéressés à un cours d'eau municipal, régi par un règlement, par un procès-verbal ou en vertu de l'article 871, peuvent, par un acte d'accord approuvé par le conseil ou le bureau des délégués sous la direction duquel est ce cours d'eau, en déterminer les travaux, le mode de les faire, et par qui d'entre eux ils doivent être faits.

Montréal, 31 décembre 1891, Papineau, J., Reburn es. La Corporation de la Paroisse de Ste. Anne du Bout de l'Ile, 11 E. L., p. 133. Ce jugement a été comment en appet, 1 M. L. B., p. 200.)
(1) Jugé: Qu'un procès-verbal obligeant un propriétaire à travailler un cours d'eau qui est la continuation d'un cours d'eau naturel, ne sera pas annulé quant à as propriété, quolqu'il soit prouvé que la terre de ce dernier aurait pu s'égoutter par le'cours d'eau naturel, s'il est prouvé que, par des travaux, il a amené dans le dit cours d'eau de l'eau qui n'y venait pas naturellement. (C. B. R., Montréal, 27 mai 1885, Dorion, J. en C., Monk, Tessier, Oross et Baby, JJ., Bérard dit Lépine et al., appelants, et La Corporation du Comté de Berthier et al., jutimés, 29 J., p. 222.)

(2) Qu'un propriétaire ou occupant d'un terrain, ne doit être assujetit aux travaux d'un cours d'eau, en vertu d'un procée-verbal, que suivant l'étendue de son terrain. (C. B. B., Montréal, 37 mai 1985, Dorion, J. en C., Monk, Tessier, Cross et Baby, JJ., La Corporation du Comté de Berthier, appelante, et Guévremont et al., intimés, 29 J., p. 223.)

Salving

191 6

l'ays

10111

mand an an respondent on superior de droit as processed on an respondent on regit le bourn d'eau, e'il r'en aux, et set abligateire pour les parties qui l'ent, consent et leurs représentants inaqu'à ce av'il soit révené par le conseil en le parties en leurs représentants, ou jusqu'à ce qu'il soit remaine les parties en leurs représentants, ou jusqu'à ce qu'il soit remaine les mêmes pénalités que et le cétré d'eau était régi par un procée-verbal que et le cétré d'eau était régi par un procée-verbal de le cours de conseil de cours de conseil de le cours de conseil de cours de cours de conseil de cours de

hon. Mus copie de tout acte d'accord doit être dépacés au bimes du constit de toute municipalité locale où est clus en tout que en pextie le cours d'oeu régi par cet acte.

Sole Il est permis de faire names de tout cours d'oeu municipal ainsi que de ses rives, par le transport de toute espèce de bois de peur le conduite des bathaux, back et canote, à la charge toutofuis de réparer sans délat les elétures, les égoute en formés addomnagés et de payer tout les dessuragés et de payer tout les dessuragés et de payer tout.

Sand Los is brossed a un cours d'ean pouridipal relei ; at un regionean, par un pir ede-rorbal on en verun de l'articult 851, pour ent, par un note il inquirid approprié par le coursell du la lunguage des déficients a direction du les cet of cours d'eau ed cet of cours d'eau ed les faire, et par qui d'eau eux les daireut terre faits.

Monipher, Reddenschrößkatt Freitriche, 4., Robern zei la Corpeigeben derla Principa de sie, 4 nur da Rout de l'Ur. U. R. 4., p. 182, Ce iuse nout a cre con concentrages, 1 M. 4. H., in 2004.

⁽i) Jugos (param praces varies obligament un propri telres dum vallee un eerre divan (qui squi la continent un manre telest dum interest, me see a pas annel parameter de see propriété, quoisqu'il seit pradité que le continent un s'excurrie por le roune d'en accordin de la continent par le continent par le continent en la continent de sit accordin de la continent d

ry twites and each care recommend in recommend to the first care. The control of the care and th

about the of THERE SEPTIEM BUT PORT . TOR

and the angular restriction of the control of the country of the c

SON. Tous les travaux publics der corporations manici-

poles locales on de comté, dant l'exécution n'est pas enérielement règlée par les dispositique de ce sade, sont faits; aux frais de la corporation qui les ordonne, par contrat adjugé ét paint d'esprés les règlés de ce sitre. (1)

202. Bur récolution du conseil à cet este il est donné, un evis amblic spécifiant succinctement les travaux à faire, les détails prescrits par le conseil, et le tomps pendant lequel des soumisions pour l'entreprise de ces travaux peuvent être produites.

204. L'entreprise des travaux deit stravaux peuvent résolution du conseil.

resalution du conseil state a fementant of ma libertus all' l'estat

Soft: Le contest est passé au som de la corporation et accorpté per le chef du conseil ou per une personne apéciele ment autorisée à cet effet par le conseil. (2)

uniforbis's de al Total which all be

of White

de milie, 1

于一种经历 relubr mi Thog 178

de farrers d'onn in and hand Montagni. MERECON C 在 9D Jakit Frut IT REST MOSSESSIA naturel, m 1754 Gratifeated o that who 'h White the said

Fr In Jacon my

Albert Taket

utinity in AL I TO IEL WHE sa curios final Ball intel 188 Title (Forepos with the la

896. L'adjudicataire de l'ouvrage doit fournir caution à la intiffaction du conseil, pour le parfait accomplissement de l'ouvrage et pour le paiement de tous dommages, frais et intérêts, dans le cas en le contrat ne serait pas remplis.

⁽i) Jugé que, loraque par un règlement d'un conseil municipal de comté, un consité a été nommé afin d'acquérir pour le conseil un terrain pour construire une bâtiese pour le bureau d'enregisment et pour une cour de justice, ce comité excèdera ses pouvoirs s'il donne un contrat pour la construction d'une bâtiese devant servir comme bureau d'enregistrement, comme cour de justice, et aussi comme saile publique pour l'usagé de la paroisse où elle est construite, quoique le coût de la bâtiese, n'excède pas la limite déterminés par le règlement, et que l'entrepreneur n'aura pas d'action contre la corporation, sur tel contrat, cette dernière l'ayant notifiée qu'elle ne serait pas responsable des travaux faits sous tel contrat. (C. S., Montréal, 30 septembre 1870, Torrance, J., Fournier dit Préfentaine se. La Corporation du Comté de Chambly, 14 Juriste, p. 295.) Chambly, 14 Juriste, p. 295.) Voir note our art. 798.

⁽³⁾ Jugé: Qu'une corporation municipale qui, par l'entremise e son conseil, se serait engagé à donner un contrat à une société, l'ant pas tenue de donner ce contrat à un tiere que cette société est substitué, sens le consentement de la corpération. (C. S., iontréal, 20 avril 1881, Chagnon, J., St. James ve. La Corpora on de St. Gabriel, 12 R. L., p. 18.)

de conté, l'avis est publié et le contrat est adjugé et passé, d'aprè les instituctions du puresu des délégués, par le conscit de la municipalité du comté ou a été prise l'initiative de l'envrageles questions.

Control of the property of the control of the contr

Le considif ares begins le contint a ses paint suit an note de le corporation qu'il représents, en pourrétire l'érecurion devant tout talliment compétant

Portoguios devent tour tripuna composition de la contract de la co

esof L'adialiantaire de l'ouvrage delt featuir gantion à la sacisfaction de corseril, pour le partait acapapitement de l'ouvrage et pour le paient de tous deurmages, frais et fault des deur le casse de contrat no sérait pas complie :

re degre con a correction accidente qui par l'estrantes de par cope il me servit cur agé à denuer une udent à nec societé, est ent pre temme de denuer ce contrat à na tiers que cette societé à cal apparter, sons le consentation de correction. (C. S. Prente al 20 avoit 19th, Canadon, J., St. James ex. las the pointion de St. (Salute), 12 R. L., p. 15.1

THE WAR PORT HOLDING AND ADDRESS OF THE PARTY AND ADDRESS OF THE PARTY

The same text of the same text and the same text

nécessire à l'exécution de travaix ordonnés par discribinants del production de travaix ordonnés par discribination de travaix ordonnés par discribination de la sensition de sensition de la sensition de la

COOR To corporation devicat proprietatio de co versità de page en principa possession, fant natio formalist; de Plantant ette de la contract de la contract

Accorde d'exproprier, sont tenues d'agir avec une différence convenible, et partant, elles sont responsibles des dominages délités à l'emproprier par lus desals jui le Cababbas allocalement de la llement de la ll

A Composition of the Composition

an constant of any state of the constant of th

(4) Qu'un consell municipal no pent s'ampares d'un terrais pour le confection d'un chemin avant d'avoir fait procéder : l'évaluation presertée par ces article et les suivants du Code tiuniquel. d. B. B., Cheber, décambre 1825, Dorion, duge su Chaf, Mont. J., Ressay, d., et Sanborn, d., Rolton, angelent,

Gue la loi du parti et particulturament l'avilole de Code (Civilae personal par et lune, corporation municipale de continue personal du continue personal du continue de la lune de la lune

d'Hochelege, 19 E. L. D. 26

delegués et passé, e, par le initiatiye

ded pout

indicated in the state of the s

direction i indpe-

Toese al action of the control of th

bapi (i)

connected in a connected i

n mianich om tracket na or navier macht "G Chimodo carder

de sun cop de sun cop seiven pas de de auben de de

Medicial, tion in St 904. (Amond Jak & & OJ & 1002 41 Plat., v. 35, v. 25.)

Mul conseil d'une inunicipalité de comté ou de campagne na peut, sant le consentement par écrit de proprétaire:

It Démotir qu'entément par écrit de proprétaire:

It Démotir qu'entément public et travers une mises some autri-édifice :

E Paire passer un shemin public et travers une mises some ou un jardin cles d'une mutaille, de kaie vive, ou d'une eléme, de glanches en en piquete debout, ni à travers que érablière ou un rayen de quatre cents piets de la maison habitée par l'occupant de telle (mblière ou verger) ni à travers une cent de hois de soinge, un terrain d'amusements, ou autre terrain embelli et encles contigu à, et faisant patris det éépex denses d'une maison de campagne ou résidence.

Che deux muserile municipalité gent, caux, le genceptament de multuragne) et la deix le fait que la consequence de municipalité des départements de municipalité gent, caux, le genceptament de multuragnes de la deix le fait que la desire que le mais de la desire de la consequence de municipalité de desire que le consequence de la desire de la desire de la desire que la desire que la desire de la desire que la desire de la desire que la desire

One destroy the property of the consequence of the

L

DEPI

36, s, 28,) Pages sa

Medical Section of the control of th

ntro, conto (gobli) re no, tarrain contign å, compagne

conversable call to the depression

The solution of the solution o

thirted verging par de la la protect sen mali son pan-

de contra on torrain o manière action en de que la le demanment des anière à a come ani-

issi, Fan

per forit de propriétaire, miss de gamene, manifre de canal ou à une chaussée de moullir en de manufacture, et l'appendent de moullir en de manufacture, et l'appendent de l'appendent de

ndountine in premier chemine do front our un lot; ni pour le terrain ideountine in premier chemine do front our un lot; ni pour le terrain réceivé pour un chemine publice dans d'octret ou concession d'un lot. (1) 7118 1104 110 if de leur au d'interesté il act au par appoint par appoint pour un plus pour un prix d'affection du des leur au propriétaire public, la valour du chemin aboli qui écheit au propriétaire

public, la valour du chemin aboli qui écheit au propriétaire expreprié au vertu de d'article 75%, et les arantages pertientiem que au puspriétaire retire du nouveeu chemin tel que tracte de l'article 75%, et les arantages pertientiem que au puspriétaire retire du nouveeu chemin tel que tracte de vent, être estimét et portét, en dédaction de la relevant de continue du portét, en dédaction de la relevant de continue de la retire de

se cherret el esp elláng sparveo extra nu race tech la en royltez i itab ertablirhang el enp. sepatacsa tel elecel eb coltoniité co etyog to charite hans tace aparxes est mateurs en office, et ec rempissent lecherat chiractar

is seen illindeposité à payer pour cinque terraine miss à expropriation, pout être fixée et arrêtée par conventies entre le propriételre de caternin, s'il est majour et en possession de pre droite civile, et le council cons le contrôle daquel en fait. l'expropriation ; et il pout étre également convenir qu'accune indomnité ne doive étre accordée en propriétaire expreprié

Addant d'entente entre ces parties, la valour du terrain en question, de même que tout se qui entre en compensation de la valour de ce terrain, est estimé par les estimateurs de la municipalité locale où est situé tel terrain, et l'indamnité est fixée ou refusée par sux.

or any the common of the orthogonal and the third the control of t

⁽i) Dans la Corporation du Comté de Derehester es. Collete.
C. B. R., Québec, 8 février 1884, Monk, Ramsay, Tessier, Cross. JJ.
et Baby, J. dissident, confirmant le jugement de la C. S. R., Québec, 35 juin 1885, 10 B. J. Q., p. 65 et 8 L. N., p. 156, il a été juge qu'une experation municipale n'a pas, en vertu de la réserve générale faite, par la Courenne dans lu lettres-patentes octroyant un terrain de la faculté de paire aucan chemia public sur ce terrain, le droit d'exproprier un tenancier d'une portion de la serve pour ouvrir une route, saus avoir fait fixer l'indemnité par entenas des autienteurs.

telling of rest ato our fe to linke A CHOUSE THE SECOND SEC

2. Dans les ees où lui-même seridt hippille à payer Mandre Strath pour fluis écocodes half-er let mani et elle & . 8.64

Ela.

Cour

PUT DE

HAPS, doive indio le pr **P**(00)

91

l'exp tion.

POUT contr pavé

of Magnioine and me pout the bloods relation outlimaters; it substitutes and the particular particular periods in a pout threather and destructions of the continuous of the c

Of P. 181 a full or & fitocompositatio, a character, as really of the control of

stimateurs on office, et ne remplissent lette sliktivensint set one diexpropriation picto inqu ation in the desire to the desire one confidence

disposition de de utrie communent de procédit de regal des dispositions de de utrie communent de procédit de manu-de du l'en anne par le Comeil qui designate l'empressitation de d'au moins einq jours aux parties exprepriées. In pouveit ajournée l'exist activités des la leur de l'empression des parties intéresses, et de leurs temperat, d'un jeur le minurel lucqu'an pionones de la sentimes.

Off. Out estimatours, après avoir examine et évalue le terrain et entendu les parties intéressées et leurs témoins, rendent leur sentence par un ou plusieurs eurificats qu'ils déposent au bureau du conseil qui domnisée l'emproprission.

Avis public de ce dépôt doit être donné sais délai par le

secretaling-tresorier du conseil.

Old: Coule statemes rendus par les estimateurs est défini-tive et dint appels à l'expiration des trents jours qui suivent l'avis du dépôt des déstiliéals, à moins qu'unipedities à y soit faite en rents de l'article suivant, (1)

⁽¹⁾ Jugé : Que le propriétaire exproprié qui à reça la compen-ation établie pour l'expropriation de partie de son terrain, prise-

punt process and list, per tente estance; sinci medica punt process abjection en produient une seguite par forti a cet effet, an burein du consult dans les Atente joureign suivent l'avis public donné en maris de l'article difference de

conseil, trais new can't estimateurs and requite an imremedu senseil, trais new can't estimateurs and; sur demande d'un des parties intéressées, nommés comme anté d'un partie, qui chieste d'un demande d'exprepriation, an partie partie; qui chieste d'un dentence ou par le partie, qui sentient le entience, si d'est le conseil qui sig objects, et l'autus pas un diago de le Cour Supérioure, le magistrat de district le pretenciaire, ou par le greffer de la Cour, de Circuit du comté ou du district.

par le greffier de la Cour, de Circuit du comté on de district. Si l'une des parties refuse de nommer et de faim connaître son estimateur dans les deux jours qui suivent le demande qui lui ec est signifiée, il est nommé par le jume, le magistre de district, le protonoisire en par le greffier.

comment de bien et fidèlement remplir leur devoir, procèdent à l'évaluation du terrain et de ce qui entre en compensation, à l'audition des parties intéressées et de leurs témeins, et ampunencé de le centence, de le même manière que les premiers estimateurs, sauf le choix du tempe et de lieu de leurs délibérations qu'ils fixent enx-mêmes.

sentence rendue per cos estimateurs est défaitive at

doivent désigner le let dent de derrain pris fait partie indiques le propriétaire de se terrain ainsi que le adglement, le procée verbal ou l'ordre du sonseil en vertu duquel ce terrain est pris, et fixer le montant de l'indemnité, s'ils se accordent une, sinon, se constator le refus.

olo. L'indomnité, accordée per les estimateurs porte intérêt à raison de quatre pour cent à dater de la prise de possession du terrain, et est payable par la corporation, à l'expiration des quatre mois qui suivent la prise de possession.

'920. Toute personne qui est trouvée en possession du

pour l'élargissement d'une rue, n'e pas d'action en dommages sontre la corporation parce qu'elle ... zurait pas, avec diligence, pavé et néparé la rue, de manière à domier un accès facile à sa propriété. (C. S., Montréal, 9 juillet 1870, Torrance, J., Judah vs. Le Maire, les Echevins, etc. de Moutréal, 14 J., p. 200.

in Tanggo Jimyo'di attikadi attikadi

. 8 5 6 mbbsayid mbygggg

Sambour Sambour

Appendix

district the

evalus le témoins, sute qu'ils printion lai par le

est définie al valvent b h'y soit

s compenrain, priseternits, at moreost de l'évateution, et en est évaile thume les le propriétuire le desti de recevoir l'indemnité écoudée par en trivain, musicule nécure du trais prépriétaire contre le personné qui surépuil indemnités ses étales eurs à les vises

blogge: Al, wrant forpisation designate mois stat prisente des brainciers qui réclament qui tout ou en partie le palement de l'indémgité, le secrétaire-trisories deit conserver dans ses mainint loudentes déstinées à payers ests: indemnité ou la partie réclamée; jusqu'il se qu'il intervienne une désision de la Chur de magistratres de Circuit du comté ou du district, our requiste à magistratres de l'irent du comté ou du district, our requiste à mot éfets sit su les ses les sessions de l'irent de l'irent

The St 1's race public qui a necestie l'expropriation et 1 la charge des contribushies, d'après les dispositions d'un règitement, d'un procès verbal ou de la loi, le montaint de toutes les indomptes avec interêt et frais det être itératif comme toute autre tale municipale, par le scorétaire trésurier, sur tous les contribushies, suivant la valeur des biens imposables, à raison desquals ils sont tenus à eve-

La perception des denieus est faite, sous le plus court délai possible, par le secrétaire trésorier de la même manière que les taxes locales.

l'h

l'a

mé

(2)

ref

l'e

sui

req

.. (1

g wi

PRS. St le conseil l'ordonne ainst, le montant de ses indomnités est réparti par l'officier municipal qui dirige l'onvrage auquel se rapporte l'indemnité, et perçu par lut, de la même manière que teute autre contribution petities.

cous la direction der délégués de comté, l'expropriation sont la direction der délégués de comté, l'expropriation de chaque terrain se fait sous le contrôle du consell de la municipalité du comté dans laquelle est situé es terrain, d'après les instructions du buresu des délégués.

explication des guards orais qui suivent la prisone passes tion.

**220. Tonte pérsonue qui est "parvée on possession du

presented by the cate, of the Aldrew bereit, to the competition to

pour l'élardine ment d'une rous sin pas d'active en florentaire et util la composition nous qu'elle du des la composition nous qu'elle d'active et a la composition de la composition del composition de la composition del composition de la composition de la composition de la composit

sa de librario té queendée taire contre

THE

pe paisment tendant so mité en la décision de du district,

propriation disponitions is montant exist it partisecretairs which dead tenus à seccourt délai

ant de see qui dirige rou par fut, on pouteiles

nanière que

riation sont priation do do la muninin, d'après

"我们中华西班拉斯的名字经

Prapile and

10a. 1020. To

pour l'élans écute la compart la

TITRE NEUVIEWE

the light a Marrock our demonstrate and trail each

et par S. de Q. de 1978, de Q. de 1875, 39 Viet., c. 25, c. 2, de par S. de Q. de 1978, de 42 Viet., c. 18, c. 22.) How droit d'appel au conseil du comté, de la passation de tout réglement fait par le conseil d'une municipalité suraite, excepté les règlements qui révoquent simplement d'autres règlements, seux faits relativement à la ronte des liqueurs enivrantes et ceux qui doivent être approuvée par les électeurs municipaux avant d'entrer en vigueur.

Ca droit d'appel ne peut être exercé que dans les trents

Co droit d'appel ne peut être exercé que dans les trents jours qui suivent le promulgation du règlement; et il n'y e pas d'appel d'une résolution, même lorsqu'elle est passée dans l'exercise des pouvoirs conférés par l'article 486. (I)

par S. de Q. de 1872, 38 Vict., c. 21, a. 20; pan S. de Q. de 1875, 39 Vict., c. 29, a. 2, et par S. de Q. de 1882, 46 Vict., c. 35, a. 30;) Il y a droit d'appel au même conseil, de l'homologation de tout procée-verbal fait par un conseil d'une municipalité rurale, dans les trente jours qui suivent l'avis de l'homologation donné en vertu de l'article 808; de même que de toute décision d'un conseil d'une municipalité rurale, rondue en vertu de l'article 819 relativement à un acte de répartition dans les trente jours après cette dédision.

Il y a même droit d'appel au conseil de comté, de tout refus de l'homologation d'un procès-verbal, par un éculeil de municipalité rurale, et du rejet par le conseil local ou par son surintendant, de toute requête demandant l'ouverture et l'entretien d'un chemin municipal, dans les trente jours qui suivent le cefus de telle homologation ou le rejet de tellé requête. (3)

⁽¹⁾ Juga: Qu'un bret de pronibition, pour empécher un cerceil municipal de comté de prendre connaissance d'un appel de l'homologation d'une liste électorale, dtilt être adresse à la corporation en son nom comporatié, et nun pas au préfet et aux composant. (C. B. E., Montréal, 10 septembre 1870, Caron, Drummond et Badgley, J.J., et Mont, J. dissident, Michel Landry, fils, appelant, et l'arre Emile Mignault et al., intimés, 18 J., p. 66.)

⁽²⁾ Voir note sar art. 1661.

⁽⁵⁾ Dans la cause de Contrée ve. La Corporation de Comté de Joliette, et Frappier et al., mis en cause, C. S., Joliette, 17 mars

*** Tel qu'ajouté per de de 1886, 48 Vot., c 28, e. 17.) "Le droit d'appel pour tous les cas mentionnés dans l'article 200, axiste passillement dersqu'il s'agit de sours d'ann."

13.) (Abrogs per S. de Q. de 1878, 41-42 Vice, el. 16, a

. 1988. Lifappel pent stru, parts an sooneelt des comté sper toutespersonne intéremées servir par marinant de sein de parts

OND. L'appel est porté an moyen d'une requête sommaire qui deté étre déposée an bureau du coaseil de comté dans les délais prescrits, à poine de déchéence.

si,

on

zio:

do.

seil

un app

log

viri

app

lleu

Gill

con

juge

a lie

Une copie de cotte requete doit être signifiée au bureau du

BRO. Toute requête en appel doit être prise en considération par le conseil de comté, dans les trente jours après qu'elle a été déposée au bureau du conseil, sans quei l'appel est anéanti, sauf le cas de l'article suivant.

Au cas où il ne deit pas être tonu de session ordinaire dans les trente jours, il est du devoir du secrétaire-trésorier ou du préfet, s''lls en sont notifiés, de convoquer, pour la prise en considération de la requête en appel, une session spéciale du conseil pour être tenue dans ce délai.

931. Bi la session spéciale, convoquée en vertu de l'artièle précédent, n'est pas tenue faute de quorum, la requête en appel peut être prise en considération à la session générale suivante.

Dala. (Ajor's par S. de Q. de 1871, 35 Vest., eb. 8, e. 7.)
Toutefois le conseil de comté ne peut prendre en considération le requête in appel, qu'après qu'un evis nublic faisant connaître le jour et l'heure de la session à laquelle il doit procéder à l'examen de cette requête, a été donné par le secrétaire-trésorier ou par le préfet, dans la municipalité locale d'en provient l'appel.

with Le consult, après avoir entendu les requerants et les membres du consult local ou son secrétaire-trésorier, et avoir axeminé les térroles et les papiers produits par les parties.

izes. Climen de la la la la la conseil local rejetant une requête dem andant l'amendement d'un proces-verbal en vigueur, et qu'il y s deu au bref d'injonction lorsque le conseil de comté s'arregs tale juridiction que ne lui confère pas la lei.

ici., c 28, entionnés

s'agit de

omié per A 4 2 2 45 18 19

Spinston at re ié dans les

bureau du

considersres qu'elle appal est

naire dans rier on du a prise on péciale du

i de l'artirequête en n générale

1. S. c. (.) considéradie faisant lle il doit nné par ke unicipalité

rents et les er, et avoir les parties

nes d'appel dotant une on vigueur, il de comte

in mountable

continue, amende, en rejette le migliation, le present verbal ce la décision dont il y l'appel.

Dans le décision, le conseil du donté peut técorder de taxer les frais énecurus pour l'appel contre teute partie du course, en faveur soit de la corporation du compe, soit de toute autre partie ; et ces frais sont recouvrables de la même manière que les susandes imposses en vertu des dispositions de 6e Code. (1)

#88. Si le conseil du comté néglige ou refuse de prendre en considération la requête en appel dans le délai prescrit, ou si, l'ayant prise en considération dans ce délai. Il termine la sassion, ou l'ajourne sine die ou à un jour plus éloigné que dix jours, sans l'être prononcé sur le mérite de la requête, l'ap-pel est anéanti et le réglément, le procès-verbal ou la décision dont il y a appel est considérée confirmée par le consen in comes of the same of acceptable at story rector in Land

⁽¹⁾ Dans la Corporation du Comté d'Tampaka et Debochier, C.
B. R., Montréal, Il janvier 1886 Monk, J., Tessier, J. dissident,
Rameny, J., Cross, J. dissident, et Beby, J., 30 J., p. 316, le conseil de la parciase de St. David, homologur, avec amendementa,
un procès-verbei concernant certains chemins locaux. Sur un
appel de cette décision, le conseil de comté du comté d'Tamaska
24 octobre 1888, a renversé la décision du conseil local et a homologué le procès-verbei purement et simplement. Le conseil local
ne fit pas exécuter la décision du conseil de comté; mais, le 7 avril
1884, il passa un règlement modifiant le dit procès-verbal comme
il l'avait modifié par sa première homologation, et renversant 1884, îl passa un règlement modifiant le dit procès-verbal comme il l'avait modifié par sa première homologation, et renversant virtuellement la décision du conseil de comté. Sur un nouveil appel, le conseil de comté cassa le règlement du conseil local, vû que la question avait déta été règlée, et que le conseil local, au lieu de mettre à exécution le procès-verbal et de respecter la décision du conseil de comté, avait passé un règlement mettant à n'ant cette décision. On demande la nullité de cette dernière nécision du conseil de comté. La Cour de Circuit, à Richelieu. Gill, J., a cassé cette décision, vû que le conseil avait violé la loi en procédant à juger l'appel, sans instruire et entendre la cause, conformément à l'art. 962 C.M. La Jour d'Appel & renversé ce jugement vû que le conseil à comté avait agi dans les limites de se juridiction, et dans l'exercice des droits qui lui sont reconnus par la loi. par la loi.

⁽²⁾ Dans la Corporation du comté de St. Maurice, et Dufresne C. B. B., Québec, 1884, Dorion, J. en C., Monk, Tessier, Gross et Baby, JJ., 10 R. J. Q., 223, et 7 L. N., p. 401, il a été juré qu'il a lieu à la cassation, devant la Cour de Circuit, d'une décision d'un couseil de comté même siégeant en appel, rendue après le délai mentionné dans l'art. 868, et rejetant un proces-verbal.

The copie is la scripton du coupeil du count, d'il constituire l'apprendit de coupeil du count, d'il constituire transpier de ce constil écriptotatant qu'aneque décition à pété prise pair le constil dans le temps réquire deit de transmis, sant délai, at bureau du constil de le munitépalité locale d'où vient l'appel.

235. Toute décision du coupeil du courté qui amonde un procès verbal, doit être publiée par le secrétaire-transpier du conseil local par un avec public donnant la substance de la décision.

性 注意 at to rile ! いんから 一省对抗 : AM:

4000

abl bien inspe les i

10 0

loca

bien

titue

fes c

L

oipa

d'au

tion 6tre 951.

mon fileg ratio

obe. Chaque fois qu'il a signifié au bureau d'un conseil local une requête en appel, il cet du dévoir du serrétaire-trésoriez de ce sonseil de transmettre inté délai, in bureau du conseil du coméé, tous les documents concernant l'affaire qui fait l'objet de l'appel.

Ces documents doivent être remis au bureau du conseil local, aussitôt après la décision du conseil de comté ou s'il local, aussitôt après la décision, après l'espiration de temps durant le pas pris de décision, après l'espiration de temps durant le conseil il panyant le donnée.

loguel Il parveit le dopper and in the same le district (f)

the blows out it teast for the street of the street it is a street the Mirman J. Cross of Mariles we that a start of the comsoll de la par in de the Institution, in men de monde in menter in mente in mente in mente in the second in the mente in the second in the menter in the second in the sec ns the level of a court assert trappedent of or arought defletter if it is received to a new shift the road of goods of better in the hopen control it is to and i more or where there is no recognition at Book or happen by. land been and the confinite of the country of the particle of agreed Howe I so it is not to come with the works the collection of setting it was the past there is the compact to all the officers or explayer the court filled and the contract of the contra to a second of the species of the second of the second on the Line and the state of the second of the seco I so the decision of the property of the contract of the second party stops

to the control of the

A second of the second of the

rifo. It det du real in a Collan proposit du consession

-uderuppa Takan ar Direct are under Alas engli de luce the de de dereit, entre toutes les corporarents becker de de mannier partiée du contre de de la contre de la

metter, and bureau at the market correspond to ale.

stance de

soretaire a Jures

11'0" 100 84 pe derent

ently (1) ole all H 6 Villounill 1 m 4 b 11 - 3

かい 明 日報

o b ladga My festars & . Hall by he to shows the contra to retail to the

I Shayn'l H RECEIPT THERE

e of the ca

are to self as of an

the destroy is

it is is it

.. 201.6" "33

Acres 1 Tra Stall it is But I B

distant i that SICIAL PRIJER

and organization of the court stands of the They are futelended a with the Disposition of a first state of the sta

\$27. Les taxes municipales imposées sur des biens impo-tables d'une municipalité doivent être réparties, tant sur les biens fonds imposables que sur les biens mobiliers déclarés imposables par Kartible 716, A moins qu'il ne soit spécialement déclarés qu'elles doivent : être imposées uniquesions, sur les biens fonds impossition à seu su de ses des restaures de la les

1935. Le montain de toute tare imposée par un compell de comté, pour des fins générales ou spéciales, est prélevé, éauf le car des artièles 490 et 491; une soutes les corporations locales de comité, à proportion de la valeur totale de leurs biens impossibles affectés au palement de cette taxe? (1)

Day! To part imposes a chaque corporation locale constitute une dette payable par elle au conseil du semté, d'après les conditions et aux termes déterminés par ce conseil.

Le montant de cette part ou dette est perpu dans la muni-

cipalité locale, comme les taxes locales, sur cons les biens imposables affectés à cette taxe, sans qu'il soit besoin de faire d'autres règlements ou ordres à cet effet. est per sangue par la

- En cas de rofus on de négligance de la part de la corporation locale de payer la part qui lui a été imposée, alle pent être recouvrée d'elle en la manière indiquée à l'article Oblic (2) in the fact a first tree is a strate out and some it are in

s are in the proof in a case of room at one wife

⁽¹⁾ Jugo: Qu'une taxe pour rencontrer certaines dépenses nécessaires d'une corporation de comté, ne peut être imposée sur les différentes municipalités dans le comté, que par un règlement, et que l'imposition d'une telle taxe, par récolution, est illégale. (C. C., Montreal, 20 mars 1988, Loranger, J., La Corporation du Comté d'Hochelage va. La Corporation du village de la Côte St. Antoine, 27 J., p. 177.)

Voir notes sous art. 941.

⁽²⁾ Jusé que le moyen de collecter les contributions dues au priségule comté est par l'entremise des municipalités locales et

940. Il est du devois du morétable trisprier du conseil de comté, avant le quinze de mai de chaque année ou à toute autre époque azantes se mondi, de répartie aves l'approbation de ce dernigr, entre toutes les corporations locales de la municipalité du comté, les sommes payables au conseil du comté, durant Pamiés courants on worte des ordres municipaux ou de répartitions antérieures en force, et de transmettre, an bureau du consesi de chaque corporation locale. une copie certifiée de cette répartition.

Chaque fois qu'une nouvelle somme de décilérs est imposée par le conseil du comté, après l'époque déterminée par cet article, une nouvelle répartition doit être faite et transmise, de la même manière, par la secrétaire-trésorier.

IWI

pet

000

C.

tu:

L mo

Mo

1) a

111

d'u

loc

mu d'o

> tré Ju Coi

1041. (Tel garamende per S. de Q. de 1684; 47 Viet. et 16; AUT.) : Lautazes haposées, pour des lins de comté; en verte d'un procès-verbal, ou d'un acte de sépartition le sapportant deun proces-verbal on fait on vertu des articles 400 et 401, sont perques par les efficiers des municipalités locales et sont situés les biens imposables affectés au paiement de ces texes, de la mêma manière que les texes imposées pour des Ins localess (Daily of throughly an entrotte soldseaged service

In état de ces texes doit être transmis, sens délai, au maire même de la municipalité locale, ou aux personnes chargées de les perceneir, si ces personnes ne sont pas les mêmes que celles chargées de surveiller, sous la direction du conseil du comté que des délégués de comté, l'exécution du procèsverbal, de l'acte de répartition, du règlement ou de la loi,

"A défaut par les officiers municipaux de prélityer ou faire prélever em taxes, dans les deux mois qui suivent la transmission de l'état ci-dessus. le secrétaire tréserier du conseil de comté a et posiède, pour le prélevement et la perception de ces taxes, tous les droits et pouvoirs qu'ent ces officiers locaux en vertu de la section deuxième du chapitre premier. du titre dixième de ce Code, et le paiement des taxes, dans ce

leurs officiers, et que la comperation du semté n'appes le droit de procéder, directament course les contribuables par action on autrement.—0, B. E., Québec, 5 décembre 1876, Monk, J., Ram-eay, J., Sanborn, J. et Tessier, J., Roberge es. La Corporation de Lévis, 7 R. L., 642. Voir notes our art. 941 et 951,

⁽¹⁾ Volrinote our tet. Other wife and the state of the st

conseil de pu à toute l'approbacales de la conseil du se municide transion locale.

st imposée ée par cet transmise,

better was and

Signal 16; is in verta tappertant 190 et 401, locales où ent de cas t pour des

i, au maire hargées de admes, que sonseil du lu procès, a la loi, er ou faire it la transdu conseil perception as officiere a premier, es, dans ce

le droit de action ou k, J., Ramporation de

regy n

constant and harmon dus constants in figure of a supposite of a supposite of a supposite of the constant and an analysis of the constant of an analysis of the constant of the

impossibles, pour les fins locales ou de comté, deivent être réparties avec justice, d'après le rêle d'évaluation en forcet est tout les hiers assujette en paiement de con taxes. À propontien de leux-valouz impossible, c'est à dire, de la valour réelle, pour les hiers-fonds, et de la valour estimée, pour les biens déclarés impossibles an vertu de l'article Ale; sout le cas de l'article Ale; sout l'artic

10 valour qui doit être donnée aux termine employée pour des fine agricoles et située dans les limites des manicipalités

(1) Jugo: Que les tamés imposées pour des fast de somé, experts d'un precès rechal esdonnent le centification d'un pour, ne peuvent être recouvrées des corporations locales par la épropration de comté n's de répartition de contre les contribuébles obligés suivent l'hôte de répartition. C. C., Bedford, 20 septembre 1885, Mathieu G., La Georgeantie du Courté de Missisquel vs. La Garporation de la passing de St. George de Clarence ville. 18 R. L., p. 660

du Comté de Missisquel vs. La Corporation de la pareire de St. George de Clarenceville, 13 R. L., p. 460.

Dans le cause de Simard et La Corporation du comté de Montmorency, C. B. R., Québec, 7 luin 1839, Dorion, Juge en Chéf. Monk, J., Ramsay, J., Tessier, J., et Grous, J., R. J., Q., p. 500.

Il a été lugé, ennirmant le j'agerennt de C., B., Québec, 1877, Stuart, J., que les taxes imporéen aux contribuables individuellement par un conseil de counté, en vortu d'un proced-verbal et d'un acté de répartition s' rapportant, pour l'ouverture et d'un acté de répartition s' rapportant, pour l'ouverture et d'un acté de répartition s' rapportant, pour l'ouverture et d'un acté de répartition s' rapportant pour l'ouverture et d'un acté de répartition du comté par une poursuite devant un juge de paix, destre les particuliers obligés nu pilement de ces unes par l'acce de répartition, mississe imposées par le conseil de counté eur les municipalités locales ne peuvent être prélevées des particuliers que par les municipalités locales.

municipalités locales.

Qu'un corps municipal ne peut pas en les résiamer-le soût d'ouvrages et de travaux, à moins qu'il ne l'ait présiablement payé à l'entrepraneur, que le coût d'un ouvrage de comté est à la charge des contribuables et non peu des municipalités locales; que la collection d'un's telle éréance doit se faire par le prélèvement de la quote part de chaque intéressé par le secrétaire-trésorier de chaque municipalité locale, suivant la 50ème section de l'acte municipal. C. B. R., Montréal, 2 mars 1871, Duval, Juge en Chef, Drummond, J., Badgley, J., et Monk, J., La Corporation de la paroisse de 8t. André, appelante, et la Corporation de Comté d'Argentaul, Isalade, 2 R. L., a. 174, 2000 Noire aux article 1900 et l'acte municipal de 1900 et l'acte municipal de 1900 et l'acte de 1900

all diffigure de villacité, l'écht vona loumpte de la village d ces terraine pour les fins agricoles soulement, saut la shoutiment aux race et dans phomins jusqu'à la profession ordinaire des lets à bâtir dans la localité, laquelle pont être taxing original tale validar tiello. with it is the all an an animaling

948 (Amendé par Si de Q. de 1872, 86 Fioti, ch. 21, s. 30 par S. de Q. de 1878, 41-42 Vioti, ch. 10, s. 34, or par S. de Q. de 1882, 45 Vict., ch. 35, a. 31:) Le conseil de toute municipalité locale pout, par une résolution, exempter des taxes municipales pour une période de vingt-cinq ans un plus, foutò personno qui exerca une industrio, un mético ou une: exploitation i quelconque, on le propriétaire d'aucun pont, ainsi que de terrain etemps pour telle industrie, nont. métier pour exploitation, ou convenir avec cette personne d'age tomine de deniers payable annuclement peur sin temps l'excédiant pas vingt-cinq ans, un commutation de toutée faxes municipales.

H peut aussi exempter, du patement des taxes municipales, les personnes panyros de la municipalité et leurs hiens. Telle exemption on convention no s'étend pas aux travaux

à faire aux cours d'eau, fossés de ligne, elétures, découverts on chemins de front qui dépendent des plens imposables ainsi

sonvenable, autoritor, par resolution, is serretaire tresorier an tout, autor officier, A sjouter an montant de loutes taxes à prélever sur des biess impossibles dans le municipalité, une sommé l'oxecédant par dix pour cent pour convert les pertes, frais et instruites lettes.

245: Les taxes ou contributions municipales en maindicurre ou on materiales sont toujous convertibles en

denibre, après leur consance con there of the vale ser la land

- 646 - Touter taxes municipales constituent une creance privilégice exempte de la formalité de l'enregistrement

\$47. Les taxes portent intérêt, à raison de six pour cent à dater de l'expiration du délai pendant lequel elles doivent être payées, sans qu'il soit nécessaire qu'une demande spéciale soit faite à cet effet. Il n'est pes au pouvoir de conseil en des officiers municipaux de faire remise de ces intockie, de le permisse de sie. Antre, aus inemes

048. Toutes taxes municipales, imposées sur en termin, servent être réclamées aussi bien de l'eccupant on autre

Chi. pont dine

क ेस्ट्रा अववास नेपट

, 21, w. 20, par 8. de de toute mpter des ad see as métier ou o d'anoun trie, pont, personne quiet ain r

iens. IN THE TANK lébouverté

niqipaliti, oqvatr las 111.20元 种联门

ztibles en Tress Page steat 12:

pour cent.

es doivent demande buvoir de se de con

diameterment's terrale, de entre phiesterici de estistratia qui da proprietatro, de all'une qui de tentra qui personare en acquirente n'est que instrit sur le rele disvaliation (1) in ser le company de acquire de acquire

945. Qulconque n'étant pas propriétaire paye les taxes municipales imposées à raison du terrain qu'il compe, est subrogé, sais autre formalité, aux priviléges de la corpora-tion contre les biens meubles et immeubles du propriétaire, et peut, à moins de convention contraire, retenfr sur le prix du loyer ou sur toute autre somme qu'il lui doit, ou recouvrer de lui par action porsonnelle, le mentant qu'il a payé en capital, intérêts et frais.

466. Pous arrérages pour taxes municipales, sanf le ces des articles 402 et 496, se prescrivent par trois ans. Cette disposition est sujette à l'application des articles 2207 et 2270 du Code Civilio (2)

(1) Desis Hogan et La Cité de Montréal, C. B. R., Montréal, Et avembre 1884, Dorion, J. en C., Monk, Ramsay, Teasier et Cross, JJ., M. L. R., B. R., p. 60, et 7 L. R., p. 878, Il a été jugé que la taxes municipales ne sont pas payables jour par jour, inité ignée indivisibles et sont dues par le propriétait et possessent de l'impedition de cit time memble sujet à cottentiere, au temps de l'impedition de cit time quante fait qu'anne pressure non propriétaire d'un insualible aurait étécnirée sur le rôle et cotisée comme rouriétaire d'un immeuble ne le rend pas constituable.

(2) Dans la cause de La Corporation de Lévis sa Lagueur, C. S. Québec, 1885, Andréws, J., M.R. J. Q. 328, La été jugi que la prescribtion de cinq ans s'applique san taxes municipales.

Dans la cause de La Cité de Montréal se Gaddés, C. B., Montréal, 25 juin 1882, Torrance, J., 5 L. N., p. 303, Il a été jugi qu'en l'absence de dispositions spéciales, les taxes municipales ne se prescrivent que par trente sus. Jugé dans le même sens, C. S., Montréal, 9 octobre 1877, Bélanger, J., Gay sa Harman-deau, 21 J., p. 360.

Dans la cause de La Corporation du village d'Hochelage et Hogan, C. S., Montréal, 9 mai 1882, Torrance, J., 5 L. N., p. 154, il appert qu'un rôle d'évaluation fut fait en 1878, en verta daquei les désendeurs furent taxés à la somme de 3780,15. Ces taxes étaient payables le premier d'octobre 1878, et ne furent pas payées. D'autres taxes furent imposées en 1876 et 1877, qui ne furent pas payées. D'autres taxes furent imposées en 1876 et 1877, qui ne furent pas payées et, en janvier 1878, pour interrompre la prescription, quants aux taxes de 1875, la propriété fut sairle et auxes que les dispositions du Code Municipal, let auxes galles de la companyable de la cause furent pour legas la berrais stats auxilier à con la code la code la cause les dispositions du Code Municipal, let auxes par les dispositions du Code Municipal, let auxes de la code la code la cause de la code la code la code la cause les dispositions du Code la code la cause les dispositions du Code la code la cause le la code la cause de la cause de la code la cause de la cause de la code la cause de la code la cause de la code la cause de la cause de la code la cause de la cause de la code la cause

ob Milos (Molegos executed pure Moles S. de 2003) and Vina, well in S. J. Les paiement des tames inunde guales pant the deale ment riclamé, par une action fotontée un nom de la corporation, devant un juge de paix, devant le Cour des Commis saires pour la décision sommaire des petites causes de la paroisse ou municipalité f'il y en a une devant la Cour de Caristrat ou la Cour de Circuit du comté ou du district, tant contre les absents de la municipalité que contre les personne presentes. (1)

tra for

39, 4°

dir O.

o. Re

de de de

par un bref de prohibition émané par les défendeurs. La requête pour prohibition alléguait que le rôle d'évaluation pour 1878, était illégal. Le bref de prohibition fut renvoye, en Cour Eupérfeure, mais le Cour d'Appel renversé ce jugeriers et Aésida que le rôle d'évaluation fait en 1876, était mul, et qu'un rôle avait été fait en 1875, et il prohibi le sollection des surses de 1876 et 1877. Le jugement de le Cour d'Appel fut configuré par la Cour Suprème, le 10 juin 1881, et le corporation pour la cour suprème, le 10 juin 1881, et le corporation pour la reconvenment des taxes de 1875. Les défendeurs ont plaidé la prescription de trois ans. Le cour a décidé que la prohibition m'affectait que les mais basées sur le rôle de 1876, et qu'est combéquebée la prescription avais cour le race de 1875, et qu'est combéquebée la prescription avais cour le race de 1875, et qu'est combéquebée la prescription avais cour le race de 1875, et qu'est combéquebée la prescription avais cour les des facts de la prescription de la mondaire peut être respectée et demande apour saleie illégale des membres du débiteur sous ces circontaines. O. S. R., Montréals 28 nevembre 1878, Johnson; d', Mackay, J., et Beaudry, J., Blain ce. La Corporation de Granby, B.R. L., J. 180.

Articles 2877 C. Dans tous les cas mantiannes sux articles, 250, 2200, (prescriptions de 5 ann) 2381, (prescriptions de 2 ann) et 2322, (invecriptions de 5 ann) 2381, (prescriptions du temps articles 2870 C. Les prescriptions, commences ayant le maile de 1870 C. Les prescriptions, commences ayant le

of mile stilm no pout être reges après l'expiration du tampe finé pour la prescription. Articles 2870 C. L. Les prescriptions commencées avant la promulgation de ce Code, sont règlées conformément aux lois antérieures.

Méanmoins, les prescriptions alors commencées pour les quelles faudrait, suivant ces lois, une durée immémoriale ou cente naire accomplissent sans égard à cette nécessité.

(1) d'ugé 1. Que le magistrat de district a juridiction pour le recouvrement de taxes municipales quel qu'en soit le montant.

2. Que sous les articles 260 et 251 du Code Municipal, une corpopation locale peut être poursuivis devant le magistrat de distric', pour le recouvrement d'une dette de comté, due par la corporation locale à la corporation de comté:

4. Qu'un magistrat de district n'est pas disqualifié pour juger le millables cortes, parpe qu'il sut contribuable de la municipalité

. 062. Le conseil local doit, sur la réquisition des commissaires ou des syndies d'école de soute municipalité scolaire située dans les limites de la municipalité locale, accepter le role ou un extrait pertific du role des estications pe suclei; présents per cum et ordenner au secrétaire de de faire la perception de ses taxes, de la même man en même temps que les taxes municipales. trict, tent Personn

1955. Les vares prélevées par le conseil local, pour les travaux publics, dans chacun des townships réunis pour former une municipalité locale distincte, en vertu de l'article 39, sont dépensées, déduction faite des frais de perception et d'administration, dans le townskip on elles out été prélesé à moins que le conseil du comté n'en ordonne autrémentaire

intéresse, C. B. R., Québec, 5 décembre 1976, Mont, J., Ram J., Sanborn, J., et Tessier, J., La Corporation de la pareixa Guillague von La Corporation du Causté de Deumacond, 7.

Que le seni moyen de collecter les contributions dues au conseil de comté, est par l'entremise des municipalités locales et ses omeiers et que la corporation de comté n'a piu droit de procéder directement contre les contribuables par action ou contente de procéder directement contre les contribuables par action ou contente de la composition de Lévis, intimée, 7 R. l., p. 642.

Dans Simard, et Le Corporation du Comté de Montimorancy, C. B. R., Québec, 7 juin 1578, Dorson, Jugé en Chef. Monk, J., Ramsay, J., Tessier, J., et Cross, J., 4 R. J. Q., p. 208 et 8 R. L., p. 546, il acté jugé, confinmant le jugement de C.S., Québec, 1577. Stuart, J., qu'ill n'est pas nécessaire d'apposer des timbres sur les procédures devant un juge de paix, en matières civilés, comme dans une poursuits pour le recouvement du montaix de un verts d'un procède seabel et d'une répartition ; et que n'eléctrique de juridiction avant le jugement, il ne pourre arrêter l'exécution de ce jugement par prohibition, que et le défaut de juridiction apparaît à la face même des procédures devant le juge de juridiction apparaît à la face même des procédures devant le juge de juridiction apparaît à la face même des procédures devant le juge de juridiction apparaît à la face même des procédures devant le juge de juridiction apparaît à la face même des procédures devant le juge de juridiction apparaît à la face même des procédures devant le juge de juridiction apparaît à la face même des procédures devant le juge de juridiction apparaît à la face même des procédures devant le juge de juridiction apparaît à la face même des procédures devant le juge de juridiction apparaît à la face même des procédures devant le juge de juridiction apparaît à la face même des procédures devant le juge de la la la Cour Supérieure, dans une pour une partieure de la Cour Supérieure, dans une pour une partieure de la Cour Supérieure, dans une pour une de Rionx es La Corporation de Rimouex. C. B. R., Québec, 30 apparent le pour la cour de la la Cour Supérieure, dans une pour le

Dans la cause de Broux es. La Corporation de Rimouski, C. S. R., Quebec, 30 septembre 1886, Stuars, Juge en Chef, Casault, J., Caron, J., 11 B. J. Q., 281, 11 a été juge qu'il n'y a d'appel d'un jugement en matières municipales que lorsque tel jugement est pour une somme de \$100 ou plus.

THE PART OF THE PROPERTY OF THE PROPERTY OF

Voir note sur art. 398.

. Attent for

es.do.1875. La cour

Grauby,

avant le

lesquelles ontonaire

m pour le tontant. ipal, une gistrat de ne per la

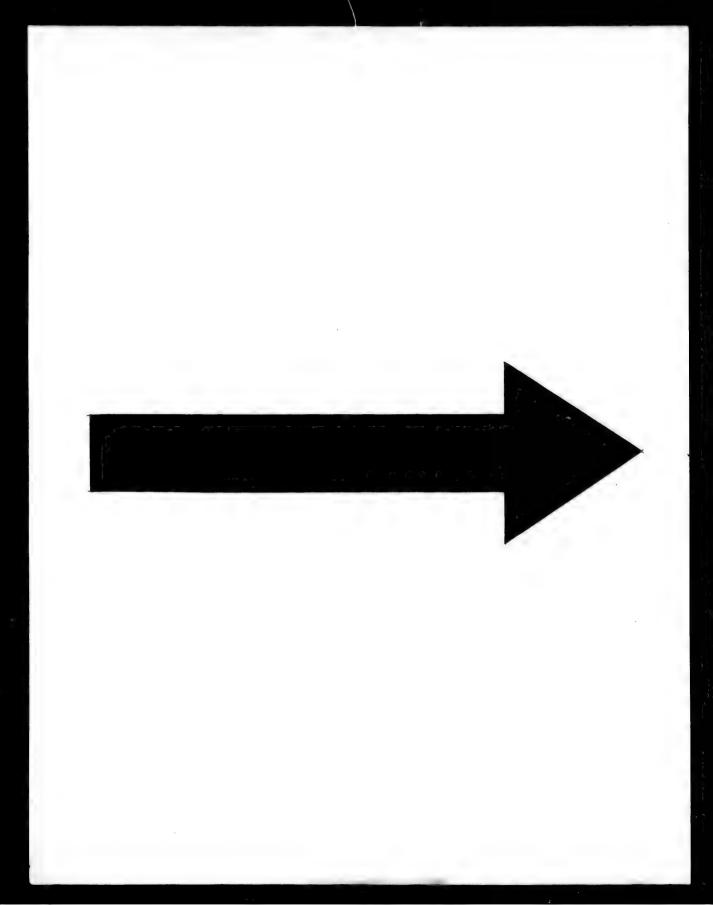


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



STATE OF THE STATE

Photographic Sciences Corporation

23 WEST MAIN STREET WEBSTER, N.Y. 14580 (716) 872-4503 STATE OF THE PARTY OF THE PARTY



minimistry of Residential Annual State of the State of th

ente, den jarillelen Shi yen köbiste penghali

Compared to the state of the st

d) nonale

Alliferina

dus El

to the local throught control of the the both with the printing of the

963. Si, après les quinse jours qui sulvent le démande faits verge de l'acustic présentant, les estimais ducts par langue attis d'annation de l'été de paresprise rest par out parfect

Charles and the colors of the

Hall of the control o

desired alon incubrant anglish of the corn, will good Comments of Santanian Barrier Barrier

Cot syle doit designed mentioned for some of due of la system of laguesto sixto vente est (atta
"A Bis abbitant six absent of "il a" a personna point syle to popular de malara introduct confrer ou survive librar and the syle out of the state of the state of the syle o

CHARLE

militaring amin

right, qui is le droit d'émaner des p mit des tamés duce à la sequiciped

residente proping plating along the color of the color of

passonera.

Date deniers provenant de la vente des effets saicle sent appliquée par le socrétaire-trésorier, déduction faite des frais de saitie et de vante, an naisment des sammes portées au râle de perseption sire l'absoluté frais.

Le surplus, s'il y en a. est payé par le searétaire trésories à la personne contre laquelle la vente a tré faite, ou est retenu par lui, au cas de réclamation; jusqu'à ce qu'il intervienne une décirion de la Cour de Magistase en de Claimit du conté ou du district, sur requête à cet effet. Si la réclamation cet de la part le dédicitéer, par le desirant le conté en de la part le dédicitéer, par le desirant le conté en de la part le dédicitéer, par le desirant le conté en de la part le dédicitéer, par le desirant le conté par le dédicitéer, par le desirant le conté de la part le dédicitéer, par le desirant le conté de la part le conté de la part le conté de la part le control de la part le la p

Chaque four qu'un terrain ausgiett aux auxe munt ce the laire de la laire de laire de la laire de laire de la lair

^{(1).} Voly note our art die 1. H. A. E 36, 188 . J. M. A. L. A. A. a. a.

fasia disposition asi el ciliares faita, antendue cendo spain. Les destrois proposition de du reure de difeir midienens complified that the second of CHAPPER DELY THE CHAPTER OF Lo mirister and a file of the file of the file of the original in the control of par tribus contact rectamateur insperies qu'il interreconne The rate payable, soit dans L. payerson and Chicago accounts and Art Chicago accounts converted to the Chicago accounts converted to the Chicago accounts converted to the Chicago accounts and the And the second of the second o 11, 2 L. Mr. D. 200, at 2 L. Mr. D

l'aide qu'il a accordée au nom de la c nis, coux qui l The state of the state of another state of the state of t floor annot of managers son the a death and the sale of liferace soil and investing and to account the sale of the sal

ret per H GAL Secont O TREE TEREST.

muel an fonds Compagnatumities and all st a for sal 1

alité hodin, a l'adquatit a accontés un nom du la car the south south from an cos bons out eto emis son qui los diviennent ports dans I onvrage, represented nor les bons behanges, tables 1011 Ary restrict A shear at 11 and 12 and 1 THE OF STREET which I remain the Coloration of property of a series dilagione de force manifestation de desiration de desiration de la contraction de la Tout bon manistpal with Manistrative and the design te la nam de le corporation au nom de laquelle it est amis; (2. La rigiament du varis degne) Mart fining parties affinis

4. Le thus de l'intérêt parable per la la la mandi une deprins

As principle of the configuration of the configurat

A PAROTI OF OFFICE OF RESIDENCE IN THE PROPERTY OF THE PROPERT

of resor

inami rina in the parameter, of led done is drott do poster, man in the out to poster, and the out to poste

continues of another of bone and divinit the suit of the manner of the suit of

direct autres procedures au rérus the state of restance of the state of the st

postbilina esiste de side quanto son la principa de side quanto son la principa de side sulto su

tions did blane execution on bandeliles appearing a restrict die hypothèques jet privilièges qui affectent ables ill in verporation just montaint de l'évaluation dus blane impendites de la

ivalité.

distances dolt reflects, disposer et consulves in jos rigioments qui lui sont transmis co outs, at les envegistrer dans m ilea percedante, et les avec

porto enregistres ou dépos indiatore of thus are three Chaires on the quiconique Chaire as faire l'impossion

portablistilities es especiales de la constitución de la constitución

President from the

M. IA 180 25717 S

to the cipe of Papailton annuells necessary pour les

8. La relear des lingsmeubles on innender armentendet the first the part of the property of the state of the st enderwisselften kommunischte wering sind administ für meisten die eine werden die eine eine Like -

the file of the control of the purity of the alignment of the second of the Lorsengraph of didalmenting heavidons in scientists the inexpression is the an arrange transfer and the contract of the

non the presentative of the residence of the connector diers seen teircen, tee etglemente sent tie noch drambrin cen vostu Inadous artindos preciónes en los enrechares dans un vorte But to so the way some "the idera comu de cot estores de la como areil

998. The freedoment of its randomest borrest de the de depuncts an improve dil registration of thus sur lives d'entrée ante aresets & Fredham de gulmonique distribute en faire l'imit action. dering the houses we be read indrended the later of the bourse ratem regide pur l'asticle suivant.

arranteristics and require south party on the content and party to the general majories are rest to deep man clear the contract that the Might and the excention of not than some high but I wast.

Log stager transport diffe while Tour Friedly County of the Supposite States of the County States of the

remaind the continue les on the palatres als tarions Penr recherche, inspection et expinen ils abagos the despite it an inclination des entrem and six cap-

THOS LOSS.

A PROPERTY AND A STATE AND A S

problème de la missione de la company de la complemente del complemente de la complemente del complemente de la compleme WHEN THE PARTY OF THE PARTY OF AND THE STREET AND AND STREET OF THE STREET STREET, STREET STREET, STR

CHAPLERS PRINCES Principle after room

199 % (Assertion of the Control of t on solding, ever let being des propriétains oit au b

1. PAT risepo o

4. A. 1. 图点 Tra holists 411 31 731

100 * HOUSE ! MIZENY

erect 96 of Tia **州学**社(1) ANT 中国 entler BH

distributed of systems of paireur qui est troublé dans se possessier par l'acq opporation municipale, et même après les dédit en limitation di l'uneau municipal. C: B.R., Quence lifté Borlos d' est C. Monte d'Inscharan, J. it innière d' l'unertie us. (in Organisies de Br I Post a week to Washingth of Lie Con

The same transletion in 474

felle de la province et dans un on pinsioure the state of the

Au 21, v. 3.) Au temps fixé pour la vente, le secrétaire-trée rier du conseil du compté, par lui-même ou par une autre per-sonne, vend au plus hout embiérisseur écut des terrains décrits dans le liste, à maison desquels il est macore du des pariers, après avoir fait connaître le montant des deniers à prélever sur chacum de cur terrains, y comptis la part de l'élais ensouvel pour le venits de Bripotries du montant des deficies à dettes son au la venit de Bripotries du montant des des

Disse tone his probable mainter a depose post payving a la vente, la corporation du desirée n'est par les attractes alles au control indeposition de desirée par les attractes alles acceptes notations des des des recours.

1 201. Quiconque office alor de payre la montant fill control à préloyer, y compris les fruit, pour la moindre par le control à préloyer, y compris les fruit, pour la moindre par le control du terrain an devient l'acquerant de partie du terrain doit lui être edingée par le champ par la control du terrain doit lui être edingée par le partie du l'acquer de la partie du control que cont mots ou chiffres pour tous avis, listes et entires que cont mots ou chiffres pour tous avis, listes et entires que cont mots ou chiffres pour tous avis, listes et entires donnuents relatife à la mente des terrains andettée, pour taxes, et, en sus, su remboursement de toute somme qu'il aure

tro

restant, amones et vendus par la derenderante commo especialme, amones et vendus par la derenderante commo especialment, amones et vendus par la derenderante commo especialment, act aulie de commo et amones et aulie de commo et amones et despecialmentes par la derenderante de la deserción de deserción de deserción es deserción especialmentes de la deserción de deserc

Voir note surnet 973.

HYMAY O Table -tre

tre perterraine dù des

dr Sil

cipulita

t fixes par interpretation of qualitative parties adout hungest fixes par interpretation of consultation described to consultation of the consulta

The state of the transfer of the state of th

tollication of the second part of the second of the second

processing of market and a second and a second of the seco

Meansoine l'acquéreur ne peut oulever du bois pris le ter-dais sinci vente, posidité le première comés de le posidité le 1908. Le corporation de la manhicipatité toune en bou située les immediales mis en vente pout enchierfreur le vente de cos immediales et un devent l'acquéreur par l'entrenise de cos immediales et un devent l'acquéreur par l'entrenise in implie our native passeume, sur sinte

100 Une Hete des terrains winden in warter des dire monthumant ly nour of its re sing que la prix de la primi de la comme

judication, le terrain adjugé n'a pas été racheté ou retrait, de la company de la comp

dication of the property of paternant de louise la comment de la part de la composition de la part de la composition de la part de la composition de la part de la corporation de la maniolipalité de composition de la part de la corporation de la maniolipalité du comte dans les fimites de laquelle cat alors situé le tait can adingé. Nemissions I'm consum in paint antenands bailes alles

18.) L'ante de vante set consenti, au nom de la corporation du comté, par le secrétaire-trésorier, en présence de deux témoins qui signent, ou en minute par devant notaire.

a le demande du préfet on du morétaire-trésorier. (1)

ent.

⁽¹⁾ Jugi i la Que l'acte de vente municipale dell'étre frien-englement enregistré, mais que l'acquérenz dels apas grendre potention de l'immemble. D. Que l'acquérent d'un proprehente primités, qui sure pro-possession de l'amissione et qui sure fait enregistre son acte

The Table of the Properties of the Poster Services of the Poster of th

the herition on ayour actions the content of the 1849, 66 Plot, 54.

18, i. 10) Le verre hitte or verre des appendions to se chickett sitter the translatif de in product de de chickett sitter the translatif de in product de de inventa manage de la djudicataire tous les droite de projetétative principal de terrain de rous privileges de hypertitative principal de terrain de rous privileges de hypertitative qui sonite sonite de grande de la droit une routes soniteres constituées, aux droite seignantant et deux contents pour la palament des débentaires entire terre pour âtre gravée pour les montants pour la content privileges de la content pour la content con débentaires municipales, denices avents qui appèr les mans en de débentaires municipales, denices avents qui appèr les mans en de débentaires municipales, pour voir un taine à le chieffinable de la content de la content

This. Si le termin adjugé n'existe pas, l'adjudicataire de direit qu'an reconvenment de ce qu'il a pagé, avec intérét à raison de quines peut cent par aunée. Si l'adjudication en la vente est étélairée nutles aux une demands de casaction en dans toute autre instance ou incident, l'acquéreur ne peut exiger que le remboursement de ce

quille, paré pour le princile aquintaire, eres le sett des principales autonne de la sett des principales de la contine de cette releant, à moine qu'il no vanille les enlever, avec int ését sur tout le montant réclamé à mison de quinse pour cent par acti de montant réclamé à mison de quinse pour cent par acti de montant réclamé à mison de quinse pour cent par acti de montant réclamé à mison de quinse pour cent par acti de montant réclamé à mison de quinse pour cent par acti de montant réclamé à mison de quinse pour cent par acti de montant de montant de mison de quinse pour cent par acti de montant de mison de quinse pour cent par acti de montant de mison de quinte pour cent par acti de mison de quinte pour cent par acti de mison de mison de mison de quinte pour cent par acti de mison de mison

Alexan bracker pour false eminier une remarde termin, calle un ventrale depositione de cochepitre, en le droit d'ag avecter per l'allignellés un proposit per deux ens à comptag de la mais de l'action des des le comptag de la mais des des la comptag de la mais per la créander desart termination une le comptag de la mais per la créander desart termination une l'action de la maissant que la créander desart termination de la maissant de la comptag de la maissant le comptag de la maissant de la comptagne de la

qui decrète que son te estion pour la menulla une se

cadues plan temes untimbipales an years in his view of the court a comptent to device the court of the court

Que le corporation locale qui fait vendre des terrains pour auxe et la corporation de comté qui les vand, à la demande sont également rain mables et garantes vis-à-vis de l'adjudication, des lilégalités et des arreurs de laurs seprétaires tréscriers appacifie, et que, lorague les deux corporations admettent ces l'adjudication, et que le corposation de comté déposé le prince deux années et que le corporation de comté déposé le prince deux années et deux années de comté deposé le prince deux années de comté deposé le prince deux années de comté depuis la data de l'adjudication; que les corporations a font pas droit à l'avis requie par l'article 23 C. E.

ROLD BY THE PROPERTY BELLE AND ADDRESS OF LANDS de l'axthele 1999, act amnonce constituire trésorair du could de l'article 999, est amonos pour étre vendu par le chécif, le secrétaire-tréchésir du chéciff de confét les peut vendre ce fermin, mais il delt, som délai, transmotter quantrifique état du mentant des tante et des finis de publications dus, à exises de ce munique lequel montant est, payé sur les deniers peu-les es particulaire peu le shériful paracies in passes consis-

TORY! Notherbine, at the promise lend! do main the procoddress our la vence par le short out 600 discontinuous, in
recretaire tresortist pour faire in antiinadical profitation, annicipale as profit de legralle in
least a corporation annicipale as profit de legralle in
faire part, as one of constitute irrecrets du gomes loit
first saite part, as one of constitute irrecrets du gomes loit
first saite part, as one of constitute irrecrets du gomes delle
first saite part, as one of constitute irrecrets de demonder
first saite part, as one of the profitation of demonder
first saite part, as one of the profitation of demonder
first saite part, as one of the profitation of demonder
first saite part, as one of the profitation of demonder
first saite part, as one of the profitation of demonder
first saite part is short of the profitation of demonder
first saite part is short of the profitation of demonder
first saite part is short of the profitation of demonder
first saite part is short of the profitation of demonder
first saite part is short of the profitation of demonder
first saite part is short of the profitation of demonder
first saite part is short of the profitation of demonder
first saite part is short of the profitation of demonder
first saite part is short of the profitation of the part of

ductique des dominages soient demandés par les conclusions application en garantie. C. S. B. Quebec. 30 juin 1974, Stuart Desirit J. Missident et Tearitar. Bartier, démandeur et Armstrong, opposant affit d'annuler de Bartiey, contestant, et Armstrong, demandeur en garantie et Armstrong, demandeur en garantie et La Corporation du comité de Bance, et La Corporation du canada en garantie. La Corporation de Capperside de Timbe de Capperside de Capper

without me sold Children (Contain BANG E EDM). The notice that an interest of the property of the continue of disponitioni di chimitane principaliti pori estrutti reinti, in recetti di disponitioni di chimitan principaliti pori di recetti di disponitioni di chimitan principaliti pori di recetti di della cara anti qui cuivent le jeni di realitatatica, ca partiti in qualificationi cara ti qualificationi di compatiti della municipaliti du socrat della compatiti della compati

于自由

***** Marie I 到20年 **学科基础**

TIE IN HO TE HOE "1 TO PARTY

A PORM ,倒塘 THE PARTY IN with the

-Web of Mid

deficie J. (1801). Monk, Reining, Thinks of Puby, GJ. I the J. R., p. 43, ilea die juge que den hornalitée practitué par les à la lettre, et que, lorsque ces formalitée n'ent pas été sulves taxes imposées par le rôle de perception ne sant pas exigib

in Jugo que lorsqu'une propriété e dté voudue pour des taxes unité parties une personne qui n'est par le propriétaire, qui la restrat et est un propriétaire de la propriétaire neture qu'il propriétaire neture qu'il propriétaire neture qu'il propriétaire ne pour expendant propriétaire que le propriétaire que le propriétaire ne pour expendant propriétaire que le propriété fans lui offrir le principaire paye paye que la principaire de la

1004. In apprication of the death described an entered of the second of

ore not no tierter el serere lui amineren el con contratte de la contratte el serere el sere el contratte el sere el contratte el sere el contratte el sere el contratte el contrat

commended a colonial qui a roudir la imperiorat parte appropried per company de company respectively de company de compan

town the new parties and income and income and the second of motive and the second of the second of

return the best are extended execute year in gradier bet partie.

The districts on eat situate in according the coupling it reduced to the coupling of the cou

ings ingthe

o) elle 26, rucela 6, dinita tou Natit au P 100mas Delle de

COLUMN TO THE PARTY OF THE PART

lo, Areco relate no pent, le restion, lichtens ire die retrie

部です

TO THE PARTY OF TH

series de production de la companie de la constante de la cons

on the thermodynamical source of the thermodynamical control

Printed to lone He in the state of the state

to be constant of the constant

de recrétaire tracelle no voit par de l'arricle nouve de la ministre de l'arricle de la manufaction de l'arricle de la cour, ordonner par récolution, au secrétaire-trésorier, de prélever sur les sommes mineaux de la municipalité, affectés par le jugement, une sommes mineaux pour le mettre en état d'acquitter le mentant fan deniere dus, avoi intérête et frais.

1600. Le tribunal qui a rendu le jugament peut, sur requête à cet effet, en terme ou en vacance, accorder, de temps à autre, au conseil municipal, tout délui qu'il croit nécessire pour lui donner le temps de prélever le montant de daniers requis.

1000. S'il n'a pas été satisfait au jugement, dans les deux mois après la signification qui en a été faite au bureau du seascit, où à l'expiration du délai accordé par la cour ou seascit, où à l'expiration du délai accordé par la cour ou seascavenu entre les parties, la personne qui l'a obtenu ou con procureur peut, en produisant le rapport de la signification lu jugement au bureau du conseil, faire émaner de la cour, sur réquisition par écrit à cet effet, un bref d'exécution, contre le corporation en défaut, rapportable devant ce même tribunal aussitôt après le prélèvement du montant du jugement et des frais.

1020. Co brof est attesté et signé par le groffier ou par le protonotaire, scollé du secau de la cour et adressé au shérif du district en est située la municipalité, auquel il sajoint entre autres cheses :

confo

*************** al vis

station West much an a **美世纪**

Charle West

terras

onne ar les

ment.

ter le

er, de

croit ntant

sti du

HO TH 12 - BOD

cour.

ution, mêmê juge

tot

The second secon sund do mano like

le la valeur telle ton acres to make a source of a collision of the last and the state of t

Cod Conton.

D. Miri insufficioneset, et la provincia e del social delles del social delles del social delles del social del social

the still and the still and the still and the de de dus pentigans du berd es es nanière requise par l'article 960. dielekonkou behabie de la proposite de la proposite de la participa de la participa de la proposite de la proposit

paiement, le pasmien leudi de mere anivent, en le mez dispuès les règles indiquées au titre précédent, après, a les dispublications et avie requie per les disposition même titre.

meme titre.

3. De faire rapport à la cour, des deniers prélevés et de se propodés, anesitôt que le montant de le dette, des friséres et des trais exére par ordre de tribune. Analysis is more to restricting orbits on a discipline

20006. (Ajout paris. de Q. de 1876, 39 Witt., v. 20, v. W.) Si le j'agement a élé residu sur des débentures ou des compons dintir en voitu d'un règlement fait par un consoli de count, conformément à l'agricle èté de co Gode ou la tant une proposition do to vision tollo.

Wide Stady a water and the same will officiers, so put lui per expositor par se titur of suits order rebichastic chart to the desire.

tundire d'ailieure l'offeien

[Cons. Le side (C.) fibre mone des registres, rele france de la leur de la leur

Hunispant de se couseil, sous les pénalisés ordinaires de la duit se mottre de personiel de fors les elles affectuelles et duit se personiel de fors les elles affectuelles et juggement et des ordinaires peur l'extention du juggement et des ordinaires les communes et de la commune part de la commune de la comm

locales en défant.

Locale mentionnés au titre précédent et pas d'autres.

Cacte de .. rente de storesie est donné sen la manière prescrite an même tières par ils préfet de la municipalité du cointécon me trouve alors situé le terrain à l'expiration de douz anne si le rotseit n'e pas été fait dans l'intervalle south has beneficial relative to believed in these and control of the state of the

2007. La chécif doit remotter une copie de seu réle spécial de perception et tent entre réle en fisquanent dont il s'était mis en phistoches, en material de desnell qu'il eppartient, après avoir réleve feut le mentant porté en bres d'autoution avec histoches.

A cette disposation of being a few and the library and a series

Jugonich) wie Gespierunten, wentere Heine despreibende G. Jugonich, wie Gespierunten der Antonierung der Gespierunten der Ges

A Million W. Sametier it partone all tackets for force and the

sodi. Et un territir atmonest pour dere readit par le sodi. L'attende de pour dissipation de pour de le sodi l'attende de le sodi l'attende de le sodi l'attende de l'attende

and the state of t

the first of the same of the same and the same of the

The state and state, or agree out that the

TITER DEUXIEME

VERTU DE CE CODE.

TO THE CHAPTER PREMIER

Descriptions Afirshales a soul fact land

1043. Les amendes, imposées par les règlements municipant on par les dispositions de ce Code, sont recouvrables devant la Cour de Magistrat du comté on devant le Cour de Circult du comté on du district dans les limites desqueiles elles ent été encourues, on devant un juge de paix résidant dans la municipalité, s'il yes sinon devant un juge de paix résidant dans une municipalité voivine dans le district. (1)

1948; Toutes, les amendes encourens par une même parsonne penyent être comprises dans la même poursuite. (2)

1044 Lorsque, dans les dispositions de ce Code on des réglements municipaux, il est imposé une amende pour chaque jour que dure une infraction, il ne peut être recouvré d'amende que pour le promier jour; à moins qu'un avis spécial verbal on écrit ait été donné à l'infracteur. Bi cet avis est donné, l'amende peut aussi être recouvrée pour tons les jours suivants que dure l'infraction. (3)

doll, être commencée dans les dix mois après le jour et elles ent été encourres, sous peine de déchéauce.

⁽¹⁾ Wolfring our art 100 in and to the hold it is to be

⁽²⁾ Dans Dacket est Prouis. Cour du Magistrat de district, Ste. Scholastique, 10 mars 1875, DeMontigny, magistrat, 7 R. L., p. 317, 11 a été jugé que ce n'est que sur permission expresse de la loi, qu'on peut accumuler dans une même action une demande en dommages et pour amendes; que les dispositions des sections 8 et 30 du ch. 26 des S.R. B.C., acte concernant les abus préjudiciables à l'agriculture," qui donne cette latitude, n'ont été abrogée par le code municipal, quant aux dommages causés par les animaux, que quand les animaux sont mis en fourrière par le gardien d'enclos, et qu'en tout autre cas, les dommages et les amendes, pour sortie d'animaux, peuvent être recouvrés sous les dispositions du dit statut par une seule et même action.

⁽³⁾ Voir note sur art. 396, et voir aussi art. 1052.

⁽⁴⁾ Voir art. 1951, et note sur art. 775.

1046. Telle poussuje peut dire intentée par toute personne majeure en son nom particulier, ou par le chef du conseil au nom de la corporation municipale. (1)

(1) Jugé que le pour vivant qui sum qui réciene une amende, pour contravention à l'acte municipal. S. B. B. O., ch. 24, ch vertu de la section 63, § 3, doit pour autivre tant en son nom qu'en celui de la municipalité ; que toute personne a le droit d'intunter une telle action, mas être teitue d'avoir l'autoritation préclable de la municipalité. (C. S., Brois-Rivières, 15 avail 2014, Fobeles, J. Lami vs. Rabouin, 1 R. L., p. 657.)

Que celui qui pour seit par une action qui dans des le faire une serion non qu'un nom de la corporation à laquelle apparitée apparitée de l'amende. G. O., Québec, 3. octobre le l'amende de l'amende. S. B. B. B. O., Il n'actiste par d'action que la set du chapitre 24, S. B. B. B. O., Il n'actiste par d'action que la set du chapitre 24, S. B. B. B. O., Il n'actiste par d'action que l'action que l'action que le consoli, au nom de la corporation multipale ; qu'ou delt ette consoli, au nom de la corporation multipale ; qu'ou delt ette portée au norn de qui alle ne devait, pas l'ârre et non par une défense en droit, telle que formulés mais la présente aime ; que l'amende et les Bommages ne pervent être violaime dans intéres en action, vû que ces causes de demande tendent à district de l'amende et les Bommages ne pervent être violaime dans intéres des le brois nes selles excluses qui temp, le pour suivant dette judique dans de district de l'amende et les Bommages ne pervent être violaime dans intéres de l'amende, et que à défaut de ce faire l'action sera runovyté même sans exception à la forme. (è R. J. Q., p. 70, levrier 1825, O. S., Cassuit, J., Ferland es hémins, il n'est pas nécessaire d'alléguer dans la déclaration que les chemins dont il est question sont littes dans la munisipalité de la parcise, et sons le controle de la défenderesse, lourque le demandeur indique dans quelle paroisse es trouv

Voir note our art. 440. Voir art. 1051.

. of earliedy limit. 1694 . 27 n vie / 4601 .

. Hold are the Yell.

TOTAL WINE mental vrables Cour de tes elles est dans. siz zásie 1) sprain in

7501 THE SHALL

TAGE abile lyders Maria to the Brofin of the B

De (2) on des cahague COORTIGORS. une syle . Si cet DER SORS

mendes où elles 如美奇观点的

A 11 916 28

fict, Sto. L. L., posse ctions 8 réjudici-abrogés par les

1047. Tente poursuite intentée, en vertu des dispecitions des dispecitions des dispecitions des dispecitions des dispecitions des dispecitions de la maria del maria de la maria del maria de la maria del la maria de la maria del la maria de

1946. Les amendes recouvrées en verte des réglements manisipaux ou des dispositions de ce Code appartiennent, à moins qu'il n'en soit autrement règlé, pour une moitié au Si la poursuite a 616 intentée au nom de la corporation,

smende appartient fout entière à la corporation.

Si L'amende est due par la corporation, elle appertient ente entière au pognesivant. (3)

1940. (Tel es amendé ser 8, de 9, de 1875, 39 Plet, de 1940.) A defeut du palement de l'amende la processé de la sentence, les plons de le personne ainst condennée, servit chieff le vividus jusqu'il concirrence du montant de l'amende et chieff le vividus jusqu'il concirrence du montant de l'amende et chieff le vividus jusqu'il concirrence du montant de l'amende et chieff le vividus jusqu'il concirrence du montant de l'amende et chieff le vividus jusqu'il concirrence du montant de l'amende et chieff le concirrence de la somme duc.

Cet emprisonnement de la somme duc.

Cet emprisonnement décharge la personne qui le subit, de lou obligation de estistaire et jugement, provoncé contre alla. (5).

Toute. (Tit se camendé par 8, de 9, de 1876, 39 Plet. 3, 22°.) Le demandeur ou le plaignant dont le demande pu la plainte a été déboutée avec dépens est tenn au paiement de ces frais, à princ de la saisie en de l'emprisonnément en la manière et dans le délai preserits à l'articla présédent. (4)

Seles N. 8 544 6

⁽¹⁾ June qu'un défendeur à une action que on ne paut être entendu comme témoin contre lui-même, et que v'il l'est, don sémoignage sora mis de côté et la cour n'y aura aucun égard. D. B., Trole-Rivières, 15 avril 1870, Polette, J., Lami ve, Rabouin, I.E. L., p. 677

(2) June que les mots "corporation municipale" dans est artisle, est un terme générique, pour empêcher de confondre est corporations avoiaires ou autres, et que le seul nom légal de ses corporations municipales est suivant le cas "La Corporation de la paroluse de "—C. C., Québac, 2 octobre 1879, Camault, J., Graham est Morissette, S.R. J. Q., p. 246.

Voir article 1051.

⁽E) Volr art. 1061

⁽⁴⁾ Voir art. 1051.

editions tomoin

lements ment, A pitié au fpale. orațieu,

partient

Pict, o. o.pan la conté do contendo che conconse

rabit, do S contro

Plot., e. lemande un paiericonnol'article

ent Stre 'est, son n égard. tabérata,

ces come a le seul cas " La bre 1879,

1 15 \$15 V

printe de la maria des des dispositions de la Code, pouvent de la maria del maria de la maria de la maria del maria de la maria del l

CHAPITRE DEUXIÈME

Boller Barrer Barrer

DES POURSUITES DEVAMP LES JUGES DE PAIX.

1000. Les pourpaites intentées dévang les fages de paix, en verte de l'article 1042, sont entendant et décidies par eux, d'après les règles ordinaires de procédure processes solutivement aux enfrue et convictions commetres, aux en qu'elles cont furampatibles avec les dispositions de ce titre.

Matik. Matik deposition on information pricipant, the sement plate require du demandeux ou du plaignant, these see yoursultes pourve néamentain que l'objet de fa. plainte ou de la démande soit sufficient favore desse le frif de dans une déclaration annexée au braf.

1054. Le dessier de toute poursuite doit être remis par celui qui en est le dépositaire, au juge de paix, sur sen ordre, dans le cas où il y a appel du jugement à la Cour de Circuit.

1055. Le délai de l'assignation est d'au moins daux jours juridiques entre le jour de la signification de l'ordre et salui du rapport.

1956. Au jour du rapport de l'assignation ou du mandat le juge de paix qui a signé l'ordre de l'assignation ou le mandat, a droit de siéger seul pour l'audition et le décision de la cause.

Il peut néanmoins requérir l'assistance de tout autre juge de paix ayant juridiction dans le district.

1057. Les rapports de signification faits par un huissier sont donnés sous son serment d'office.

1050. Le juge de paix ou le greffier doit prendre des notes des parties importantes du témoignage.

Ces notes signées par le juge de paix siégeant font partie du dossier. (1)

1059. Le jugement de la Cour est exécutoire à l'expiration de quinne jours de se date.

⁽I) Votr note our art. 200.

"If the cost require part is called, on pur the author ministry the cost of part is contained in the contained of the contract of the contained of the contract of the contrac

(1) Juge qu'il suffit à une sorporation pourseivie en desseuses pour arrestation Illégale opérée par un de ses constables, de montrer que cui officier avait en une cause probable pour opérée cette streetation.

montrer que out officier armit du une cuine probable pour opérité dette arrectables.

Que lorsqu'un commit voyageur men financié pour le veute de marchandises a des armèts pandant qu'il, premité des outres pour le, maleon qu'il représentait, il y avait, pour un constible, il un probable de composation détendant déveuter dans la la plus un régionaire de la corporation détendant de veuter dans la la la la pour portable de arrectation.

Au Bahy, J., Le Oprovation de la atté de Québes, et Plane, de la Reign, puis de la la la la composation de la comp

rage. La dessign de lacre passende de rough par semis par sellis par sellis par sellis par sellis par sellis de la sellis sellis

today landshirds l'assignation et d'A medie dest jours jaridiques sente le jour de la algeritantion de l'erere et et ui du rappers.

torus An jereda rapport de l'assiruación de de maschit la tago da quex qui a segué l'artico an Lesagostico da de mandat, a drap de saiger sout pour l'audition et insiculsion de la car a

The party recommended to the party of the party of the party large of the party party is the party of the par

to the state of the second of

natives and will the sinds and a set of the and the analytical sections.

to the present at which pas to have no high elegante that practly that the first

tond. In ingrament do in four our examplifies a l'expera-

at le lof.

Cor Both BEAT .

By fulger

dament to **李色适你 的知道对注键是** greens al AND THE REAL PROPERTY. ASSIT TOOL · 产细氧产品的 na si sh RINE EFT. Zigir oh TOOL THE JUST 4. 野桃木· Tracks mode 以本一种中国 the day the **非有权的** taki itani.

av (a)

and stated of the DEOLETTE TO THE BOT OF THE PARTY

tades of the same Lit M. M. and Brille

1001: (Amongs pur Red) Q. di 1878, 30 Plot. 20, 3.
25; pur S; do Q. do 1878, 41-45 Plot. d. 10; o. 06; pur S. do
Q. di 1800, 45-44 Plot. a. 20; a. i. it pur S. do Q. d. 1801;
44-45 Plot., a. 22; a. 4, at pur S. do Q. do 1805; 45 Plot.; e.
25; a. 18.) Il ya dreit d'appis bla Conr di Circuit du comté

Ship. 18.) Il yea drait d'appel hid. Conse de Circuit du compt ou du district :

All De liout ingéneur roude incréise jages de quale, our dispondite lintentier en des finges de quale, our des pourreites intentier en des finges de politique de quale, our des règliments municipalisée à interpolitique de politique de pour de la pour de pour de pour de la pou

(1) Jugs qu'en me pout se pourvoir derent la Cour de Circuit

to be with the contract of the

sonsell, de sen propit hericanent, of our the plainte produite contre le rôle.

dute contro le rele.

4. "De tout ferus de l'homologation d'un precès-verbal par un conseil de conté uiéguant autrement qu'ent appuis et du rejet par un commit de comment ou par son surintendant de toute requête demandant l'ouverture, la construction, il élactiquement, le changement, le détournement ou l'entration, celt d'un chemin, mit d'un pont ou d'un cours d'ann qui set oute d'un conse ce invidie le ..." doit être sous sa juridiction." : Partition of to

dit droit il appel aggiste anni, an sastella doneli d'une municipalité lecale a négligé du refusé de grandre et com sidération, une plainte écrite, produite en restude l'agtisle 748 en patr obtenir la révision et l'amendement du réla d'évaluation en conformité des articles 748 et 748 e dinter let immte jours sprin l'arpiration du délai pendant legas l'in-

pouvait en prendre connaistènce. Le la discrition de l'impe-lies duis de l'impel seront tente à la discrition de l'inge, pour ou contré salie des parties, la surporation municipale : ou les consillers poucoundilement, qu'il jugare à propos, et : seront recouvrables sur un bref d'exécution émané en la manière ordinaire. (1) th lage green se pout se pourreir desait is dest de Cicent

(1) June qu'il ne rent lemais evre quiestion de chose june et matière de carrier de confesser jugement sur une requête à l'effet d'appelée d'ue décision de conseil, par laquelle certains nome stalent re-anchée de la liste des discretait.

Que dans le carrier de conseil prend sus lui de reviser et corriger la liste, sans qu'il y sit en plainte, de n'est pas un appel qu'on doit prendre, mais une procédure en caesation.

Qu'un expecte en appel doit être présentée deus les quiencies en chambre est incompétent rations matéries.

Qu'un appelant sous est article tel qu'amende par le Viet, ch. 25, 4, 21, ne peut examiner de nouveaux témoins au soutien de son appel. C. C., Québee, 1 mars 1879 Meredith, Juge en Chet, Grique ve les B. J. Q. p. 27.

Voir note sur article 308,

donnée per un burelle de unicipal de toute décision donnée per un burelle de unicipals sons une forme quelconque, à la Cour de Circuit de comté siégeant dans l'un des comtés dont les délégués représentent la corporation, en à la Cour de Circuit du district. Si les municipalités représentées par les délégués sont situées dans plus à un district, l'appel pent être porté à la Cour de Circuit de l'un ou de l'autre de ces districts.

lees, le mot jugement supporté dans les déposités suivantes de ce titre, comprand également les décisions de nées par un bersen de délégate

1964. (Amende par S. de Quide 1876 39 Fict, a. 1974 3

1964. (Amendé par S. de Code 1875, 36. Feet, d. 1871, 36.)

Le partie qui vout an appeler doit, dens les Amente jours inridiques qui suivent le prononcé du jugement :

Donner un aimple avis de cette intention au juge ou à l'un des juges de paix qui out randa le jugement, ou à leur staffet, qui ou burnau de conseil, municipal s'il s'agit d'ais conseil, municipal ; ou au burnau du conseil, c'il s'agit d'ais décision d'un conseil de comté, ou au socrétaire de burnau des délégués d'Esppel est d'une décision de ce burnau :

L'appel de satisfaire à le consemnation et de payer ment l'appel, de satisfaire à le consemnation et de payer

ment l'appel, de estisfaire à la condamnation et de payer les dommages edjugés, et les frais ancourus tant devent le tithunal inférieur, le conseil et le bureau de délégaés, qu'a appel, au nes où le jagument semit confirmé. (1)

Gus in me course d'act stabil sur un procés vérbul s'a d'aggrévit considérablement la servicule aupportée pa pristaire d'un terrain plui bis que ceux qui l'avois propriétaire des on droits de poursulers pour litte approcès verbal bien que sur appol, le conseil de conte valable, le maintién d'un procès verbal per le étunelle n'empéchant par l'étailen ordinaire pour le dure annièles cedenne quelque chose de contraire à la loi. C. B. Et., b 26 novembre 1894, Menik, J., Ramsay, J., Tessier, J., et La Corporation de Ste. Ames du Bout de l'Ile et Reburn

Works and action and the first of the second and second

of al al le pas.

to pro--verbel

Aleler-10, ad Caro. see.

is white - Afrenia ortiole mirále.

ter district Mithematica to

ijnge, pot, etr. en la

ant a

qu'on

to free

Cher,

greener, de leur solvabilite, an montant d'an moins cent plastres, en sus de toutes dettet, et ce, sous serment, si le greffier le juge à propos. Une sénie caution sufft.

1000. L'appel ou porté à la Cour par un bref d'appel signé par le greffier, portant que l'appelant se plaint d'avoir été lésé par le jugement dont est appel, et ordonnant au juge ou à l'un des juges de paix qui ont rendu le jugement, qu à les. greffier, ou au burejté du bonseil s'ill'a agit d'une dédition d'un conseil de counté, ou au secrétaire du bureau des délégués et l'appel est d'une dédition de bureau, de transmettre le donnéet de la cause. Ameter Conserved saur & de Contro al ob toit

1967. (701 qu'annidé par S. de Q. de 1675, 39 Viet., s. 20, c. 2.) Une copie du bref d'appel, certifiée par le greffer ou par le producción de l'appelant, avec l'ayis du jour de se présentation à la Cour, doit être signifiée dans les trente jours qui estivent le produce du jugement, à l'intiné ou à son productur, et hu juge ou à l'un des juges de paix qui sat rendu le jugement, ou à four greffer, ou au faire du éconell, s'il s'agit d'une décision d'un conseil manierpal, ou au secrétaire du bureau des délégade. Il l'appel est d'une décision de ce bureau. (1) binese (1)

int obs

HO.

The serious des formatités exigées dans l'intérêt de l'intimé seniement de gié ce dériler à dirait d'en exempter l'appolant s'il le juge à gropes, soit formatitement ou treitement, par
son ellenes ou son abstention de se prévaloir en temps opportun,
sons formatiques de l'interes par liminaires, c'est-à-dire
de l'interes de l'interes par l'interes par liminaires, c'est-à-dire
de l'interes de l'interes par l'interes par l'interes par le grafice qui
lons requis le prode-verbal, le brei d'appel d'une décision d'un
hureau de délégués homologuant le procesure le premier jour
du librate suivant l'expirittes de quarante jours après la décision,
que la publication des avis des assemblées par le surintendant
spécial sous l'article 794, doit être constante par un certificat cous
serment écrit soit sur l'avis original ou y annexé, et que la
hreure de innoniale sur l'appel u est pas sumaante, que le certiles de processes des avis par le secrétaire trésorier et par un
numer de linoniale sur l'appel u est pas sumaante, que le certiles de processes de les par le secrétaire trésorier et par un
numer de la syls sont ainsi constatés par ces officiers, cert
mand manes al ces prouves an procès que les publications out
l'active de la processe de les publications out
les syls sont ainsi constatés par ces officiers, cert
mand manes al ces prouves an procès que les publications out et al 23 J., p. 30

introb du ns cent nt, 41 10

d'appel t d'avoir t su in int, on a des del6in trans · 特别.

Wat . Te. our do se 16 ou 'à z qui cht

ntendant Seat sous et que la 1000. Entre le jour de este signification et celui de la présentation de la requête en appel à la cour, les juges de paix, en la secrétaire-trésorier, ou le secrétaire, suivant le cas, doivent transmettre le doccier de la cause au greffer de la Cour de Circuit, avec un certificat attestant que les doenments transmis sont tous les papiers, documents et témoirnages so rattachant à la causo.

1069. L'ex-sention du jugement dont il y a appel est sus pendue jusqu'à la décision de la Cour de Circuit, si une copie du bref d'appel a été signifiée, dans le délai prescrit, aux juges de paix ou à leur greffer, ou au bureau du conteil s'il s'agit d'une décision d'un conseil de comté, ou au scorétaire des délégiés a'il s'agit d'une de leurs décisions qu'à tié hait de quoi, le jugement pout être enéques, à se la grande di l'enfass no l'amon de le mais papir le resistion de march de la parting gall despe

Que, dens le ses de requête des contribuables d'une numbre pallet, demandant l'action du conseil, auuni la nomination l'un surintendant, pour inire rapport sur l'enverter de la requise de la requise, cont appelés "intimés " par le Code Manistral deixent être les requérants nommés en has de la requise, et n'in la corporation qui, par l'entremine de non conseil, a appeinté le surintendant; que sur rel appel la signification du bref d'annel, réquire par le code doit être faite à tous les requérants qui doivent être tous mis en cause sur l'appel, commis infinité. C. C., St. Jean, é mars 1876, Chagnes, de la Corporation de le paroisse de St. Alexandre, appelante, et Mallioux et al., intimés.

Que sur l'appel de la décision donnée relativement à un procheverbil fifst et hounologue, les intimés sont les requérants et intéresses su maintien du procès-verbal et qu'an terme de cé intéresses su maintien du procès-verbal et qu'an terme de ce intéresses su maintien du procès-verbal et qu'an terme de ce intéresses su maintien du procès-verbal et qu'an terme de ce intéresses su maintien du procès-verbal et qu'an terme de ce intéresses su maintien du procès-verbal et qu'an terme de ce intéresses su maintien du procès-verbal et qu'an terme de ce intéresses su maintien du procès-verbal et qu'an terme de ce intéresses su maintien du procès-verbal et qu'an terme de ce intéresses su maintien du procès-verbal et qu'an terme de ce intéresses su maintien du procès-verbal et qu'an terme de ce intéresses su maintien du procès-verbal et qu'an terme de ce intéresses su maintien du procès-verbal et qu'an terme de ce intéresses su maintien du procès-verbal et qu'an terme de ce intéresses de la la decentie de la conseil de comte d'appel ; que les appelants ne peu-vent obtenir de condamnation pour frais contre ini, mais que le décente que pour aupporter la déctaion qu'il a donnée. C. C., Montréal, l'aron, J., Vinette, et, al. ve. La Corporation de le conseil du comté d'Hochelaga, 18 B. L

conseil du comté d'Hochelaga, 13 B. L., p. 279.

Que l'acte de vente municipale doit être non seulement enregie tré, mais que l'acquéreur doit sussi prendre possession de l'immouble ; que l'acquéreur d'un propriétaire primitif qui autra pris possession de l'immouble et qui aura fait enregistrer son acti d'acquisition, ne pourra être treublé dans la propriété, possession et jouissance d'icelui par un acquéreur à une vente municipale et qui n'aura pas fait enregistrer son titre de propriété sa m'auta

Active (200 on this life jum Reds Q. 16, 1675; 59 Pick, dr. 26, 4. 21) Lie bred d'appel duit être rapporté à la Cour de Circuit; le consecut le premier jour juridique du Grane dui suit l'expiration du quarante joure après le premene du jugement, à peine de déchrance.

L'appelant doit produire, au jour du rapport du Bref d'appel; avec le rapport de l'huissier venitatent les significations requisse, and requête où sont énoncés sommairement le titre de la sause, la date du jugement, l'avis donné, le cautionne-ment fourni, les griefs d'appel et les conclusions tendant à l'infirmation du jugement et à le prononciation de celui qui devait fire rands. Aggree of the con in he made to won't then's

abire : il ne peut y être entendu et décidé d'une mentère seque l'appel ne soit d'une décision d'un conseil de cemté on d'un bureau de delegues. (1)

AGTS. By a flow a l'infrantion de l'extrement, soulement dans le cur du une infranto régile à été formaties, et nulle-siant, à course d'une regionée ou d'une infare et de pen-d'importance.

S'il cet formulé des shjections qui n'adistant par le fonds de Higgs de pour pour faire des amendements à la procédure des pour montes exécusée àbrame et alle che été régulière. premier liener. in a maje this manner are east word were the John

1078. Si le jugement est comment, le domier de la cause délitére transmit, sans délité, avec une copie du jugement statuant eur l'appel et un certificat des frais alloués sur cet appel, au tribunal inférieux, sous l'autorité duquel sont préleyés tous les frais nonceux, même ceux faits es appel. Si le décision dont il y a appel a été rendue per un conseil du coméé eu pur un bureau de délégués; les frais sont préle

ves some l'autorité de la cour qui a status sur l'appel

3074. Si le jugement est modifié en tout ou en partie, le ier et toute la precedure restetit dans les archives de la Cour de Circuit, sauf le cas de l'article 1679, et le jugament

pes, pris possession de l'immeuble. C. S., Arthabesta, 29, mai 1876, Polette, d., Ceya se, Pellerin, et Pellerin, demandeur en garantie, et. Houle, défendeur en garantie, et Houle, demandeur en arrière garantie, se. Heri, décendeur en arrière garantie.

bieros so liveros of any stinker restrator de soi pasif eros. Dough of her man by the the the state of the and and the control of

1075. Tout appelant qui néglige de faire la signification requise par l'article 1667, on qui l'ayant faite, néglige de poursuivre l'appel d'une manière effective, est consé avoir déserté tel appel, et la cour sur la demande de l'intimé, doit déclarer forfaits tous les droits et réclamations fondés sur cet appel, avec dépons on favour de l'intimé, et erdonne la transmission du dossier su tribunal inférieur.

1076. Les cautions sont tenues à l'axécution du jugament, un peine de balsie-exécution de la môme manière que le incipal, quisse jours après que le jugament leur à été

principal, quines jours après que le jugement lour à des élemisses. Il my, a pas d'appel, en vente des dispositions de la contiene d'un jugement rendu par un juge de la Cour Hunder rienne en un magnetant de district, encomment des matières; principales. (2) utilit bases by missister aftern and so uniquest

ACTO Milligussiont, décision ou conviction accomplible d'appel, en vertuelle en décision, et une jagentient en éconfection prenducée par un magistres de district, ne pérsone étie inflancée par envierer à la Cons Supériouse ou de Circuit (3) a confectue de confectue

til Valenda der med 174 a filleligen eine dem och Miller in de med 1

d'appel; le titre

ntionne-

omté on

do pon th fresh poedure. égalière. 14 T. W. Joh

is prole-Awy in Transfer artie, lu es de la agement

deur en mandeur mandeur

mandered by 14: 18: 18 TO (i) Veir sees our set. 274.

(ii) Just oue some set article, il n'y a pas d'appal des jugenseur rendus par le Cour de Circuit en matières inunicipales : qu'il he peut y avoir évocation de la Cour de Circuit à la Cour Sepéricipal en verte, de l'article 1056 du Code de Procédure, que dans les centes en l'appal serait permis en verte de l'article 1654 du dis Cours de Procédure et que, et la présente canse, a été bien instituée devant le Cour de Circuit. O. S., Arthabauka, 26 mai 1972, Thanherien, J., La Corporation de course de Drummond es. La Cosporation de St. Guillaume, 4 R. L., 766.

Dans le cause de la Carporation de Québec sa. Ward, C. B. R., Québec, 30 septembra 1885, Casanit, J., Caron, J., Andrews, J., 11 R. J. Q., p. 222, il a été jugé que malgré les dispositions de ces article on peut appeler en Cour de Révision d'un jugement de la Cour de Circuit ayant pour objet les taxes municipales, pourvu que le montant réclaumé exoèté \$100.

(6) Juré que qualque le bref de cersioners mit entevé par l'acc agriculture, copundent fi y a lieu à ce bref lotaque le convic ch ne contient encune relecu pour le justifier. (C. S., Montréal avril 1871, Turrance, J., es parts Lalonde, requisent confieres 20 avel 1071, Turns 1 B. C., p. 476.)

1070. Tour les documents produits par le conseil de comté, ou par le bureau des délégués detrous leur étre transmit, après le prononcé du jugoment en appel, avec une copie de co jugoment et appel, avec une copie de co jugoment et appel, avec une copie de conjugament et appel, avec une copie de conjugament et appel de

PROPOSITIONS BY CHEST OF BULLES!

1000. (Amendé par S. de Q. de 1878, 41 Vict., e. 18, e. 28; par S. de Q. de 1881, 44-45 Vict., c. 23, e. 6, et par S. de Q. de 1881, 45 Vict., a. 28, e. 22, e. 6, et par S. de Q. de 1886.)
Dans la municipalité de la ville de Sherbrooke, dans les municipalités lorales des comtés de Comptan, Stanstead, Brome, Eissisquel et de Richmond moins calle de Saint-George de Windsor, et dans celles du comté de Shelferti meits les municipalités des townships de Milton et de Routin, et la municipalité du townships de Milton et de Routin, et la municipalité du township de Les de dans le comté de Mégantite; de le comté de Heintingdon, encopéé la municipalité de les pareises de Baint-Aniest; tous les travants tur les chemins et les pents municipaux ne sont faits qu'étaix fiblis de la nivraculation de la mateix manières que s'il y était passé un réglement à cet effet en varia de l'article 580.

cles censelle de ces manicipalités peuvent, per un rigioment en me résolution, etatuer que la taxe impecée pour ces travaux soit commundie au moyen de corvée d'après une schulie ou un tarif de prix déterminé.

"Les conseils de ces municipalités peuvent faire les dispositions qu'ils jugent les plus justes, quant à le confection of à l'entretion des clôtures le long des chemins municipaux, on pour ordonner que ses clôtures et toutes celles faisant, angle avec les clôtures de ces chemins municipaux jusqu'à une distance de vingt-cinq pieds; scient, durant une partie de l'amée, tenues abattues jusqu'à douse pouces du sol

Les règlements ou ordonnances peuvent être mis en forces selon que les conseils le jugent plus équitable, seit en forçant les propriétaires de terrains adjacents à les faire ou à les abettre comme susdit, soit de toute autre manière.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux haies vives, aux piquets, aux clôtures éloignées de chemin de plus de vingtcinq pieds, ni à celles qui ne peuvent être abattues ou reievées sans de grands frais."

Les conseils de ces municipalités peuvent définir, par procès-verbal, le somps durant lequel toute route devra étre, ouverte, sans qu'il soit obligatoire pour le corporation de faire aixunie partie spéciale de telle route fain un temps déterminé.

rès une

lov dieelpotion

n form forcant a d los

es, sur vingtou releor all water

iz, par TO GLES and the parameter of th

de la manistralité des luies de la Madelalac des la ser la company de la

challenge of the state of the s

The invalid politic plant light on the country of t

Montalogay. the county of the County to

Assellet que vine musicipalitée un out des formés dans la partie du Comté de Chicoutini, située à l'oriest et au sudonnest des conton Espacies et lartigne, ses sing musicipalitée et sellet qui seront formées plus terd à l'oriest et au sud-ouest des diese limitee, composeront le conselleté considéré No. 2 dis courté de Chicoutinii; et touté les musicipalitée situées àu nord, l'est et et sud-out des musicipalitée composeront le conté No. 1 de Chicoutini, les musicipalitée qui seron, formées si-après pour compléter le nombre de cinq ci-dessus, devant être établies sur requêtes adressées au lieutemant-gouvernour.

Le comté de Montmosency continue à former deux municipalités de comté distinctes comme suit , les manicipalités locales de cette partie de comté qui se trouvent pur la rive nord du fieuve St. Leurent forment une municipalité de omit, ions le nom de " manisipalité de comit de M

rency numéro un : " et celle de l'Isle d'Orléans formant une untre municipalité de comté sour le nom de municipalité du comté de Montmorency numéro deux." (1)

(I) Le municipe lité de Tadousse et le municipalité des Escou-mains, désir le compé de Saguenay Le mantelpulité de l'Inle seur Condes, dans le compé de Charle-voiz, et le compé de l'année de l'année de Charle-

municipalité de Viele aux Grues, dens le couté de Mon

[Le comté de Charlevoix, forme deux municipalités de comté distinctes, comme auit.

Les paroisses de St. Siméon, St. Fidèle, St. Etienne de la Malbais, St. Indiade et des Algade, les cantons de Califières, Charveau et de Sales et le territoire non organisé au nord de ces paroisses et cantons forment une municipalité, de comté de Charlevoix; "

Les paroisses de St. François-Lavier de la Petite Rivière, Baie 8t. Paul, St. Urbain, Eborlements et St. Hilarion et le territoire aou organisé. Le monté de Charlevoix; "

Le comté de Chicontina forme deux municipalité de la deuxième division du comté de Chicontina forme deux municipalité de la deuxième distinctes, comme suit :

La comté de Chicontina forme deux municipalités de comté de Chicontina forme deux municipalités de comté de Chicontina forme deux municipalités de comté sous le mem de « Municipalités du comté de Chicontina forme deux municipalités de comté de Chicontina forme deux municipalités de comté de Chicontina de Composition de Composition de Composition de Compton ne forme pas partie de la municipalité de comté de Compton ne forme pas partie de la municipalité de comté de Compton ne forme pas partie de la municipalité du comté de Compton de Compton ne forme pas partie de la municipalité du comté de Compton ne forme pas partie de la municipalité du comté de Compton ne forme pas partie de la municipalité du comté de Compton de Comp

ľ

du comté de Compton.

Le comté de Gaspé forme trais metaleles ités de asseté distinctés, comme auti.

Le partie du éconté à l'est de la municipalité locale de St. Maxime de Monté l'Auntie de la Madeleine, forme une municipalité de semité rous le mois de Municipalité du comté de Gaspé No. 1.

Les municipalité locales de St. Maxime du Monté de Caspé No. 2.

Lés municipalité locales de St. Maxime du Monté de Caspé No. 2.

Lés municipalité de conté sems le nom de Municipalité du conté de Gaspé N. 2.

Le comté de Montmorency forme deux municipalités de comté de Gaspé N. 2.

Le comté de Montmorency forme deux municipalités de comté distinctes, comme auti:

distinctes, comme suit :

Les municipalités ocales de cette partie du comté qui se trouvent sur la rive nord du fleuve fit. Leuvent forment une municipalité de comté sous le nom de "Municipalité du comté de Manier

orthor No. 1. Orthor d'Ortend forment me autre mant tre

icipalité

orme w

se tron-

1002. Le consoil de la municipalité de la percisse de St. Rombald d'Etchemin possède tous les pouvoirs conférés au conseil l'une municipalité de village, outre caux d'un conseil d'une municipalité de paroless.

1068. Rien dans se Code n'est cansé révogner le chapitre soixante et denx. 27-28 Victoria, conférent certains pouroiss de constil du conté au conseil municipal de la passisse de St. Colomb de Sillery, dans la comté de Québec.

1984 .- La municipalité de la parciere de Ste Germain dans n l'encomté de Drummond serie comme, dans la fuite; sout le nom de "municipalité de la paretre de St. Germain le Committamide na trasper matrille sell i che stanted d'and

1904c. (Ajonté par S. de Q. de 1872, 36 Vies. Ch. 21, c. 34.) La municipalité de la paroisse de St. Roch de Québec-Sud sera commue, dans la suite, sous le nom de mathielpalité de la parcisse de Saint-Sauveur de Québec."

Dans le municipalité des Îles de la Madeleine, dans le comté de Gaspé, le puil pour les éléctions générales municipalité des Îles de la Madeleine, dans le comté de Gaspé, le puil pour les éléctions générales municipales, cer bass de contentation, a est pas termi le light de l'assemblée des élécteurs municipaux, tel que présent par l'article 311, mais le quatrième jundi un mois de janviér, à dix heures de mutin, et le jour seivant au car de l'article 321.

ica municipalità du compi de Guébes comprend le cisses de Québes, la partie de la hantieus de Québes qui se provinc dans les divinions cantre et ouest de la cité de Québes et la municipalité de la parointe de St. Sauveur-de Québes, les parointes de Notic-Danie de la ngas-de Notic-Danie de la Rech Notic-Danie de la Companie de la Rech Notic-Danie de la compt de Rimonetti forme des surreines de la compt de la comp

La cames de Rimonski forme des a manicipalité se comparation de Rimonski de Ri

palité, il doit être tenu un poll additionnel pour les mêmes line, à chaoun des endroits suivants : à l'Etang du Ford, dans l'Ile Grinstone, & Havre-sux-Maisons, dans l'Ile Allright, et un dans l'Ile nommée Grosse-Ile.

Oce polis additionally sont tenus par des personnes nominées pour chaque Gloction par le conseil. Cas personnes possidént les mateurs droits et pottoire et sont déunité d'étocités.

obligations et pénalités que les présidents d'étocités.

an Les électaum ne gentrant évoir qu'app politeire demy file politie pour dominifiée, on qui pell qu'a leur est designé en verte ple la disposition mismaie :

oh

Ax en. 1101

602 de i

J., p. 1 tion d'A

P rap

817. tion

LAUP

Les habitants de l'Ile d'Entrée votent au politique Havre

Amherst; coux de l'Ile Wolf, au poll du Havre-aux-Maisons; at coux des lles Ceffin et Bryon, au poll de Grosse-lle.

Les dispositions de cet artiele s'appliquent également au cas cu un réglement est sommis à l'approbation des électeurs

municipaux.

Signal paralolais proportions proportions pour le Bar Canada et toutes dispositions qui l'amendenti.

Tout acts manicipal spécial ou général et ses amendements, inslatifit oux compositions et aux municipalités de comté, de paroises de symples acceptés de tempatipe mais, de partie de paroises ou de témpahip, de villes expertées en l'article le et les villes exceptées en l'article L.

Lie villes exceptées en l'article i.

Lie chapitre viagu-cinq die Statute Refondus pour le SecCanada, le chapitre quatre vingt-quatre det Statute Refondus
et constante dix sept du chapitre estuante et des Statute
Refondus du Canada, le chapitre dix-hist des Statute de la
el-devant province du Ganada 37-38 Vietoria, et fé chapitre
vingt-six des Statute Refondus pour le Bas-Chairille, intituité :

"Acte concernant les abus préjudiciables à l'agriculture de ses amendements, en sutant qu'ils essenment les corporations fonctionnant d'après es Code.

Et toutes autres lois de la province en vigueur, lors de la
mise en force de ce Code, sont abrogées dans le cas.

mise en force de se Code, sont abrogées dans le ces.

Oh il sontient une disposition qui a expressement ou implicatement cet effet ;--où elles sont contraires on incompatibles area quelques dispositions qu'il contient ; et où il telles lois.

Sanf tonjours qu'on se qui concerne les transactions, matières et cheste antérieures à la mise en force de ce code et auxquelles on ne pourrait en appliquer les dispositions sans leur donner un effet rétrocetif, les dispositions de la loi qui, sans ce code, l'appliqueraient à ces transactions, matières et choses restent en force et s'y appliquent, et ce Code ne s'y applique qu'en autant qu'il colnoide avec ces dispositions. (1)

1087. Le présent acte sera mis en vigueur le jour qui sera fixé pour cet ébjet par proclamation du lieutenant-gouvers aur en conseil; ét à dater de cette époque, il aura force et e et nomobstant toute loi contraire, dérogeant à cet effet à la section dix du chapitre sept des Statuts de Québec, passé dans la trente-et-unième année du règne de Sa Majesté, et sera connu et cité seus le nom de "Code Municipal de la province de Québec."

(1) Jugé que les conseils de comté out, de même que les con-sells locaux, le pouvoir de passer des règlements prohibant le vente des liqueux emivrantes, et que l'article 1660. M. n'a pas abrogé les dités premières sections de l'acte de tempérance de 1864, 27-28 Vist., ch. 18. U. O sweetsburgh, octobre 1876, Caron, J., Hart se. La Corporation du comté de Musiaquoi, S.R. J. Q., p. 170.

J., Hart es. Le Corporation du comté de Musicquet, S. R. J. Q., p. 170.

Que le Codé Étunicipel n'a pas totalement abrogé les dispositions de l'Asté de Tempérance de 1864. C.C., Lachute, 15 septembre 1876, Bourgeois, J., Iaradi Sauvé et La Corporation du comté d'Argenteuil, Il J., p. 119. Voir dans le même seus C. U., Bedford, 30 juillet 1877, Dunkin, J., Cocey, junior, requérant, et La Municipalité du comté de Brome, intimée, 21 J., p. 182.

Que l'acte des Licences de Québec, 34 Vict., ch. 3, et le Code Municipal de la province de Québec, 34 Vict., ch. 61, n'ont pas rappelé l'Acté de Tempérance de 1864. C. C., Sweetsburgh, Il juillet 1877, Dünkim, J., Cocey, requérant, et La Corporation du comté de Brome, intimée, 2 R. L., p. 280.

Dans Dacoult vs. Proulx, Cour du Magistrat de district, Ste. Scholastique, funare 1878, De Montigny, macistrat, 7 R. L., p. 2317, il a 446 juni que le Code Municipal n'abroge le ch. 56 des S. B. B. C. qu'en autant seulement qu'il concerne les corporations fonctionnant depuis ce cede, et qu'on peut encore dans une même action réclamer les dommages soufierts de la part d'animaux et les amendes décrétées par ce statut; qu'il n'y a que quand les animaux sont mis en fourrière que le Code Municipal a des dispositions spéciales abrogeant le ch. 26 S. E. B. C.

Allright,

ord, dans

Semal'fle

ests set out i de Havre

lement au diestens.

all want COKEE EL ndus pour

\$ 19 Parts ndemonte, les cités

ar ib Bee-Reference ante-refer Trust Bil

lore de la on inco

distribution the and the second contract the transaction of do plant on the horizonal me trained to contribute their record informations there will the transfer and many broad, accessoring the contribution of the they had in an an amount to the first the state of the test with In any other artistic manner as a letter in the place of the letter in the second with method to the contest of the party of the stand of the stand of the stand bit the months death anni arthritis parties of increasing an in the profitige when the specific we have a make the second with the beautiful admin

value to books whom it compares to take the and the last stocked by mily the peak to beet with and group to march transport or over redistroute all about the course in the area do the course work doing down to divide the should also recent do the Majoria- work at softweet high faces is all about the man of faces life in some a "Photosy by

and duck one for contents de course out, de même une les conwith bosons to poured; do posses the regionactic partition to a partition of the contraction, of quest existed the C. M. of partition of the contraction of the contr about tending memicae avellar de d'acte de la tenjerrane do 1806 - The Company of the Stanich octores for This production of the Stanich octores for the Stanich octores of the Stanich octores of the Stanich octores of the Stanich octores of the Stanich octores o

thingailes i franticione inclui i con in logi, a ris de la competition del competition de la competition de la competition de la competition del competition de la competition higherent in the cantel of the true of the confidence of the particular in

the factor deep dayings on the first hour, but him, who is no do thinky We be true to the provide at the Color of th

Danier grad mit is fire report and in the property of the country the state and the first series by the statement of the statement of the security and the se make a film of the property of the confidence was a supplied to the confidence of th grand for so the core as a first over goese three althoughted STREET HATE TAKEN

PPENDICE

FORMULES.

L Vidingly burger with

A care and and the control of the co

and or rapport aver be method 100, 134, 178 Land Court of the Court of the

Municipalité d

TO METAL CALL

The desired the

Jo, A. B., ayantides finaent nomms (conseiller ou maire, offet constitue, inspectour, auditeur, estimateur, inspectour existe finales is. 8. Aris equipolist convergence his extra englishment form, des

Assermenté de l'assert passes pour du mois de l'assert ago do paiz.) J. U.

art storm with result

Province de Québec. Munte palle

Nous, A. B., O. D., T. W., G. H., Lynn of dament near (constillers of auditours, artimateurs, inspections de volument line de la constille de

2. 12. Q. K. L. M. X. Colons

from a sale and of the sale

划。 對於的所能

not this is not The base of the line of the li

MAN PARKET . CROA!

Time Crit Military The

STATE OF STATE OF THE STATE OF

是"四种" the Troops

· " 和計畫域

advist his

dub (1) er alla explaina

J. Hart D. 472. 6 ..

uland. And gail fact of h the book

ters is all a land

"其是中的特殊的社 of march F wind March Hall

of the second war whether - tu - 1 188 Constant ! . .

AT MUS

. G . B Cercaniller.

J. (Automa)

AVIS SPECIAL PAR BORING

Person of the property of the Particle 224.

Province de Québec. Municipalité d

Joseph B.

(quali. f)

Monaleur.

Avis special vous est par les présentes donné. te rect optical.) Angus et qualité du seconign d'ann

ROBINITION.

Doundand of waitive four du mois

Janah H., syanthi V. Domeni committee of maire. phi desergiral nombonier, and item, estimatent, inspectant deorate of consider agraine) du verie ministralità, falt sementally of reaplies blovet fidelement for devotes de mis charge of cale an amilieur do come agament of de man capacitic.

No. 3. Avis spicial convoquent who country spicials to the seil, en rapport avec l'article 126, Assertantes &

of fore disress the Pression de Quilies.

Parestyne (Proid. will falley of open

O. P., C. J., P. Q., R. L., M. N., Ottis.

Province de Oudlee.

A. It. (profits or main on morning to transfer on par le sound principal de la la la constitue de la la constitue de la la constitue de la la constitue de l mivente, sevoir :

(ordres du four)

jour du mois de

buit cont in .

TIR.

ditter, -074

OR RE

GOTTON! 19 THOL

1895 of all a

sid The

かきけつあり

huit (2 % 27

. 色料色 · dalumi President tenpent with the dealers of the beating and tapport aves l'article 180

supat med Littles State at a Marco State of Québec. billegiology after the Quebec.

b biller brigant

of the space and the first of the state of t

Partie apadist par derital antre part, ober, proposed alle procontent and cas charles in the part, ober, or alless that the parties of the

syant from the porter former (on apant from another person of the person of densities)—entre of the person of the

Same Same Standay brong that the same du mois de

White order was the state of th

By interior Republic to the continue of up ruce DE BED WE

M. J., (qualité) oc. Maistilles

AND THE LAW VISIONS WANT TO SELECT STATE OF LAW STATE OF (qualité) que (l'objet de l'aute, etc.)

huit confedence als continued jour du mois de

The second of th

Je, s. (believe). T. Country) down Alles dains (down h. 187). Stant discont asterments divose et dir : que fat signifié-

はないのであ orthograms.

1251

No. 6. Formula on respont avec les articles 219 et 220,ou 220 10 30 30 Marie

CERTIFICAT DE AGRIFICATION D'UN AVIS SPÉCIAL PAR ÉCRIT,

Province de Québec. Municipalité d

Je, soussigné, A. J., (qualité) dominilé dans (domiette) certific, sous mon serment d'office; que j'ai nignifié l'avis spécial par écrit d'autre part, (on canent aux présentes,) à (nom de la personne à laquelle l'avis est adreses) en l'uis qu'illement une supris à l'infenteur un personne, on à une personne relecensible de son domicile su de la place d'affaire, ser a l'une personne relecensible de son domicile su de la place d'affaire de R. B., son agent d'une de la la place d'affaire de R. B., son agent d'une capit un barran de poète de sette localité, sons enveloppe capite un barran de poète de sette localité, sons enveloppe capite de la laire de la place d'agrande capit un barran de poète de sette localité, sons enveloppe capite de la laire de la place d'agrande capit un barran de poète de sette localité, sons enveloppe capite de la laire de la poète étant porte d'avenue capite de la laire de la place d'agrande de la laire de la place d'agrande capite de la laire frais de poste étant poyés d'avance, suicant le one),—on en en amchant une copie sur la porte ou une des portes) du domicile, ayant trouvé les portes legmées (ou n'ayant trouvé aucune parsonne raiscennable dans de domicile)—entre ét midi, le jour

was a mili-buit cont du mois de :--

i hall wilding if

(Fig. 1 pris pris adresses et significat plusieurs personnes) orives comment il a été signifié à charme de ces personnes.)

En fot de quet je donne se certificat, ce ois de

jour du

N. J., (qualité) on N. Tantion . 9 .0 marijno spriosto en précence m. M. eksimuloura ota, etc.

No. 7. Formule on rapport area L'article 220,

CERTIFICAT SOUS BERREST SPECIAL oh einer att stori

De bossel Province de Québec, can tinul Municipalité d

A CHARLESTON

Je, soundant, P. T., (qualité) domicilié dans (domicile), stant dument assermenté dépose et dis : que j'ai signifié

140 T.

1 流

gue !

Log go De

Aund $\mathbf{A}\mathbf{v}\mathbf{i}$ taire-

of stem

220 ou 236 PAR SCRIT Put denise adx préadressed) en -ou d'un os en en nys augune

jour du

m présence

220.

Luit ann

Conditions?

(domicile). 'ai signifi

13 to 5 "

the spheist par series wenter part, (on aspert sur prisonter).

In faide was jo donne or partificat carries of series four dust in do dies continues in

trustrate not nestmining of a simula Me is themslight at M.). seab meiondoscures i e elmeios marque apporta en Polo

the other is to describe the second of the s

tale party to an amount of Rairorno Desamon work of The state of the same of the same of the same of the same of

No. 8. Formule on rapport avec l'article 283. AVIS PUBLIC.

Province de Québec. Municipalité d

Aux (personnes auxquelles l'atts est donné)

Avis public est; par los présentes donnés pas II. B. (qualité) que (objet pour loquel l'apie est donné, et temps et lieu ausq les garrement appelles à estisfaire à est avis deiventés fei

Denné ce jour mil huit cent

N. B. (qualité) on N. + B. marque apposée en présence

CONTRACTOR OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF T

de la quenicomanica de ob

No. 9. Formali en rapport avec l'article 692.

at the subtroubles man anonemies manifest the subtries

AVIS PUBLIC. Lal de un son home lissen

Province de Québec, a sanci Municipalité d

Aux habitants de la Municipalité d

trop livid lina

Avis public est par les présentes donné, par A. B., scorétaire-tresorier.

Que le conseil de sette municipalité, à une session, (répéties de l'instité du réglement) à paise un réglement en consernant (l'objet du règlement, et le jour de son entrée en jours d'autre en régueur à luis (pages déserments dans les dispositions. anos ifan hui

(Bi le règioment a été seumis à l'approbation des électeure municipana et du Lieutenant-Conserveur en conseil, afontes-)

Ti que se réglement à été soumis à l'approbation des flectours municipaux de la municipalité, et à celle du Lieutenant-Gotyverneur en conseil, conformément à l'article erite par le Code Municipal de la province de Québec, envoir, par les électeurs municipaux au poil tenu le mil huit cent & Lieutenant-Gouverneur en conseil, le

Donné 6

Jour du mois de elemenos

AVIN PURITIES

mil buit sent

mil huit cent

an Annoth

dů

lire

du s 6tes

a 6t

tarresi

1:1070

N. B.

Secrétaire-Tréscrier.

(Ma) 10. Pormule on rapport avec l'article 102.

Publication of un order du compute aver qu'un régleme

Sur Maris Public.

Province de Québec, Municipalité d.

Aux (personner incessed the rising as given of

Aux habitants (enliquires personnes) de la municipalité de

कार राज्य से अध्या अर्थ स्था के प्रदेश मान

mondant of the war I

. . Maginland

Avis public est par les présentes donné, par A. B., secrétairetrésorier, que le conseil a passe la résolution sulvante : (repetes ici toute la resolution ou tout l'ordre passé par le conseil avec son en-tête) MANUAL PROPERTY

Donné ce jour du mois de

-विकास कर करेंग्रेट के हैं। अने हुं किए 1946 के अधिकार के किए के साम के किए हैं कि उन की है कि

的 网络山北北北北

mil huit cent

frie in in Boordtaire-Tresoriers

A SIMPLY

flooteure njouter—) tion des colle du l'article: iare pres

. , et par jour du

hult cont

Trescrier. Aux (pora

Agic put an day off

perétairesuivante : seé par le

hnit cent

1330111 44 7 元 Almost - pilo

No. 11. Pornsule du rapport aves l'Arclele 290. We District invaded of Publication of the Aver Principles.

> Province de Québec. Municipalité de

Je, soussigné N. B., (qualité) domicilié dans la paroisse de (os le township de . .), certifie sous mon serment d'office que j'ai publié l'avis public d'autre part (ou annexé d'omes que j'ai publié l'avis public d'autre part (ou annexé aux présentes), en en affichant une sopie à chacun des entiroits suivants, savoir : (endroite en l'avis a été affiché); (Si la l'ecture en a été faite conformément à l'article 224 du Code Municipal, ajoutes) et en le lisant (ou en le faisant livry) à vefx haute et intulligible à l'isone du service divin étant le dimanché suivant limitéliatement le jour et est s'été disché comme susuit.

En foi de quoi je donne se sertificat, ce mil huit bent

(Colors ale some del ma color

Catago : No. 13. Cortificat donné sous serment spécial.

Province de Québec, Municipelité d

Jo, sourigno, N. C. (qualité) domicilié dans (domicile), étant dument asserments, dépose et dis que J'ai publié l'avis public annexé aux présentes (ou d'autre part), en en affichant une copie à chacun des endroits suivants, savoir : (endroite où l'avie a été affiché); (Si la lecture en a été faite conformément à l'article 234; ajoutes), et en le lizant jou en le fatrant lire) à voix haute et intelligible, à l'issue du service divin étant le dimanche suivant immédiatement le jour où eet avis

a été affiché comme susdit.

En foi de quoi je donne ce certificat, ce jour du mois de mil huit cont .

N. C. ou N. † C. marque apposée en pré-Mais implesos allimages a servición al consecuto de N.O.

Americanté et jour du mois de l'action de l'action par devant moi, le mons de l'action par devant moi, le mons de l'action de

No. 12. Bègioment de consult de comté, fait à un générale.

REGLEMENT No.

Province de Québ Municipalité du comté de

L une session générale du conseil municipal du comté de tenna à (lieu) dans ce comté, jeudi, le

lour du mois mil huit cent conformément aux dispositions du Code Municipal de la Province de Québec, à laquelle session sont présents Monsieur le préfet A. B., maire de la municipalité de la paroisse de

et les conseillers suivants : C.D., maire de la municipalité de la paroisse de B. F., maire de la municipalité du village de la municipalité du village de de la ville de , formant un quorum du conseil, sous la présidence de monsieur le préfet du conseil (ou de C. D., conseiller, en l'absence du préfet);

Il est ordonné et statué par règlement du conseil comme suit:

1. (Disposition du rigiament).

Marie 2000 in the squaline provide the second to the second of the secon

then havent

\$9 23 Treet ?

Foregon W.

king the first our (Seem) to swank B. took T. D. twomen's against the feet of the second part of the second Property against the second property of the second part of

350

. Ki

erica Critica

601

7.5250

H's

Maria

No

sni

of a large low a get a gaing the land of the great of a gain of the constituence. No. 14 Regioment du conseil local, fait à une sension generale interest securion interest temps 0 83 80 1 E the section displayers

tive too to your of to BUGLEMENT No.

Province de Québec, Munfeipalite d : 1 18 191 191

A une session générale du conseil municipal d (nom de la paroisse ou du township) tenue à (lieu), samedi le mil huit four du mois de , conformément aux dispositions du Code cent Municipal de la Province de Québec, à laquelle session sont présents : M. le maire A. B., et les conseillers C. D., E. F., G. H., formast un quorum, sons la présidence de Monsieur le maire (ou de C. D. en l'absence du maire) à parte de la présidence du maire de la contra del contra de la contra del contra de la contra de la contra de la contra del la contra de la contra de la contra de la contra de la contra del l

comté de i, le

de la Pro-Monnieur le isse de municipalità municipalité municipalité conseil, sous (ou de C. D..

necki, comme

K . MARGANI FREE . C. D. Same Ch (President) to a water of a

THE PROPERTY OF

the polynom wit mile of Jacks Gradia had in E 143 203

(nom de la

mil huit ions du Code session sont C. D. B. F., Mondour lo ciant A. Il.

die

A. B. ou C. D. Président.

No. 15. Regioment d'un conseil, fait à une session spéciale.

Recipies per la recipie de Province de Quebes. Municipalité.

of A une restion spéciale du conseil municipal de l'americane etavoqué par (nome ilse personnes qui ent sonsequé la session) et tanue à (lieu) samedi, le jour du mois de mil huit seut Code Municipal de la Province de Québec, à laquelle ses présents : Monsieur le préfet (ou le maire) A. B. et MM. I conscillèrs, C. D., H. F., et G. H., formant le quorum du conseil, sous la présidence de Mansieur le préset (se maire);

mile of the grown of the file and grove assessment returns " " in rists, amount to get

CO A CONSTRUCTION OF CONTRACT OF CONTRACT

No. 16.—Povince de Cachee, Municipalité d

A une sous process. (même en-tête que pour règlemente mani-cipaux juequ'que mots suivante) : Il est ordonné et statué par résolution du consell, comme

1. (Dispositions des résolutions).

2. The second of the continue of the second of the second

the labeled and a same (Books) and A.B. ou Cr.D. marel the ways I have the characteries (Prifit on Maire); Prinident de su charge i correcto par ecos cares e eliciterare e escreta se eli in a hours

DU SHOR STATES TRESCRIPE, REQU SOUS SEINS PRIVE.

No. 17. Formule en rapport avec l'article 149,

Province de Québec. District de Comté de

Attendu que moi, A. B., si 646 nommé secrétaire-trésorier du couseil municipal de , dans le TV. (While dans le comté de district de

, et attendu que, conformément aux dispositions du Code Municipal de la Province de Québec, nous, C. D. (qualité et domicile) et E. F. (qualité et domicile) avons été approuvés et acceptés comme de ditions du dit A. B. pour le pelement de teute semme de deniers dont il, le dit A. B., peut, en m qualité de sporétaire-trésorier par lui-même ou par toute personne dont if est responsable, être comptable envess if la Corporation d'acon de la Corporation !! ou toute principal, intéréte et frais qu'en principal, intéréte et frais qu'en principal, dommeges et intérête encourus durant l'exercice removed to preside and do done in the reflection of the

Bacher par eas prisentes que nous, les dies A. B., C. D. et B. R., nous nous recommisseus conjointement et solidairement obligés à payer et à rembourser à « la Corporation d'(nom de la Corporation)" toute somme que le dit A. B., par lui-même ou par toute personne dont il est responsable, peut, dans l'exercice de sa charge, devenir comptable envers la corporation on toute antre personne, en principal, intérêts, frais, amendes ou dommages et intérêts, et pour rantir le paisplant ment de ess sommes none hypothéquoi montant de la somme de plai blement, au propriétés suivantes, savoir, le dit A. B. une tes Pimmenble accepte par le conseil) et le dit et D. une terre description de cet immeuble). La condition de ce cautionne ment est, que si le dit A. B., remplit bien et fidèlement en tout temps les fonctions et les devoirs de la charge de secrétaire-trésorier, à laquelle il a été nommé, et rend compte, paye ou remet à la dite corporation ou à toute personne, toute somme de deniers dont il deviendra redevable, lui et toute satte passeage dont il est responsable, durant l'exercice de sa charge, envers telle corporation ou personne, en capital,

spé ma por vio: sui cice

tou

sorie

: 180 11 BOUS SELEC

ire-trésorier , dans le

dispositions nous. C. D. le) avons été B. pour le e dit A. B. lai-même on e comptable e) !! du toute frais qu'en nt l'exercice 1.1.7 . . Ed 11.19 11

B., C. D. et olidalroment on d from de per ful-memo , peut, dans s la corporatérêts, frais. antir le pais lement, su propriétés gnation de de terre e cautionne dèlement en rge de secréend compte, te personne, vable, lui et at l'exercice on capital.

intérêts, frais, amendes on dommages et intérêts, alors ce cautionnement sera nul; autrement il demourers dans toute tion, confirst transcotteness, sies, qu'il sepress confirmation

- news 15 of the territory of the territory bearing Total San Berlin and The Translation of the Control of the Control

Témoins, some des témoins. G. H. (A sil al esté sheasis. - hainside et al ren sant sant si such animaire animaire.

12 E. 12 18699

principes, atc. ; to be before note. Ou estimated, in the recommendation of the structures of the telephones.

pal de la l'arrine de quélide de les anne de

is to an item of authorite. Portugated with a respect to the

Je, A. B., jure que je remplizai bica et fidèlement mon devoires. envers Notre Souveraine Dame la Reine, comme constable spécial pour sur et et et et et es sans favour ni partialité, in malice ou mauvaise volonté, que je ferai tout mon possible pour faire maintenir la paix et le bon ordre, et que je préviendrai toutes offenses contre la personne et la propriété des la sujets de Sa Majesté; et que, tant que je demeurerai en exercice, je remplirai au meilleur de ma capacité et connaissance tous les devoirs de ma charge conformément à la loi.

Ainsi, que Dieu me soit en aide. Assermenté, etc.

A. B.

MANDATS. 127 (1985) who was been been from

. Bar & Lary to a political of a

ALL NATIONAL TO BE No. 19. Formule en rapport avec l'article 963. : Mandat de saisie pour taxes municipales:

> Province de Quéheo, Municipalité d

La Corporation de la grande de la company de la la company de la company

go a large of gray of come of the good like court go below that I probably on the

A. B. (nom du contribuable endetté et en qualité et son domicile), mil - den den entre el fi to refreste a

A J. L., (résidence) un des huissiers de la Cour Supérieure de la province de Québec, exergant dans le district de Attendu que le dit A. B. a été requis par le secrétaire-trésorier du conseil municipal de 70 . 5 de payer entre

of selection in the partie of the second in the second in

es mains, pour la corporation de , stant le montant du par lui à la dite corporetion, comme taxes municipales, ainsi qu'il appert au fôle général (eu spécial) de perception, publié par le dit secrétaire-tréserier, par avis donné le jour du mil huit cent de attendu que le dit A. B. a négligé ou refusé de payer su se crétaire-trésorier, dans le délai presorit par le Code Municipal de la Province de Québec, la dite somme de piastres, etc. ; les présentes sont, en conséquence, pour vous ordonner de saktir, nans délai, les biens et éffets du dit A. B., qui sont trouvés dans les limites de la municipalité; et si, dans l'espace de huit jours après telle saisie, la somme susmentionnée, avec les frais de la saisie, n'est pes payée, alors vons vendres les dits bishs et effett, ainsi par vous détenus. et vous paieres les déniess provenant de la vente, au dit se de crétaize-trésorier, afin qu'il les applique, tel qu'ordenné par la-loi; et sida saisieme peut être faite, vous me le certifières q afin qu'il sqit adopté telles procédures que de droit.

Donné sous mon seing, co jour du mois d'annue mil huit cent

and a first property of the consequence of the second of t

43) 11 mar 1 1 62 1

8.0

il

OD

de:

401

201

No. 20. Mandat d'emprisonnement à vue.

Province de Québec, Municipalité de

A tous les constables et officiers de la paix, et à chacun d'eux dans le district de maison de correction, lieu de détention, etc.) à , dans le district de

Attendu que A. B. (nom qualité) a, ce jour, pendant l'élection des conseillers locaux pour la municipalité de (ou pendant une autre assemblée ou procédé) enfreint ou troublé la paix publique en (dites de quelle manière) et cela en présence et à la vue du soussigné dûment nommé pour présider la dite élection (ou pour conduire tel eutre procédé) et la présidant; et attendu que j'ai condamné la dit A. B. pour la dite offense à êtra emprisonné dans la (maisen de correction, lieu de détention, etc.) pour l'espace de jours;

A ses causes, les présentes sont pour vous enjoindre, à vous

Jesos itsel That

somme de le corporeri au role dit secréjour du

de Munici-

pour vous
t dit A. B.,
lité; et si,
comme susayée, alors
as détenus,
, au dit secoertifieres
it.

delet of some constant of the constant of the

à chaoun dien de la dans

dant l'élec-

nt ou trouet cela en pour présicédé) et la B, pour la correction,

dre, à vous

Tes are schembted of electers as paix, or a sinder de week, or nom de la linjente, as conducte limited at discontinue. It is a linguistic de conducte limited at discontinue, et la de la linguistic de continue, et la de la linguistic de la lingu

Et je vous ordonne, à vous le dit gardien de la histoir de correction, etc.) de recevoir le dit A. B., sous votre garde, daille la dite (maison de correction, etc.) pour l'y déponir du variet jusqu'à l'expiration du dit (arme d'emprisonnement.

-n-org salur resquise essing at our vita menditree of ent know by the salur respectively to the salur of the

Province de Québec, La Corposation d

. CONTRACTOR OF WATER THE

A. J. L. (résidénce) un des hulasters de la Cour Suparteure de la Province de Quebec, exercient dans le district de

Attendu qu'en vertu d'un certain regioment fait et passe par le conseil municipal d , à une session du dit conseil, tenue à (inséres le lieu), joudi, le

jour d combanti huit sant of de conformément aux dispositions du Code Municipal de la Province de Québec, il a été statué (écé inséries de partie de règlement énfreinte).

ecrtaine (e) personne (e) a (au ont) dernièment, savoir i le jour de jour de courant (ou dernier,) tenu (ou donné, selou le cae,) un (soi mentionnes le neuvre de l'entiolition ou de la représentation) et attendu que A. B. étant (le propriétaire, etc., estou le cae, (soi mentionnes le rapport que estre personne peut acodé avec l'exhibition ou le représentation,) à été roudle par le secrétaire-trécorier du dit conseil municipal de payer entre les mains, pour le corperation susdite, le somme de fetant le montant de la taxe imposée sur telle exhibition ou représentation,) et attendu que le dit A. B. à refusé ou négligé de payer au dit secrétaire-trécorier, sur su demande le dité somme de légalement imposée sur la dité somme de légalement imposée sur la dité (exhibition ou représentation) comme susdit; en conséquence, les présentations des mentations des minimisers de faire immédiatement le salais des mentations effets grown à la dité (exhibition ou représentation) comme susdit; en conséquence, les présentations des mentations des mentations de faire immédiatement le salais des mentations de faire produités de faire immédiatement le salais des mentations de faire produités de faire immédiatement le salais des mentations de faire produités de faire immédiatement le salais des mentations de faire produités de faire immédiatement le salais des mentations de faire produités de faire immédiatement le salais des mentations de faire produités de faire immédiatement le salais des mentations de faire produités de faire immédiatement le salais des mentations de faire produités de faire immédiatement le salais des mentations de faire de faire immédiatement le faire de faire

tion ou représentation) on appartenent à shacune des personnes attrebées à telle (exhibition ou représentation); et si, dans les dite somme ainsi que les frais et dépens raisonnebles de la site attre ne sont pas payés, alors vous feres le vente de dits membles, et paieres le montant prevenant de la rente des dits membles, et paieres le montant prevenant de la rente des dits membles et effets ar accrétaire trésorier du dit consul manigipal, aun qu'il l'emplote ainsi que vonju par la loi, et qu'il puisse rendre le surplus, s'il y en a, sur demande, au dit A. B., ou autres qui y sont soncernés; et el la dite saisie ou vente ne peut s'effectuer, alors vous me le certifieres afin que ja puisse adopter telles procédures ultérieures que de droit à cet égard.

Donne sous mon seing a four de said and the le de le dit district, se mil huit cent

in Corpositions

Tout autre mandat de salsie exécutoire instanter, pout être Suis dans le forme du dérnier mandat, en y àhangeant les allegations de circonstance.

du die sebessi, te pue à rimere à dress. jeuri, le jour l'estate de Déberte entent de Descriptione de de Debessi de la Produce de Quebes.

it as et et et et et faire el tendolog abore el dillagioland comince),

curtaine un personne is à une

molemen pap é

Me at tendin que tarrico la

Cette débenture fait foi que la sorporation de cu du (cuicent le cae), soue l'autorité du Code Municipal de la Province
de Quèbec, a raçu des mains de (le sem) de (le domicile, la
profession ou l'emplo) la somme de \$
courant (ou) stg., domme prêt, portant intérêt à dater de ce
jour, à raison de
payable semi-anancellement, le
laquelle semme de \$
corporation municipale, a'oblige et a'engage par le présent à
payer le
la dite
cet à payer l'intérêt, sur ioslie semi-annuellement, somme sue
dit, salon, les coupuse d'intérête y attrabéth, soli pièce ni lacue

1.00

In fol de quoi, je STIARTX Sprefet (ce) maire de la dite corporation, diment autorisé à cet effet, al apposé à ces présentes le secon commun de le municipalité à

dans le dit (comté, paroisse, cité, etc.,) co

cont. For their a contract of the properties of the contract of

and the state of t

Plans hander for breaking and the part entertains the deal of the compristee, the corder flow and the part entert flow and the control of the

Degree of some toffer course dissocity coefficies and considered distributions of the considered for the con

soft on forces, the most in terms of the experimental second of the experim

nables do la ente des dita la montant secrétaireaploie ainsi rplus, s'il y sont sonceractuer, alors celles procé-

; atal

No. 21. B

Penting du in Corpu**K** in Corpu**K**

r, pout être languant les

entre of raq ector of raq ector of raq ector of rac

termein zon dels big g li

bastie M bistrak (180 en du (ensile Province lomicile, la later de ce

par annéa, la dite présent à

si oracion ur d'ioello, comme 4400

abariner (wayto TEXTRAITS

"The finish and all a by diver corporations, althrough muterise in set billet, at appeare in con recovered leberary resumments in municipalità di Aspender die faorent, merolase, bille etc. 1 co

nyant rabport hual Corporations Municipales of descrip lours officiers.

etimos de l'instruction publique.

Dans toutes les localités où il a été fait upe évaluation des propriétés, par ordre des autorités municipales, cette évalustion servira de base pour les octisations qui seront imposées en vertu de cet acte ; et le secrétaire-trésorier du conseil municipal sera tenu de fournir. à demande, copie de la dite évafuation à la corporation des commissaires ou syndics d'écoles : mais si telle évaluation n'a pas été faite, comme susdit, les commissaires ou syndics d'école sont autorisés à la faire faire par trois personnes propres et convenables. (9 Viet. e. 27. s. 38, et S. R. B. C., ch. 15, s. 78.)

Pourvu, toujours, que s'il existe une évaluation applicable à l'imposition de la cotisation pour écoles, et que les personnes, qui en sont dépositaires, refusent ou négligent d'en remettre et délivrer, comme ci-dessus, l'original ou la dite copie, certifiée sous dix jours après avoir été requises de ce faire, chaque telle personne encourra pour tel refus ou négligence, une amende de vingt piastres. (S. R. B. C., ch. 15, s. 79, §3.)

Pour chaque telle copie dument certifiée, ainsi remise et délivrée, telle personne aura droit de recevoir des commissaires ou syndics d'écoles la somme de huit piastres, et pas plus. S. R. B. C., ch. 15, s. 79, § 4. Mais si l'évaluation à copier. comprend une plus grande étendue de territoire, il suffira d'en copier la partie seulement qui se rapporte à telle municipalité scolaire. (12 Vict., c. 50, s. 24, et S. R. B. C., ch. 15, s. 79, 5 5.)

po.

811

Ce.

mi

me

lev

obj

SAI

pu

sat

en

fon

S'il en reçoit instruction des commissaires ou syndics d'écoles, le secrétaire-trésorier devra préparer, dans le cours du mois de novembre de chaque année, un état des cotisations scolaires restant dues par les contribuables absents et les contribuables résidents, et, en même temps, un état des cotisations scolaires restant dues par les contribuables absents et les contribuables résidents, au sujet desquels il aura été fait rapport que les montants des mandats de saisie ou bref d'exgrög viibini juredrug nöd von h

tration des tre évaluat imposées conseil mula dite évas d'écoles ; susdit, les faire faire

7ict. o. 27.

applicable
les personnt d'en redite copie,
de ce faire,
négligence,
, s. 79, §3.)
i remise et
commissaipt pas plus.
on à copier
suffira d'en
municipa, ch. 15. s.

yndigs d'éle cours du cotisations ents et les at des cotiabsents et ra été fait bref d'exfantion depis element pas ité parés, elemigne des femis ent contribustion et la description des termins sujets au paiement de con cripations, d'après le rôle d'évaluation et le rôle de parceptions, d'étalle de 1876, de Vietz, als 24, suit de 20.)

Cot statuere sounds que commissaires ou syndite d'écoles, et dove stre approuvé par eux. Il vere alors transmis par le secrétaire érécorier, avant le vingtième jour de décombre au secrétaire trécorier du conseil de counté : et ce dernier procéders à levente et à l'adjudication des térrains mentionnés dans est état, de lieunéme manière et succ'her patuer effet que dans le casalun état d'arrêrages de cottautions municipales, transmis par le secrétaire-brécorier d'un conseil de municipalité lucate. Il paiers les moutants recouvrés au socstaire-trécorier d'un conseil de municipalité lucate. Il paiers les moutants recouvrés au socstaire-trécorier d'en conseil de municipalité lucate. Il paiers les moutants recouvrés au socstaire-trécorier des commissaires en syndice d'écoles. (6 de Que 1976 de Wieter ch. 22 se 18, 4 28)

Tout conseil municipal local pourm accepter des commissaires ou syndies d'écoles de toute municipalité écolaire, située dans les limites de la municipalité locale, le rôle ou un extrait certifié du rêle des cotisations pour les écoles, et ordonner, par résolution, que la perception des deniers et fasse en mémol tempe et de la même manière que celle des cotisations municipales; et tout secrétaire-trésorier, chargé de percevoir têts deniers, les remettra, en entier et aussitét qu'il les aura purçus, au secrétaire-trésorier des écoles, qui a drôlt de les recevoir. (20 Véct., ch. 41, a. 5, par. 1, et S.R.B.O., ch. 15, s. 86.)

Chaque fois que cepie d'un jugement condemannt une corporation scalaire à payer une somme de deviere, sera signifiés
au bureau du secrétaire-trésorier de cette corporation scalaire,
ce dernier devre de suite convequer une assemblée des commissaires ou syndies d'école, qui devrent ordenner le paiement du montant du jugement à même les fonds appropriés à
leur disposition. S'il n'y a pas de fonds appropriés pour cet
objet, ou si ceux qui sont à leur disposition ne sont pas suffisants, ils devront s'adresser au surintandant de l'instruction
publique pour en obtenir l'autoriation de prélever une cotisation spéciale pour payer le montant de ce jugement, et ce,
en conformité de la section 36 du chapitre 15 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada. (40 Vict., ch. 22, s. 14, par. 1,)

Si le surintendant autorise le prélèvement de telle cotisation spéciale, il sera procédé, sans délai, à la confection d'un rôle de cotisation spécial par les commissaires on syndiss

d'écologi en la manière et d'après les formalités réquisés pour la sonfection du rele ordinaire de sotisations at de pérseptions? Si le surintendant ne dome pue l'autorisation, desse les quinte journes de la domende qui lui en sora faite, en u ju montant de la sotisation spéciale dont il a sidemié lé prélèvément n'u pusi é,é, parçu, qu. si les commissaires ou syndies n'ent-pas protédé à la confection de ce rôle dans les quinse jours qui suivant celti que le gurintendant les a autoriens à le faire, ce si les commissaires en syndies refutent ou négligent, en audune manière, de precéder à la confection de rôle, à l'imposition de la sotisation ou au prélèvement de telles sotisations au tont ou en partie : dans l'un ou l'autre de ces che, le porteur du jugement; sur la production du rapport du service de la copie; du jugement et d'un ou plusieure affidevits; à le satisfaction du tribunal ou du jure, établissent la preune de l'inexécution de l'une ou l'autre des dispositions indiquées en catte présents sous-section, pourra obtenir l'émission d'un bref d'exécution contre la corporation scoluire en défaut. (8, de Q., 40 Viet. dans les fruites de la maginification de la correct set set al

Le Cour qui a rendu le jugement, en un juge de cette Courpourre, sur requête, accorder au surintendant; ou aux commissaires ou syndies d'écoles, les délais jugés nécessaires, par la coux qu le juge, pour faire le rôle de cotisation spécial ou pourle prélèvement des sommes y mentionnées, ou pour tout autreobjet se rapportant à ce rôle spécial de cotisations et de perception. (S. de Q., 40 Vict., ch. 22, s. 14, par. 3.)

đí

U

fa

OU

14

to

lit

ď

éti

00

oh

Dr

Co bref d'exécution sera adressé et remis au shérif du district dans lequel se trouvers la municipalité scolaire en question, et lui enjoindre : Pou ad qui ma secretaire sons en contrate des

diligence possible, le montant de la dette avec l'intérêt et les frais du jugement et de l'exécution ;

b. De saisir et vendre, à défaut de paiement immédiat par la corporation, toutes ses propriétés mobilières, s'il y en a, et toute propriété immobilière lui appartenant et sur lesquelles le porteur du jugement pourra avoir privilège ou hypothèque et dont la saisie et la vente seront ordonnées dans ce jugement, (S. de Q., 40 Viet., ch. 22, s. 14, par. 4.)

Dans le cas où il n'y aura aucune propriété mobilière ou immobilière à saisir et à vendre, appartenant à la dite corporation scolaire, ou dans le cas où telles propriétés ne sufficent pas à payer le montant du jugement; sur production du rapdilles potis Stooptions: secion pose montant'de out a's pas per procequi suivent reproduct less OR TARGURO 'impiosition' portour du dela copie isfaction du zécution de te présente d'exécution 1, 40 Viota

picette Course vires par la cial ou pour recourante e cet de per la cial ou pour la cial ou la cial

órif du disiro en ques-

ec toute la ptérét et les

médiat par il y en a, et r lesquelles hypothèque s jugement.

obilière ou dite corpone suffirent ion du rappert du shérif à le Cour, à cette fin; en après l'homologațion du jugement de distribution, établissent telle insufficance, un alias bref d'axécution pourra être émis contre la dite corporation scolaire en défaut, adressé an ahérif et lui enjoignant de prélever sur la corporation scolaire le montant ou la balance suivant le cas, de la dette avec les jujérêts et les frais, y compris ceux du jugement, et les frais encourus subéquemment, en répartituant la somme require sur toutes les propriétés immobilières cotisables de la municipalité scolaire obligée au paiement du jugement, proportionnellement à leur valeur; de faire payer et percevoir la cotisation ainsi imposée et faire repport à la Cour du mentant prélevé et de see précédures, aussitét que le montant de la dette, des frais et intérêts; sur été perçu, ou de temps à autre, selon que la Cour pourrell'or donner. (S. de Q., 40 Viot., de 22, v. 14, par. 5.)

Le sherif e fore donner par le secrétaire-trésorier de la municipalité locale dans laquelle se trouvers la municipalité scolaire, une copie du rôle d'évaluation en force, en payant les home aires ordinaires ; et, au cas de refus ou de negligence de la part du secrétaire-trésorier, le shérif pourra prendre possession du rôle d'évaluation et en faire en en faire faire une copie. Si le shérif ne peut pas se procurer le rôle d'évaluation, ou s'il n'en existe pas, le shérif procéders lui-même & faire 1 évaluation de la propriété éctimble. (S. de Q., 40 Viet., ch. 22, s. 14, par. 6)

Les honoraires et les frais du shérif se rattachant à l'exécution du bref d'exécution, seront fixés par un ordre de la Cour ou d'un juge de cette Cour, et ces honoraire et fraisainsi que tous les déboursés légitimes, seront ajoutés au montant qui devra être prélevé. (S. de Q., 40 Viet, sh. 22, s. 14, par. 7.)

Le shérif répartire la somme qui devra être prélevée sur toutes les propriétés immobilières cotisables de la municipalité scolaire, proportionnellement à la valeur de la propriété, d'après la copie du rôle d'évaluation en force on la valeur établie par lui-même, suivant le cas; et il fera un rôle de cotisation spécial pour cette répartition. (S. de Q., 40 Vict., ch. 22, s. 14, par. 8,)

Le shérif publiere ce rôle de cotisation spécial, de la manière prescrite par la quatre-vingt-quatrième section du chap, 15, des Statuta Refondus pour la Bas-Canada, et par la treixième section du présent acta; et, le jour fixé à cette fin, il entandra ev desiders fouter has plainted fulled par control verballment par les contribuables, et fora, conformement sur diter sections, tels changements a ce role de cotination spécial qu'il trouvers juntes; et se rôle de cotination spécial sers payable au bureau du sherif, à l'expiration d'un délai de treute jours. (S. de Q., 40 Viet., ch. 72, s. 14, par. 9.)

A l'expiration de vingt jours à compter de ce délai de trente fours, le shérif fers payer et prélèvers les montants portée à ce rôle de cotination spécial. (S. de Q., 40 Viet., ch. 22, s. 16, par. 10.)

Le shérif demanders le paiement des contributions portées en rôle de éctisations spéciales non perques, en faisant signifier aux contribusbles en défaut, un avis spécial contenant un état des contributions dues par ces demiers respectivement, de la manière presente dans le neuvième paragraphe de la tratulème section du présent acts. (S. de Q., 40 Vict., c. 22, 4. 14. par, 11.)

Si, à l'expiration des quinne jours qui suivrent la signification de set avis médial, les sommes dues et apécidées dans est avis ne sont pas payées, avec les frais de l'avis, le shérif émettre un bref de seisie adressé à un huissier qui l'exécute a de la manière pracrite aux paragraphes £1, 18, 14, 17, 18 et 19 de la traisième section du présent acte, mais l'huissier paiers le produit de la vente faite par lui, su shérif, au lieu de le payer, au secrétaire-trésorier. Tout contribuable et toute personne pourra faire opposition à telle saisie ou vente ou au paiement du produit de la vente, pour les causes, de la manière et aux fins mentionnées dans les paragraphes 15, 16, 17 et 18 de la treisième section du présent acta. (S. de Q., 40 Viet., c. 22, J. 14, par. 12.)

tu

et

vi

lu

qr

Ps

Le sherif percevra les cotisations non payées des contribuables résidents, qu'il aura été impossible de percevoir sur leurs biens et effets, et celles des contribuables non résidents en vendant et adjugeant leurs terrains pour les montants auxquels ces terrains seront respectivement sujets, le premier lundi de mars de chaque année, de la manière et suivant-les règles prescrites pour la vente des immembles pour arrêrages de cotisations municipales, et avec le même effet, après avoir fait ou fait faire les publications et donné les avis que le secrétaire trésorier d'un conseil de comté est tenu de faire et de donner. (S. de Q., 40 Vict., c. 22, a. 14, per. 15.)

Lorsqu'un terrain annouse pour être vendu pur le marif

virbalbalbel |teriseethonis | '11 'trouvers |c aw buresu |s: (5. de Q.;

lai de trente ats portés à ., ch. 22, s.

ione partees aleant signiontenatura postivement graphe de la Vict., e. 22,

nt la significación de dans rie, le shérif ul l'exécute. S. 14, 17, 18 is l'huister érif, au lieu tribuable et isie ou vente causes, de la phes 15, 16, (S. de Q.,

es contribuproeyoir sur on résidents intants auxle premier auivant les ir arrérages après avoir une le scoréfaire et de

A WAR

est assemed pour Aire made le même jour par le martinire, trésurier du noméé, ce dernier me pourse pas vondre ce terrain, pais devra immédiatement transmettre en shérif un état de sa réclamation et des frait, et le chérif prélèvere, avec le cotimation spéciale, le montant de tel état, et le remettre à tel secrétaire-trésorier. (S. de Q., 40 Viet., c. 23, s. 15.)

Le rachat des terraine vendus par le shérif sera consenti par lui-même; et, à défaut de rachet, il denners un titre de vente :: (6, de Q., 40 Viet, at 22, 6, 10,)

is a punt une relair de d'un more equipressus paleires. Le la site pas plas de d'un destable destable en mos-

I. Sauf les exemptions et inhabiletés al degrons établies; les personnes suivantes penvent servir comme grands juzés, et sont fenues, après tirage, et assignation régulièrement faits, d'agir comme tels, savoir :

1. Tout habitant majo, ayant son deminio dans une ville on une cità d'an moins vingt mille ames, on dans leur hanlieu, qui sati perté sur le rèle d'évaluation comme propriétaire d'immembles de la releur totale de plus de trois mille piastres; on comme conupent on locataires d'immembles d'une valsur apparelle de plus de trois nente piastres;

2. Tout habitant mâle, ayant son démicile dans les limites de toute municipalité, dans les comtés da Gaspé et Banayanture, qui est porté sur le rôle d'évaluation, comme propriétaire pour une valeur de plus de mille plastres, et les occupants ou locataires, pour une valeur annuelle de plus de cont plastres, et

3. Tout habitant male, dans les autres parties de la Province, ayant son domicile dans une municipalité dont quelque partie se trouve dans un rayon de troute milles du siège de la Cour du district qu'il habité, qui est porté sur le role d'évaluation comme propriétaire d'immeubles de la valeur totale de plus de daux mille plantres, ou comme occupant ou locataire d'immeubles d'une valeur annuelle de plus de cent cinquante plastres. (S. de Q. de 1883, 46 Vict., ch. 16, s. 1, par. 1, 2, et 3.)

3. Sauf les exemptions et inhabiletés ci-dessous établies, les personnes suivantes peuvent servir comme petits jurés, et sont tenues, après tirage et esignation régulièrement faits, d'agir comme tels, savoir:

l'agir comme tels, savoir : L. Tout habitant male, avant ron dominile dans une ville.

vies du Genvernement du Canada;

or mà citt d'an moine vient mille ause, on teur faulles, qui est porté sur le rôle d'évaluation, comme propriétaire d'inmoubles de le valeur totale d'au moine douse coute plastres, mais de pas plus de trois mille plastres, on comme compant ou locataire d'immeubles d'une valeur annuelle d'au moins cent plastres, mais de pas plus de trois cents plastres;

2. Tout habitant male, dans les autres parties de la Province, ayant son domicile dans une municipalité dont quelque partie se trouve dans un rayon de trenté milles du riège de la Cour du district qu'il habite, qui set porté sur le rôle d'évaluation comme propriétaire d'immembles de la valour totale d'un moins mille plantres, mais de pas plus de deux mille plantres, en comme occupant ou locataire d'immembles d'une valour annuelle d'au moins quetre vingt plantres, mais de pas plus de cent cinquinte plantres. (Si de Qu, de 1883, 46 Viet, ch. 16;14. 2, par, 1, 2, 3.)

 ď

- 91

TE

: 5

de

80

B

13

I. Colles qui ne possèdent pas les conditions requises par les dispositions précédentes de la présente loi ;

2. Celles qui n'oni pas atteint l'âge de vingt-et-un ans

d. Calles qui souffrent de cécité, de surdité, ou autre infrmité corporelle ou montale, incompatible avec l'accomplisse mont des devoirs de juré;

de trahison ou de félonie, ou qui en ont été convaingnes :

5. Les aubains. (S. de Q. de 1883, 46 Vict., ch. 16, s. 3, par. 1, 2, 3, 4 et 5.)

4. Les personnes suivantes sont exemptes de servir comme jurés :

1. Les membres du clergé;

2. Les membres du Conseil Privé ou du Sénat, ou de la Chambre des Communes du Canada, ou les personnes au service du Gouvernement du Canada; ention, dut e piestres, oodupant d'un mobil

les limites t Bonevenma propriéts piastres, te ou locante piestres

de la Proont quelque Mège de la 1610 d'6+2lour totals dein mille ables d'ane mais de pas 33, 46 Viet., or Front in

t incepubles

equises par t-et-un ans

autre infir-

: eciasms 'esa finanti's - somestion inoues to and

ch. 16, s. 3, rvir comme

t, ou de la

A. Les membres du Conneil Elidentif du Conneil Législat. en de l'Assemblée Législative de Québec, ou les personnées merico dà Coursemiment de Quibei cu de la Ligislature (de 18tho-Pratinco), agrapas por 1801, agino de tamba de la autocina

and The Jugar de la Cour Supreme, de la Cour du Bube de la Boine, de la Cour Supérieure, les juges des Sections, les mis-gistrats de district et les retorders

5. Los officiere des Cours de Re Majerté; com cupit de Chaque de maine, dans la course de la révision du rôle d'évaluation, d'Arphation de la révision du rôle d'évaluation.

of To Ting avgests of metaires pratiquents to me awel no shalls

C. Les médicaling oblivergland use hypothicalité problemaits ;

Of The profession distante and introduct, distante collège,
types (Bligh School), ou designe une évole horizate et les that-

19. Les calgiers, payeurs, opmuls et neurent au parciner des ban-des interportes par la marcha de la company de l ques in

des cités de Québec et Montréal; got nature els suon med de

officiera de l'armée de terre on de mer, en activité pl apprenies précédente, contrables on no ramine de

illa Les offoiere sons officiers et soldate de la milies active : les, à remplier les fedetiquelitemell'insuor vertiff vel che ir

15. Les patrons et équipages de bateaux à vapeur, et les capitalises de goblettes, pendant la navigation ;

10. Toutes les personnes employées dans le service des corvois de chêmin de les partes des contrats de les con

17. Toutes les personnes employées à faire marcher un correctous at an indequant lear Sint, de menicular & alluour

for at in immiglious follow among about, it arolated by the feet

19. Lies personnes dyant ples de sofrante anageinnen and his

20. Les personnes mentionnées dans la section vingt-trois de l'acte quatrième et einquième Vict. ch. quatre-vingt-dix. savoir : les membres du Conseil et du Bureau d'Arbitrage du Bureau de Commerce de Montréal. (S. de Q. de 1888, 46 Victor c. 16, s. 4, par. 1, 2, 8, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20.) Indef in in page, etc inginia

5. Chaque fois que le shérif doit renouveler les listes des jures, le groffer ou secrétaire-trésorier de toute municipalité att tema, lleteque le sitt chent fui en fait la demande par serit, de délivrer gratuitement, dans le mois qui enit telle démande, un extrait du réle d'évaluation conformément à la formule A, contenant les noms de toutes les personnes inscrites sur ce rôle, domiciliées dans la municipalité, ayant les qualités requises pour être grands et petits jurés. (S. de Q, de 1884, 48 Viet., ch. 17, s. 1, et S. de Q, de 1883, 46 Viet., ch. 16, a. 5.)

6. Chaque année, dans le cours du mois qui suit l'adoption ou la révision du rôle d'évaluation, dans toute minicipalité située en tout ou en partis dans les trente milles du siège de la Cour du district dans lequel cette municipalité est située, il est du devoir du greffier ou secrétaire-trésorier, (lereque l'extrait d'dessus mentionne n'est pas demandé par le shérif,) de délivrer gratuitément à ce dernier une liste supplémentaire, conformément à la formule B, contenant:

a. Les noms des personnes devenues habiles a servir comme jurés depuis le dernier extrait ou la dernière liste supplémen-

5. Les noms de toutes les personnes qui, à sa connaissance, depuir la transmission du dernier extraft on de la fiste supplémentaire précédente, sont décédées ou ne résident plus dans les limites de la municipalité, ou sont devenues inhabiles à remplir les fonctions de juré ou exemptes de servir comme tels, et

c. Les noms des personnes portés ou omis par erreur sur les extraits précédents ou listes supplémentaires précédentes.

d. En donnant les noms des personnes qui ont sessé d'étre jurés depuis le dernier extrait ou la liste supplémentaire présédente, le gromer en recrétaire trésorier doit les identifier correctement en indiquant leur état, le montant de la cotisation et le domicile qu'elles occupaient, le reque teurs nems ont été transmis pour la première fois au chérif, lors de l'extrait ou depuis. (8. de Q. de 1885, 48 Vict., ch. 17. s. l. par. 1 et 2. et 8. de Q. de 1883, 46 Vict., ch. 16. s. 6.)

7. Le greffier ou le secrétaire-trésorier, en present les informations nécessaires, lors de la confection du rôle d'évaluation, doit s'assurer du nem des personnes demiciliées dans sa municipalité, qui sont inhabiles à remplie les fonctions de jurés, ou qui en sont exemptes, et il ne peut, sous peine d'une priserte et de pai plus de vingt manife de pas moins d'une priserte et de pas plus de vingt

te paï dérit, le démande, dirmule A. rites sar ce Q de 1886, ., ch. 16, a

t l'adoption municipalité du niège de 6 ost littée. er, (lersque ar losherif, supplemen-

ervir comme supplémen-

onnaissance, la fiste supesident plus nues Inhabide servir

Www. Lawy Front sur les cédentes.

genra d'Atmo entaire préidentifier ars nome ont da l'extrait le par. 1 et

evaluation. lang' se muna de fures. peine d'une us do that plastics pour chaque nom, porter scienment sur un extrait ou me liste supplémentaire dont la transmission doit être faite au shérif, le nom des personnes déclarées sing exemptes on inhabiles par les sections trois et quaire de cette los. de Q. de 1883, th. 10 1 . Day at ray author or firman at on

S. Cot extrait et cette liste supplémentaire delvoit och

tater in Avant six delivers on extrait on and liste supplied that the capendage age among the among the capendage and all the capendage and the capendage and the capendage are capendaged as a capendage and capendaged are capendaged as a c portees; the removement of the in a reason tight britagionage

L. Que cot extrait on artic liste be . . samplath roal . Rid-

ration du conseil manicipal. Luca somicia aficiació quellentalia

4. Le montant de leur évaluation comme propriétaires de A. the los personnes que parintadel se stanguese sumour

8. Tous les détails et rémelgnements nécessaires pour sons

Pour les fins de la présente scétion, comme pour toutes celles de la présente lei, le greller en le sécrétaire-trésorier est consé être un officier de la Court #(B. de Que 1888; w. 16, t. Dury for dithe of the willies if . Edon his at the soften want.

Dans l'extrait delivre ad where, 14 hom de la mema personne ne dolt apparattre qu'une fois comme fure. (S. de 1885, 48 Viet., ch. 17, 2, 4, 8. 84 9, 0e 1888, 26 Viet. ch. 16. s. 9.)

to Le greffer ou le secrétaire-trésorier doit faire un dou-ble de chaque extrait ou de chaque liste supplémentaire dont la transmission doit être faite au shérif, comme ausdit, et le garder dans son bureau, dans un endroit où le public puisse en prendre gratuitement communication. (S. de C. de 1882, 46 Viet. ch. 16; a. 11:)

12. Tout extrait on toute lists supplementaire doit stre accompagné d'un affidavit du groffier ou du secrétaire-tréssirier, suivant la formule Cannexée à la présente loi, que cet officier égrit et signe en présence d'un juge de pait, et par lequel affidavit il affirme, sous serment, qu'il droit à l'exactitude de cet extrait, de estte liste supplémentaire et des renseignements qui y sont contenus. (S. de Q. de 1883, 46 Viet.,

12. Le greffer op le merétaire-trésorier a droit de recevoir de la carparation ou du conseil municipal dont il est Hofficial, la somme de cinq centins pour chaque nom entré par lui dans tel extrait ou dans telle liste supplémentaire, et de cinquatte centins pour chaque affidavit qu'il est tanu de faire, et ce, sur la production du certificat du shérif constatant que tel extrait ou telle liste supplémentaire sont faits de la manière voulue par la présente loi. (S. de Q. de 1885,

14. Avant de délivrer un extrait ou une liste supplémenitaire au shérif, le groffier ou le secrétaire tréserier de la municipalité doit donner un avis public comportant:

1. Que cet extrait ou cette liste sera soumis à la censidération du conseil municipal, à une session générale ou spéciale du conseil, convoquée à cette fin par que su sustainement et .

2. Que les personnes qui ont droit à l'exemption de servir comme jurés, en vertu de la loi, ajent à c'assurer, auprès du groffier ou secrétaire-tresorier, que leurs noms ont été rayés

de l'extrait que de la liste per expendent el est sei rent de du l'extrait que de la liste publié 15 jours exact l'assemblés du

conseil municipal, de la manière suivante :

1. Dans les cités et les villes, il est publié deux fois par semaine, durant deux semaines consécutives, dans un journal publié dans la langue française et dans un journal publié dans la langue anglaise, on dans les deux langues dans le même journal, s'il n'y a qu'un seul journal publié dans la

9) h

6

q

jc

0

localité;

4. Dans touts autre partie de la province, il est publié en la manière voulus par le Code Municipal pour la publication des avis publics.

3. Le conseil municipal, à l'assemblée convoquée comme susdit, doit examiner l'extrait ou la liste, y faire toutes les corrections qu'il juge nécessaires, et l'approuver, après avoir constités, avec taut le soin pessible, que les tons de toutes les personnes inhabites ou unemptes de servir comme juris ay ont pas été inscrits.

En foi de cette approbation, l'extrait ou la liste appléimentaire est sigué par le chef du conseil ou le conseiller président l'assemblée, ainsi que par le greffier ou le secrétairetrésorier. (S. de Q. de 1885, 48 Vict., c. 17, c. 4, par. 1, 2 et 3, et 8, de Q. de 1883, 46 Vict., c. 16, s. 14).

rio 18 o Sirium greffier où un vocrétaire-trée; rier néglige de faire transmittre un centralt, on une liste supplépentaire, tré par lui taire, et de sit tanu de érif coustaa sont faits Q. de 1883,

supplémenorier de la nt:

la odnádeou spéciale

on ed .k on de servir , auprès du nt été rayés

memblée du

ax fois par a un journal rnal public ues dans le lic dans la

st public en publication

uée comme e toutes les après avoir s de toutes mane jurés

ste suppléconseiller secrétaire-4, par: 1, 2

néglige de

resente lot, le shérif doit se les proquer de lui, et est autorisé à prendre communication des rôles d'évaluation et autres documents qui lui sont nécessaires pour dresser luimême tel extrait ou telle liste supplémentaire, et il peut recouver de la municipalité (sauf recours de cette dernière contre tel greffier ou secrétaire-trésorier), devant tout tribunal compétent, les freis encourus pous ée procure cet extraits et la liste supplémentaire. (S. de Q. de 1883, 46 Viet., c. 16, s. 15).

57. Tout graffier ou secrétaire-trésorier d'une municipalité, qui néglige, après un avis de six jours, de transmettre au shérif, un extrait ou une liste supplémentaire que la présente loi requiert de lui, et qui ne se conforme pas aux autres dispositions de telle loi, est sujet à une pénalité de vingt plastres, et à une pénalité ultérieure de cimq plastres pour chaque jour après la signification qui lui est faite d'une dénonciation ou plainte au sujet de cette négligeues et durant lequel il continue d'âtre en défant. (8, de Q. de 1894, 47 Viot., c. 11, s. 6, et 8, de Q. de 1893, 46 Viot., c. 14, s. 6, et 8, de Q. de 1893, 46 Viot., c. 14, s. 6, et 8, de Q. de 1893, 46 Viot., c. 14, s. 6, et 8, de Q. de 1893, 46 Viot., c. 14, s. 6, et 8, de Q. de 1893, de Viot.

3.58. Las amendes, imposées par la présente loi, appartienment au fonde de bâtisse et des jurés du district dans lèques l'offence a ou lieu. Elles sont prélevées en verte d'une règle qu d'un ordre de la Cour, par le grand connétable ou un huissier du district, sur les biens et effets de la personne condamnée, de la manière voulue par les dispositions du Code de Procédure Civile pour l'exécution des effets mobiliers. (S. de Q., de 1883, 46 Viet., c. 16, s. 58).

59. Sur rapport du grand connétable ou de l'huissier chargé de l'exécution, de la ràgle ou de l'ordre, que la personne contre qui il a été procédé, en vertu des sections cinquante-six, sinquante-sept et sinquante-huit de la présente loi, n'a pas de biens et effets, ou que ces l'ins et effets n'ont pas été suffisants pour satisfaire telle exécution, un mandat d'emprisonnement peut émais croutre tella personne qui est incarcérée pour une période n'excédant pas quinse jours, à la discrétion de la Cour qui a le droit de diminuer, ou remettre l'amende ou faire cesser l'emprisonnement, en tout temps. (S. de Q. de 1883, 46 Vict., c. 16, s. 59)

60. Le mot "municipalité" comprend les villes, villages et dités et toute corporation manicipale quelconque, et les

the strain, and the transfer

mote " le Coux" signifient le Coux avent justidiction coiminelle ou sivile, (selon le ess), siègeant aux temps et lieu, on chaeune des dispositions de la présente loi dans laquelle ces mots se rencontrent, doit être mise en vigueur. (8, de Q. de 1883, 46 Viet., a. 16, s. 60).

CLAUSES DE L'ACTE ÉLECTORAL

DE QUEBEC DE 1875, 38 VICTO C. 1.

concernant les devoirs des corporations municipales et de lenis officient

partie de partie de partie de township, de partie de township, de townships unie, de village, de ville, fonctionnant sous l'opsimition du Code Municipal; et toute municipalité de ville em de clas, incorporée par charte ou acte spécial juin de la condition du Code Municipal; et toute municipalité de ville em de clas, incorporée par charte ou acte spécial juin de la condition de la c

ld'i to

 \mathbf{II}

diverses dispositions de cet acte, référe à la formule correspondante contenue dans la cédule annexée au présent acte.

dans le cas paur lequel elle set proposée. Poute autre formule espriment les mêmes choses peut égaleitient être employée.

8. Si le temps fixé par cet acte pour l'accomplissement de quelque opération ou formalité prescrité par ses dispositions, expiré ou tombé un dimanche ou un jour de léte, le temps sinsi fixé seus prolonge un promier jour sulvant qui ne sora pas un dimanche ou un jour de lete.

Toute personne devent laquelle un serment doit être preté du une affirmation faite, aux termes de cet acts, est accorisée, et sera tenue chaque l'ole qu'elle en sera requise, d'administrer de serment ou cette affirmation et d'en délivrer le certificat, et ce, sans honoraire.

PRINTÈRE PARTIE. ÉLECTEURS PARLEMENTAIRES.

L. CONDITIONS PROVISED POUR STRE SLECTBUR.

7. Nul n'aura droit de voter à l'élection d'un membre de l'Assemblée Législative de cette province, à moins qu'il ne soit, au moment de voter, inscrit comme propriétaire, lecataire en ogent at sair la liste des électeurs en force. de O. de

AL

ipales et

spalité de partie dé retionnait oipalité de intratario

dans les de corresent acte du suit suit in formule mployée ispment de spoitions,

le temp

dolt etre sete, est a requise, a delivrer

Taires.

embre de qu'il no ire, locaen il ne possède les conditions suivantes, sur la findament, à judins qu'il ne possède les conditions suivantes, et a la condition de la condi

1. Étre du sexe masculin, majour, et sujet de Sa Majesté par naissance ou par naturalisation;

2. N'etre frappé d'avoure incapacité légale ;

3. Ître, actuellement et de bonne foi, propriétaire ou ocque pant de biens-fonds, estimés d'après le rôle d'évaluation en force, tel que révisé s'il l'e été, même seulement pour les fins locales, au montant au moins de trois cents plastres en valeur réelle, dans une municipalité de cité ayant droit d'élire un ou plusieurs membres de l'Assemblés Législative, et de deux cents plastres en valeur réelle ou de vingt plastres en valeur annuelle, dans touje autre municipalité, ou

Etre locataire de bonne foi, payant pour des biens-fonds un loyer annuel d'au moins trente piastres, dans une municipalité de cité ayant droit d'sitre un ou plusieurs membres de l'Assemblée Législative, et d'au moins vingt piastres dans toute autre municipalité; pour vu que ces biens soient estimés en valeur réelle, d'après tel rôle d'évaluation, à eu moins trois cop à piastres dans une municipalité de cité ayant, droit d'élira pa, ou plusieurs membres de l'Assemblée Législativa, et deux cents piastres dans toute autre municipalité.

D. Lorque deux personner ou plus sont se-propriétaires, co-associés dans la propriété ou la possession, co-locataires de co-cooupaits d'un bien-fonds évainé à un montant sufficant pour que la part de chaonne fui donne le cons électoral; chacune de ces personnes sers électeur conformément à cel seté et sèra inscrité sur la liste des électeurs. Ocité dont la part ne s'élèvara pas au montant du cens électoral pe sers pas ainsi inscrite su électeur.

Le meme règle est applicable aux co-lecataires relativement au montant du leyer qu'ils paient.

10. Néasmoins, si le bien-fonds est possédé ou occupé par une corporation, aucun des membres de la corporation ne sera électeur ni ne sera inscrit sur la listé des électeurs à raison de ce bien-fonds.

II.—PERSONNES QUI NE PEUVENT ÉTER ÉLECTEURS OU VOTANTS.

11. No pourront être électeurs ni ne pourront voters de b

1. Les juges de la Cour du Bane de la Reine et de la Cour Supérieure, le juge de le Cour de Vise-Amireuté, les juges des sessions, les magistrats de district, les recorders ; de la paix, régistrateurs, shérifs, députés shérifs, députés greffiers de la Couronne, et les officiers et hommes du corps de police provinciale ou municipale;

3. Les agents pour la vente des terres de la Courenne, et les maîtres de poste dans les cités et les villes, et tous les officiers employés à percevoir des droits payables à Sa Majesté, de la nature des droits d'excise, y compris les parcepteurs du revenu fédéral ou local.

Bi une des personnes désignées dans la présente section vote, auf le cas de la section 205, elle encourra une amende de pas plus de cinq cents plastres, ni moins de cent plastres, ou un emprisonnement de pas plus de douse mois, à défaut de paiement, et son vote sers nul et de nul effet.

III, Libre Das Alboratian Parlamentatana.

1. Confection de la liste.

28. (Iel qu'amendé por S. de Q. de 1885, 48 Vict., ch. 2, e. 1.) Chaque année, du premier au quinse du mois de mars, le secrétaire-trésorier de toute municipalité devra faire, en double, une liste par ordre alphabétique des personnes qui, d'après le rôle d'évaluation alors en force dans le municipalité pour les fins locales, et telle que révisé, s'il l'a eté, même, seulement pour des fins locales, paraissent être électeurs, à raison des biens-fonds possédés ou occupés par elle, dans la municipalité.

municipalité.

Le secrétaire-trésorier, en faisant la liste des électeurs deit distinguer les personnes qui paraissent avoir qualité comme propriétaires, de celles qui paraissent avoir qualité comme ecoupants ou lecataires, et indiquer les biens-fonds à raison desquels ces personnes possèdent le sens électoral.

12. Méanmoins, dans les comtés de Gaspé et de Bonaventure, le secrétaire-trésorier de chaque municipalité fera, en double, la susdita liste des électeurs, chaque année, du premier au quinse du mois de juillet.

14. (Tel qu'amendé par 39 Viot., c. 13.) Le secrétairetrésorier omettra de la liste des électeurs toute personne qui, d'après les sections 11, 267 et 270, et d'après toute autre disposition légale, n'a pas alors le droit de voter.

all tinds sifted course events or difficultinum one ill ing a

o, groffen députésu comps de

groune, et t tous les bles A. Sa ris les par-

ate section ne sinende at plastrus, à défaut de

State of

of the sold of

ct., ch. 2, .. de mars, la ire. en douonnes qui, manicipaeté, même, électeurs, le., dans, la

of suidelo lité comme lité comme a . A raison A CAR FRIENDS AND

Bonewenté fora, en ée du pre-

TRESPONDE CONTRACT

secrétairersonne qui, o autro dis-

DE THE TO to disco his 111012898 EC

district électoral at partie dans un autre, le secrétaire-trésorier préparera de la même manière, pour chacun de ses districts électoraux, une liste alphabétique des personnes qui y sont élegiours.

16. Bi la municipalité est divisée en arrondissements de votation, en vertu des sections 59, 60 ou 61, le secrétaire-trésorier partagers la liste en autant de parties qu'il y a de ces arroudissements de rotation dans la municipalité.

Chaque telle pertie, dont le titre sera le nom, le numéro ou la description de l'arrondissement auquel elle se rapporte, ne comprendra que la liste alphabétique des électeurs de cet arrondissement.

17. Si une personne est électeur dans une même municipalité, à raison de plus d'un hien-fonds ou de plus d'un titre, son nom néanmoins ne sera inséré qu'une seule fois sur la liste des électeurs de la municipalité.

Bi la liste se fait par arroudissement et qu'une personne soit flecteur dans plus d'un arrondissement, son nom ne sera insé-ré que pour un seul arrondissement; et si elle est électeur dans l'arrondissement de son domicile son nom sers inseré sur la liste pour tel arrondissement.

18. An cas de la section 15, si une personne est électe dans plus d'un district électoral, son nom sera inséré sur la liste de chaque district électoral où elle est électour, comformement aux regles émises dans la section précédeute.

19. Le secrétaire trésorier attestera l'exactitude de la liste des électeurs faite par lui, sons le serment suivant, prêté devant un juge de paix :

Jo, (nom du secrétaire trésorier) jure qu'an meilleur de me connaissance et croyance, la liste des électeurs el-dessus est correcte, et que rien à y a été inséré ou omis indûment ou frauduleusement. Ainsi, Dieu me soit en aide.

Chacun des doubles de la liste doit être attesté séparément,

sous le serment précédent. 20. Un des doubles de la liste ainsi attesté sera tenu dans le bureau du secrétaire-trésorier, à la disposition et pour l'information de toute personne intéressée.

21. Le secrétaire-trésorier, le jour même qu'il prêtera le serment requis par l'avant-dernière section, donnera et publiera un avis public dans lequel il annonce que la liste des électeurs a été préparée suivant la loi, et qu'un double es déposé à son bureau, à la disposition et peur l'information de toute personne intéressée. Les mines pour se les maries practiones

Cet avis vera gonne et public de la meme madière que le sont les avis pour les aux municipales, dans la mualdipalité of la liste a ste preparee,

l'on

arol

list

de t

l'étr -

lour BULLE

tegti faire

COT C I EUR dafn la He Derso sur l

- E74 seron publi

pour

ete p

dra e

de qui

confir

été lo

quele d'étre

nom d

faites

seront in march

22. La liste des électeurs pourra être dressée d'après la Tormelo A.

23. Si le secrétaire-trésorier n'a pas fait la liste alphabé-tique des électeurs, ou n'a pas donné ou publié l'avis requis par la section 21, dans les quinze, premiers jours du mois de mars, alors le juge de la Cour Supérieure pour le district ou, on cas d'absence du jure du district ou d'incapacité d'agir, le magistrat de district, sur requete sommaire du maire, du régistrateur ou de toute personne ayant droit d'être inscrite da Roc pour préparer la liste alphabétique des électeurs.

24. Le secrétaire trésorier sera personnellement responsa-ble des frais engengus sur cette requête et de ceux encourus pour la confection de la liste par le greffier ad loce, à moins que le juge ou magistrat de district, pour des raisons spécia-les, croient devoir en ordonner autrement, et dans os cas, les frais sont laisses à leur discrétion. Le secrétaire-trésorier pourre dependant faire et préparer la liste, une que le gréffier of loc n'aura pas été nommé.

25. Le greffier ad see procéders, dans les quinse jours de l'avis de sa nomination, à la confection de la liste des élec-teurs. Il devien ra, pour cette fin, un officier du conseil municipal, et surs les mêmes pouvoirs à exercer et les mêmes dévoirs à remplir, et ce, sous les mêmes pénalités, en cas de défaut ou de négligence de sa part, que le sécrétaire-trésurier We in municipalite.

36. (Tel que remplace par 39 Vict., ch. 13.) Le maire et les officiers du conseil, en autant qu'il dépend d'eux, seront tenus de livrer, au greffier ad Aoc, sur sa demande, le rôle d'évaluation qui doit servir de base à la liste des électeurs, sous peine d'une amende n'excédant pas deux cents plastres, ou, à défaut de palement, d'un emprisonnement n'excédant was six mole, and a second

2. Examen et mise en force de la liste.

27. (Tel que remplace par 39 Viet., ch. 13.) La liste des élécteurs pourra être examinée et corrigée par le conseil de la municipalite, dans les trente jours qui suiviont la publication de l'ayis donné en vorte de la section 21, sur plainte produtes vost ener; en vorte de l'une ou de l'autre des desta sections suivantes, et non autrement? estimi ennocted

Tourisaion de von nom our la liste, péterra, par lui-même, ou par son agent, produir une plainte par écrit à cet effet dans les quinse jours qui suivrent la publication de l'avis cons ou versu de sociée 32.

29. (Tel que remplacé par 39 Vict., ch. 13.) Quiconque arost que le nom de quelque personne qui est inscrit sur la liste, ne devrait par y avoir été inscrit, parce qu'elle s'a pas les qualités requises d'un électeur, on croit que le nom de quelque autre personne qui n'y est pas inserit, devrait l'être, parce qu'elle à les qualités requises, pourre produire une plainte par écrit à cet este dans le meme défait de quinne journe.

25. Le conseil, avant de procéder à tout examen ou sopréction de la liste des électeurs, fors donnér, par le seerétaire-trésorier, le greffier ad loc, ou quelque autre personne, un avis public du jour et de l'heure auxquels il doit commencer cet examen.

Il devre aund, avant de prendre en considération les plafates par écrit, produités au fureau du conseil, su fujet de la fiste des discteurs, en faire donner un avis sphoist à loute personne dont on demande l'insertion on l'omission du nom aur la fiste.

L'avis public et tout avis spécial requis par cette section, seront de cluq jours; et ils seront d'ailleurs donnés et publics ou signifiés de la même manière que le sont les avis pour les fins similipales; dans la municipalité en la liste a été préparée.

Le conseil, en procédant à l'examen de la liste, prendra en considération toutes les plaintes écrites faites au sujet de cette liste, et entendra toutes les parties intéressées.

23. Par sa décision sur chaque plainte, le conseil pourre confirmer ou corriger chacun des doubles de la liste.

33. Si, sur preuve, le conseil est d'avis qu'une proprété a été louée, en a été cédée qu transportée, en vertu d'un titre quelsonque, dans le seul but de donner à une personne le droit d'être inscrite sur la liste des électeurs, il biffera de la liste le nom de cette personne, sur plainte écrite à cet effet.

sur chacun d'oux la date de su réception.

requis ois, de los on, gir, le du re-

THE P.

palité

res la

ponsacourus moins pécia-

eparer no. um de elecoil munemes ods do scorier

eront eront role tears, atres,

de la blicalaints deux Physica liste des électeurs entrers en vigneur à l'expira-tion del trante jours qui spivent l'avis donné en vertu de la section, 21, telle qu'elle se trouve alors, et restera en ferce juage an mois de mans suivant ultérieurement, juage'à ce qu'ille nouvelle liste soit faite et mise en rigneur sons l'au-touré de cet acte.

il y a appel au juge de la Cour Supérioure on au magisit de district, pour les districts où si n'y a pas de juge de la ur Supérieure, touchant une partie de la liste, telle partie la liste sere en force, nonobstant l'appel, jusqu'à la déci-don finale du tribunal sain de la requête en appea

36. Ponte liste des électeurs ainsi mise en force sem pas dant tout le temps qu'elle restera en vigueur, réputée la seule liste exacte des électeurs parlementaires dans la division territoriale à laquelle elle se rapporte. Lors même que la rôle d'évaluation qui aura servi de base à cette liste serait défectueux, on serait casse ou annulé; sauf, héanmoins, toute correction faite en vertu de la section 44.

27. Il sere du devoir du secrétaire-trésorier, aussitôt que la liste des électeurs est devenue en force, d'inscripe à la fin de la liste, sur l'un et l'autre double, le certificet décrit depe

dersonne dont on jiegendo l'insertion e p l'emisk springon de

88. Un des doubles de la liste des électeurs sera conservé dans les archives de la municipalité, et y restern de record. ... L'autre double apra transmis au régistrateur de la divisier d'enregistrement dans laquelle est située le municipalité.

dans les huit jours qui suivent l'entrée en vigneur de talle liste, par le secrétaire-trésorier ou par le maire, sous peine. pour chacun d'eux, en cas de contravention à cette disposi-tion, d'une amende de deux cents plastres ou d'un emprisonnement de six mois, à défaut de paiement.

Néanmoins la transmission du double de la liste au régistrateur, après le délai prescrit par cette section on le défaut de transmission, traura pas l'effet d'invalider cette liste inco

20 Bijau lieu du double requis par la scotiou précédente, il a été transmis au régistrateur une copie certifiée de la liste, cette copie sers réputée être le double requis, et aura le memo effet que si le double lui-même eut été transmis.

40. Tous les doubles ou copies de liste des électeurs, transmis au régistrateur en vertu des deux sections précédentes. seront conservés par cet officier et resteront de record dans sorone manifestigation must be initiated on in that information

Le régistrateur en recevant ces doubles ou léopies, inserira sur chacun d'eux la date de sa réception.

que. trici moy 18

Pens la meni treff Cour négli

Press delai .48. seoré! ties in

1:44. autori \$0mm de jou Cot 145.

chaoni ger so exiger. aura to relative 46.

defaut

juge, pe et seror manière 3. Appel au jüge de la Couf Buptilours ou du minglistrat de

41. (Tel que remplacé par 39 Vict., ch. 18, et tel qu'amendé par S. de Q. de 1883, 46, Vict., ch., 2, e. 1.) Quisonque pourra appeler de toute décision du conseil corrigeant ou
amendant la liste, au juge de la Cour Supérieure pour le district, dans les quinze jours qui suivent cette décision, au
moyen d'une requête dans laquelle sont brièvement exposés
ses motifs d'appel.

La partie intimée pourra, dans tout appel, obtouir la suspension des procédures jusqu'à ce que la partie appelante ait, à la discrétion de la Cour ou du juge, fourni le cautionnement qui sera jugé nécessaire, ou déposé entre les mains du greffier de la Cour, telle somme qui sera déterminée par la

Cour ou le juge pour payer les frais sur tel appel.

43. (Tel que remplacé par 39 Vict., cl. 13.) Si la conseil a négligé ou refusé de prendre en considération, dans le temps prescrit, une plainte produite en temps convenable, quiconque paurre en appeler à tel juge, de la manière et dans le délai prescrits par la section présédante.

48. Une copie de la requête en appel mra signifiée au secrétaire-trésorier de la municipalité, lequel en donners aussitét un avis spécial an maire et un avis public aux parties intéressées.

attorité d'entendre et de décider cet appel d'une manthre commaire, au jour qu'il fixere, et procédere pare diligence de jour en jour, en terme on en vacance.

Cet appel aura préséance sur les antres sauses.

46. Il pourre ordenner qu'avis ultérieur seit donné à chacune des parties en cause, assigner devant lui et interroger sous serment on affirmation toute partie ou témois, et exiger la production de tout document, papier ou chose. Il aura tous les pouvoirs qui sont conférés à la Cour Supérieure relativement aux affaires pendantes devant cette Cour.

des. Nulle procédure sur tel appel ne sera annulée pour défaut de formeil de sera appel ne les estats et de sera annulée pour défaut de formeil de sera appel ne les estats et de les estats et d

47. Les frais de l'appel seront taxés à la discrétion du juge, pour ou contre celle des parties qu'il jugera à propes, et seront recouvrables sur un bref d'exécution émané en la manière ordinaire.

de la force 'à as d'ast-

de la partie deci-

seule vision le rûle défecte cor-

de gue la fin it de si

eord.
Livisles
ipalité,
to talle
poine.
diaposi-

defaut

e de la

transsdentes, rd. dans

ipostira

tra

alpi qui, volc

sonn déliv

copie

IV.-

58

muni

lité e

ment

Blog (

d'élec

deux.

oun.

ples f

tout

Dalies 1

guelq

R. Appel in June in heather marying the reliable all affile

49. Le secrétaire-trésorder et le régistrateur corrigoront chacun le double de la liste des électeurs en sa possession, confermément à la décision du tribunal, austitôt après qu'une sopie authentique lui en aura été signifiée.

50. Dans tout district où il n'y a pas de juge de la Cour Supérieure résident, l'appel, mentionné dans les articles 41 et 43, pourra en outre être porté devant le magistrat de district, de la même manière et avec le même effet que devant le juge de la Cour Supérieure.

possed has proved and the property opposed to the form to action ac-

SI. SI, en aucun temps, il est démontré à un juge de la Cour Supérieure, en terme ou en vacance, que le secrétaire trésorier d'une municipalité ou le régistrateur de la division d'enregistrement ont altéré ou faisiné le double de la liste en leur possession; le juge requerre le secrétaire-trésorier, le régistrateur et toute personne ayant la garde du rôle d'évaluation qui a servi de base à la liste, de comparattre devant lui et de produire les rôles et les listes en leur possession.

53. As temps et an fleu fixes pour le comparution de ces personnes le juge, après avoir examiné les doubles de la listé produits par le secrétaire-trésorier et le régistrateur, ainsi que le rôle d'évaluation, fera, avec ou sans plus de preuve, les modifications ou respections qu'il graire accessaines peur randre exact et fidèle le double altéré ou faisible.

SS. Il apre du devoir de secrétaire-trésorier de toute municipalité et du régistratour de toute division d'enregistrément, ayant la garde d'une liste des électeurs, d'en délivier des éoples cartifiées à quiconque en fora la demande et dirisa de payes pour le soût de toute copie, trois contins pour chaque dix électeurs insérits sur la liste, mandre pour chaque

154. Le secrétaire-trésorier de toute municipalité donners gratuitement, sur démande, et tout sous-officier-rapporteur, agissant dans les limites de la municipalité, une copie certifiée de la liste des électeurs qui deit servir à l'élection, ou de la partie de cette liste qui se rapporte à la localité pour laquelle agit le sous-officier-rapporteur.

55. Le cont de toutes les copies de la liste des électeurs, données par le régistrateur, en conséquence de ce que la secrétaire-trésorier a refusé ou négligé de les fournis, en vertus

de la postide probbdonte, pourre êtte reservet du seérédifiretrésorier ou de la corporation dont il est l'officier, par le séglétratour qui a donné les copies ou par l'officier, rapporteur ou le sous-officier-rapportour qui se les sern, procurées, signat

taire-tresorier qui aura refuis ou negligé de faire une liste alphabétique des électeure, tet que requis par cet acts, ou qui, en faisant estte liste; y aura inscrit en en aura emis volontairement, quelque nom qui n'aurait pas du être simi inscrit en emis, sera passible d'une amende n'excédant pas einquente piastres, et, à défaut de paiensent, d'un emprisone nement pour une période n'excédant pas donce mela-

sonne ayant la garde des listes des électeurs et tends d'es délivrer des copies, qui aura fait quelque insertion ou omission, comme it est dit dans la section précédents; dans les copies fournies par elle, sora passible de l'amende imposée dans la section immédiatement précédente.

IV.—DIVISION DE LA RUMOIPALITÉ EN ARBONDISSEMENTS DE

59. (Tel qu'amondé par 39 Vist. ch. 13.) Lorrque, dans une municipalité, le nombre des élécteurs dépassers deux cents, il sers du devoir du constit de cette municipalité de divisor, par un règlement fait en la manière ordinaire, le municipalité en arrondissements de vetation, de telle serte qu'il n'e ait pas plus de deux cents électeurs dans shaque arrondissement de votation.

ment de votation.

Les limites de ces arrondissements devront être bien définies et pa sépareront pas un bien-fonds qui donne le droit d'électeur.

quelqu'un des arrondissements de votation contiendre plus de deux cents électours, il sora du devoir du conseil de subdiviser, par règlements, est arrondissement en d'autres arrondissement et ne contenant pas plus de deux cents électeurs ekacune

C1. Le conseil pourre toujours, en tout temps, pour la plus grande commodité des électours, amender ou abroger tout règionent fait en varie des deux dernières sections, et faite une nouvelle divisien, del que present par la modicie 800 de la conseil de l

no la

ou ide

ponr

tarons

d'une

Cour

telres

d'éva-

on:

a liste al que

munt-

ment.

imide

-9-600 Mul rigioment fait on worth des trois sections précédentes, na sera susceptible d'appel au sonseil de comté.

municipalité en arrondissements de votation ou autres subdivisions analogues, en force lors de l'enirée en vigueur de cet acts, demeurera en force jusqu'à ce qu'il seit remplacé ou abrogé sous l'autorité du présent acte

C4. La liste des électeurs municipaux de la cité de Montréal, telle que faite, révisée et close annuellement sous l'autorité des actos actuellement en force, qui la concernent, sons le toute fin, la liste des électeurs parlementaires y compris les personnes qui auraient été retranchées de la liste municipale pour défaut de présent des droits municipaux, dans le délai prescrit.

CLAUSES DE L'ACTE RELATIF AUX ASILES D'ALIENES DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC.

and a new realistic of the second plant of the second provided to

S. DE Q. DE 1885, 48 VICT., CH. 34.

DEUXIÈME PARTIE, ADMISSION DES ALIÉNÉS DONT L'ENTRETIEN EST AUX FRAIS DU GOUVERNE-MENT ET DES MUNICIPALITÉS.

14. Pouvent être admis dans les asiles d'aliénés, suz frais

Les alienes qui n'ont pas, par eux-mêmes ou par des persormes tenues par la loi à leur fournir des aliments et des soixs, les moyens de payer en tout ou en partie le sout de leur entretien, de leur séjour et de leur traitement dans un de ces asiles.

23. Les idiots ou imbéciles, lorsqu'ils sont dangereux, une cause de seandale, sujets à des attaques d'épilepsis, ou d'une differmité monstrueuse, et sont incapables de payer leur entretien, leur efjour et leur traitement en tout ou en partie.

* 18. Le bureau médical d'un asile ne peut recevoir aucune des personnes ci-dessus mentionnées s'il ne lui est remis

1. Une demande d'admission contenant les noms, la profesaion, l'âge et le domicile tant de la personne qui l'a faite que de belle dont le placement est réclamé, et l'indication du degré de parenté, qu, à défaut de parenté, de la nature des relations qui existent entre elles. no a

que que trai

deci qui spéc Ce est p

d'ad Br d'exi dans

paix,

L's attack aux constant ment

de tro
tel qu
nés, l
propr
du m
de l'é

domic son en Le c

 Le demande doit être signée par celui qui l'a faite, et, s'il ne salt pas écrire, elle est reçue devant le maire, ou, en son absence, par dévant un juge de paix se domicile du patient;

2. Un certificat de médecin, (suivant la formule C, ainsi que son annexe,) constatant l'étas mental du patient, indiquant les particularités de sa maladie, la nécessité de la faire traiter dans un asile d'alténés et de l'y retenir renfermé.

Dans le cas d'idiotisme ou g'imbécilité, le médecin doit

Dans le cas d'idiotisme ou g'imbécilité, le médecin doit déclarer, de plus, si le malade est dans la catégorie des l'diots qui peuvent être admis ou détenus dans un asile, et indiquer spécialement les raisons sur lesquelles il appuie son opinion.

spécialement les raisons sur resquelles il appuie son opinion.

Ce certificat ne peut être admis, si le médecin signataire est parent ou allié au trassième degré inclusivement des propriétaires de l'asile ou de la personne qui fait la demande d'admission, ou de l'asile.

En cas d'urgence, le bureau médical pout se dispenser; d'exiger le certificat du médecin, si ce certificat lui est remis dans les huit jours qui suivent l'internement du patient;

3. Un certificat, (suivant la formule D.) signé soit par le curé, on son ricaire, le ministre du culte, on un juge de paix.

4. Un cartificat, (suivant la formule E,) signé par le maire du lieu ch le malade a son domicile eu d'un conseiller, en son absence.

L'annexe de la formule C et la cédule D, doivent être attactées et reconnues devant un juge de paix, conformément aux dispositions de l'Acte du Parlement de la Puissance du Canada, 37 Viet., ch. 37, concernant la suppression des serments volontaires et extra-judiciaires.

19. Dans le cas d'idiots ou d'imbéciles entrés depuis plus de trois mois dans un hôpital public et devenus dans un état tel qu'il est nécessaire de les interner dans un asile d'aliénés, la demande d'admission doit être faite par écrit, par le propriétaire ou le surintendant de l'hôpital, et le certificat du médecin doit être donné par l'un des médecins visiteurs de l'établissement.

La demande d'admission doit contenir les noms, la profession, l'âge et la municipalité où le patient a eu son dernier domicile, avant son entrée à l'hôpital, ainsi que la date de son entrée.

Le certificat du médecin doit constater, suivant la formule C, de cet acte, l'état mental du malade, indiquer les particufarités de sa maladie, la nécessité de le faire traiter dans un asile et de l'y tenir renfermé.

onu abditereb no bo

Montl'aut, sera

. (1-4 1 II

rie les cipals délai

NCE

DONT

z frais

os peros des ocut

d'une d'une r leur partie.

ucune is:

faite ion du

20. Sur réception de la demanda et des certificat C. D. t E, dans la cas de la section 18 de cette loi, et de la demande d'admission et du certificat C, dans le ces de le sen-tion précédente, le bureau médical décide s'il doit admettre le patient provisofrement ou refuser son admission.

11. Le bureau, par l'entremise du surintendant médical doit, dans les guinse jours qui suivent l'admission du malade. transmattre au secrétaire de la province, avec cette demande, les certificats C, on C, D, et E sus-mentionnés, un rapport spécial constatant l'état mental du patient et déclarant s'il doit être admis définitivement dans l'asile on s'il doit en être ('e cortificat ac your circumentale at le michen el 188846

-88. Sur réception de ces documents, le scarétaire de la provinge adresse an bureau médical de l'asile, l'ordre qu'il juge, convenable soit pour l'admission définitive du patient, soit pour sa mise en liberté, lequel ordre doit être exécuté sans delais les cui benfures es la lichard, in amelica es es myles à la sur la sur de la su

41. Dans tous les cas où un aliéné est interné dans un asile, en vertu des dispositions de la deuxième partie de cette loi, le dépense de l'entretien, du séjour et du traitement de out aliene dans l'asile, est due et payée moitié par le Gouvernement et moitié par la municipalité de la cité, de la ville, du village, de la parcisse ou du canton dans les limites desquelles se trouvent compris l'endroit, le lieu ou le territoire où le patient a eu son domicile.

Pourvu teutefois que, si le patient est interné dans un hopital public, le dernier domicile de ce patient n'est pas, par se fait même, consé être dans la municipalité où se trouvercet hopital. This is not be fine and we be the man of the

43. Dans les premiers quinze jours du mois de janvier de chaque année, les propriétaires de chaque asile d'alienés doivent transmettre au trésorier de la province une liste conte-

Les noms des aliénés internés dans l'asile depuis le 24 juillet 1880 :

2. Leur domicile, à l'époque de leur admission dans icelui :

3. Le montant payable par chaque corporation de cité, ville, village, paroisse on canton, pour leur entretien, séjour et traitement dans le cours de l'année précédente.

réme et de temp quel

doit détai de su trict.

Su ment de la oot ét la mu elle a avis l **Premi** contri

contre tout a tions y 45. du dist

toute o cet off 46 .. somme sejour restatio

d'un al montan tion en ceux de sa subsi 2. To

de son e soit par des alim

47. 1

4. Ils sont aussi tenus de fournir au trésorier de la province, avec leur compte trimestriel, un état indiquant sépsrément les noms des patients à la charge du Gouvernement et des municipalités, la date de leur entrée et de leur sortie, temporaire ou définitive, et le nombre de jours, pendant lesquels ils ont été détenus dans l'asile.

43. Sur réception de cette liste, le trésorier de la province doit préparer, sans retard, pour chaque municipalité, un état détaillé des sommes d'argent dues par elle, et le transmettre de suite au percepteur du revenu de la province pour le district où se trouve située estie municipalité.

Sur réception de cet état, le percepteur du revenu susmentionné doit transmettre, anné délai, au secrétaire-tréforier de la municipalité indiquée un extrait dûment certifié del cet état, contenant les noms des aliénés à l'entretien desquels la municipalité doit contribuer, ainsi que le montant dû parelle au sujet de ces aliénés pour l'année précédente, avec un avis le requérant de verser entre sés mains, le ou avant le premier jour de mars alors prochain, le montant dû pour cettecontribution.

44. Ce montant est recouvrable par voie d'action ordinaire, contre toute corporation municipale obligée à l'entretien de tout aliene interné dans un de ces asiles en vertu des dispositions précédentes.

45. Cette action est intentée par le percepteur du revenu du district, en son nom, contre toute telle municipalité devant toute cour de juridiction compétents dans le district où réside cet officier.

46. Il est loisible à toute municipalité qui a ainsi payé une somme d'argent au gouvernement pour cette pension, se séjour et ce traitement, et qui a peyé, en outre, les frais d'arrestation et d'enquête ainsi que tous les frais de transport d'un aliéné interné dans un asile, de se faire rembourser les montants ainsi payés par elle, par voie d'action et d'exécution en la manière ordinaire, sur les biens de l'aliéné ou sur ceux des personnes qui sont obligées par la loi de subvenir à sa subsistance et à son entretien.

2. Toutefois, ce recours n'a pas lieu s'il a été constaté, lors de son entrée à l'asile, que le patient n'avait aucuns biens, soit par lui-même ou par ceux qui sont tenus de lui fournir des aliments.

47. Le montant payé par toute municipalité, en vertu des

ens'un e cetts ent de ouvers ville, es des-

attro

dical.

lade,

ande,

nt s'il

n être

s pro-

ta solt

Gralger &

ns un st pas, où so

ritoire

vier de és doiconte-

a 10 94

icelui ; e cité, , séjour dispositions de cette loi, est considéré comme une dette impossible en vertu du Code Municipal et est imposé et perçu de la même manière que toute taxe ordinaire due par les contribuables de la municipalité.

which are not this distance down to

CLAUSES DE LACTE DES LICENCES DE QUÉBEC

To Pour obtenir une licence pour tenir une auberge, les

Présiablement à l'obtention d'aucune de ces licences pour ancune partie du territoire organisé de cette province, le requérant doit fournir à l'inspecteur des licences, un certificat, suivant la fermule A annexée à la présente loi, signé par vingt-cinq électeurs municipaux résidents ou une majorité des électeurs municipaux résidents, s'ils sont en nombre moindre de cinquante, de la paroisse, canton, township, village, ville, ou quartier de la cité dans les limites de laquelle est aitués, la maison pour laquelle telle licence est demandée, attestant que le requérant est personnellement connu des signataires, qu'il est honnête, sobre, de bonne réputation, qu'il est qualifié pour tenir une maison d'entretien public et que la maison dont il est questior contient le logement exigé par la présente loi, et, (si elle est située dans une campagne), qu'on y a besoin d'une maison d'entretien public.

e. Ce certificat doit être accompagné d'un affidavit donné par le requérant, suivant la formule B annexée à la présente loi, et assermenté dévant un juge de paix du district, ou dans la cité de Montréal, devant un des commissaires des licences ci-après mentionnés.

9. Si ce certificat se rapporte à une maison située dans les limites d'une cité, il doit contenir, ainsi que la licence ellemême, la désignation du quartier et de la rue où elle est située. La licence est sans effet en dehors des limites de tels quartier et rue.

10. Dans les cités de Montréal et Québec, les signataires du cortificat doivent être des électeurs municipaux, avoir leur domicile ou lieu d'affaires dans le quartier et être inscrits sur la dernière fiste électorale.

par tes de est tais

trou den: dan: vaca cette sonn de pi de de

rer, e le no signé memi résult défav

tion d 1. (ayant son au

Tel

2. C

3. C écrite où il e ime rgu de ontri-

TRUMBER

BEO. L.L.

es pour

rince, le certifiigné par
brité des moindre
ge, ville, st situés attestant maises, st qualia maison présente a besoin

présente présente , ou dans s licences

e dans les ence elleà elle est tes de tels

ataires du avoir leur ascrits sur Illa Co confident (moins cour relatife ann demandes de licences pour la cité de Montréal), doit sussi être confirmé par una décision du conseil de la municipalité, dans les limites de laquelle la maison est située, rédigé suivant la forme de la cédule C annexée à la présente loi, et cette confirmation est certifiée sous la signature du maire et du greffer ou secrétaire-trésorier du ceaseil.

13. Si, cependant, au jour fixé pour l'assemblée du conseil, à laquelle la confirmation du certificat est demandée, il ne se trouve pas de quorum, il peut être confirmé par le maire et deux juges de paix, n'étant pas conseillers municipaux, réstdant dans le comté où la maison est située, et en cas de vacance dans la charge de maire, par trois juges de paix, et cette confirmation aussi est certifiée sous la signature des personnes qui l'accordent; et tel conseil ou tels maire et juges de paix, ou tels juge de paix, suivant le cas, peuvent réfuser de confirmer chaque tel certifient, s'ils le jugent à propos.

13. Le conseil auquel ce certificat est présenté, doit s'assurer, en prénant les renseignements qu'il juge convenables, si le nombre voulu d'électeurs, ayant le capacité requise l'a signé, il doit aussi constater par serment reçu devant un des membres du conseil, l'authenticité des signataires, et si le résultat de cette double recherche est en tout ou en partie, défavorable au requérant, il réfuse le confirmation demandée.

(Tel qu'amendé par S. de Q., 44-45 Vie t., ch. 4, s. 1.)

Tel certificat doit être refusé s'il est prouvé, à la satisfaction du conseil :

- l. Que le requérant est une personne de mauvaises mours, ayant déjà permis ou souffert l'ivrognerie ou le désordre dans son auberge; ou
- 2. Que tel requérant a déjà été condamné deux fois à l'amende pour avoir vendu de la boisson sans lisence ; 17 1114
- 3. Que sa demande pour licence, rencontre une opposition écrite de la majorité absolue de tous les électeurs résidents où il entend ouvrir une auberge.

Assessment of the control of the con

ACTE CONCERNANT LA DIVISION THR - Ball & RITORIALE DK LA PROVINCE and the or early and the raises of a result is the new are that at the limited who that

BEUTION PRESIDED, DISPOSITIONS GENERALES,

1. Pour les fins de la législature, la Province de Québec est divisée :

1. En soixante-huit districts electoraux, lesquels forment pour les fins de le représentation du peuple dans l'Assemblée Législative, les soixante-einq collèges électoraux constitués ar 'l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867." A U., 40 et 86, et seconde cédule; S. H. B. C., ch. 75, a. 1.

2. En vingt-quatra divisions, pour le Conseil Législatif. A. U., 22 et 72; S. R. C., ch. 1, s. 1 et cédule.

1986 La province act-Austi divisée as our oper abot see dring of

L. In vingt districts, pour les fins de l'administration de la

justice. B. B. C., ch. 76, so 5 et cédule.
7. En soixant-neuf divisions, pour les lins d'enregistrement.

5. R. B. C., ch. 37, ss. 83, 96 et 97.

3. En soixante-sept municipalités de comté, et en municipalités de cité et de ville constituées par acte spécial pour les ins municipales. C. M., arts. I. 2, 24 et 1081.

3. Les municipalités de comté sont subdivisées, conformément au Code Municipal, en municipalités de campagne, de

village et de ville. C. M., art. 2.

4. Excepté pour les cités et les villes, et sauf les modifications énumérées en leur lieu, la division en districts électoruin sert de base pour les autres divisions. S. R. B. C., ch. 75, a. 1 . 6, R. B. C., ch. 37, a. 96; C. M., art. 24,

SECTION DEUXIEMS. DES DISTRICTS ELECTORAUX LA PROVINCE

5. Les soixante-huit districts électoraux sont nommés, délimités et bornés ou composés comme suit :

NOMS DES DISTRICTS ÉLECTORAUX DE LA PROVINCE.

Argentauil.—Le comté d'Argenteuil est borné à l'est par les comtés des Deux-Montagnes et Terrebonne, au nord, par

BU. pro . qui Jér de l du : Gre Gre

de i Dar entr rang 75, 1 A

du o

onsi lot I cing dans de V Prin d'Ar Ches tatio comp comt ot As ton. Viot.

Ra Hugu Hélèr ferme qui r Théod de Du 75, 8. 8. 1.

Bea par le tière,

le comté de Terrebonne, à l'ouest, par le comté d'Ottawa, et au sud, par la rivière Ottawa, y compris les isles les plus rapprochées, situées en tout ou en partie vis-à-vis d'iceiui.

Ce comté, ainsi borné, comprend la paroisse de St. André, qui renferme partie du village de Carillan, la paroisse de St. Jérusalum, la municipalité de la partie ouest de la paroisse de St. Jérôme, le canton de Chatham, qui renferme le reste du village de Carillon, le canton de Wentworth, le canton de Grenville et son augmentation qui renferme le village de Grenville, le canton de Harrington et son augmentation, ceux de Gore, Howward, Arundel, Montcalm et Mille Isles, la partie du canton de Morin, située au sud-ouest de la ligne entre les lots numéros vingt-quatre et vingt-cinq de tous les rangs de ce canton, et la ville de Ischute. S. R. B. C., ch. 75, s. 1, § 12; 44-45 Viot., ch. 30; 45 Viot., ch. 40, s. 1.

Arthabaska.—Le comté d'Arthabaska comprend la partie du canton de Maddington au sud-est de la ligne nord-ouest du onsième rang, la partie du canton de Blandford au sud-est du lot No. 18 dans les premier, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième et neuvième rangs et dans le rang A, le canton de Warwick, qui renferme le village de Warwick, celui de Stanfold, qui renferme le village de Princeville, celui d'Arthabacka, qui renferme les villages d'Arthabaskaville et Victoriaville, les cantons de Chester est, Chester ouest, Tingwick, Horton et Bulstrode et son augmentation, moins la partie des cantons de Horton et Bulstrode comprise dans la paroisse de St. Samuel qui appartient au comté de Nicolet, et enfin la partie des cantons de Simpsen et Aston, comprise dans la paroisse de Ste. Clothilde de Horton. S. R. B. C., ch. 75, s. 1, § 46; 25 Viet., ch. 50, 11. 1; 41, Vict., ch. 26, s. 4; 46 Vict., ch. 38, s. 1.

Bagot.—Le comté de Bagot comprend les paroisses de St. Hugues, St. Simon, Ste. Rosalte, St. Dominique, St. Pie, Ste. Hélène et St. Liboire, celle de St. Ephrem d'Upton, qui renferme le village d'Upton, la paroisse de St. André d'Acton qui renferme le village d'Acton-Vale, la paroisse de St. Théodore d'Acton, et la partie de la paroisse de St. Fulgence de Durham, qui contient la Pointe d'Acton. S. R. B. C., ch. 75, s. 1, § 57; 27-28 Vict., ch. 54, s. 1; 42-43 Vict., ch. 45, s. 1.

Beauce.—Le comté de Beauce est borné, vers le nord-est par le comté de Dorchester, vers le sud-est, par la ligne frontière, vers l'ouest, par le comté de Compton, vers le sud-

TMA

LES.

forment membles onstitues 87. A.

e 1. égislatif,

ion de la

n munici-

pagne, de

modificats électo-B. C., oh.

TORAUX

mmés, dé

LA

l'est par nord, par

ouest, par les comtes de Compton et Wolfe, et vers le nordouest, par fes comtés de Mégantic, Lothinière et Dorchester.

Ce comté, ainsi borné, comprend les paroisses de St. Blacar, Ste. Marie, St. Joseph, St. Frédéric, St. François, St. George, St. Sevérin, St. Ephrem de Tring et St. Victor de Tring, et les cantons de Metgermette nord, Metgermette sud, Jersey, Linière, Marlow, Risborough, Spaulding, Ditchfield, Louise, Woburn, Gayhurst, Dorset, Shenly, Aylmer, Price, Lambton, Forsyth, Adstock et Broughton. S. R. B. C., ch. 75, 4. 1, 4 48; 26 Vict., ch. 7, 3, 1; 39 Vict., ch. 42, 3, 3; 42-45 Vict., ch. 48, s. 1; 46 Vict., ch. 39, s. 1.

Beauharnois.—Le comté de Beauharnois est borné, au nord-est et au sud-est, par le comté de Chateauguay, au sudouest, par le comté de Huntingdon, et au nord-ouest, par le fleuve St. Laurent, y compris les îles les plus rapprochées, situées en tout ou en partie vis-à-vis d'icelui.

Os comté, ainsi borné, comprend les paroisses de St. Clément, St. Etienne, St. Louis de Gonsague, St. Stanislas de Ketska, Ste. Cécile et St. Timothée, et les villes de Beauharnois et Salaberry de Valleyfield. S. R. B. U., ch. 75, s. 1, 563.

Bellechasse. Le comté de Bellechasse est borné, au nord-est, par le comté de Montmagny, au nord-ouest, par le comté de Lévis, le neuve St. Laurent et le comté de Montmagny, an sudonest, par les comtés de Lévis et Dorchester, et au sud-est, par le conté de Dorchester, la ligne frontière et le comté de

Ce comté, sinsi borné, comprend les paroisses de Bt. Valier, St. Michel, St. Etienne de Beaumont, St. Raphael, St. Charles, St. Gervais, St. Cajétan d'Armagh, St. Lasare et Notre-Dame Auxiliatrice de Buckland, et les cantons de Mailloux, Roux, Bellechassse et Daaquam. S. R. B. C., ch. 75, n. 1, 3 42; 22 Viet., (1858) ch. 11, s. 1; 28 Viet., ch. 9, s. 1; 30 Viet., ch. 39, s. 1; 39 Viet., ch. 43, s. 1; 42-43 Vict., ch. 49, s. 1; 46 Vict., ch. 37, s. 1.

Berthier.-Le comté de Berthier est borné, au sud-ouest, par les comtés de l'Assomption et Joliette, au nord-ouest, par le comté de Joliette et par les limites de la province, au nord-est, par le comté de Maskinongé, et au sud-est, par le fleuve St. Laurent, en suivant, depuis les limites de la paroisse de Ste. Geneviève de Berthier, le chenal des barques, an sud de l'Ile St. Ignace, l'Ile Madame, l'Ile Ronde, l'Ile à Mours, et les Iles au Sabte, jusqu'au lac St. Pierre et aux limites nord-oacet du comté de Maskinongé, y compris l'Ile

BI Du à-1 10 Pél tur lat t Sal ten et : 0

Ber Ber Bar Mic la p Sar de 8 dan 47, 1;

. 3

nor COID pro rivi sud, pris vis-. C bred Rie Mat

ton du c lign By C

terr

ch.

te nordrchester. de St. nçois, St. Victor de ette sud, itchfield. r, Price, ., ch. 75, 3 : 42-43

orne, an y, au sudst, par le prochées,

e St. Clenislas de Beauhar-. s. 1, 563. nord-est. comté de y, an sudid-est, par comté de

es de St. phael, St. Lazare et antons de B. C., ch. ct., ch. 9, 1; 42-43

sud-onest, ord-onest, oyince, au est, par le ter de la s barques, de, l'Île à re et aux apris l'Ile Str-Ispace; l'Ile au Castor, la Commune de Berthier; l'Ile aux Milia aux Panes, l'Ile aux Cochens, l'Ile St. Amand. Mile Morrisson, l'Ile du Rads, l'Ile des Plantes, l'Ile Ducharme, l'He Manon, l'Ile à l'Orme, l'He au Noyer, l'He Lamorebe, l'Ile à la Cavalle, situées entre l'Ile Madame, l'Ile à l'Ours et l'Ile du Pads; ainsi que les petites fles et battures enfermées dans la même étendue, l'Ile du Nord, l'Ile des Péloquins, l'Ile der Cardins, l'Ile Millet, les ties et la batture aux Carpes, les îles de la Girodeau; l'Ite du Milien. la Grande Ile, l'Ile Lairaverse, l'Ile à Letendre, les Iles an Sable, et toutes les petites ties et battures comprises dans l'étendue que renferment ces îles, et situées au nord d'icelles et an sud des Iles à l'Aigle et à la Grenouille.

Ce comté, ainsi borné, comprend la ville de Berthier, les paroisses de la Visitation de l'Ile du Pada, Ste. Geneviève de Berth er, Lanoraie, Lavaltrie, St. Norbert, St. Cuthbert, St. Barthélemi, St. Damien, St. Gabriel de Brandon et S Michel des Saints, la partie nord-est du canton de Joliette, la partie des cantons de Gauthier, Courcelles, Provost, Brassard et Maisonneuve, qui n'est pas comprise dans la paroisse de St. Michel des Saints, et le territoire non organisé compris dans ces limites. S. R. B. C., ch. 75, s. 1, § 20; 32 Vict., ch. 47, s. 1; 39 Vict., ch. 37, ss. 1, 2, et 4; 40 Vict., ch. 37, s.

1; 43-44 Viot., ch. 36, s. 1.

Bonaventure.-- Le comté de Bonaventure est borné, au nord-est, par le comté de Gaspé, au nord-ouest, partie par le comté de Gaspé et partie par le comté de Rimouski, sur le prolongement de la même ligne de profondeur jusqu'à la rivière Patapédia, à l'ouest, par la rivière Patapédia, et au sud, par la rivière Ristigouche et la Baie des Chaleurs, y compris les îles les plus rapprochées, situées en tout ou en partie vis-à-vis d'icelui, sauf celles dans la rivière Ristigouche.

Ce comté, ainsi borné, comprend la seigneurie de Schoolbred, les cantons de Port Daniel, Hope, Cox, Hamilton, New Richmond, Maria, Carleton, Nouvelle, Mann, Ristigouche, Matapédia, Patapédia, Milnikek, et Assematquagan, et le territoire non organisé compris dans ces limites. S. R. B. C.,

ch. 75, s. 1, 4,36. Brome.—Le comté de Brome comprend les cantons de Bolton est, Bolton ouest, Potton, Sutton et Brome, et la partie du canton de Farnham qui est à l'est du prolongement de la ligne de profondeur de la seigneurie de St. Hyacinthe. S. R. By Op. ch. 75, avel, 4, 55. was an a property of the figure at the real residence.

Chambly.—Le comté de Chambly est borné, au nord-est, par le comté de Verchères, à l'est, par la rivière Richelieu, su sud-ouest, par les comtés de St. Jean et Laprairie, et à l'ouest, par le ficuve St. Laurent, y compris les îles les plus rapprochées, situées en tout ou en partie vis-à-vis d'icelui.

Ce comté, ainsi borné, comprend la paroisse de Boucherville, qui renferme le village de Boucherville, le paroisse de Longueuil, qui renferme la municipalité de St. Lambert, les paroisses de St. Bruno, St. Basile le Grand, et St. Hubert, celle de Chambly, qui renferme les villages du Bassin de Chambly et du canton de Chambly, et la ville de Longueuil.

S. R. B. C., ch. 75, s. 1, § 9, 43-44 Viet., ch. 35, s. 1.

Champlain.—Le comté de Champlain est borné, au sudouest, par la rivière St. Maurice, et ensuite par la rivière Shawinigan jusqu'au cordon entre le premier et le deuxième rangs du canton de Shawinigan, de là, par ce cordon jusqu'à la ligne entre les lots Nos. 39 et 40 du premier rang de ce canton, de là, par cette ligne jusqu'à la ligne sud-ouest de la seigneurie du Cap de la Madeleine, et de là, par cette ligne prolongée jusqu'aux limites de la province, au nordouest, par les limites de la province, au nordouest, par les limites de la province, au sud-est, par le fleuve St. Laurent et le comt de Portneuf, en suivant le prolongement de la ligne sud-est (canton de Mékinac jusqu'à la rivière Batiscan, et de là, la rivière Batiscan jusqu'à la ligne sud-ouest du comté de Québec, et, au nord-est, par les comtés de Portneuf, Québec et Chicoutimi.

Ce comté, ainsi borné, comprend les paroisses de Ste. Anne, St. François-Xavier de Batiscan, Ste. Geneviève de Batiscan, Champlain et Cap de la Madeleine, celle de St. Maurice, qui renferme le village de Fermont, celles de St. Luc; St. Stanislas, St. Tite, St. Jacques des Piles, St. Prosper, St. Narcisse, Notre-Dame du Mont Carmel, Ste. Flore et Ste. Thècle, les cantons de Radnor, Lejeune, Mékinac, Boucher, Polette, Carignan, Turcotte, Malhiot, Vallière et Langelier, et le territoire non organisé compris dans ces limites. S. R. B. C., ch. 75, a. 1, § 23; 37 Vict., ch. 17; 39 Vict., ch. 40 et 41; 40 Vict., ch. 35, s. 1.

Charlevoix.—Le comté de Charlevoix est borné, au sudouest, par le comté de Montmorency, en suivant une ligne commençant à un point dans la ligne de basse marée du ficuve St. Laurent, à l'intersection de la ligne latérale sud-ouest du lot No, 395, du cadastre de la paroisse de St. François-Xavier de la Petite Rivière, vers le nord-ouest, le long de Nos qu'i ence cour por de Lau prod moir rask

Riborde la celle Sale compa 43 V

ones

rent

ou e

cois.

Joac moin tient la pa qui Urba Trèsch. 4

ouesi du que contr Jean de co sant ligne par

cette ligne latérale et des lignes latérales sud-ouest des lets est, par chelieu. Nos. 396, 397, 620 et 621 du cadastre de cette paroisse jusie, et à qu'au cordon en profondeur de la Côte St. Bernard, et de là. encore vers le nord-ouest, sur un rumb de vent parallèle à la es plus course générale de la ligne nord-est de la seigneurie de Beaucelui. oucherport, jusqu'au comté de Chicoutimi, au nord, par les comtés oisse de de Chicontimi et Saguenay, et au sud-est, par le fleuve St. Laurent, y compris l'Ile-aux-Coudres, et les tles les plus rapbort, les Hubert. prochées, situées en tout on en partie vis-à-vis d'icelui, moins l'Île au Lièvre, qui appartient au comté de Kamoussin de raska. nguouil.

Ce comté, ainsi borné, comprend les paroisses de St. Francois-Xavier de la Petite Rivière, Baie St. Paul, St. Urbain, Eboulements, St. Hilarion et St. Irénée, celle de St. Etienne de la Malbaie, qui renferme le village de la Pointe-au-Pic, et celles de Ste. Agnès, St. Fidèle et St. Siméon, les cantons de Sales, Callières et Chauveau, et le territoire non organisé compris dans ces limites. S. R. B. C., ch. 75, s. 1, § 32; 42-43 Vict., ch. 47, s. 1; 45 Vict., ch. 42, s. 1.

Chateauguay.—Le comté de Chateauguay est borné, au nord-est, par les comtés de Laprairie et Napierville, au sud-est et au sud-ouest, par le comté de Huntingdon, et au nord-ouest, par le comté de Beauharnois et par le fieuve St. Laurent, y compris les tles les plus rapprochées, situées en tout

ou en partie vis-à-vis d'icelui.

Ce somté, ainsi horné, comprend les paroisses de St. Joachim de Chateauguay, Ste. Philomène, St. Antoine abbé, moins la partie du canton de Franklin y incluse, qui appartient au comté de Huntingdon, St. Jean Chrysostôme, moins la partie des cantons de Hemmingford et Havelock, y incluse, qui appartient au comté de Huntingdon, Ste. Martine, St. Urbain Premier, St. Malachie d'Ormstown, Ste. Clothide et Très-Saint Sacrement. S. R. B. C., ch. 74, s. 1, § 64, 32 Vict., ch. 46, s. 1.

Chicoutini.—Le comté de Chicoutimi est borné, au sudouest, par le comté de Champlain, au sud, par le parallèle du quarante-huitième degré de latitude nord jusqu'à la rencontre du prolongement de la ligne sud-est du canton de St. Jean, sur le Saguenay, de là, au sud-est, par le prolongement de cette ligne jusqu'à la rivière Saguenay, et traversant la rivière Saguenay, par le prolongement de cette même ligne, jusqu'à l'arrière ligne du canton de Labrosse, à l'est, par une ligne tirée depuis ce point, courant vrai nord, jus-

au sudrivière
euxième
don jusrang de
ouest de
au nordie fieuve
rolongeaqu'à la

qu'à la

par les

e. Anne, latiscan, rice, qui Stanislarcisse, ècie, les Polette, t le ter-R. B. C., et 41;

au sudne ligne u fieuve nest du rançoislong de

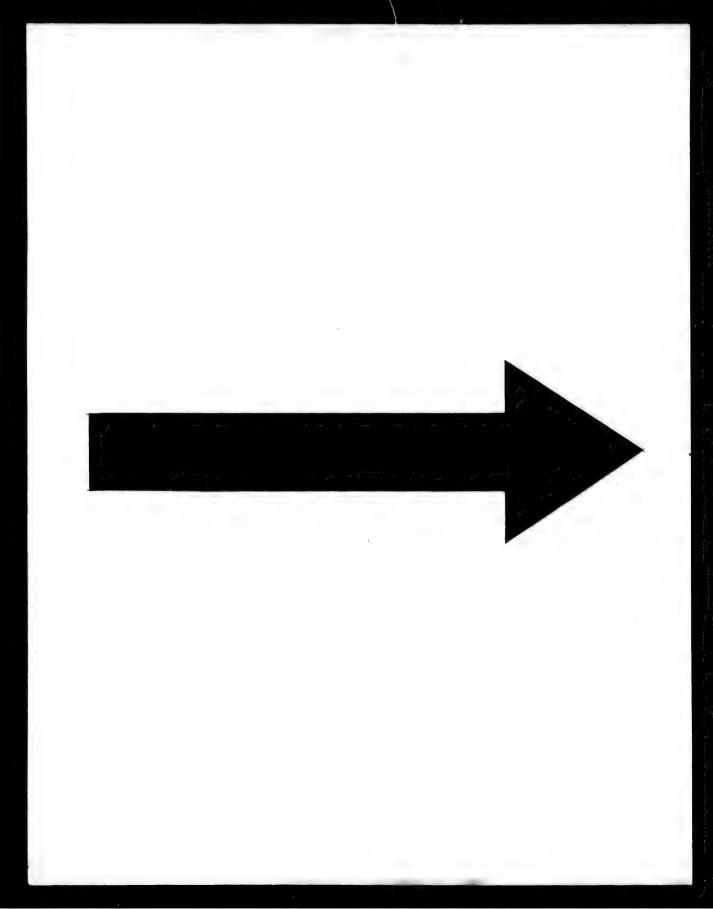
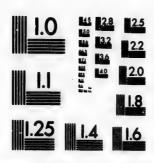


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



Photographic Sciences Corporation

23 WEST MAIN STREET WEBSTER, N.Y. 14580 (716) 872-4503 STATE OF STA



district of Applications of the control of the cont

ites par os Code, relatirement au role de collection, a rictement ouservées, sous peine de randre non-extitut mposées, alors mésse qu'il y aurait es seguissesses l'intéressées.

were. Dissert the second second to the form of the second second

the arrestor gaining fourty and early and early the

And to manietpelité, porive qu'en était le maniet le manie

vie france

distinct of the state of the st

de province de les quinse jours qui suivent la communication de la

out is monthint. (C. O., Queboo, 1809, Cinault, J., La Corporation of the Control of the Control

The term of the second of the

sele of or the selection of the selectio

of the Artificial Control of the Con

par oot officier some appropriate the service of th

Consider the second of the sec

condanses de la company de la condanse de la company de la company de la condanse de la company de la condanse de la condanse de la company de la condanse de la company de la condanse de la condanse de la company de la condanse de

corporations municipales, les procédés judiciaires qu'illes misses d'adoptes par aireir arest défidés deles les litres qu'illes misses municipales par la rest des litres de la commande par la commande de la commande del la commande de la commande de la commande

catilité de mai de la mantière pressionner les somme des principals de la marchie.

Get aviet deit gentement municipals peut temperature de la marchie.

Get aviet deit gentement municipals peut de la marchie de l

bilder git in Opppraties du village ile Graning,
180.):

corpe participat, qui è le droit d'émaner dur mi
cour le paiement des marés duce à in municipalit
l'anticomist qui un livit de prohibitori pant (tre
probablem girridiction) (Ci C., Same) Loringue

colleg planten navels inso al sir reliefe el tion est d'allieurs faite, entendue et décidé is indus manifer que solle faite en reste de l'artisle 070. (1)
100%. Le sample disposis est remise à la personne qui l'a
persée al les complishens de l'apposition ou de la demandament
représent disposition et la palement des designes
properts.
202021122 de sample de la personne de la pelanent des designes
properts.

200. Les deniers provenant de la vente des effets misie sont appliqués par le secrétaire-trésurier, déduction faite des frais

appliquée par le secrétaire-trésorier, déduction faite des frais de sainle et de vante, en paiement des commes portées au réle de perception siré l'atérité é trais.

Le surplus, s'il y en a. est payé par le secrétaire-trésories à la personne contre legitélié la vente à uté faite, en est retenu par lui, en est de réclamation; jusqu'à ce qu'il intervienne une décision de le Cour de Magistant en de Chapit du compté ou du district, sur requête à cet affet. Si le réclamating est affet le le confidération de la compté de la compté de la confidération de la confidération de la compté de la confidération de la confideration de la confidération de la confideration de

This is, is demanded in a defining some payor of motion and the interest of the content of the c

^{(1).} Voly note our ark see 1. M. 1 500 , 868 . 4 . M. 1 2 . M. a and

here disposition and I allicars into, entending of about the doctors provident de da virinte de distantificación applitumes participally and a comment of the fine laste the found CHAPTERS TO THE TOTAL STATE AND THE STATE OF part lais an consider residential to a new trans, our est reference the self-distributed for the self-distributed municipal states uiro dalle payables, soit dans la province dell'alle del A compared to the control of the con the state of the second state of the second D. D. S.L. & L. Maj D. 300; et S L. M.,

ole:

West Stanifest ois, cour qui l The state of the s constitution of the contract o

Raga pliftipa didend out of a out raga display

rôle d'évaluation en force dime le manicipalité.

Il est du devoir du segrétaire trésorier, de faire, chaque eunés, jusqu'an patement ou au rachat des bons, un rôle spédial de perception, répartiment sur les biens impossibles actujetts, suivant leus réleus poutés à tel réleubéréfantion, le mentant de la tame imposée pout l'intérêt, et le palement en nuel au fonds d'amortissement.

nitte house, at i side qu'il a acuonica un nom du la con D PRING PART TOOK OF the sof the xue star and los and so perty dans i on tage, représented par les bous échanges, The Astronomy of the state of t Proposition Coloration in all proposition of assert to there are no trained by the proposition of assert to there are no trained by the proposition of the propositio Tout bon manistral work insured the up the Land

Le taux de l'intérêt payable par lante de la lante de

and the property of the country of the property of the propert

The state of the corporation of the state of

KITTAIL

114 F.B.

odne) d esso elsa LL:

india Pires Philode Cally Mark to seed up to be and the seed to be and the seed to be a seed to

Construction of Ala Reportion & March 1997 of Construction of the Construction of the Construction of Ala Report of the Construction of the Constructi

ing require your liquider les hous.

at is processor, et lei donne le drott de poster; me bellem en en hou, ar est propre som anti-arier nos bevolue est propre som a formation of the processor of t

Lorsqu'uno corporation divididità de morre de manufactura de manuf

Office Lay concelled toute corporation quiley familities publications of the layers of the toute corporation of the familities in the layers of the familities of the layers of the familities o

distant his hardbootig surface by the Charles and the state of the st

out dis bloomy within on humbables apportunated with the hypothing of the privileges qui affected the fill is corporation in the bloom the second of the sec

michaelis

Minteier doit affireir, déposer et conscieur de règlements qui lui sont transmis co diples précédants, et les anxagistres dans un

intenta et his repporte enregistrés ou déposé distintiut et lous es livres d'entrés en le de quiconque désire en faire l'impection in bureau, méyennent palement des banarticle suivant.

pour l'enregistrement de toute copie authentique d'un régistrateur, pour l'enregistrement de toute copie authentique d'un régistrement municipal.

Pour l'enregistrement de tout repport transmis en rertu des articles 990 èu 901.

de l'our resistère, inspection et éxamen de chaque sopie d'un lèglement et des entrées qui s'y rapportain illiances verse verse second contract second second

Per de lour de process for enter

A PARTY 18 18 MA 79.40 1371 EA

acquires de Engres de co de constant de co

E lawredown des bierns-menbles on infinenbles appartentie The first and the part of the property of the state of th

salar touche transported with the total and a firm of the salar to an arriver of the the state of the second of the property at the attended on the property and

the Linearithman in this interpretation is the single country to the last and the second second and the second second

The the production of the second seco done was built to a ciglomular and the sout draments on vosin deschoux estinles précedurate, et les emoglanes dans un Safty of son, and their its materials of a reporter for a unor until

were the tentements of his traparts paragiants of definition an least are registrateers of thus son livros denired sont ouverts & Frederick do abroadus desire en faire l'invited estant. dering be hearen ha bureau movement pulcarent dechange rairm region may l'article suivant.

The Kingroster williams with rough an restlerance and the principal and and the principal of the rest of the form of the principal and the principal and

The l'experience of the louis rope perfectly at Pour l'ouregle cources do fort imponit transmit wi

There is a repulse the out with the interior 3. Penr recherche in pecifica et capition de ghague

al and distance of the second erabiand and unique to bearing december of the design of the property of THE PROPERTY OF PARTY where the first of the second second

CHAPLIBE PREMIER at Treat of Laboration

inoth cannod par il de O. de 1895 de l'iris a lla se la la se la contra de la contra del contra de la contra del The control of the co

10 D. COLL

S Walter "山麓" The Book A 1 E IT AN EN

经验 . Formula MIRENY

aradi **企业** I no · TOTT PEN MY TE WILET

经报 美国新村 History decompained from avil public description of the state of the s

The Lates of Twiff of Taxonin Williams

Colling with a series of posterior of definite via the affection of the series of the

Destro an acetalional Facility and operational facility and acetalian cour qui est troublé dans es possession par l'acquirreur de poration municipale, et même après lès deux armète sprés desdica di l'unitam municipal de l'Est, québec; à décète de Borlos d'an C. Manit, d'alliance, de Borlos d'an l'armète de l'armète Ergeson kingsgring, p. 474

selle de la province et dans un cu plucieure Della Con the state of the fact

sh. 21, v. 3.) Au temps fixé pour la vente, le secrétaire-tresè rior du conseil de comté, par lui-même ou par une autre per-sonne, vend au plus hant onchériséeur éeux des terrains décrits dans le liste, à raison desquels il est accore du des sarce, après avoir fait conneitre le mentant des deniers à présever une chacum de cur terrains, y compris la part de Têles enfournes pour la vente de proporties du montant des des

content of the proposite individual adopted pour parentie a the rest in account and content of the proposition du combe mater the responsible and content individual adopted account for montant and account for montant for montant for montant for montant and account for montant f

in the point point taxes manufacturies and our appartment is in a continue of vendra par in defenders and a point of the p

HUY

学兴度对

re per-Frains th des

1 1 1

tra

t fixe par has resolution de conseil de combé, compare de combé de The control of the co

tolicated and an array of the control of the contro

Cochied and a consequent of the constant of th

Néanasoine l'acquéreur ne peut enlever du boir ris la tir-in aind réalle, poudaint la première canée ple au posterifon remain verste, peridant la première aunée de la position de la light de la configuration de la mainteliphilité légale en éent situat les familles mile en vente peut enchéent eur le vente de con financiables et un devenir l'acquiereur par l'entremise de malie ou autre passenne, sur autre les montaint de l'adjudi

at lermour et de re stairs since que la priz de la reside sant

control and deposite family of most altitude one terraine, demosite quince, journ apple d'adjudication par tie recrétaire drieories du accountie le propriétaire ou compante de cer farmaine, de le recrétaire drie propriétaire en compante de cer farmaine, de le recrétaire les propriétaires en compante de cer farmaine, de le recrétaire les propriétaires en companier de cer farmaine, de le recrétaire les faits mantiennées dans la liste transmise posses par s'éle qu'elle de la lété, de la lété de la lété de la lété, de la leté, de la

Neonstains 1, med necessary from sources of a polything of the 18.) L'acte de vante set consenti, au nom de la corpora-tion du comté, par le sacrétaire-trésorier, en présence de deux témpins qui signent, ou en minute par devant notaire.

LORG. Lincto de vente dois être enregistas avec diligenes. h le demande du préfet ou du morétaire-trésorier. (L) lent.

⁽¹⁾ Jugé : los Que l'acte de vente municipale doit être (non-enniembri, enregiera, mais que l'acquérenz doit seen grandre possession de l'impossible 20. Que l'acquérenz d'un propriétable primitif, qui aura pri-possession de l'impossible et qui aura mit enregierant ton acte

TOTAL Tour in the property of the post of

and haritions on ayant taxistic to the control of t

e 25

14 all

209 14

This of Si, is terrain adjugé n'extets pas, l'adjudication e's dreit qu'an reconvenuent de se qu'il a pagé, acre intérés à misse de quines pour cent par améet décinée nutle sur une de la vente est décinée nutle sur une demande de cassation en dans touté autre instance de linei dent, l'acquéreur ne peut exiger que le remboursement de se

d'hiequirition, ne pourre pas être troublé dans le propriété pos-session et contessade d'éverul par un abquéreur à une vent numéropale, qui n'a pas fait enrégisteur son etc. de pro-priété et n'aura per pris possesation de l'immembre. La Archa-leitte 20 mai 1570, Polétic, J., Days et Pellerra, et Pellerra demantieur en garantie et. Houle, défendent en garantie. La Rioule demandeur en arriere garantie et. Hiert défendeit en arrière garantie. Th. 1., p. 44

quille page peur de principaquinities area le reat des especiales de la page de concurrence de cette rislant, é montant qu'il no pagif le concurrence de cette rislant, é montant qu'il no pagif le concurrence de cette rislant, é montant qu'il no pagif le concurrence de cette rislant, é montant qu'il no pagif le concurrence de cette rislant le montant résisant à raison de quines pour cent per en que le montant résisant à raison de quines pour cent per en que le montant résisant le montant de cette de la concurrence de cette de cette de la concurrence de cette de cette de la concurrence de cette de cet

Apage Disother your fairs sunnien no ventered berein, also so vente des dispositions de cochapitre, en la droit d'apage propare l'illégalité en propartit par denne ann à compton de minterde l'adjudication similations de compton de l'apage de la créatique de la compton de la mailtre qu'il jupp grancable, monte l'article, della mailtre qu'il jupp grancable, monte l'article, della minima de l'article, della mailtre qu'il jupp grancable, monte l'article, della minima de l'article, della mailtre de la mailtre qu'il page grancable, monte la l'article, della minima de l'article, della minima de l'article de la mailtre de la mailtre

qui dédrète que fonte ention du B'on G'és réquest des pour faire des parties de la laction de laction de laction de laction de la laction de la laction de la laction de lactio (1) Just que la Han

Que le corporation locale qui fait vendre des terraine pour laxe et la corporation de comté qui les vand, à sa demande, soit des illégalités et des arreurs de laure seprétaires trésoriers appacifie, et que, lorsque les deux corporations admettent cau lirigulation et que, lorsque les deux corporations admettent cau lirigulation et que le corporation de comté dépose le pris la dividication en cour, le vente peut être annulés, même apris de deux ans éconice depuis la data de l'adjudication; que les corporations a cont pas droit à l'avis requis par l'actions 22 C. E.

do l

8664 86616

POP

de l'article 599, est annoncé pour être vendu par le chécif, le secrétaire tréctries du contété le buité le pour vendre ce termin, mais il duit, sans délai, transmettre on abérifiere, état du mentant des tances et des frais de publications dus, heniese de se frais de la vante, folta par le shérié.

TOTAL Recharding, of the promiter lands of the provided of the secretary of the vente part is sufficient out of the condition of the secretary transfer the secretary of the sec

1019. La definició en camanten pou en mallies de livrente de delle cui contra de consideración de motio contra de co ilitro, paut, étre, pécillés et annulée, du generalement de corporations municipales (intérmess, des propriééeires et de l'adjudicataire.

quenque des dominages solant semanole par les omolucions chies socion en garantie. C. S. R. Quelboo, so prin 1874. Stuart Daisallt J. dissidant, et Testier, J. Bartiey, démaindeur se loui, défendeur et Armstrong, opposant affit d'annuler et la Corporation du comes de Beauce, et La Corporation de cautos la Limites, defendatement en garantie, 19 J. H. Carporation du comis de Reauce, et La Corporation de Carporation de Carpor

And Archite the and Private orth street Announce of the properties of the properties of the properties of the Ocal 1001 to the testing the 18 and the other testing the 18 and the other testing t STORY OF SHORE STEPPENDED TO STAKE

· Hann W. 19

TARK W 484 485 min's TALKE IN

发现线 DE EE SE TOR MI-SOM SHIP TON

14 10 EVE , 微、域中 THE PART - Elizabet

OF THE Little Bar. Junglas

Edicion J. Mar D. Monk, Bannany Printer at Buby 63, 18 M. I. Code, R. p. 48, the 4th jugs que des formalités, procrites per le figural de parception, dolvent Are set ries à la lettre, et que, torsque des formalités n'ent pes été suivien es taxes imposées par le rôle de perception le seus pes exigibles. L'aix note sux article 1900.

So introfficient ?

(1) Agé que lorsqu'une propriétée dié vendue pour des taxes puis parsent une personne qui l'ét par le propriétaire, qui la came de les estrait pour l'avantais de propriétaire actual qu'il peut, après l'expiration des deux ans, refuser de remecté la peut, après l'expiration des deux ans, refuser de remecté la peut, après de la propriétaire ne peut capendant de le propriétaire ne peut capendant de la propriétaire ne la peut cape de la peut capendant de la propriétaire de la peut capendant de la propriétaire de la propriétaire de la propriétaire de la propriétaire de la peut capendant de la propriétaire ne peut capendant de la propriétaire ne peut la peut de la propriétaire ne peut de la propriétaire

101

2004. In supplication the part of the same the contract of the same the same the same the same that the same the same that the s

2008. L'adjudicionité pout qui faire tembourser du propriffaire, ou de la personne qui ouerte le retrait en son nom
le code de toutes les réparations et anélitérations atilies qu'il
à faites out le tehrain rétrait, à licine qu'il ne les embre
était que le réconne les dans pouréen en dis unitangentifie
ne zonniel paratione de le la comme pouréen en de le company que le la comme en la comme de la comme de la comme en la comme de la comme de la comme en la comme de la co

an enthouse treation of an income to account and the control of an income and an income an income and an income an income and an income an income and an income and an income and an income and an income an income and an income an income and an income and an income an income and an income and an income and an income and an income an income and an income an income and an income an income an income and an income and an income and an income analysis and an incom

1028. An evilational qui a roudir la impartional particular requirements. A construction of the constructi

source to routing the land of the land of the light of concept

and the respective state of the The State Company and profite to the limp aim of the superior of the action to S COLUMN TO THE REAL PROPERTY OF THE PARTY O terrain as questos all'article 400 says as nierrain

secrétaire transfer no sont par le montre de la contre del la contre de la contre de la contre del la contre de la contre

sone, le tribunal qui a rendu le jugement peut, sur sonté à cet effet, en terme ou en vacance, accorder, de mage à autre, au conseil municipal, tout délai qu'il croit e pour lui donner le temps de prélever le montant aluper requie

1000. S'il n'a pas été satisfait au jugement, dans les deux note après la signification qui en a été faite au bureau du lesseil, on à l'expiration du détai accordé par la cour ou venu entre les parties, la personne qui l'a obtenu ou son rocureur peut, en produisant le rapport de la signification lu jugement au bureau du conseil, faire émaner de la cour, sur requisition par scrit à oet effet, un bref d'exécution, contre la corporation en défaut, rapportable devant ce même tribunal aussitôt après le prélèvement du montant du juge ment et des frais.

De

confo

1020. Ca brof est attesté et signé par le groffier ou par le protonotaire, scellé du sceau de la cour et adremé au shérif du district où est située la municipalité, anquel il enjoint to shotog say the consumer of the property

energiete etaet de de la representation de la composition della composition della composition della composition della composition della co

Double of the polar one in the design of the polar of the

do est denient.

De chini impediatement, et le justification de la constitución de la con

The distribution with the state of the state

l'article d'unimientement.

De vendre des hiera-fonds affectés à consommes, à défent de paisment de premier laudi de more anivant, en la manier et d'après les règles indiquées en titre précédent, après avair deme des publications et avec requis par les dispositions du même titre.

As. Do faire rapport à la cour, des deniers prélevés et de ses procédée, auestroi que le montant de la dette, de litérête et des frais a été parqu, ou de temps à autre par ordre de tribunal.

History (Afout pur 5. de Q. de 1876, 39 Fest., 2 20; 2 30.)
Si le jugement a clé rendu sur des débentures ou des compour dinir du vertu d'un réglement fait par un conseil de counts, conforménatel à l'article 004 de ce Code su la tent acti

t dorn loung ar les ment, ter le

i, sur or, de croit entant

down
att du
aur ou
au son
cation
cour,
ution,
memo
juge-

par le shérif ajoint total winder of the religion tollo.

de derett an diest deretoner bend anne, gud Molure, de nut lut det enjoint par de beier ou verter rubben diest anam de la oper done n ern l'afficher

Amelian d'aitheare l'officier.

Long la dividif a filme deput de l'agricultur relation de la filme de

Himbelgens de se popueil, sons les pénalités ordinalités de la la ditte de poesenten de tour les goles dévaluation et autres documents qui lui sont mésenten par l'étéchnion de jugement et des ordens de le company par de l'étéchnion de jugement et des ordens de le company par de l'étéchnion de jugement et des ordens de le product pouveilles de l'étéchnique de l'étéchnique de l'étéchnique le l'étéchnique de l'été

locales en défaut.

mé pa

locales en desaut.

Le vente et l'adjudication des biens fends par la sherit, à délaut de paiement des sommes spécifiées de rois de perception fait par lui, ont les mémbs effets que sour de perception fait par lui, ont les mémbs effets que sour le parties d'autres. mentionnés au titre précédent et pas d'autres.

C'acte de vente de forcais est donné en la masière prescrite an même titres par le préfet de la manigipalité du counté chi se trouve alors situé le terrain à l'expiration de doug anapaido rotrait n'e pas 616 fait dans l'intervalle. Ties

PRETU DIE CE

Laure golden v billingspirne

eves les frait, lequel état doit être aic né par la shérif et pagen par lai en me

A T description of the property of the second of the secon readely with the property of the second burners and readers and the adjust of the least down riche et tone a comment of the rich side of the rich and a design market of the residence of the control of the rich side of the rich sid the tay in section as some transfer with the to the place of ge rains from the exclusion was named that the description of los and passed the contract to the contract of the the state of the s

the Post only sax and they sa value and last, 1965. Contract state, and more part, part, fraint

TITER DEUXIEME

VERTU DE CE CODE.

dan Man CHARWEL PRESCREE

the street the to our controls adultantes a street and the control of

1042. Les amendes, imponées par les règlements municipaux ou par les dispositions de ce Code, sont recouvrables de devant la Cour de Magistrat du comté ou devant la Cour de Circuit du comté ou du district dans les limites desqueiles elles out été encourres, ou deve en juge de paix résidant dans la municipalité, s'il y en pour devant un juge de paix résidant dans une municipalité voisine dans le district. (1)

1942. Toutes, les amendes encourres par une même parsonne penyent être comprises dans la même poursuite. (1)

1046. Lorsque, dans los dispositions de ce Code on des regissibints municipaux, il est imposé une amende pour chaque jour que dure une infraction, il ne pout être redouvré d'amende que pour le premier jour; à moins qu'un avis spécial perbai on écrit ait été donné à l'infracteur. Si cet avis est donné, l'amende peut aussi être recouvrée pour tons les jours suivants que dure l'infraction. (3)

1045. Toute poursuite en recouvrement de ces amendes doit être commencée dans les dix mois après le jour en elles ent été encouvres, sous peine de déchéauce.

¹⁾ Wille, longer of the last of the say of the saw observator (1)

⁽²⁾ Dans Daouxi es. Frontz, Cour du Magistrat de district, Ste. Scholastique, 10 mars 1875, De Montigny, magistrat, 7 R. L., p. 317, il a été jugé que ce n'est que sur permission expresse de la loi, qu'on peut accumuler dans une même action une demande en dommages et pour amendes; que les dispositions des sections 8 et 39 du ch. 26 des S.E. B.O., "acte concernant les abus préjudiciables à l'agriculture," qui donne cette latitude, n'ont été abrogés par le code municipal, quant aux dommages causés par les animaux, que quand les animaux sont mis en fourrière par le gardien d'enclos, et qu'en tout autre cas, les dommages et les amendes, pour sortie d'animaux, peuvent être recouvrés sous les dispositions du dit statut par une seule et même action.

⁽³⁾ Voir note sur art. 398, et voir aussi art. 1052.

⁽⁴⁾ Voir art. 1051, et note sur art, 775,

1044. Telle gonzulte peut tire intentée per toute per-sonne majeure en son nom particulier, ou par le chaf du conseil au nom de la corporation municipale. (1)

(i) Jugé que le poursuivant qui fone qui réclanse une amende, pour contrevention à l'acte, municipal & B. B. C., ch. M. ch vertu de la section 63, i 3, doit pouraulvre tant en son nom qu'en celui de la municipalité; que toute personne a le droit d'intenter une telle action, ame être testine d'avoir l'asparitantion préclabile de la municipalité. (C. S., Erole-Rivières, 16 avril 1969, Polette, J., Lami vs. Rabouin, i R. L., p. 657.)

Que celui qui poursent pur une action qui taux den le taure tent tention nons qu'au nom de la corporation à laquelle appartient partie de l'apande. G. O., Quibec, 3. octobre 1978, Cinnait, J., Ginham vs. Roriestte, S. B. B. D., O., Il n'axiste pas demande de l'apande. G. O., Quibec, 3. octobre 1978, Cinnait, J., Ginham vs. Roriestte, S. B. B. D., Il n'axiste pas demande la same que seus la st du chapitre 26, B. B. B. D., Il n'axiste pas demande la consecution populaire qui pent être intentaire partient de mais une des consecutions au mom de la corporation multiple, qu'on det attentaire par une exception à la forme, l'action qu'on prétend étre portée au nom de qui alle ne devait, pas l'âtre et non par, une défente en droit, telle que formulée dans la brécente aume; que l'amandée et les formunges ne portend fire réclame dins lib précente autre, Que, dans le défende en action, vû que ces causes de demande tendent à dis continue d'antier de l'amanden action, vû que ces causes de demande tendent à des continues de linguaire de l'arrebonne, Sie. Scholhstique, Si sont livra, Dellantigay, magistrat, Labelle es, Gention, l'es poursuivant deté indique dans le declaration, que le seux, le poursuivant deté indique dans la déclaration, que l'amande, que partient une partie de l'amende, et que à défent de ce faire l'action sera renvoyte dans la déclaration, que l'amandeur partient une partie de l'amende, et que à défende centre, une corporation pour avoir de la défenderese, lorsque le demandeur indique dans quelle paroisse se trouvent situées les parties du chemin qu'il alleque dans la déclaration

Voir note our art. 440. Voir art. 1051.

b of artirio links. 1601 .tra viol (6)

. Libbi .32s Tio V. (k)

manist vzablez Cour de les elles 1) - अवग्रहें हैं

TERRE The men

TOAT! · 15 19 19 19 18 Mary to the Links with the States Ward

me per La . (2) 1 1 1 1 on des epaque OCOUTION! ane avis Bi cot DEE TORS

mendes où c'has 11日本 中 日本 11日本

RESTOR THE PA

let, Ste. L. L., Dorall ande en ctions 8 findici-abrogés par les par le sous les

1047. Tento poursulis intentio, en vertu des dispections de les titles quate stru desidés sur le structure d'un bonde digit de foi (4) 10 3 million 3 de la company de la

1048. Les amendes recouvrées en verte des réglements municipaux ou des dispositions de ce Code appartiennent, à moins qu'il n'en soit autrement règlé, pour une moitié au pourouivant; et l'autre moitié à le corporation municipale.
Si le pourouite e été intentée au nom de la corporation.

l'amende appartient fout entière à la corporation. e entitie an posymirati. (5)

belong and and after our first warming was suffer for the first fact

1000 (fil gi'emend par L de Q. de 1878, 30 Vin., 4.
39, 5, 32.) Le demandeur en la plaignant dont la demande on la plainte a 6té déboutée avec dépens est tons au paic-ment de ses frais, à poine de la saisie en de l'emprisonné-ment, en la manière et dans le délai properts à l'artista président. (4)

do

State or ster ente art. 400 . .

⁽¹⁾ Juge qu'un défendeur à une action que ou ne peut être entendu comme témoin contre lui-même, et que v'il l'est, son étimoignage sern mis de côté et la cour n'y aura aucun égard. C. B., Trois-Rivières, 15 avril 1870, Polette, J., Lami et, Rabouin, 1 E. L., p. 007.

⁽²⁾ Jugo que les mots "corporation municipale" dans cet artile, est un terme générique, pour empêcher de confondre ces corporations avec les corporations scolaires ou autres, et que le seucom légal de ces corporations municipales est suivant le cas "La
orporation de la paroixe de "——C. C., Québec, 2 octobre 1879,
mault, J., Graham es. Morissette, 5 R. J. Q., p. 348.
Voir article 1051.

⁽²⁾ Voir art. 1061

⁽⁴⁾ Voir art. 1051.

pas-applicables our actions intention on recourance to deniers qui, d'après les dispositions de ce Code, neuvent tra adx getleus intentées en gegeuvrement de sis les dispositions de se Code, peuvent être sime manière que les amendes impoétes par menière que les amendes importes per es même, Code in grant de la dispersion de la constant de l

THE DEUXIEMS.

The transfer of the state of the state of the

Hire (140) pail 17 , 1 Hos. 15 to . .

DES POUREUFFRE DEVANT L'ES JUGES DE PAIX

1000: Les pourpultes intenties devant les fages de pa 1000. Les pourentes intentées devant les juges de pulz, in verte de l'article 1042, sont entendines et décidies line eux, d'après les règles ordinaires de procédans preserties relativement aux erdrus et convictions sommaires, auf ce ce qu'elles sont inverspatibles avec les dispositions de ce titre l'article. Ente dispositions de ce titre l'article. Ente de plaine du domandeur ou du plaignant, libration pour suites suite suite suite de la plainte de l

ians une déclaration aunexée au bref.

1054. Le dossier de toute poursuite doit être remis par celui qui en est le dépositaire, au juge de paix, sur son ordre, dans le cas où il y a appel du jugement à la Cour de Circuit.

1055. Le délai de l'assignation est d'au moins deux jours juridiques entre le jour de la signification de l'ordre et selui du rapport.

1056. Au jour du rapport de l'assignation ou du mandat le juge de paix qui a signé l'ordre de l'assignation ou le mandat, a droit de siéger seul pour l'audition et la décision de la cause.

Il peut néanmoins requérir l'assistance de tout autre juge de palz ayant juridiction dans le district.

1957. Les rapports de signification faits par un huissier sont donnés sons son serment d'office.

1655. Le juge de paix ou le greffier doit prendre des notes des parties importantes du témoignage.

Ces notes signées par le juge de paix slégeant font partie du dossier. (1)

1050. Le jugement de la Cour est exécutoire à l'expiration de quince jours de sa date.

itié am ration.

abit. de

le seul re 1879.

13.13 8

⁽i) Voir note sur art. 300.

"He we see requis per le chef, on our in autre manage de constil, ou per le carrie manage de constil qui mon transfer de constil qui mon per le contra de co

(1) Jane an'll suffit i une exponentes possessivie en demonstrapour arrestator illégale opérée par un de ses constables, de montrer que est efficier avait en une came probable pour opérés

Que l'anguren commit veyagens men figuralé pour le veute de marchandises a été protés pendant qu'il primuit des carines pour la maison qu'il représentait, il y avait pour un constable figures in réflection de sorpetuien défendant de veuter dans fisches, etues probable d'arrestation : 0.B.B., Québes, ét décommendant de la committe de la little de Québes, et protes de la committe de la cité de Québes, et plant, et l'acceptant de la cité de Québes, et plant, et l'acceptant de la cité de Québes, et plant, et l'acceptant de la cité de Québes, et plant, et l'acceptant de la cité de Québes, et plant, et l'acceptant de la cité de Québes, et plant, et l'acceptant de la cité de Québes, et plant, et l'acceptant de la cité de Québes, et plant, et l'acceptant de la cité de l'acceptant de la cité de la cit

rage. La desdet do caora passente dest dem remit par ectes qui en un la dépositeré, on juga de pairs est esta estate. dans le cas en 11 y a appat du jugament à la Cour de Direces.

rade. La débiede l'accienaien et d'ele meles dont fents jaridiques entre la jour de la algoritancian de l'etere et et al. du rener et.

Form An jurala rapport de l'assignation de de marchit le lago da paix qui s argué l'arim as L'assignation du le marchet, a drais de surger sout pour l'audition et instintistan de la esa u.

"It must be compeled requester?" each requeste frugarite jugo

reduction of magaziff and collected of stranger and from

day on the june de pair on he ar throughoir per the dos mounts of the parties attended to the following parties of the parties

1029. In ingeneral de da Come est existentite à l'expert-

Senior Alexa TROISIER OF AN ABSTRACE

bed some was the second of the second second

2005. (Aminglé grav Radi Quidi 1870. 29 Plat, a 29, 242 22 grav S. de Q. de 1878, 41-45 Plats, d. 1890. 36; par E. de Q. de 1881; d. 1890. 49 de Plats, a 21 Speciel, it part Add Q. de 1881; d. de 1800, 48 Plats, a 21 Speciel, it part Add Q. de 1800, 48 Plats, a 22 Speciel de Q. de 1800, 48 Plats, a 22 Speciel de Caralle de comité de Circult du comité de district :

ou du district :

- dir Do Tout ingément roule jour des pièque de pales par dés poundits l'intentifes en réstant des dispositions de pales par des poundits l'intentifes en réstant des dispositions de Codo come des règliments municipaisses de par un réseauté de Codo come des règliments municipaisses de par un réseauté de partir de poundit de poundit de l'antiproposition de la pour de

TO SEE THE COTTON OF THE PARTY (i) Jugé qu'on ne pent se peurveir devant le Cour de Circ ir-brer trappel, suivant les dispositions des articles 1801 Att the Pole Handipal, the La Cheleion the actions that is and the control of the de la parones (h. St. François a' Arché de la Long James I du courté d'Houbelege, 18 R. L., p. 278. Ju le stan. O. C. Montréel, History 1808, Coron Dr. Lie Corposittos de la parolese de la François Longres Polluts, et le Counti du courté d'Hobbelé

t la lot.

大湖,

en enal HOL an 多种和地 of samb

1005 Spill of the क्षा क्षान्य MO TO

saut tol Militaria en al ob THE STATE

zimer wh 1001 THE TIRE

FREE. TAPAS SHOULD 中 野田園 こか क रहे जन्म

TOR to his stand !

N (1)

concell, do sen prophe morronent, ou wer une plainte produite contre le rôle.

4. "De tout ferus de l'homologation d'un procés-verbal par un conseil de comté visquant outroment qu'est appuis et du rejet par un commit de comté ou par son que mandant de du irejet per un commit de comut ou par con surinterdant de l' topte requête demandant l'ouverture, la construction, il élec-giesement, le changement, le détournement ou l'entration, active d'un schemin; soit d'un pont ou d'ans cours d'acu iqui est ous doit être sous se inridiction." : in: this wh tio

Ge droit il'appel aggiste ameri, sussess eligie conseil d'un municipalité lecale a négligé on refusé des prendre es con sidération, une plainte sorite, produite en mertu de diagti

735 en pour obtenir la révision et l'amendement du rôle d'évaluation et conformité des articles 745 et 746 de dentre les trants jours sprin l'expiration du délai perdant degratifier pouvait en prendre connaistance.

Les frais de l'appai seront taute à la discrétion du jings, pour ou contre sais des parties, la corporation municipale ou les constillers personnéllement, qu'il juggra à propos, et a seront recouvrables sur un bref d'oxécution émané en la mandant confineire. manière ordinaire. (1) the large green me pont so pourroir desaid is their de Chenit

CII Just on il ne pent amoia sur appetion de chose juste en matiere de processes en caracte false le cas où on vendroit appeler deux fois de l'amondamente ou au rejet d'un mome proces-verbal dell reject et homologue.

Ste Hartine, i mai less Bélanges, A. La Corporation de Ste Hilomène se La Corporation de St. Lidore, 20 J. p. 26.

Bans la causa de Laviere sa le Corporation de Port Juli, Montanaux, mai less Chambre des Juges Angens. J. 14 E. L. p. 110, 146 des juge qu'une corporation municipale n's pas le droit de confesser jugement sur une requête à l'effet d'appeles d' e décision de conseil, par laquelle ostrains nome atalient res ancies de la liste des électeurs.

Que dans le cus où le conseil prend sus lui de reviser et corriger la liste, sans qu'il y ait en plainte, de n'est pas un appel qu'un doit prendre, mais une procedure en casaction.

Qu'un arquette en appel doit être présentée dans les quints jours après la révision de listes, et que, ce délat expiré, le juie en chambre est incompétent rutions matéries.

Qu'un appelant sous cet article tel qu'amende par le Viet, ch. 29, 4 21, ne peut examiner de nouveaux témoins au soutien de son appel. C. C. Québec, 1 mars 1879. Meredith, Juge en Chef. Groux vs. La Corporation de St. Jean Chrysostème, 9 E. J. Q. p. 27. Voir note sur article 306.

donnée per un burelu de unicognes sons une forme quelcon-que, à la Cour de Circuit de comté siégeant dans l'un des comtés dont les délégués représentent la corporation, en à la Cour de Circuit du district. Si les municipalités représentées par les délégués sont situées dans plus d'un district l'appel posit être porté à la Cour de Circuit de l'un ou de l'autre de ces districts.

1998, Le mot jagement suploys dans les dispositions des suivantes de os titre, comprant également les décisions des nom par un bureau de délégade.

1964. (Amendé par S. de Quite 1875, 39 Fich, et. 20; and

1964. (Amend) par S. de Q. de 187h 19. Vect., a. depart of a 184.) La partic qui yeut en appeler doit, dens les amnte journ juridiques qui suivent le prononcé du jugement :

L'onner un aimple avis de cette intention au juge ou à l'un des juges de pair qui ent rendu le jugement, ou à leur graffer, qui en burgen du conseil municipal, e'il s'agit d'un conseil municipal ; ou au bursen du conseil, a'il s'agit d'une décision d'un conseil de conseil de l'agit d'une décision de ce bursen des délégués si l'appel est d'une décision de ce bursen;

A l'ournir devant le graffer du tribunal on l'appel est porté, bonne et suffissante cautien de poursaivre affectivement l'appel, de satisfaire à la condamnation et de payer les dommares, adjugés, et les frais encourus tant devant le

les dommages, adjugés, et les finis encourus tent devant le tribunal inférieur, le conséil de le bulges de délégués, en e appel, an me en le jagrament recuit confirmé. (1)

Carpetation destricted and the servicine approved a servicine destricted approved approved a servicine destricted approved a servicine destricted approved a servicine destricted approved a servicine destricted approved approved a servicine destricted approved a servicine destricted approved approved approved approved approved a servicine destricted approved appro Volv note our article 200, its orthing to see that I say as in see

(1) Jure que lorsque l'appetant ne fournit pet le cautionnement vouit par cet article et omet de se conformer à toutes le exigences d'icelui, la partie adverse devra s'en prévaloir l'émète lists, qu'une motion présentée lors de l'audition de chase, les motion présentée lors de l'audition de chase, les motion et le l'appel à cause des informatifies sur le la composition de l'audition de la composition de la compositation de la composition de la composition de la composition de l

ot al al . I. 18. In 363.

to Droverbal

If florhi, adika)

est one The ph po division

Dethill; article. m rale io distribute.

atherent a

pos, str. on la

qu'on

e fula

greener, de leur solvabilité, as montant d'as moins cent plastres, en sus de toutes dettet, et ce, sous serment, il le greffier le juge à propos. Une seule contion aufit.

1000. L'appel est porté à la Cour par un heef d'appel signé par le greffley, portant que l'appelant se plaint d'avoir été lééé par le jugement dont est appel, et ordonnent au juge ou à l'un des juges de paix qui ont rendu le jugement, qu à feut greffer, ou au burejui ité conseil s'ille àgit d'une décision d'un conseil de counté, ou au secrétaire du bureau des délégués si l'appel est d'une décision de se bureau, de trans-Anthe Lawrence story S. de Contra al abitolic

Heer. (701 qui manidé par S. de Q. de 1875, 39 Viet., s. 29, c. 2.) Une copie du bref d'appel, certifiée par le greffier ou par le produceir de l'appellant, avec l'avis du jour de se présentation à la Cour, doit être signifiée dans les trente jours qui suitent le présente du jugement, à l'intiné ou à sou produceir, et su juge ou à l'un des juges de paix qui sits stadu le jugement, ou à feur étener, ou ai burein du conseil, a'il s'agt d'une décision d'un conseil municipal, ou au secrétaire de bureau des éties de l'appel est d'une décision de ce bureau. (1)

inte

lon se d Moi

pare

l'inticle less, sont des formalités axigées dans l'intérêt de l'interent serment corte soit sur l'appel n'est pas sumannte, et que la preuve testimoniale sur l'appel n'est pas sumannte, que le certificat de publication des avis par le secrétaire trésorier et par un hulisier sons leur serment d'office est insufficient, et qu'un procès-verbel dont les avis sons ainsi constatés par est principal sons ainsi constatés par est principal ser provincient ser product de les publications out difficient attes. C. C. Besniberate de les publications out d'interest attes de la Corporation de contre de Calendare. et al. 23 J., p. 26

ns cent nt, al le

d'appel i d'avoir i su juge nt, qu à déchion les déléle trans-

Vict., ... e greiller our de se trente de se le constitue de se co

t de l'inpter l'apneut, par pportun, est-à-dire ne. I mai ppalante,

clon d'un
cle bref
nier jour
deilston,
ntendent
flant cous
t que la
le estit par un
nrocce
are, con
tion est

ADOS. Entre le jour de cette signification et selui de la précentation de la requête en appel à le cour, les juges de paix, on le secrétaire-trésorier, ou le secrétaire, auvent le cas, doivent transmattre le dossier de la cause au graffer de la Cour de Circuit, avec un certificat attestant que les documents transmis sont tous les papiers, documents et térreignages se rattachant à la cause.

1069. L'ex seution du jugement dont il y a appel est suppendue jusqu'à la décision de la Cour de Circuit, si une copie du bref d'appel a été signifiée, dans le délai prescrit, aux juges de paix on à leur greffier, on au bureau du conseil s'il s'agit d'une décision d'un conseil de comté, ou au secrétaire des délégués s'il s'agit d'une de leurs décisions y à défaut de quoi, le jugement peut être exécuté.

Que, dans le ces de requête des centribushies d'une neuglepalité, demandant Paction du conseil, quant à la nomination d'un surintendant, pour faire rapport sur l'ouve d'un chemin, ceux qui, sur un appel de là decress de des délégués, sont appelés "intimés" par le Code Haning, deivent être les requérants semmés au bas de la requête, et n'en le corporation qui, par l'entreunise de son conseil, a appelaté le surintendant; que sur tel appel la signification du brer d'appel, réquire par le code doit être faité à tous les requérants qui doivent être tous mis en cause sur l'appel, commis intimité. C. C., St. Jean, à mars 1878, Chagnon, J., Le Corporation de paroisse de la Alexandre, appelante, et Halloux et al., intimés, l'allour et l'appel du la désistante.

Que sur l'appel de la décision donnée relativement à un procteverbil fuit et homologué, les intimés sont les requérants et intéressés au mainties du procès-verbul et qu'au terme de cet article ils deivent être min en cause par la signification faits à chacan d'eux d'une copie du bref d'appel; que le conseil de comté me peut être condamné à des frais, et que les appelants me peuvent obtenir de condamnation pour frais contre lui, mais que lorsqu'il est assigné il a le droit d'ester en justice, tant pour se défendre que pour supporter la décision qu'il a donnée. C. C., Montréal, Caron, J., Vinette, et al. vs. La Corporation de la paroisse de St. François d'Assise de la Longue Pointe et la conseil du comté d'Hochelaga, 13 B. L., p. 279.

Que l'acte de vente municipale doit être non seulement enregistre, mais que l'acquéreur doit aussi prendre possession de l'immeuble ; que l'acquéreur d'un propriétaire primitif qui auta pris possession de l'immemble et qui aura fait enregistrer son accè d'acqualition, ne pourra être troublé dans la propriété, possession et jouissance d'icelai par un acquéreur à une vente ministiquie et qui n'aura pas fait curagistrer son titre de pasquidit san aquiAcres (1900 out the files jum St. 2019. In 1872, to print, th.
20, a. R.) The feet d'appel dait être resporté à la Cour de Circulty le con avant le premier jour juridique du térme get suit l'expiration des quarante jour après le premenée du jugement, à pointe de déchémies.

L'appelant doit produire, su jour du rapport du brof d'appel; requises, une requête où sont énancés sommairement le titre de la saute, la date du jugement, l'avis donné, le cautionne ment fourni, les griefs d'appel et les conclusions tendant à l'infirmation du jugament et à le prononciation de saint qui

deveit the mode. Notice to be a see in he would want to true a 2022. L'appellent entende et deild d'ene manière et ... maire : il ne peut y être entendu de nouveaux témeine, à moine que l'appel ne soit d'une décision d'un conseil de comté ou d'un burest de délégués. (1)

the promier lies and the entry and the control of the first and the firs 1078; Si le jugement est confirmé, le domier de la cause délitére transmit, sans délité, avec une copie du jugement statuant sur l'appel et un certificat des frais alloués bur cet appel, au tribunal inférieur, sous l'autorité duquet sous préleyés tous les frais onesurus, même ceux faits en appel. Si le décision dont il y a appel a été rendue per un conseil du coméé eu pur un bureau de délégués, les frais sont préle

vet some l'autorité de la cour qui a statué un l'appel

1074. Si le jugement est modifié en tout ou en partie, le ier et toute la procedure resteut dans les archives de la Cour de Circuit, sauf le cas de l'article 1679, et le jugament

Cou

que

pus pris possession de l'immeuble. C. S., Arthabeska, 22 mai 1876, Polette, d., Cera se Pellerin, et Pellerin, demandeur en garantie, ve Houle, défendeur en garantie, et Houle, demandeur en artière garantie, se Heri, défendeur en artière garantie.

le titre

tionneini qui THE DESIGNATION

mté ou

helle do post,

- franke gulière. T. B. Lieb

rtie, lu s de la rement

22 mak

in the to

himner the large of the extense town Unwincing to cotto hour

1075. Tout appelant qui néglige de faire la signification requise par l'article 1067, ou qui l'ayant faite, néglige de poursuivre l'appel d'une manière effective, est censé avoir déserté tel appel, et la cour sur la demande de l'intimé, doit déclarer forfaits tous les droits et réclamations fondée sur cet appel, avec dépens en faveur de l'intimé, et erdonné in imission du dossier se tribunal inférieur

1076. Les centions sont tenues à l'exécution du jugument, us poine de baiste-exécution de la même manière que le incipel, quisse jours après que le jugument leur à 466 puille. elgalit.

Bonto II n'y a pas d'appel, en reste des dispositions de sittem d'appel, en reste des dispositions de sittem d'an jugoment rendu par un jugo de la Cour l'appear rienne en un magistrat de district, concernant des matières similar to still home on unincipalities of the gold to unincipal

d'appol, en vertude es titré, et un jugaient en convict prelimenter pass un magistrat de alistrict, ner pérsont ette influente pas cortierare à la Cour Aupérinaise ou de Circuiti (8) a una entre la gériera en magistra en deser magentino, en reint and

The Control of the control of the state of the control of the cont

(I) Just que som set article, il n'y a pas d'appal des parameter rendits pir la Cour de Circuit en matières inunicipales; qu'il he pont y avoir évocation de la Cour de Circuit à la Cour Bapcifetire, cu verte de l'article 1056 du Code de Procédure, que dans les censes où l'appal cerait permis en verte de l'article 1654 du dit Code de Procédure et que, el la présente cense a été bien instituée devant la Cour de Circuit, il ne peut y avoir d'appal du jugement de la Cour de Circuit, il ne peut y avoir d'appal du jugement de la Cour de Circuit, il ne peut y avoir d'appal du jugement de la Cour de Circuit, il ne peut y avoir d'appal du jugement de la Cour de Circuit, il ne peut y avoir d'appal du jugement de la Cour de Circuit, il ne peut y avoir d'appal du jugement de la Cour de Circuit de Gt. Guillaume, 4 R. L., 766.

Dans le cause de la Corporation de Québec sa Ward, G. B. R., Québec, 30 septembre 1865, Casault, J., Caron, J., Andreys, J., 11 R. J. Q., p. 222, il a été jugé que malgré les dispositions de cet article on peut appaler en Cour de Révision d'un jugement de la Cour de Circuit ayant pour objet les taxes municipales, pourvu que le montant réclamé exoède \$100.

(5) June que quelque le bref de corrièrer soit enlevé par l'acte d'agriculture, copundant fi y a lieu à ce bref loraque la courie tion ne contient anciene raison pour le justifier. (C. S., Montréal 20 avril 1871, Turquese, J., es gares Lalonde, requérant conflorat l S. C., p. 476.) Butter Sich 1070. Tous les documents produits par le conseil de counté ou par le Bureau des délégués doivent leur étre transmisse après le prononcé du jugement en appai, avec une copie de ce jugement et appais au produit de copie de ce jugement et appais de la communique d

Dispositions Exceptionmelles! (4)

par S. de Q. de 1881, 44-45 Vist., c. 22, c. 6, et par S. de Q. de 1882, 45 Vist., c. 35, et par S. de Q. de 1882, 45 Vist., c. 35, et par S. de Q. de 1886.)

Dans la municipalité de la ville de Sherbrooke, dans les municipalités locales des comtés de Compten, Stanstead, Brome, Missisquoi et de Richmond moins celle de Saint-George de Windsor, et dans celles du comté de Sherbrit moins les municipalités des townships de Milton et de Rexton, et la municipalités des townships de Milton et de Rexton, et la municipalités des townships de Milton et de Rexton, et les municipalités des townships de Locals dans le comté de Régentite; et le comté de Remtingdon, encopés la municipalités de la municipalités de les ponts municipalités et les ponts municipales, et celle qu'aire finis de la manne manière que s'il y stait passé un réglement à cet cellet en verte de l'article 585.

rigioment à cet effet en verte de l'article 585, de la conseile de ces municipalités pensent, per un rigioment en me récolution, statuer que la taxe imposée pour ces travaux soit commusble au moyen de corvée d'après une échelle ou un tarif de prix déterminé.

"Les conseils de ces municipalités peuvent faire les dispositions qu'ils jugent les plus justes, quant à la confection et à l'entretien des clôtures le long des chemins municipaux, on pour ordenner que ses clôtures et toutes celles faisant angle avec les clôtures de ces chemins municipaux jusqu'à une distance de vingt-cinq pieds, soient, durant une partie de l'année, tenues abattues jusqu'à doune pouces du soi.

Les règlements ou ordonnances peuvent être mis en force, selon que les conseils le jugent plus équitable, seit en forçant les propriétaires de terrains adjacents à les faire ou à les abettre comme suedit, seit de toute autre manière.

Ces dispositions no s'appliquent par aux haies vives, aux piquets, aux clôtures éloignées de chemin de pins de vingtoing pieds, ni à celles qui ne peuvent être abattues ou relevées sans de grands frais."

Les conseils de ces municipalités peuvent définir, par proces verbal, le temps durant lequel toute reute devra étre, ouverte, sans qu'il soit obligatoire peur le corperation de faire avenue partie spéciale de telle route fixe un temps déterminé.

usqu'à

n fore forcant: u à les

vingtn rele-

B. Par To Ctro House (Tel ga amoust per H. de Q. de 1873; 35 Fint, 5, 5, 6, 6, 7 Fint, 6, 6, 6, 1873; 37 Fint, 6, 6, 7 Fint, 6, 6, 6, 6, 1873; 38 Fint, 6, 30; 37 Fint, 6, 43, 6, 6, 6, 6, 6, 6, 6, 7 Fint, 6, 43, 6, 1.) In sometil des municipalités locales suivantes possède les attributions et possède les attributions et possède les annients de la confidence annients de la confidence de les sent ettables des municipalités de conté dans locquels elles sent situées s'illes municipalités de conté dans locquels elles sent situées s'illes municipalités de conté dans locquels elles sent situées s'illes municipalités de la paroles de la plus sent ettables s'illes de la paroles elles sent situées s'illes de la paroles de la paroles de la point de la poi

As course de Charlevelx, durac de la cina pracapiquel cens

Lo municipalité de Sie, Auno-des Mingregens autombient Le municipalité des Inles de la Madebles, dans le semble lectrospées de l'une un belongées écot betwieres et de seines et es

The topically in Ra. Asia relative and superior and super

The municipalities do ! The come of the same Breton and water

- Hotelstanding than to could be Biggiousy at 2159 white sit of the Line of the Charles of the C

Le municipalité de l'Inc. aux trans des le leurit de Kontmagny.

Montmegny.

In Audithot que chie ministrative uniont des formées dans la partie du Comté de Chieoutimi, située à l'évect et au sud-ouest des cintons Ménogémi et Lartigne, ses sing municipalités et selles gui coront farmées plus tard à l'évect et au sud-ouest des dites limites, composeront le conscil de conté No. 2 de courté de Chicoutimil; et tenus les municipalités situées à nord, à l'est et un sud-out des madifies finités composeront le counté Ho. 1 de Chicoutimi, les municipalités qui seront formées si-après pour complétes le nombre de cinq el-dessus, devant être établies sur requêtes adremées un lieutenant-gouverneur.

Le comté de Montmosency continue à former deux municipalités de comté distinctes comme suit, les municipalités lecales de cette partie du comté qui se trouvent sur la rive nord du flouve St. Leurent forment une municipalité de comit ions le nom de 4 manicipalité du comit de M

rency numéro un : " et selle de l'Isle d'Orléans formant une untre municipalité de bounté sous le nom de "municipalité du consts de Montmorency numéro deux." (1)

(1) Le nunicipalité de Tadousse et le municipalité des Recon-maine, désir le compé de Seguénés. Le manicipalité de l'Inde aux Condres, dans le compé de Charle-roix, et

municipalité de Fiele aux Grues, desse le comés de Mos

[Le comté de Charleveix, forme deux municipalités de comté distinctes, comme suit.]

Les paroines de St. Siméon, St. Fidèle, St. Etienne de la Malbain, St. Indiede et de Aignes, les cantons de Califères, Charveau et de Sales et le territoire non organisé au nord de ces paroisées et cantons forment une municipalité, de gomté seus le nom de "municipalité de la première division du comté de Charlevoix."

Les paroises de St. François-Eavier de la Petite Rivière, Bale St. Paul, St. Urbain, Etoniements et Rt. Hilantion et le territoire non organisé de mora de paroises, forment ure minicipalité de comté de Charlevoix."

Le comté de Chicoutini, forme deux municipalités de comté de Chicoutini, forme deux manicipalités de comté de Chicoutini, forme de la figural de comté de chicoutine de la figural de comté de chicoutini, forme de la figural de comté de chicoutine de la figural de comté de la figural de la figur

D

I

nte de comte sous le mom de Manietanitée du comte de Chicos-timi No. 1." et le partie de comté l'rouge tet na sed ducte de cumbins de Re-nogami et lartiques forme une autre municipalité de comté dons le nom de "Municipalité du comté de Chicoutimi No. 2." Le canton de Compton ne forme pas partie de la municipalité du comté de Compton.

de comté de Compton.

Le combé de Gaspé forme trois manisipalités de puede distinctes, comme aufa:

Le partie du comté à l'est de la municipalité locale de St. Maximo de Mont-Lonia, moins les Isles de la Madeleire, forme une municipalité de comté de Gaspé No. 1.

Les fales de la Madeleire forment une autre manispalité de comté de Gaspé No. 2.

Les municipalités locales de St. Maximo du Mont-Louis, Ste. Anne de Ménite et St. Norbert du Cap Chat forment la troisième municipalité du comté de Gaspé M. 2.

Le comté de Montmorency forme deux municipalités de comté de Gaspé M. 2.

Le comté de Montmorency forme deux municipalités de comté de Gaspé M. 2.

distinctes, comme suit:

Les municipalités locales de come partie du comté qui se trouvent sur la rive mord du fleuve St. Leuvent forment une municipalité de comté sous le nom de "Municipalité du comté de Montenant Vo. 1."

Celles de l'Illie d'Orienne forment une autre municipalité de comté sous le man de "Manieipalité du comté de Montenant de Montenant de Montenant de Montenant de Montenant de Leure le man de "Manieipalité du courté de Montenant de Monten

ant une cipalité

la Mal-

re, Bale

e de ligitation

de Was-

1002. Le conseil de la municipalité de la parciase de St. Rompald d'Etchemin possède tous les pouvoirs conférés au conseil d'une municipalité de village, outre ceux d'un conseil d'une municipalité de paroless.

1088. Rien dans se Code n'est censé révoguez le chapitre soixante et deux, 27-28 Vistorie, conférent certains pouvoirs du constil de comité au esqueil, municipal de la passisse de St. Colomb de Sillary, dans le couté de Québoc.

18 1806. Le mineicipalité de la parciere de Str Cormain dans l'écounté de Drammond pais comme, délie la juite; sons le nom de "municipalité de la parties de Str Cormain de définithant de un destre bandi le partie de destre de destre de

1004c. (Ajoste por S. de Q. de 1872, 35 Vice. Ch. 21, c. 34.) La municipalité de la paroisse de St. Roch de Quebee Sud sera conque, dags la suite, sous le nom de "maini-palité de la paroisse de Saint-Sanvour de Québec."

1005. (Alrogé par S. de Q. 37 Véet., ch. 43, c. V.)
Dans la municipalité des Îles de la Madeleire, dans le comté de Gaspé, le poil pour les éléctions générales municipaleure fant de contestation, a est par termi le filifé de l'assemblée des élécteurs manistrature, tel que procédié par l'actiele de finéteurs manistrature, tel que procédié par l'actiele de main le quatrième lundi en mote de jaintée, à dix heures du matin, et le jour servent au car de l'artiblé 222.

La camté de Rimonali isone feux municipalité de comté de l'autre de Malifer forme une municipalité de comté autre le nom de "Municipalité de la première division du comté de Rimonalit ; "et La partie du comté à l'est de la seigneurie de Métia forme une autre municipalité de comté sous le nom de "Municipalité de la deuxième division du comté de Rimonali."

La municipalité du comté de Rimonali. "

La municipalité du comté de Rimonali."

La municipalité du comté de Sherbrooke comprend le canton de Compton et le district électoral de la cité de Sherbrooke, moins le municipalité du comté de Sherbrooke.

La municipalité de la cité de Staurice comprend le comté de St. Maurice et le district électoral de la cité des Trois-Rivières, poins la municipalité de la cité des Trois-Rivières.

La municipalité, du comté de Guébes comprese le cimeté de Guébes, la partie de la handieue de Québes qui se monte dans les divisions contre et cuest de la cité de Québes et la municipalité de la paroisse de la Bauveur de Québes, les paroisse de la Bauveur de Québes, les paroisse de la municipalité Dans des Auges de Motte-Dans du Bauve Ottur et la municipalité de Rét. Rech Nord.

20

les

ohe

on. DOE

la 1 COR de (

ven abro 1864 J., P. 1 tion

ford Mu MUI rapi D

QUAN

palits, il doit être tenu un poll additionnel pour les mêmes ins, à chacun des endroits suivants : à l'Éteng du Nord, dans l'Île Grinstone, à Havre-sux-Maisons, dans l'Île Allright, et un dans l'Ile nommée Grosse-Ile,

One polic additionally sont tents par des personnes nominées pour chaque élection par le conseil. Cas personnes possédant les mateurs direits et potroire et cont décenses par le conseil de président d'élection et pétalité que les présidents d'élections et pétalité que les présidents d'élections de personnes et personnes de le conseil tent de le conseil de le disposition suivante et de le disposition suivante et de le disposition suivante de le conseil de le co

Les habitante de l'Ile d'Entrée votent au politique Havre Amberst; coux de l'Ile Wolf, au poll du HAvre-aux-Maigons;

et coux des lles Cesta et Bryen, au poll de Grosse-lle. Les dispositions de set article s'appliquent également au eas où un règlement est sommit à l'appointion des électeurs manicipaux.

simulation of the state of the

Canada, le chapitre quatre vingt quatre Refendur pour le Bas-Canada, le chapitre quatre vingt quatre des Statuts Eafe, chis du Canada, les sections soixants quinse, soixante reise et soixante dix rept du chapitre seixante ets des Statuts Refendur du Canada, le chapitre dix huit des Statuts de la si-devant prevince du Canada 37-38 Viscoria, et le chapitre vingt-six des Statuts Refendus pour le Res-Canidit, intituit : et ses amendements, en quant qu'ils senemment les corpora-tions sonotionnents d'après es Code.

mise en force de se Code, sont abrogées dans le cas.

Oh il contieus use disposition qui a expres implicitement oet effet ;--où elles sont contraires en incompatibles ares quelques dispositions qu'il sontient; et où il sontient une disposition expresse sur le mist particuller de telles lois. Sanf toujours qu'en ce qui concerne les transactions, matières et chaste antérieures à la mise en force de ce code et auxquelles on ne pourrait en appliquer les dispositions cans leur donner un effet rétrocctif, les dispositions de la loi qui, sans ce code, l'appliqueraient à ces transactions, matières et choess restent en force et s'y appliquent, et ce Code ne s'y applique qu'en autant qu'il colneide avec ces dispositions. (1)

1087. Le présent acte sera mis en vigueur le jour qui sera fixé pour cet enjet par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil; ét à dater de cette époque, il aura force et effet nonobstant toute loi contraire, dérogeant à cet effet à la section dix du chapitre sept des Statuts de Québec, passé dans la trente-et-unième année du règne de Sa Majesté, et sera connu et cité seus le nom de "Code Municipal de la province de Québec."

(1) Jugé que les conseils de comté ont, de même que les con-sels locaux, le pouvoir de passer des réglements prohibant la vente des liquières enivrantes, et que l'article 1986 C. M. n's pas abrogé les dités premières sentions de l'acte de tempérance de 1864, 37-28 Vist., ab. 18. C. C. weetsburgh, octobre 1876, Caron, J., Hart es La Corporation du comté de Missisquei, S.E. J. Q., p. 170.

J., Hart es. La Corporation de comte de Massaquet, S.E. J. Q., p. 170.

Que le Codé Municipal n'a pas totalement abrogé les dispositions de l'Acté de Tempérance de 1864. C.C., Lachute, 15 reptembre 1876, Bourgeols, J., Israél Sauvé et La Corporation du comté d'Argenteuil, fi J., p. 119. Voir dans le même sens C. C., Bedford, 20 juillet 1877, Dunkin, J., Cooey, junior, requérant, et La Municipalité du comté de Brome, intimée, 21 J., p. 182.

Que l'acte des Licences de Québec, 24 Vict., ch. 2, et le Code Municipalité du comté de Québec, 24 Vict., ch. 2, et le Code Municipalité du comté de Tempérance de 1864. C. C., Sweetsburgh, 11 juillet 1877, Dunkin, J., Cooey, requérant, et La Corporation du comté de Brome, intimée, 2 R. L., p. 280.

Dans Dacudi es. Proulx, Cour du Magistrat de districé, Ste. Scholastique, le mars 1875, De Mentigny, mar istrat, 7 R. L., p. 237, il a été junt que le Code Municipal n'abroge le ch. 26 des S. R. B. C. qu'es autant seulement qu'il concerne les corporations fonctionnant depuis ce code, et qu'on peut encore dans une même action réclamer les dommages sourierts de la part d'animaux et les amandes décrétées par ce statut ; qu'il n'y a que quand les animaux sont mis en fourrière que le Code Municipal a des dispositions spéciales abrogeant le ch. 26 S. R. B. C.

11° Herra esti attout i da Havro

Allright,

Maigons ; Of her a ement an

électeurs 品數極高点

of marcel

B Warter de ndus pour Language Le

ndomente, partie de f les cités

W TO BOS 17.11 19.1

os inco St sint And into the entry and open open in the many is a service of the partition of

ACS.

The court of the court when the court has explicit and the court of the court

(1) depth of the fee controlle de control cont. de mône que tels controlle feet partie en man de controlle de partie. Ace replement que plant de vante de sir partie de controlle de contro

Output of the state of the stat

for the strict invariant of the second of the Composition of the Composition of the second of the composition of the second of t

· 医子子 () () () () () () ()

CONTROL SALES AND AND ASSESSMENT OF THE PARTY OF THE PART PPENDICE:

L Villagely Corte FORMULES.

Sangah arang hagas areas a parties about

No. 1: Pormand on rapport avolution method 100, 124 17 280.

Municipalité d

Company of

The state of the last of the l

is, A. B., eyantitété fâment nommé (conseiller ou maire, effet, seepétaire énésorier, auditeur, estimateur, inspecteur evelrie, sespecteur agraire) de entre municipalité, fait manair que je remplirai bien et fidillement les devoirs de manarge et cela au meilleur de men jugmeent et de me capacité. A. A. of reproduct on aidmousperson latering with A . 612

Asserments of shading to day from the mote de parties of the choice par devent mei, le parties (Présis, Malgren Jage de paiz.) J. U.

Province de Onches.

Nous & B. C. E. E. C. H. Eve at det dament nemmes consents of civiliteurs, estimateurs, inspecteurs de volties specie de calles de cate municipalité, falcons serment acun pour lui-mome que nous rempitrons bles et addit-ent les devoirs de hos charges et cols au mellieur de notre jugoment et de notre espacité. Ainsi, que Dieu note seit es

the state of the s

Then The

ritalitation in Lorse Street, Ro

一. 105 美国高级

hard literal 1206 ·

ing "Frit

THE POP THE

stept was treet

* mentioned

WATE WE **新田田市**

de Ceren

mi (i) the orbital w

The Plant

stings. arel qui

The Burk 李 的 是 10 是 10

15 30 COM AL ST

> 也.也 Commissions.

J. Prince

GEAL PAR MORES.

Province de Québec. Municipalité d

Jeseph B. 2. 2010 1/30 (qualit.)

Monsiour.

Avis special vous est pur les présentes donné, personing to the thems of quality in assession of que

Donné de l'abativos four de l

L. (qualtis) Jo. A. H., synull (... dyon! course (con-eller ou maire). ris'sbest establishmiles, and item, estimatent, inspectant dround is beneather agradue) du verte menisquelité, faife sements no for remplical blov of fidelement les devoirs de mis charge of cole in anificat do more beganistic of the ma capacite.

No. S. Avis special convoquent wine beinted specials de work seil, en rapport avec l'article 126

all them theresh and President de Conf.

Businer (Proide and (.xlay of one

0, P., C. J., P. Q. B. L. M. No. ott.

Province de Outbee.

A. A. (harden pe maine on mornitaire inference on put les sons signés A. B. (harden pe maine on mornitaire inference ou put les sons signés A. B. et d. B. conseillers), qu'une merique apprisale du conseil de cette manistipalité qu', convequén par leu grainaire de par moi, (os par nout), paux directaine qu'lleu grainaire de sections du conseil, le de (mosé) courant (ou prochain,) ot qu'il y sera pris en sonsidération les sujets prisents, esseit. miverte, sepoir :

(ordres du four)

jour du mois de

buit cont it.

dairy.

B3 (5)

offin

DO ME

GARBON

Tool.

A SHA DAL YAY

タカバウルウ

didient met

No. 4 A . 1 Contract of the same of the rapport aves l'article 189. stead ser darides sine and Moranica de Queb

b billaciolan Manie de Quebec, Distribution !!

sealer remediate A.A. Greenist administration designed and continued Carries period from early arranged to concer the state of trais de pode de la constant de la c

And the second of the second o

dis mois de

The interest of englands of the later who have the service of the

M. Je, (qualité) ou (vallégage)

a présence

of danis "the sales Caledge win spinte 230 (qualité) que (l'abjet de l'auje, etc.)

huit contraga on contraga jour du mois de

va the day of the arthur the east of

H. J.

Ja, se (Mass), To Landies donielite dans (dont 10) Stant diment assertments denses et dir : que Par signific

donné m4)

Parament of

Assert o conclude the same of

ller

o. 6. Formula on respont avec les articles 219 et 220, ou 220

CERTIFICAT DE SIGNIFICATION D'UN AVIS SPÉCIAL PAR SCRIT.

· Province de Québec. Municipalité d

Je, soussigné, A. J., (qualité) domisilié dans (domistic) certific, sous mon serment d'office; que l'al signific l'avis spécial par écrit d'autre part, (on annent aux présentes,) à (nom de la personne à laquelle l'avie est adreses) qu sentes, à (non de la personne à laquelle l'avie est advece) qua lui qu'itération une stéple à l'infantité à pérsonne,—ou à une personne raisonnable de son domicille est de la place d'affaire, son agent d'unent actual, se à une personne raisonnable de la place d'affaires de R. E., son agent d'unent actual de porte de cette localité, sons enveloppe cachetée (et cariglistres) les frais de poste étant pazés d'avance, suidant le oga),—ou en en affichant une copie sur la porte ou une des portes) du domicile, ayant trouvé les portes loguées (ou n'ayant trouvé aucune personne raisonnable dans se domicile)—entre et heures de l'unid, le jour

da mois de mil-buit cent

1 day west of war 1.

deries commont il a été signifié à characte de ces personnes.)

En fot de quei le donne se certificat, ce mois de mil huit cent

fortrula marks do

jour du

N. J., (qualité) ou W. Tijannas . 9 .0 marque apposto en présence . olo . nio . nio

No. 7. Formule on rapport avec l'article 220,

CERTIFICAT SOUS SERVERT SPECIAL (Strang)

Thorne ou Province de Québecques tind Municipalité d

interment their

Je, roundind, P. T., (qualité) domicilié dans (domicile), Stant dament asserments depose et dis : que j'ai signific

: Bi

148 Tik

多級

.79

log po De

7 75 201

Aumi Avi taire-

ol sides

29,ou 236 AB SCRIT

onicite) aux prée domicile,

jour

jour du

n prisence

220. (and lite)

Copy tind

(domicile), ai signific dell spiedel per serit d'autre part, (on anhard sur précentes),
in series no (tel eur mentioned à la formule présidente.)

In foi de usoi je donne es rectifical aures se rets four du parte de la contra del contra de la contra del la contra de la contra del la

for a complete soft mentality of the second por an inches web mainudorenzait a elpunos marque apposta en Principa

incorporation in the median of the manufacture of t

Son ton, had been seen the the trace to the same and the Rollies of the trace of the The state of the s

No. 8, Formule en rapport avec l'article 232. AVIS PUBLIC.

Torross of Contract of Province de Québes. Municipalité d

Aux (personnes aunquelles l'avis est donné)

Avis public est par les présentes donné, par M. B. (qualisé) que (objet pour loquel l'avie est donné, et tempe et lieu aux les personnes appolées à satisfaire à est avie deisientée fa

jour mil huit cont

N. B. (qualité) on N. + B. marque apposée en présence de N. O.

> Att is leading to the Control of the de la municipalité de

No. 9. Pormale en rapport avec l'article 60%.

and the standard stan aborganias manicipative and principal entinent and have the electe

AVIS PUBLIC.

Province de Québec. Municipalité d

Aux habitants de la Municipalité d

Inso limiting

Avis public est par les présentes donné, par A. B., socrétaire-tresorier.

Que le conseil de sette municipalité, à une restion, (répétie de l'émètie de réplement) à paint de Hylomène concernant (l'objet du rèplement, et le jour de ces entrés en feries d'entre en réparer à luis (pague déterminé dan) les dispositions.) dispositions.)

(Bi le règioment a été evanie à l'approbation des électeurs municipaus et du Lieutenant-Conserném en conseil, ajoutes-)

Ef que de regionent a été soumis à l'approbation des flectours municipaux de la municipalité, et à celle du Lieutenant-Converneur en conseil, conformément à l'article , et a 6té approuvé par eux, en la manière pres-crite par le Code Municipal de la province de Québec, savoir, our de mois municipeux au poll tenu le our de mois mit huit cent , ot par Lieutenant-Gouverneer on conseil, le Jour du

Donné de

mole de

jour du mois de

mil huit sent

H. HILLS REAL

mil huit cent

an Ber off

1 1118

\ 3

dûr

ine

où i men

lire

du s 6tax

a 6t

moi

#1575

SEPRI.

100070

.....

01 31

R

N. B.

Parmule

Secrétaire-Trésorier.

(Mail No. 10. Pormule on rapport avec l'article 102; 1974

who we see to the day or any and the a, at summer the state of the s PUBLICATION OF UN ORDER DU COMMUNAVAR QU'UN MOGRACIMO

Just Stan AVIS PUBLIC. THE

Province de Québec. Municipalité d

ARE (Siepengae voncept of the report out winners)

Aux habitants (excourse personnes) de la municipalité de

andargad an openida auton in

Armythad ah darbook

of the land plants

Avis public est par les précentes donné, par A. B., secrétairetrésorier, que le conseil a passé la résolution suivante : (répétes ici toute la résolution ou tout l'ordre passé par le conseil avec son en-tête) ()到到時後 美美克勒小沙山

Donné es jour du mois de

b waterwater with

mil huit cent

N. B. Secretaire-Treseriere

-drame and the made two are all the collisions and the graph and the collision of the

joules-) tion des celle de l'article: dre pros-

, et par : jour du

Trésorier. Aus (pem

the sire of The half and SERVICE: m. Oar off

egrétaire. sulvante : es par le

huit cent

Tricorior was dist. *11-mgのなるの時後まで

No. 11. Formule on rapport avec l'article 230, No. JOLANN MINAS WIND WOODLAND BE PUBLICATION OF THE PUBLICATION OF TH

Province de Québec. Municipalité de

Je, soussigné N. B., (qualité) domicilié dans la paroisse de (ou le township de ...), certifie sous mon serment. d'office que j'ai publié l'avis public d'autre part (ou annexé aux présentes), en en affichant une copie à chacun des endroits suivants, savoir : (endroite en l'esté à été affiché); (Si la licture en a été faite conformément à l'erticle 234 du l'ode Municipal, ajoutes) et en le liennt (ou en le faisant lire; A veir haute et intelligible, à

à l'isse du service divin

étant le dimanché suivant limatélistement le Jour et cet sels de foi de quel je denne susdit.

The foi de quel je denne se sertificat, es mail huit cent

of Daniel an margin in the court of the court of the C. Do. a (12 in the second of a record

inger: No. 12. Cortificat donné sous serment spécial.

Province de Québec. Municipalité d

Je, soussigné, H. C. (qualité) domicilié dans (domicile), étant dûment assermenté, dépose et dia : que j'ai publié l'avis public annexé aux présentes (ou d'autre part), en en affichant une copie à chacun des endroits suivants, savoir : (endroite où l'avie a été affiché); (Si la lécture en a été faite conformément à l'article 284, ajoutes), et en le liseau jou en le infrant lire) à voix haute et intelligible, à l'issue du service divin iour de étant le dimanche suivant îmmédiatement le jour où est avis

En foi de quoi je donne ce certificat, ce iour du mois de mil huit cent Later Constitution

N. C. of N. T. C. of the second second marque apposés en pré-marque apposés en pré-de N. O.

Témoire.

Amornients of Jour du mois de Témoln, of Temoln, le louis de Compart de Compart moi, le louis de Compart de Co

. Acc of Sier " ROOLEMENT SURRETRAIN W. 11 . 51 . of "

ment du consult de comité, fait à une co our est of mail minerale.

REGLEMENT No.

\$ 1, NA

Province de Québic. Municipalité du comté de

A une session générale du conseil municipal du comté de tenne à (lieu) dans ce comté, jeudi, le

lour du mois mil huit cent conformément aux dispositions du Code Municipal de la Province de Québec, à laquelle session sont présents Monsieur le préfet A. B., majre de la municipalité de la paroisse de

et les conseillers suivants : C.D., maire de la municipalité de la paroisse de . E. F., maire de la municipalité du village de . . . et H. I., maire de la municipalité du village de , formant un quorum du conseil, sous de la ville de le présidence de monsieur le préfet du conseil (ou de C. D., conseiller, en l'absence du préfet);

Il est ordonné et statué par règlement du conseil, comme muit:

1. (Disposition du réglement).

Bis Traine

\$1 7 mm

and a straight of an (See) or cook Bire of Dancer in Sandalla con la Cara Cara Cara Buchana Properties agrange Properties and administrative entrance of the set of the second constitution of the se

"arrib co mor an

450

.1.

11/16

at I

con

les :

П

mit

Ser. 1 . 1.

No.

II

1.

2.

suit

our trapers and will all the me something and the color of the confidence No. 14. Règlement du conseil local, fait à une sendon generales and set see want a set-or a tames (94386 1 L

HIVE TOO OF THE OF THE BUGLENERY NO. 1 SECTION OF THE PARTY OF THE PAR

Province de Québec. Munfeipalite d

A une session générale du conseil municipal d (nom de la paroisse ou du township) tenus à (lieu), camedi la maria est est four du mois de , conformément aux dispositions du Code ent Municipal de la Province de Québec, à laquelle session sont présents : M. le maire A. B., et les conseillers C. D., E. F., G. H., formant un quorum, sons la présidence de Mondeur le maire (ou de C. D. en l'absence du maire) le canque de Administration de la company de la company

comté de the willy

de la Pro-Konsione le maidealité unicipalité unicipalité onseil, sous

seil, comme

e de C. D.,

diament d's in the straight

· HARRY FREE .

THAT E LEMM

e and you was the ast of inner eradia ista a

(nom de la

mil huit ons du Code assion sont D. E. F., donaleur le

dinas A. B.

Il est ordonné et statué per règlement du souseil, con

1. Disposi

dito

A. B. ou Président.

No. 15. Règlement d'un conteil, fait à une session spéciale. AND LINES OF BRIGLEMENT NO.

Resistanting the resistant of the Province de Quebes, Andrews Municipalité d

is a factor for the great of A une regrice spéciale du conseil municipal de Articologie convoqué par (nome des personnes qui est consequi le service) et tenue à (lies) canedi, le jour du mois de mil huit cont conformément aux dispositions du Code Municipal de la Province de Québec, à inquelle sont présente: Monsieur le préfet (ou le maire) A. B. et MM. les conscillers, C. D., H. F., et G. E., formant le quorum du conseil, sous la présidence de Monsieur le préfet (se maire); les autres conseilless I.J., K.L., et M. N., ayant, appès véri-fication, requ avis de la convocation de cette session; Il ort ordonné et statué par règlement du conseil, comme

military and the first open and the state of the the same that and the state of the contract of the state o

Print in all the second property of confidence of the confidence of the second of the

No. 16. Postace de Québes, Municipalits d to so seed week

A une section for memo en-tête que pour règlements mant-cipoux juoqu'que mots évivants) : Il est ordenné et statué par résolution du copseil, comme

1. (Dispositions des résolutions).

· 2.

Late A. D. ou C.D. State Total tops to a conserver (Prifet or Maire). Printent. A continue Ca

Olumoswaniam bu sacadrana-rataoama, amou soos sauso

No. 17. Formule en rapport avec l'article 149,

Province de Québec, District de Comté de

Attendu que moi, A. B., ai 646 nommé secrétaire-trésorier du conseil municipal de , dans le district de

du Code Municipal de la Province de Québec, nous, C. D. (qualité et domicile) et E. F. (qualité et domicile) avons été approuvés et acceptés comme cautiens du dit A. B. pour le paiement de teute semme de deniers dont il, le dit A. B., peut, en se qualité de secrétaire-trésorier par lui-même ou par teute personne dont il est responsable, être comptable envers ét la Corporation d'étant de de de Corporation) de toute entre personne, tent se principal, intérête et frais qu'en pénalitée, dommages et jutérête encourus durant l'exercice de se charge.

Baches par ces précentes que nous, les dits A. B., C. D. et E. R., nous nous recommissions conjointement et solidairement obligés à payer et à rembourser à " la Corporation d'(nom de la Corporation)" toute somme que le dit A. B., par fui-même ou par toute personne dont il est responsable, peut, dans l'exercice de sa charge, devenir comptable envers la corporation ou toute autre personne, en principal, intérêtz, frais, amendes ou dommages et intérêts, et pour grantir le paisment de le sommes nous hypothéquois montant de la somme de piastre suivantes, savoir, le dit A. B. une termes blement, au propriétée Pinmouble accepté par le conseil, et le dit D. une terre description de cet immeuble). La condition de ce cautionne meut est, que si le dit A. B., remplit bien et fidèlement en tout temps les fonctions et les devoirs de la charge de secrétaire-trésorier, à laquelle il a été nommé, et rend compte, paye ou remet à la dite corporation ou à toute personne, toute semme de deniers dont il deviendra redevable, lui et toute entre paissanc dont il est responsable, durant l'exercice de sa charge, envers telle corporation ou personne, en capital,

THE T

Tás

Je, enve spéc mali pour vien sujes cice, tous

Ai

de la Att IOUS SEINO

re-trésorier , dans le dispositions

nous, C. D.) avons été B. pour le dit A. B. il-mame ou comptable " on toute

frais qu'on

t l'exercice

B., C. D. et didafrement m d (nom de ar lul-meme peut, dans la corporaéréts, frais, ntir le pais lement, au propriétés gnation de . une terre cautionne lèlement en re de secrénd compte, personne. able, lui et t l'exercice en capital,

intérête, frais, amendes ou dommages et intérête, alors ce cautionnement sers nul; autrement il demeurers dans toute

grant is of the remaining and a large grant and the enter grant

Property of Augustana (Miles Person and Augustana (Miles P

put de la l'envince de québle de les en une de

is to a in item interested the Portugal of such as the a state in the contract of such as the contract

Je, A. B., jure que je remplirai bien et fidèlement mon devoires. envers Notre Souveraine Dame la Reine, comme constable? spécial pour de mande et de le protes sans favour ni partialité, in malice ou mauvaise volonté, que je ferai tout men pessible pour faire maintenir la paix et le bou ordre, et que le préviendrai toutes offenses contre la personne et la propriété des la sujets de Sa Majesté; et que, tant que je demeurerai en exercice, je remplirai an meilleur de ma capacité et connaissance tous les devoirs de ma charge conformément à la loi.

Ainsi, que Dieu me soit en aide. Assermenté, etc.

nathrell of mysterior

MANDATS.

. 1883 & look from whiteen it is at

60 (17 1 above a 1

No. 19. Formule en rapport avec l'article 963. Mandat de saisie pour taxes municipales:

(general ite. Province de Québeo Municipalité d

La Corporation d and charge kingsoft especialism set : 6 3

The will be well as the state of the state o A. B. (nom du contribuable endetté et en qualité et son domicile) control of the control of the terrestice

A J. L., (résidence) un des huissiers de la Cour Supérieure de la province de Québec, exergant dans le district de Attendu que le dit A. B. a été requis par le socrétaire-tréde payer entre sorier du conseil municipal de

of star and in the property of the company of

no stole straits is sessoned at a Lione bind istanta es mains, pour la corporation de la somme de ..., étant le montant du par lui à la dite corporation, comme taxes municipales, ainsi qu'il appert au rôle général (es spécial) de perception, publié par le dit secrétaire-tréserier, par avis donné le jour du mil huit cent de attendu que le dit A. B. a négligé ou refusé de payer au se erétaire-trésorier, dans le délai prescrit par le Code Municipal de la Province de Québec, la dite somme de plastres, etc.; les présentes sont, en conséquence, pour vous ordonner de saisir, sans délai, les biens et éffets du dit A. B. qui sont trouvés dans les limites de la municipalité; et si, dans l'espace de huit jours après telle saisie, la somme susmentionnée, avec les frais de la saisie, n'est pes payée, alors vous vendres les dits bistis et effets, ainsi par vous détenus, et vous paieres les déniers provenant de la vente, au dit seerétaire-trésories, ann qu'il les appliques tel qu'ordenné par la-loi ; et stela saisie ne peut être faite, vous me le certifieres qualit suit adopté telles procédures que de droit.

Donné sous mon seing, ce jour du mois d'anne millhuit cent de la language de la contrat de la language de la contrat de la contr

N. C.,

girl attentition to

11 :

on

001

(16

sed

min

le

POL

Pa:

SOI

(61

No. 20. Mandat d'emprisonnement à vue.

Province de Québec, Eunicipalité de

A tous les constables et officiers de la paix, et à chacun d'eux dans le district de , et au gardien de la (maison de correction, lieu de détention, etc.) à , dans le district de

Attendu que A. B. (nom qualité) a, ce jour, pendant l'élection des conseillers locaux pour la municipalité de (ou pendant une autre assemblée ou procédé) enfreint ou troublé la pair publique en (dites de quelle munière) et cela en présence et à la vue du soussigné dument nommé pour présider la dite élection (ou pour anaduire tel eutre procédé) et la présidant; et attenda que j'ai condamné la dit A. B. pour la dite offense à être emprisonné dans la (maisen de correction, lieu de détention, etc.) pour l'espace de

A cos causes, les présentes sont pour vous enjoindre, à vous

JEIOS JIEER THE

somme de e corporet an role dit beeréjour du

YOU BE SE le Munici-

pour vous dit A. B. ité: et si, omme susayes, alors ar détenus, au dit sodonné par certifieres Land Jardidory **一本語 いち まちがおっ**

1000 A 16000 C. Palana Maire. Barrelloak

à chacun dien de la , dans

lant l'élec-

nt ou trouet cela en pour présioddé) et la B, pour la correction. to all The.

dre, à vous

ter ann de Se Mujeste, de sonduire impletiatérises métre 3. B. h la (mateon de obrrection, penelon, los de détention), et la do to thise sa gardien avec le présent ordre : sautous

Et je vour ordonne, à vous le dit gardren de la (mation de vorrestion, etc.) de recevoir le dit A. B., sous votre garde, dans is dite (maison de correction, etc.) pour l'y défenir en surett

No. 21. Mandat de chies, de protection de la companda la companda de la companda d'après l'article 599. In the rie of all

wis to the disc which ou vine no pear a officiare, there

vons un se certificen am que le prime adopter telles proces-

Province de Québec, La Corposation d

A. B.
A. J. L., (résplésacé) un des huissiers de la Cour Supérieure de la Prévince de Québec, exerçant dans le district de Attendu qu'en vertu d'un certain réglement fait et passe

par le conseil municipal d . , à une session jeudi, le du dit conseil, tenue à (inséres le lieu).

nemontarily huit control &C . Woonformement aux dispositions du Code Municipal de la Province de Québec. il a 6té statué (ici incéres la partic de régliment infreinte).

At attendu que certaine (s) personne (s) a (au ont) dernièrement, savoir ! le jour de courant (ou dernier,) tenu (ou donné, selou le eqe,) un (ici mentionnes la nature de l'exhibition ou de la représent fion) : et attendu que A. B. ftant (le propriétaire, etc., selos le cas, (ist mentionnes le rapport que sette personne peut quot avec l'exhibition ou la représentation,) à été réquip par le scoretaire-tresorier du dit conseil municipal de payer entre se sentation,) et attendu que le dit A. B. a refusé ou négligé de payer an dit secretaire-trisorier, sur sa demande la dite somme de légalement imposée sur la dité (exhibition du représentation) comme studit ; en conséquence, les présentes sont pour vous enjoindré de faire immédiatement la saisie des mouhier et effets prount le faire (exhibit ment la saisie des mountés et est

e om representation) on oppositement à chacune des personations de selle (exhibition on représentation); et al. di (chiling) jours qui supront immédiatement la dite seis les de somme ainsi que les frais et dépens raisemables de le dite spicie ap sont per payée, alem vous feron la vente de dits membles et effets par vous ainsi spicie, et paieres la montant provenent de la vente des dits membles et effets an socrétaire-trésorier du dit conseil manicipal, aun qu'il l'emploie ainsi que vouja par la loi, et qu'il puisse rendre le carplus, s'il y en a, sur demande, au dit A. B., ou autres qui y cont soncernée; et al la dite saisie ou vente ne peut s'effectuer, alors vous me le certifieres afin une je puisse adopter telles procé-No. 21. Magnet of apres of the of Sm. dures ultérieures que de droit à cet égard.

Donne sous mon seing le dit district. ce Prariuce do On Cos. mil huit cent

HOLERON DOTO &

In Carpellished with the commence of the commence of the . Maire.

The designation of the state of

Tout autre mandat de saisie exécutoire instanter, pout être Smir dans la forme du dernier mandat, en y changeant les allégations de directation.

du die gobenet, to rent à comment to thent genede, in tague archan No. 22. Formule de Débentures.

and dispositions in Code Manicipal de la Prosence de Dadhee. il as past saint (and older of the own of the saint saint saint as a li

curtaine un personne is), à lor. ift ersendu que taarpoo te tunt time.

Catte débenture fait foi que la sorporation de ce du (esicont le cae), sous l'autorité du Code Municipal de la Province de Québec, a reçu des mains de (le nom) de (le domisile, la profession on l'employ) la somme de \$ courant (os) sig., comme prêt, portant intérêt à dater de ce jour, à raison de par année, payable semi-année, la jour de jour de corporation municipale, s'oblige et s'engage par le présent à payor le ... jour de

et à payer l'intérêt sur icelle seul-sunnellement, comme sur-dit, salon, les compons d'intérêts y attendés, sels els est est sur el su

His foi de quoi, je ATIA AIIX Apréfet (se) maire de la dite corporation, d'ament autorisé à cet effet, ai apposé à ces présentes le social commun de la municipalité à dans le dit (comté, paroisse, cité, etc.,) ce jour de service dans l'ampés de Notre deignous mil huit

cont. For her web to be the brainfilled principle

was grand and arrive many to the first of the second of th

tokas sa ita singgi nginggip wasangningangan in ing ka Mili

Tours of the second section of the second se The trade of Boardtaire-Triegrices will and and red tout the street propriétée, bur ardre flos knichtels manienteles, certe épolic indulation of the control of the con Thin the got bid. The hair this was the at the Latter dies will be the first and a country of the first party of the control of the country of the first of the fir inarios à la corrarion des comaisses de la seine d'écologie maile at hollo evaluation in he was ded that a consider anactit, too containment on Availier d'annie au camentaine de la faire faire machine normanic products at accompanies (if Views at 27. 3. 38. of S. il. 13. 1. 14. (Al. 13. 14.)

of diviluous matter, took from striken the map enterfact in rands A Transaction of a contract of a contract of the Contract of the Contract of we are a world of the transfer metric of deliving and me deliever . Porigifical on to discional confidence was the species and the required to the section charme the be received in the end of the first on the first of the contract of

I william to the continue the wind to wines after an order quality West transfer to the property of the state of the second o and a cover sectioning ford its horse at selection in continue the con-S. R. B. C. ohn W. B. M. S. & Walt of Properties of School of the School and a street it is in in from the above the contract of the first in the contract of the street of t -augminiture attain it girangura an una an istana dirente ni rat can 10 1 adopting at 17 10 . 16 1 10 1 25 14 15 15 15 15 15 16 16 16 16 16

Mary Tily on the grant of a large as a state of the part of the ice the a place bearing materials who writer at the ment but me more the some water the following about the this time exclusions in full to a name with all that out my early and and a market man and the first contract of the second of the second second for the second of the second to this the particular to the cold of the term that he would be made in the cold of the co the first war to be a second with the second was the second with the second with the second war. rapport in the too can't be rear in a six in it in the following the fact of the

ables de l nte des dits le montant secrétaire aplois sinsi plus, s'il y ctuer, slore elles procé-

des perso ; et al. de

No. 21. 3

Province de Manuer of D. and Maire.

r, pout être angeant les

. Madone THE PER COST WELL die die nobem 1. SWOI.

impoin zon deals but a li

Ht or Hend eath derash or du (evila Province ater de ce Der année.

al water LE EL JHEM

abortock from the reprEXTRAITS of them ale led with

ly dry corporation, direct autorise 2 set effet, at appose 3 cor presentes le seun consume la menistralité & ser le le seun consume la menistralité & corporation de la corporation del corporation de la corporat

Statist agangrupport dual Corporations Municipales obdant

de L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Dans toutes les localités et l'a été fait une évaluation des propriétés, par ordre des autorités municipales, cette évaluation servira de bâse pour les cotisations qui seront imposées en vertu de cet acte; et le secrétaire-trésorier du conseil municipal sera tenu de fournir, à demande, copie de la dite évafuation à la corporation des commissaires ou syndics d'écoles; mais si telle évaluation n'a pas été faite, comme susdit, les commissaires ou syndics d'école sont autorisés à la faire faire par trois personnes propres et convenables. (9 Viet., c. 27, s. 38, et S. R. B. C., ch. 15, s. 78.)

Pourvu, toujours, que s'il existe une évaluation applicable à l'imposition de la cotisation pour écoles, et que les personnes, qui en sont dépositaires, refusent ou négligent d'en remettre et délivrer, comme ci-dessus, l'original ou la dite copie, certifiée sous dix jours après avoir été requises de ce faire, chaque telle personne encourra pour tel refus ou négligence, une amende de vingt piastres. (S. R. B. C., ch. 15, s. 79, §3.)

Otto

Voi

-1

POI

au

me

leu

obj

san

Dul

sati

en i

fon

tion

rôle

Pour chaque telle copie dument certifiée, ainsi remise et délivrée, telle personne aura droit de recevoir des commissaires ou syndics d'écoles la somme de huit piastres, et pas plus. S. R. B. C., ch. 15, s. 79, § 4. Mais si l'évaluation à copier comprend une plus grande étendue de territoire, il suffira d'en copier la partie seulement qui se rapporte à telle municipalité scolaire. (12 Vict., c. 50, s. 24, et S. R. B. C., ch. 15, s. 79, § 5.)

B'il en reçoit instruction des commissaires ou syndics d'écoles, le secrétaire-trésorier devra préparer, dans le cours du mois de novembre de chaque année, un état des cotisations scolaires restant dues par les contribuables absents et les contribuables résidents, et, en même temps, un état des cotisations scolaires restant dues par les contribuables absents et les contribuables résidents, au sujet desquels il aura été fait rapport que les montants des mandats de saisie ou bref d'extention duis niamunt, pas 166, payde, siusi que des frais auceurts et non payde, indiquent les nome et les qual-de de cet contribuables, et le description des termine rejets au paiement de cen ortientions, d'après le réle d'évaluation et le rêle de parceptione : (6: de C; de 1876, 42 Viete, als 22, a.12, 4:20-); Oct état para possible que nominimaires et syndice d'écoles,

Oct of the para sounds and parameters are syndice d'écolor, et dovre être approuvé par our. Il vers alors transmis par le secrétaire érésorier sevent le vingtième jour de décembre au secrétaire érésorier du consoil de comté pet et codernier procéders à le voir de l'adjudication des terrains montionnée dans sest était de liverème manière et svoc'les mêmes effets que dans le cas d'un état d'arrérages de cottentions municipalité lucate. Il paiers les montests recouvrée au soré taire érésorier des commissairés eu syndice à écoles. (Se de Q. de 1976 de Wieter ch. 22 se 18, § 21)

Tout conseil municipal local pourrs accepter des commissaires ou syndies d'écoles de toute municipalité écolaire, située dans les limites de la municipalité locale, le rôle ou un extrait cartifié du rêle des cotisations pour les écoles, et ordoiner, par résolution, que la perception des deniers se facté en mome tempe at de la même manière que celle des cotisations municipales; et tout secrétaire-trésorier, chargé de percevoir têts deniers, les remettre, en entier et aussitét qu'il les aura parque, au secrétaire-trésorier des écoles, qui a drôlt de les recevoir. (20 Váct., ch. 41, a. 5, par. 1, et S.R.B.O., ch. 15, a. 85.)

Chaque fois que copie d'un jugement condemnant une corporation scalaire à payer une somme de deviere, sora rignifiés
au bureau du scorétaire-trésorier de cette corporation scalaire,
ce dernier devra de suite convoquer une assemblée des commissaires ou syndies d'école, qui devrent ordenner le paiement du montant du jugement à même les fonds appropriés à
leur disposition. S'il n'y a pas de fonds appropriés pour cet
objet, ou si ceux qui sont à leur disposition na sont pas suffisants, ils devroit s'adresser au surintandant de l'instruction
publique pour en obtenir l'autorisation de prélever une cotisation spéciale pour payer le montant de ce jugement, et ce,
en conformité de la section 86 du chapitre 15 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada. (40 Vict., ch. 22, s. 14, par. 1,)

Si le surintendant autorise le prélèvement de telle cotisation spéciale, il sera procédé, sans délai, à la confection d'un rôle de cotisation spécial par les commissaires ou syndies.

uation des te évaluaimposées onseil mua dite évas d'écoles ; susdit, les faire faire

le del allo processos ado proc

applicable
les personnt d'en redite copie,
le ce faire,
égligence,
s. 79, §3.)
remise et

ict. o. 27,

remise et commissait pas plus, n à copier suffira à en municipach. 15, s.

ndies d'ée cours du cotisations ets et les t des cotiabsents et ra été fait bref d'ex-

d'Geolius en la magière et d'après les forisellés réquisés p la sondection du role ordinaire de cottautions ut de pérceptions. Si le surintendant ne dorné pas l'autorisation, dans les quinse ourside la demande qui lui en sera faite, en si le montant de la extinction spéciale dont il a cridenté le prélèvement d'ur publiéé, pançu, qui si les commissaires en syndies n'ent pas provédé à la confection de ce rold dans les quinse jours qui suivent colti que le gurintendant les a sutorisés à le faire, où el les commissaires on syndies refutent on négligent, en audune manière, de precéder à la confection du rôle. à l'imposition de la cotisation que au prélèvement de telles loctisations; est tont ou en partie : dans l'un ou l'autre de ces the le porteur du jugement; sur la production du rapport du service de la copie du jugement et d'un on plusieurs affidevits; à la satisfaction du tribunal ou du jure, établissent la preuve de l'inexécution de l'une ou l'autre des dispositions indiquées en cette présente sous-section, pourra obtenir l'émission d'un bref d'exécution contre la corporation scola re en défaut. (8, de Q., 40 Vict. c. 22, s. 14. per-2.) atomit illustration at ab so timel soi estab

Le Cour qui a rendu le jugement, en un juge de cette Courpourra, sur requête, accorder eu surintendant; ou aux sommissaires ou syndies d'écoles, les délais jugés nécessaires, par la coux ou le juge, pour faire le rôle de octisation spécial ou peurle prélèvement des sommes y mentionnées, ou pour tout autreobjet se rapportant à ce rôle spécial de cotisations et de perception. (S. de Q., 40 Vict., ch. 22, s. 14, par. 8.) m

po

UB

127

cu

Co

d's

éta

COL

ch.

...

de

Ce href d'exécution sera edressé et remis au chérif du district dans lequel se trouvers la municipalité sociaire en question, et lui enjoindre :

diligence possible, le montant de la dette avec l'intérêt et les frais du jugement et de l'enfoation;

b. De saisir et vendre, à défaut de paiement immédiat par la corporation, toutes ses propriétés mobilières, s'il y en a, et toute propriété immobilière lui appartenant et sur lesquelles le porteur du jugement pourra avoir privilège ou hypothèque et dont la saisie et la vente seront ordonnées dans ce jugement. (S. de Q., 40 Viet., ch. 22, s. 14, par. 4.)

Dans le cas on il n'y aura aucune propriété mobilière ou immobilière à saisir et à vendre, appartenant à la dite corporation scolaire, ou dans le cas où telles propriétés ne suffront pas à payer le montant du jugement; sur production du rapprobate point of the property of the probate probate point of the probate point of the probate probate

costo Courax commisares, par lacial ou peurr-tout autres ot de per-

6rif du disiro on ques-

ec toute la térêt et les

médiat par il y en a, et : lesquelles aypothèque a jugement.

obilière ou dite corpone suffiront ion du rappert du shérif à la Cour, à cette de, ou après l'homologation du jugement de distribution, établissant telle insuffisance, un alias bref d'axéqution pourra être émis contre la dite corporation scolaire en défaut, adressé au shérif et lui enjoignant de prélever sur la corporation scolaire le montant on la balance, suivant le cas, de la dette avec les jutérêts et les frais, y compris ceux du jugement, et les frais ancourus subséquemment, en répartiment la somme requise sur toutes les propriétés immobilières cotisables de la municipatité scolaire obligés aupaiement du jugement, proportionnellement à leur valeur; de faire payer et percevoir la cotisation ainsi imposée et l'aire rapport à la Cour du montant prélevé et de ses procédures, aussitét que le montant de la dette, des frais et intérêts sursété perqui, ou de temps à autre, selon que la Cour pourme l'ordonner. (8 de Q., 40 Viot., de 22, s. 14, par. 3.)

Le sherif so fera donner par le secretaire tresorier de la municipalité locale dans laquelle se trouvers la municipalité scolaire, une copie du rôle d'évaluation en force, en payant les honoraires ordinaires ; et au cas de refus ou de negligence de la part du secretaire-trésorier, le shérif pourra prendre possession du rôle d'évaluation et en faire eu en faire faire une copie. Si le shérif ne peut pas se procurer le rôle d'évaluation, ou s'il n'en existe pas, le shérif procéders lui-memo a faire l'évaluation de la propriété cottsable. (S. de Q., 40 Viet., ch. 22, v. 14, par 6)

Les honoraires et les frais du shérif se rattachant à l'exécution du bref d'exécution, seront fixés par un ordre de la Cour ou d'un juge de cette Cour, et ces honoraire et frais, ainsi que tous les déboursés légitimes, seront ajoutés au montant qui devre être prélevé. (S. de Q., 40 Viet., sh. 22, s. 14, par. 7.)

Le shérif répartire la somme qui devra être prélevée sur toutes les propriétés in mobilières cotisables de la municipalité scolaire, proportionnellement à la valeur de la propriété, d'après la copie du rôle d'évaluation en force on la valeur établie par lui-même, suivant le cas; et il fera un rôle de cotisation spécial pour cette répartition. (S. de Q., 40 Viet., ch. 22, s. 14, par. 8.)

Le shérif publiers ce rôle de cotisation spécial, de la manière prescrite par la quatre-vingt-quatrième section du chap, 15, des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, et par la treisième section du présent acte : et, le jour fixé à cette fin, il entendra 40 (60) dors to the plantice factor par control verballment par les contribuables, et fers, conformement sur disercentions, tols changements à ce rôle de cotisation spécial qu'il trouvers justes; et se rôle de cotisation spécial sers payablé au burena du shérif, à l'expiration d'un délai de troute journ. (S. de Q., 46 Viet., ch. 72, s. 14, par. 9.)

A l'expiration de vingt jours à compter de ce délai de trente jours, le shérif fers payer et prélèvers les montants portée à ce rôle de cotisation épocial. (S. de Q., 40 Viet., ch. 22, s. 14, par. 16.)

Le shérif demanders le paiement des contributions portées au rôle de éctisations spéciales non perques, en faisant signifier aux contributions dues par ons demicre perpetivement et la manière preterite dans le neuvième paragraphe de la tratiféme soction du présent acts. (S. de Q. 40 Viét., c. 22, c. 14, par, 11.)

Si, à l'expiration des quinne jours qui suivrent la signifiestion de cet avis médial, les sommes dues et spécifiées dans
est avis ne sont pas payées, avec les frais de l'avis, le shérif
émettre un bref de saisie adressé à un huissier qui l'exécutem de la manière prescrite aux paragraphes l'i, la, 14, 17, la
et 19 de la treinième section du présent acts, mais l'huissier
paiera le produit de la vente faite par lui, su shérif, au lieu
de le payer au secrétaire-trésorier. Tout contribuable et
toute personne pourre faire opposition à telle saisie ou vente
ou au palement du produit de la vente, pour les causes, de la
manière et aux îns mentionnées dans les paragraphes 15, 16,
17 et 18 de la treinième section du présent acts. (S. de Q.,
40 Viot. c. 72, s. 14, par. 12.)

pi

et

vip

pai

lus

de

tai

Qua Par

les

son

d'a

Le shérif percevra les cotisations non payées des contribuables résidents, qu'il aura été impossible de percevoir sur leurs biens et éffets, et celles des contribuables non résidents en vendant et adjugeant leurs terrains pour les montants auxquels ces terrains seront respectivement sujets, le premier fundi de mars de chaque année, de la manière et suivant-les règles prescrites pour la vente des immeubles pour arrérages de cotisations municipales, et avec le même effet, après avoir fait ou fait faire les publications et donné les avis que le secrétaire-trésorier d'un conseil de somté est tenu de faire et de donner. (fi. de U., 40 Vict., c. 22, a. 14, per. 15.)

Lorsqu'un terrain annouse pour sere vendu par le sherif

orbalögiste desectionis il trouvers i au huresia (S. do Q.)

al de trente te portée à ch. 22, j.

ond partices deant signiontonant un estivement caphe de la Victer de 22.

t la significities dans s, le shérif i l'exésute-, 14, 17, 18 s, l'haisster igif, su lieu ribusble et sié ou vente suess, de la bles 15, 16, (S. de Q.,

contriburecycle sur n résidents ntants auxle premier mivant les arrérages après avoir ne le scorémire et de

to Mett

cot assemed pour stre-manda le même jour par le merriaire, trépurier du resuté, ce dernier ne pourze par vendre ce termin, mais devra immédiatement transmettre au shérif un état de sa réclamation et des frais, et le chérif prélèvare, avec la sotisation spéciale, le montant de tel état, et le remettre à tal secrétaire-trésorier. (S. de Q., 40 Viet., c. 33, s. 15.)

Le rachet des terraine vendus par le shérif seru consenti par lui-même; et, à défaut de rachet, il donners un titre de vente et & de Q., 40 Viete et 22, c. 16.)

ist e punt une relaire de d'en cier e cuere educe en iste es. Europe de pris de la receptant de la receptant de la receptant de receptant de la receptant de l

I. Sauf les exemptions et inhabilationi-demona établies; les parsonnes suivantes penvent servir comme grands juzés, et cont fenues, après tirage, et assignation régulièrement falle, d'agir, somme tele, savoir :

1. Tout habitant male, ayant son domicile dans une ville on une cité d'en moins vingt mille amos, ou dans leur hanlieu, qui set perté sur le rôle d'évaluation comme propriétaire d'immendies de la releur totale de plus de trois mille plastres; on comme compant en locataires d'immendies d'une valeur annuelle de plus de trois sente plastres;

2. Tout habitant mâle, ayant son demicife dans les limites de toute municipalité, dans les comtés de Gaspé et Banavanture, qui est porté sur le rôle d'évaluation, comme propriétaire pour une valeur de plus de mille plastres, et les cooppants ou locataires, pour une valeur annuelle de plus de cent plastres, et

3. Tout habitant male, dans les autres parties de la Province, ayant son domicile dans une municipalité dont quelque partie se trouve dans un rayon de trouté milles du nière de la Cour du district qu'il habité, qui est porté sur le role d'évaluation comme propriétaire d'immeubles de la valeur totale de plus de deux mille piastres, on comme occupant ou locataire d'immeubles d'une valeur annuelle de plus de cent cinquante piastres. (S. de Q. de 1883, 46 Vict., ch. 16, s. 1, par. 1, 2, et 3.)

3. Sauf les exemptions et inhabiletés ci-dessous établies, les personnes suivantes peuvent servir comme petits jurés, et sont tenues, après tirage et esignation régulièrement faits, d'agir comme tels, savoir:

l'agir comme tels, savoir :

L'Tont habitant male, avant son dominile dans une ville

vios du Gouvernement du Canada:

ou ma elle d'an moine vingt mille dance, on tent fundion, qui est porté sur le rôle d'évaluation, comme propriétaire d'inmembles de la valeur totale d'au moine douze conts piastres, mais de pas pins de trois mille piastres, ou comme compant ou locataire d'immembles d'une valeur annuelle d'au moine cent piastres, mais de pas plus de trois cents plastres;

433

tial.

ie,

tole.

db

-jel

1118

19

de

Bu

Vic

13,

jur

S. Tout habitant male, dans les autres parties de la Province, ayant son domicile dans une manicipalité dont qualque partie se trouve dans un rayon de trents milles du siège de la Cour du district qu'il habite, qui est posté sur le rôle d'évaluation comme propriétaire d'immembles de la valeur totale d'un moins mille plantres, mais de pas plus de donn mille plantres, en comme occupant ou locataire d'immembles d'une valeur minuelle d'au moins quatre-vingt plantres, mais de pas plus de cont cinquinte plantres. (S. de Q., de 1883, 46 Viet., ch. 16/12. 3, par. 1, 3, 3)

I. Celles qui ne possedent pas les conditions requises par les dispositions précédentes de la présente loi ;

2. Celles qui n'ont pas atteint l'age de vingt-et-un ans

3. Celles qui souffrent de cécité, de surdité, on autre luirmité corporelle ou mentale, incompatible avec l'accomplissement des devoirs de juré;

-M. Celles qui sont arrétées, ou sous cautien, sur accusation de trahison ou de félonie, ou qui en ont été convaincues ;

5. Les aubains. (S. de G. de 1883, 46 Vict., ch. 16, s. 3, par. 1, 2, 3, 4 et 5.)

4. Les personnes suivantes sont exemptes de servir comme jurés :

1. Les membres du clergé ;

2. Les membres du Conseil Privé ou du Sénat, ou de la Chambre des Communes du Canada, on les personnes au service du Gouvernement du Canada; nilos, dul sire d'inpigetreel COCUPANT an moir

los limites Bonever propriés piastres. te ou looste piastres

de la Pront quelque siège de la 1010 d'6+2luar totale dett mille abbes d'une mais de vas 3. 46 Vict.,

1778 C .W. 1.1 quises par

-ot-un ans

autre infir-

nowed the A

10, 8. 3,

vir comme

ou de la

. : A.) Easy missachusch din Odgasell-Ehibbuild; iden Geografi Ligisis en de l'Assamblée Législative de Québec, ou les pers service du Gouvernément de Québec ou de la Législe controuses by conside tenter ich personne section.

Boine, de la Cour Supérieure, les la Cour du Bane de la Boine, de la Cour Supérieure, les jugue des Sections, les ins-gistrate de district et les recorders ;

5. Les officiers des Cours de Sa Majesté;

ou la révision du rôle d'évaluation, d'Arederision du

située en tout un et vinempliary periates to atacovapant . Tits

(2) Les médicelies obtrarglesse ut hypothicelrée problemante ;

tains, conformation to be fermide R. convenient of the last of the

des cités de Québes et Montreal ; les toutes de le leur mons de les cités de Québes et Montreal ; s officiers de l'ermée de terre on de mer, en activité

of monesire precidents, sum the attes on no recontribute.

- Alla Les officiare, reme-officiars et holdate de la millee active e les, à remplir les fedetique lémodificement soit unique les ils

15. Les patrons et équipages de bateaux à vapeur, et les capitaines de gélicites, pendiant la navigation 10. Toutes les personnes employées dans le service des convois de chêmin de férure : apployées à faire, marcher un moulin à farine :

correctors at en independ lour bint, le menischen & nilvom

19. Her personnes ayant plus to solusate ans promise and

20. Les personnes mentionnées dans la section vings-trois de l'acte quatrième et cinquième Viet., ch. quatre-vingt-dix, savoir ; les membres du Conseil et du Bureau d'Arbitrage; du Bureau de Commerce de Mentréal. (8. de Q. de 1883, 46 Victor o. 16, s. 4, par. 1, 2, 8, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 16, 17, 18, 19 of 20, iterior transport to a property

5. Chaque fois que le shérif doit renouveler les listes des jurés, le grefier ou secrétaire-trésorier de toute municipalité act tens, l'oreque le siit sheffi fui emfait la demande par écrit, de délivrer gratuitement, dans le mois qui suit telle démande, un sutrait du rêle d'évaluation conformément à la formule A, contenant les noms de toutes les personnes inscrites sur ce rôle, domiciliées dans la municipalité, ayant les qualités requises pour être grands et petits jurés. (S. de Q. de 1886, 48 Vict., ch. 17, s. 1, et S. de Q. de 1883, 46 Vict., ch. 16, a. 5.)

Chaque année, dans le cours du mois qui suit l'adoption ou la révision du rôle d'évaluation, dans toute municipalité située en tout ou en partie dans les trente milles du siège de la Cour du district dans loquel cette municipalité est située, il est du devoir du greffier qu secrétaire-trésorier, (lersque l'extrait d'dessus mentionné n'est pas demandé par le shérif,) de délivrer gratuitément à ce dernier une liste supplémentaire, conformément à la formule B, contenant:

a. Les noms des personnes devenues habiles à servir comme jurés depuis le dernier extrait ou la dernière liste supplémen-

b. Les noms de toutes les personnes qui, à se connaissance, dépuis la transmission du dérnier extratt ou de la little supplémentaire précédente, sent décédées ou ne résident plus dans les limites de la municipalité, ou sont devenues inhébiles à remplir les fonctions de juré ou exemptes de servir comme tels. et

c. Les noms des personnes portes ou omis par erreur sur les extraits précédents ou listes supplémentaires précédentes.

la

of

tu

ch

d. En donnant les noms des personnes qui ont cessé d'étre jurés depuis le dernier extrait ou la liste supplémentaire précédents, le gremer ou secrétaire trésorier doit les identifier correctement en indiquant leur état, le montant de la cotisation et le domicile qu'elles occupaient, lérique teurs noms ont été transmis pour la première fois au shérif, lors de l'extrait ou depuis. (S. de Q. de 1885, 48 Vict., ch. 17, s. 1, par. 1 et 2, et 8. de Q. de 1883, 46 Vict., ch. 16, s, 6.)

7. Le greffiér ou le secrétaire-trésorier, en prenant les informations nécessaires, lors de la confection du rôle d'évaluation, doit s'assurer du nom des personnes domiciliées dans sa municipalité, qui sont inhabiles à remplir les fonctions de jurés, ou qui en sont exemptes, et il ne peut, sous peine d'une amende de pas moins d'une plastre et de pas plus de tingt

pař sárit, domainde, sármule A, iter sur ce se qualités Q, de 1884, , joh. 16, s.

l'adoption innicipalité du siège de ses sitaée, or, (leraque r le shérif,) rupplémen-

rvir gomme supplémen-

nnaissance, h fiste supsident plus ues inhabide servir

1. W. 1. 1. 3.1

renr sur les édentes, persé d'étro ontaire prélidentifier e la cotisire nome ont

l. par. 1 et

nt les inforivaluation, ans sa muis de jurés, eine d'une is de tingt plastres pour chaque nom, porter sciemment sur un extrait ou une liste supplementaire dont la transmission doit être faite au sherit, le nom des personnes déclarées ainsi exemptes ou inhabiles par les sections trois et quatre de cette loi. (E. de Q. de 1883, et. 10.

S. Cet extrait et cette liste supplémentaire detroit sobi-

14. Avant du délivrer an excisit ou un liste capplifient tame in sementes se amondes de amon selapement de 1, 11 m nunicipalité di dancer un aries et les comparrantissors portées de la comparte de la c

L. Que cut extent on agte light a comptatt gual Lin-

ration du conseil manecipal. à una secona elicimés que de Cate

4. Le montant de leur évaluation comme propriétaires de

5. Tous les détails et rémels néments nécessaires pour sons

Pour les fins de la présente section, comme pour toutes celles de la présente lety de greffier eu le secrétaire tréserier est censé être un officier de la Course » (B. de Q. de 1883) » 16, a. 8, par 1, (2, 3, 4, ets.); setting and the moderne de la course de la cou

o. Dans l'extrait delivre au sherit, le nom de la seme perconne ne doit apparaitre du une fois domme juré. (S. de Q. de 1885, 48 Viet., ch. 17, k. 3, et 8. de Q. de 1883, & Viet., ch. 16, c. 9.)

10. Le greffer ou le secrétaire-trésorier doit faire un double de chaque extrait ou de chaque liste supplémentaire dont le transmission doit être faite au shérif, comme ausdit, et le garder dans son bureau, dans un endroit où le public puisse en prendre gratuitement communication. (S. de Q. de 1583, 46 Viet., ch. 16, c. 11.)

In. Tout extrait on toute liste supplémentaire doit être accompagné d'un affidavit du groffer ou du secrétaire tréserier, suivant la formule C annexée à la présente loi, que cet officier écrit et signe en présence d'un juge de pain, et pair lequel affidavit il affirme, sons serment, qu'il esoit à l'exactitude de cet extrait, de cette liste supplémentaire et des renseignements qui y sont contenus. (S. de Q. de 1863, 46 Viet., ch. 16, s. 12)

de la graffier ou le merétaire-trésorier à droit de frant oir de la corporation ou du conseil suppieipal dout il est Hofficiel.

la somme de cinq centins pour chaque nom entré par lui dans toi extrait ou dans telle liste supplémentaire, et de cinquante centins pour dhaque amdavit qu'il est tanu de faire, et ce, sur la production du certificat du shérif constitant que tel extrait ou telle liste supplémentaire sont faits de la manière voulue par la présente loi. (8. de Q. de 1883, 46 Visto et 1672, 189)

14. Avant de délivrer un extrait ou une liste supplémentuire un shérif; le greffer ou le secrétaire trésorier de la municipalité Joit donner un avis public comportant : m co tr ex V

du

47

57

38

l'a

Qn

hn

oh

ciı

501

n'

m

joi

ou

to

1. Que cot extrait ou cette liste sera soumis à la considération du conseil municipal, à une session générale cu spéciale

de mertant de leur dista atta de sapporno de les de

2. Que les personnes qui ent droit à l'exemption de servir comme jurés, en vertu de la loi, aient à s'assurer, auprès du gremer ou secrétaire-trésorier, que leurs n'est ent été rayés de l'extrait qu de la liste;

gail. Cot avis doit être publié 15 jours avant l'assemblée du conseil municipal, de la manière suivante : de esté des esté

1. Dans les cités et les villes, il est publié deux fois par semaine, durant deux semaines consécutives, dans un journal publié dans la langue française et dans un journal publié dans la langue anglaire, on dans les deux langues dans le même journal, s'il n'y a qu'un seul journal publié dans la localité:

4. Dans toute autre partie de la province, il est public en

des avis publics.

En foi de cette approbation, l'extrait ou la liste supplémentaire est signé par le chef du conseil ou le conseiller présidant l'assemblée, ainsi que par le greffier ou le secrétairetrésorier. (S. de Q. de 1885, 48 Vict., c. 17, s. 4, par. 1, 2

et 3, et 8. de Q. de 1883, 46 Vict., c. 16, s. 14).

violes Situa greffer où un secrétaire-trés de néglige de faise transmittre un extrait, ou une des sepolémentaire. ré par lui aire, et de si tanu de rif constasont faits de 1883,

upplemenrier de la

la odnaldéca spéciale

n de servir auprès du t été rayés

iomblée du

n fois par un journal nal publié ses dans le ié dans la

publication

touted les près avoir de toutes ame jurés

te suppléconseiller secrétaire-, par 1, 2

régligo de

présente loi, dans le délai et de la manière presentes par la présente loi, le shérif doit se les propurer de lui, et est autorisé à prendre communication des rôles d'évaluation et autres documents qui lui sont nécessaires pour dresser luimême tel extrait ou telle liste supplémentaire, et il peut recouver de la municipalité (sauf recours de cette dernière contre tel greffier ou secrétaire-trésorier), devant tout tribunal compétent, les frais encourus pour ée procurer ces extraits et la liste supplémentaire. (S. de Q. de 1883, 46 Viet., c. 16, s. 15).

oui néglige, après un avis de six jours, de transmettre au shérif, un extrait ou une liste supplémentaire que la présente les requiert de lui, en qui ne se conforme pas aux autres dispositions de telle loi, est sujet à une pénalité de vingt plastres, et à une pénalité ultérieure de cinq plustres pous chaque jour après la signification qui lui est fuite d'une dénonciation ou plainte au sujet de cette aigligeues et durant lequel il continue d'être en défant. (8, de Q. de 1884, 47 Viet., c. 11, s. 6, et 8, de Q. de 1883, 46 Viet., c. 11, s. 6, et 8, de Q. de 1883, 46 Viet., c. 11, s. 6, et 8, de Q. de 1883, 46 Viet., c. 15, s.

358. Las amendes, imposées par la présente loi, appartienment au fonds de bâtisse et des jurés du district dans lequel l'offenes a en lieu. Elles sont prélevées en verte d'une règle qu d'un ordre de la Cour, par le grand connétable su un huissier du district, sur les biens et effets de la personne condamnée, de la manière voulué par les dispositions du Code de Procédure Civile pour l'exécution des effets mebiliers. (8. de Q., de 1888, 46 Viet., c. 16, c. 58)

59. Sur rapport du grand connétable ou de l'huissier chargé de l'exécution, de la règle on de l'ordre, que la personne écontra qui il a été procédé, en vertu des sections cinquante-six, sinquante-sept et sinquante-huit de la présente loi, n'a pas de biens et effets, ou que ces hi as et effets n'ont pas été suffisants pour satisfaire telle exécution, un mandat d'emprisonnement pent émanes coutre tella personne qui est incarcérée pour une période n'excédant pas quinse jours, à la discrétion de la Cour qui a la droit de diminuer, ou remettre l'amende ou faire cesser l'emprisonnement, en tout temps. (S. de Q. de 1883, 46 Vict., c. 16, s. 59).

ot cités et toute corporation municipale que conque et ins

mote " la Cour" signifient la Cong ayant juridiction criminelle ou civile, (selon le eas), siègeant aux temps et lieu, ou chaeune des dispositions de la présente loi dans laquelle ces mots se rencontrent, doit être mise en vigueur. (8, de Q, de 1883, 46 Vict., c. 16, s. 60).

CLAUSES DE L'ACTE ÉLECTORAL

unicity is as you at the contract of the contract of the

DE QUEBEC DE 1875, 38 VICTA C. 1

concernant les devoirs des corporations municipales et de lenis officiers.

partie de partie de paroisse, de township, de partie de township, de partie de township, de partie de township, de partie de township, de pour l'outre de toute de l'outre de la comme d

d

1'

-3

GÜ

DO

cl

aid

AU

uz

ra

 \mathbf{II}

2. Toute formule indiquée par lettre majusquie, dans les diverses dispositions de cet sole, réfère à la formule correspondante contenue dans la cédule annexée au présent acte.

Obseque det formités réontenués dans cette cédulé suifit. dans le casipeur lequel elle est proposée. Poute suitre formule expriment les mêmes choses peut égaluisent étie employée.

us. Si le temps fixé par cet acte pour l'accomplissement de quelque operation ou formalité prescrité par ses dispositions, expire ou tombé un dimanche ou un jour de l'éte, le temps sins fixé sera protongé su premier four sufrant qui ne sera pas un dimanche ou un jour de l'ête.

7.5. Toute personne devent laquelle un serment doit être proté en doit affination faite, aux termes de cet acte, est autorisée, et sons tenue chaque fois qu'elle en sera requise, d'agministrer se serment ou cette affirmation et d'en délivrer le certificat, et ce, sans hogoraire.

PRINTING PARTIE SLECTEURS PARLEMENTAIRES.

I conditions angulars rous fram flacenus.

7. Nul p'aura droit de voter à l'élection d'un membre de l'Assemblée Législative de cette province, à moins qu'il ne soit, au moment de voter, inscrit comme propriétaire, lecataire en eque (at, sur la liste des électures en force. t lieu, on uelle cos

AL

ipales et

ipalité de partie de retiennant sipalité de integrandé

dans les de corresent acte delé suffit re formule aployée. spaint de spositions,

le temps

dott etro
acts, est
a requise,
a delivrer

Patries.

embre de qu'il ne ire, locaan'il no possède les conditions suiventes; and all all all all all

1. Étre du sexe masculin, majour, et sujet de Sa Majorté par naissance ou par naturalisation;

2. N'étre frappé d'ausune incapacité légale;

3. Ître, actuellement et de bonne foi, propriétaire ou compant de biens-fonds, estimés d'après le rôle d'évaluation en force, tel que révisé s'il l'a été, même seulement pour les fins locales, au montant au moins de trois cents plastrés en valeur réclie, dans une municipalité de cité ayant droit d'élire un ou plusieurs membres de l'Assemblés Législative, et de deux cents plastres en valeur réelle ou de vingt plastrés en valeur

Etre locataire de Bonne foi, payant pour des biens-fonds un loyer annuel d'au moins trente piastres, dans upe municipalité de cité ayant droit d'élire un ou plusieurs membres de l'Assemblée Législative, et d'au moins vingt piastres dans toute autre municipalité; pourvu que ces biens soient estimés en valeur réelle, d'après tel rôle d'évaluation, à eu moins trois cent piastres dans une municipalité de cité ayant, dreif d'élire un au plusieurs membres de l'Assemblée Législative, et deux cents piastres dans soute autre municipalité.

O. Lorsque deux personner ou plus sont co-propriétaires, co-associée dans le propriété ou la possession, co-leontaires ou co-occupants d'un bien-fonde évalué à un montant sufficient pour que la part de chaome ini donne le sons électoral; chacune de ces personnes sers électeur conformément à cet acte un acra luscrité sur la liste des électeurs. Celle dont le part ne s'élèvara pas au montant du cens électoral ne sers pas ainsi inscrite ni électeur.

Ea même règle est applicable aux co-lecutaires relativement au montant du loyer qu'ils paient.

10. Méanmoins, si le bien-fonds est possédé ou occupé par une corporation, ancun des membres de la corporation ne sera électeur ni ne sera inscrit sur la listé des électeurs à raison de ce bien-fonds.

II. —PERSONNES QUI NE PEUVENT ÉTRE ÉLECTEURS OU VOTANTS.

11. No pourront être électeurs ni ne pourront voters : la b

1. Les juges de la Cour du Banc de la Reine et de la Cour Supérieure, le juge de la Cour de Vice-Amiranté, les juges des sessions, les magistrats de district, les recorders ;

de la paix, régistrateurs, ahérifs, députés shérifs, députés groffiers de la Couronne, et les officiers et hommes du corps de police provinciale ou municipale;

8. Les agents pour la vente des terres de la Courenne, et les maîtres de poste dans les cités et les villes, et tous les officiers employés à percevoir des droits payables à Sa Majesté, de la nature des droits d'excise, y compris les par-

cepteurs du revenu fédéral ou local.

Si une des personnes désignées dans la présente section vote, sauf le cas de la section 205, elle encourra une amende de pas plus de cinq ceuts plastres, ni moins de ceut plastres, ou un emprisonnement de pas plus de douse mois, à défaut de paiement, et son vote sers nul et de nul effet.

III. LISTE DES ÉLECTIONE PARLIMENTAIRES.

1. Confession de la liste.

13. (Tel qu'amende par S. de Q. de 1885, 48 Vict., ch. 2, e. 1.) Chaque année, du premier au quinze du mois de mare, le secrétaire-trésorier de toute municipalité devra faire, en double, une liste par ordre alphabétique des personnes qui, d'après le rôle d'évaluation alors en force dans la municipalité pour les fins locales, et telle que révisé, s'il l'a eté, même seulement pour des fins locales, paraissent être électeurs, à raison des biens-fonds possédés ou occupés par elle, dans la municipalité.

1

0

le

ы

Le secrétaire-trésorier, en faisant la liste des électeurs deit distinguer les personnes qui paraissent avoir qualité comme propriétaires, de celles qui paraissent avoir qualité comme coupants ou locataires, et indiquer les biens-fonds à raison

desquels ces personnes possèdent le pens électorel.

12. Méanmoins, dans les comtés de Gaspé et de Bonaventure, le secrétaire-trésorier de chaque municipalité fera, en double, la susdite liste des électeurs, chaque aunée, du premier au quinse du mois de juillet.

14. (Tel qu'amendé par 39 Vict., c. 13.) Le secrétairetrésorier omettra de la liste des électeurs toute personne qui, d'après les sections 11, 267 et 270, et d'après toute autre disposition légale, n'a pas alors le droit de voter.

dis sessions, les mage trait de difficultame dun 18 . 32 e

députés députés corps de

tons les les à Sa is les par-

te section e amende t plastres, défant de

11. F () : 8 1(1.

de mars, le re, en dounnes qui, municipaeté, même locteurs, a c, dans la

ptenry dett ité comme ité comme ité comme ité comme

Bonavené fera, en ie, du pre-

socrétairesonne qui, autre dis-

Case His

district électoral et partie dans un autre, le morétaire trécorier préparers de la même manière, pour chacun de ces districts électoraux, une liste alphabétique des personnes qui y sont électours.

16. Si la municipalité est divisée en arrondissements de votation, en vertu des sections 59, 60 ou 61, le secrétaire-tré-sorier partagera la liste en autant de parties qu'il y a de ces arrondissements de votation dans la municipalité.

Chaque telle partie, dont le titre sera le nom, le numéro ou la description de l'arrondissement auquel elle se rapporte, ne comprendra que la liste alphabétique des électeurs de cet arrondissement.

17. Si une personne est électeur dans une même municipalité, à raison de plus d'un bien-fonds ou de plus d'un titre, son nom néanmoins ne sers inséré qu'une seule fois aux la liste des électeurs de la municipalité.

Si la liste se fait par arroudissement et qu'une personne soit electeur dans plus d'un arrondissement, son nom ne sera inséré que pour un seul arrondissement; et si alle est électeur dans l'arrondissement de son domicile son son sers inséré sur la liste pour tel arrondissement.

18. An cas de la section 18, si une personne est électeur dans plus d'un district électoral, son nom sera inséré sur la liste de chaque district électoral où elle est électeur, conformément aux règles émises dans la section précédents.

10. Le secrétaire trésorier attesters l'exactitude de la liste des électeurs faite par lui, sons le serment suivant, prêté devant un jure de peix:

Je, (nom du secrétaire trésorier) jure qu'au meilleur de me connaissance et croyance, la liste des électeurs ci-dessus est correcte, et que rien à y a été inséré ou omis indument ou frauduleusement. Ainsi, Dieu me soit en aide.

Chacun des doubles de la liste doit être ettesté séparément, sous le serment précédent.

20. Un des dophles de la liste ainsi attesté sera tenu dans le bureau du secrétaire-trésorier, à la disposition et pour l'information de toute personne intéressée.

21, Le secrétaire-trésorier, le jour même qu'il prêters le serment requis par l'avant-dernière section, donners et publiers un avis public dans lequel il annonce que la liste des électeurs a été préparée suivant la loi, et qu'un double est déposé à son bureau, à la disposition et peur l'informatieu de toute personne intéressée.

Cot avis sera ground or public de la meme manière que le sont les avis pour les aus municipales, dans la municipalité of la liste a ste prepares,

1 ot

aro list 100 de

l'et THE

lour

dn's IE EE blaft la H Pers enr'l

· 17 SCION publ pour

ete p

dra e

de qe

confi

été le

quele d'étre

nom

faites

seron

dinte

31

22. La liste des électeurs pourra être dressée d'après la formult A.

23. El le secrétaire trésorier u'a pas fait la liste alphaba-tique des électeurs, ou n'a pas donné ou publié l'avis requis par la section 21, dans les quinze premiers jours du mois de mars, alors le juge de la Cour Supérieurs pour le district on, en cas d'absence du juge du district ou d'incapacité d'agir, le magistrat de district, sur requête sommaire du maire, du régistrateur ou de toute personne ayant droit d'être inscrite nd for pour preparer la liste a chabétique des électeurs.

24. Le secrétaire-trésorier sara personnellement responsable des frais engeurus sur sette requête et de ceux encourus pour la confection de la liste par le greffier «A Ace, à moins que le juge ou magistrat de district, pour des raisons spéciales, croient devoir en ordonner autrement, et dans os cas, les frais sont laisses à leur discrétion.

Le secrétaire-trésorier pourre cependant faire et préparer la liste, tant que le gréffier et hours pas été nommé.

Sp. Le greffer ad Lee proceders, dans les quinse jours de l'avis de sa nomination, à la confection de la liste des élec-teurs. Il deviencra, pour cette fin, un officier du conseil mu-hicipal, et surs les mêmes pouvoirs à exercer et les mêmes devoirs à rempiir, et ce, sous les mêmes pénalités, en cas de défaut ou de négligence de sa part, que le secrétaire tréspriér de la municipalite."

26. (Tel que remplace par 39 Vict., ch. 13.) Le maire et les officiers du conseil, en autant qu'il dépend d'eux, seront tenus de livrer, su greffier ad Aoc, sur sa demande, le rôle d'évaluation qui doit servir de base à la liste des électeurs. sous peine d'une amende n'excédant pas deux cents plastres. ouj à défaut de palement, d'un emprisonnement n'excédant The six moising and at the

2. Examen et mise en force de la liste.

27. (Tel que remplacé par 39 Vict., ch. 13.) Le liste des électeurs pourra être examinée et corrigée par le conseil de la municipalité, dans les trente jours qui sulviont la publication do l'ayis donné en verta de la section 21, sur plaints prodesse à set este; en verta de l'une ou de l'autre des deux sections suivantes, et non autremente sere du ennostaq

29. (Tel que remplacé par 39 Vict., ch. 15.) Quiconque avoit que le nom de quelque personne qui est inscrit sur la liste, ne devrait pas y avoir été inscrit, barce qu'elle s'a pas les qualités requises d'un électeur, ou croit que le nom de quelque autre personne qui n'y est pas inserit, devrait l'être, parce qu'elle a les qualités requises, pourra produire une plainte per écrit à cet effet, dans le même défait de quinge jours.

25. Le conseil, avant de procéder à tout examen ou conrection de la liste des électeurs, fors donner, par le sesse taire-trésorier, le greffier ad les, ou quelque sutre personne, un avis public du jour et de l'heure auxquels il doit commencer cet examen.

Il devre auss, avant de prendre en considération les plaintes par écrit, produites au bureau du conseil, au aujet de la liste des electeurs, en faire donner un avis sphoial à loute personne dont on demande l'insertion ou l'omission du nom aux la liste.

L'avis public et tout avis spécial requis par cette section, seront de clud jours; et ils seront d'ailleurs donnée et publics ou signifiés de la même manière que le sont les avis pour les fins siusicipates; dans la municipalité et la liste a été préparée.

31. Le conseil, en procédant à l'examen de la liste, prendra en considération toutes les plaintes écrites faites au sujet de cette liste, et entendra toutes les parties intéressées.

23. Par sa décision sur chaque plainte, le conseil pourre confirmer ou corriger chasun des doubles de la liste.

25. Si, sur preuve, le conseil est d'avis qu'une proprééé a été louée, en a été cédée ou transportée, en verte d'un titre queleonque, dans le seul but de donner à une personne le droit d'être inscrite sur la liste des électeurs, il biffera de la liste le nom de cette personne, sur plainte écrite à cet effet.

24. Toute insertion, fature on correction quelconquer, faites sur las liste, on vertus desideux sequions précédentes, seront authentiquées par les initiales ou la paraphe du précédent de constant de constant de la co

sur chacun d'oux la date de su réception.

phabarequis lois, de lo ou,

ipalité

ords la

nggrite gromer

moins spéciacas, les

réparer mé um de s élecoil mu-

meines cas de ésorier

aire et seront e rôle steurs, astres, cédant

to des l'de la iblicalainte l'dett Alloy a liste des électeurs entrers en rigneur à l'expiration de trente jours qui suivent l'avis donné en vertu de la section 21, telle qu'elle se trouve alors, et resteur en ferrejuage au mois de mars suivent ultérieurement, juagn'à ce qu'elle nouvelle liste soit faite et miss en rigneur sous d'autouré de cet acte.

qu'ille nouvelle liste son le Cour Supérieure ou au magistouté de cet acte.

li y a appel au juge de la Cour Supérieure ou au magisgit de district, pour les districts où si n'y a pas de juge de la leur Supérieure, touchant une partie de la liste, telle partie de le liste serà en force, nonchant l'appel, jusqu'à la décition finale du tribunal saini de la requête en appel.

dant tout le temps qu'elle restera en vigueur, réputée la seule liste exacte des électeurs parlementaires dans le division territoriale à lequelle elle se rapporte, lors même que le rôle d'évaluation qui aura servi de base à cette liste serait défectueux, ou serait esse ou annulé ; sauf, néanmoins, toute correction faite en vertu de la section 44.

18 liste des électeurs est devenue en force, d'inscripe à la fin de la liste des électeurs est devenue en force, d'inscripe à la fin de la liste, sur l'un et l'autre double, le cartificat déstit deux la formule Beimo'i pa aprippant l'abnaguel de moble su serve.

88. Un des doubles de la liste des électeurs sera someorgé dans les archives de la municipalité, et y restern de resord.

L'autre double sera transmis au régistrateur de la divisien d'enregistrement dans laquelle est située le municipalité dans les huit jouis qui suivent l'entrée en vigueur de telle liste, par le secrétaire-trésorier ou par le maire, sous peine, pour chacun d'aux, en cas de contravention à cette disposition, d'une amende de deux cents plastres ou d'un emprisonnement de lix mois. À défaut de paiement.

nement de six mois, à défaut de paiement. Néanmoins la transmission du double de la liste au régistrateur, après le délai preserit par cette section ou le défaut de transmission, n'aura pas l'effet d'invalider cette liste.

il a été transmis au régistrateur une copie certifiée de la liste, este copie sera réputée être le double requis, et aura le même effet que si le double lui-même ent été transmis.

40. Tous les doubles ou copies de liste des électeurs, transmis au régistrateur en vertu des deux sections précédentes, seront conservés par cet officier et resteront de record dans semburbaniques que si no continue de sobiepressante mayor

Le régistrateur en recevant ces doubles ou écopies, inserira sur chacun d'eux la date de sa réception. 8. 2 d per

mend que p amen triet, moye

pensi a la ment greme Cour

néglig prosor que pe délai i

auseité ties int 44. autorit sommai de jour

Cot a

chacune ger sou exiger l aura tor relative

défaut d

juge, por et seron manière 3. Appel au fûge de la Coul Bupérloure es du minglitrate de

OTOP

de la

2012704

e itaco

de la

lentes,

ntellag

41. (Tel que remplacé par 39 Viet., ch. 18, et tel qu'amendé par 8. de Q. de 1883, 46, Viet., ch., 2, e. 1.) Quisonque pourra appeler de toute décision du conseil corrigeant ou
amendant la liste, au juge de la Cour Supérieure pour le district, dans les quinse jours qui suivent cette décision, au
moyen d'une requête dans laquelle sont brièvement exposés
ses motifs d'appel.

Le partie intimée pourra, dans tout appel, obtenir la suspension des procédures jusqu'à et que la partie appelante ait, à la discrétion de la Cour ou du juge, fourni le cautionnement qui sera jugé nécessaire, ou déposé entre les mains du greffier de la Cour, telle somme qui sera déterminée par la Cour ou le juge pour payer les frais sur tel appel.

49. (Tel que remplacé par 39 Vict., ch. 13.) Si la conseil a négligé ou refusé de prendre en considération, dans le temps prescrit, une plainte produite en tamps convenable, quiconque paurra en appeler à tel juge, de la manière et dans le délai prescrits per la section précédante.

48. Une copie de la requête en appel men aignifiée au secrétaire-trécorier de la municipalité, lequel en donners aussitét un avis spécial au maire et un avis public aux parties intéresses.

autorité d'entendre et de décider cet appel d'une manière commaire au jour qu'il fixere, et procéders avec diligence de jour en jour, en terme on en vacance.

Cet appel sure préséance sur les autres sauses.

45. Il pourre ordenner qu'avis ultérieur soit donné à chacune des parties en cause, assigner devant lui et interroger sous serment ou affirmation toute partie ou témois, et exiger la production de tout document, papier ou chese. Il aura tous les pouvoirs qui sont conférés à la Cour Supérieure relativement aux affaires pendantes devant cette Cour.

46. Nulle procédure sur tel appel ne sera annulés pour défaut de forme.

47. Les frais de l'appel seront taxés à la discrétion du juge, pour eu contre écile des parties qu'il jugera à propes, et seront recouvrables sur un bref d'exécution émané en la manière ordinaises et le legis de la latte de latte de la latte de latte de la latte de latt

R. Appel are Just in baretest manufacture political all all all

49. Le secrétaire-trésorder et le régistrateur corrigeront chacun le double de la liste des électeurs en sa possession, conformément à la décision du tribunal, aussitôt après qu'une copie authentique lui en aura été signifiée.

50. Dans tout district où il n'y a pas de juge de la Cour Supérieure résident, l'appel, mentionné dans les articles 41 et 43, pourra en outre être porté devant le magistrat de district, de la même manière et avec le même effet que devant la juge de la Cour Supérieure.

transfer of a mineral control of the state o

151. Si, en ancun temps, il est démontré à un juge de la Cour Supérieure, en terme ou en vacance, que le secrétaire-tréporier d'une municipalité ou le régistrateur de la division d'enrégistrement ont altéré ou faisilé le double de la liste en leur possession; le juge requerre le secrétaire-trésorier, le régistrateur et toute personne ayant la garde du rôle d'évaluation qui a servi de base à la liste, de comparatire devaut lui et de produire les rôles et les fistes en leur possession.

"33. Au temps et me fleu fixés pour le comparation de bes personnes; le juge, après avoir examiné les doublés de la listé produits par le secrétaire-trésorier et le régistrateur, ainsi que le rôle d'évaluation, fera, avec ou sans plus de preuve, les modifications ou corrections qu'il groirs accessaires peur pendre exact et fidèle le double altéré ou faisifié.

Gu. Il arra du devoir du secrétaire-trésorier de toute municipalité et du régistrateur de toute division d'enregistrément, ayant la garde d'une liste des électeurs, d'en délivier des éoples cartifiées à quiconque en fera la damande et dirisa de payer pour le soût de toute copie, trois centins pour chaque dix électeurs insérits en pla liste; par des pour le secretaires pour le soute de liste par le liste par le liste par le liste de la liste de

54. Le secrétaire-trésorier de toute municipalité donners gratuitement, sur demande, et tout sous-officier-rapporteur, agissant dans les limites de la municipalité, une copie certifiée de la liste des électaurs qui deit servir à l'élection, ou de la partie de cette liste qui se rapporte à la localité pont laquelle agit le sous-officier-rapporteur.

65. Le cout de toutes les copies de la liste des électeurs, données par le régistrateur, en conséquence de ce que la secrétaire-trésorier a refusé ou négligé de les fournis, en vertu trés trat le se taire alph qui, volo inno einq

sonn déliv sion, copie

IV.-

munici il sore par un lité or ait. par un lité

quelque deux coser, per ment con.

d'élec

plus g tout ri de la posticio presedente, pourra ette reservet du seéretaliretrésorier ou de la corposation dont il ét l'officier, par le réglétratour qui a donné les copies ou par l'officier, rapporteur ou le sous-officier-rapporteur qui se les sera procurées.

56. (Tot que rempleté par 46 l'ita, et. 27.) Tout manitaire-trésorier qui aura refééé ou négligé de faire une liste alphabétique des électeure, tet que requis par est acts, en qui, en faisant estte liste, y aura inscrit en en aura emis volontairement, quelque nom qui n'aurait pas du être sinsi inscrit en emis, sera passible d'une amende n'excédant pas einquente piastres, et, à défant de paiement, d'un emprisone nement pour une période n'exaédant pas donne mela-

sonne ayant la garde des listes des électeurs et tente d'es délivrer des copies, qui aura fait quelque insertion ou omission, comme it est thit dans la spection précédents, dans les copies fournies par elle, sera passible de l'amende imposée dans la section introdissionées précédente.

IV.—DIVISION DE LA RUNICIPALITÉ EN ARBONDISSEMENTS DE

59. (Tel qu'amondé par \$9 Vict., ch. 13.) Lorsque, dans une municipalité, le nombre des électours dépassors deux cents, il sera du devoir de contre de cette municipalité de divisor, par un règlement fait en la manière ordinaire, le municipalité en arrondissements de vetation, de telle serie qu'il n'en ait pas plus de denx cents électeurs dans shaque arrondissement de votation.

Les limites de ces arrendissements devront être bien définics et me séparerent pas un bien-fonds qui denne le droit d'électeur.

CO. (Tel qu'amondé par 39 Viet, el. 13.) Aunitêt que quelqu'un des arrendissements de votation contiendre plus de deux cents électeurs, il sera du devoir du conseil de subdiviser, par règlements, est arrendissement en d'autres arrendissement et ne contenant pas plus de deux cents électeurs chacun.

on le conseil pourre toujours, en tout temps, pour la plus grande commodité des électeurs, amender ou alireger tout règlement fait en verte des deux dornières séctions, et faite une nouvelle division, del que présent par la molicie soi accisaire.

eroni gion, u une

Cour 41 of trick,

tairen rision ste an er, le

n. to bes a liste of que

nuniment, des

teur, perti-

> eurs, to lu-

pour

-9600-Mul réglement fait en verts des trois sections précédentes par es en experient de comté de comté

municipalité en arrondissements de votation ou autres subdivisions auslogues, en force lors de l'entrée en vigueur de cet acts, demeurera en force jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou abrogé sous l'autorité du présent acts.

C4. La liste des électeurs municipaux de la cité de Montréal, telle que faite, révisée et close auquellement sous l'auterité des actes actuellement en force, qui la concernent, sera éteute fin, la liste des électeurs parlementaires y compris les personnes qui auraient été retranchées de la liste municipale pour défaut de pai unent des droits municipaux, dans le délai prescrit.

CLAUSES DE L'ACTE RELATIF AUX ASILES D'ALIENES DANS LA PROVINCE DE QUEBEC.

8. DE Q. DE 1885, 48 VICT., CH. 34.

DEUXIÈME PARTIE, ADMISSION DES ALIENÉS DONT L'ENTRETIEN EST AUX FRAIS DU GOUVERNE-

MENT ET DES MUNICIPALITÉS.

14. Peuvent être admis dans les asiles d'alienés, sux frais

de Gouvernement et des municipalités : "Barrelle de l'action de l'

2. Les alienes qui n'ont pas, par eux-mêmes ou par des personnes tenues par la loi à leur fournir des aliments et des solla, les moyens de payer en tout ou en partie le coût de leur entretien, de leur séjour et de leur traitement dans un de ces asiles.

2. Les idiots ou imbéciles, lorsqu'ils sont dangereux, une esuse de scandale, sujets à des attaques d'épilepsis, ou d'une difformité monstrueuse, et sont incapables de payer leur entration, leur égour et leur traitement en tout on en partie.

** 18. Le bureau médical d'un asile ne peut recevoir ancune des personnes ci-dessus mentionnées s'il ne lui est remis :

1. Une demande d'admission contenant les noms, la profession, l'àga et le domicile tant de la personne qui l'a faite que de belle dont le placement est réclamé, et l'indication du degré de parenté, su, à défaut de parenté, de la nature des relations qui existent entre elles.

ne si

que i

Da decla qui p spécia Co

est: pa

d'adn En d'exig

ouré, paix.

du lie absend

atteste aux di Canad ments

de troi
tel qu'
nés, la
propri
du mé
de l'ét

La d sion, l' domicii son ent Le ce

C, de c farités asile et Le demande doit être signée par celui qui l'a faite, et, s'il ne sait pas écrire, elle est reçue devant le maire, ou, en son absence, par devant un juge de paix s'é domicile du patient;

2. Un certificat de médecin, (suivant la formule (l, ainsi que sen aunexe,) constatant l'étas mental du patient, indiquant les particularités de sa maladie, la nécessité de le faire traiter dans un arile d'alténés et de l'y retenir renfermé.

Dans le cas d'idiotisme ou d'imbécilité, le médecin doit déclarer, de plus, si le malade est dans la catégorie des idiots qui peuvent être admis ou détenus dans un asile, et indiquer spécialement les raisons sur lesquelles il appuis son opinion. Ce certificat ne peut être admis, si le médecin signataire

Ce certificat ne peut être admis, si le médecin signataire est parent ou allié au trafsième degré inclusivement des propriétaires de l'asile ou de la personne qui fait la demande d'admission, ou de l'asile.

En cas d'urgence, le bureau médical peut se dispenser; d'exiger le certificat du médecin, si ce certificat lui est remis dans les huit jours qui suivent l'internement du patient;

3. Un certificat, (suivant la formule D,) signé soit par le curé, ou son ricaire, le ministre du culte, ou un juge de paix,

4. Un castificat, (suivant la formule E,) signé par le maire du lieu ch le malade a son domicile en d'un conseiller, en son absence.

L'agnexe de la formule C et la cédule D, doivent être attestées et reconnues devant un juge de paix, conformément aux dispositions de l'Acte du Parlement de la Puissance du Canada, 37 Vict., ch. 37, concernant la suppression des serments volontaires et extra-judiciaires.

19. Dans le cas d'idiots on d'imbéciles entrés depuis plus de trois mois dans un hôpital public et devenus dans un état tel qu'il est nécessaire de les interner dans un asile d'aliénés, la demande d'admission doit être faite par écrit, par le propriétaire ou le surintendant de l'hôpital, et le certificat du médecin doit être donné par l'un des médecins visiteurs de l'établissement.

La demande d'admission doit contenir les nome, la profession, l'âge et la municipalité où le patient a eu son dernier domicile, avant son entrée à l'hôpital, ainsi que la date de son entrée.

Le certificat du médecin doit constater, suivant la formule C, de cet acte, l'état mental du malade, indiquer les particu-farités de sa maladie, la nécessité de le faire traiter dans un asile et de l'y tenir renfermé.

une bdi-

o oot

l'aul'ausers le les ipale délai

X

91.60F

OONT

of the state of th

perot des ocat dans

d'une leur artie.

cuno rofes-

faite on du 1904 Sur réception de la demanda et des certificate C. D. et E. dans la cas de la section 18 de cette loi, et de la demanda d'admission et du certificat C. dans le ces de la certion précédente, le bureau médical décide s'il doit admettre le patient provisoirement ou refuser son admission.

Sh. Le bureau, par l'entremise du surintendant médical doit, dans les quinse jours qui suivert l'admission du malade, transmattre au secrétaire de la province, avec cette demande, les certificats C, on C, D, et E sus-mentionnés, un rapport spécial constatant l'état mental du patient et déclarant s'il doit être admis définitivement dans l'assile ou s'il doit en être ranvoyé.

PRAIS D'ENTRETIEN DES ALIÉNÉS.

41. Dans tous les cas où un aliéné est interné dans un asile, en vertu des dispositions de la deuxième partie de cette loi, la dépense de l'entretien, du séjour et du traitement de cet aliéné dans l'asile, est due et payée moitié par le Gouvernement et moitié par la municipalité de la cité, de la ville, du village, de la parcisse ou du canton dans les limites desquelles se trouvent compris l'endroit, le lieu ou le territoire où le patient a eu son demieile.

Pourvu teutefois que, si le patient est interné dans un hôpital public, le dernier domicile de ce patient n'est pas, par se fait même, censé être dans la municipalité où se trouve cet hôpital.

43. Dans les premiers quinse jours du mois de janvier de chaque année, les propriétaires de chaque asile d'aliénés doivent transmettre au trésorier de la province une liste contenant:

1. Les noms des aliénés internés dans l'asile depuis le 24 fuillet 1880 ;

2. Leur domicile, à l'époque de leur admission dans ivelui ;

3. Le montant payable par chaque corporation de cité, ville, village, paroisse ou canton, pour leur entretien, séjour et traitament dans le cours de l'année précédente.

vince reme et de temp quels

doit i détai de su triet

menti de la cet éti la mu elle au avis le premie contri

contre tout al tions p

45. du dist toute o

somme sejour e restatio d'un ali montan tion en ceux de sa subsi

2. Tot de son e soit par des alim

47. L

4. Ils sont aussi tenus de fournir au trésorier de la province, avec leur compte trimestriel, un état indiquant séparément les noms des patients à la charge du Gouvernement et des municipalités, la date de leur entrée et de leur sortie temporaire ou définitive, et le nombre de jours, pendant lesquels ils ont été détenus dans l'asile.

43. Sur réception de cette liste, le trésorier de la province doit préparer, sans retard, pour chaque municipalité, un état détaillé des sommes d'argent dues par elle, et le transmettre de suite au percepteur du revenu de la province pour le dis-

Sur réception de cet état, le percepteur du revenu susmentionné doit transmettre, que délai, au scorétaire trésorier de la municipalité indiquée un extrait dûment certifié de cet état, contenant les noms des aliénés à l'entretien desquels la municipalité doit contribuer, ainsi que le montant dû parelle au sujet de ces aliénés pour l'année précédente, avec un avis le requérant de verser entre sès mains, le cu avant le premier jour de mars alors prochain, le montant du pour cette contribution.

44. Ce montant est recouvrable par voie d'action ordinaire, contre toute corporation municipale obligée à l'entretien de tout aliéné interné dans un de ces asiles en vertu des dispositions précédentes.

45. Cette action est intentée par le percepteur du revenu du district, en son norm, contre toute telle municipalité devant toute cour de juridiction compétente dans le district on réside cet officier.

46. Il est loisible à trute municipalité qui a ainsi payé une somme d'argent au gouvernement pour cette pension, os séjour et ce traitement, et qui a peyé, en outre, les frais d'arrestation et d'enquête ainsi que tous les frais de transport d'un aliéné interné dans un asile, de se faire remburser les montants ainsi payés par elle, par voie d'action et d'exécution en la manière ordinaire, sur les biens de l'aliéné ou sur ceux des personnes qui sont obligées par la loi de subvenir à sa subsistance et à son entretien.

2. Toutefois, ce recours n'a pas lieu s'il a été constaté, lors de son entrée à l'asile, que le patient n'avait aucune biens, soit par lui-même ou par ceux qui sont tenus de lui fournir des aliments.

47. Le montant payé par toute municipalité, en vertu des

ins'un'

sttre

lical.

ande,

at s'il

p Stre

B. Pro-

l: juge

a boit

e cette ent de euvers ville, es desritoire

t pas,

rier de és doiconte-

s lo 24

oelui ; o cité, séjour dispositions de cette loi, est considéré comme une dette imposable en vertu du Code Municipal et est imposé et perçu de la même manière que toute taxe ordinaire due par les contribuables de la municipalité.

while the nice this districts dispute the state.

de

le i

me

rési

défi

tion

. 1.

ayaı

son .

l'am 3.

écrit

où il

2.

CLAUSES DE LACTE DES LICENCES DE QUÉBEC.

- direct was expension and of the present all more than the part of the Lightness of Australia in the Carriers of the Control of the Control

To Pour obtanir une licence pour tenir une auberge, less formalités suivantes doivent être observées minus la contration de l

Préalablement à l'obtention d'aucune de ces licences pour aucune partie du territoire organisé de cette province, le requérant doit fournir à l'inspecteur des licences, un certificat, suivant la fermule A annexée à la présente loi, signé par vingt-cinq électeurs municipaux résidents ou une majorité des électeurs municipaux résidents, s'ils sont en nombre moindre de cinquante, de la paroisse, canton, township, village, ville, ou quartier de la cité dans les limites de laquelle est située la maison pour laquelle telle licence est demandée, attestant que le requérant est personnellement connu des signataires, qu'il est honnête, sobre, de bonne réputation, qu'il est qualifié pour tenir une maison d'entretien public et que la maison dont il est questior contient le logement exigé par la présente loi, et, (si elle est située dans une campagne), qu'on y a besoin d'une maison d'entretien public.

5. Ce certificat doit être accompagné d'un affidavit donné par le requérant, suivant la formule B annexée à la présente loi, et assermenté devant un juge de paix du district, ou dans la cité de Montréal, devant un des commissaires des licences ci-après mentionnés.

9. Si co certificat se rapporte à une maison située dans les limites d'une cité, il doit contenir, ainsi que la licence ellemême, la désignation du quartier et de la rue on elle est située. La licence est sans effet en dehors des limites de tels quartier et rue.

10. Dans les cités de Montréal et Québec, les signataires du cortificat doivent être des électeurs municipaux, avoir leur domicile ou lieu d'affaires dans le quartier et être inscrits aur la dernière fiste électorale.

otto impergu do pontri-

10794555

KBEO

FIEL TOR

orge, les

nces pour
ovince, le
un certifi, signé par
ajorité des
re moindre
lage, ville,
est située
, attestant
ignataires,
l est qualie la maison
la présente
n y a besoin

avit donné la présente lot, ou dans les licences

iée dans les icence elleon elle est nites de tels

rnataires du , avoir leur inscrits sur 124 Ca cartificat (moins seem relatife aux demandes de licences pour la cité de Montréal), doit aussi être confirmé par une décision du conseil de la municipalité, dans les limites de laquelle la maison est située, rédigé suivant la forme de la cédule C annexée à la présente loi, et cette confirmation est certifiée sous la signature du maire et du greffer ou secrétaire-trésorier du censeil.

13. Si, sependant, au jour fixé pour l'assemblée du conseil, à laquelle la confirmation du certificat est demandée, il ne se trouve pas de quorum, il peut être confirmé par le maire et deux juges de paix, n'étant pas conseillers municipaux, résidant dans le comté où la maison est située, et en cas de vacance dans la charge de maire, par trois juges de paix, et cette confirmation aussi est certifiée sous la signature des personnes qui l'accordent; et tel conseil ou tels maire et juges de paix, ou tels juge de paix, suivant le cas, peuvent réfuser de soufirmer chaque tel certifient, s'ils le jugent à propos.

13. Le conseil auquel ce certificat est présenté, doit s'asenrer, en prénant les renseignements qu'il juge convenables, si le nombre voulu d'électeurs, ayant le capacité requise l'a signé, il doit aussi constater par serment reçu devant un des membres du conseil, l'authenticité des signataires, et si le résultat de cette double recherche est en tout ou en partie, défavorable au requérant, il refuse le confirmation demandée.

(Tel qu'amendé par S. de Q., 44-45 Vie t., ch. 4, s. 1.)

Tel certificat doit être refusé s'il est prouvé, à la satisfaction du conseil:

- . 1. Que le requérant est une personne de mauvaises mours, ayant déjà permis ou souffert l'ivrognerie ou le désordre dans son auberge; ou
- 2. Que tel requérant a déjà été condamné deux fois à l'amende pour avoir vendu de la boisson sans licence ;
- 3. Que sa demande pour licence, rencontre une opposition écrite de la majorité absolue de tous les électeurs résidents où il entend ouvrir une auberge.

range of the harmaticities of the control of the analysis &

and the face of the comparison of the comparison

ACTE CONCERNANT LA DIVISION TER-RITORIALE DE LA PROVINCE.

" SECTION PREMIÈRE. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1. Pour les fins de la législature, la Province de Québec est divisée :

1. En soixante-huit districts électoraux, lesquels forment pour les fins de le représentation du peuple dans l'Assemblée Législative, les soixante-cinq collèges électoraux constitués par "l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867." A. U., 40 et 90, et seconde cédule; S. E. B. C., ch. 75, a. l.

2. En vingt-quatre divisions, pour le Conseil Législatif.

A. U., 22 et 72; S. R. C., ch. 1, s. 1 et cédule.

To De province est Austi divisée se on of abot on wines the

1. En vingt districte, pour les fins de l'administration de la justice. S. R. B. C., ch. 76, s. 5 et cédule.

justice. S. R. B. C., ch. 76, s. 5 et cédule.

S. R. E. C., ch. 37, as, 83, 96 et 97.

3. En soixante-sept municipalités de comté, et en municipalités de cité et de ville constituées par acte spécial pour les les municipales. C. M., arts. 1, 2, 24 et 1081.

\$. Les municipalités de comté sont subdivisées, conformément su Code Municipal, en municipalités de campagne, de

village et de ville. C. M., art. 2.

4. Excepté pour les cités et les villes, et sauf les modifications énumérées en leur lieu, la division en districts électoreux sert de base pour les autres divisions. S. R. B. C., ch. 75, s. 1 - 8, R, B. C., ch. 37, s. 96; C. M., art. 24;

SECTION DEUXIÈME. DES DISTRICTS ÉLECTORAUX DE LA PROVINCE.

5. Les soixante-huit districts électoraux sont nommés, délimités et bornés ou composés comme suit :

NOMS DES DISTRICTS ÉLECTORAUX DE LA PROVINCE.

Argenteuil.—Le comté d'Argenteuil est borné à l'est par les comtés des Deux-Montagnes et Terrebonne, au nord, par prode 8 du v Grei de 6 parti

75, 8

du es

Ar

onziè lot N cinqu dans de W Princ d'Art Chest tation compromté et Asi ton. É Vict.,

Hugue Hélènferme qui re Théod de Dui 75, s.

par le tière, le comté de Terrebonne, à l'ouest, par le comté d'Ottawa, et au sud, par la rivière Ottawa, y compris les isles les plus rapprochées, situées en tout ou en partie vis-à-vis d'icelui.

Ce comté, ainsi borné, comprend la paroisse de St. André, qui renferme partie du village de Carillan, la paroisse de St. Jérusalum, la municipalité de la partie ouest de la paroisse de St. Jérôme, le canton de Chatham, qui renferme le reste du village de Carillon, le canton de Wentworth, le canton de Grenville et son augmentation qui renferme le village de Grenville, le canton de Harrington et son augmentation, ceux de Gore, Howward, Arundel, Montsalm et Mille Isles, la partie du canton de Morin, située au sud-ouest de la ligne entre les lots numéros vingt-quatre et vingt-cinq de tous les rangs de ce canton, et la ville de Lachute. S. R. B. C., ch. 75, s. 1, § 12; 44-45 Vict., ch. 30; 45 Vict., ch. 40, s. 1.

Arthabaska.—Le comté d'Arthabaska comprend la partie du canton de Maddington au sud-est de la ligne nord-ouest du onsième rang, la partie du canton de Blandford au sud-est du lot No. 18 dans les premier, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième et neuvième rangs et dans le rang A, le canton de Warwick, qui renferme le village de Warwick, celui de Stanfold, qui renferme le village de Princeville, celui d'Arthabaska, qui renferme les villages d'Arthabaskaville et Victoriaville, les cantons de Chester est. Chester ouest, Tingwick, Horton et Bulstrode et son augmentation, moins la partie des cantons de Horton et Bulstrode comprise dans la paroisse de St. Samuel qui appartient au comté de Nicolet, et enfin la partie des cantons de Simpsen et Aston, comprise dans la parcisse de fite. Clothilde de Horton. S. R. B. C., ch. 75, s. 1, § 46; 25 Vict., ch. 50, s. 1; 41, Vict., ch. 26, s. 4; 46 Vict., ch. 38, s. 1.

Bagot.—Le comté de Bagot comprend les paroisses de St. Hugues, St. Simon, Ste. Rosalie, St. Dominique, St. Pie, Ste. Hélène et St. Liboire, celle de St. Ephrem d'Upton, qui renferme le village d'Upton, la paroisse de St. André d'Acton qui renferme le village d'Acton-Vale, la paroisse de St. Théodore d'Acton, et la partie de la paroisse de St. Fulgence de Durham, qui contient la Pointe d'Acton. S. R. B. C., ch. 75, s. 1, § 57; 27-28 Vict., ch. 54, s. 1; 42-43 Vict., ch. 45, s. 1.

Boauce.—Le comté de Beauce est borné, vers le nord-est par le comté de Dorchester, vers le sud-est, par la ligne frontière, vers l'ouest, par le comté de Compten, vers le sud-

op est

ibee of

forment sembles natitude 17. A.

gislatif

trement.

munici-

onforméagne, de

modificais électo-B. C., ch.

PORAUX

més, dé

LA

l'est par nord, par ouest, par les comtes de Compton et Wolfe, et vers le nordouest, par les comtes de Mégantic, Lotbinière et Dorchester.

BI

A-I!

Pél

tun

lat (

ten

et s

par Ber

Bar

Mic

la p

sard

de S

dan

47,

1;

nor

com prol

rivid

sud,

pris

vis-

bred

Rick

Mat

terri

ch.

ton

du o

ligne

B. G

B

Ce

0

Ce comité, ainsi borné, comprend les paroisses de St. Blaéar, Ste. Marie, St. Joseph, St. Frédéric, St. François, St. George, St. Sévérin, St. Ephrem de Tring et St. Victor de Tring, et les cantons de Metgermette nord, Metgermette sud, Jersey, Linière, Marlow, Risborough, Spaulding, Ditchfield, Louise, Woburn, Gayhurst, Dorset, Shenly, Aylmer, Price, Lambton, Forsyth, Adstock et Broughton. S. R. B. C., ch. 75, 4. 1, 448; 26 Vict., ch. 7, 1, 1; 39 Vict., ch. 42, 1, 3; 42-43 Vict., ch. 48, 1, 1, 46 Vict., ch. 39, 1.

Beauharnois.—Le comté de Beauharnois est borné, au nord-est et au sud-est, par le comté de Chateauguay, au sud-ouest, par le comté de Huntingdon, et au nord-ouest, par le fleuve St. Laurent, y compris les îles les plus rapprochées, situées en tout ou en partie vis-à-vis d'icelui.

Ce comté, ainsi borné, comprend les paroisses de St. Clémont, St. Étienne, St. Louis de Gonzague, St. Stanislas de Retska, Ste. Cécile et St. Timothée, et les villes de Beauharmois et Salaberry de Valleyfield. S. R. B. C., ch. 75, s. 1, 463.

Bellechasse. Le comté de Bellechasse est borné, au nord-est, par le comté de Montmagny, au nord-ouest, par le comté de Lévis, le flauve St. Laurent et le comté de Montmagny, au sudouest, par les comtés de Lévis et Dorchester, et au sud-est, par le comté de Dorchester, la ligne frontière et le gomté de Montmagny.

Ce comté, ainsi borné, comprend les paroisses de St. Valier, St. Michel, St. Etienne de Beaumont, St. Raphaël, St. Charles, St. Gervais, St. Cajétan d'Armagh, St. Lasare et Notre-Dame Auxiliatrice de Buckland, et les cantons de Mailloux, Roux, Bellechasse et Daaquam. S. R. B. C., ch. 75, s. 1, 42; 22 Vict., (1858) ch. 11, s. 1; 28 Vict., ch. 9, s. 1; 30 Vict., ch. 39, s. 1; 39 Vict., ch. 43, s. 1; 42-43 Vict., ch. 49, s. 1; 46 Vict., ch. 37, s. 1.

Berthier.—Le comté de Berthier est borné, au sud-ouest, par les comtés de l'Assomption et Joliette, au nord-ouest, par le comté de Joliette et par les limites de la province, au nord-est, par le comté de Maskinongé, et au sud-est, par le fleuve St. Laurent, en suivant, dépuis les limites de la paroisse de Ste. Geneviève de Berthier, le chenal des barques, au sud de l'Ile St. Ignace, l'Ile Madame, l'Ile Ronde, l'Ile à l'Ours, et les Iles au Sable, jusqu'au lac St. Pierre et aux limites nord-osset du somté de Maskinongé, y compris l'Ile

te nordrehester. de St. nçois, St. Victor de lette sud, itchfield, a, Price, l, ch. 75, 8; 42-43

orné, au , au sudst, par le prochées,

phaël, St., Lasare et intons de B. C., ch. st., ch. 9, 1; 42-43

sud-ouest, ord-ouest, ovince, au est, par le tes de la s barques, de, l'Île à re et aux St. Ignace, l'Ile au Castor, la Commune de Berthier, l'Ile aux Boinn, l'Ile aux Fênes, l'Ile aux Cochens, l'Ile St. Amand, l'Ile Morrisson, l'Ile du Pads, l'Ile des Plantes, l'Ile Dusharme, l'Ile Manon, l'Ile à l'Orme, l'Ile aux Noyer, l'Ile Lamershe, l'Ile de Pads, ainsi que les petites îles et battures enfermées dans la même étendue, l'Ile du Nord, l'Ile des Péloquins, l'Ile des Cardins, l'Ile Millet, les îles et la hatture aux Carpes, les îles de la Girodeau, l'Ile du Millen, la Carade Ile, l'Ile Latraverse, l'Ile à Letondre, les îles au Sable, et toutes les petites îles et battures comprises dans l'étendue que renferment ces îles, et situées au merc d'icelies, et au sud des Iles à l'Aigle et à la Grenouille.

Ce comté, ainsi borné, comprend la ville de Berthier, les paroisses de la Visitation de l'Île du Pade, Ste. Geneviève de Berthier, Lanoraie, Lavaltrie, St. Norberf, St. Cuthbert, St. Barthélemi, St. Damien, St. Gabriel de Brandon et St. Michel des Saints, la partie nord-est du canton de Joliette, la partie des cantons de Gauthier, Courcelles, Provost, Brassard et Maisonneuve, qui n'est pas comprise dans la parpisse de St. Michel des Saints, et le territoire non organisé compris dans ces limites. S. B. B. C., ch. 75, s. 1, § 20; 32 Vict., ch. 47, s. 1; 39 Vict., ch. 37, ss. 1, 2, et 4; 40 Vict., ch. 37, s. 1; 42-44 Vict., ch. 36, s. 1.

Bonaventure.—Le comté de Renaventuré est borné, au nord-est, par le comté de Gaspé, au nord-ouest, partie par le comté de Rimouski, sur le prolongement de la même ligne de profondeur jusqu'à la rivière Patapédia, à l'ouest, par la rivière Patapédia, et au sud, par la rivière Ristigouche et la Baie des Chateurs, y compris les îles les plus rapprochées, situées en tout ou en partie vis-à-vis d'iceiul, sauf celles dans la rivière Ristigouche.

Ce comté, ainsi borné, comprend la seigneurie de Schoolbred, les cantons de Port Daniel, Hope, Cox, Hamilton, New Richmond, Maria, Carleton, Nouvelle, Mann, Ristigouche, Matapédia, Patapédia, Milnikek, et Assematquagan, et le territoire non organisé compris dans ces limites. S. R. B. C., ch. 75, s. 1, § 36.

Brome.—Le comté de Brome comprend les cantons de Bolton est, Bolton ouest, Potton, Sutton et Brome, et la partie du canton de Farnham qui est à l'est du prolongement de la ligne de profondeur de la seigneurie de St. Hyacinthe. S. R. B. C., ch. 75, s. 1, § 55.

Chambly.—Le comté de Chambly est borné, au nord-est, par le comté de Verchères, à l'est, par la rivière Richelieu, sa sud-ouest, par les comtés de St. Jean et Laprairie, et à l'ouest, par le ficuve St. Laurent, y compris les îles les plus rapprochées, situées en tout ou en partie vis-à-vis d'icelui.

Ce comté, ainsi borné, comprend la paroisse de Boucherville, qui renferme le village de Boucherville, la paroisse de Longueuil, qui renferme la municipalité de St. Lambert, les paroisses de St. Brune, St. Basile le Grand, et St. Hubert, celle de Chambly, qui renferme les villages du Bassin de Chambly et du canton de Chambly, et la ville de Longueuil. S. R. B. C., ch. 75, s. 1, § 9, 43-44 Viet., ch. 36, s. 1.

Champlain.—Le comté de Champlain est borné, au sudouest, par la rivière St. Maurice, et ensuite par la rivière
Shawinigan jusqu'au cordon entre le premier et le deuxième
range du canton de Shawinigan, de là, par ce cordon jusqu'à la ligne entre les lots Nos. 39 et 40 du premier rang de
ce canton, de là, par cette ligne jusqu'à la ligne sud-ouest de
la seigneurie du Cap de la Madeleine, et de là, par cette
ligne prolongée jusqu'aux limites de la province, au nordouest, par les limites de la province, au nordouest, par les limites de la province, au sud-est, par le fleuve
St. Laurent et le comté de la province, en suivant le prolongement de la ligne sud-est de conton de Mékinac jusqu'à la
rivière Batiscan, et de là, la rivière Batiscan jusqu'à la
ligne sud-ouest du comté de Québec, et, au nord-est, par les
comtés de Portneuf, Québec et Chicontimi.

Ce comté, ainsi borné, comprend les paroisses de Ste. Anne, St. François-Xavier de Batiscan, Ste. Geneviève de Batiscan, Champlain et Cap de la Madeleine, celle de St. Maurice, qui renferme le village de Fermont, celles de St. Luc, St. Stanislas, St. Tite, St. Jacques des Piles, St. Prosper, St. Narcisse, Notre-Dame du Mont Carmel, Ste. Flore et Ste. Thècle, les cantons de Radnor, Lejeunc, Mékinac, Boucher, Polette, Carignan, Turcotte, Malhiot, Vallière et Langelier, et le territoire non organisé compris dans ces limites. S. R. B. C., ch. 75, s. 1, § 23; 37 Vict., ch. 17; 39 Vict., ch. 40 et 41;

40 Viot., ob. 35, s. 1.

Charlevoix.—Le comté de Charlevoix est borné, au sudouest, par le comté de Montmorency, en suivant une ligne commençant à un point dans la ligne de basse marée du fieuve St. Laurent, à l'interséction de la ligne latérale sud-ouest du lot No, 395, du cadastre de la paroisse de St. François-Xavier de la Petite Rivière, vers le nord-ouest, le long de Nos.
qu'a
enco
cour
port,
de C
Laur
proci
moin
raske

Ribou de la celle Sales comp 43 Vi

nordest et ouest rent, ou en Ce

Joach moins tient la parqui s Urbai Très-leh. 46

chi ouest, du qu contr Jean, de co sant l ligne, par m st, par cett helieu, Nos e, et à qu'e en ceu ceu ceu de de de cet, les Hubert, prossiu de moi

an sudrivière
uxième
on jusrang de
uest de
r cette
a norde fleuve
olongequ'à la
ju'à la
par les

guouil.

. Anne, atisoan, ice, qui Stanis-arcisse, cole, les Polette, le ter-B. C., et 41;

u sude ligne
i fleuve
nest du
ançoisong de

cette ligne latérale et des lignes latérales sud-cuest des lets Nos. 396, 397, 620 et 621 du cedastre de cette paroisse jusqu'au cordon en profondeur de la Côte St. Bernard, et de là, encore vers le nord-ouest, sur un rumb de vent parallèle à la course générale de la ligne nord-est de la seigneurie de Beauport, jusqu'au comté de Chicoutimi, su nord, par les comtés de Chicoutimi et Saguenay, et au sud-est, par le seuve St. Laurent, y compris l'Île-aux-Coudres, et les îles les plus rapprochées, situées en tout ou en partie vis-à-vis d'icelui, moins l'Île au Lièvre, qui appartient au comté de Kamouraska.

Ce comté, ainsi borné, comprend les paroisses de St. Francois-Xavier de la Petite Rivière, Baie St. Paul, St. Urbain, Bboulements, St. Hilarion et St. Irénée, celle de St. Etienne de la Malbaie, qui renferme le village de la Pointe-au-Pic, et celles de Ste. Agnès, St. Fidèle et St. Siméon, les cantons de Sales, Callières et Chauveau, et le territoire non organisé compris dans ces limites. S. R. B. C., ch. 75, s. 1, § 32; 42-43 Vict., ch. 47, s. 1; 45 Vict., ch. 42, s. 1.

Chateauguay.—Le comté de Chateauguay est borné, au nord-est, par les comtés de Laprairie et Napierville, au sud-est et au sud-ouest, par le comté de Huntingdon, et au nord-ouest, par le comté de Beauharnois et par le fieuve St. Laurent, y compris les îles les plus rapprochées, situées en tout ou en partie vis-à-vis d'icelui.

Ce comté, ainsi horné, comprend les paroisses de St. Joachim de Chateauguay, Ste. Philomène, St. Antoine abbé, moins la partie du canton de Franklin y incluse, qui appartient au comté de Huntingdon, St. Jean Chrysostôme, moins la partie des cantons de Hemmingford et Havelock, y incluse, qui appartient au comté de Huntingdon, Ste. Martine, St. Urbain Premier, St. Malachie d'Ormstown, Ste. Clothilde et Très-Saint Sacrement. S. R. B. C., ch. 74, s. 1, 64; 32 Vict., ch. 46, s. 1.

Chicoutimi.—Le comté de Chicoutimi est borné, au sudouest, par le comté de Champlain, au sud, par le parallèle du quarante-huitième degré de latitude nord jusqu'à la rencontre du prolongement de la ligne sud-est du canton de St. Jean, sur le Saguenay, de là, au sud-est, par le prolongement de cette ligne jusqu'à la rivière Saguenay, et traversant la rivière Saguenay, par le prolongement de cette même ligne, jusqu'à l'arrière ligne du canton de Labrosse, à l'est, par une ligne tirée depuis ce point, courant vrai nord, jus-

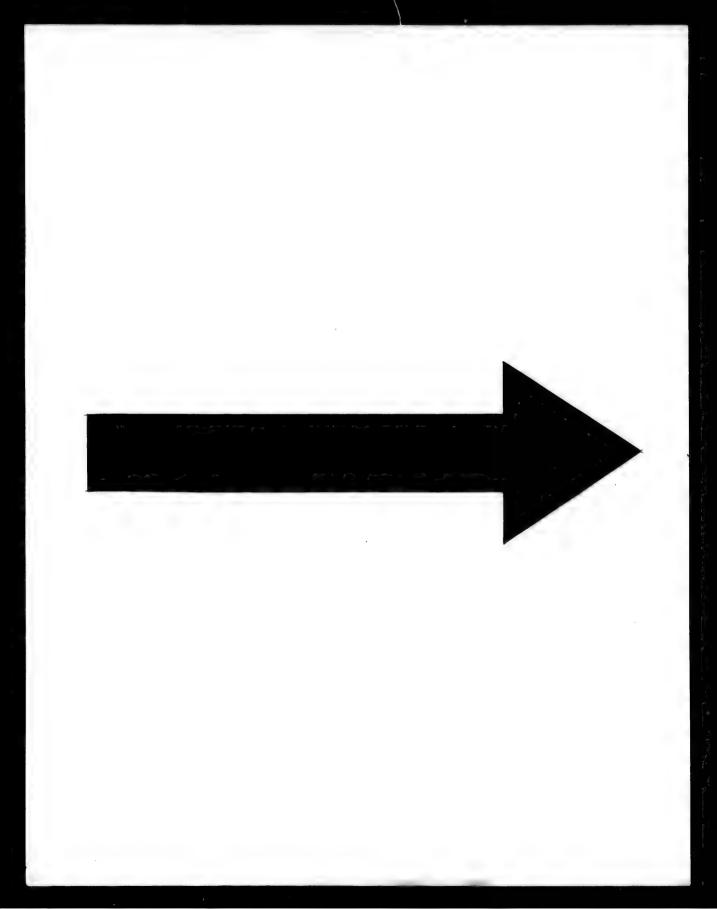


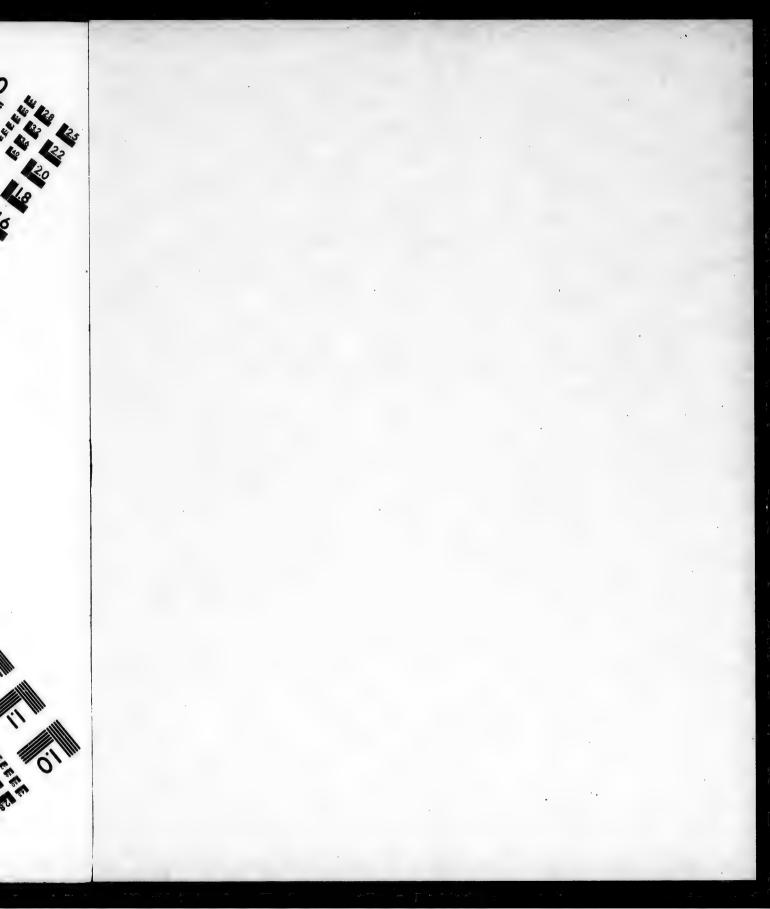
IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



Photographic Sciences Corporation

23 WEST MAIN STREET WEBSTER, N.Y. 14580 (716) 872-4503

STATE OF THE STATE



palvent limiter de la gregines, et an parir et an pari maj les limites de la province.

past leudimites de la presince.

Delcamificates hernés comprend la ville de Chienutimi, les autents des St. Jean, Maiert, Otis, Karland, Beilean, Lallemant, Brébaufg Bérigny, Dromany, Bappt, Simon, Ohieonetmi, Lathurière, lenquière, Lentigne, Kanagpari, et Plestie, les cautens de Laberre et Méay, qui renforme le village de Motrerbama de: Héberte ille, les cantons de Signay, Caron, Matabatcheuse, St., Hilaire, Dequen, Dablan, et Charlevoix, le canton de Robernel, qui renforme le village de Robertel, les cantons de Ross, Ouistchouse, Ashuapmouchena, le canton de Ross, Ouistchouse, Ashuapmouchena, Describes, Describes, Normandin, Albanel, Baront, Ragino, Enillen, Des l'Ila, Taché, Bourges, Simand, Falardeau, Troubing, Harvey, St. Germain et Labresce, c. le territoire nompranicé comprie dem ces limites. S. R. R. C., ch. 75, at lab. 14, 27 Vict., ch. 15, 39 Vict., ch. 40, 40 Vict., ch. 36, Anica, fictions of Chierman of to identifications will disputed

Compton, qui renferme le village de Waterville, les centons de Westkury, Rates, Clifton, Hereford at son augmentation, Bury Newport Auckland, Lingwick, Hampler, Ditton, Burberten et Winslew; coint de Whitton, qui renferme le villare: de Mégantie, et de coux de Marston, Chesham et Mintes & R. B. C., ob. 75, s. 1, 5.50 , 42, 42 Viet, sh. 48, - Ribert & R. S. See W. wirest to see and

Dour-Moningues Lie comtidues Dours-Monitagues cat borné. am nord parle comte d'Argentanil; au mord et au mordest. puritio denité de Turmbonne, an ind, par la rivière Ottana et le les des Bourr Montagues, et, à l'event, par le comté d'Argondouil / no compris les thes less plus rapprochées, situé on tout on ion parties vis devis discoluing in the sure many and

66 comti alini bernes cotaprond la pareine de St. Rente fermio le village de St. Eustache, les paroles elle qui reni de St. Augustin et St. Benoit, celle de Ste. Scholastique, qui ranforme de villagor de Star Scholastique, et gelies de St. Outemben et L'Annonciation du las des Deux-Mentagnes, la partie de la peroisse St. Jérôme, qui est dens la seigneurie des Boux-Montagnes, et les pareisses de St. Joseph du Lac, St. Count, St. Placide, St. Hormes et Ste. Monique. S. R. B. C. ch. 75, 4 1, 4 13; 39 Viet, ch. 38, s. 1.

Dorollester -- Le counté de Dorohaster est borné, sur borde est; panele comté de Bellechasse, au sud-est, par la ligne frontière et pareir comié de Beaucopian and-ounet, par les

11" JA

stimi les Object t Pleasi Mage d e Rober uchover. , Regine. Alandean.

territois ...oh. 75. رقي ملي عيد Sylva, fat anton do

.. contous entation. Ditton forme le m shade,

bot borné. mord-ost. Ittown at nes dian actudes!

the original

i. Bester e de Bt. agnes, la signaurie du Lec. lass Ban Dr.

pur borde in ligne par les

ad Physical Co. By

Course to Beauty of Englished, or the north stone pair decisions in

Co comté, afast borné, comprend les peroteses de St. Ansolme, St. Leidore, Ste. Ciaire, Ste. Marguerite, St. Belanard, Ste. Hénédine, St. Edouard de Franspace, St. Melachie et St. Léan de Standon, la partie du canton de Standon acquerité dens la maroisse de St. Léon de Standen, et les cans Cambourne, Water, Watford of Langevin, S. B. B. G. a. d. 5-44 : 27 Wiet., ch. 20. w. 4 : 30 Vict., ch. 30 mill : 48; 43. Viol. boke 40 Paul 1945 White, 4h. 394 H. de to be to be to the

rad. - Le comté de Drummerad compressé les canton de Durhum, Wickham et Grenthem, schul de Wendever, excepté la partie fluis l'es paroisses de Stel Brights, des Baults, Ste. Perpétue et St. Léonard, qui appartient se somit de Nivolet, et la partie dans la pareisse de Ste. Catilide de Rorton, qui appartient au comté d'Arthabunka, le canton de Simpson, amonté la partie dans la pareisse de Ste. Chatil de de Heston; qui appartient au comté d'Arthabeska; selui de Kingsey, et la partie du canton d'Upten comprise dess la paroisse de St. Rugbue de Granthum. S. R. S. C., ch. Vi., a. h. 45 9 25 Victor ch. 50, at 1 3 36 Victor chi \$1, at 1 5 41 Victor ch 36, m. 1 at 8; 42-48 Vict., ch. 46, 4-1; 46 Vict., ch. 36 2. 1. die

Carps. Le Conte de Carps oft borns, an und-caust, par les courtes de Bonaventure et Rimonski, per une fige to common part & is Fornie sax Maqueresux, on odis nord et près de l'entrée de la Baie des Chaleurs, courant de la, su nord-cuset, In distance de quarante sept milles, et de ih, au sud, soisante et neuf degres ouest, jusqu'à la renessite d'une ligne courant sud-est du Cap Chet sur le deuve St. Laurent, et un abrd, à l'est, et au suil-est, par le fieure et le golfe fit. Laurent, y compris les les de la Madelcine, l'Ile Bonsventure et os lies les plus rapprochées, situées, en tout en en partie, vis-Awis d'icelui.

Ce comté, ainsi borné, comprend les ficfs et seignements de Sta. Asma des Monts. Mont Louis, la Madelcine, la Grande Vallée des Monts, et l'Ance de l'étang, la Grande Rivière de Pahes, les cantons du Gan Chat. Tourelle, Christie, Duchesmay, Taschereau, Denoue, Cloridorme, Sydenham Nord, Sydenham Sud, Fox, Cap Rosier et la Baie de Gaspé Nord, le canton de la Bale de Gaspé Sud, qui renferme le village de Gaspé, les cantons de Fork, Douglas, Malhais, Peras, Newport, Ramoas Fortin, Baillargeon, Laforse, Larocque, Gait, Blanchet et de

Bossjon, le partie du cantos, de Romieux comprise dans la paroime de St. Norbert du Cap Chat, et le térritoire age organisé compris dans cos limites. S. B. B. C., ch. 75, s. 1, 1 35 : 29 Vict., sh. 52, s. 10, et ch. 55, a. 1.

Hochielmen Le comté d'Hochelaga est formé de la partie Bet de l'ile de Montréal, et comprend les paroisses de la Lonue Pointe, La Pointe aux Tremblés, Le Rivière des Prairies, le Sault au Récollet et Le Côte St. Paul, les villes de St. Henri, ite. Cunégonde et Maisonneuve, les villages de la Côte Visitation, La Côte St. Louis. St. Louis du Mile-Bad. Outremont, La Côte des Neiges, La Côte St. Autoine, Notre-Dame de Strass-Ouest, La Côte St. Paul, St. Gabriel, et Verdun, et les quartiers Hochelage et St. Jean Baptiste de la cité de Montreal, et les les les plus rapprochies situées vis-Lyis ces endroits, sauf celles spécialement mentionnées comme impartenant à d'autres comtés. S. R. B. C., ch. 75, s. 1, § \$.

Muntingdon -Le comté d'Huntingdon est borné, au sud, par la ligne frontière, à l'est; par les cemtés de St. Jean et Sapierville, au nord, par le comté de Chateaugusy, au nordest, par les comtés de Chateauguay, et Beauharndis, et, au nord ouest, par le fieuve St. Laurent; y compris les tles les plus rapprochées, situées, en tout ou en partie, vis-à-vis d'icelui.

Ce souté ainsi borné, comprend le cauton de Dundee, celui de Godmanchester, qui renforme une partie du village de Huntingdon, at austi la paroisse St. Anicet le canton de Elgin, pelui d'Himchinbrooke, qui renferme le reste du village de Huntingdon, les cantons de Franklin et Havelock, et le canton de Hemmingford, qui renforme le village de Hemming-

Therville.—Le comté d'Iberville est borné, au nord, par le comté de Rouville. à l'est et su sud, par le comté de Missisquoi, et, à l'ouest, par la rivière Richelieu, y compris les fles les plus rapprochées, situées, en tout ou en partie, vis-à-vis d'isolui. "

Co comté, ainsi berné, comprend la ville d'Iberville et les paroisses de St. George d'Henryville, St. Alexandre, St. Athenase, St. Grégoire, St. Bébastien et Sts. Brigide. S. R. B. C. ch. 75. s. 1. 61.

Jacques-Cartier.—Le comté de Jacques-Cartier est formé de la partie ouest de l'île de Montréal et de toute l'île Bisard: et comprend la ville de Lachine, la parotsee de Lachine,

ica dans la itoire non 75. B. K.

e la partie de La Lon-Prairies St. Honri, t In Obta nd, Outre otre-Deme Verdun, et la cité de o vis-à-vis 6 Gomme a By Ly S Si 6. an sud.

t. Joen et . su nordiley ot, au s lles les . vis-A-vis

Dundee. du village canton de du village ook, et l lemming-

rd, par le le Missinis les iles vis-à-vis

ile ot les ndre, St. 6. S. R.

st forme Bizard: Lachine.

soile de la Pointe Claire, que l'enforme le Phone de la Pount Utaire, celle de Ste. Anne du bont de l'ffe, qui renferme le village de Ste. Anne de Bellevue, celle de Ste. Geneviève, qui renferme le village de Ste. Geneviève, et les parotes St. Laurent et St. Raphaël de l'île Bizard, y compels les tles les plus rapprochées, situées, en tout ou en pastie, vis-à de d'icelui. S. B. B. C., ch. 75, a. 1, 4 4

Jeliette. Le comté de Joliette est borné, au sud-est et au nord-est, par le comté de Berthier, au nord-ouest, par les limites de la province, et, au sud-ouest, par les comtés de

Montesim et l'Assomption.

Ce comté, ainsi borbé, comprend les paroisses de St. Charles Borromée, St. Paul, St. Félix de Valois, St. Jean de Matha; St. Thomas, Ste. Blisabeth, Ste. Mélanie, Ste. Bestrice, St. Ambroise de Kildare, Bietihaureux Alphones de Rodri St. Come et Ste Emélie de l'Energie, la partie du canton de Cartier pon comprise dans la paroisse de St. Come le canton de Traoy, la ville de Joliette, et le territoire. organisé compris dans ces limites, S. R. B. C., ch. 75, L. I. \$ 17; 27-28, Vict., ch. 54; 9: 1; 32, Vict., ch. 47, 4-14-83 Viot., eb. 44, 6. 1 ; 40 Viet., eb. 37, 1, 1, 1010

Kamouriaks. To comte de Kamburiaks est berne. nord-est, par le comté de Témiscouata, au sud-ouest, par le comté de l'Islet, au nord-ouest, par le deuve St. Laurent, et at sud-est, par la ligne frontière et le comté de Témbouete. y compris i lle aux Lièvres, et les ties les plus rapprochées, rituées, en tout ou en partie, vis-à-vis d'écoluis

De comté, sinsi borné, comprend la partie de la servisse de Rotre-Dame du Portuge, qui formuit autrefois partié de la paroisse de St. André, les paroisses de St. André, St. Alex-andré et Ste. Hélène, calle de St. Louis de Kamourante, qui renferme le village de Kamouraska, les paroisses de St. Paschal, St. Denis, St. Philippe de Néri, Notre-Dame de Mont-Carmel, Notre-Dame de Lieuce de la Rivière Quelle, St. Pacôme, Ste. Anne de la Pocatière et St. Onésime, la partie da canton de Woodbridge non comprise dans la paroisse de St. Paschal, et les cantens de Parke, Bungay, Izworth, Chapais, Painchaud, Chabot et Pohenegamook. S. R. B. C., etc. 75. s. 1 45 Vict., ch. 42, a. 1.

Laprairie.—Le comté de Laprairie comprend la paroisse de Laprairie, qui renferme le village de Laprairie, les pareisses de Bt. Philippe, Bt. Jacques le Mineur, Bt. Indore et at. Conthe plus capprophens, situées, en fout ou en partie, vis-a-vi-lies plus capprophens, situées, en fout ou en partie, vis-a-vi-licelai. S. R. R. C., ch. 75. s. I. § 8.

L'Assemption.—Le compt de l'Assomption est horné, au aord-cet, par les comté de Berthier et Jolistie, su sud-cet, par le feuve St. Leurent et le Bixière Ottawa, su sud-cuest, par le comté de Terrebonne, et, au nord-cuest, par le comté de Montealma y compris les les plus rapprochées, situées, en

Montoelm, y compris les fles les plus rapprochées, situées, en tout ou en partie, vie-à-vis d'icelui.

De comté, ainsi borné, comprend la paroisse de St. Sulpice avec l'He Bouchard, la paroisse de Repentigny avec l'He à l'Aigle, l'He ad Cerfeuil, l'He au Bois Blanc, l'He Bourden, l'He Labelle, l'He St. Laurent et l'He Bourden, l'He Labelle, l'He St. Laurent et l'He Bourden, et les fiets qui dépendent de cas fles, la paroisse de l'Assomption, qui ranferme le villège de l'Assomption, et celles de St. Rock de l'Achten, l'Achten Lachensie, St. Henri de Mascouche, St. Paul J. Hermite, l'Epiphanie et Si. Lin, et la ville des Laurentides, E. B. C. ch. 76, s. 18, 11, 17-28 Vist., ch. t. 1. Vict., ob. 44, a. l.

re M G:

All le O:

d*

lay

Ire

of

de

vii

Leval -Lo comid to Leval comproud l'Isle Jacos, et le fies les plus rapprochées, situées, en tout ou en parti vis d'icelui, excepté l'Ile Bisard. S. R. B. C., ch. 75, s., I,

torig the drawn of the disconnection of the state of the

continue Briteshame, au sud-est, pan le comté de Derchester, au sud-est, pan le comté de Derchester, au sud-est, pan le comté de Derchester, au sud-est, pan le comté de l'étainière, et, en sord-enest, par le fleuve St. Leurente de le Rointe Lévis, qui renferme le village de Laurente de la Viatoire, qui renferme le village de Rienville, les purcheses de St. David. de l'Amberivière, St. Rienville, les purcheses de St. David. de l'Amberivière, St. Télesphone, St. Homald, d'Etahemin, St. Nichelas, St. Etien. na, St. Lambert, St. Joan Chrysostome of St. Hauri de Lanson on la ville de: Livia . S. R. B. C. ob. 75, s. 1. \$ 29; 37 Victorial Miller of the do ordinary of the rough was amount

Athlet: Le comté de l'Islat est borné, su nordiest, par le conté de Kameuraska, au sud-ouest, par le com té de Montmagays an sad-est, par la ligne frontière, et, an nord-est, par lu fleuve St. Laurent, y compris les les les plus rapprochéese situées, en tout ou en partie, vis-à-wis d'icelui, excepté celles qui appartiennent an comté de Montmagny.

. On comté ainsi borné, sommrend les pereiress de ils. Bech

bornd au ud-ond pan ouest, pan comté de situées en

Sulpion veo l'Ile & l'Ile Bourgie, et les submption le St. Rock St. Paul surentides & 1 ; 45

rug, at los rule, vin de a. The for I,

ort, per le lorehester, lord-quest,

property of the last of the la

est, par le e Montmaest, par lu pprochées ept4 calles

SA. Brich

det Aumets, St. Jean Pert-Fell, Philet, St. Emphie, St. Chaofiele, St. Aubert et Ste. Louise, la pareire du canton de Pournier non comprise dans la pareire de St. Ankert, et les cantons de Ashford, Beaubien, Arago, Garneau, Lafontaine, Leveurier, Casgain et Dienne. S. R. R. G. ab. 75 Reducité.

Countiere Le counté de Lothinière est borné, me nombre ouest, par le feuve de Lannout, me audeuest, par les countés de Nicoles, Arthébushe et Mégantie, au unifort, par les countés de Mégantie et Beauce, et, au nord-est, par les countés de Levis, Borchester et Beauce.

Lévis, Borendier et Beauce, et, au nord-est, par les comes.
Lévis, Borendier et Beauce,
Co-comté, ainsi borné, comprend les paroinneille St. Jean
Deschielles et Ste. Philomène le Fortlevelle, actie de StelBhinélité, qui rédérme le village de Leoleccille, actien par
reinne de St. Conir de Letbinière, St. Bécand, Ste. Geoix fit
Autéine de Tilly, St. Appolimaire, St. Becanis, St. A gaptifet,
Giles, Ste. Agathe, St. Raroisse de Beaurivage, St. Patrimale
Beaurivage et St. Bylvette. S. R. B. C., ah. 16; m. 13, 4 00;
31 Viet., ch. 20, a. L. 69 Viet., ch. 42, a. 3.

Maskinouge. - Le comté de Maskinougé est borné, un mérigé est, par le comté decla, Mantrielé, un sud-cuedt, par juminoulle Bertisloyan unit-ait, par le lime fit. Pierre, ut immentirement, par des limiteurie le gravinei, y comprie des limiteurie le gravinei, y comprie des limiteuries de la gravinei, y comprie des limiteuries est tent ou ma partie, vin-à-vin d'isolai.

prestate, attatu, en teat en un opprite, vie de di ditenti.

Ge com 6, dinisi bount, colapsend la pareise licult. Attoinis de la divide du Loup, qui conferme la ville de dischistitul les pareises de Maskinongé, St. Léon le Grandy-St. Abelliur St. Urides, St. Tentin, St. Didece et St. Atlenis, le martie du canton de Decalonnée non pompries dans decantonis de different de conton de Hunterstown, Chaplean et Masterij et le territoire non organisé compris dans ces limites. 18 R. B. C., ch. 76, a. 1, 9, 11, 48-44 Vict., 4. St. a.

d'Inverness et Nelson, celui de Somerset, qui renferme le villege de l'essisville, et les cantons de Halifax, Leads, Therson, Ireland et Coleraine. S. R. B. C., ch. 75, c. 1, 5 47; 26 Vict., ch. 7, 5. 1.

de St. Thomas da Foucault, celle de St. George de Clarenceville, qui renferme le village de Clarence-ville, celle de St. Armand Est, qui renferme le village de Frelighsburg, celle de St. Armand ouest, qui renferme le village de Philipsburg, celles de Notre Dame des Anges, St. Lynne et Et. De Contract centon de Dunkim, qui renforme les villages de Dunkim, Cowansville et Sweckburg, la partie onest du canton de Farnham, S. R. B. O., ch. 75, s. l. 5.

Montenim.—Le comté de Montenim est berné, au nord-est, par le comté de l'Assomption et Terrebenne, au sud ouest, par les comtés de l'Assomption et Terrebenne, au sud ouest, par les comtés de Terrebenne, Citaga et Rontine, et au nord, par le limite nord de la province.

Ce comté, ainsi borné, comprend les pasoisses de St. Jacques de l'Ashigan, St. Alexis, St. Esprit, St. Lignori et Ste-Jalienne, les cantons de Rawdon, Chertmy, Chilton, Luguler, et Archambault, la partis des cantons de Kilkenny et Woxford non comprise dans les paroisses de St. Hypolite, Ste-jadèle et Sta. Margnerite du Lec. Masson, qui sont dans le cemié de Terrebonne, et le territoire non organisé compris dans ées limites. S. R. B. C., ah, 75, a. 1, 4 16; 27-28 Viet, ch. 54, s. 1; 38 Viet, ch. 44, s. le 36 Viet, ch. 34, s. 1, 46; Viet, ch. 36, A. 1.

Monimagny. La comté de Montmagny est borné, au nordest, par le comté de l'Islet, au sud-est, par le ligne frontière, au sud-ouest, par le comté de Bellechasse, et, au nord-ouest, par le deuve St. Laurent, y compris la Grosse-Re, l'Ile aux Dies, l'Ile aux Grues, l'Ile Ste. Margaerite, l'Ile Patience, et les fles les pius rapprochées, situées en tout on en par is vis-à-wis d'ioelui.

Ce cemté, ainsi forné, comprend les pareisses du Cap Sa.

Iguese, St. Thomas de Montmagny, St. Pierre de la Rivière du Sud, Notre-Dame de Berthier, St. François de la Rivière du Sud et St. Paul de Montminy, les cantons de Bourdages, Patton, Talon, Rolette et Panet, la partie du canton d'Ashbarton non-comprise dans la pareisse de St. Paul de Montminy, et la ville de Montmagny, S. R. B. C., c. 75, s. 1, § 41, 22 Vict., (1858) ch. 11, s. 1; 28 Vict., ch. 2, s. 1; 39 Vict., ch. 43, s. 1; 46 Vict., ch. 87, s. 1.

Montmorency.—Le comté de Montmorency est horné, au sud-ouest, par le comté de Québec, au nord, par le parallèle du quarante-huitième degré de latitude nord, au nord-est, par le comté de Charlevoix, et au sud-est par le fleuve St. Laurrent, y compris l'Île d'Orléans, l'Île Madame, l'Île aux Beaux et les îles les plus rapprochés, situées, en tout ou en partie, vie à via d'écelai.

Panham, conton de 75, s, 1, 1

nord-estyle

KAmompde, Texrepord de la

o St. Jaco pri et Stom, Lamber; y et Worplito, Stont dens le res compris r-28 Viets, (

realiste, ord-ouest, Pile anx Pationse, on paries

u Cap St.
la Rivière
la Rivière
le Rivière
leurdages,
on d'Ashfontminy,
§ 41; 22.
Viota ch.

borne, au parallèle rd-est, par St. Laul'Ile aux out ou en

of the de The

Ob counts compressed la parciere et le village de fits. Pétronille de Beaulieu, et les parcieres de St. Pierre, Ste. Famille, St. François; fit; Jean et St. Leurent, dans l'Ile d'Oridena et les parcisses de l'Ange-Gardien, Chatesu-Riches, fits Anne, St. Jeachim, St. Féréel, St. Tite, Ste. Brigitte de Laval et St Adelphe, le canton Canchon, et le territoire non organisé tempris dans ces limites, sur la rive nord du ficure St. Leurent St. R. B. C., ch. 75, p. 1, 9 28; 43-45 Vict., c. 47, a. h.

Montreal Centre.—Le division Contre de la oité de Monréal comprend les quartiers Ste. Anne Ouest, Centre et Het S. R. B. C., ch. 75, s. 1, § 11; 48 Vict., ch. 5, s. 1.

Montreal-Est. La division Est de la cité de Montréal comprend les quarties St. Louis, St. Jacques et Ste. Marie, S. R. B. C., sh. 75, s. 1; 1,11

Montreal-Quest. La division Quest de la cité de Montréal comprend les quartiers St. Antoine et St. Laurent, y compris le "Park Mont-Royal." & R. B. U., ch. 75, a. 1, § 11; 48 Viot, ch. 5, s. 1, s. 1, s. 1;

Rapierville. Le comté de Napierville comprend la parcisse de St. Patrice de Sherrington, celle de St. Cypries, qui renferme le village de Napierville celles de St. Bilouard et St. Michel Archange, et celle de St. Rémi qui renferme le village de St. Rémi. S. B. G. ch; 75, a.1, 5 66; 22 Viet., ch, 46, a.1.

Bioclet.—Le comté de Nipolet est berné, au nord-cet, par le comté de Lothinière, au sud-cet, par les comtés de Arthébésite et Drummond, au sud-ouest, par les comtés de Drummond et et Yamaska, et, su nord-cuest, par le fleuve St. Laurent

Co comté, ainti borné, comprend les parcisses de Sterbophie de Levrard, St. Pierre les Becquets, Centilly, Bécausour et Ste. Angèle de Laval, celle de St. Grégoire, qui renferme le village de Lardehelle, celle de St. Jean-Baptiste de Nicolet, Ste. Mouique, St. Célestin, Ste. Certrude et Sta. Marie de Blandford, la partie de la paroisse de St. Louis, au nord-ouest de la ligne entre les lots Nos. 18 et 19 dans le raing A, et dans les range 5, 6, 7, 8 et 9 du canton de Blandford, les paroisses de St. Wenceslas, Ste. Perpétue, Ste. Brigitte des Saults, St. Léonard, Ste. Eulalie et St. Samuel, et la ville de Nicolet. S. R. B. C., ch, 75, s. 1, § 24; 25 Vict., ch. 50, s. 1; 41 Vict., ch. 26, ss. 1, 2, 4 et 8; 46 Vict., ch. 38 a. 1.

Ottown Lo comts d'Ottown, out borne, & l'est, pur les

somités d'Argéntamil: ot/Tetropouss, au mord-antépus de souj de Monitalin, à Monost, par le sounté de Pontine, etjant et

par la Rivitra i Ottowa, y compris les lles appartement à le province de Québéo, situées vis-à-vis d'icclui.

Co leomid, ainis borns, semprind la cité de Huit, la parèles de Motre-Duise de Bonscebuss, qui conferme le vil-age du Montébello, celles de Ster Angélique et dt. Apuré fiveling to continue to Lectinean, and renformed to village Dhumo, l'angmentation de Locheber, le canton de Buskingl'empleton, qui renforme la millage de la Peinte, à-Gatingan. l'augmentation de Templeton, le canton de Hull, qui ren-ferme le village d'Aylmet, les cautons de Bardly, Manham, Walkeheld, Portland, Derry, Mulgrave, Ripon, Denholm, Low Aylwin, Hineks, Bowman, Villeneuve, Lathbury, Hartwel, Fuffolk, Poncounty, Anthoret, Addington, Procton, Bidwell, Wells, Bigelow, Wright; Northfield, Bisks, McGill, Labelto, Clyds, Dadley, Bouchette, Cameron, Washesse, Foly, Maniouaki, Kensington, Egan, Aumond, Bouthfiller, Kismica, Loranger, Maschand, Siesate, Lytten, Benkateng, dia Mi-nerve, Monneau, Lymah, Lorage, Campbell et Robertson, et la tarritoire une organisé compris dans essignites. S. E. B. B. Montal Archived et entre de St. Reuli and Lodouth JE

mithin. Le courte de Pontino del Jorné, le 4 est, par le combé d'Ottawa, au sud et au sud-ouest, par la Rivière Ottawa, w l'escat, par le les Démissauingne et par une ligne-tradie mai bron, stimili at & upenio aslacio en enciroque attraquellab. de la progince, du cont, par la limite nord de de province, et, en nord-est, put le conté de Monteelm, y cempris les fies de Guard-Calumet, des Allumettes et des Potites Allumettes et les autres files appartenent à la prevince de Quélics, nimés cour es me, August de l'avait, celle ile me illuficial sirifeair

Co.comts alos beres seemprend the anaton d'Occlow, gut renferme de rillege de Quyen, le conton de Bristol, celui de Clerendas, qui renferme le village de Shawwille, le penten de Litchfold, qui renferme les villages de Bryson et de Portage la Fort, les canton de Thorne, Aldfield, Manefield, Waltham, Chichesten Sheen, Beher, Malakoff, Aberdeen, Aberford, Cawood, Leslie, Alleyn, Clapham, Huddersfield, Dorion, Church, Pontefrect, Bryson, Duhamet et Guigues, et le tarritoire non organisé compris dans ces timites. S. R.B. C., ch.: 66, a. 1 § 2.

Perinent -- Le comté de Portneuf est horo é leu semistrit.

260

de constitution of the con

MO'CH

Enti, la mode villat. Applicaillage de Packingantion de Gatingan qui sonlianham, ilm, Low Hartwof, Bidwell, Labelte,

Kittales Kittales Signali-Strange Signalia Signalia Signalia

r to count of Ottawn, in make Armi nite porch ringe, at, maker of moster of

how get colui de apten de Pertago Malthama Dorion, t la tar-

manifest;

par le comté de Québes, au end-cet, par le Souveille Lement, et. au sud-énest et au nord-ouact, par le comté de Champlein.

Co conté, ainsi borné, comprend les paroisses de Grondines, St. Casimir, St. Ubalde, Notre-Dame des Anges de Montauban Deschambault, St. Alban, Pertneuf, St. Badle, St. Raymond, Cap Santé, Ecureuile, Pointe aux Trembles, St. Raymond, Cap Santé, Ecureuile, Pointe aux Trembles, St. Leanne, de Nouville, St. Augustin et Ste. Catherine, le partie non gomprise dans les paroisses des cantons de Montauban et Chavigny, les cantons de Colbert, Alton, Beis, Lasalle et Parkman, la seigneurie de Perthuis, et le territoire non organisé compris dans ces limités. S. R. B. C. ch. 75, s. 1, 1 26; 31 Viet., ch. 35, s. 3. 36 Viet., ch. 37 Viet., ch. 17; 39 Viet., ch. 46; 42 Viet., ch. 35, s. 1.

Quebes.—Le comté de Québes est boros, an sud-ouest, per les comtés de Portueuf et Champlain, au sud-out, par le feure St. Leurent, les trois divisions de la cité de Québes et le comté de Montmorency, en nord-out, par le comté de Montmorence, et, au nord, par le comté de Chicoutimi.

Og comté, sinsi borné, comprend les paroisses de St. Mila du Cap Rouge, Ste. Foyn, St. Colomban de Sillery, Ancienne Lorette, St. Ambroise, Charlesbourg, Beauport, St. Dunntand du les Beauport, St. Gabriel de Valenttier et St. Edmond, le sel Hubert, et le territaire non organisé compris dans see limites. S. B. B. C., ch. 75, s. 1, 527; 31 Vict., ch. 39, s. 1, \$5 Vict., ch. 36.

prend leaguartiere de Palais, St. Louis, et St. Jose, le partie de quiriere de Palais, St. Louis, et St. Jose, le partie de quintiere Montrolles situés en nord du contre de la rule Artislàrie ce de son prolongement parallèle à le Grande Attalfinqu'aux limites de la cité, et la partie de la basilière qui se trouve entre le prolongement de cette ligne jusqu'à la limité and-quest de la basiliene et le atme du cap. S. R. B. Cogshi 75,

Quebec Mit. In division But de la cité de Québec comprend les quartiers St. Boch et Jacques-Cattles, et la partie de la bankeue am nord d'une ligne protengée vérs le sud-éneté depuis l'extrémité sud du quartier Jacques-Cartler, le leng de la cime du cap, jusqu'à la limite sud-ouest de la bankièue, qui contient la municipalité de la paroisse de St. Sauveur de Québec, les paroisses de Notre-Dame des Anges et Notre-Dame du Saoré-Cœur et la municipalité de St. Boch Nord. S. R. B. C., ch. 75, s. l. § 31: 25 Vict., ch. 41, at 2; 34 Vict., ch. 21, s. 34.

Barring ris-a-ris d'iostait

Richeller.—Le somté de Richelleu est horne, au nord-ost par le cointé d'Yannaka, au sud-ost, par les cointés de Ragoi et St. Hyacinthe, au sud-ouest, par les cointés de Verchères et St. Hyacinthe, et, au nurd-ouest, par le cointé de Verchères et le fouve St. Laurent, ou suivant, dépuis les finifiées de la partisie de Ste. Geneviève de Borthier, le chéant des barques, au sud de l'Ile St. Ignace, l'Ile Madame, l'Ile Ronde, l'Ile à l'Onn, et les Iles au Sable, jusqu'au lac St. Pierre et aux Himites nord-ouest du ceinté de Machinongé, y compris les èles les plus rapprochées, situées, en tout en partie, vis-à-vis d'Iselui, qui n'appartienzent pas au cointé de Bortmer.

Co conté, amei borné, comprend les villes de Borel et St. Cure; les parciauts de St. Joseph et St. Pierre de Sorel, la parciaut de Ste. Anne de Sorel, qui renforme l'Ile de Gyare, l'Ile aux Corbeaux, l'Ile à la Pierre, l'Ile du Moine; l'Ilv des Banques l'Ile sux Baisins et les patites flus ét hettages comprises dant l'étendue que forment oct isles et quest celles situées au sud d'icelles, et les paroisses de Ste. Victoire; St. Bobert, St. Aimé, St. Marcel; St. Ours, St. Roch et St. Louis, S. R. B. O., ch. 75, a. 1. 5 18 39 Vict., d. 37, at. 3 et 4 4 45 Victoire, St. Nature et les paroisses de Ste. Victoire St. Louis, S. R. B. O., ch. 75, a. 1. 5 18 39 Vict., d. 37, at. 3 et 4 4 45 Victoire, St. Nature et la paroisse de Ste. Victoire et la paroisse de Ste.

Richmond.—Le comté de Richmond comprend la ville de Richmond, le canton de Melbourne, qui renferme le village de Melbourne, le canton de Brompton, céluilde Shiptes, qui renferme le village de Danville, les cantons de Cleveland et St. George de Windsor, celui de Windsor, qui renferme le village de Windsor Mills, et le canton de Stoke. S. R. B. C. ch. 73, s. 1, 43.

Rimousti.—Le comté de Rimouski est borné, au nord-est, par le comté de Gaspé, au sud-ouest, par le comté de Témis-couste, au sud-ouest, par le comté de Bonaventure et la ligne frontière, et, au nord-ouest, par le fieuve St. Laurent, y compris les îles les plus rapprochées, situées, en tout eu épartie, vis-à-vis d'icelui.

partir de tue Artilaudo-Allée ivus hitude suost de le lest de la aurent. B.

a nord-est
de Baget
Yerehtre
de Ver
les Miffes
cheas' des
lame, 1º He
'au lac St
kinonge, y
bout ou bu
t counté de

Sorie of St. 10 of St. Lives of St. 10 of St. 14 of St.

ville de le village ipeca, qui veland et aforme le R. B. C.

nord est, de Témisla ligne aurent, y de Minebuski, et les paroisses de St. Bimon, St. Mathieu, St. Tabien, Ste. Dielle du Bie, St. Valérien, Notre-Dame de Sauré-Cour, St. Germain de Rimonski, Ste. Blandine, Ste. Anne de la Pointe au Père, St. Donat, St. Anaelet et Ste. Luce, le paroisses de Ste. Flavie, qui renferme le village de Mont-Joli, les paroisses de St. Joseph de Lapage, Ste. Angèle de Mériei, St. Gabriel, St. Molse, St. Octave de Métie, Notre-Dame de l'Assomption de MacNider, St. Damase, St. Ulrie, St. Jérôme de Matane et Ste. Pélivité, les seigneuries du hie Métie et de Matane et Ste. Pélivité, les seigneuries du hie Métie et de Matane, St. Denis, Tessier et Cherbourg, la partie du cantons de Duquesne, Macpèe, Neigette, Francische du canton de Remieux non comprise dans le paroisse des cantons de Remieux non comprise dans le paroisse de St. Norbert du Cap Chet, qui est dans le comté de Gaspé, les cantons de Dalihaira, Rienceurt, Bédard, Chénien, Guinnt, Flyan, Hamqui, Lepage, Cesupecull, Matalik, Awantjish et Memtays, et le territoire non organisé compris dans com limites. S. R. B. C., ch. 75, s. 1, § 37; 39, Vict., ch. 53, 41, 50, et ch. 55, s. 1.

Renville.—Le comté de Renville est borné, au nord-est et au nord, par les comtés de St. Hyacinthe et Bagot, à l'est, par les comtés de Shefford et Brome, au sud-cat et au sud-ouest, par les comtés de Missisquoi et Iberville, et, à l'onest, par le rivière Richelieu, y compris les îles les plus rapprochées, situées, en tout ou en partie, vis-à-vis d'icelui.

Ce comté, ainsi borné, comprend la paroisse de St. Mathias, celle de Ste. Marie de Monnoir, qui renferme le zillage de Marieville, celle de Ste. Angèle, St. Hilaire et St. Jean Bartiste, la paroisse de St. Césaire, qui renferme le village de St. Césaire, celle de l'Ange-Gardien, qui renferme le zillage de Canrobert, celle de St. Paul d'Abbotsford et celle de Notre-Dame de Bonsecours, qui renferme le village de Richellen, S. R. R. C., ch. 75, s. 1, 5 58; 27-28 Vict., ch. 54, s. 1; 48 Vict., ch. 37, s. 1.

sud-est, par le golfe et le fieuve St. Laurent, au sud et au sud-est, par le golfe et le fieuve St. Laurent, au sud, par le parallèle du quarante-huitième degré de latitude nord, jusqu'au comté de Chicoutimi, au nord-ouest et à l'ouest, par le comté de Chicoutimi, et, au nord et au nord-est, par les limites de la province, y compris l'île et les îlets de Mingan, l'Île d'Anticosti, et les îles plus rapprochées, situées, en sout ou en partie, vis-à-vis d'Icelui.

Ca conté, ainsi herné, comprend les cantons de Saguenay, Segard, Dumas, Tadousac, Albert, Bergeronnes, Escoumains et Iberville, la seigneurie de Mille Vaches ou Portneuf, les cantons de Laval, De La Tour, Betsiamites, Manicouagan, Lafièche, De Monts, Le Neuf, Arnaud, Letellier et Moisic, la paroisse de St. Pierre de la Pointe aux Esquimaux et tous autre territoire compris dans ces limites. S. R. B. C., ch. 75, s. 1, \$33, 25 Vint., ch. 8, 36 Viet., ch. 30.

Chafford.—Le comté de Shefford comprend le canton de Milton, qui renforme une partie du village de Ste. Pudantionne, le canton de Rexton, qui renforme le village de Roxton Falls et l'autre partie du village de Ste. Pudentionne, le canton de Bly, celui de Granby, qui renforme le village de Granby, celui de Shefford, qui renforme le village de Vesterles et le santen de Stukely. S. B. B. C., ch. 75, c. 1, § 43.

Soulanges.—Le comté de Soulanges comprend la parcisse de St. Joseph des Cêdres, qui renférme le village de Soulanges, les parcisses de St. Ignace du Cotean du Luc et St. Clot, celle de St. Sotique, qui renferme le village du Cotean Landing, celleu de St. Polycarpe et St. Télesphore, et la partie de la parcisse de St. Lasare, qui formait autrefoir partie de la parcisse de St. Joseph des Cèdres. S. B. B. C., ch. 75, a. 1.

Stanstead.—Le comté de Stanstead comprend le cauten de Stanstead, qui renferme les villages de Rock-Island, Stanstead Plain et Beche Plain, le canton de Barnston, qui renferme la ville de Coatloods, le canton de Hattey, et celui de Barford, qui renferme le village de Dixville et la canton de Magog. S. B. B. C., ch. 75, c. 1, 51.

St Hyacin the—Le comté de St. Hyacinthe est borné, au norde est, par les comtés de Richelieu et Bagot, à l'est, par le comté de Bagot, su sud et au sud-ouest, par le comté de Rouville, et, à l'ouest, par le rivière Richelieu et par le comté de Richelieu, y compris les tles les plus rapprochées, situées, en tout ou en partie, vis-à-vis d'icelui.

M

No

pa

60

R

de

et

Os comté, ainsi borné, comprend la cité de St. Hyacinthe, et les parcisses de St. Hyacinthe le Confesseur, Notre-Dame de St. Hyacinthe, St. Damisei, La Présentation, St. Barnabe, onumaine mous, les COULERAD. Moisia, la ax et tous D., ob. 75,

京学 流

canton de Pudantilege de lentionne village da de Water 1. 1 43a In cité d i sonforme , 1 100 g 35

a parolese ou lunges. Clot, cells Landing. artie de la to do la 170. W. A.

canton de sud, Stan-, qui rent celui da canton do

6. na nordr le comté Rouville. de Riches. on tout

ysointhe, Burnate, St. Jude, St. Charles, St. Dents of Ste. Marie Madelaine. S. P. B. C., ch. 76, s. 1, 506; 42-48 Vict., ch. 44, s. 1; 44-45 riot. ch. 38, s. 1 , 48 Viet., oh. 37, s. 1.

St. Jean.—Le comté de St. Jean comprend la ville de St. Joan et les paroisses de St. Lue, Ste. Marguerite de Blair-findie, St. Jean, St. Valentin, et Lacolle, y compris les fles dans la rivière Richelieu les plus rapprochées, situées, en tout on en partie, vis-à-vis d'icelui. E. B. B. C., ch. 75, a. 1, 4 69; 43-44 Vict., ch. 85, s. 1.

Manrico,....Le comté de St. Manrice est borné, au nordest, par la cité des Trois-Rivières. la rivière St. Maurice et le comté de Champiain, au sud-set, par le ficure St. Laurent, au sud-ouest, par le conté de Maskinengé, et, au nord-ouest, par les limites de la province.

Co somté, ajust borné, comprend la partie de la pareissa des Trois-Rigières qui contient le Fief St. Maurice, les pareis-ses de la Pointe du Lee, Yamachiebe, St. Sévère, St. Barnabé, St. Btienne, St. Blie, St. Honiface et St. Mathieu les cantone Belleau at Desaulnians, et le territoire non ornaniss compris dans see limitee 8. B. B. C. ch. 15, s. 11 \$ 234 M Viot., oh. 9, s. 2; 39 Viot., sh, 41.

onate. Le comté de Timisconata est homé, an morde et, par le comté de Rimonski, au sud-ouset, par le comté de Kamouraska et la ligne frontière, au sud et à l'esti par la

ligne frontière, et au nord-onest, par le deuve St. Leurent, y compris l'Ile Verte et les lies les plus rapprochées, situées, en tout ou en partie, vis-à-vis d'ichlui.

Ce comté, sinsi borné, comprand la ville de Franceville, les paroisses de Trois-Pistoles, Ste. Françoise, St. Joan de Dieu, La Décollation de St. Jean-Baptiste de l'Île Verte, St. Eloi. St. Paul de la Croix et St. Clément, celle de St. George de Cacouna, qui renferme le village de Cacouna, les paroisses de St. Arsène, St. Ephiphane. St. François-Xasier, St. Modeste, St. Patrice de la Rivière du Loup, St. Autonin, St. Honoré, St. Louis du Ha! Ha!, Notre-Dame du Lac Temiscouata et Ste. Rose du Dégelé, la partie de la paroisse de Notre-Dame du Portage, qui formait autrefois partie de la paroisse St. Patrice de la Rivière du Loup, la partie non comprise dans les paroisses des cantons de Whitwerth, Raudot, Demers, Hocquart, Cabane et Armand, les cantons de Robitaille, Packington, Robinson, Botsford et Esteeure, et le territoire non organisé comprès dans ces limités. ... fl. R. B. O., ch. 75, s. 1, § 39.

Terrehenne. La comté de Terrehonne est borné, su sud-cet, par le bras nord de la tivière Ottawa, au mord-est, par les comtés de l'Assomption et Montcalm, au sud-ouest et au sud, par les comtés des Deux-Montagnes et Argenteuil, et, à l'ouest, par le comté d'Ottawa, y compris les îles les plus rapprochées, situées, en tout ou en partie, vis-à-vis d'lociul.

Ce comté, ainsi borné, comprend la ville de Terrebonne, la paroisse de Terrebonne, celle de Sta. Thérèse de Blainville, eni renferme le village de Ste. Thérèse, les paroisses de Ste. Anne des Plaines et St. Janvier de Blainville, celle de St. Jérôme, moins la partie scentenue dans les comtés des Deux-Montagues et Argenteuil, mais qui renferme le ville de St. Jérôme, la paroisse de Ste. Sophie de Lacorne, qui renferme le village de New-Glasgow, les paroisses de St. Hypotite, St. Sauveur, Ste. Adèle, Ste. Marguerite du Lac Masson et Ste. Agathe des Monts, la partie du canton de Doncaster non comprise dans la paroisse de Ste. Agathe des Monts, et les cantons de Welfe, Salaberry et Grandison. S. R. B. C., ch. 75, s. 1, 14; 27-28 Viet., ch. 34, s. 1; 36 Viet., ch. 34, s. 1; 39 Viet., ch. 36, s. 1; 45 Viet., ch. 36, s. 1; 44-45 Viet., ch. 36, s. 1; 45 Viet., ch. 36, s. 1;

Trois-Rivières.—La cité des Trois-Rivières comprend la municipalité de cette cité, et la parcisse des Trois-Rivières, moiar le fier St. Maurice. S. R. B. C., ch. 75, s. 1, § 26; 28 Vict., ch. 9, s. 2.

Vaudreuil.—Le comté de Vaudreuil comprend la paroisse de Ste. Jeanne de l'Isle Perrot, la paroisse de St. Michel de Vandreuil, qui renferme les villages de Vaudreuil et Como, celle de St. Lassre, moins la partie qui formait autrefois partie de la paroisse de St. Joseph des Cèdres et qui appartient au comté de Soulanges, la paroisse de Ste. Madeleine de Rigaud, qui renferme les villages de Rigaud et Pointe Fortune, et les paroisses de Ste. Marthe, Très-Saint Rédempteur et Ste. Justine de Newton. S. R. B. C., ch. 75, s. 1, § 6.

Vercheres.—Le comté de Verchères est borné, au nord-est, par le comté de Richelieu, au nord-ouest, par le fieuve St. Laurent, à l'est, par le rivière Richelieu, et, au sud-ouest, par le comté de Chambly, y compris les ties les plus rapprochées, situées, en tout ou en partie, vis-à-vis d'icelui.

Ce comté, ainsi borné, comprend la paroisse de Varennes, qui renforme le village de Varennes, et aussi l'Île Ste. Thérèse et les autres tles dépendant de la seigneurie de Steau audverte est, par les t et su sud touil. et .. à es les plus is d'icelui. rebonne. la Blainville, ses do Sto. elle de St. des Deuxrille de St i renferme ypolite, St. son ot Sta caster mon onts, ot les B. C., ch. h. 84. 4. 17 4-45 Viet.

6.48. 01 STORY mprend la is Rivières, 1, 5 25; 20

paroisse de Michel de l et Como. t autrefois qui appar-adoleine de et Pointe t Redemp-8, 8, 1, 9 6, u nord-esti fleuve St. sud-ouest. us rap prolui-selen en en en en en

Varennes, . l'Ile Ste. rie de Ste. B. U., 1841. 1

Thérèse, moins l'Ile à l'Aigle, l'Ile au Cerfeuil et l'Ile au Bois Blanc, avec les flets qui en dépendent, la paroisse de Verchères, qui renferme l'Ile Beauregard, et les paroisses de Controccur, Bolcoil, St. Marc, St. Autoine, Ste. Théodosie et Ste. Julie. S. R. B. C., oh. 75, s. 1, § 10; 28 Vict., ch. 10, at 1; 45 Vict., ch. 46, at 1. de grader als often to manager

Wolfe.—Le comté de Wolfe comprend les cautons de Wolfestown, Ham, Ham Sud, Wotton, Garthby, Stratford, Weedlow et Dudswell. S. R. B. C., ch. 75, s. 1, 49.

Yamaska. - Lo comté d'Yamaska est borné, au nord-est, par le comté de Nicolet, au nord-ouest, par le lac St. Pierre et la Baie de Lavallière, au sud-ouest, par les comtés de Richelieu et Bagot, et, au sud-est, par les comtés de Bagot et Drummond.

Co somté, sinsi borné, comprend l'établissement des Abénakis, la paroisie de St. Michel d'Yamaska, qui renferme le village de St. Michel, et les paroisses de St. David de Guir St. Gaillaume d'Upton, St. François du Lac, St. Pie de Guir, St. Bonaventure d'Upton, St. Thomas de Pierreville, St. Biphère, St. Antoine de la Baie du Febrre et St. Zéphirin de Courval, S. R. B. C., ch. 75, s. 1. 4.19; 36 Viota ch. 37, s. 1.

- 6. Ces districte électoraux comprendent toute place située dans leurs limites respectives, quoique non expressément mentionnée dans l'énumération des localités y contenues: S. R. B. C., ch. 75, 5:42. Day of A moderate . M. 46.3
- 7. La partie d'une rivière dont les deux rivages se trouvent dans undistrict électoral, est comprise en icelui. S. R. B. C., ch. 75, s. 8, § 1.
- 8. Les limites de tout district électoral, borné par une rivière, s'étendent jusqu'au milieu de telle rivière. B. R. B. C., ch. 75, s. 3, § 2; C. M., art. 19, § 1.
- 9. [La proximité d'une isle ou d'un islet d'un district électoral se mesure par la distance relative entre l'un que l'autre bord de l'isle ou de l'islet avec le rivage du district électoral opposé].

SECTION TROISIEME.

DES DIVISIONS POUR LE CONSEIL LEGISLATIF.

10. Les vinguages divisions pour le Conseil Législatif sont nommées et composées comme suit :

DES DIVISIONS POUR LE CONSEIL LÉGISLATIS.

Adma.—Les paroleses de la League Pointe, de la Pointe aux-Trémbies, de la Rivière des Prairies et du Sault-anx-Béboliete, la ville de Maisonneuve, le village de la Côte Visitation, la partie du village de la Côte Ét. Leuis et du quartier Ét. Jean-Raptiste de la cité de Montréal, qui se trouve à l'est de la cue ét. Penis et de son prolongement, et le quartier Hochelega de la cité de Montréal, dans le comté d'Hochelega, les quartiers Sts. Marie et St. Jacques, dans la division est de la cité de Montréal, la partie du quartier est qui se trouve à l'est des rues Bonascours et Victor, dans la division centre de la cité de Montréal, et le comté de Laval.

Bedford.—Les comtés de Missisquoi, Brome et Shefford.

De la Burandaye. Liei paroisses de la liei ja la liever de la les comté de l'Ellet les comtés de Beaubien, Anage les leversier, dans le comté de l'Ellet les comtés de Montanagny le Bellechasse, et les quaroisses de St. Focephide la Pointe Lévis, St. Henri de Lauson, Notre-Dame de la Victoire, St. David de l'Auberrisière et Et. Télesphoré, y compire la ville de Lévis et les villages de Lauson et Benrille, dans le comté de Bévis.

De Lanaudiera. Le somté de Maskinongé, moine la ville de Louiseville, et les paroisses de la Rivière du Lonp, St. Léan le Grand, St. Paulin et [St. Alaxis], le semté de Berthier, et le comté de Joliette, moins les paroisses de St. Paul, St. Ambroise de Kildare, Rienheureux Alphonse de Rodriguez et [St. Come].

De la Valliere.—Les comtés de Nicolet et Yamaska, et la partie du canton d'Upton, comprise dans la paroisse de St. Eugène de Grantham et les cantons de Grantham at Werddover, moins la partie du canton de Wendover comprise dans les paroisses de Ste. Brigitte des Saults, Ste. Perpetue, St. Informed et Sie. Ciothirde de Herton, dans le comté de Drummend.

De Lorimfer.—Les comtés de St. Jean et Napierville, la paroisse de Ste. Clothilde et la partie des paroisses de St. Jean Chrysostôme et St. Antoine Abbé, qui se trouvent dans le comté de Chatcauguay, et les cantons de Hemmingford et Havelock, dans le comté de Huntingden.

De Salaherry.—Les paroisses de St. Josehim de Chateauguay, Ste. Philomène, Ste. Martine, St. Urbain premier, Ste. Malachie d'Onnetown, et [Très ficint Recomment,] dans de

ting barmens submuguers to commence tone

a Pointe ault-anza la Cota ile ot : dus l. quisso ement at le comité

新罗马木

s, dans .la artier est r. dans la e Laval.

efford.

reneatefit. vier dans l'hechasse. St. Henri le di Anbert Vis ot los Evite That

la ville de St. Léan orthion, at. Paul, St. drigues ot

eks, et la se de St. orise dana petue, St. de Drum-

rville, la ses de St. vent dans ngford et

Chateaumier, Ste. -dame de

.mod lens

comté de Chateauguey, les centeus de Dundee, Godman-chester, Elgin, Hinchinbrooke et Franklin, dans le comté de Huntingdon, et le comté de Beauharnois.

Colfe.—Les comtés de Gaspé, Bouaventure et Rimouski.

Grandville.—Les comtés de Témiscounts et Kamouvache, et les paroisses de St. Roch des Aulnets, St. Juan Port-Joli, Ste. Louise et St. Aubert, la partie du canton de Fournier noncomprise dans la paroisse de St. Aubert, et les captures d'Ashford, Lafontaine, Dionne, Garneau et Casgrain, dans le comts de l'Islat. Le pier et es mai balle en l'ann de la les

. Inkermen. Les comtés d'Argentouil, Ottawn of Pontice Konnelson Laudomiter die Liethinkas Midantie et Arthis Soret. -- Les courses de Heat of Later de Roman et des parather

* La Ballo - Le courte de Cacboci motar les marches de Beauport, Charlesbourg, St. Dunstan du Ric Beauport et St. Rdmead, le comté de Portpeul, et le partie des désistens centre di exect de la città de Québec, qui se trouve dans la

Laumon, Las parcisses do St. Bombald d'Etchinibal St. Jean Ghrysostôme, St. Lambert, Ste Etienne et St. Nicolas. dans les comtés de Léries et les comtés de Domhester et Beauce. Ship to dividing Est we to alle de Minas that.

Les Rementides. Les comiés de Segueney, Chicoutini. Charlevoix et Montmorency, et les parbisses de Beauporte Charlesbourg, St. Dunstea die Lee: Beauport, et St. Edinoad dans le comité de Québecens en la estraria the statement of

Mille Islas .-- Low sum the des Ferrebonne of due Düng! Both. U. etc. i. etc. ast A. Montagnes,

Montarville.—Les comtés de Verchères, Chambly et

Repentigny.-Les parcisses de St. Paul, St. Ambroise de Kildare, Bienheureux Alphonse de Rodrigues, et [St. Côme,] dans le comté de Jollette, et les comtés de L'assomption et Montcalm.

Rigaud.—La paroisse de la Côte St. Paul. les villes de St. Henri et Ste. Cunégonde, les villages de St. Louis du Mile End, Outrement, la Côte des Neiges, la Côte St. Antoine, Notre-Dame de Grâces Ouest, la Côte St. Paul, St. Gabriel et Verdun, et la partie du quartier St. Jean-Baptiste de la cité de Mentréal et de village de la Côte St. Louis qui se la communité de la cité de la Côte St. Louis qui se la communité de la

Bingh the -thei-the Arthabethaville.

trouve & l'ouest de la res St. Denis et de son prolongement, dans le comté d'Hochèlaga, et les comtés de Jacques-Cartier, Vaudreuil et Soulanges.

Rougement.—La cité de St. Hyacinthe et les paroleses de St. Hyacinthe le Confesseur, Notre-Dame de St. Hyacinthe, St. Damase, St. Charles et Ste. Marie Madeleine, dans le comté de St. Hyacinthe, et les comtés de Rouville et Iber-VILLOUINED, 6485 gift introduced gift take in the tay of ord

Shawinigan.—Les comtes de Champlain et St. Maurice, la cité des Trois-Rivières et la ville de Louiseville, et les pareisses de la Rivière du Loup, Ets Léon le Castel, St. Panlin et [St. Alexie,] dens le loomté de Maskinonghane.

Non

· · F

celm

-CI

H

THE C

de B

et les

Moni

Aylm

Portr

de Be

Ohof-

.BL

-Ch

Ri main

lieu.-

stead 28 et

wist right

Ot

Qu

Berel Les comtés de Richelieu et Bagot, et les parolines de St. Depis, la Présentation, St. Barnahé et St. Jades dans leroemid de St. Hypointhe worth it in provide itself it a stract

Atadhbens -- Les divisions But; Centre et Ouest de la cité de Québec, moins de partie des deux demiéres divisions qui se trouve dans la banlioue de Québec. . . . ossessed de oracidant

Victoria .- Los divisions Contro et Ouest de la esté de Montroll, moins la partie du quartier Est, qui es trouve à Fest des rues Bonssessurs et Vieton, et le quartier St. Louis dans la division Est de la cité de Montréal.

Wellington Les cantons de Burham, Wickham Simpson et: Eingsey, moins la partie du canton de Simpson comprise dans il paroisse de Ste. Clethilde de Horton, dans le comté de Drummond, le comté de Richmond, la cité de Cherbrooke et les comtés de Wolfe, Compton et Stanstead.

5. R. C., ch. 1, cédule A. de Verchiere Chumbly of

ob octordary reception QUATRIEME.

There of the breeze of house do P of Lacer, of M. Comont 39 Heisten DES DISTRICTS JUDICIAIRES 1902 AL 2015

11. Les vingt districts judiciaires de la province sent nommés et composés comme suit 4 mill 7 , 34 8 35 45 45

DES DISTRICTS JUDICIAIRES DE LA PROVINCE.

Arthabanks, Le comté d'Arthabaska, moins la moitié and-est des lots numéros 25, 26, 27, 28 et 20 du ensième range du canton de Tingwick, et les comtés de Drummond et Mégantio-Chef.-lieu.-Arthabaskaville.

Bonnes-Les comiés de Beauce et Dorchester - Chaf-Hen. -St. Joseph de la Beause. All Valle la Mile light

Beanharnois .- Los comtés de Beanharnois, Chateanguay et Huntingdon. - Chef-lies, - Beankarnois.

Bedford +Les comtés de Breme, Missisquoi et Shefford. -Uhef-lieu -- Specifeburg. 17 300 121 4 B. A.

Chicontimi. Le comté de Chicontimi. Chef lion. Chicois Minds at the comment of the property of the state of the

Gaspo, Le comté de Gaspé. Chef-lion Perel. maventure. Lo comté de Bonaventure. Chef-lieu-Man Carliele. The interior of a great of an attribute to the state of the land

Phorville.-Les comtés de Iberville, Napierville et St. Jean - Ohef-lien - St. Jours Agint the art and and the great he

Jelistie.—Les comtés de Joliette, L'Assomption et Mont-Stock War Tale & Bo The Bill & calm. - Okef-lieu. - Jolistis.

Kamouraska. -- Les comtés de Kamouraska et Témiscouata. -Chef-lieu. - Fraserville.

Montmagny.—Le comté de Bellechasse, moins la pareisse de Beaumont, et les comtés de l'Islet et Montmagny. - Cheflist, -- Montmagny.

Montreal Les comtés de Chambly, Hochelage, Jacques-Cartier, Laprairie, Laval, Soulanges, Vaudreuil et Verchères, et les trois divisions de la cité de Montréal.—Okof-Man.— Montplater of professions I am more appropriate with the said

Ottawa. Les comtés d'Ottawa et Pontiac. Chef-lieu. Aylmer.

Quebec.-Les comtés de Lévis, Lotbinière, Montmorency, Portneuf et Québec, la paroisse de Beaumont, dans le comté de Bellechasse, et les trois divisions de la cité de Québec.— Chef-lieu. — Québec.

Richelieu.-Les comtés de Berthier, Richelieu et Yamaska. -Chef-lieu -- Sorel.

Rimonski,-La comté de Rimonski,-Chef-lieu,-St. Germain de Rimoueki.

Saguenay. Les comtés de Charlevoix et Saguenay. Cheflieu.—St. Etienne de la Malbaie.

St. Francois.-Les comtés de Compton, Richmond, Stanstead et Wolfe, la moitié sud-est des lots numéros 25, 26, 27, 28 et 29 du onsième rang de Tingwick, dans le comté d'Arthalinera, at la cité de Shorbrooks,—Chef-lieu,—Shorbrooke.

artier.

inthe. nns le . Iber rice, la

d, Bt. Man. TO Estrica

s dans Thousty. le eite ni qui

THE STATE fité de ouve da Louis 14 27 27 24 55 67

moson morise comté brooks

Marie Com

1.030

March

18.71171

5 80 6 13 410036

moitié o rang nd et

dathic Lie could be Dogot, Rewitte be be.

Terrobonne. Les comtes de Argenteuff, Deux Mentagnes et Terrobonne. Chef-lies Sto. Scholastique.

Trois-Rivieres - Les comtés de Champlain, Maskinouge, Nicolet et St. Maurice, et la cité des Trois-Rivières. Okeflien in Proto-Bigidines, attains the in the beginning of the agent and as

S. R. B. C., ch. 76, s. 5 et cédule; 33 Vict., ch. 42, s. 14 36 Viet., ch. 36, a. 1; 44-45 Viet., ch. 23, a. 1.

12. Le lieutenant gouverneur en consell pourra divisor le district judiciaire d'Ottawa en deux districts; et; & compter du jour finé dans la proclamation émise à cet offet le manté d'Ottawa formera un district, qui seen appois district d'Ottava "at le comté de Pontice, un autre district qui sera appelé le "district de Pontice." 48-44 Viet, ch. & a. l.

Land or walker - I was an open of the design of the countries SECTION CINQUIEME

DIVISIONS D'EN PRIGIS TREM PRITA DE SE

18. Les soixante-neuf divisions d'enregistrement de la province sont memilies et composéde sonne suit :

DES DIVISIONS D'AURRESISTREMENT DE LA PROVINCE.

Nome des Divisions-Contenu-Localisation du Bereau

Argenteuil, (comté de).-Le comté d'Argenteuil.-Lechute.

Arthabaska, (comté da). — Le comté d'Arthabaska, moins les lots depuis le No. 13 au No. 28 inclusivement des huitième et neuvième ranga et tout le dixième rang du cauton de Simpson, et les lots depuis le No. 1 jusqu'au No. 9 inclusivement des dixième, onsième et dousième rangs du canton de Wendover, dans la paroisse de Ste. Clothilde de Horton. - Arthabaskaville.

Baget, (comté de).—Le comté de Baget.—St. Libelre.

Beauce, (comté de).—Le comté de Beauce.—St. François Beauharnois, (comté de).—Le comté de Beauharnois.— Beauharnois,

Bellechause, (comté de).—Le comté de Bellechause.—St.

(coruld do). - Lo courté de Barthier .- Berthier.

Get Oh des:

et B ot'le tons - (1)

8t. 4

de L et:Bi Daro Loui Ch

Ste. Ch Pest conti

Ch

l'oue re-et d'Alu -Hé verne

Cos Barne comp -Co Com

de Co

Beneventura, (première division d'enregistrement du comté de).—Le partie du comté de Bonaventure à l'est de la rivière Grand-Cascapédiac.—New-Carliale.

Benaventure, (deuxième division d'enregistrement du gom de).—Le partie du comté de Bonaventure à l'ouest de la riviere Grand Cascapédisc.—St. Joseph de Carteton.

Brome, (comté de).—Le comté de Brome,—Knowlton,

mbly: (comté de). Lie comté de Chambly: danguanil Champlifity (county do). Les counts de Champlifity Ster

Charleveix et Sagueuny, (promière division d'enregistrement des comtés de).—Le comté de Sugueuny; et les parolisée de St. Simeon; St. Fidele, St. Bilenne de la Maltaie, St. Trence et Ste. Agnès, les cantons de Callières, Chauveau et de Bales, et le territoire non organisé au nord de ces pareisses et e tons, dans le comté de Charlevoir. St. Richne de la Mal Moderness at Facilitian Cartinan Cartinate, also to be to be being the country

Charlevelt v. Suguenay, (deuxième division d'enregistre ment des semtés de).—Les paroisses de St. François-Lavier de la Petite Rivière, Baie St. Paul, St. Urbain, Boulements et St. - It labion; et : lét territoire nots bryminé au inguirde lites paroisses, dans le comté de Charlevoix, et la paroisse de St Louis: de l'Isle aux Coudres Baie St. Paul

Chateauguar, (comté de) Le comté de Chateauguar Ste. Martine. 17. 18 18 18 man 20 1900

Chisoutimi No. 1. - Le partie du comté de Chicoutimi. à l'est et au sud-est des cantens de Labarre et Plessis et au nord de la rivière Saguenay jusqu'à la rivière Peribonka. Chicontiminated and attitude of the same and the transmit of the continued of

(Micontini No. 8. + La partie de comté de Chicontini à l'ouest et au nord-ouest de la ligne est des cantons de Laberre et Plessis et de la rivière Péribonka, y compris l'Isle d'Alms et les isles à l'ouest ou dans le voisinage de cette isle. Hébertville, mais peut être changé par la lieutenaut gouverneur en conseil.

Contiscoli. Le canton de Barford et la partie du canton de Barnston à l'est du lot No.: 5 dans tous les rangs d'isoluir y compris le village de Coaticook, dans le comté de Stansteed. -Coatloook.

Compton (comté de).—Le comté de Compton, moins le canton de Compton. - Cookshire.

oid's

CHOR!

, statis

ompter

J.valas

te ice Signed 1: (A. achute.

Charles ..

oins les ième et Simpvement e Wen-

Artha-

ancois rnois.

Donn Montagne, (comté des).—Le comté des Deux-Monta-

Dorchester, (comté de). Le comté de Dorchester. Ste.

Drammond, (comté de).—Le comté de Drammond, et les lots depuis le No. 13 au No. 28 inclusivement des huitième et neuvième rangs et tout le dixième rang du canton de Simpson, et les lots depuis le No. 1 jusqu'au No. 8 inclusivement des dixième, ousième et dousième rangs du canton de Wendover, compris dans la paroisse de Ste. Clothilde de Horton, dans le comté d'Arthabeska.—Drummondville.

Gaspe, (comté de).—Le comté de Gaspé, moins les Isles de la Madeleine et les municipalités de St. Maxime du Mont Louis, Ste. Anne des Monts et St. Norbert du Cap Chat, mai sans inclure dans l'exception le canton de Denoue et le territoire non expansé en arrière d'icelui.—Percé.

Hochelaga et Jacques-Cartier, (comté de).— Les comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier.—Montréal; mais le lieute-nant-gonverneur en conseil peut le fixer dans le comté d'Hochelage.

tingdon, seeding to Mark to the state of Huntingdon Hun-

Iberville, (comté de).—Le comté d'Iberville.—Iberville.

Inter de la Madeleine.—Les Islande la Madeleine, dans le comté de Gaspé.—Amherst.

Isle d'Orleans.—L'Isle d'Orléans, dans le comté de Montmorancy.—St. Laurent.

Joliette, (comté de).—Le comté de Joliette.—Joliette.

Ramouraska, (comté de).—Le comté de Kamouraska.—Ka-

L'Assemption. (comté de).—Le comté de Laprairie.—Laprairie. L'Assemption. (comté de).—Le comté de L'Assemption.— L'Assemption.

o'Laval, (comté de).—Le comté de Laval.—Ste. Rose.

Levis, (comté de).—Le comté de Lévis.—Lévis.

L'Esset, (comté de).—Le comté de l'Islet.—St. Jess Port-Joli.

Lothiniere, (comté de).—Le comté de Lothinière.—Ste.

Louis

ford.

Honne

Mont:

moins Moi

Ouest Mon et le q

de Mo

ervili.

Pont Port

Quel comté Rich

Rich mond.

—La p de la se de la li du com

Rimo de).—L seigneu de la li comté.-

Rouy

Maskinonge, (comté de). Le comté de Maskinonge. -

Megantie, (comté de).—Le comté de Mégantié,—Invernate, Missisquei, (comté de).—Le comté de Missisquel, Dédford.

Hontealm, (comis de). Le comité de Montealm, Sta-Ju-

Mentmagny, (comté de).—Le comté de Montmagny.—

Montmerency, (comté de).—Le comté de Montmerency, moins l'Inie d'Orléans.— Chateau-Richer.

Montreal Est.—La division Est, le quartier Est dans la division Centre et le quartier St. Laurent dans la division Ouest de la cité de Montréal.—Montréal.

Montreal Ouest.—Le division Centre, moins le quartier list et le quartier St. Antoine, dans le division Ouest, de la cité de Montréal.—Moutréal.

Misolet, (comté de).—Le comté de Nicolet.—Bécancour.

Ottawa, (comté de).—Le comté d'Ottawa.—Hull.

Pontiae, (comté de).—Le comté de Pontiac.—Bryson.

Portneuf, (comté de).—Le comté de Portneuf.—Cap Santé.

Quebec.—Les trois divisions de la cité de Québec et le comté de Québec.—Québec.

Richelieu, (comté de). -Le comté de Richelieu. -Sorel.

Richmond. (comté de). Le comté de Richmond. Richmond.

Rimouski, (premier district d'enregistrement du comté de).

La partie du comté de Rimouski au nord-est du fief Pachot, de la seigneurie de Thibierge et Lepage et du prolongement de la ligne aord-est de cette seigneurie jusqu'à la profondeur du comté.—St. Jérôme de Matane.

Rimouski, (deuxième district d'enregistrement du comté de).—La partie du comté de Rimouski au sud-ouest de la seigneurie de Métis, du cauton de Cabôt et du prolongement de la ligne sud-ouest de ce canton jusqu'à la profondeur du comté.—St. Germain de Rimouski.

Bouville, (comté de). Le comté de Rouville, - Marieville,

Isles de n Mont it, mai

les lots

et net-

son, et

es dix-

adover.

liento-

Hun

dans le

e Mont-

apieKa-

prairie.

n Port

e .- Ste.

recolts.-Le cité de Sherbrooke, et le canton de Comp

Mercantia, in percentaged and material of the and appear

Soulanges, (comté dalignile comté de Soule Landing.

Standard Lite contras de Gianstead, Hatley et Magagnot la partie du canton de Barnston à l'ouest du let No. 6 dans tous les range d'iselui. Stanstead Plain.

Ste. Anne des Monts. Les municipalités de St. Maxime de Mont Louis, site. Anne des Monte et St. Norbert du Cap Chet, moins le canton de Denoue et le territoire non organisé, en arrière d'icelui, dans le comté de Caspé.—Ste. Anne des

St. Hyadisthe, (comts de) -Le comts de Ht. Hyacinthe.-St. Hyacinthe.

A. Jean (comte de). Comte de Ht. Jean. Ht. Jean.

Temisconata, (comté de). Le comté de Témisconata. Westerville, (a middle film or mine of the Man is of the Vollage

REGI

. 0

ses d

Trén Sale

cant O

roiss

Paul non

15völ

Ch

nord.

la vil

ton.

De

Des

Dr

Ob l'oue Cor

0

Terrebenne, (comté de).-Le comté de Terrebonne.-fit Handle County to the wife was a first publication of the publication of the county of

Trois-Rivieres. La cité des Trois-Rivières et le comté de St. Maurice, Trois-Rivières.

Vandroull, (somts de).—Le comté de Vaudreull.—Van-

Vercheros (semts de). Le comte de Vercheros Verchères.

Wells, (comts de) -Le courte de Wolfe. -Ham Sud.

Tamaska, (comté de). Le comté d'Yamaska, St. Francois du Lac.

8. B. B.O., ch. 37, ss. 95 et 97; 22 Vict., (1888) ch. 35; 29 Vict., ch. 52; s. 10; 29 Vict., ch. 55; 32 Vict., ch. 45, s. 1; 38 Vict., ch. 41, s. 1; 54 Vict., ch. 31, s. 1; 35 Vict., ch. 21, th. 1, 2 of 5; 36 Vict., ch. 31, s. 1; 66 Vict., ch. 32; 38 Vict., ch. 17, as. 1, 2, 3, 4 et 6; 38 Vict., ch. 18; 46 Vict., ch. 38; 47 Vict., ch. 48; x. 1. and offer appropriately the first companies with in foreign and in the off the

but months on a Special No Sixtim Relation of the suggestion ble Talent DES DIVISIONS MUNICIPALES,

14. Les municipalités de comtés sont nommées et composoos somme suit :

a) or to 'I d' was administraterall the course. I consider ontal with rings

Nome des comttes. Contenu. compagnet de

Argentonil. -- Le courté d'Asgentenil, moins la ville de Lathe way of the same of the court of the same of the

arthabada; Le comté d'Arthabacka

Baget.—Le comté de Baget.

Beanch.—Le comté de Beance.

Beanharnels.—Le somté de Besnharnois, meins les rille

de Beanharnois et Salaberry de Valleyfields

Bellechanne. Le comté de Bellechanne.

Mist. Le samté de Borthier, moins la ville de Berthier.

Bonaventure.—Le comté de Bonaventure.

A Britis ... Le nomifé de Brome, ast, afi descrip e Nova d'alle L

Chambly.-- Le comté de Chambly, moise le ville de Longueuil. Landing to the color of the tage of the color

Champlain La comté de Champlain.

Charlevoix, (première division du comté de), Les pareis-ses de St. Siméon, St. Fidèle, St. Etjenne de la Malbaie, St. Irénée et Ste. Agnès, les cantons de Callières, Chanveau et de Sales, et le territoire non organisé au nord de ces paroisses et cantons, dans] le comté de Charlevois.

Charlevoix. (deuxième division du semité depuissies deroisses de St. François-Xavier de la Petite Rivière, Pale St. Paul; St. Urbain, Eboulements et St. Hilarion, et le territoire non organisé au nord de ces paroisses, dans le comté de Charleveiz.

Chateauguay.—Le comté de Chateauguay.

Chicentimi Me. 1 .- La partie du comté de Chicoutimi au nord, à l'est et au sud des cantons de Labarre et Plessis, moins la ville de Chicoutimi.

Chicontina No. R.-La partie du comté de Chicoutina à l'ouest et au sud-ouest des cantons de Konegami et Lartigues.

Compton.—Le comté de Compton, moins le centon de Compton.

Denx-Montagnes. -- Le comté des Deux-Montagnes.

Dorohester Le comté Dorohester ; print de l'action

Drummend.-Le comté de Drummond.

Jap Chat, anisé, en Anne des filler from

SERTIFIED

D. 604

Moule of

azime di

fogual.

West Long onne.

CANTER DE LOS

MACCHE comié de

Sud Date St. Fran-

h. 35 : 29 45, 8. 1 .. ch. 21 38 Vict

Caspe Ro 1.—La partie du comté de Caspé à l'est de la municipalité de St. Maxime du Mont Louis, moins les Isles de la Madeleine.

Gaspe No. S. Les Isles de la Madeleine.

Gaspe Wo. S.—Les municipalités de St. Maxime du Mont Louis, Ste. Anne des Monts et St. Norbert du Cap Chat, dans le comté de Gaspé.

Hochelaga.—Le comté d'Hochelaga, moins les quartiers Hochelaga et St. Jean-Baptiste de la cité de Montréal, et les villes de St. Henri, Ste. Cunégonde et Maisonneuve.

Huntindon.-Le comté de Huntingdon.

Iberville.—Le comté d'Iberville cine la ville d'Herville.

Jacques Cartier.—Le comté Jacques-Cartier, moins la ville

de Lachine.

Joliette.—Le comté de Joliette, moins la ville de Joliette. Kamburuska.—Le comté de Kamouraska.

Topical territory of the Same on the second to the second

60

la

de

Ta

Co

do

Riv

Fre

Ter

T

1

V

Laprairie. —Le comté de Laprairie.

L'Assomption.—Le comté de L'Assomption, moins la ville des Laurentides.

Level Le comté de Leval

Levis.—Le comté de Lévis, moins la ville de Lévis.

L'Islet.—Le comté de l'Islet.

Lothiniere. Le comté de Lothinière, par la la configuration

Maskinenge. Le comté da Maskinongé.

Megantic. —Le comté de Mégantic.

Missisquel.—Le comté de Missisquel, moins la ville de Farnham.

Montcalm.-Le comté de Montcalm.

Montmagny.—Le comté de Montmagny, moins l'Isle aux Grues et la ville de Montmagny.

Montmorency No. 1.—La partie du comté de Montmorency, située sur la rive nord du fieuve St. Laurent.

Montmerency No. S .- L'Isle d'Orléans.

Napierville.—Le comté de Napierville.

Micolet.—Le comté de Nicolet, moins la ville de Nicolet.

Ottawa.—Le comté d'Ottawa, moins la cité de Hull.

ACTÈ CONCERNANT LA DIVISION TRARITORIALE, 325

Ponting. Le comté de Penting. V A see y al - die V

Portneys. Le comté de l'ertneys.

Probec.—Le comié de Québec, la partie de la banileus de Québec, qui se trouve dans Québec-Centre et Québec-Ouest, et la municipalité de la parvisse de St. Sauveur de Québec, les paroisses de Metre-Dame des Anges et Notre-Dame du Sacré-Cœur et la municipalité de St. Rock Nord, dans Québec-Ret.

Bishellou.-Lo comté de Richellou, moins les villes de Sorel et St. Ours. Therefore of many positions in the real of the

Richmend. - Le comié de Richmond, mains le ville de Rich mond.

Rimouski (première division du comté de).—Le partie du comté de Rimouski à l'ouest du canton de Machidor, moias la ville de St. Gormain de Rimouski.

Manuald, (Jouzières division du comté de), -- Le partie du comté de Rimouski à l'est de la seigneurie de Métis.

eville. Le comté de Bouville, le manignation zone partis

Begrevay.—Le comté de Saguenay, moins les municipalités de St. Pierre de la Pointe aux Requimeux, Récounsine et Tagousse.

Bhefferd.—Le coraté de Shefford.

Compton, et la cité de Sherbrooke, meine la cité municipale de Sherbrooke.

Soulanges.-Le comté de Soulanges.

Stantend. -Le comté de Stanstead.

St. Hyacinthe.—Le comté de St. Hyacinthe, moins la cité do St. Hyacinthe.

St. Jean. - Le comté de St. Jean, moins la ville de St. Jean.

St. Maurice.—Le comté de St. Maurice et la cité des Trais-Rivières, moins la cité municipale des Trois-Rivières.

Temiscovata.-Le comté de Témiscovata, moine la ville de Praserville.

Terrebeane.-Le comté de Terrebonne, moins la ville de Terrebonne.

Vaudreuil-Le comté de Vaudreuil.

Verelieres.—Le comié de Verenères. the state of the first of the state of the

SET APPLIES ae du Mont Chat, dans

l'est de la

ns les Isles

es quartiers treal, at les LYO. THE WAY

d'Iberville. soins is ville Brent Pas Later .

de Joliette. sylvationally ..

TO STATE OF THE ST oins la ville

5. 52 1 2 Post 1. 13. 1.

évis.

le ville de . 5 3. 1.1

in the Ping

a l'Islo aux we being at

ontmorency,

18 V 18 19 15

de Nicolet. Holl: DEMMAN IL Wolfe.-Le comté de Wolfe de la distre de le continge

Tamaska.-Le comté de d'Yamaska, étaton al-, lavartes

O. M., krts. 24 of 1061, 22 Viet., (1858), oh. 94; 30 Viet., ch: 8; 82 Vict., ch: 44; 80 Vict., ch. 30; 37 Vict., ch. 43,

Les municipalités locales ci-après nommées ne font pas partie des municipalités de comté dans lesquelles elles sont situées, et leurs conseils possèdent les attributions et pouvoirs des conseils de comté. Bush of the Bush in

Biotespood, -- Lo doract de Ricacionale misian la vista de Bini-

C

m

Th

Jo

L

N'I

Bi

St.

Ter

Ter

All Mass: M

Viat.

DES MUNICIPALITES ECCALES QUI NE FORMENT PAS PARTIE DE MUNICIPALITÉS DE COMTÉ.

Coinstir des quois effic sons détachées. Memi des municipalités.

Charleveix (deuxième division du comté de), — Isle aux Con-

dreet and the second section of the sect

Saguenay.—St. Pierre de la Pointe aux Esquimaux, Escoumains ot Tadousac. Joseph of the sugar of - Acomada

16. Les cités et les villes constituées en corporation par acte special, qui ne forment pas partie des municipalités de comté, sont les suivantes : o institude wi

Sociarante de la contra de santante

Districte Electorana ou comtée desquels elles sont détachées "Harrit . .. Nome des cités. Charte.

Montreal Centre - Montreal, 37 Vict., ch. 51.

Montreal-Bit -46 Viets, oh. 78. ab abanda at . Americall.

Montreal-Ouest of Hochelaga.

Ottown - Hull; 38 Vict ch. 79. 20 Garan Late . 27 spens has the

Quebec-Centre. Quebec, 29 Vict., ch. 67.

Quebec-Est of Quebec-Onest.

Therbrooks.—Sherbrooks, 30 Viet., ch. 50.

St. Hyacinthe, -St. Hyacinthe, 34 Vict., ab. \$9. Spredom V

St. Maurice,-Trois-Rivières, 38 Viet, ch. 76.

VILLES.

Argentouil-Lachute, 48 Vict., ch. 72.

的图片人

all the U.

学的学红色的

W Tiet.,

ch. 48,

onterpast

ice sont

at pon-

a 15 Tanel

appropriate

RT PAS

off aller of

alpalitie.

i of: 1.305

E. Bacou-

ation par

alités de

19年時間神信門 46

Kaninog

rachier

3 8 M .58

TBYTE YOU

Veredore V

off akelo oral dis oral dis Beauharneis.—Beauharneis, 27 Vict., ch. 24. Salaberry de Valleyfield, 37 Vict., ch. 48.

Berthier.-Berthier, 29 Vict., ch. 61.

Chambly.-Longuouil, 44-45 Viet., ch. 75.

Chicoutimi No. 1.-Chicoutimi, 42-43 Vict., ch. 61

Hochelaga. Ste. Cunégonde, 47 Viot., ch. 90. St. Henri, 40 Vio., ch. 49.

Maisonneuve, 46 Vict., ch. 82.

Iberville.—Iberville, 22 Vict., (1859) ch. 64.

Jacques-Cartier.-Lachine, 88 Vict., ch. 58.

Joliette.-Joliette, 27 Viet., ch. 23.

L'Assemption.-Leurentides, 46 Viet., ch. 81.

Levis, Lévis, 36 Viot., ch. 60.

Missisquel.-Farnham, 40 Viet., ch. 47.

Montmagny, -Montmagny, 46 Viet., ch. 84.

Micolet.-Nicolet, 26 Vict., ch. 52.

Richelieu-Sorel, 23 Vict., ch. 76.

St. Ours, 29-30 Viet., ch. 60.

Richmond.—Richmond, 45 Viet., ch. 103.

Rismouski (lère Division).—St. Germain de Rimouski, \$2. Vict., ch. 71.

St. Jean.-St. Jean, 43-44 Vict., ch. 62.

Temisconata. -- Fraserville, 46 Vict., ch. 80.

Terrebonne.—Terrebonne, 23 Vict., ch. 76.

A CELER

Abronical - Lichelle - Viel , co. 75.

Bonnsyce of similar a country if Alle ob it Salaboury de Vigoration of the state of the

Bertham British Addition - miles

TO CHARLEST OF THE THE CONTROL OF THE WAS ASSESSED.

Setting that I will be the the state of the

Becker and a set in the second of the contraction to the way the street of the

Derrille - Server & V. et . (1867) Ch. Bl.

Is square Contier — in these, Is a grif on, In a contier

Box of March Title of March - Armeital

Lines and the sphilagenal - rationage Al.

Levis - Levis, 38 Vict., ep. 68.

Mostmagny, ... W. viewers, of Vill, it 81.

Stocks of the State of the second

Michellan, event "& Vice, Me. 18,

in the second of the second of the second

many the bound of the state of

Tisgnouse of the training of the transfer, as the transfer, as . 17 . day . 1 . 1 . 1

Ca by to V to at a letter and the

THE BUTTON OF THE STATE OF THE

THE REPORT OF THE PROPERTY OF STREET

Bern Besid Digg Bisso Blain

12.2

All

Are

Ball

Beil

Bén Béra

Bern

Blair Boile Both Bouel

Bour Bour Bour Bour

TABLE DES CAUSES

Load

Litrica domination described landfolk

Appropriate the state of the st

iomilaidi Rigoropia Rigoropia Rigoropia Rigoropia APPORTUGE OF THE PROPERTY OF T

DANS CE CODE

3400	the section of the formation of the section of the		*	1500年了四門 2	MINE THE PARTY OF
An	a sa La Corpora	tion de Riel	and the section	A . 144 . 1.00	Sileber Office
da	pere ve. La Cité de	Montafel.	111		Tabasasa
AL IN	bambault vo. La	Composition	An T. I Arrive	A Design	Sent about
Are	homboult-ve- An-	Corporation	de le mili	THE PERSON SA	HOUSE THE
Air	hambault en La	Celborrhos	T des 18 Min	العياء أعطالا ط	- Alla
PELL	tides	cántos figlistatină	ende addes a seel	rings adding of 15 and	identity is a
. 45	Half of. Politer			· privatility life	AND THE PARTY AND
- Brie	hand as. La Chyn	Branch and Advers	A. Whiteda	no Million	Transfered . T
Bal	let al. or. La Cor	dioration du	Counté de	Studebold.	4. KP - 10
Bar	l et al. es. La Cer rette es. Los com	ofmotoes:df	Bioles de:	Ct. Coloni	the same
Bar	tleg se. Boon was	distance williams	what with a date	aille and aire	278. 28
	ndry se, La Cour				
	uvale et al. se. Co				
Bee	uchomin se. Hus.	4	market language	M. I.	9
BAL	ixean se. Lavasses	TO LANGE	TO SPECIAL CONTRACT AND ADDRESS AND ADDRES	e de la companya de l	23
	se. La Cité de Q				
D4-	ard et al. se. Bon	adon attend	TO STREET	;;; ;;	23
DA	ard dit Lépine, et	Po Come	words blood good	itida especa est	200000 47
1	are con mobilizable				.04
1.5	Mile	i o o transcento e selli il		· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	24
Der	natches ve. Hémo	nd	ئى مىلەنلىق ئۇدۇللىن داخاد داياخاندە دۇ خالانل		8, 8
Ber Ber	natches vo. Hémo nier et la Cité de	nd	distribution de la constitución	faces or econo (Majo en econo (majo en econo	8, 8: 8, 8:
Ber Ber Bes	natches vo. Hémo nier et la Cité de ières vo. Turcotte	nd	distribution de la constitución	fores a comme (Majo e a comme (Majo e a comme (Majo e a comme	8, 8: 8, 8:
Ber Ber Bes Dig	natches vo. Hémo nier et la Cité de làres vo. Turactte gins vo. La Cité d	nd	plitica pirateriale di Spila de activita de la Activita de la bespiri de Activita de la passe a rei Acesticiales de la constitución	6000000 00000 Nago on occopy 1000000 00000 1000000 00000	24 28 28 30 30
Ber Ber Bes Dig Biss	hair	nd	pliticzny adronia d Wille i a celejia doją doda i a literatifica distrati pasa a vel da otilika dripa i	16 00000 00000 16 00000 16 00000 16 00000 16 00000	24 3.3.8, 8 3.3 23 3.3 20
Ber Ber Bes Biss Biss	Maior	nd	nting viatoria di litta i nationale, distribute i litropii di distribute i litropii di distribute i litropii dilitropii nationale litropii nationale	202, 200,	267, 27
Ber Bes Big Bin Blai	hijor	nd	ettissyöstökä jä työn lisestokoisia data lisestokoisia dilitainin ettissä tiloyaassa	.202, 200,	267, 27
Ber Bes Big Bin Bin Bin	Marier et la Cité de lières se. Turactte gins se. La Cité de la con se. La Cité de la se. La Corporation se. Promisione se la company de la	nd		.262, 266,	24
Ber Bes Big Bin Blai Boil Bot	hijor	o Monartal Monartal Monartal Monartal Sion de Gran	Wickham	.262, 266,	24:
Ber Bes Big Bin Blai Boil Bot	hijor	o Monartal Monartal Monartal Monartal Sion de Gran	Wickham	.262, 266,	24:
Ber Bes Big Bin Blai Boil Bot	hijor	o Monartal Monartal Monartal Monartal Sion de Gran	Wickham	.262, 266,	24:
Ber Bes Big Bin Bin Bot Bot	thior	nd	Wickham	.262, 266, .10 Ouest. .198, 200	24
Ber Bes Big Bin Bin Bot Bou Bou Bou	thier matches vo. Hémo nier et la Cité de làres vo. Turnotte gins vo. La Cité de la vo. La Corporation vo. La Corporation vo. La Corporation vo. Proningo de la Corporation vo. La Cité de la Corporation vo. La Cité de la Corporation vo. La Corporation vo. La Cité de la Corporation vo. La Cité de la Corporation vo. La	nd	Wickham	.262, 266, 100uest. 198, 200	24
Ber Bes Big Bin Bin Bou Bou Bou Bou	thier matches vo. Hémo nier et la Cité de làres vo. Turnotte gins vo. La Cité de la vo. La Corporation vo. Bénard et la Cité de la Corporation vo. Bénard et la Cité de la Corporation vo. Bénard et la Cité de la Corporation vo. Bénard et la Cité de la	nd	Wickham	.262, 266, Ouest. 198, 200	241 281 287 287, 277 287, 277 387, 287 387, 218 387, 218 3
Ber Bes Big Bin Bin Bou	thier matches vo. Hémo nier et la Cité de làres vo. Turnotte gins vo. La Cité de la vo. La Corporation vo. La Corporation vo. La Corporation vo. Proningo de la Corporation vo. La Cité de la Corporation vo. La Cité de la Corporation vo. La Corporation vo. La Cité de la Corporation vo. La Cité de la Corporation vo. La	nd	Wichham	.262, 266, Ouest. 198, 200	241 287, 277 267, 277 267, 277 279, 80 287, 211 287, 287 287, 287 287 287 287 287 287 287 287

						BEG.
Bot	telle et. La	Corporation Oite de Québe rter	de Danvi	Houng, a. ha	145.	213
Bre	ult se. La	Olte de Québe		ALC GREAT WA	*******************************	212
Bre	aky se. Car	ter in the		a a netta di	addina. Lancetik	236
Bro	nadon ee. I	a Cité de Me	THE PARTY OF THE P			213
B	MOCON SO. A	THE CITY OF THE	Heront		**************	110
Dru	motern vv. 1	Brouillette	*******		*******	119
DR	uspeau ve.	Plonmesse."		des	76, 83,	96
PLO	WE 90. La	Corporation d	le Montré	al		
Bru	WE SO. BOX	ton	*****		***********	137
BAS	inelle ee. B	TORIGORA WALLE	Man odonobea	Bides Sections	Speaker Level	H 25
Bu	reau ye. No	rmand	oo beers derne	a salinda i d'ab	distantes 80	. 93
Bu	Tought as:	Berrow, i.i. et	Alma i John Brade	ata basin la casin	. Sielandern util	99
0.1	and the state of t	all makes as cale	COLDE ON AN		and the state of the state of the	100 400
Cal	INGRESS. St.	La Corporatio	e de st.	Subtiel Of	1605	143
Car	swell so: P	o comté de Ci	hatesugus	y	***** DETINE	299
Cay	a ve. Pelle	rin	************		7) (81) 7 (1)(1) 	300
Oh	mier mucha	Corporation	do St. Cle	traunit.	L. was beried	314
Doo	er at La G	embration du	comté de	Brome	to Le toil	368
Cor	porelien di	Acton will	ilion-st-	es econocid	Ler alion	266
288	1878	Bassin de Ch	ambly se	Schoffer	11. ner 204.	263
400	46. 1	Bienville be.	- Citterisia	sintrafia ton	I was waters	285
tas	66		Waddett	Arra I am	Est the all correct	
£143		Eton et Rog	Alaisee,	**************************************	Whole to Botto too	.010
Birt.	44	Grantham ve	TIPLE B	opposite black	***************************************	DEL.
		Weshelman ve	A THE RESE			303
BUT	. The state of the state of	Hoohelaga e	T-HOGOR!	**********		10T
OHI	***********	Iberville et	Jones	si shabaddaaa dhii	Libertitedaid.	120
	-10g of 93	La Longue I	Pointe et	Le Cometi	du somté	1986
rec	**********	d'Hochels	gs		\$96,	300
14	266	Levis se. La	CUAUX	Ber milli	non the the trees	261
233		Longuenil a	La Cla	de Shavis	ration de	30,08
Sight.	*******	Longueuil		9 (2502)	V S. A. MOUSE	148
6112		Cité de Mon	trial or. (Tontant	al ka Make	268
8.1.		. 66 . 60	i i i i limme. B	Spolein .	W. T. 224	171
2"7	286. 487.	\$80 J. 100 19	hees Proj. B	with mand	Lauf Assari	148
287	66	46 . 60	- G	edder :	Care de mar of	965
49	6.06 A.S	98	Ja. U	e Gámáin	Said An Ball	-
60.3	gW T pW - colvec.	อนที่ (การและได้จะ)	77 . T O.	Paris Constitution	ite de pe	100
119	***** ********************************	errane in the space of the	11 1111 0100	pige	** *********	183
TIT	612 .692 .6	TO THE STATE OF	00. V	Aile of Ai	F	183
	***********		Bears-O	mar ot la	Company	S
113.	*** \$ 250 E	i tion de St	Gormain	de Rinko	aski	20
Part .		Québec ve. P	ich6			294
tic,	differences.	Québec se. V	Vard	videos Steeding		301
DE:		Rimouski et	Ringuet .	ata dan in	Sauchin of bald	170
rò	- State of the sta	Soral at Arn	netrone	AN AN IN WALLS	w. MG. SUPERSTE	SER

1000年代の100年に対象的100年代の10

PAGES:	Pages
	Charming At an A Charles and Charles and Charles
145, 218	St. André et Le comté d'Argenteull
312	Ste. Anne du Bont de l'Isle et Reburn 289
236	Ste. Anne du Bout de l'Isle et Heburn 259
212	St. Christophe d'Arthabeska et Beaudet. 227
119	Ste. Brigitte se. Murray
, 83, 96	St. Christophe d'Arthabaska es. Beaudry 227 St. Gabriel Ouest et Holton
6, 34	
137	
summer 15	The first the state of the pasting pasting and the same a
. 80 year 93	44 St. Joseph at La Clie. de skapin de Cart at
100 William 29	The Charles Chinks of the Control of
menus 143.	Vi to Maria see Min Jan and Wine Vil tollie. We will all the 20%
athi3 200	2017年,伊州市中央中央中央中央中央中央中央企业的企业中的企业、企业企业、企业企业、企业企业、企业企业、企业企业、企业企业、
299 1.669 300	The way of an element of the control
beaufo S14	THE STATE OF THE PARTY OF THE P
A9.11368	The the second correspondent to the second of the second o
editer 1266	fite. Philomène et La Corporation de St.
204. 288	Teldora and the second of the
Talum 265	1000000000000000000000000000000000000
USTAIN 80	19 19 Marian rough Mr. Rommald as Mallanghton C 19 18 At Section 60
341.00 211	The court against Miles, Rose as Dishois,
HAME 1263	A CO. T. A AND MAN AND A CO. O. A.
	blow and Grand and Grand Rividred attlinger vill. 12 line in 212
1.1.2 130	(1) 「他中できるとは高く、48 ((())(()()() ** **********************
omté de	et Sulte 151
396, 300	Vordun et Lee Sours de la Congrégation: 181 Waterloo ve. Girard
196 Page 1961	Waterloo ve. Girard
do and	in the discounter de Douales et Mahan 900 910
May 148	
266	Nelson et Lemieux 247
171	du comté d'Arthabaska ve. Barlow
.Av. a 148	et et ve. Patoine
961	with the present of the varieties of the first transfer of the state o
o Btilling	100 100 100 100 100 100 100 100 100 100
14. 103	To Dologopour on ordination with the
183	The state of the s
porti-	St. Guillaume 343
30	" d'Hochelaga et Le village de la
294	Cote St. Antoine
301	The state of the s
. 2:4: 179	de Missisquoi et la paroisse de St.
Alexand See	to 2 (184 quarrado an sas George de Clamaceville : anar \$50

Aufyr.	A. A.	1	•			PAGE	
المالة	11. 114	200	d'Ottani	Alle and the	flac de St.		1
-	rporation	1 3	1 -0				
E C.	" de Li (2)1	SA A H T	enami	n de ler	Montréal,	De-	
1. 1. 60	6 6 6 · · · · · · · · · · · · · · · · ·				stal		79 66
1	124 1161	La Corpon	d Lame	SER OF DE	rocher		90 37
- CO	DOLL OF	ra Corpor	tion de st.	JOED-DA	beree	AQ I	HH
	1440.01.01	e Maire et	1 1 1 1 1 1 1 1 1				50
De	thon ve.	Portolause.	. etopilorgiamopa	den baden and	********	*****	84
Da	ajou et l	Marquis	*******	-		I	77
: Da	engt go.	Froulx		*********		290, 3	68
Da	rling.ev.	Reeves	ag gain de ago disa.	in-pharagephe			84
Do	Bellafen	ille of al.	M. In M.	micipalite	du viling	o do .	
at the same	Bt. Los	sis du Mile	-End.	-	, the	000 010	0
	eg agenes	The Las Cor	peration d	e 200. Mei	10	53, 3	04
Do	mers et	Germain La Corpor	190 40000 0000	*****	-	Si	58
D6	silots pr	La Corpor	ntion de S	t, Grégoin		2	98
DO	lion: of T	4 Corporal	ion de St.	Joseph			48
Do	stalor ot	al., ve. Co	utu		****	***	98
Du	ibola ve.	La Corpora	stion du vi	liage d'A	ston Vale.	.132, 3	64
i Dp	bois se.	La Cerpore	tion do Sto	. Croix		208, 2	25
Du	bue ee.	Portin	-	***		88,	98
Du	freane e	McCrae.,		Semina sajas d	,dissimannes		8
Po	maine a	. La Corpe	ration de	Montréal,		4	48
	naing ot	Al., of Gi	rouard.,,		*****	2	37
Du	pres et s	d., vo. La	Corperation	du villag	te q,Hocpe	laga	
181	4 + + 2 + 4 + 4 + 1 + 1		1174 113	3.9			47
Do	vernay e	e. La Corp	oration da	St. Barth	élemy	***	7
Ba	son et L	a Corporati	ion de Hat	loy		I	50
	tand at	al Table Tak	Magazin .	117 1 8 7 11 13	s' 1	a\$\$	41
7	rland or	sl., e. Lat Morisant . ee. La Cor	W. 2	1 2 2 2 2 2 4 1 4 A	4:32	15	29
Hi	iatrault'	Te Corr	poration de	St. Zotic	1770		91
171	et es. Re	urnier		3 2.00	121	01	98
Po	niver as	Kearns		***********	••••	1	43
70	arniar di	t Préfontai	ne se. Te	Cornoratio	on du comi	4 de	
1	Charon	ly	To 12 /2 1232	1 6 1		T30. 2	45
The state of	arniar at	Hatt		1 93		2	38
Fr	ser et si	l., se. Bute					95
1	chette 4	t La Cte. d	e St. Hyas	inthe		2	37
						1.1	
		a Corporat					10
Ga	gnier ec.	Vanier	*******	********	• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	******	50
		La Corpore					80
4	mare se	To Corner	ntion do a	anton de (Inorteew	707. 2	23

COOR CONTRACTOR OF THE LANGE IN LANGE I

BAPPENERS BARE OF CODE

PAGE

.290, 308

ro de ... 32, 204

287 elaga 7, 247

.... 7

41 2991, 9891, 98 26 de143

..... 238 95 237

..... 50 208 .207, 233

Ot-

	File set]
	Girard et Bélanger
•	Graham et Morrissette
	Hart ee. La Corporation du comté de Ministration 300 Hébert est Fréchette
	Hungar of Magnia
	John ve. Gauthier
	Kelly et La Cité de Québec
1	Labelle ve. Giroux
	La Cie. du Chemin de fer des Laurentides et La Corporation de St. Lin
	the sale of the contract and a simple contract to the sale of the

PARTY OF THE RESERVE OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE	-
CONTROL OF THE STATE OF THE STA	GRE
Lecombe or. La comté d'Hosbelaga	210
Lehair of McMartin	120
Lalonde, requérant certiorari	
Lambert et La Corporation de St. Romueld et al	144
Lambant of Lambling to 134 tournamen as differences	109
Lembert et Lapalisse	
Lami at Rabouin	298
Landry at Mignaultance commence property	263
Laniar ve, Menard	169
Laraway et Brimmer	. 83
La Reine se. La Corporation de St. Sanveur	212
Leurent ve. Le village de St. Jean, Baptiste	37
Laurin ve. La paroisse du Sault-au-Récollet	213
Taxable na At Tainage	2 38
Lavorgne et Lainesse	95
Town of the Debanders of all the state of th	
Law Si et Robertson et al	
Loclero se. La Corporation de Port-Joli.	297
Ledoux se. Picotte	
Deduc ee: La Cité de Montréal Marian	138
Leduc ve. Vignault	135
Legarit ve. Paiement	1
Lemieux ve Cantin	- 63
Lemieux et. Le Cour des commissaires de Longueuil	27
Lemire vs. Courchest	
Lemoine of Dore	1: 27
To analysis of the State of the	
Lequin et al. vs. Meigs et al	
Les listes électorales du comté de Kamouracka	190
La municipalité du canton de Cleveland et al., et La	12.3
	131
Les commissaires d'écoles de St. Rech et Le Sépanaire	. ".5
de Québec	181
de Québec	191
Les syndian den chemina à berrière de Montréal et	1
Les syndies des chemins à parrière de Montréal et Daoust. Levesque et Sexton	211
The Agree of the Control of the Same of th	164
Tental days the Telementary of telementary	89
Lisotte et al., vs. Lalencette	
Loiseau oz. Lacaille	83
Lulham et La Cité de Montréal	209
MacKay es. La Cité de Montréal	171
McFarlane et La Corporation de St. Césaire	273
	238
Maguire vs. Donovan	211
Maguire et al . ve. Le Cité de Montréal	164
THREE PROPERTY OF THE LAKE TO BE CONTROLL LAKE	A 1346

TO THE RESIDENCE OF THE PROPERTY OF THE PROPER

	ALFI-BERE WARE CODE.	
PAGES	gno _A s	Pages
196, 219	Marquis of ak, va Conthatdal whiteney 16, 1	
120	Many of Sexton	1, OLY 92
302	Martin be La Cité de Hull et al	100
144	Martin se. La Corporation du consté d'Argentouil	48 149
109	Martin se. La Cité de Montréal	
292, 293	Martin 90. La USE de Montres de la Martin de	960
263	Matthew et La Cité de Montréal	100 100
169	McEvilla vs. La Corporation de compe de Bagot	100, 199
****** 82	McEvilla vs. La Corporation du comté de Baget McGillivray cs. McLaren	200
212	Molares of La Corporation de Capton de Backing	.a
37	Melançon es. Sylvestre	- 1 010
213 38 38 32 95	Mercantile Library Association ve. In Otto de Mont	
38	Mounier et al., et La Corporation du comté de Lévi	J 390
40 July 95	Môtras se. Trudeau	1000000 12
98, 106	Moleon at La Maire et al., de Montréal	Nosses LVI
297	Morin et Gagnon Militaria	170 300
W. 32184	Morin es. La Cosporation de Garthby	
198	Morisotto et ali, ed La Cosporation de village de	210 Per 2 10
115	ville was	39
80, 71	Morrier von Rasconientala	50, 65, 90
42	Morrison et Le Maire et al., de Montréal.	218
27	Mots se. Holwell et ali	190 199
116, 331	was and the medage	"TOA" TAO
Vine 12 27	O'Shaughnessy vo. La Corporation de Ste. Clothile	le de
101	Mygnerand at Légazé O'Shaughnessy vo. La Corporation de Ste. Clothile Horton	, 220, 222
190	Pacaud et La Corporation de Halifax Sud	, e /g (a.). T.R.R.
a Leaning	Papin, requerant	128
131	Papin et Le Maire et al., de Montréal	137
aire	Pars ve. La Corporation de St. Clément	207 201
181 191	Parent ce. La Cornovation de la navoisse de St. San	wante at
	Parent es. La Corporation de la paroisse de St. Sau 9, 10, 175	177 170
lot	Parent ve. La Corperation de St. Henri	Tre teamir
211	Paris so. Couture	89. 91. 93
164	Patrick vo. La Corporation de l'Avenir	200
.82, 89	Pattison ve. La Corporation de Bryson	See March
.73, 83	Pellerin et Caya	280
209	Perreault ve. La Corporation du St. Esprit	212
171	Pillow et al., et La Cour du Recorder de Montréal	158
273	Plante et Rivard	126
238	Poulin et La Corporation de Québec	161
211	Préville ve. La Corporation de St. Alphonse	211
138, 164	Proult of Tremblay	256
A 17 % &	Prouls on Tremblay	975 77 4
		344

1 ... di

Richer ee. La Cité de Montréal. Richer ee. La Cité de Montréal. Roberp. et La Corporation de Rimoueki. Roberp. et La Corporation de Lévis	r, or	T.				- 1	1	LORS
Richer ee. La Corporation de Rimouski. Robert et Doutre	Beb	m, w.	la Corpora	tion .	do FBtit.	Ame d	r Dout d	10
Rioux se. La Corporation de Rimouski	F. 1 .	l'Isla	*****	*****		** ****** ****		, 300
Robert et Le Corporation de Lévis	Bleb	or ve. La	Cité de M	optro	Alterone		*******	156
Rose et al., et Encorporation du senter de Stoben	E10t	E 90. LA	Corporatio	n. ge l	Limouski Limin	4000000 0000	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	. 203
Ross et al., et Tensey	Robe	ert et Do	nt to	OR. GO	HOVE S	ed consession	i i analizada	100
Ross et al., et. Exassy	Bolf	o we also	ne. En Corr	oretic	n du ess	ston de f	Itaha	1. 1%
Ross et La Corporation de la paroisse de Scs. Clockilde de Horton Bauvé se. Bolleau Sauvé se. La Corporation de souté d'Augentonik. 156 388 Sout se. La Corporation de souté de Montmoreusy. Simant et La Corporation de Sta Malachie d'Ormatown 177 Sirois se. Guimond						TRAILER	87, 100	185
Hereall et La Reine 181 Sauvé se, Rollean 185 Sauvé se, La Corporation de sourté d'Argentstille 186 Sect se, La Corporation de St. Jérûme 181 Sévigny se, Douest 181 Sévigny se, Douest 182 Simeré et La Corporation de Ste, Malachied'Grantewin 187 Sirois se, Guimond 183 Staries se, Guimond 183 St. James se, Cadoury 183 St. James se, La Corporation de St. Gabriel 245 Staries se, Möllen 245 Stairies se, Möllen 256 Stoin ve, Seath 266 Stoin ve, Rolland 266 Stoin ve, Rolland 277 The Montreal Cotton Company et La ville de Salaberry 270 The Vermont Central Company et La ville de Salaberry 270 The Vermont Central Company et La ville de Salaberry 270 Trepanier se, Cloutier 187 Trepanier 187	Boss	. ot al., o	d. Timocy				A	A
Sawé se, Le Corporation de Souté d'Argentétik. 169, 388 Souté se, Le Corporation de St. Jérôme. 211 Sévigny se, Douest. 212 Sévigny se, Douest. 213 Sévigny se, Douest. 213 Sévigny se, Douest. 213 Sévigny se, Douest. 214 Sévigny se, Douest. 215 Simard et Le Corporation de Ste, Malachied Crimstown. 177 Sirola se, Snimond 215 St. James se, Gadoury. 215 St. James se, Le Corporation de St. Gabriel 225 Stariès se, Mollan 225 Stain se, Seath 226 Stoin se, Seath 226 Stoin se, Le Corporation de Massoucha. 226 Stoin se, Le Corporation de Massoucha. 227 The Montreal Cotton Company et Le ville de Salaberry. 270 The Vermont Central Company et Le ville de Salaberry. 270 The Vermont Central Company et Le ville de St. Jean. 180 Trombley se, Royanda 216 Troponier de Le Cité de Québec et The Morrin College. 181 Turgeon se, La Cité de Montréal. 212 Turgeon se, Archer 212 Turgeon se, Archer 212 Welker et Le Cité de Montréal. 226 Wilson et al. et Le Cité de Montréal. 226 Wilson et al. et Le Cité de Montréal. 226 Wilson et al. et Le Cité de Montréal. 226 Workman se, Le Cité de Montréal. 226	Boss	. St. La (Imporation	ide la	. peroise	do Bo	. Clothild	1 14
Sawé se, Le Corporation de Senté d'Argentsuil. 160, 368 Scott se. Le Corporation de St. Jérôme. 311 Sévigny se. Doucet. 35, 269 Simard et Le Corporation de Ste. Malachie d'Ormatown. 177 Sirois se. Guimond	113	nell et La	Debrodes on		iddiddidd igeot	1 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00 00		N DEC
Sout we Le Corporation de St. Jérôme								
Sort we. Le Corporation de St. Jérôme								
Simpson of La Corporation de Sta Malachie d'Ormatown: 177 Sirole se. Guimond	Boot	to. La.	Corporation	do S	L. Jérôm	B	difficultation (social	S: 211
Empery of La Corporation de Sta Malachie d'Ormatown 177 Sirola se. Gnimond	Bevi	gry se. I)ouest	بالمقتلة وم	مكاء وأقامله	و ونځونو ونځونو و	نوه فان أه فانه	37 200
Sirols se. Gnimond Smart et La Corporation du comté d'Hechelege	Grave	and an ite	Corborage	-	populā da	Month	broney	000
Sirols se. Gnimond Smart et La Corporation du comté d'Hechelege		march T.	a Corporat	lon de	Ste Ma	leable d'	Circulate) 300 11 1117
St. James et. La Corporation du comté d'Hechelage	Hiro	e se. Gni	mond in	ARK .	The state of the		مناه وتدري	10
St. James ec. La Corporation de St. Gabriel	· Ama	et at La 1	Corporation	a du e	omté d'I	Lochelag	Meridan ses	101
Stain ve. Seath Stein ve. Seath Recien ve. La Carporation de Massouche Thérien ve. La Carporation de Massouche The Montreal Cotton Company et La ville de Salaberry The Vermont Central Company et La ville de St. Jean Tremblay ve. Rey Trépanier ve. Cloutier Trépanier ve. Cloutier Trépanier ve. Cloutier Trépanier ve. Cloutier Tresorier de La Cité de Québec et The Morrin College 181 Turgeon ve. La Cité de Montréal Walker et La Cité de Montréal Wiskstead et La Corporation de canton de Stanbridge Wiskstead et La Corporation de Ham Nerd Wiskstead et La Corporation de Ham Nerd Workman ve. La Cité de Montréal Workman ve. La Cité de Montréal 202 Workman ve. La Cité de Montréal	Mt.	lucine se	. Gadoury	*****	*******	- Winds The	والإعطاق والأو والإ	ie : 83
The Montreal Cotton Company et La ville de Salaberry. 270 The Vermont Central Company et La ville de Salaberry. 270 The Vermont Central Company et La ville de St. Jean. 180 Tremblay et Rey. 78 Trépanier se Cloutier. 78 Trépanier se Cloutier. 78 Trépanier se Cloté de Québec et The Morrin College. 181 Turgeon se La Cité de Montréal. 182 Turgeon se Archer 87 Walker et La Cité de Montréal. 87 Wilson et al. et La Cité de Montréal. 202 Wickstead et La Corporation du canton de Stanbridge 202 Wickstead et La Corporation de Ham Nord. 200, 278 Wilson et al. et La Cité de Montréal. 202 Workman se La Cité de Montréal. 202	8t. J	amos ve.	La Corpor	ation (de St. G	abriel		., 345
The Montreal Cotton Company et La ville de Salaberry. 270 The Vermont Central Company et La ville de Salaberry. 270 The Vermont Central Company et La ville de St. Jean. 180 Tremblay et Rey. 78 Trépanier se Cloutier. 78 Trépanier se Cloutier. 78 Trépanier se Cloté de Québec et The Morrin College. 181 Turgeon se La Cité de Montréal. 182 Turgeon se Archer 87 Walker et La Cité de Montréal. 87 Wilson et al. et La Cité de Montréal. 202 Wickstead et La Corporation du canton de Stanbridge 202 Wickstead et La Corporation de Ham Nord. 200, 278 Wilson et al. et La Cité de Montréal. 202 Workman se La Cité de Montréal. 202	GIAL		OLDGIB		2777 - 47 52		******	926
The Montreal Cotton Company et Le ville de Salaberry. 270 The Vermont Contral Company et Le ville de St. Jean 180 Tremblay et. Rey	Btole	we. Boll	and	00 0000 00		Salaran Carl		. 93
Trepanier se. Cloutier	The	ion se. L	a Corporat	ion de	Masoou	cho		_ 177
Trepanier se. Cloutier	The	Montrea	l Cotton Co	mpan	y of La	rillo de l	Salaborry	270
Trépanier se Cloutier 181 Trépanier se Cloutier 181 Trésorier de Le Cité de Québec et The Morrin College 181 Turgeon se Le Cité de Montréal 182 Turgeon se Moreau 182 Turgeon se Archer 184 Walker et Le Cité de Montréal 186 Whitman et Le Corporation du canton de Stanbridge 202 Wickstead et Le Corporation de Ham Nord 200, 278 Wilson et al., et Le Cité de Montréal 266 Workman se Le Cité de Montréal 266	The	Vermont	Contral C	omber	y et La	ville de	St. Jean.	. 180
Trépanier se Cloutier 181 Trésorier de Le Cité de Québec et The Morrin College 181 Turgeon se Le Cité de Montréal 182 Turgeon se Moreau 182 Turgeon se Archer 184 Walker et Le Cité de Montréal 186 Whitman et Le Corporation du canton de Stanbridge 202 Wickstead et Le Corporation de Ham Nord 200, 278 Wilson et al., et Le Cité de Montréal 266 Workman et Le Cité de Montréal 266	Tes	BDIAY OF.	MONTH OF THE	aja, laga aya di	******	han emperior	decise since	A) 100
Tresorier de La Cité de Québec et The Morrin College	776	panier se	Cloutier					76
Turgeon ee. La Cité de Montréal	Trés	ories de	Le Cité de	Québe	o et The	Morrin	College.	181
Venner ce. Archer	Tor	otte et B	lioux				****	. 143
Weiker et La Cité de Montréal	Tur	roon w.	(A) Cité de	Montr	fal., chia	-	despisationidade	313
Walker et La Cité de Montréal	Tar	POOT PA	Moreau	**** ***		*********	Ten e e e e e e e e e e e e e	11 07
Whitman et La Corporation du canton de Stanbridge 202 Wickstead et La Corporation de Ham Nord								
Wilson et al., et La Cité de Montréal								
Workman se, La Cité de Montréel	Wie	kstead of	La Corpor	ration	de Ham	Nord		, 278
Workman se, La Cité de Montréal	Wil	on et al.	et La Cita	de M	ontreal.		**********	
Wurtale as La Corneration du canton de Grantham 277	WOI	Eman se	La Cité de	Mon	real	A. Co	i inti anno de), 265 277

TABLE ALPHABÉTIQUE DES

100; 183 100; 1

250, 261 town: 171

4, 91, 97

200, 278

•	
Acquisition.	are a figure of the state of the
De biens ou de traveux u	ublice 485 à 480
	- 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1
Alexander and Al	. We talked the property of the con-
Administration.	· ·
Des deniers de la Corpor	Monaco de la companya
Des lois par le secrétaire	tion
A more as	and the state of t
Apriquiture.	The Court of Cartine She k 500
Aldo.	and the second of the second o
Aux constructions, ameli	ionations at entre
The des travers publi	ics Atrangers A lawring
SEPOPACION	100 - 00000000 2000000 200000 · · · · · · · ·
A la colonisation	**************************************
A l'horticulture	
Aux arts	ar any sea ar any angular bar and a sea a sea a sea
Aux sciences	
Amendes.	A CONTRACTOR OF THE CONTRACTOR
Recouvrement des	1042 & 1960
Anciennes Municipali	
De village	AL A DECEMBER OF THE PARTY OF T
De ville	
Annexion.	
D'une municipalité de vi une municipalité local	lle ou de village
D'un territoire à mas me	micinalité de ville à tiens d'
ou de village	12 à 73
D'un territoire à une mu	pieipalité rarelé 1817
(1 to 1 t	the state of the s

	Articles	
Appels.	the state of the s	
A la Cour de Ciro	#15 11. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1.	
Aux Conseils de	omt8	
Appendice.		
	7. Table y relative.)	
Application.	Ac qualphion.	
	stone of animal of so store we.	
- schliggerennin.		
Du Lieutenant-G	nicipaux	
Accombine	Administration	
Dies Stockenter with	niolpaul identification of the sandar 807 1 325	
Attributions.		
	A LOUIS CONTRACTOR	
Auditours	cipaux	
A No section to the section of		
	And countrictions, applitualities of 228	
	239 3 240	
Spéciaux		
and the real of tens	miles Polar A - "	
	832 x 3/A	
	An kassins kub	
,	709 \$ 747	
Bols	man and the progress of the second	
	Anciences Municipalitate.v)	
Bonnes Moours.	and the second of the second s	
A DEFRENCES OF	(V. Dicence.)	
Bons Municipau	X	
Bureau d'Enregi	12 14 - 14 - 19 17 (アレアモー 15月 年 4 (15頁 b) またるにも1 進まし、19 3 (12)	
Du comté van	519 \$ 518	
Bureau des Dete	D'un serviceire de manies de la	
(♥	Conseils de comté.)	

(a)

Che

3,8

Che Che

Cite

Clo

Cor

Cor

rticles,

1 1079 5 1 986

Aequ

N 696 A 690 Irrib A N 325

1025

176

à 228 à 240 à 231

747

iona

997

518

			-	-
r watering, in				Articles.
Missississississississississississississ	A. 411 414.47.	3. * · * · · · · · · · · · · · · · · · ·		ARTO .
Canaux sout	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	ranger to entitioning	Mark Joseph	179
Callina soci	(V. S.	ottoire.)	13 th 1/3 th	1
		onewe.j	Section of the second	A SAR
Castation.		ex.	www. Bists Co	
Changemen	nts municipa	QX	mires Mili	10 a 700
Changemen	t.	A TON MAN AND AND AND AND AND AND AND AND AND A	A A S R COMP COMP S	e seemaa a ameelikaan. Soo oo oo oo
Des Unites	d'une munici	palité et ses e	fets to seem	78 4 92
Charges Mu	nicipales.		His rords	36 n
Personnes é	xemptes des		and and	99 1 213
also a piers in	capables aux	***************************************	STO ESTERNIS	208
- Shi wint " "	njettes aux		tetteti gna	01.203
Chefileu			· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	Hamma
Chemins et	Ponta	March . 74.51	9 à 522, 5	26 à 542
Chemins Me				
De front				
		emins municip		
D'Hiver sub	stitués aux ch	emins municip	BUX	MANATA
d'été	las Avières		Service of	12 1/840
Oltro Import		. ५३४ व्यक्ति ।	i enoisa	10 4400
Cites incorpo	dest, reduced	* L. Sharling She	१३ हेल्ब एं.स्स	Mod.
Distant lets	tirs max, sous	i	" noire	Correct
Clotures de l		and the property of		
Consell de o	omto interior	appelated bears disea	·/ 24	16 à 260
Bureau des	délégués	***************************************	Secretario M	0614-2745
Délégués du			ANT THE PARTY IN	1 265
Raglemente	nerticuliers d	les	5	10 8 200
Session du .	Paratonners o	F 100	28	6 à 260
Consell de vi	na at daili	the senter o	ee et B	neos a
Radisment	din research ex-	clusif des.		# LanG
Consoli Loca				
				0 8 350
Contestation	des nominat	bus des mem	Dies and	6 2 304
au.	·· fecklister book i br	M. Midgingerse	30.00	O # 003

Disp

E Fi

Divis

科性

Eau e

Elect Do Elect

An Emm

Emp

Encide Erect

De Lo De Ru De De

De

D D

a constraints.			rticles.
Officiers du		30	5 à 448
Personnes incapables	d'exercer la ci	iarge de	waren.
Règiement du ressort	particultur de	B 52	15
Secrétaire-trésorier d	H		18 à 373 16 à 390
Concell Municipal.	manufor To TO THE TOP I AS I WAS IN	the Pil State Light	3 à 107
Course, mannestamentes		\$300 SD 5702/50 -	1 4 126
Languag on Usage all.		Pa	11 à 245
Membres du		MALLON AND ASSESSMENT AND ASSESSMENT	2 200
Règionents du ressor Begrétaire-resorier d	t des		2 2 145
Sections du		1	6 4 141
	ming to the same	active active and affine a	र-भाजना छ
engrand des and a	Quantil Lasal	nes or Pen	inas 40°
Corporations de cor			
Règles particulières	BAX and and and and	A Service of the service on the service on the service of the serv	14 A.E.
Corporations Muni		grant of the destroy in the same	08 2 946
Gorporations de vill	E	11111111111111111111111111111111111111	H.U.
A ston den element min	Avelos des. ses		The second of the second
Corruption.		and the property	and a
Dans les affaires mun	icipales	chede ligner	Clother
(V. Mana	nores fraudale	de ectron	Lorenta D
Cour de Circult		adaystante of 118	12.4.518
Ques d'eau Munic	paux	-	67 3,891
TO THE RESERVE OF THE PROPERTY	D. 46 - 1.16.	tre the transfer	and t
Decence et Bonnes		84414141	97 & 606
Decembert			17 4 419
Dettes Municipales			18865
Dettes passives cor	mmunge.	a South to be a say	
1 N 11 N (NY D)	James of Bond		212.4

TOE'S T

5 8 à 373 6 à 290

3 4 107

2 à 145 16 à 141 (15 10 (15 10 (16 à 275

and the same of the same same	Articles.
Dispositions.	Articles
Déclaratoires	2 à 10 mp 20 ani 22
Exceptionnelles	1080 11085
Interprétatives	1036 à 1087
*	B A P 194 B Y 48 4 1 1 2 1400
Division	isasilayi ili siin nil
De la municipalité en quartiers. 58 De la Province, sous	4 a dot et elle a ezsa.
De la Province, sous	or saving and .
Eau et Eclairage	(10) 100 0375 040
Foldings in the street of the	Boar der lice man
Eclairage. (V. Eas.)	10.
Electeurs municipaux	291
Elections.	Pot.
Elections. Des conseillers locaux	202 325
Elections Coneraies	Formules.
Avis des	
Epoque des	292 6 295
Emmagasinage:	
De la poudre, etc	573 à 578
Emprunts et Emissions.	
Enclos Publics. (V. Gardiene.)	
Erection des Municipalites	23 à 92
200	. 04 > 05
Locales	
De paroisse ou de partie de	29 \$ 34
De townships ou de partie de	35 A 38
De townships unis	39 \$ 40
De townships unis De village	
De ville,	miring of
the second of th	11 2 14 151 41 8517 5 2 3

- Maritan	Amatalan
to a life a second of the seco	Articles
Estimatours	874 à 875
Evaluation	
(V. Biens imp	acadha l
(V. Diene viop	orgones.)
Examen.	
Du rôle d'évaluation (V. Ré	Ne.)
Execution	and the second of the second of
EXCOUNTION:	1. 出版的 2. 经收益 1. 第 1 编集 2. 4. 4. 4. 4. 4. 4. 4. 4. 4. 4. 4. 4. 4.
Des jugements rendus cont	re les corpora-
110H2 Manietheres	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
Expropriation.	
Pour des fins municipales	304 9 974
The state of the s	N.Y.
	ALTER TO COLOR OF SERVICE CONTROL
Book was to the	9 24
Dana lee bele	Control of the second of the s
Dang les bois	100000 400000 4000000000000000000000000
(V. Dans Pag	ppendice.)
Transcore Mary 18 1 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 1	
De lignes	120 3 424
· ata manana manana	,1945年第二日 (1980年) 1945年 (1945年)
Shall was well as a	E was
G.	
Cardiens.	Brank Migh of Conservant
Dienelos publics	
Qouvernement,	English Fully to Line
Du conseil et de ses officiers	465 à 474
The state of the s	Broditty day whiteora
inga kanala ang ik	
The state of the second of the	the second secon
Indomnite.	and the state of t
Anz membres du consoil de	comt6 524
7 7	586 \$ 501
Inepecteurs.	A Secretaria de la compansión de la comp
Agraires	406 à 414
De voirie	376 A 405
La Company of the State of the	

And the second second

Jou

Jug

Las

Lie

Lin

Lin

Mar Mar

Mis

Mur I Mur

Non

Nuis Orga

D

D

rtioles.	Jours de Fete	Articles.
4 2 375	Soud	19
	Juges de Paix- Poursuites devant les	1052 à 1000
natul G	Langues en usage.	
was god	Devant le conseil municipal, (V. Cone	
	Municipal.)	The same of the same of
à 1041	Lloenoës.	
4、20 克 6、20 克 6	De commerce	. 1
2 à 924	Limitation: Service and Service.	
to the same of the	Du nombre des licences	
Sare II	Limitee. (V. Changement.)	Something the
3	The state of the s	
2.6	Mandeuvres frauduleuses.	
And A.		
. €	Marches publics	625 à 636
3.424	Mise on viguour.	and the second
4	(V. Règlemente Municipaux.)	was a good of
nere of the	Municipalites. Attack to the property of the second	and the sale of the
8 à 448	De ville et de village	49 4 77
nimuil	Municipalities locales.	and sold
5 3 474	Règles communes aux corporations des	370 à 448
eroora	Nomination.	
	Des conseillers locaux par le lieutens	326 à 820
	gouverneur	r 330 à 336
261	Nulsances publiques415, 416, 592	
86 à 591		· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
106 à 414	Des Corporations, municipales	23 à 448
		The second of the second

Associate A	Articles,
CV. Vente	
Partage	Jugar da Pala
Des biens communs Des dettes passives commune	86 & 89
ments et partage.	· Call The Cale of
	549 \$ 553, 860 \$ 866
Perception.	conservation.
Des taxes dans les municipalit	constitue of
Plan. De la municipalité. (V. Division	用的1000mm - 1000000 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0
Places publiques	modil religion for MI 548
Ponts Municipaux	
President d'election	296 4 306
Procedures speciales	1026 à 1087
Proces-Verbal	796 à 816
Brode de laire un	796 à 821
De la vente des liqueurs eniv	rantes
Promulgation. De tous les règlements munic	ipaux
Regioment et partage des	
ves communes	incurrent a creation of the service
Regisments municipaux	453 à 708
Formalités précédant leur m	
Repartition.	014 2 000
Retrait.	il el regerolella poli
240 6 Des torrains adjugés	1022 à 1025
Role d'evaluation	Commission.
Confection du	716 à 733 734 à 743

Market State of the Control of the C	
TABLE TIPPERETTOUR DES MATTERES.	2005
. Trifelon	Articles.
Routes	126 2 530
Panta publique	607 1 608
Service Tresorier	143 2 145
Cautionnement du	
Devoirs généraux du	156 4 172
Separation.	
D'un territoire uni à un autre	45 & 486
Bervitours. (V. Mattres.)	
Taintien directs	480 à 491
	200 0 401
Et dettes municipales	937 1 997
Taxes municipales	937 à 971
Taxes	
Personnelles	584 à 585
Travaux des chemins.	
Personnes y sujettes en l'absence de procès-	
verbal	822 à 830
Travaux publics.	
Des corporations municipales	892 à 901 475 à 476
Municipalités	544 à 546
Trottoirs et canaux souterrains	044 & 04 0.
Vacances. Dans le charge de conseiller	387 à 341
Dans la charge de maire,	342 à 345
Dans le conseil	337 à 345
Vente et adjudication.	
Des terrains pour paiement des taxes muni- cipales	998 & 1021
Vente	
Desiliqueurs enivrantes. (V. Prohibition.)	

Articles

, 800 à 866

954 a 971

561 à 567

814 à 820

1022 à 1025 716 à 733 734 à 743

543

Yente. Du pain et du bois..... 579 A 581 Villagee incorpores. Statuts relatify aux. Sons 1 母的机构和 Yele Publique..... Consideration of the second of

Security of the second second second second the high providence of the and the agreement as the

Cerustinal Company of the Company of

tel 4952 a methodi di como de appento della cat Produce publication and a second to the set Tomagilities, proposesses organization of the contract of the the file was a recommendant and addition count Ore State of the Control of the Cont

T(Manager (7)

THOUSENED ON STORES. products a particular to the second of the particular

First & And State in contract tenders and in contract and the contract and Travers to the Travers Bit Said partitions in which give a constitution of the tivilities. incrementing sunning to exister?

the owner to the service and the service of

In a first transport of the content super a section at the second AND DELLAR TO THE TRANSPORT OF THE PROPERTY OF The state of the s Words it adjusted to the

that grow while it speaks we do make a sent and see an Committee to the committee of the commit

Commercial Control of Francisco and Commercial Control of the Cont

79 4 581 26 & 553 a conta 9 West. BEAT TALL LANT. 927 3 maT' vo V